GRAND-DUC NICOLAS MIKHAÏLOWITCH

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

DE LA RUSSIE ET DE LA FRANCE

d'après les rapports des ambassadeurs

D'ALEXANDRE ET DE NAPOLÉON

1808—1812

TOME III

EN DÉPOT A PARIS :

CHEZ MM. MANZI, JOYANT & Cie

24, BOULEVARD DES CAPUCINES

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

DE LA RUSSIE ET DE LA FRANCE

1808—1812

GRAND-DUC NICOLAS MIKHAÏLOWITCH

75

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

DE LA RUSSIE ET DE LA FRANCE

d'après les rapports des ambassadeurs

D'ALEXANDRE ET DE NAPOLÉON

1808—1812

TOME III

ST-PÉTERSBOURG
MANUFACTURE DES PAPIERS DE L'ÉTAT
1905



Armand-Louis de Caulaincourt, duc de Vicence.
D'après une miniature d'Isabey.

PRÉFACE.

Le présent Tome III renferme 118 rapports de Caulaincourt pour la période du 20 décembre 1808 au 17 juillet 1809.

Ce sont les affaires d'Autriche qui forment le principal sujet de la correspondance diplomatique. La rupture qui se prépare entre la France et l'Autriche oblige Napoléon à rechercher un appui actif du côté de la Russie. Le gouvernement russe, dans la personne de l'empereur Alexandre et du chancelier comte Romantzoff, fait à l'ambassadeur de France des protestations de sympathie et d'amitié, mais s'efforce de toute manière de détourner la guerre. A une série d'instances énergiques de Caulaincourt en vue de faire envoyer des troupes russes en Galicie, on répond par des promesses si convaincantes que l'ambassadeur ne doute pas d'une intervention active de la Russie, et cette confiance se reflète dans toute une suite de rapports. L'empereur Alexandre renouvelle à plusieurs reprises au crédule Caulaincourt l'assurance de sa résolution irrévocable de prouver «par des actes, et non pas seulement par des paroles» son attachement à Napoléon et à la France.

«Vous savez ce que je vous ai souvent dit: le temps prouvera à l'empereur combien je suis loyal» *).

Des torrents de protestations de ce genre se répandent pendant plusieurs semaines.

Malgré l'arrivée à Pétersbourg du prince de Schwartzenberg et le but manifeste de ce voyage, Caulaincourt rapporte en date du 22 mars: «Il est trois choses constantes aujourd'hui à Pétersbourg: 1°) c'est que ce cabinet marche droit, que l'empereur agira franchement si la guerre éclate; 2°) c'est qu'on se fait un point d'honneur de cette nécessité politique, quoiqu'on désire, et veuille, à quelque prix que ce soit, le maintien de la paix, par la crainte des conséquences politiques de la guerre, sur lesquelles on s'explique aujourd'hui comme il y a six semaines; 3°) enfin, c'est que jamais circonstance ne sera peut-être plus favorable pour donner à l'Autriche une leçon bien méritée» **).

Cependant le prince de Schwartzenberg continuait à rester dans notre capitale, assurant l'empereur et le chancelier qu'il n'y avait pas lieu de précipiter leurs décisions, qu'il valait mieux attendre patiemment des circonstances plus avantageuses. Dans un rapport au gouvernement autrichien en date du 15 février, Schwartzenberg laisse échapper ces mots: «L'heure de la vengeance sonnerait un jour», paroles significatives, et, peu après, il exprime sa ferme conviction que l'empereur Alexandre «ne lèverait pas le doigt» pour aider Bonaparte.

Presque au même moment, l'ambassadeur de France communiquait à Napoléon un de ses entretiens habituels

---

*) V. № 222, p. 156.
**) V. № 225, p. 169.

avec le souverain russe, sans se douter probablement que ces quelques mots de l'empereur Alexandre renfermaient tout un programme mûrement pesé:

«Je vois avec regret cette guerre s'allumer; vous savez ce que je pense sur ses conséquences: l'Autriche détruite, plus de barrière entre nous, plus de tiers puissant et indépendant en Europe, où en serons-nous? Ces guerres entre les nations éclairées font rétrograder la civilisation. Je regarde celle-ci, pour le monde en général, pour vous comme pour nous, comme une calamité. Ce n'est pas, je vous jure, par pitié pour l'Autriche, car je ne lui ai pas encore pardonné 1805, et je lui pardonne encore moins sa conduite actuelle et ses liaisons avec l'Angleterre. Elle mérite une fière leçon, et, malgré les réflexions que je vous fais, l'empereur peut compter que je le seconderai de tous mes moyens: je ferai tout ce que je pourrai; qu'il soit seulement modéré dans ses succès, qu'il donne la leçon bonne et qu'il ne détruise pas ce qu'il a, autant que moi, tant d'intérêt à conserver. Cette page de son histoire, quelques torts qu'ait l'Autriche, ne sera pas la moins belle. Je me mettrai de tout mon cœur à la tête de ma nation pour le seconder dans une telle entreprise; elle serait digne de notre siècle: cela vaudrait mieux que des conquêtes» *).

Les troupes russes, sous la conduite du prince Serge Féodorowitch Galitzine, commandant en chef, marchèrent lentement à la frontière autrichienne, si lentement que, quand elles entrèrent enfin sur le territoire de la Galicie, Napoléon était déjà à Vienne, après une suite de combats sanglants.

---

*) V. № 240, p. 244.

Néanmoins Alexandre cajolait Caulaincourt en l'assurant «qu'*il avait fait l'impossible* pour l'alliance», et l'ambassadeur ajoute naïvement: «C'est ainsi que S. M. et son ministre répondent à mes plaintes» *).

Il n'est pas étonnant que ces trop confiants rapports aient valu à Caulaincourt, sur l'ordre de Napoléon, des bords du Danube, une solide réprimande avec l'ordre catégorique de s'y prendre autrement à l'avenir.

La dépression de l'ambassadeur de France est bien nettement exprimée dans une lettre au comte Champagny du 25 juin 1809, qui se termine par ces mots:

«S'il m'est permis de faire une réflexion un peu personnelle, mais qui intéresse beaucoup le service, c'est que, dans la position actuelle des choses, il est tout à fait avantageux à l'empereur de me remplacer. La nature de mes relations, l'intimité même où mes fonctions m'ont placé près de l'empereur Alexandre rendent mon zèle impossible à bien remplir. Pour toute chose, les ministres vont rappeler ce qu'ils m'ont dit, ce qu'ils ont fait, ce qu'ils attendent encore. Un autre ignore tout cela: il partira du point actuel. Je lui remettrai les affaires dans un moment où la confiance n'aura sans doute pas encore tout perdu; tout ce qui le gênera, il l'ignorera. Son silence ne pourra être mal interprété, tandis que le mien sera remarqué et que, par ce fait seul, toute confiance sera détruite» **).

Mais Caulaincourt resta ambassadeur, son cri ne fut pas entendu et il passa encore deux ans tout entiers à jouer à colin-maillard avec le gouvernement russe.

---

*) V. № 285, p. 355.
**) V. № 287, p. 362.

L'entrevue d'Erfurt ne donna pas les résultats attendus; les liens d'amitié ne se resserrèrent pas, ce fut le début d'une ère de défiance mutuelle.

Ce volume est orné du portrait de Caulaincourt, duc de Vicence.

N. M.

LETTRES ET RAPPORTS DE CAULAINCOURT
du 20 décembre 1808 au 17 juillet 1809.

182.

Rapport à Napoléon.

20 Décembre 1808.

Depuis le 10, j'ai eu l'honneur de voir souvent S. M. et de dîner plusieurs fois chez Elle.

Un courrier prussien a apporté la nouvelle que LL. MM. le roi et la reine de Prusse avaient le projet de se rendre à Pétersbourg vers la fin de ce mois ou au printemps prochain pour y voir l'empereur et la Famille Impériale; mais tout annonce que ce sera pour la fin de ce mois. Les ordres pour les chevaux et les escortes sont donnés, et on dit même les équipages arrivés à la frontière. Le comte de Lieven, l'un des aides de camp généraux de l'empereur, destiné au poste de ministre à Berlin, est immédiatement parti pour aller au-devant de LL. MM. prussiennes jusqu'à la frontière. On leur prépare un magnifique appartement dans le palais occupé par la Famille Impériale. L'empereur a daigné m'instruire lui-même de ce voyage, aussitôt qu'il l'a appris. On ne lui assigne d'autre cause que de remercier l'empereur de tout l'intérêt qu'il a montré à la Prusse. Le séjour ici sera court, dit-on, le roi étant pressé de revoir Berlin. Je tiendrai Votre Majesté au courant de tout ce qui parviendra à ma connaissance.

L'empereur, m'ayant engagé à dîner le 18, aussitôt après l'arrivée du courrier du comte de Romantzoff, me communiqua et me remit lui-même les bulletins des opérations de l'armée d'Espagne qu'il venait de recevoir. Il me fit ensuite l'honneur de me dire qu'il approuvait la rédaction des réponses faites à l'Angleterre et la marche qu'on avait suivie à cet égard. Après m'avoir communiqué ces réponses, il m'ajouta qu'il avait reçu sur les affaires de la Prusse des renseignements qui lui paraissaient si contraires aux intentions manifestées par V. M. à Erfurt, même à l'assurance écrite qu'Elle lui avait donnée, qu'il se refusait à y croire, qu'il me chargeait d'en écrire à V. M. et de la prier de me mettre à portée de lui répondre.

Les observations de l'empereur portent principalement:

Sur ce qu'on a exigé par l'arrangement de Berlin l'intérêt des 70 millions de rentes foncières à 4 pour cent;

Sur ce qu'on a exigé le paiement en trente mois au lieu de trois années, accordées à Erfurt;

Sur ce qu'une partie de l'approvisionnement de siège des places était mise à la charge de la Prusse;

Enfin sur ce qu'on exigeait le placement de petits postes militaires sur les communications établies entre ces places.

L'empereur infère de là que la Prusse y perd un cinquième du rabais accordé et que les charges de l'approvisionnement et celles des postes établis dans le pays équivalent au reste, sans compter le grand désagrément pour le roi de voir son pays occupé en outre de ces places, et l'inquiétude qui en résulte de rixes particulières qui amèneraient un mécontentement que le roi veut éviter. S. M. ajouta après ces réflexions:

«L'empereur a vu, par ma réponse à sa lettre qui accorde le rabais à la Prusse, la preuve que j'avais ses intérêts autant à cœur que ceux des Prussiens et que je suis sans arrière-pensée. Dans les affaires d'Espagne, dans celles d'Erfurt, comme dans celles d'Angleterre et de Vienne, je lui ai prouvé non seulement ma loyauté, mais aussi mon attachement. Pour que ces sentiments durent, il faut qu'ils soient

réciproques: les subtilités des négociateurs de Berlin répondent mal à tout ce que j'ai fait. Il faut qu'il y ait quelque chose de sacré entre les souverains, comme entre les particuliers; sans cela, les nations retomberaient dans la barbarie.

«L'empereur m'a promis; mandez-lui que j'en appelle à sa parole de la conduite de ses agents, et que j'attends de son amitié que les choses seront rétablies dans le sens et dans l'esprit de ce qui a été convenu à Erfurt. Je tiens positivement à cela. Je suis fidèle observateur de mes engagements: l'empereur Napoléon doit de même tenir les siens. Il ne faut pas, pour quelques écus arrachés à des gens qui sont déjà plus que ruinés, porter atteinte aux souvenirs que me laisse notre entrevue. Je vous l'ai dit, je vous le répète, ces affaires finies, je ne me mêlerai plus de celles de la Prusse: mais ici j'ai été l'intermédiaire d'un bienfait, je réclame donc la parole qu'on m'a donnée. Mandez tout cela à l'empereur. Je vais vous donner des détails sur la réponse que je reçois de Vienne à la seconde lettre que j'ai écrite pour la reconnaissance du roi Joseph. Ma conduite envers l'empereur contraste trop avec celle qu'il tient envers moi dans les affaires de la Prusse, pour que je ne le prie pas de le remarquer. Il sentira, je l'espère, que j'ai le droit d'attendre et de recevoir plus de réciprocité».

S. M. me parla avec chaleur; je rapporte, aussi fidèlement que me le permet ma mémoire, ses propres expressions.

L'empereur daigna me lire ensuite les dépêches de M. Anstett, dont la dernière est du 4 décembre. Le prince Kourakin ayant déjà quitté Vienne, les ordres qui lui avaient été transmis ont été exécutés par ce chargé d'affaires.

A en juger par le compte qu'il rend et les détails dans lesquels il entre sur ce qu'il a dit, il a fortement pressé la mesure. Il a eu deux conférences avec M. de Stadion: la première, de près de trois heures, dans laquelle il lui a fait lire la lettre même de l'empereur Alexandre; la seconde, beaucoup plus courte, dans laquelle le ministre a fait part à M. Anstett de la réponse de l'empereur François. Dans

la première, le ministre, tout en l'assurant du désir qu'aurait S. M. de témoigner à l'empereur Alexandre combien il appréciait son amitié et même ses conseils, se retrancha toujours sur ce que la question avait changé de nature. Il allégua que, la France ayant refusé la reconnaissance conditionnelle dans le cas où le roi entrerait à Madrid, cette proposition était regardée par cela même comme non avenue; que M. Andréossi l'avait lui-même déclaré, et qu'il avait décliné tout ce qui avait été proposé à cet égard; que, la France ayant paru satisfaite des explications données sur les armements, l'affaire de la reconnaissance se trouvait liée aux affaires générales de l'Europe. M. de Stadion ajouta, dit M. Anstett, que l'empereur, auquel il rendrait compte de tout avant de lui donner une réponse, serait peiné du ton d'aigreur qui régnait dans la lettre de l'empereur Alexandre et surtout des doutes qu'il montrait à l'égard de la Russie, son ancienne alliée et son amie, dont aucune circonstance ne pourrait le détacher. M. Anstett, en répondant que les mesures comme la conduite de l'Autriche légitimaient ces doutes, appuya cette opinion sur la conduite du ministre autrichien à Constantinople, autant que sur les armements de l'Autriche, qui, dit-il au ministre, s'accroissent chaque jour. A cela, M. de Stadion lui répondit que la cour de Vienne faisait tout pour se constituer nation, pour assurer son indépendance, mais rien pour inquiéter ni troubler ses voisins; qu'il était certain que le ministre en Turquie s'était conduit d'après ce principe; que, sans doute, l'Autriche ne pourrait voir avec plaisir le partage *entier* de l'empire Ottoman; qu'on ne pouvait lui faire un crime de tenir à ses relations d'amitié avec cette puissance, mais qu'on savait, en même temps, qu'elle lui avait conseillé de s'arranger avec la Russie, et lui en avait même témoigné le désir; que les intentions de l'Autriche à cet égard ne pouvaient être ignorées de l'empereur.

M. de Stadion récrimina alors contre M. de Hübsch à Constantinople, qu'il appelle un agent de la France; il donne le même titre au ministre de Danemark à Vienne, chez lequel, dit-il, on tient un bureau de nouvelles qu'on fait circuler, et par lesquelles on trompe toutes les cours sur les intentions de celle de Vienne comme sur les

mesures qu'elle prend. M. Anstett, en prouvant au ministre que ses inculpations étaient fausses et que ce qu'il lui disait était même une preuve qu'il était mal informé, ramena la conversation à son objet, et fit valoir, pour lever les nouvelles difficultés sur la reconnaissance du roi Joseph, les assurances données par l'empereur Alexandre qu'il ne s'était rien passé à Erfurt contre l'indépendance ni les intérêts de l'Autriche. Il appuya fortement sur les conséquences d'un refus, sur l'effet dont il serait pour l'opinion, sur le prix que la Russie met à obtenir cette reconnaissance, même en la tenant secrète si on le désire, par cela même que cette condescendance sera appréciée par l'empereur Napoléon comme par l'empereur Alexandre et garantira par conséquent à l'Autriche que la France, n'ayant aucun sujet de mécontentement, n'entreprendra rien contre elle. Sur cela, ajouta M. Anstett, M. de Stadion reprit: «Notre indépendance dépend de notre force intérieure; nous nous constituons pour nous défendre avec nos propres moyens, car la partie est perdue, en pareil cas, avant que les amis qu'on peut avoir soient venus à votre secours». Le ministre fit entendre ensuite que, les deux empereurs réunis à Erfurt, il était déjà trop tard pour que l'Autriche pût consentir sans explication à la reconnaissance, faisant sans doute allusion aux explications qu'elle a demandées sur ce qui s'y est passé. Il dit encore que, dans la situation des choses, le respect de sa cour pour les gouvernements établis, son indépendance, la conduite de la France et son exigence envers elle, même depuis Presbourg, lui faisaient un devoir de ne pas consentir à cette marque de déférence à l'amitié de l'empereur Alexandre et de condescendance pour la France; que, l'ambassadeur de cette puissance s'étant d'ailleurs contenté des explications données, l'Autriche ne pouvait avoir l'air de changer de système; qu'au reste, l'empereur ferait tout ce qui serait possible pour complaire à l'empereur Alexandre. Il répéta encore ce qu'il avait dit plusieurs fois, en commençant comme en reprenant cette conversation, interrompue par le ministre des finances, qu'il désirait et espérait que M. Anstett n'en ferait aucun usage et la regarderait comme une conversation de salon. Celui-ci le promit.

Dans la seconde conférence, M. de Stadion répéta en partie ce qu'il avait dit dans la première; mais, selon M. Anstett, il fut plus circonspect. Il lui annonça qu'il avait écrit à cet égard au chargé d'affaires de sa cour à Pétersbourg et que son courrier était parti la veille (le courrier russe, parti longtemps après l'autrichien, est cependant arrivé ici avant lui). M. de Stadion ajouta que le prince de Schwartzenberg, dont le caractère de loyauté ne pouvait être soupçonné par S. M., avait reçu l'ordre de partir incessamment; qu'il s'expliquerait sur tout ce qui pourrait intéresser S. M.; qu'il connaissait les intentions, les vues et les intérêts de l'Autriche; que cette puissance ne pouvait changer ni de principes, ni de marche; que la reconnaissance demandée tenait aux grandes affaires de l'Europe, même au système invariable de respect pour les gouvernements établis et de neutralité que l'Autriche avait adopté; que, dans la situation de l'Europe, les Etats ne pouvaient sauver leur indépendance qu'en suivant un système fixe, qui, en liant le peuple à son souverain, rend ce système national, etc.; qu'au reste, rien ne pouvait changer ni altérer les sentiments de l'empereur François pour l'empereur Alexandre, qu'en toute circonstance il en aurait la preuve.

M. de Stadion paraît, au dire de M. Anstett, s'attacher principalement à cette idée comme à la base de la politique et de la conduite intérieure et extérieure de sa cour: *indépendance de l'Autriche; assurer par ses propres moyens cette indépendance; pouvoir être au dehors utile aux autres, sans jamais se mêler de leurs affaires*. En tout, la substance de ce que rapporte M. Anstett sur ce que lui a dit M. de Stadion tend à prouver que la politique de l'Autriche, comme son intention, est de conserver ses relations actuelles sans se lier sur rien.

M. Anstett se résume à peu près ainsi:

L'Autriche se prépare à la défense si on l'attaque: elle ne néglige aucun moyen de se mettre en mesure. Elle ne commencera pas, mais ne serait peut-être pas fâchée que la France commençât à l'attaquer. Si on ne la cherche pas, tout porte à croire qu'elle ne fera rien: elle ne veut que s'arranger chez elle. M. de Metternich a l'ordre de retourner à Paris.

J'ai cru remarquer, par cette dépêche, que M. de Schwartzenberg serait chargé de beaucoup d'explications, qu'on voulait ainsi gagner du temps, qu'on cherchait à inspirer des doutes sur les intentions de V. M., que, sans cependant rien articuler, on se plaint de tout ce qui s'est passé depuis le traité de Presbourg, enfin qu'on veut même se regarder comme dégagé de l'offre faite de reconnaître le roi Joseph lorsqu'il serait à Madrid et qu'on revient à l'idée, émise depuis les courriers expédiés d'Erfurt, de faire dépendre cette reconnaissance des confidences ou ouvertures qu'on a demandées sur ce qui s'est passé à l'entrevue.

Si M. Anstett a dit tout ce qu'il mande, son langage a été ferme et ses intentions bonnes; ses instructions devaient être précises et la lettre de l'empereur forte. Il s'est expliqué d'une manière positive sur les conséquences du parti que prenait l'Autriche, sur les doutes qu'il était impossible de ne pas concevoir relativement à ses intentions, sur les engagements de la Russie avec la France, et enfin, sur la détermination de l'empereur de ne point dévier de ce système.

Je ne puis répondre que ma mémoire ait conservé toutes les expressions de ces deux lettres fort longues, et que S. M. me lisait assez vite: j'ai dû me borner à tâcher de m'en rappeler le sens, ignorant si l'intention de l'empereur est de les communiquer, et je ne lui ai fait aucune question, de peur de rendre S. M. plus circonspecte à l'avenir avec moi. Le ministre, que j'ai vu depuis, ne m'a parlé que vaguement de tout cela, répondant à mes questions que l'empereur avait voulu m'en parler lui-même, par suite de sa confiance en moi, et que, pour lui, n'ayant eu qu'un moment ces dépêches dans les mains, il ne pouvait préciser tout ce qu'elles contenaient.

J'eus l'honneur de faire remarquer à l'empereur les différents passages des lettres de M. Anstett qui pouvaient faire croire à des projets hostiles, notamment ce qu'il dit sur la continuation des armements, puis la phrase *pouvoir être utile au dehors*. Je m'attachai aussi à cette mission de M. de Schwartzenberg, au louche que faisaient soupçonner des communications ou explications qu'on ajournait

et qu'on ne voulait donner qu'à l'empereur lui-même. Je fis également sentir à S. M. qu'on annonçait clairement par là qu'on voulait gagner de temps, et qu'il ne fallait pas être un profond politique pour voir que c'était pour se conduire suivant les circonstances et en profiter si les affaires allaient mal en Turquie ou en Espagne, que ce désir de voir la paix rétablie avec les Turcs ne s'expliquait pas assez positivement pour qu'on pût être sûr des intentions de l'Autriche si les hostilités recommençaient. S. M. me fit remarquer, comme je l'avais déjà fait, le mot *entier*, qui, je crois, est souligné, et deux fois, dans les dépêches, à l'article de ce qu'a dit M. de Stadion sur le partage de l'empire Ottoman. S. M. m'ajouta que cela ne l'empêcherait pas d'être sur ses gardes, mais plus pour V. M. que pour Elle-même. Je fis encore remarquer à l'empereur la différence qu'il y avait entre la politique ferme et grande de V. M., qui était, par l'effet même de sa force, à découvert, et la politique tortueuse de l'Autriche, qui inquiétait partout et ne tendait qu'à diviser ses voisins et inspirer des soupçons pour asseoir sa puissance et tenir tout le monde dans le doute sur ses projets.

J'ajoutai qu'il me semblait qu'on faisait la politique à Vienne comme ailleurs la police, que l'esprit de M. de Stadion me paraissait celui d'un maître de police et que des vues aussi étroites et des moyens aussi mesquins ne pouvaient inspirer aucune confiance; que M. de Schwartzenberg viendrait sûrement gonflé de cette nouvelle tactique, mais que l'intention qu'elle masquait, comme ses conséquences, ne pouvaient échapper à la sagacité et surtout à la droiture de S. M.; que j'aimais à croire à la loyauté de cet ambassadeur, mais que je prévoyais qu'il était dupe de sa cour s'il venait ici pour parler dans le système de M. de Stadion; que le langage de paix et de conciliation de M. de Metternich, pendant son séjour à Vienne, était une preuve non équivoque de la duplicité de la conduite de cette cour et de ses perfides intentions.

J'appuyai aussi sur la nécessité de savoir à quoi s'en tenir à cet égard, avant de s'engager avec la Porte. Je fis également sentir que

l'intérêt commun des deux empires, et celui de nos négociants en particulier, réclameraient des ménagements lorsque l'on traiterait à Constantinople, et qu'il fallait éviter, en brusquant les Turcs, d'augmenter l'influence des Anglais et de détruire entièrement celle de la France, qui, dans les circonstances actuelles, était utile aux deux parties.

Quant à la Prusse, je répondis que je rendrais compte à V. M. de ce que l'empereur me faisait l'honneur de me dire, que je pensais qu'il y avait erreur dans le compte qu'on lui avait rendu, que rien, dans ce qui s'était passé à Erfurt, n'avait établi, à ce qu'il me semblait, qu'il n'y aurait point d'intérêts pour les sommes non acquittées; que ces intérêts étaient fixés au taux le plus bas; que je connaissais trop l'attachement de V. M. pour lui et son exactitude à remplir ses engagements, pour ne pas lui assurer qu'Elle ferait justice si on avait outrepassé ses ordres, qui étaient certainement basés sur la pensée comme sur les sentiments d'Erfurt, dont S. M. avait d'autres preuves que l'affaire des contributions de la Prusse.

L'empereur m'a répété ce que j'ai eu l'honneur de mander dans mes précédentes dépêches à V. M., qu'Elle devait compter sur lui, et que le temps lui prouverait combien il était franchement attaché à son système; qu'il s'expliquerait avec M. de Schwartzenberg comme il l'avait fait dans sa lettre au prince Kourakin, et de manière à ce qu'on connût bien ses intentions à Vienne; que, quelles que fussent les protestations de l'Autriche relativement à lui, et malgré l'intention où il la savait de lui laisser faire la paix avec les Turcs et acquérir ce que la convention d'Erfurt lui donnait, il avait les yeux ouverts sur cette puissance; que ses troupes étaient prêtes, qu'il n'avait encore donné aucun ordre à son armée du Danube, afin de commencer par l'Autriche si elle bougeait et inquiétait V. M.; qu'il s'était contenté d'envoyer un aide de camp du prince Prozorowsky à Constantinople pour négocier, et qu'il ne donnerait aucun ordre qu'il ne sût V. M. à Madrid, parce qu'il pensait que cette nouvelle ouvrirait les yeux à beaucoup de gens, quoique les circonstances actuelles lui fussent certainement très favorables et qu'il touchât à l'époque où aucune

obligation ne le forcerait à retarder ses opérations. S. M. revint encore sur les affaires de la Prusse, et ajouta cette réflexion:

«Vous voyez, général, comme j'agis toujours avec l'empereur; j'espère qu'il en fera de même avec moi, et que vous m'annoncerez bientôt qu'il a donné des ordres pour qu'on exécute, à l'égard de la Prusse, ce qu'il m'a promis lui-même. Il m'en coûte de parler de ces sortes d'affaires; aussi je m'en explique franchement pour que cela ne prenne pas un caractère diplomatique et se termine dans la pensée d'Erfurt. Tenez, j'y vais franchement. Point de chicanes! Nous sommes l'un et l'autre trop grands, trop puissants, et l'empereur a trop de gloire et d'esprit, pour user de ces moyens».

L'empereur finit par me dire que sa politique était à découvert, comme ses sentiments pour V.M., que M. de Schwartzenberg ni personne ne le changerait; qu'il agirait avec mesure, parce qu'il regardait l'existence de l'Autriche comme nécessaire, indispensable même à l'équilibre politique des grandes puissances, qu'il ne voulait pas la pousser à des mesures qui mettraient le continent en feu, mais que, si elle bougeait et attaquait la France, V. M. pouvait compter sur lui. S. M. ajouta encore que ses quatre divisions étaient prêtes. Elle daigna me parler avec beaucoup d'intérêt des succès de V. M. en Espagne et y attacher un grand prix: «Il faut sauver les Amériques, ajouta-t-Elle, pour que les Anglais ne retirent pas tous les avantages de la lutte; car c'est pour les forcer à la paix que nous faisons la guerre, et, si les Amériques ne suivent pas le sort de l'Espagne, les grands avantages seront pour eux».

M. Anstett ne dit pas s'il a communiqué ce qu'il mande à M. Andréossi; il rapporte seulement que cet ambassadeur avait prévenu M. de Stadion, d'après ce que lui a dit ce ministre, que le prince Kourakin devait recevoir l'ordre de demander de nouveau la reconnaissance.

S. M. me parla ensuite du comte de Romantzoff, de sa reconnaissance pour les bontés de V. M. et l'accueil qu'on lui faisait à Paris, de son admiration pour ce qu'il y voyait et pour la France, de ses

conférences avec M. de Champagny sur les réponses à faire à l'Angleterre, d'après les idées de V. M.

J'eus l'honneur de communiquer, le 19 au matin, à l'empereur les copies de ces réponses, que le ministre m'avait envoyées, en tout conformes à celles que S. M. avait bien voulu me montrer la veille, en même temps que les dépêches de M. de Romantzoff. L'empereur me parut fort content de la conduite comme de l'opinion de ce ministre dans toutes ces affaires.

Sachant que S. M. n'avait aucune nouvelle de l'amiral Seniavine, je crus le moment favorable pour lui remettre, sans aucune réflexion, la copie de sa correspondance avec M. le duc d'Abrantès, tant pour prévenir ce qui pourrait venir après, que pour l'instruire de la conduite de cet amiral et du mauvais esprit qui l'animait.

S. M. m'en parla le lendemain. Elle me dit qu'Elle avait vu avec d'autant plus de peine la conduite de son amiral, qu'Elle y reconnaissait ce vieil esprit ridicule dont quelques personnes étaient encore entachées. Elle me rappela tout ce qu'Elle m'avait dit dans le temps, et dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à V. M., sur l'utilité dont Elle espérait que ses troupes pourraient être au général Junot, en les formant en bataillons. S. M. finit par me dire qu'Elle avait éprouvé la plus grande impatience en lisant les raisons ridicules qu'alléguait son amiral, qu'Elle ne l'oublierait pas. Elle me pria de lui laisser ces papiers, voulant, me dit-Elle, les envoyer avec une note au ministre de la marine.

183.

Lettre à Napoléon.

20 Décembre 1808.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté mon rapport du 20 décembre. L'empereur Alexandre paraît avoir fort à cœur les affaires de la Prusse, car il est non seulement revenu plusieurs fois à la charge,

mais il a affecté, comme le porte le rapport, de répéter tout ce qui a pu être dit ou convenu à Erfurt entre V. M. et lui.

Le chargé d'affaires d'Autriche fait sonner bien haut l'arrivée de M. de Schwartzenberg, qu'on annonce pour le mois de janvier; il me paraît connu et estimé de l'empereur. S. M. me témoigne une confiance et une préférence qui doivent peu inquiéter pour cette occurrence. En me parlant tout à l'heure de cet ambassadeur et de l'importance que sa cour semblait vouloir attacher à sa mission, l'empereur m'a fait l'honneur de me dire: «Général, cela ne changera rien, je vous en assure; quand ma famille et tant de gens n'ont pas changé mon système, et que vous êtes plus que jamais dans ma confiance, vous pensez bien que tous les autrichiens du monde et celui-ci, dont j'estime aussi le caractère, ne me feront pas varier». Ceci m'a été dit depuis la rédaction de mon rapport, en allant demander à l'empereur s'il n'avait point d'ordres à me donner avant le départ du courrier.

Il est tombé tant de neige, qu'on n'a aucune nouvelle de Finlande depuis huit jours: les chemins, même aux environs de Pétersbourg, sont impraticables.

Les succès militaires en Espagne font un bon effet, et tel, qu'il n'y a ni nouvelles, ni on-dit en ville. La société glose sur le style des bulletins, qu'on a jusqu'au huitième, et qui exaspéreront, dit-elle, encore plus les Espagnols contre le roi Joseph et feront fuir tous les chefs en Amérique: voilà à quoi se bornent les caquets.

On n'a pas encore la certitude de l'arrivée du roi et de la reine de Prusse. L'empereur leur a envoyé de belles fourrures à la frontière. Les appartements qu'ils occuperont sont près de la galerie de l'Ermitage, dans un bâtiment particulier, mais tenant au grand palais; ils sont tous meublés à neuf, et des plus belles étoffes de Lyon: cinq cents ouvriers y ont travaillé jour et nuit depuis le 1er de ce mois.

Le courrier envoyé au prince d'Oldenbourg est revenu avec son consentement pour le mariage de son fils, qui a en conséquence reçu hier le cordon de Saint-André. On attend chaque jour le prince héréditaire de Weimar et celui régnant d'Oldenbourg.

On n'a point de nouvelles de Constantinople depuis celles du 17 novembre; celles de Vienne du 4 ne font nullement mention de cette révolution, qui y était probablement encore ignorée à cette époque.

184.

Lettre à Champagny.

20 Décembre 1808.

Ayant à rendre compte à Votre Excellence des réponses données par la cour de Vienne aux dernières ouvertures faites par celle de Russie pour la reconnaissance du roi Joseph, j'ai l'honneur de lui expédier, à défaut de courrier, M. d'Amières La Chataigneraye, employé aux relations extérieures, attaché comme élève à ma légation.

M. de Périgord, arrivé le 16 au soir, m'a remis la dépêche de V. E. du 11 novembre, et j'ai reçu avant-hier par un courrier de M. de Romantzoff celle du 30 novembre avec les pièces qui y étaient jointes.

Un courrier prussien a apporté le 30 la nouvelle que LL. MM. le roi et la reine de Prusse avaient le projet de se rendre à Pétersbourg vers la fin de ce mois ou au printemps prochain, pour y voir l'empereur et la Famille Impériale; mais tout annonce que ce sera pour la fin de ce mois. Les ordres pour les chevaux et les escortes sont donnés, et on dit même les équipages arrivés à la frontière. Le comte de Lieven, aide de camp général de S. M. l'empereur, destiné au poste de ministre à Berlin, est immédiatement parti pour aller au-devant de LL. MM. à la frontière. On leur prépare un logement magnifique dans le palais occupé par la Famille Impériale, mais dans la partie qui est près de la galerie de l'Ermitage. L'empereur a daigné m'instruire lui-même de ce voyage, auquel on n'assigne d'autre cause que le désir de remercier l'empereur de tout l'intérêt qu'il a témoigné à la Prusse.

J'ai eu l'honneur de dîner le 18 chez l'empereur. S. M. m'avait fait engager aussitôt après l'arrivée du courrier du comte de Romantzoff, et me remit Elle-même les bulletins, jusqu'au huitième, des opérations de l'armée d'Espagne, qu'elle venait de recevoir. L'empereur me parla ensuite des affaires de la Prusse. Il me dit que les derniers arrangements faits par les négociateurs de Berlin étaient peu conformes aux engagements pris à Erfurt, qu'il en appelait à l'empereur Napoléon de la conduite de ces négociateurs. S. M. tient fortement, m'a-t-Elle dit, à conserver à la Prusse la remise entière qu'Elle a obtenue pour elle à Erfurt.

L'empereur a daigné me lire ensuite deux dépêches de M. Anstett. La dernière est du 4 décembre. Ayant à exécuter les ordres qui avaient été envoyés au prince Kourakin avant qu'on le sût parti, il a eu avec le comte de Stadion deux conférences fort longues et lui a fait lire la lettre même de l'empereur Alexandre. Le comte de Stadion est entré dans de grands détails sur la reconnaissance du roi Joseph et sur le système politique de son gouvernement. Selon lui, la question de la reconnaissance a changé de face depuis que la France a refusé une reconnaissance conditionnelle dans le cas où le roi entrerait à Madrid, et cette proposition doit, par cela même, être regardée comme non avenue. Il a ajouté que cette affaire se trouvait maintenant liée aux affaires générales de l'Europe, et que le général Andréossi avait, non seulement décliné tout ce qui avait été proposé à cet égard, mais en outre déclaré qu'il regardait le tout comme non avenu. Quant aux armements, il prétend que la France a été contente des explications qui ont été données à ce sujet. M. de Stadion, en promettant de rendre compte de tout à son souverain, fit entendre que l'empereur François serait peiné du ton d'aigreur qui régnait dans la lettre de l'empereur Alexandre et surtout des doutes qu'il montrait sur ses intentions à l'égard de la Russie, son ancienne alliée et son amie, dont aucune circonstance ne pouvait le détacher. M. Anstett justifia ces doutes par la conduite du ministre autrichien à Constantinople, et par les armements de l'Autriche, qui continuent, dit-il au ministre. «Nous ne voulons, dit

M. de Stadion, ni inquiéter, ni troubler nos voisins, mais nous ferons tout pour nous constituer nation et assurer notre indépendance; sûrement notre ministre en Turquie s'est conduit d'après ce principe. L'Autriche ne peut voir avec plaisir le partage *entier* de l'empire Ottoman, et l'on ne peut lui faire un crime de tenir à ses relations d'amitié avec cette puissance; on sait qu'elle lui a conseillé de s'arranger avec la Russie, et sans doute les intentions de l'Autriche à cet égard sont connues de l'empereur Alexandre». A cette occasion, M. de Stadion se plaignit beaucoup des ministres de Danemark à Constantinople et à Vienne, les appelant des agents de la France et accusant le dernier de faire circuler une quantité de fausses nouvelles, par lesquelles on trompe toutes les cours sur les intentions et sur les mesures de celle de Vienne.

M. Anstett s'appliqua à détromper M. de Stadion, et, ramenant la conversation sur les nouvelles difficultés opposées à la reconnaissance du roi Joseph, il fit valoir pour les lever les assurances données par l'empereur qu'il ne s'était rien fait à Erfurt contre l'indépendance et l'intérêt de l'Autriche, et il appuya fortement sur les conséquences d'un refus, sur l'effet dont il serait pour l'opinion, sur le prix que met la Russie à l'obtenir, même en la tenant secrète si on le désirait, cette condescendance devant être appréciée par l'empereur Napoléon comme par l'empereur Alexandre et devant garantir par conséquent à l'Autriche que la France n'entreprendra rien contre elle.

M. de Stadion répondit, continue M. Anstett, que l'Autriche se constituait pour se défendre et assurer son indépendance par ses propres moyens, que la partie était perdue quand il fallait attendre le secours de ses amis. Il donna à entendre que, lorsque les deux empereurs s'étaient réunis à Erfurt, il était déjà trop tard pour que l'Autriche pût consentir sans explication à la reconnaissance qu'on lui demandait, faisant sans doute allusion aux explications qu'elle a demandées sur ce qui s'y est passé. Il ajouta que l'état des choses, le respect de sa cour pour les gouvernements établis, sa propre indépendance, la conduite de la France à son égard et son exigence depuis le traité de Presbourg, ne permettaient point à sa cour de porter

jusque-là sa déférence pour l'amitié de l'empereur de Russie, ni sa condescendance pour la France. Avant de terminer cette première conférence, il lui répéta combien l'empereur François serait toujours empressé de complaire autant que possible à l'empereur Alexandre, et le pria, ainsi qu'il l'avait déjà fait au commencement, de ne faire de cette conversation aucun usage et de la regarder comme une conversation de salon, ce que M. Anstett promit.

Dans la seconde conférence, M. de Stadion fut plus circonspect. Il répéta cependant en partie ce qu'il avait dit dans la première; il annonça à M. Anstett qu'il avait écrit à cet égard au chargé d'affaires à Pétersbourg et que son courrier était parti la veille (il n'est cependant arrivé qu'après le courrier russe, quoique celui-ci fût parti longtemps après). Il ajouta que le prince de Schwartzenberg, qui devait partir incessamment et dont le caractère de loyauté ne pouvait être soupçonné, donnerait des explications sur les intentions et la politique de l'Autriche, que, pour sauver son indépendance, une nation devait suivre fidèlement un système qui liât le peuple à son souverain et devînt par là national. Il répéta, au reste, que rien ne pouvait altérer les sentiments de l'empereur François pour l'empereur Alexandre. Selon M. Anstett, la politique de M. de Stadion, ainsi que la conduite intérieure et extérieure de son gouvernement, est fondée sur cette idée: *assurer son indépendance par ses propres moyens; au dehors, pouvoir être utile aux autres, sans jamais se mêler de leurs affaires.*

Ainsi l'Autriche, d'après le résumé de M. Anstett, éviterait de prendre des engagements; elle se tiendrait prête à se défendre si on l'attaquait, résolue à ne pas commencer, mais peut-être pas fâchée que la France l'attaquât.

Il paraîtrait, par cette dépêche, que M. de Schwartzenberg sera chargé de beaucoup d'explications: peut-être aussi ne veut-on que gagner du temps pour se conduire suivant les circonstances et en profiter; c'est assez probable au moins.

Si M. d'Anstett a dit tout ce qu'il mande avoir répondu, son langage a été ferme et dicté par les meilleures intentions. Il n'a point

dissimulé à M. de Stadion les conséquences du parti que prenait l'Autriche, les méfiances qui en étaient le résultat nécessaire, les engagements de la Russie avec la France et enfin la détermination fixe de l'empereur de ne point dévier de ce système. L'Autriche espère-t-elle changer les dispositions de cette cour par son ambassadeur? Tout semble promettre qu'elle se trompe, si c'est là son espoir. Il paraît, d'après la lettre de M. d'Anstett, que M. de Stadion s'est appliqué à jeter des doutes sur les intentions de l'empereur Napoléon à l'égard de la Russie elle-même.

Tel est, autant que j'ai pu me le rappeler, le contenu de ces lettres, que l'empereur m'a lues lui-même et assez vite. M. de Soltykoff, que j'ai vu depuis, ne m'en a parlé que vaguement, répondant à mes questions que l'empereur avait voulu m'en parler lui-même, par suite de sa confiance en moi, et que lui, n'ayant eu qu'un moment ces dépêches dans les mains, ne pouvait bien préciser ce qu'elles contenaient.

J'ai eu l'honneur de faire remarquer à l'empereur les différents passages des lettres de M. d'Anstett qui pourraient faire croire à des projets hostiles, notamment ce qu'il dit sur la continuation des armements et sur le désir d'être *utile aux autres*. Je m'attachai aussi à cette mission de M. de Schwartzenberg et à ces communications ou explications ajournées jusqu'à l'arrivée de cet ambassadeur, et qu'on ne veut donner qu'à l'empereur lui-même. Je fis sentir que l'Autriche, en paraissant désirer que la paix se rétablît avec les Turcs, ne s'expliquait cependant pas assez positivement pour qu'on pût être sûr de ses intentions si les hostilités recommençaient avec eux. S. M. me fit remarquer Elle-même le mot *entier*, qui, je crois, se trouve souligné, et deux fois, dans ce que M. de Stadion a dit sur le partage de l'empire Ottoman. Cela me fournit une nouvelle occasion de mettre en opposition la politique ferme et grande de la France avec la politique tortueuse et obscure de l'Autriche, qui cherche à tout diviser pour augmenter sa puissance; j'ajoutai que je m'attendais à voir M. de Schwartzenberg plein du système de M. de Stadion et l'un des

agents de cette nouvelle tactique, mais que ni son but, ni ses conséquences ne pouvaient échapper à la loyauté et surtout à la droiture de S. M.

J'appuyai aussi sur la nécessité de savoir à quoi s'en tenir à cet égard avant de s'engager avec la Porte. Je fis également sentir que l'intérêt commun des deux empires, et celui de nos négociants en particulier, réclameraient des ménagements lorsqu'on traiterait à Constantinople, et qu'il fallait éviter, en brusquant les Turcs, d'augmenter l'influence des Anglais et de détruire entièrement celle de la France, qui, dans les circonstances actuelles, était utile aux deux parties.

L'empereur me répéta que l'empereur Napoléon devait compter sur lui, que le temps ferait voir combien il tenait au système actuel, qu'il s'en expliquerait avec M. de Schwartzenberg comme il l'avait fait dans sa lettre au prince Kourakin, qu'il ne perdrait pas un moment l'Autriche de vue et que son armée du Danube était prête à marcher contre elle si elle bougeait et attaquait, qu'enfin il n'agirait en Turquie que lorsqu'il saurait l'empereur Napoléon à Madrid, quoique le moment actuel lui fût on ne peut plus favorable.

M. d'Anstett ne dit point s'il a communiqué ce qu'il mande à M. le général Andréossi. Il rapporte seulement que cet ambassadeur avait prévenu M. de Stadion, d'après ce que ce ministre lui a dit lui-même, que le prince Kourakin recevrait l'ordre de demander de nouveau la reconnaissance.

L'empereur me parle toujours avec beaucoup d'intérêt des affaires d'Espagne.

J'ai reçu la copie que V. E. a bien voulu m'envoyer de la correspondance entre le duc d'Abrantès et l'amiral Seniavine. Pour éclairer d'avance l'opinion de l'empereur, j'ai cru devoir la lui montrer, quoique V. E. ne m'eût rien dit à cet égard. L'empereur a vu avec chagrin la conduite de son amiral et m'a promis d'en faire justice. «J'y reconnais, m'a-t-il dit, ce vieil esprit ridicule dont quelques personnes sont encore entachées». Il m'a rappelé lui-même tout ce qu'il m'avait dit sur l'utilité dont il espérait que ses troupes seraient au général

Junot, en en formant des bataillons, et finit par me dire qu'il avait éprouvé la plus grande impatience en lisant les raisons ridicules de son amiral.

Je me suis empressé de faire connaître à l'empereur ce que V. E. me mande en m'envoyant le traité fait avec le duc d'Oldenbourg. En me parlant de l'intérêt qu'il prend à ce prince et à sa maison, l'empereur m'a témoigné aussi sa confiance dans les sentiments du roi de Hollande. Il se loue des rapports qui existent entre ce prince et lui.

On a reçu ici des lettres du prince Kourakin écrites de Paris; il se loue infiniment de l'accueil qui lui a été fait. Si j'en dois croire diverses lettres de cet ambassadeur, qui m'ont été lues par l'empereur lui-même, il a persisté jusqu'aux derniers moments de son séjour à Vienne dans les véritables principes du système actuel de sa cour, et n'a cessé de presser de tous ses moyens la reconnaissance du roi Joseph.

J'ai eu l'honneur de faire connaître à l'empereur les dernières instructions données à M. de Latour-Maubourg relativement aux rapports des Turcs avec la Russie et à la cession de la Valachie et de la Moldavie. S. M. a reçu cette nouvelle avec plaisir et m'a répété encore l'intention où Elle est de subordonner ses opérations en Turquie aux opérations d'Espagne. Je n'ai point oublié d'insister sur les ménagements réclamés par l'intérêt commun des deux empires, et celui de nos négociants en particulier, pour éviter d'augmenter l'influence des Anglais en détruisant tout à fait celle de la France.

J'ai reçu la copie que V. E. a bien voulu m'envoyer de sa réponse à la note de M. Canning, ainsi que celle de M. de Romantzoff. L'empereur approuve beaucoup les légers changements faits par ce ministre et surtout *l'esprit qui les a dictés.* M. de Romantzoff en a écrit le détail à S. M.

On a bien accueilli les intentions favorables manifestées par l'empereur pour le Danemark. J'ai donné connaissance de la lettre de V. E. à M. de Blome.

Je remercie V. E. de la complaisance qu'Elle a eue de m'envoyer les Moniteurs et les bulletins de l'armée d'Espagne. Les nouvelles de

nos succès, si elles ne changent pas l'opinion à Pétersbourg, donnent au moins une bonne direction; sous ce rapport, il importe que je sois tenu au courant, d'autant plus que les anglomanes sont toujours pourvus abondamment de nouvelles qu'il est utile de rectifier ou de démentir.

J'ai communiqué à M. del Pardo ce que V. E. m'écrit relativement à lui. La conduite de ce ministre est toujours la même et sert à faire ressortir davantage les désagréments de sa situation pécuniaire: les Russes ne manquent pas de faire des réflexions là-dessus. Ici, plus que partout ailleurs, il est nécessaire qu'un ministre ne cesse point de conserver un état analogue à son rang: on juge par lui de la situation où se trouve sa cour.

On n'a point de nouvelles de Constantinople postérieures à celles du 17 novembre, et celles de Vienne du 4 décembre ne parlent en aucune manière des événements qui se sont passés sur le Bosphore et qui n'y étaient probablement pas connus à cette époque.

Je dois rectifier une erreur que m'a fait connaître M. de Soltykoff en me disant que M. de Latour-Maubourg avait écrit sur les derniers événements de Constantinople au général Miloradowitch. Depuis, l'empereur a daigné me lire ces dépêches: c'est un agent russe qui a écrit cette lettre et point M. de Latour-Maubourg. M. de Soltykoff, à qui j'en ai reparlé, est convenu aussi de l'erreur qu'il avait faite.

185.

Rapport à Napoléon.

15 Janvier 1809.

Le 22 décembre au soir, je reçus la lettre de Votre Majesté du 27 novembre; étant malade et dans mon lit, je m'empressai d'adresser à l'empereur les bulletins que M. de Champagny m'avait envoyés en même temps. L'empereur, en me les renvoyant, m'écrivit un billet par lequel il me félicitait du succès des armes de V. M.

Le 3, je reçus par un autre courrier la lettre de V. M. datée de Madrid le 5 décembre. Je m'empressai également d'en instruire l'empereur: j'eus l'honneur de dîner ce jour-là chez lui, et il m'accorda avant une longue audience.

L'entrée de V. M. dans la capitale de l'Espagne a produit un grand effet et fait taire les bruits absurdes qu'on se plaisait à entretenir malgré les détails de tous les avantages précédemment remportés par V. M. L'opinion a changé, et d'une manière marquante: on s'attend à voir l'Espagne bientôt entièrement soumise. L'empereur m'a témoigné beaucoup de joie de cet événement; il en a parlé hautement devant différentes personnes, il est revenu plusieurs fois sur cette nouvelle dans les diverses conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec lui, et il m'a particulièrement recommandé d'en féliciter V. M. de sa part. Il m'a demandé si je n'avais pas de lettre de V. M. pour lui.

J'ai lu avec l'empereur les réponses de M. Canning à M. de Romantzoff et à M. de Champagny. Je lui ai fait remarquer les passages de ces lettres les plus outrageants pour lui: il m'en a paru vivement blessé et plus décidé que jamais à persévérer dans le système actuel pour forcer enfin l'Angleterre à la paix; il espère que ce sera le résultat de la conquête totale de l'Espagne et de l'occupation du Portugal. Il veut, m'a-t-il ajouté de nouveau, être de son côté utile à la cause commune et coopérer au même but en agissant avec vigueur contre la Suède: il est résolu de faire passer le golfe à ses troupes; toutes les dispositions sont faites pour cela. Les Suédois se retirent de Tornéo sur Uméo. Les Russes ont dû passer la Kemi, qui est au delà de Tornéo, le 13 janvier; 15.000 sont réunis à Vasa pour traverser le golfe, et les îles d'Aland doivent être occupées en ce moment. «La prise de Stockholm, me dit S. M., lorsqu'on l'apprendra à Londres, accroîtra la consternation que doit y causer l'occupation de Cadix et de Lisbonne, et les Anglais, frappés également au nord et au midi, et voyant toutes leurs espérances déjouées, reviendront à des sentiments plus pacifiques».

S. M. m'ajouta ensuite, en me parlant de la cour de Vienne, que la prise de Madrid y retentirait sûrement et changerait son système ridicule.

Je n'opposai rien aux projets contre la Suède, pour ne pas laisser penser à l'empereur que V. M. pût être étrangère à rien de ce qui pouvait l'intéresser; mais je n'en pressai pas l'exécution, et je me bornai à engager l'empereur à faire ses dispositions de manière à ce que cette entreprise n'échouât pas, si on la tentait, lui faisant sentir qu'autant elle serait avantageuse à la Russie, si par là on forçait la Suède à la paix, autant elle le deviendrait à l'ennemi commun, si on éprouvait un revers. J'eus l'honneur d'ajouter à S. M. que l'animosité et l'humeur paraissaient poussées en Angleterre au point que la paix ne pouvait plus décemment être négociée, qu'il fallait la conquérir, et que V. M. porterait aux Anglais le coup le plus sensible en battant leurs troupes et occupant le Portugal, qu'il fallait deux mille familles en deuil à Londres pour mettre le ministère à la raison.

S. M. m'assura que son seul projet était de détacher le roi de Suède de l'Angleterre et d'assurer au Danemark quelques avantages, la Russie ne désirant rien au delà de la Finlande, et voulant principalement voir la Baltique libre au printemps, que c'était d'ailleurs servir le système général des deux cours, puisque le malaise du pays qui influe sur l'opinion ne tenait qu'au défaut de commerce suffisant, et le défaut de commerce, à la présence des Anglais dans la Baltique et aux facilités qu'ils trouvaient dans les ports suédois.

Le roi et la reine de Prusse ont été extrêmement bien accueillis. L'empereur a pour eux toutes sortes de prévenances. S. M. a causé avec eux, à ce qu'Elle m'a fait l'honneur de me dire, sur leur situation présente, et a été fort contente de leur manière de l'envisager. «Je leur ai fait sentir, a ajouté l'empereur, que c'était au système de la France qu'ils devaient invariablement s'attacher, que, par là seulement, ils pourraient assurer leur tranquillité, rétablir la prospérité de leurs Etats et recouvrer une influence quelconque dans les affaires. Je ne négligerai rien pour les confirmer dans ces sentiments; ils ne par-

tiront de Pétersbourg que bien fermement résolus de continuer à suivre la ligne que leur véritable intérêt leur prescrit, autant que celui de leurs enfants; ils pensent ainsi, je puis vous l'assurer, et c'est tout à fait l'opinion du roi».

S. M. me montra le 12 des dépêches qu'Elle avait reçues de son chargé d'affaires à Vienne. Il rend compte de l'effet de la nouvelle de l'entrée de V. M. à Madrid: *«Les mines étaient allongées»,* dit M. Anstett. Il ajoute qu'il croit que cette nouvelle aura beaucoup d'influence sur la conduite de la cour de Vienne et qu'elle suivra maintenant une autre direction. Il mande, au reste, que les projets de cette cour lui paraissent moins hostiles que jamais, quoiqu'elle continue ses armements. Telle a toujours été son opinion, comme celle du prince Kourakin, et l'empereur la partage; mais, en même temps, il ajoute qu'il est en mesure si cette cour avait d'autres intentions, *qu'alors l'affaire avec les Turcs ne serait que secondaire.* L'empereur me répète aussi souvent qu'il sera bien aise de voir arriver l'ambassadeur d'Autriche pour pouvoir lui dire lui-même, de manière à ce qu'on en soit bien persuadé à Vienne, qu'il est fermement résolu à tenir à son alliance avec V. M. et à l'aider de tous ses moyens, si l'Autriche, malgré ses protestations, avait des projets hostiles.

J'ai profité de cette conversation pour montrer à l'empereur une carte du golfe de Finlande publiée à Vienne, où l'on a représenté la flotte russe bloquée à Baltisch-Port par les forces anglo-suédoises. Cette publication lui a paru tout à fait inconvenante et peu amicale, il me l'a dit lui-même.

186.

Lettre à Napoléon.

15 Janvier 1809.

Les lettres que Votre Majesté a daigné m'écrire les 27 novembre et 5 décembre me sont parvenues, la première le 28 décembre et

la dernière le 3 janvier. Elle verra, par le rapport ci-joint, ce que l'empereur Alexandre m'a fait l'honneur de me dire dans les différentes occasions où je l'ai vu. Tous les gens marquants m'ont félicité sur la prise de Madrid; l'empereur m'a hautement témoigné sa satisfaction. Cette nouvelle a fait ici le plus grand effet: on a pu juger de son importance par les figures allongées de certaines gens.

Un courrier de M. de Romantzoff du 29 décembre est arrivé le 14 janvier; il ne m'a rien apporté. Sa Majesté a daigné me donner les nouvelles qu'Elle avait par le billet ci-joint. A en juger par ce qui m'en est revenu, M. de Romantzoff ne mande rien d'important et croit à son prochain retour, pensant que celui de V. M. est ajourné et qu'Elle poursuivra Elle-même les Anglais et ses succès en Portugal. Le prince Kourakin paraît mécontent et jaloux du comte Romantzoff; il fallait s'y attendre: le prince est trop vaniteux, susceptible et minutieux pour pouvoir jouer un rôle secondaire. Il sera charmé si V. M. traite toutes ses affaires par lui, et le désir d'être toujours son intermédiaire les lui fera présenter sous le jour le plus favorable, afin de réussir. Des conversations avec V. M., quelques distinctions aux cercles de S. M. l'impératrice, lui feront tourner la tête, et rien n'en sera perdu pour Pétersbourg, car il écrit au moins une fois la semaine à l'impératrice-mère et à quatre ou cinq vieilles dames qui sont à la tête de la société.

Par ce qui me revient de différentes sources, il paraît que l'empereur a été réellement content des succès de V. M. en Espagne et surtout de son entrée à Madrid; à force de le répéter, les gens sensés commencent à sentir de quel avantage ces succès sont pour la cause de ce pays-ci.

On veut cependant toujours que le ton des bulletins, et surtout les premiers décrets, ne soient pas, dit-on, dans l'esprit qui peut rallier les partis et les opinions de l'Espagne: elle est conquise, mais pas soumise, ajoute-t-on, et les gens proscrits en sépareront l'Amérique. Voilà l'esprit dans lequel on juge ces affaires. Ceux qui passent pour les mieux informés assurent que V. M. a même reçu de fortes

représentations à cet égard du roi Joseph et une espèce de protestation du Conseil espagnol et des ministres qui sont restés près de lui. La proclamation du 7 décembre fait surtout diversement causer; on en veut tirer la conséquence de nouveaux changements en Europe. On en a parlé à l'empereur, mais il ne m'en a rien dit. Comme toujours, on cherche à alarmer sur les prétendus projets qu'on prête à V. M., dans l'espoir d'ébranler le système de cette cour, mais, pour le moment, on perd son temps: l'empereur me paraît fermement attaché à l'alliance de V. M.; il est tous les jours mieux pour moi et me témoigne sur tout, même sur ses affaires intérieures, une grande confiance. Il met un grand prix aux relations qu'il a demandé à établir avec plusieurs de nos jurisconsultes et savants. Il s'occupe de la formation et de l'organisation d'une maison d'éducation pour la réunion des enfants des premières familles: à peine existe-t-il, pour toute la capitale, un mauvais collège tenu par quelques jésuites. S. M. presse aussi le travail du Code uniforme des lois civiles qu'Elle veut donner à tout l'empire: maintenant, chaque province a sa coutume.

Depuis l'arrivée de la proclamation dont je viens de parler à V. M., le chargé d'affaires d'Autriche tient un langage presque hostile; il met à l'adresse de l'Autriche *l'autre trône *) que V. M. dit qu'Elle donnerait au roi Joseph.* «Nous sommes heureusement prêts, dit-il, et nous péririons tous plutôt que de nous soumettre. Tous les Etats de l'Europe s'aveuglent sur les projets de l'empereur Napoléon. Le sort de l'Espagne et de sa dynastie est la leçon aux rois comme aux peuples. L'ambassadeur de France règne à Pétersbourg, il fait croire ce qu'il veut à l'empereur Alexandre, bientôt il rédigera aussi les ukases. Il n'y a pas jusqu'aux Prussiens qui sont aux petits soins pour lui. Mais, si personne ne veut voir le danger qui menace tout le monde, nous, au moins, nous mourrons les armes à la main plutôt que de recevoir des lois françaises. Il ne faut pas se faire illusion sur les

*) Proclamation aux Espagnols du 7 décembre 1808 (*Correspondance*, XVIII, 104).

projets de l'empereur Napoléon; ce qu'il dit aujourd'hui dans un moment d'emportement, il voudra le réaliser demain: c'est avec nous qu'il veut indemniser son frère». Voilà ce qui m'est revenu de son langage dans quelques sociétés, et de ses expressions même devant des membres du Corps diplomatique.

Le roi et la reine de Prusse, les princes Auguste et Guillaume sont ici avec une suite nombreuse.

Le roi détruit l'intérêt qu'inspire la reine, et ce voyage détruit pour les Russes plus d'illusions qu'il ne peut en créer. Quant à l'empereur Alexandre, il est, par la recherche de ses attentions, non pas le souverain, mais le chevalier le plus galant et le plus prévenant: l'envoyé de Prusse et les Prussiens répètent sans cesse qu'ils sont venus parce qu'ils y ont été engagés de manière à ne pouvoir refuser. Les Russes, au contraire, disent que l'invitation avait été générale, toutes les fois que l'empereur avait été à la Cour de Prusse, qu'il n'y a rien eu de plus; le grand maréchal et d'autres ajoutent même qu'on n'avait aucune raison de s'attendre à un voyage aussi impromptu.

Personne ne veut en avoir eu la première idée. Les vieux Russes se plaignent des dépenses que cela occasionne et semblent prévoir que la générosité de l'empereur y ajoutera encore, par le paiement de quelque réclamation d'un vieil arriéré de la campagne de Prusse. La politique voit dans ce voyage de nouveaux projets de coalition; elle accorde cette circonstance avec les armements de l'Autriche et son refus de reconnaître le roi Joseph, même avec la démarche des Anglais à Constantinople. Pour moi, Sire, ce que j'y vois de plus clair, c'est que chacun perd son temps ici; les ministres ne peuvent travailler: exercices, courses, spectacles, bals remplissent la journée, toutes les affaires russes sont suspendues, et les prussiennes n'en vont pas mieux, sans doute. Le départ de LL. MM. est fixé au 27 de ce mois.

Si j'en crois une personne assez digne de foi, et qui m'a assuré l'avoir entendu à un dîner chez l'impératrice-mère, et devant elle en prenant le café, l'empereur, causant avec le roi, lui aurait dit que la géographie autant que la raison voulaient que la Prusse se rattachât

comme autrefois au système de la France, etc..... N'a-t-on pas composé cela pour moi? Cela se répète au reste dans le public et change l'opinion qu'avaient quelques fous sur ce voyage.

J'ai l'honneur d'adresser à V. M. les copies de deux lettres de M. de Hübsch, dont on m'a prêté confidentiellement les originaux. L'aide de camp du maréchal Prozorowsky, qui a été à Constantinople, est attendu ici. Il paraît qu'on espère avoir meilleur marché du ministère actuel que de celui de Mustapha, car, d'après ce qui m'est revenu, on n'a pas été fâché de la dernière catastrophe de Constantinople.

Le ministre du roi Joseph ne reçoit toujours rien; un grand incendie a brûlé hier le palais Gagarine et moitié de sa maison. De toutes manières, j'ai été à son secours, mais il serait convenable que sa cour y vînt aussi. Ce ministre sent, dit-il, la position du roi et tient à délicatesse de ne point parler de la sienne dans ces circonstances, mais il est en évidence, ses embarras aussi: je dois donc les faire connaître à V. M.

187.

Lettre à Champagny.

15 Janvier 1809.

J'ai reçu les trois dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 16 décembre.

La nouvelle de la prise de Madrid a produit un très grand effet et a beaucoup changé l'opinion relativement à la guerre d'Espagne, qu'on s'appliquait toujours à faire regarder comme interminable; l'empereur m'a témoigné, vivement et plusieurs fois, toute la joie que lui causait cet heureux événement et m'a chargé d'en féliciter S. M. de sa part.

La réponse de M. Canning au comte de Romantzoff a extrêmement piqué l'empereur; en la lisant avec S. M., dans l'audience qu'Elle a bien voulu m'accorder après l'arrivée du courrier, je n'ai pas manqué de lui faire observer les expressions vraiment outrageantes

dont on se servait envers Elle. L'empereur m'a paru avoir perdu tout espoir de renouer la négociation avant la fin des affaires d'Espagne. Il veut, m'a-t-il dit, pousser avec vigueur les opérations contre la Suède, et il espère, si l'expédition projetèe réussit, que la nouvelle de la prise de Stockholm, arrivant à Londres en même temps que celle de l'occupation de Lisbonne, de Cadix, et de la soumission totale de l'Espagne, frappera tous les esprits, vaincra l'obstination du ministère britannique et le ramènera enfin à des sentiments plus pacifiques.

Je fis observer à l'empereur que l'animosité et l'humeur paraissaient poussées à un tel point à Londres qu'on ne pouvait plus décemment songer à négocier la paix, qu'il fallait la conquérir, et que l'empereur porterait à l'Angleterre le coup le plus sensible en battant ses troupes et en occupant le Portugal; quant au projet d'expédition contre la Suède, je n'y opposai rien, pour ne point donner à penser à l'empereur que nous pouvions être étrangers à un objet qui peut l'intéresser, mais je n'en pressai point l'exécution, et je lui fis sentir combien il importait que les mesures fussent bien prises, puisque, autant cette expédition serait favorable et avantageuse à la Russie en réussissant, autant elle le serait à ses ennemis si elle échouait.

S. M. m'a parlé des embarras qu'Elle avait éprouvés à faire vivre ses troupes en Finlande, surtout celles qui sont au nord, au delà de Vasa, et des dépenses énormes que cet objet avait occasionnées. Mais, d'après ce qu'Elle m'a dit, de meilleures mesures sont prises maintenant; on a rassemblé tous les chevaux qu'on a trouvés dans le pays, on y a joint ceux de l'artillerie et des équipages de la garnison de Pétersbourg, et on a, par ce moyen, organisé des relais de cinq en cinq lieues, qui assurent l'approvisionnement de l'armée.

Les Russes ont dû passer le 13 janvier la Kemi, rivière qui est au delà de Tornéo. Les Suédois se retirent sur Uméo. Un corps de 15.000 Russes est rassemblé à Vasa pour passer le golfe, et, en ce moment, on doit avoir occupé les îles d'Aland.

Le principal but de l'empereur dans cette expédition est, m'a-t-il dit, de détacher le roi de Suède de l'Angleterre, et surtout de rendre

la Baltique libre au printemps. Le plus grand mal que la guerre cause à la Russie est, m'a-t-il dit, l'interruption du commerce, et cette interruption ne tient qu'à la présence des Anglais dans la Baltique, où ils ne pénétreraient pas s'ils n'avaient à leur disposition les ports de la Suède. «La Finlande suffit à la Russie, a-t-il ajouté, et, excepté quelques dédommagements pour le Danemark, je n'ai rien à désirer que la paix».

L'empereur s'attend au prochain retour du comte de Romantzoff, qui, m'a-t-il dit, n'a plus rien à faire à Paris, puisque tout espoir de négocier est évanoui, au moins pour le moment. M. de Romantzoff, comme je le sais, non seulement par les lettres qu'il m'a écrites, mais par celles qu'il a adressées aux personnes de son intimité, a été fort satisfait de la manière dont il a été accueilli à Paris; il est bien à désirer qu'il revienne ici dans les mêmes sentiments. Je souhaiterais fort que V. E. voulût bien l'entretenir de deux objets également importants: l'un est notre commerce, et je prie V. E. de vouloir bien se faire représenter à ce sujet mes deux dépêches des 2 avril et 16 juillet de l'année dernière; Elle y verra les réformes que nous sollicitons dans les règlements russes et les facilités réciproques qui peuvent, dans les circonstances actuelles, donner plus d'activité au commerce des deux empires. L'autre objet est la prohibition du commerce anglais; V. E. se rappellera qu'à cet égard, j'avais amené M. de Romantzoff à me demander de lui faire connaître les mesures adoptées en France: Elle a bien voulu m'envoyer tous les arrêtés qui y ont rapport, mais je crois qu'il serait utile qu'Elle lui en parlât Elle-même, avant son départ de Paris, afin qu'il revienne ici convaincu de la nécessité de les adopter, et surtout bien instruit de la manière de les faire strictement exécuter, ce qui est plus difficile encore ici qu'ailleurs.

Dans une autre conversation que j'ai eue avec l'empereur, il a daigné me montrer une dépêche qu'il avait reçue de M. Anstett par un courrier extraordinaire, expédié seulement, mande ce chargé d'affaires, pour rendre compte de la nouvelle de l'arrivée de l'empereur à Madrid et de l'effet qu'elle a produit. On n'en était encore informé

que par un voyageur arrivé de Paris, et même assez vaguement, puisqu'on la fixait au 2 décembre. Cependant tout le monde y croyait, et, à ce qu'ajoute M. Anstett, les mines étaient fort allongées. Il croit plus que jamais à l'Autriche des sentiments pacifiques malgré ses armements, qui continuent toujours, et il pense que la tournure des affaires en Espagne influera puissamment sur la conduite de cette cour.

Après m'avoir parlé de cette lettre, S. M. m'a répété ce qu'Elle m'avait fait l'honneur de me dire précédemment, qu'Elle serait fort aise de voir arriver le prince de Schwartzenberg pour lui dire Elle-même ce qu'Elle pensait de la conduite de sa cour, et qu'Elle le lui dirait de façon à ce qu'on n'ignorât pas à Vienne qu'Elle tenait au système de la France et était décidée à l'aider de tous ses moyens, si l'Autriche s'aveuglait au point de vouloir l'attaquer. L'empereur pense cependant que les derniers événements ont dû la faire renoncer à tous les projets hostiles qu'elle aurait pu avoir.

J'ai montré à l'empereur une carte du théâtre de la guerre en Finlande gravée à Vienne, sur laquelle on a marqué la flotte russe bloquée à Baltisch-Port; il en a été piqué comme d'une chose inconvenante et peu aimable, m'a-t-il dit.

LL. MM. le roi et la reine de Prusse, accompagnées des princes Guillaume et Auguste, sont arrivées ici le 7. Ils ont été reçus avec tous les honneurs dus à leur rang. L'empereur leur témoigne beaucoup d'égards et met en tout une prévenance extrême envers eux.

Le ministre de Prusse et les autres personnes attachées à LL.MM. tiennent un langage convenable. Les Anglais et leurs partisans avaient profité de ce voyage pour faire courir le bruit qu'un changement prochain de système dans le cabinet russe en serait le résultat; mais rien n'indique qu'un pareil projet ait jamais existé, et je n'y ajoute nullement foi. D'après ce que l'empereur a bien voulu me dire lui-même, le roi et la reine se sont exprimés d'une manière dont il a été fort satisfait tant sur le présent que sur l'avenir. Il leur a fortement parlé, m'a-t-il dit, de la nécessité de se tenir constamment

attachés au système de la France, et ne les laissera pas partir, m'a-t-il ajouté, qu'il ne les ait entièrement confirmés dans ces sentiments, qui sont les seuls qui puissent assurer la prospérité de leurs Etats, et que leur intérêt présent leur prescrit aussi bien que celui de leurs enfants. C'est bien ainsi que pense le roi, ajouta encore S. M.

Le 11, le Corps diplomatique a été admis à l'audience du roi et de la reine de Prusse, qui m'en ont accordé une particulière, dans laquelle ils m'ont demandé des nouvelles de l'empereur et félicité sur ses succès, disant qu'ils avaient été, comme toujours, aussi rapides que ses marches.

M. de Spéransky *), secrétaire de l'empereur, que V. E. aura vu à Erfurt, où il a accompagné S. M., vient d'être nommé ministre adjoint de la justice; cette place n'était point remplie, mais M. de Novosiltzoff en exerçait les fonctions. On assure que c'est pour l'écarter entièrement des affaires qu'on l'y a nommé. M. de Novosiltzoff est de retour ici depuis quelques jours, mais il se montre fort peu; l'empereur l'a, dit-on, reçu très froidement et lui a ôté son logement.

La place de ministre adjoint de l'intérieur était aussi vacante. On vient de la donner à M. de Kosodavleff **), sénateur, qui avait été envoyé l'année dernière à Astrakhan lors de la peste. Il passe pour être partisan de l'Angleterre. M. de Spéransky, qui jouit d'ailleurs d'une excellente réputation, est au contraire un de ceux qui se montrent le plus attachés au système actuel, auquel chacun se range peut-être plus en apparence qu'en effet, pour complaire au souverain, qui paraît toujours très prononcé. On remarque surtout les distinctions dont l'ambassadeur de France est l'objet et qui n'ont pas varié depuis l'arrivée de la Cour de Prusse.

J'ai fait illuminer mon hôtel pour célébrer la prise de Madrid, le jour où j'en ai reçu la nouvelle. J'ai l'honneur d'adresser ci-joint

---

*) Michel, 1772—1839; en 1807, fut nommé secrétaire d'état.

**) Osip Petrowitch, 1754—1819; en 1799, fut nommé sénateur; en 1809, ministre adjoint, et en 1811, ministre de l'intérieur; écrivain russe.

à V. E. les copies des deux lettres de M. le baron de Hübsch au ministre de Danemark, que ce dernier m'a communiquées confidentiellement.

Les dépêches que V. E. m'a fait passer pour M. le général Gardanne sont parties, il y a quelques jours, par un courrier expédié à M. le maréchal Goudowitch.

M. le baron de Bussch, ministre de S. M. le roi de Westphalie, est arrivé ici le 12. Le 15, il a eu l'honneur de présenter ses lettres de créance à l'empereur, qui l'a très bien accueilli. Il a eu ses audiences de la Famille Impériale.

Les fiançailles de Mme la grande-duchesse Catherine se sont faites le 1er janvier (style russe), 13 de notre style. Le trousseau et les diamants, ainsi que la vaisselle, donnés à la grande-duchesse montent à deux millions six cent mille francs. Au lieu de la rente du million de dot qu'elles ont toutes, on lui paiera un apanage de deux cent mille roubles par an et cent mille à son mari; on leur donnera de plus un hôtel meublé à Pétersbourg.

Le prince de Holstein a reçu l'ordre de Saint-André en diamants. La Cour est très piquée contre le prince de Holstein père, qui n'est pas arrivé et qu'on avait annoncé pour les fiançailles.

Beaucoup de gens veulent trouver dans la conduite de la grande-duchesse Catherine tout ce qui annonce de grands projets pour l'avenir. Elle a des correspondances avec la plupart des généraux marquants, elle affecte de rechercher les généraux et officiers blessés, de les distinguer, elle cajole les anciens Russes, correspond toujours avec eux, sur les arts, les sciences ou la littérature: on dirait qu'elle cherche à prouver à tous qu'elle serait capable de faire revivre tous les grands souvenirs que rappelle son nom. Elle affecte d'être plus russe que sa famille, soit par ses goûts, soit par ses manières; elle parle à tout le monde, s'énonce avec facilité et a l'assurance d'une femme de quarante ans. Rien de tout cela n'échappe à quelques observateurs, qui voient en elle l'agent de sa mère, qu'on croit toujours ambitieuse.

Rapports à Napoléon.

188.

17 Janvier 1809.

Le 16, j'eus l'honneur de voir Sa Majesté, qui me dit qu'on avait, de Berlin et surtout de Hanovre, inspiré des inquiétudes au roi de Prusse sur l'interprétation qu'on donnait à son voyage ici.

«Je vous répète, ajouta S. M., et je vous assure, général, qu'il n'y a pas eu un mot de politique prononcé entre nous autre que ce que je vous ai dit. L'empereur a des preuves de ma loyauté; j'espère donc que les inquiétudes dont on me parle ne sont que celles des gens qui veulent troubler la paix du monde. Rien ne me fait dévier, l'empereur doit avoir toute confiance en moi: j'ai marché droit dans les affaires d'Autriche, et, si on bouge là, ce sera une affaire bientôt faite. Au reste, le temps prouvera mieux que ce que je dis quelle est ma loyauté: que les promesses que l'empereur m'a faites à Erfurt soient remplies, et, je vous le répète, je ne me mêlerai plus des affaires de la Prusse. Le roi est tout à fait dans votre système, je vous l'assure, et je ne parle de cela que parce qu'il me semble que j'ai donné à l'empereur assez de preuves d'attachement pour que personne ne puisse soupçonner les intentions de ceux qui viennent me voir. Ce n'est pas à ma porte qu'on vient frapper quand on veut agir contre l'empereur ou machiner quelque chose contre votre nation».

S. M. me dit ensuite: «Stroganoff *) est arrivé à Trieste. Comme je vous l'ai promis, je lui ai donné l'ordre de partir sur-le-champ pour se rendre près du roi Joseph».

J'entretins l'empereur des menées de l'Autriche à Constantinople, même contre la Russie, et de l'accord qui paraissait régner entre son internonce et les Anglais. J'en conclus qu'il paraissait probable que la

*) Baron Grégoire Alexandrowitch.

cour de Londres n'était pas plus étrangère aux menées de Vienne et de toute la monarchie qu'aux démarches de l'internonce.

«Je crois comme vous, me répondit S. M., et j'ai même depuis longtemps cette idée, c'est que l'Autriche n'aurait pas fait tout ce fracas d'armements si elle ne s'entendait parfaitement avec l'Angleterre. Mais mon langage les déconcerte à Vienne. Il ne faut pas les pousser par désespoir à une folie qui mettrait l'Europe en feu; avec le temps, ils se calmeront sur les inquiétudes que vous leur causez, et alors ils désarmeront de fait, puisqu'ils ne compléteront pas leurs cadres par économie. J'ai les yeux ouverts sur eux et ma parole est sacrée».

Je parlai à l'empereur du Danube pour savoir quels étaient ses projets définitifs, car on ne peut rien tirer du ministre, qui, je crois, ne sait rien. S. M. me répondit que les plénipotentiaires turcs annoncés n'arrivaient pas, et qu'Elle expédiait l'ordre de commencer les hostilités du 27 janvier au 12 février, si rien n'était terminé ou qu'ils ne fussent pas arrivés, que la Porte était prévenue que cela serait regardé comme une rupture d'armistice. S. M. ajouta: «J'ai retardé de près d'un mois, comme je vous l'avais promis, pour être plus sûr des mouvements de l'Autriche et de la position de l'empereur en Espagne avant de m'engager. Dans la situation actuelle, je puis commencer sans inconvénient pour lui. Il faut que les Turcs me cèdent les deux provinces, ou je les bats et leur prends les places du Danube».

Je parlai aussi à S. M. de l'agent anglais arrivé aux Dardanelles; Elle me répondit qu'Elle avait la certitude qu'il n'était pas encore admis, au départ du prince Prozorowsky, qu'Elle avait reçu la veille. S. M. ne se rappelait pas la date des dépêches, qui doivent avoir dix à onze jours. «Ce maréchal écrit, m'ajouta S. M., qu'il est aux aguets sur ce qui peut se passer aux Dardanelles, qu'il en sera instruit et m'en préviendra. Je vous le ferai savoir aussitôt».

Elle me parla ensuite de l'amiral Seniavine, dont Elle n'avait point de nouvelles et dont Elle attendait les équipages avec impatience, puis de la demande qu'Elle m'avait déjà chargé de faire à V. M. d'un homme qui fût capable de diriger les percements d'une forêt et

l'arrangement comme la plantation d'un jardin. «Ce serait, me dit S. M., un prêt de quelques mois que l'empereur me ferait, et il me rendrait service». «Je réclame aussi, me dit-Elle encore, les dessins d'architecture avec les détails des principaux édifices de France et de Paris par Fontaine *) et Percier; je voudrais un cahier par mois. Quant aux jurisconsultes et savants, je me suis mis entre les mains du prince de Bénévent à Erfurt, et je ne pouvais mieux m'adresser».

189.

17 Janvier 1809.

Le 16, je reçus une lettre de M. de Champagny du 27 décembre. J'envoyai à S. M. le 19ème bulletin **) et j'eus l'honneur de la voir. Je la prévins du mésentendu qu'il y avait eu au Hâvre, à l'arrivée d'un courrier de M. de Seniavine, sur un parlementaire anglais. S. M. me dit qu'Elle n'avait encore rien reçu à cet égard de M. de Romantzoff; qu'Elle était même étonnée de n'avoir eu aucunes nouvelles de son amiral; que, quant aux dépêches prises par le commissaire de police, Elle était bien aise que l'on eût pu voir ce qu'on lui mandait et surtout les lettres de l'amiral Seniavine, qu'Elle avait mis à la disposition de V. M. et qui avait si mal rempli ses intentions.

S. M. me parla ensuite de ce qui venait d'arriver à M. de Stein. Elle me dit que le roi venait de recevoir le décret, et, en même temps, une lettre de cet ex-ministre qui lui mandait qu'instruit des mesures qu'on prenait contre lui, il croyait de son devoir de quitter un pays où son séjour pouvait compromettre le gouvernement, et qu'en finissant sa lettre, il partait pour aller chercher un asile où il fût à couvert.

---

*) François, 1762—1853, architecte; il fut adjoint et ami de Percier, Charles, 1764—1840, chargé de la restauration du Louvre et des Tuileries.

**) De l'armée d'Espagne (*Correspondance,* XVIII, 116).

«Le roi, ajouta l'empereur, m'a prié de vous dire cela pour que vous mandiez à l'empereur qu'il a sur-le-champ expédié les ordres que l'empereur désirait, quoi qu'il pût lui coûter d'agir pour livrer un de ses sujets. Le roi se plaint, au reste, de Stein, qu'il n'a repris à son service que parce que l'empereur lui-même l'avait en quelque sorte désigné à Tilsit comme un homme qui passait dans l'opinion publique pour capable de diriger les affaires. Le roi, continua S. M., a expédié sur-le-champ un courrier à M. de Goltz avec sa réponse. Il est étranger à toutes ces intrigues et s'en afflige. Si vous écrivez à l'empereur, mandez-lui encore que je le félicite de ses succès et dites-lui quelle part je prends à tout ce qui peut l'intéresser».

190.

Lettre à Champagny.

17 Janvier 1809.

Avant-hier, au bal chez l'impératrice-mère, l'empereur m'ayant fait l'honneur de me dire qu'il voulait me parler le lendemain, j'ai retardé mon courrier, qui était au moment de partir.

Pendant le bal, le roi de Prusse vint m'entretenir en particulier; il me parla des nouvelles qu'il venait de recevoir de Berlin: on lui mande, m'a-t-il dit, que le duc d'Auerstädt *) et d'autres interprétaient mal son voyage ici, mais qu'il espérait que S. M., qui en avait été la première instruite par son chargé d'affaires à Paris **), lui rendrait la justice qu'il méritait.

«Je dois sous mille rapports de la reconnaissance à l'empereur Alexandre, m'ajouta-t-il; c'est ce qui m'a amené ici. Je n'aurais pas été à Vienne, mais je n'ai pas pensé qu'on pût mal interpréter une

---

*) Davoust, 1770—1823, maréchal de France; sa victoire du 14 octobre 1806 sur les Prussiens lui valut le titre de duc d'Auerstädt.

**) Baron Brockhausen, Karl-Dietrich.

visite à l'allié le plus intime de l'empereur Napoléon: le temps lui prouvera que je suis un homme loyal; ici, nous n'avons parlé que de reconnaissance. Il n'y a pas eu un mot de politique, le temps vous le prouvera encore. D'ailleurs les intentions de l'empereur Alexandre sont bien connues: il tient par-dessus tout à votre alliance, et je suis trop ami de la paix, j'en ai trop besoin, pour avoir une pensée qui puisse troubler un accord qui assure la tranquillité de l'Europe. Au reste, je ne vous dissimule pas que les nouvelles que je reçois ne me donnent pas autant de sécurité sur les intentions de l'Autriche: chacun a fait tant de sottises qu'elle pourrait en faire une nouvelle, je dois à mes relations avec l'empereur Napoléon de vous dire cela; on ne me donne aucuns détails bien positifs, mais on doute de ses intentions pacifiques. Je compte partir sous peu, et j'espère que mon arrivée à Berlin calmera les inquiétudes de ceux qui veulent en avoir; l'empereur n'aura certainement pas cru aux intentions que la malveillance peut me prêter. La reine et moi, nous n'avons qu'un désir, c'est de réparer tous les maux qu'a soufferts notre pays, et de l'attacher au système qui lui a rendu une existence ainsi qu'à nous: voilà le fond du cœur; tout ce qu'on dit d'autre n'est ni d'elle, ni de moi, et nous en ferons justice».

Chaque fois que le roi et la reine me rencontrent, ils me parlent beaucoup, ils affectent de distinguer l'ambassadeur de France.

Je suis attentif à tout ce qui se passe et se dit, et je dois cette justice à leur suite, c'est qu'il n'y a pas eu jusqu'à présent un propos inconvenant: ils gardent une grande mesure, ne parlent point de leur position, ou en parlent d'une manière convenable. C'est au point que j'en suis étonné, car, à en juger par l'opinion qu'on connaît aux individus qui la composent, on ne pouvait en choisir de plus virulents, si on avait voulu nouer une nouvelle partie contre nous.

Hier, je me rendis chez l'empereur, comme il m'y avait engagé. Il me parla des inquiétudes qu'on avait inspirées au roi de Prusse, par des lettres de Berlin, et surtout de Hanovre, sur l'interprétation qu'on donnait à son voyage; l'empereur m'assura qu'il n'y avait pas eu

entre lui et le roi un seul mot de politique autre que ce qu'il m'avait déjà dit.

Il me répéta qu'il sentait parfaitement que son intérêt présent et futur l'attachait à la France et qu'il était résolu de suivre invariablement ce système. «Je ne vous en parle, ajouta S. M., que parce que j'ai donné à l'empereur assez de preuves d'attachement pour que personne ne puisse soupçonner les intentions de ceux qui viennent me voir. Ce n'est pas à ma porte qu'on vient frapper quand on veut agir contre lui ou machiner contre votre nation. Ceux qui cherchent à répandre des inquiétudes sont des gens qui veulent troubler la paix du monde. J'ai marché droit jusqu'ici, et l'empereur peut avoir confiance en moi: le temps, au reste, le lui prouvera mieux que toute autre chose».

S. M. passa de là à parler de l'Autriche et me dit: «Je l'ai promis à l'empereur: si elle remue, ce sera une affaire bientôt faite». Je fis remarquer à l'empereur toutes les menées de cette puissance à Constantinople contre les intérêts même de la Russie, et l'accord qui paraissait régner entre l'internonce et les Anglais. J'en tirai la conséquence que le ministère britannique n'était pas plus étranger à l'impulsion qu'on donnait à la monarchie autrichienne qu'aux démarches de l'internonce. L'empereur me répondit qu'il le pensait aussi bien que moi, et qu'il avait même eu depuis longtemps l'idée que l'Autriche n'aurait pas fait un tel fracas d'armements si elle ne s'entendait tacitement avec l'Angleterre: «Mais, ajouta S. M., il ne faut pas les pousser par désespoir à une folie qui mettrait de nouveau toute l'Europe en feu. Mon langage les déconcerte et les retient, pour le moment; avec le temps, les inquiétudes que vous leur causez se calmeront et ils désarmeront de fait en ne complétant point leurs cadres par économie. Au reste, j'ai les yeux ouverts sur eux, et ma parole est sacrée».

Sachant qu'un courrier du prince Prozorowsky était arrivé la veille, je parlai à S. M. des affaires de Turquie et de l'agent anglais qui est arrivé aux Dardanelles. Elle me dit qu'Elle avait la certitude qu'il n'était pas admis, au départ du courrier du prince Prozorowsky, lequel mande qu'il est aux aguets sur ce qui peut se passer aux

Dardanelles. S. M. me dit ensuite que les plénipotentiaires turcs n'étaient point encore arrivés, et que, s'ils ne l'étaient pas ou qu'on n'eût pas terminé, il avait donné l'ordre de commencer les hostilités du 27 janvier au 12 février, que la Porte était prévenue que tout retard de sa part serait regardé comme une rupture d'armistice. S. M. ajouta: «J'ai tardé près d'un mois à commencer mes opérations sur le Danube pour être sûr des mouvements de l'Autriche et de la position de l'empereur en Espagne avant de m'engager. Dans la situation actuelle, je puis agir maintenant sans inconvénient pour l'empereur. Il faut que les Turcs me cèdent les deux provinces, sinon je leur prendrai les places du Danube et je les battrai».

L'empereur m'avait dit, quelques jours avant, que M. de Stroganoff était arrivé à Trieste, et m'avait promis qu'il allait le renvoyer à Madrid auprès du roi Joseph. S. M. m'assura qu'Elle lui avait déjà donné l'ordre de partir.

L'empereur termina la conversation en me parlant de l'impatience avec laquelle il attendait les équipages de l'amiral Seniavine, dont il n'avait aucune nouvelle.

L'arrivée de M. du Dresnay, qui m'a remis, hier à 11 heures du soir seulement, la lettre de V. E. du 27 décembre, à laquelle était joint le décret contre M. de Stein, a encore retardé le départ de mon courrier. J'ai sur-le-champ adressé à l'empereur le 19ème bulletin; S. M. m'ayant reçu chez Elle ce matin, je l'ai prévenue sur le malentendu qui a eu lieu au Hâvre relativement au courrier expédié par M. l'amiral Seniavine; j'ai rejeté la faute sur les mesures générales prises contre les Anglais, en disant que les seuls ports parlementaires étaient Boulogne et Calais, et que, dans les autres ports, on ignorait les usages établis relativement aux parlementaires et aux courriers, et qu'on s'y bornait, comme on le devait, à exécuter des lois de prohibition contre tout ce qui venait d'Angleterre. S. M. me répondit qu'Elle n'avait encore rien reçu à cet égard de M. de Romantzoff et qu'Elle avait été étonnée d'être restée si longtemps sans recevoir de nouvelles de son amiral. Par rapport aux dépêches saisies, Elle ajouta qu'Elle était bien aise qu'on

eût pu voir ce qu'on lui mandait, et en particulier ce qui venait de l'amiral Seniavine, qui avait été mis à la disposition de l'empereur et avait si mal rempli ses intentions.

S. M. me parla ensuite du décret contre M. de Stein: Elle me dit que le roi de Prusse venait de recevoir ce décret, en même temps qu'une lettre de M. de Stein qui lui mandait qu'il croyait de son devoir de quitter un pays où sa présence pourrait devenir un sujet d'inquiétude pour le gouvernement, et qu'il allait chercher un asile où il pût se mettre en sûreté. Le roi, ajouta S. M., a expédié sur-le-champ un courrier à M. de Goltz avec sa réponse et les ordres que désirait l'empereur, quoi qu'il puisse lui en coûter de consentir à livrer un de ses sujets. Il se plaint au reste de M. de Stein; il ne l'avait fait rentrer au ministère que sur ce que l'empereur Napoléon lui avait dit à Tilsit, que c'était un homme que l'opinion désignait comme capable de diriger les affaires. Le roi, me répéta plusieurs fois S. M., est étranger à toutes ces intrigues, et il s'en afflige.

J'ai vu ce soir M. le comte de Soltykoff. M. Sass, employé des affaires étrangères, expédié par M. de Seniavine, était arrivé dans l'intervalle: «Cet amiral, m'a dit le ministre, réclame des secours pour les équipages russes, que les Anglais ne veulent pas nourrir. Ces équipages doivent revenir, on les attendait même déjà; l'empereur décidera probablement au prochain travail ce qu'on fera à leur égard».

«L'empereur, me dit ensuite M. de Soltykoff, n'aime pas à donner de l'importance à de petites choses, à des mésentendus, mais ses officiers n'ont pas été bien traités au Hâvre: leurs dépêches leur ont été prises, à la vérité, rendues ensuite; au reste, ajouta-t-il, elles auront prouvé que l'empereur porte la même loyauté dans toutes ses relations».

Il m'a paru que l'empereur mettait moins d'importance que le ministre à cet événement, que S. M. ignorait peut-être le matin quand je l'ai vue, ou voulait avoir l'air d'ignorer. D'après ce qui me revient à l'instant, on en parle déjà dans la ville. Quant à l'empereur et au ministre, leur ton me fait penser qu'ils croient que cela a été fait à dessein, pour savoir ce que contenaient les dépêches.

Rapports à Napoléon.

191.

5 Février 1809.

J'eus l'honneur de voir S. M. la veille du départ de la Cour de Prusse; Elle me dit:

«Le roi et moi, nous n'avons parlé politique que deux fois: la première, je vous ai répété ce qu'il m'avait dit; aujourd'hui, il vient de me montrer les mêmes sentiments. Tout ce qu'il a vu, tout ce qu'il a entendu ici, lui a prouvé combien j'étais attaché au système de l'empereur Napoléon, et il est persuadé plus que jamais que c'est au même système que son intérêt lui prescrit de se tenir invariablement attaché. Il m'a chargé de le dire en son nom à M. de Schwartzenberg: il veut que l'Autriche n'ait aucun doute sur ses intentions et qu'elle ne fortifie pas, des sentiments qu'elle se plaît à attribuer faussement à la Prusse, son ridicule système d'opposition. Je n'oublierai pas cette commission».

Le 4, je dînai à la Cour. L'empereur me parla encore de l'Autriche; il voulut bien me communiquer le contenu des dernières dépêches de M. Anstett. D'après ces dépêches, il paraît que la cour de Vienne a mis à son adresse, comme l'avait fait son chargé d'affaires ici, un passage de la proclamation de V. M. aux Espagnols. M. de Stadion en a parlé dans ce sens à M. Anstett: «Celui-ci, m'a dit S. M., a bien répondu». Il mande encore que l'impératrice prend de l'ascendant et pousse à la guerre, mais que l'archiduc Charles veut la paix et qu'il a ramené tout le Conseil à son avis. D'après une conversation que M. Anstett dit avoir entendue entre un ami de M. de Schwartzenberg et une de ses sœurs, il paraîtrait que cet ambassadeur arrive ici chargé d'ouvertures qu'on croit à Vienne très importantes pour la Russie et même pour l'Europe entière.

Le ministère autrichien a aussi laissé entrevoir qu'il espérait de cette mission des résultats qui rendraient leur ancienne intimité aux relations des deux pays.

M. de Stadion se plaint souvent, mande encore M. Anstett, de la conduite de la Russie envers l'Autriche pour mille choses de détail qu'amène le voisinage. Dans une de ces circonstances, où ce ministre se plaignait assez amèrement, M. Anstett en prit occasion de lui répondre: «C'est votre faute, M. le comte: si vous eussiez reconnu le roi Joseph, vous n'auriez, à l'heure qu'il est, en Europe que des amis. Vous vous repentirez de vos fausses mesures». M. de Stadion lui répondit qu'il ne s'agissait plus de cette reconnaissance, et qu'il était surprenant qu'il en parlât, quand M. Andréossi lui-même avait écarté toutes les propositions qu'on avait faites à cet égard.

«M. Anstett, m'ajouta ensuite S. M., s'est fort bien conduit à l'arrivée du baron de Stroganoff; il s'est sur-le-champ transporté chez lui pour le mettre au courant de mes intentions et le prévenir que tout le monde l'interrogerait, qu'il devait se tenir dans une grande mesure: ce que ce ministre a senti et lui a promis d'exécuter en attendant son départ».

S. M., après m'avoir donné ces détails, me dit qu'Elle était en tout fort contente de M. Anstett, qu'il tenait un langage convenable, et que ce qui le prouvait, c'étaient les plaintes que M. de Stadion portait contre lui, prétendant qu'il donnait à tout une mauvaise interprétation. S. M. ajouta: «Les Autrichiens se croient invincibles parce qu'ils ont rassemblé quelques paysans et quelques fusils; c'est une folie. Personne ne doit troubler la paix de l'Europe: sans cela ce serait à n'en point finir; pour moi, je veux la maintenir, il est temps que la pauvre humanité soit un peu tranquille. Vous pouvez compter que M. de Schwartzenberg ne changera rien à ce système, ni à mes sentiments pour l'empereur. Je lui parlerai comme j'ai écrit, comme je vous l'ai promis».

J'adresse à M. de Champagny les copies de lettres qui m'ont été écrites par M. le général Gardanne et par M. Lajard, envoyé par cet ambassadeur près du maréchal Goudowitch, qui, d'après les ordres de l'empereur, a recommencé les hostilités contre les Persans. V. M. a été informée par moi en août dernier de ces ordres et des raisons que le

ministère russe alléguait pour se refuser à la proposition que faisaient les Persans de traiter sous la médiation de la France. J'ai cru devoir communiquer à S. M. le contenu des lettres que j'avais reçues non chiffrées par l'intermédiaire du ministère russe; Elle a paru surprise de la démarche du général Gardanne:

«La mission de ce général, m'a-t-Elle dit, a eu lieu avant mon alliance avec l'empereur Napoléon: cette alliance a changé, par rapport à la Perse, tout ce qui existait auparavant, l'empereur me l'a dit lui-même à Tilsit; il me l'a encore répété depuis, en ajoutant qu'il n'attachait aucune importance à cette mission. Au fait, la Perse est trop loin de vous pour que vous ayez quelque intérêt à vous mêler de ses affaires; c'est un objet qui regarde exclusivement la Russie. Je ne vous ai cependant rien caché, vous avez été prévenu dans le temps des ordres que je donnais au maréchal Goudowitch; je ne demande aux Persans que de se soumettre aux mêmes conditions qu'ils avaient offertes précédemment. Je veux un grand fleuve pour frontière, parce que cette barrière est nécessaire pour prévenir les incursions des peuples barbares qui habitent ce pays».

S. M. m'engagea ensuite à répondre à M. Gardanne et à M. de Lajard, en leur faisant connaître qu'il était inutile de prolonger la mission du dernier, le maréchal Goudowitch ne pouvant s'écarter en rien des ordres qu'il avait reçus. L'empereur paraissait tenir beaucoup à cette idée. Je me bornai, dans ma réponse, à décliner cette proposition, sans paraître m'y refuser positivement: après avoir fait sentir à S. M. qu'il n'était guère possible que je transmisse des ordres à un autre agent relativement à un objet sur lequel j'étais moi-même sans instructions, que d'ailleurs l'éloignement rendrait toute démarche de ma part inutile, j'ajoutai que je ne doutais pas qu'en cela comme en tout, le premier désir de V. M. ne fût de contribuer à ce qui pourrait convenir et être réellement utile à son allié, mais que je croyais que, dans les circonstances présentes, l'intérêt commun de la France et de la Russie voulait que nous n'eussions pas l'air d'abandonner les Persans, qui alors se jetteraient peut-être dans les bras des Anglais; que ce qui

s'était passé l'année dernière dans le golfe Persique, d'où on avait repoussé la mission et même l'expédition que les Anglais envoyaient en Perse, prouvait qu'ils avaient un grand intérêt à acquérir de l'influence dans ce pays, et que ce ne pouvait être que pour y nuire à la Russie; que, sous ce point de vue, il me semblait donc convenable d'user envers les Persans d'une sage circonspection, qui, sans nuire aux opérations du maréchal Goudowitch, servirait la cause commune.

L'empereur me parla ensuite des affaires d'Espagne. Il me témoigna le regret qu'il éprouvait qu'on n'eût pu couper la retraite aux Anglais. «On ne réussit pas toujours, ajouta-t-il, mais j'espère qu'on prendra la revanche».

Je parlai encore à S. M. de l'Autriche, de la mission de M. de Schwartzenberg. L'empereur me dit:

«Les prétentions même de votre cabinet après Tilsit ne m'ont point changé, quelque différence qu'il y eût entre elles et ce que l'empereur m'avait dit alors. Répétez donc à l'empereur que rien ne peut me faire varier; toutes les propositions de l'Autriche ne me changeront pas. Vous savez avec quelle confiance je vous parle: croyez donc que je suis sincère; je désire franchement des succès à l'empereur en Espagne, je le lui ai prouvé. Je suis peiné, je vous l'avoue, qu'on ait manqué les Anglais, parce que cela aurait accéléré les affaires et qu'il me tarde de les voir finies pour que l'Europe reste enfin tranquille, car il faut ensuite la laisser en paix. Ce vœu est au reste tout à fait pour vous, car notre querelle commune avec l'Angleterre ne tire point à sa fin. Sous le rapport de l'intérêt général, les affaires d'Espagne n'accéléreront rien, si les Amériques s'en séparent; tous les avantages réels seront encore pour les Anglais, et voilà, je vous le dis franchement, ce qui m'afflige, car c'est leur puissance qu'il faut considérer, et les événements de l'année passée l'ont plutôt accrue que diminuée».

Quant aux projets de demande de la grande-duchesse Anne dont on croyait M. de Schwartzenberg chargé, et dont je parlai à l'empereur comme d'une chose qui donnerait à notre alliance une autre couleur aux yeux du public sans être d'aucun avantage réel pour la Russie,

S. M. me répondit qu'Elle n'avait aucune donnée officielle sur cela, que rien ne pouvait changer son système, et qu'Elle ne pouvait empêcher l'Autriche de lui faire une demande quelconque. Je n'insistai pas davantage sur cela, n'en ayant parlé que comme d'une nouvelle, et ne voulant surtout pas avoir l'air de donner trop d'importance à ce bruit.

L'empereur me parla ensuite de la Finlande; il me dit que l'expédition d'Aland avait été retardée par les glaces, qui n'étaient point encore arrêtées, que ces îles étaient défendues par des détachements des gardes suédoises qui avaient été dégradées, que, du côté de Tornéo, le froid, qui était monté jusqu'à 36 degrés, avait aussi arrêté les progrès de ses troupes: «Mais, ajouta-t-il, l'affaire n'en ira pas moins bien. L'expédition de Stockholm se fera: j'ai encore envoyé des ordres pour cela au général Knorring».

192.

5 Février 1809, au soir.

Le courrier expédié le 16 janvier par M. le comte de Champagny, porteur de la lettre de Votre Majesté du 7, n'arriva ici que le 5 février, à 4 heures du soir, au moment où celui que j'envoyais montait en voiture: je le retardai pour rendre compte à V. M. de l'effet de sa lettre. L'empereur, que j'eus l'honneur de prévenir que j'avais des communications à lui faire, voulut bien m'accorder une audience à 7 heures du soir. Il commença par lire avec beaucoup d'attention le 25e bulletin: «Je regrette, me dit-il, que l'on n'ait pas fait plus de mal aux Anglais, mais j'espère encore que le duc de Dalmatie *) leur portera quelques coups». Je fis part à l'empereur des détails que V. M. daignait me donner sur ses forces disponibles en

---

*) Nicolas-Jean Soult, 1769—1852, maréchal de France; à la suite des victoires d'Iéna et d'Eylau, fut fait duc de Dalmatie.

Italie et en Allemagne, comme sur sa position militaire en Espagne. S. M. me parut surtout sensible aux passages de la lettre de V. M. que je lui répétai et qui portent qu'Elle n'a gardé des ménagements avec l'Autriche, malgré sa conduite hostile, que pour ne rien faire de contraire à son alliance avec la Russie.

«Je suis surtout sensible, me dit S. M., à la confiance que me témoigne l'empereur; je la mérite, il en aura plus d'une fois la preuve. Il dit qu'il est sûr de la Russie et qu'il se croit par conséquent deux fois plus fort que l'Autriche, quoiqu'il ait tant de troupes en Espagne: il a bien raison. Vous ne m'avez jamais rien dit, général, qui m'ait fait autant de plaisir. Je tiens à ce qu'on ait confiance en moi, et l'avenir prouvera, autant que les événements qui se sont passés depuis un an, que celle de l'empereur est fondée. Vous connaissez mon opinion sur l'Autriche; je tiens à sa conservation par cela même que j'attache un grand prix à mon alliance avec vous et que je ménage tout ce qui tend à la conserver, même à la resserrer. Mais l'Autriche est-elle réellement hostile? Veut-elle une leçon? Elle l'aura! Au reste, je crois encore qu'elle n'est que maladroite, peut-être aussi malveillante; mais cela tient plus à quelques individus qu'à l'empereur. Au reste, je vous promets de faire expliquer Schwartzenberg catégoriquement, et vous saurez mot pour mot le résultat de nos conférences».

Je fis sentir à l'empereur que la modération que pourrait montrer maintenant l'Autriche serait l'effet des succès d'Espagne, qu'elle ne prouverait donc rien en faveur de ses intentions; qu'il était convenable, même nécessaire, vu le peu de déférence que cette cour avait montrée pour la Russie, que l'empereur traitât froidement son ambassadeur, lui dît catégoriquement ce qu'il pensait de la conduite de sa cour, qu'il ne cachât pas surtout son mécontentement, afin que le prince pût mander: «L'ambassadeur a été froidement et sèchement reçu»; qu'il serait bon d'écrire ces détails à M. Anstett pour qu'on les connût aussi par cette voie à Vienne; qu'il fallait que les premiers mots de M. de Schwartzenberg à son ministère fussent: «On veut que vous désarmiez, de manière à prouver que vous voulez rester en

état de paix: la Russie vous fera la guerre avec deux armées, l'une sur le Danube et l'autre sur la frontière de la Galicie, si vous ne prenez pas un ton et une attitude entièrement pacifiques». Il faut qu'il dise encore au nom de V. M.: «La France ne veut pas la guerre; je veux le maintien de la paix. Nous voulons assurer la tranquillité de l'Allemagne et de l'Europe; quittez donc une attitude qui est plus voisine de la guerre que de la paix».

L'empereur me fit répéter cela, et me dit que c'était sa pensée et que je pouvais assurer V. M., en lui faisant son compliment sur ses succès en Espagne et sur la part sincère qu'il y prenait, que cela serait répété mot pour mot à M. de Schwartzenberg. «Je n'oublierai pas, m'ajouta S. M., de lui parler aussi du retour de la garde impériale; car il faut de tout pour convaincre des gens qui entendent si peu leurs intérêts et ont si peu l'idée de leur position et de leurs moyens. S'ils n'étaient pas si nécessaires à la tranquillité de l'Europe, ils mériteraient bien une leçon: je ne les ai aimés dans aucun temps, ainsi ce n'est pas mon affection pour eux qui m'empêchera de la leur donner, mais c'est mon amour de la paix et le désir de voir tout se conserver et prospérer par la tranquillité intérieure dont chacun a besoin. Il y a aussi de la peur dans le fait de l'Autriche, même s'il y a de la mauvaise foi: quant à la peur, l'empereur peut avoir quelques ménagements et donner des explications sur ce qui effarouche». Je répondis à l'empereur que je croyais le ministère plus vendu à l'Angleterre qu'effarouché, que V. M. ne proposait, au reste, des mesures rigoureuses à l'appui des représentations que pour assurer la tranquillité de l'Europe et non pour la troubler.

«C'est aussi mon but, me répondit l'empereur; ainsi nous sommes d'accord. Je ne me presse pas de voir Schwartzenberg, pour ne pas montrer d'empressement à sa cour, mais, dès qu'il me sera présenté, je vous assure qu'il pourra expédier un courrier qui ne laissera rien à désirer à sa cour sur mes intentions comme sur mes résolutions».

Je parlai à S.M. de la nécessité de régler aussi là-dessus le langage de son chargé d'affaires à Vienne; je saisis de nouveau cette

occasion de lui parler de la conduite et des propos des Russes qui y sont. Je l'engageai également à donner des ordres à M. Anstett pour ne point voir M. Razoumowsky et les autres Russes qui se conduisent si mal, ou au moins pour leur montrer publiquement son mécontentement sur leurs propos et leur conduite. S. M. me le promit, en ajoutant qu'Elle se chargeait Elle-même du comte Tolstoï pour son ridicule propos sur la Romana. «Il est incapable de l'avoir tenu, m'ajouta S. M. Quant à Pozzo, le même courrier portera l'ordre de lui faire quitter mon uniforme s'il prononce encore un mot».

Je fis sentir à l'empereur que cette conduite tolérée des Russes à Vienne, presque approuvée par la présence et le silence de son chargé d'affaires, qui passait sa vie dans ces maisons, pouvait contribuer aussi à faire douter ce ministère de la sincérité du cabinet russe.

J'en vins enfin à la question de la paix avec l'Angleterre, et je rejetai sur la conduite de l'Autriche le peu de succès des négociations. L'empereur convint que cela pouvait y avoir beaucoup contribué, mais qu'il croyait que le but véritable du ministère anglais avait été d'amuser le parlement et la nation par l'intérêt qu'il semblait accorder à la monarchie espagnole et à son ancienne dynastie, tandis qu'il gagnerait du temps pour pousser en Espagne les choses au point de séparer les Amériques du continent, et que ce but était malheureusement presque atteint; que toutes les nations savaient, par une trop fâcheuse expérience, ce que valaient l'alliance et les secours de l'Angleterre, mais que les Espagnols n'avaient pas été plus sages pour cela, et que les malédictions du monde n'empêchaient pas ces marchands de s'enrichir impunément.

L'empereur me parla de ses expéditions contre la Suède. Je lui répondis, comme je venais d'en recevoir l'ordre, que V. M. ne désirait à cet égard que ce qui lui convenait et qu'Elle était prête à faire avec la Suède paix ou guerre, comme cela lui paraîtrait le plus avantageux pour les intérêts de la Russie.

Je lui rendis aussi compte des ordres que me faisait transmettre V. M. sur la préséance avec le duc d'Oldenbourg, même sur ce

qui s'observerait à son égard s'il allait à Paris avec Madame la grande-duchesse. «Remerciez l'empereur pour moi, me dit-il; je suis sensible à l'amitié qu'il me témoigne et je prends cette décision pour une preuve de la sienne. Répétez-lui, général, que je ne suis pas un ingrat, que, dans les petites comme dans les grandes choses, il peut compter sur moi. Dites-lui aussi tout le plaisir que m'a fait votre bal: tout le monde en est enchanté, et moi, je ne puis vous dire combien j'ai été satisfait de me trouver en France, et chez un homme que j'estime et aime autant que vous. Romantzoff espère voir bientôt l'empereur; il est dans un si bon esprit, il parle si bien de Paris, de la France, de la Famille Impériale, de la Cour, de tout ce qu'il voit, que j'espère que l'empereur l'appréciera et qu'il aura été content de lui. C'est mon désir».

193.

Lettre à Napoléon.

5 Février 1809.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté mon rapport du 5 février. La Cour de Prusse est partie le 31. Le temps s'est passé en fêtes: j'en ai donné une fort belle; je crois pouvoir dire qu'elle l'a emporté en ordre, en magnificence sur toutes les autres. L'impératrice-mère est venue chez moi au grand étonnement de beaucoup de gens, qui voulaient que ce fût impossible; la manière dont elle y a été, le temps qu'elle y est restée ont encore plus surpris. Pour l'empereur, il montrait si visiblement sa satisfaction et son intérêt pour l'ambassadeur de V. M., que chacun tâchait de l'imiter. Cette soirée est, je crois, un grand pas de fait pour l'opinion de ce pays, et il en reviendra sans doute quelque chose à Vienne. Les nouvelles qu'on en reçoit ne sont pas à l'avantage des Russes qui y habitent; je me suis procuré quelques bulletins de cette ville, que j'ai montrés à l'empereur pour

lui donner une opinion de la conduite du comte Tolstoï*), de Razoumowsky**) et de la princesse Bagration***): ils n'y étaient pas ménagés. Comme toujours, S. M. veut me priser ces personnalités; Elle m'assure, et sa conduite vis-à-vis de ceux qui sont aussi ridicules à Pétersbourg doit me le faire croire, qu'Elle n'attache aucune importance à ces bavardages et que rien n'influe ni ne peut influer sur le système qu'Elle a adopté. Je l'ai suivie de bien près pendant le séjour de la Cour de Prusse, et tout ce qui m'en revient me porte à croire que ses sentiments n'ont pas varié, et que ce qui s'est passé entre les souverains a été dans l'esprit du système de V. M., de la part de l'empereur, parce que c'est, je crois, son opinion, et de la part du roi, parce que c'est son intérêt actuel, au moins le disait-il hautement, à moi et à d'autres.

L'incertitude où V. M. laisse les esprits sur le sort futur de l'Espagne agite un peu ici, mais plus la ville que le cabinet, car l'empereur ne m'a rien témoigné à cet égard, et il en aurait percé quelque chose si cela l'eût frappé comme le public, ou s'il y eût attaché de l'importance. Je crois pouvoir assurer V. M. que toutes les idées comme la politique de l'empereur se fixent sur les bases ci-après: amener l'Autriche à désarmer sans secousse, sans lui faire la guerre, en lui tenant un langage ferme et combiné, parce que l'empereur a l'opinion qu'un changement de dynastie ou un bouleversement quelconque dans cette monarchie mettrait de nouveau la France dans le cas de menacer la Russie et que son tour viendrait. Si l'Autriche attaquait V. M., je ne fais point de doute que la Russie ne marchât contre elle. Si elle n'attaque pas et tient un langage pacifique malgré ses armements, V. M. peut être sûre que l'empereur Alexandre fera l'impossible pour empêcher qu'on n'en vienne aux mains: ceci est à peu près la substance des différents rapports que j'ai eu l'honneur d'adresser à V. M.,

*) Pierre Alexandrowitch, ancien ambassadeur à Paris; il était provisoirement à Vienne.

**) Comte André Cyrillowitch; il habitait un palais à lui à Vienne.

***) Catherine Pavlowna, née comtesse Scavronsky.

et plus je me rappelle tout ce qui m'a été dit à cet égard, plus je me confirme dans cette opinion; quant aux craintes que je prête à l'empereur sur les conséquences de la défaite de l'Autriche, quoique exprimées peut-être d'une manière moins positive, elles sont aussi le résultat de ce qu'il m'a dit et fait entendre. En Turquie, on ne veut que ce que la convention de Tilsit accorde; l'ambition ne va pas au delà et peut-être serait-il difficile de ramener à la grande pensée de l'année dernière, surtout s'il devait en coûter quelque chose à l'Autriche. Quant à la Suède, tout annonce qu'on ne veut que la contraindre à la paix et à la cession de la Finlande, afin de ne pas voir d'Anglais dans la Baltique et d'avoir une partie de ses troupes disponible au printemps. Dans la position où cette politique place V. M., je crois pouvoir l'assurer qu'Elle peut disposer de ses moyens contre l'Espagne, si Elle en a besoin, et qu'Elle peut compter sur l'empereur. Sa fermeté d'opinion a fini par en imposer ici aux plus opposés: peut-être fera-t-elle le même effet sur M. de Schwartzenberg, qui est arrivé hier et qu'on ne se pressera pas de voir, pour ne point lui témoigner d'empressement. Quant à un attentat sur la personne de l'empereur pour changer le système, je persiste toujours dans ma première opinion, je n'y crois pas: les Russes conspireraient pour des vexations qu'ils auraient personnellement éprouvées, mais je doute qu'ils le fassent pour une question politique; le grand-duc, qu'on craint, est donc encore la sauvegarde de l'empereur, et le grand-duc ne changerait rien au système. En deux mots, je crois que V. M. peut compter sur l'empereur, et que l'empereur n'a rien à craindre. Sa confiance en moi, ses préférences sont de tous les moments, et telles que je ne puis les énumérer à V. M. Je ne m'en laisse cependant pas éblouir et je sens avant tout ce que je dois à la confiance de mon maître et à la sûreté de son empire.

La seule chose presque impossible, c'est la prohibition de toute espèce de bâtiments venant de la mer du Nord, à cause des faux papiers. A cet égard, il est difficile de rien entamer ni terminer avant le retour du comte de Romantzoff; encore éludera-t-on souvent les ordres donnés,

et peut-être même du consentement secret du gouvernement, qui sent que ses sujets ont besoin de vendre leurs productions et que l'exportation seule peut soutenir un peu son change, déjà si désavantageux. J'espère cependant qu'on me tiendra parole et qu'on adoptera contre le commerce des neutres les mêmes mesures que V. M., aussitôt que M. de Romantzoff sera de retour.

Les bulletins font un bon effet. On a répandu mille bruits sur le départ de V. M. de Madrid pour se rendre à Astorga, où nous la savons arrivée par le 24e. L'opinion ne ménage pas les Anglais.

Lettres à Champagny.

194.

5 Février 1809.

J'ai reçu le 28 janvier par un courrier de M. de Romantzoff les dépêches que V. E. m'a fait l'honneur de m'écrire le 9 janvier.

LL. MM. le roi et la reine de Prusse ont quitté Pétersbourg le 31 janvier à 10 heures du matin. On a observé, à leur sortie de la ville, le même cérémonial qu'à leur arrivée. L'empereur, les impératrices et le grand-duc Constantin se sont rendus à Strelna, où on avait préparé un dîner, après lequel Leurs Majestés prussiennes ont pris congé de la Famille Impériale.

Chaque jour, depuis l'arrivée de la Cour de Prusse, a été rempli par des exercices, des parades, des spectacles et des fêtes, qui se succédaient presque sans interruption.

LL. MM. ont visité tous les établissements publics, tous les palais, tous les objets de curiosité que renferme Pétersbourg. L'empereur et les impératrices les ont toujours accompagnées et leur ont tout fait voir eux-mêmes dans le plus grand détail. Les attentions de l'empereur ne se sont pas démenties un seul instant pendant leur séjour.

LL. MM. n'ont donné d'audience de congé ni aux personnes de la Cour, ni au Corps diplomatique. J'ai seul été admis à leur faire ma cour, la veille de leur départ.

Dans la conversation, le roi m'a répété ce qu'il m'avait déjà dit précédemment, que son intention était de s'unir étroitement au système de la France et de ne jamais séparer sa politique de celle de l'empereur Napoléon. Il a ajouté qu'il regrettait que M. de Schwartzenberg ne fût pas encore arrivé, qu'il avait désiré lui dire lui-même qu'il était prêt à remplir ses engagements envers la France et à agir contre l'Autriche si elle remuait, que rien ne pouvait le faire varier dans sa résolution. La reine m'a aussi parlé dans le même sens.

En particulier comme en public, toutes les fois que le roi et la reine m'ont vu, ils ont affecté de s'entretenir longtemps avec moi, et ils ont mis de la recherche dans leurs prévenances à mon égard.

Les personnes de la suite de LL. MM. ont en général tenu un langage fort convenable. On a seulement remarqué quelques propos échappés à M. de Scharnhorst *) et à Mlle de Moltke, mais insignifiants.

L'empereur, que j'ai eu l'honneur de voir la veille du départ de la Cour de Prusse, m'a dit: «Je n'ai parlé de politique au roi que deux fois, l'une le jour où je vous l'ai dit, l'autre aujourd'hui. Vous saviez quels étaient ses sentiments: il n'en a point changé; d'ailleurs tout ce qu'il a vu, tout ce qu'il a entendu ici, a dû lui prouver que j'étais invariablement attaché à votre système, et il retourne à Berlin bien résolu à ne jamais s'écarter de la ligne que son véritable intérêt lui prescrit. Il m'a chargé de le dire en son nom à M. de Schwartzenberg, afin que l'Autriche n'eût aucun doute sur ses intentions, et qu'elle ne puisse en fortifier, comme elle l'a fait dans ces derniers temps, son système ridicule d'opposition: je ne l'oublierai pas».

L'empereur a fait de magnifiques cadeaux à toute la suite du roi de Prusse, sans excepter même la livrée.

---

*) Gerhard David, 1756—1813, aide de camp général, ministre de la guerre, le fondateur de la milice nationale (Landwehr) en Prusse.

La Cour de Prusse a été défrayée de tout pendant son voyage et son séjour ici; on a payé jusqu'aux frais de poste, de logement et même de raccommodage de voitures.

On dit que, le jour du départ, l'empereur a accordé, en dédommagement des frais faits pour venir le voir, deux millions cinq cent mille écus, en sus des trois millions auxquels le compte définitif des réclamations des fournitures faites à l'armée russe avait été réglé: la réclamation de la Prusse montait dans le principe à dix-sept millions de roubles. Les termes de paiement ne sont pas encore fixés; il y a quelques mois qu'on a déjà payé cent mille ducats sur le premier compte. On n'estime guère les dépenses du voyage pour la Prusse qu'à trois cent mille francs au plus, dont cent mille employés en cadeaux.

On a reçu des nouvelles de Vienne du 27 décembre par un courrier que M. de Stroganoff a expédié de Trieste; il y est arrivé sur une frégate espagnole. Il comptait séjourner quelque temps à Vienne, où on a appris depuis qu'il était arrivé, mais, comme j'en ai prévenu V. E., on lui a donné l'ordre de ne pas s'y arrêter, ni dans aucune autre ville de la domination autrichienne. Comme il s'est plaint de sa santé, l'empereur vient, en lui renouvelant l'ordre de quitter sur-le-champ Vienne, de lui permettre de s'arrêter quelque temps à Munich ou à Dresde, ou dans toute autre ville de la Confédération du Rhin: S. M. a voulu signer Elle-même ces nouveaux ordres, afin, m'a-t-Elle dit, de leur donner plus de poids. M. de Stroganoff mande qu'il a laissé à Madrid, dans la crainte qu'ils ne fussent victimes en voyage, les deux français qui avaient été saisis chez lui par le peuple et qu'on croyait d'abord avoir été massacrés. Il ajoute, par rapport à cet événement, que le gouvernement insurrectionnel lui avait donné satisfaction, et que le duc de l'Infantado s'était même rendu chez lui pour lui faire des excuses sur ce qui s'était passé, etc., etc.

L'empereur est toujours content, m'a-t-il fait l'honneur de me dire, du langage que M. Anstett tient à Vienne, et ce qui prouverait qu'il est bon, ajouta S. M., c'est que M. de Stadion se plaint de lui

et prétend qu'il donne à tout de mauvaises interprétations. D'après ce que S. M. a bien voulu me communiquer des dépêches du 15 au 20 janvier qu'Elle a reçues, il paraît que le ministère autrichien a pensé, de même que le baron de Binder, sur la proclamation de l'empereur aux Espagnols, qu'il en serait appliqué un passage à l'Autriche: M. de Stadion s'en est du moins expliqué dans ce sens avec M. Anstett. «Celui-ci, m'a dit l'empereur, a bien répondu». D'après ce qu'il mande, il paraîtrait que l'impératrice, qui prend de l'ascendant, pousse à la guerre, et qu'au contraire, l'archiduc Charles s'est déclaré pour la paix et a ramené tout le Conseil à son opinion. On pense que cette résolution de l'archiduc sera d'autant plus durable qu'il a craint de voir son crédit balancé par l'impératrice.

M. Anstett rend aussi compte d'une conversation qu'il a entendue entre une sœur de M. de Schwartzenberg et un des amis de cet ambassadeur. Il semblerait, d'après ce qu'il en dit, que M. de Schwartzenberg serait chargé d'ouvertures très importantes, non seulement pour la Russie en particulier, mais pour le sort de l'Europe entière. Sa sœur, ajoute-t-il, avait l'air de douter qu'il réussît dans sa mission; elle disait qu'il avait une bonne réputation militaire, mais qu'il n'aurait pas le même succès dans la nouvelle carrière dans laquelle on le plaçait.

Le ministère autrichien a aussi donné à entendre, mais indirectement, que M. de Schwartzenberg était chargé de communications importantes qui rendraient sûrement aux relations actuelles des deux pays leur ancienne intimité.

M. Anstett mande encore, m'a dit ensuite S. M., que M. de Stadion se plaint souvent de la conduite de la Russie envers l'Autriche pour mille choses de détail qu'occasionne le voisinage. Dans une circonstance où ce ministre parlait assez amèrement, M. Anstett lui dit que l'Autriche ne devait s'en prendre qu'à ses fausses mesures de la situation où elle se trouvait à l'égard des autres puissances, que, si elle eût reconnu le roi Joseph, elle n'aurait en Europe que des amis: M. de Stadion lui répondit qu'il n'était plus question de cette reconnaissance et qu'il était surprenant qu'il en parlât encore, et que

M. Andréossi avait écarté lui-même toutes les propositions qu'on avait faites à cet égard.

L'empereur a encore ajouté que M. Anstett s'était fort bien conduit à l'arrivée du baron Stroganoff: «Il l'a prévenu de mes intentions, m'a dit S. M., et, en l'avertissant que tout le monde viendrait l'interroger, lui a conseillé de se tenir dans une grande réserve; M. de Stroganoff en a senti la nécessité, et il a promis de le faire».

On parle dans le public d'un projet de mariage du prince impérial d'Autriche avec Madame la grande-duchesse Anne, la cadette des sœurs de S. M. l'empereur.

L'empereur, en me donnant tous les détails dont je viens de rendre compte à V. E., m'a répété qu'il parlerait d'une manière ferme à M. de Schwartzenberg et ne lui laisserait aucun doute sur ses engagements avec la France et sa résolution d'y tenir. «Parce qu'ils ont rassemblé quelques paysans et quelques fusils, a ajouté S. M., les Autrichiens se croient invincibles; c'est de la folie. Personne ne doit troubler la paix de l'Europe: sans cela, ce serait à n'en pas finir; mais je veux la maintenir, il est temps que la pauvre humanité soit un peu tranquille».

On m'a parlé d'une lettre écrite à M. de Schwartzenberg par M. de Metternich, dans laquelle celui-ci rend compte de l'affaire où le général Lefebvre*) a été pris: c'était simplement, dit-il, une échauffourée; les mesures de l'empereur sont prises de manière à ce que ses succès en Espagne ne soient point douteux.

En me parlant des affaires d'Espagne, S. M. m'a témoigné le regret qu'on n'eût pu couper la retraite aux Anglais. «On ne réussit pas toujours, a-t-Elle répété, mais j'espère qu'on prendra la revanche; j'en serais d'autant plus satisfait que cela accélérerait les affaires générales, car il me tarde de les voir finir pour que l'Europe reste enfin tranquille. Si les affaires d'Espagne séparent de ce pays les Amériques, les

---

*) Lefebvre-Desnouettes, Charles, 1773—1822, commandant des chasseurs de la garde impériale (*Correspondance*, XVIII, 160).

Anglais seuls y auront gagné, et ce qui nous importe principalement, c'est de diminuer leur puissance. Quels que soient au reste les événements, l'empereur peut compter sur moi: il en a déjà eu des preuves, et, dans l'occasion, je lui en donnerai encore de nouvelles».

Le ministre d'Espagne se conduit toujours bien: il représente les Anglais comme seuls cause des malheurs de son pays. Il trouve cependant quelquefois sa position difficile, par l'ignorance où on le laisse sur tous les événements. L'empereur saisit toutes les occasions de lui demander des nouvelles d'Espagne et de celles du roi en particulier: comme il n'en reçoit aucune, il ne sait souvent quelle réponse faire, et il se trouve dans un embarras d'autant plus grand ici, qu'on remarque tout, et que la malveillance s'empare des moindres circonstances pour en tirer des conséquences qui nous soient défavorables.

On prétend que le général Morla *), celui qui a signé la capitulation de Madrid, est chargé de propositions secrètes pour les insurgés. On attribue à cette cause le silence qu'on garde sur lui et sur M. de Castellar **) dans les bulletins.

L'écrit de M. de Cevallos commence à circuler ici depuis quelques jours: on le lit avec avidité, et il produit un fort mauvais effet. L'empereur a fait ce qu'il a pu pour empêcher qu'il ne pénétrât ici; lorsque j'ai eu l'honneur de lui en parler, il m'a dit qu'il fallait qu'il eût été apporté par des voyageurs, puisqu'il n'en était arrivé par la poste qu'un seul exemplaire, qu'il s'était fait remettre et qu'il avait jeté au feu lui-même dans son cabinet.

Le prince Prozorowsky a donné des nouvelles de Constantinople du 24 décembre; il mande les mêmes choses que contient une lettre de M. le baron de Hübsch au ministre de Danemark, que celui-ci a bien voulu me confier en original et dont j'envoie la copie à V. E. Les plénipotentiaires turcs sont nommés et le prince Prozorowsky les attend: c'est Galib-effendi qui dirigera la négociation; M. Fonton,

---

*) Capitaine général de l'Andalousie, inspecteur général de l'artillerie.

**) Président de la junte militaire à Madrid.

premier drogman, part dans deux jours pour Yassy, où doivent se tenir les conférences.

On mande aussi de Constantinople que l'envoyé anglais, M. Adair, est descendu aux Dardanelles, où la Porte lui a donné une maison On pense que les Turcs traitent en secret avec les Anglais; ils paraissent du moins chercher à ménager tout le monde.

V. E. trouvera ci-joint les copies des lettres qui m'ont été adressées par M. le général Gardanne, et par M. de Lajard, que cet ambassadeur a envoyé près du maréchal Goudowitch; ces lettres m'ont été remises par le ministre des affaires étrangères. V. E. a été informée par ma dépêche du 9 août dernier des ordres que l'empereur avait donnés au maréchal Goudowitch pour forcer la Perse à faire la paix, ainsi que des raisons alléguées par le ministère russe pour se refuser à la proposition qui avait été faite par les Persans de traiter sous la médiation de la France. M. de Soltykoff m'a entretenu de cette affaire. Il m'a dit qu'il pensait que le général Gardanne avait été au delà des intentions de l'empereur, et de ses instructions actuelles, qui ne pouvaient être les mêmes que celles qu'il avait reçues à son départ pour la Perse, puisque l'union intime qui existait maintenant entre les deux empires et les deux souverains devait avoir changé la nature des relations qui avaient existé précédemment entre la France et la Perse. Il a ajouté que le maréchal Goudowitch n'avait fait que ce qui m'avait été annoncé. J'ai répondu au ministre de manière à ne pas montrer pour la Perse un intérêt qui ne m'était pas recommandé, mais aussi sans décliner celui qu'elle pouvait nous inspirer; j'ai cru à cet égard devoir aller au-devant de l'empereur, qui avait sûrement connaissance de mes dépêches, et j'ai profité de la première audience qu'il m'a accordée pour lui en communiquer le contenu. L'empereur a paru surpris de la démarche du général Gardanne. «La mission de ce général, m'a dit S. M., était antérieure à mon alliance avec vous. Tout a changé de face par ce traité, l'empereur Napoléon me l'a dit lui-même à Tilsit, et, depuis encore, il m'a répété qu'il n'attachait aucune importance à cette mission. La Perse est trop

loin de vous pour que vous ayez quelque intérêt à vous mêler de ses affaires: c'est un objet qui nous regarde seuls. Je vous ai fait prévenir dans le temps des ordres que je donnais au maréchal Goudowitch: je veux la paix aux mêmes conditions que les Persans avaient offertes précédemment; je demande un grand fleuve pour frontière, parce que ce sont des peuples barbares et que cette frontière est nécessaire contre leurs incursions. S. M. me témoigna ensuite son étonnement que M. le maréchal Gardanne n'eût reçu à cet égard aucune instruction, et Elle m'engagea à écrire moi-même directement à ce général et à M. de Lajard pour leur dire que leur intervention, et particulièrement la mission de ce dernier, était sans objet, que le maréchal Goudowitch ne pouvait s'arrêter, ayant l'ordre positif de contraindre les Persans à la paix par la force des armes s'ils ne consentaient pas aux conditions qu'eux-mêmes avaient offertes précédemment. Je ne pouvais consentir à faire cette démarche, mais, voyant que c'était une idée à laquelle l'empereur tenait fortement, j'ai dû me borner à décliner sa proposition, sans paraître m'y refuser positivement. Je lui ai fait sentir qu'étant moi-même sans instructions sur cet objet, il n'était guère possible que je transmisse des ordres à un autre agent, que cela devenait même inutile, par l'éloignement où j'étais. J'ajoutai ensuite que je ne doutais pas, au reste, qu'en cela comme en tout, le premier désir de l'empereur Napoléon ne fût de contribuer autant qu'il le pouvait à ce qui était agréable à S. M., mais que, dans cette circonstance, l'intérêt commun voulait peut-être que la France n'eût pas l'air d'abandonner tout à fait les Persans, afin de les empêcher de se jeter dans les bras des Anglais, que l'envoi que ceux-ci avaient fait l'année dernière d'une mission et d'une expédition dans le golfe Persique, d'où on les avait repoussés, prouvait qu'ils désiraient prendre dans les affaires de la Perse une influence qui ne pouvait qu'être nuisible aux intérêts de la Russie, et qu'il semblait par conséquent convenable d'agir avec une sage circonspection, qui, sans nuire aux opérations du maréchal Goudowitch, servît cependant la cause commune.

La reprise d'Aland a été retardée par les glaces, qui ne sont point encore arrêtées; ces îles sont défendues par des détachements des gardes suédoises, qui ont été dégradées. Du côté de Tornéo, le froid, qui est allé jusqu'à 36 degrés, a retardé les projets des Russes; mais l'affaire n'en ira pas moins bien, m'a dit l'empereur, et l'expédition de Stockholm se fera. On répète encore que sans l'armistice de M. Buxhöwden, pas un Suédois n'eût échappé de la Finlande.

On dit dans le public que M. de Mœrner, officier suédois, fait prisonnier en Poméranie et renvoyé en Suède sur sa parole d'honneur, vient de retourner à Paris. On prétend qu'il est chargé de propositions de paix, que la Suède consent à abandonner la Finlande, mais à condition qu'on lui donnera en échange la Norvège, sauf à donner au Danemark les dédommagements nécessaires au Hanovre et en Poméranie. Le roi de Suède n'a fait ici aucune nouvelle proposition.

Le ministre de la marine m'a dit que le commandant de l'escadre russe à Trieste avait refusé de sortir de ce port, malgré les ordres qu'il en avait reçus de Paris. M. de Tchitchagoff a ajouté que, quoique, à la lecture des lettres que cet amiral écrivait, ses raisons pussent paraître valables, cependant il avait eu tort, le premier devoir d'un militaire étant d'obéir, et l'empereur Alexandre l'ayant d'ailleurs mis sans restriction à la disposition de l'empereur Napoléon. J'ai su que l'empereur en avait aussi été mécontent et qu'il l'avait témoigné à M. de Tchitchagoff.

Ce ministre m'a ensuite entretenu de l'amiral Seniavine, qui demande de l'argent et a déjà tiré sur la marine pour cent cinquante mille livres sterling. On réduira ses équipages au quart de leurs appointements pendant tout le temps qu'ils resteront en Angleterre, ce qui durera jusqu'à l'ouverture de la navigation: le malaise qu'ils éprouveront est nécessaire, m'a dit le ministre, pour que M. de Seniavine sente mieux le ridicule de la position où il s'est mis. Les Anglais ont refusé de laisser arborer sur les vaisseaux le pavillon russe, quoiqu'ils s'y fussent engagés par deux articles additionnels de la convention signée par l'amiral Cottou.

M. de Schwartzenberg est arrivé hier. On lui a envoyé la Toison d'Or quatre jours après son départ de Vienne. Il a avec lui une suite nombreuse, et, d'après ce que m'a dit le chargé d'affaires d'Autriche, il tiendra ici un grand état de maison.

L'empereur paraît approuver entièrement la conduite de M. de Romantzoff; d'après ce que mande ce ministre, il est toujours très content de son séjour à Paris. Le prince Kourakin ne le paraît pas moins: tous deux se louent beaucoup des attentions qu'on a pour eux; l'empereur en a parlé tout haut au dernier dîner où il m'a fait l'honneur de m'inviter.

P.S. D'après les renseignements que j'ai eus sur l'armée du maréchal Goudowitch, il paraît qu'elle est peu en état d'entreprendre quelque chose contre les Persans, ni même de faire le siège d'Erivan. Il n'a pas 18.000 hommes disponibles, assure-t-on, et peu d'artillerie.

195.

6 Février 1809.

Le courrier auquel Votre Excellence a remis les dépêches qu'Elle m'a fait l'honneur de m'écrire le 16 janvier est arrivé hier au moment où celui que j'expédiais allait partir. J'ai sur-le-champ demandé une audience à l'empereur. S. M. ayant bien voulu me l'accorder sur les 7 heures du soir, je puis déjà rendre compte à V. E. de l'effet des communications que j'ai été chargé de faire.

L'empereur a lu avec beaucoup d'attention le 25e bulletin, et, après m'avoir félicité des nouveaux succès de S. M., il m'a dit qu'il regrettait toujours qu'on n'eût pu faire plus de mal aux Anglais, qu'il espérait que le duc de Dalmatie pourrait encore leur porter quelques coups. Je lui ai communiqué ensuite ce que V. E. me mande relativement à l'Autriche et aux forces disponibles que nous avons encore en Allemagne et en Italie. Je lui ai rapporté un passage de la lettre que

l'empereur a daigné m'écrire, où il mande qu'il n'a gardé des ménagements pour l'Autriche que pour ne rien faire de contraire à son alliance avec la Russie, et que, malgré la guerre d'Espagne, pouvant compter sur la Russie, il se croit deux fois plus fort que l'Autriche. «Vous ne m'avez jamais rien dit, me dit S. M., qui me fît autant de plaisir. Je tiens à ce qu'on ait confiance en moi; celle de l'empereur est bien fondée: l'avenir ne le prouvera pas moins que ce qui s'est passé depuis un an». S. M. me dit ensuite qu'Elle pensait que l'Autriche était encore plus maladroite que malveillante, et que cela tenait à quelques individus plutôt qu'à l'empereur François lui-même, que, si cependant ce cabinet avait réellement des projets hostiles, on lui donnerait une leçon, qu'avant tout, Elle me promettait de faire expliquer catégoriquement M. de Schwartzenberg et qu'Elle m'informerait du résultat de ses conférences avec lui. S. M. a ensuite appuyé sur la nécessité dont Elle pensait que la conservation de l'Autriche était pour la tranquillité de l'Europe; Elle est revenue plusieurs fois à cette idée dans le cours de la conversation.

J'ai fait sentir à S. M. que, si l'Autriche se montrait modérée maintenant, c'était l'effet des victoires remportées en Espagne, et que cela ne prouvait rien en faveur de ses intentions; qu'il importait donc de lui faire connaître d'une manière positive à quoi elle s'exposait en conservant une attitude plus voisine de la guerre que de la paix; qu'il fallait, pour la bien convaincre à cet égard, que son ambassadeur fût reçu à Pétersbourg d'une manière qui marquât le mécontentement que donnait sa conduite et que le premier mot qu'il écrirait à sa cour fût qu'il avait été froidement et sèchement reçu; que la France et la Russie ne voulaient que conserver la paix et assurer la tranquillité de l'Allemagne; que les armements de l'Autriche menaçaient, qu'il fallait donc désarmer, si l'on avait véritablement des sentiments aussi pacifiques qu'on le prétendait, qu'autrement, on s'exposait à tous les dangers d'une guerre où deux armées russes menaçaient l'Autriche, l'une sur le Danube, l'autre sur la frontière de la Galicie. Il serait aussi utile, ai-je ajouté, que, tout ce qu'on dira à l'ambassadeur, on l'écrivît aussi

à M. Anstett à Vienne, pour que le cabinet autrichien connaisse aussi par cette voie les sentiments de l'empereur Alexandre.

S. M., après m'avoir fait répéter tout cela, m'a dit qu'Elle pensait de même, et que je pouvais assurer l'empereur qu'Elle répéterait mot pour mot à M. de Schwartzenberg ce que j'avais dit. «Je lui parlerai aussi, a ajouté S. M., du retour de la garde impériale. Il faut tout employer pour convaincre des gens qui entendent si mal leurs intérêts et ont une si fausse idée de leurs moyens et de leur position. Je ne les ai jamais aimés, a-t-Elle continué; aussi, si je ne leur donne pas une leçon aussi forte qu'ils la méritent, c'est par amour de la paix, c'est parce que je tiens à conserver et à consolider la tranquillité intérieure dont chacun a tant besoin. Il est aussi entré beaucoup de peur dans le fait des Autrichiens, et je crois que, sous ce rapport, avec quelques ménagements et des explications sur ce qui effarouche, l'empereur les ramènera».

J'ai répliqué à cela que je croyais le ministère plutôt vendu à l'Angleterre qu'effarouché, que c'était au reste pour assurer, comme S. M. le désirait, la tranquillité de l'Europe, et non pour la troubler, que l'empereur Napoléon proposait d'appuyer par des mesures vigoureuses les représentations qu'on ferait.

«Nous sommes entièrement d'accord, a repris l'empereur; si je ne vois pas Schwartzenberg dès à présent, c'est que je ne veux pas montrer de l'empressement à sa cour, mais je vous assure qu'après sa première audience, il pourra expédier un courrier qui ne laissera rien à désirer à Vienne sur mes intentions».

Je suis encore revenu sur la nécessité de régler d'après cela le langage du chargé d'affaires de Russie à Vienne, et j'ai saisi cette occasion pour parler de la conduite et des propos des russes qui s'y trouvent. J'ai fait remarquer à S. M. que cette conduite, sous les yeux de son agent, qui la tolérait et semblait presque l'approuver en fréquentant les maisons qui se signalaient le plus par leur esprit d'opposition, pouvait peut-être contribuer à faire douter le cabinet autrichien des véritables intentions de la Russie. Je l'ai engagé à donner à cet égard

des ordres à M. Anstett, pour qu'il témoignât au moins son mécontentement aux personnes qui se conduisaient si mal.

La conversation étant tombée de là sur la question de la paix avec l'Angleterre, j'ai rejeté sur la conduite de l'Autriche le peu de succès des négociations. En convenant que cela pouvait y avoir contribué, S. M. m'a dit qu'Elle croyait que le but véritable du ministère anglais, en colorant aux yeux de la nation son refus de négocier du prétexte de défendre la cause des Espagnols et de leur ancienne dynastie, avait été de gagner assez de temps pour parvenir à séparer l'Amérique du continent, et que, malheureusement, ce but avait été presque atteint; que les Espagnols n'avaient pas été plus sages que les autres nations, qui toutes avaient appris à leurs dépens à apprécier l'alliance et les secours des Anglais, mais que les malédictions du monde entier n'empêchaient pas ces marchands de s'enrichir impunément.

S. M. m'ayant parlé ensuite de ses expéditions contre la Suède, je lui ai répondu ce que V. E. m'a fait l'honneur de me mander, que l'empereur ne désirait à cet égard que ce qui lui convenait, et qu'il était également prêt à faire la paix ou la guerre avec la Suède, comme cela serait convenable aux intérêts de la Russie.

J'ai communiqué à l'empereur la réponse de V. E. sur la question de la préséance avec le duc d'Oldenbourg, en y ajoutant ce qu'Elle me mande de la manière dont ce prince serait reçu à Paris s'il y allait avec Madame la grande-duchesse. S. M. m'a dit qu'Elle regardait cette décision de l'empereur comme une marque d'amitié à laquelle Elle était sensible; Elle m'a chargé de l'en remercier. «Répétez-lui, m'a-t-Elle dit en terminant la conversation, que je ne suis point un ingrat, et que, dans les grandes comme dans les petites choses, il peut compter sur moi».

Le courrier de V. E. expédié le 16 n'est arrivé qu'hier à trois heures après midi, au moment où celui que je lui expédie montait en voiture; je l'ai retardé pour répondre tout de suite à ses dépêches. Je la remercie des détails qu'Elle a bien voulu me donner par sa lettre particulière du soir.

Voilà l'empereur de retour. Ses affaires ici sont dans un état si prospère que chacun peut l'y servir comme moi; il est temps que je sollicite mon retour: santé, fortune, tout se dérange ici, et me force à prier V. E. de rappeler à l'empereur qu'il a bien voulu me promettre de nouveau à Erfurt que cette seconde année serait la dernière. L'ambassadeur de S. M. est ici aussi bien qu'on puisse y être, mieux que personne n'a jamais été; mais, le premier à Pétersbourg après l'empereur et sa famille, j'aime mieux être le dernier dans mon pays: je n'ai pas le goût des affaires, la diplomatie n'est pas dans l'allure de mon caractère. En parlant à V. E. de mon remplacement et en la priant d'insister dans un moment opportun pour l'obtenir, je lui confie, j'ose le lui dire, mes plus chers intérêts.

196.

11 Février 1809.

Je rends compte à Votre Excellence des nouvelles reçues ici depuis le courrier que j'ai eu l'honneur de lui expédier le 6. Je profite pour cela de celui qu'on envoie en Angleterre avec la réponse à M. l'amiral Seniavine, et qui doit passer par Paris.

Le 8, est arrivé un courrier du prince Prozorowsky avec une lettre du chargé d'affaires de Danemark à Constantinople, à ce que je crois, du 16 janvier. Il annonce, d'après ce que m'a fait l'honneur de me dire M. le comte de Soltykoff, que Morier, secrétaire de la légation anglaise, était déjà arrivé à Constantinople, qu'on y attendait M. Adair le lendemain, que la Porte avait officiellement notifié qu'elle avait fait sa paix avec l'Angleterre, enfin que M. de Sturmer avait donné une fête aux Anglais, à laquelle aucune des légations amies de la France n'avait assisté, M. de Latour-Maubourg ayant protesté avant contre cette admission des Anglais chez l'agent politique d'une puissance qui n'est pas en relations de paix avec l'Angleterre. M. le maréchal Prozorowsky

mande qu'il n'a point d'autre avis de ces événements que la lettre précitée, que le ministre m'a dit être une pièce officielle. J'ai cru devoir appeler l'attention de M. de Soltykoff sur la conduite de la cour de Vienne, qui, lui ai-je dit, se démasquait en quelque sorte par celle de ses agents. Je lui ai rappelé tout ce qu'avait déjà fait l'internonce contre la Russie, pendant que sa cour protestait, il y a quelques mois, de ses intentions amicales, même de son attachement pour cette puissance. Je lui ai aussi fait remarquer combien de doutes tombaient encore sur l'Autriche par le choix de M. Adair pour cette mission de Constantinople, les relations continuelles de cet agent avec Vienne étant bien connues. J'ai également remarqué la conduite que tenait l'Autriche dans l'état actuel du continent, tant par ses armements, son aigreur, ses dispositions, que par le langage de ses agents, conduite plus près de l'état de guerre que de l'état de paix, tandis que tous ses voisins étaient en paix autour d'elle. J'ai ensuite parlé au ministre du commerce que faisaient, depuis six mois, les bâtiments autrichiens entre Malte et le Levant, commerce protégé par les Anglais, ce qui prouvait des relations secrètes. J'ai appuyé sur la nécessité de saisir cette occasion pour faire expliquer catégoriquement la cour de Vienne, de donner des ordres au prince Prozorowsky pour qu'il fît des démonstrations, et de sommer la Porte de renvoyer sous vingt-quatre heures le ministre anglais, si elle voulait que les négociations continuassent et que l'armée russe ne passât pas sur-le-champ le Danube. J'ai aussi représenté au ministre qu'il était indispensable de demander satisfaction à Vienne de la conduite de M. de Sturmer, et je me suis principalement attaché à lui faire sentir la nécessité de forcer l'Autriche à s'expliquer d'une manière positive sur ses intentions, et de tenir pour cela, à Vienne comme ici, le langage le plus ferme, le but de l'empereur Napoléon comme celui de la Russie n'étant que de maintenir la tranquillité de l'Europe et d'empêcher cette cour de la troubler, ce qui arriverait si on lui donnait le temps d'achever ses préparatifs.

Le ministre m'a répondu que l'empereur ne connaissait peut-être pas encore ces dépêches, et qu'il prendrait les ordres de S. M. Si je

n'ai pas l'honneur de la voir demain, je lui demanderai une audience pour lui en parler moi-même.

M. de Schwartzenberg va mieux et verra probablement le ministre d'ici à deux jours. Le langage du chargé d'affaires d'Autriche est plus pacifique qu'il y a quinze jours; ce qui m'en revient prouverait cependant plutôt de la réserve qu'un changement, soit dans ses opinions, soit dans celles de sa cour. «Il faudra bien que la cour de Pétersbourg s'explique à l'arrivée de M. de Schwartzenberg», disait-il il y a quelques jours à quelqu'un sans désigner l'objet. Selon ses dernières nouvelles, l'archiduc Charles est pour la guerre; il presse même la mesure et se plaint des lenteurs. Cette opinion ne ferait pas de M. de Schwartzenberg un ministre de paix, car on sait qu'il est l'homme de l'archiduc. Selon M. de Binder, l'Autriche est d'autant plus en mesure d'agir avec succès que la plus grande partie des forces de la Russie sont occupées par la Turquie et la Suède, et que le reste sera paralysé par l'esprit d'opposition qui règne, selon lui, dans l'armée, et notamment dans les généraux qui peuvent y être employés. Il ajoute, à la vérité, que les mesures de l'Autriche ne sont que de précaution et pour conserver son indépendance; mais, je l'ai fait remarquer à M. de Soltykoff, il y a plus que de la précaution dans la conduite que tient depuis longtemps M. de Sturmer, tant contre la Russie que contre la France. En résumé, les mêmes personnes qui me répétaient il y a quelques mois que l'Autriche n'avait que peur, et qu'elle ne voulait que pourvoir à sa défense si on l'attaquait, qu'elle ne demandait pas mieux que de reconnaître le roi Joseph (M. de Binder le disait ici à quelques intimes en même temps que M. de Metternich en donnait l'assurance presque publique à Paris), ces mêmes personnes, dis-je, me répètent, depuis l'arrivée de M. de Schwartzenberg, que les intentions hostiles de l'Autriche ne sont plus douteuses et qu'on ne peut se méprendre au langage que tiennent ses agents. En rapprochant les événements de Constantinople de ces discours, ils acquièrent une importance qui ne peut échapper. Le langage loyal et franc de l'empereur à M. de Schwartzenberg, ses dispositions pacifiques, mais rigoureuses et inébranlables, pour le

maintien du système qui cimente notre alliance, changeront-ils l'esprit de vertige qui paraît animer la cour de Vienne? Voilà ce qui s'éclaircira peut-être en partie par les premières communications de son ambassadeur, et dont j'aurai l'honneur de rendre compte à V. E. à mesure que la confiance dont l'empereur Alexandre daigne m'honorer m'en fournira les moyens.

M. de Schwartzenberg a vu en route le roi de Prusse, et a eu l'honneur de causer avec lui. Par ce qui m'en est revenu, S. M. ne lui a pas caché ses intentions, et cette préface peut l'avoir fait juger de celles de l'empereur Alexandre.

197.

11 Février 1809, au soir.

L'empereur m'ayant fait l'honneur de m'inviter aujourd'hui à dîner, je profite du retard du courrier russe, qui ne part que cette nuit, pour donner à Votre Excellence le détail de la conversation que j'ai eue avec S. M.

Elle a daigné me dire qu'Elle faisait passer par Paris M. Sass, ex-secrétaire de la légation russe à Lisbonne, porteur de la réponse à M. de Seniavine, afin que M. de Romantzoff pût communiquer cette réponse à l'empereur.

S. M. m'a ensuite parlé des affaires de Constantinople. Je lui ai répété tout ce que j'avais dit au comte Soltykoff sur la conduite de l'internonce et sur les soupçons qu'elle faisait naître contre l'Autriche, soupçons qui fortifiaient les propos de M. de Binder. J'ai fait sentir à S. M. la nécessité d'éloigner les Anglais de Constantinople, et, pour atteindre ce but, je lui ai proposé de donner l'ordre au prince Prozorowsky d'envoyer sur-le-champ un officier supérieur déclarer à la Porte que, si dans vingt-quatre heures le ministre anglais et toute sa suite n'avaient pas quitté Constantinople, la Russie regarderait cette conduite

comme une nouvelle déclaration de guerre, et que l'armée russe passerait le Danube pour en tirer une vengeance éclatante.

S. M. a daigné adopter cette idée, et me promettre que l'officier porteur de ses ordres partirait dès demain, que le maréchal Prozorowsky, en même temps qu'il enverrait à Constantinople, ferait une semblable déclaration aux plénipotentiaires turcs, s'ils étaient arrivés, ce qui me paraît encore douteux. S. M. a ajouté qu'il était nécessaire d'éloigner tous les agents anglais du continent, et que tout ce qui entrait d'ailleurs dans le système commun contre l'Angleterre lui convenait.

J'ai cru devoir prévenir M. de Latour-Maubourg, s'il n'a pas encore quitté Constantinople, de la résolution de la cour de Pétersbourg, afin qu'il puisse appuyer les démarches de l'officier qui sera envoyé par le prince Prozorowsky. Je joins ici la copie de la lettre que je lui écris.

M. de Schwartzenberg a vu ce soir M. de Soltykoff; il aura demain sa première audience de l'empereur. S. M. a daigné me répéter ce qu'Elle m'avait dit précédemment du langage qu'Elle tiendrait à cet ambassadeur, et de ses intentions si l'Autriche avait réellement des vues hostiles.

J'ai eu de nouveaux détails sur la conversation que M. de Schwartzenberg a eue en voyage avec le roi de Prusse. Ce prince ne lui a pas caché qu'il ne trouvait la conduite de l'Autriche ni loyale, ni pacifique; qu'elle prenait des mesures semblables à celles qui avaient mené la Prusse si loin, il y avait deux ans, et qu'elle finirait par ne plus être maîtresse des événements; qu'il s'en affligeait pour l'Europe, et pour lui, qui, plus que personne, avait besoin de la paix, mais qu'il était prêt à remplir tous ses engagements avec la France; que l'empereur Alexandre professait les mêmes principes, et d'une manière si prononcée, qu'il espérait que l'Autriche, lorsqu'elle connaîtrait par son ambassadeur les intentions invariables de la Russie, reviendrait à une conduite plus conforme à ses véritables intérêts. M. de Schwartzenberg a été surpris de ce langage, et a témoigné ici, depuis son arrivée, qu'il le trouvait différent de celui qu'il croyait qu'on lui tiendrait en Russie.

Il a beaucoup parlé au roi de l'intérêt que l'Autriche prenait à son sort et à tout ce qui pouvait le toucher, et a ajouté qu'il avait l'ordre exprès de l'en assurer.

Je tiens ces détails d'une personne qui m'en a souvent donné de positifs, et ils m'ont été pour la plupart confirmés par le ministre de Prusse, à qui M. de Schwartzenberg a répété en partie sa conversation avec le roi.

198.

Rapport à Napoléon.

11 Février 1809, au soir.

S. M. l'empereur a daigné me faire l'honneur de m'accorder aujourd'hui une audience après son dîner, auquel Elle avait bien voulu m'inviter. Elle daigna me dire qu'Elle renvoyait en Angleterre le sieur Sass, expédié par l'amiral Seniavine, avec les réponses à ses demandes, qu'Elle le faisait passer par la France et l'adressait à M. de Romantzoff, pour que V. M. eût connaissance de tout ce qu'il portait et que son ministre communiquerait, et aussi pour que personne en Europe ne crût à une démarche qui ne serait pas combinée avec V. M. et n'en inférât quelque conte qui donnât prise aux gens qui cherchent des prétextes pour troubler la paix du monde.

Je remerciai S. M. de son attention et de sa confiance. Elle daigna me parler ensuite des nouvelles de Constantinople: je lui répétai ce que j'avais dit au comte Soltykoff, en fortifiant mon opinion sur la mauvaise foi de l'Autriche de tout ce qui m'était revenu sur les propos de M. Binder et sur l'opinion qu'il émettait, autant que des nouvelles qu'on recevait d'Autriche.

Je fis sentir à S. M. combien il était important, pour ses intérêts comme pour ceux du continent entier, d'éloigner les Anglais de Constantinople, et, pour cela, de ne pas les laisser s'y établir et y prendre du crédit.

Je proposai à S. M. d'envoyer sur-le-champ un officier à M. le maréchal Prozorowsky, pour lui donner l'ordre d'expédier un officier supérieur à la Porte pour lui notifier que la Russie regardait comme une nouvelle déclaration de guerre l'admission d'un agent anglais à Constantinople, et que son armée passerait sur-le-champ le Danube pour en tirer une vengeance éclatante, si, sous vingt-quatre heures, l'agent anglais et toute sa suite n'étaient pas renvoyés de Constantinople et éloignés du territoire turc.

S. M. a daigné adopter cette idée et me dire même que la première chose était d'éloigner les Anglais du continent et que tout ce qui entrait dans le système commun contre cette puissance lui convenait. Je joins ici la copie de la lettre que j'écris en conséquence à M. de Latour-Maubourg et dont l'officier russe sera porteur, afin que les démarches se fassent de concert. M. le maréchal Prozorowsky appuiera cela de démonstrations, et tiendra le même langage aux plénipotentiaires turcs s'ils sont arrivés (chose douteuse pour moi).

S. M. daigna me parler ensuite de M. de Schwartzenberg, que M. de Soltykoff venait de voir, et auquel S. M. accordera sa première audience demain dimanche. Elle me répéta ce qu'Elle avait bien voulu me dire précédemment sur ses intentions si l'Autriche avait eu des vues hostiles.

199.

Lettre à Napoléon.

12 Février 1809, 3 heures du matin.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté le rapport de l'audience que l'empereur a bien voulu m'accorder aujourd'hui, et je profite pour cela du départ du courrier russe par lequel j'ai écrit ce matin à M. le comte de Champagny et qui a été retardé. Je lui rends compte maintenant des détails qui me sont parvenus sur ce que le roi de Prusse a dit à M. de Schwartzenberg, et dont cet ambassadeur

ne parait pas satisfait. Il était chargé, m'a-t-on dit et m'a confié le ministre de Prusse, auquel il l'a dit, d'exprimer au roi tout l'intérêt que l'empereur d'Autriche prenait à son sort et à tout ce qui pouvait le toucher.

Sous peu de jours, j'expédierai un courrier à V. M. pour lui rendre compte des communications qu'aura pu faire M. de Schwartzenberg, et dont je devrai les détails à la confiance dont l'empereur veut bien honorer l'ambassadeur de V. M.

Je joins ici la copie de ma lettre à M. de Latour-Maubourg; s'il a rendu sur-le-champ compte des événements de Constantinople, il recevra sans doute en même temps que ma lettre les ordres que V. M. lui aura fait transmettre, et sera par conséquent plus en état d'agir avec vigueur pour obtenir l'exclusion de M. Adair.

200.

Rapport à Napoléon.

14 Février 1809.

Le 12, M. de Schwartzenberg eut sa première audience de l'empereur; elle dura deux heures. S. M., qui daigna m'en accorder une le lendemain, eut la bonté de me faire lire la lettre autographe que cet ambassadeur lui avait remise de la part de l'empereur d'Autriche. Cette lettre ne contient que des protestations d'amitié, de désir de conserver la bonne harmonie *dans les circonstances difficiles* où se trouve l'Europe, assure qu'on a mis M. le prince de Schwartzenberg dans le cas de répondre à toutes les questions que S. M. pourrait lui faire, et que le choix de son maître n'est tombé sur lui que parce qu'il savait qu'il était de tous ses sujets celui auquel l'empereur Alexandre accordait le plus de bienveillance et qu'il ne doutait pas qu'il ne justifiât la confiance que S. M. daignerait lui témoigner par sa loyauté personnelle, qu'il ne serait d'ailleurs en cela que l'organe des intentions de sa cour, *qu'il connaissait parfaitement.*

Après les assurances d'usage, S. M., d'après ce qu'Elle m'a fait l'honneur de me dire, porta la conversation sur les armements et en général sur la conduite de l'Autriche depuis quelques mois, sur l'inquiétude et même l'état d'alarme dans lequel elle tenait l'Europe, sur les inconvénients comme sur l'inconvenance de ses fausses mesures, tandis que personne ne lui en voulait et que chacun désirait au contraire qu'elle restât à sa place, puisqu'elle était en quelque sorte un contrepoids nécessaire, qui garantissait même l'union de la Russie et de la France, qui toutes deux voyaient sans envie une troisième grande puissance en Europe.

«C'est avec cette sagesse, cette modération, dit S. M., que l'empereur Napoléon comme moi, avons vu les choses depuis longtemps à Erfurt: il y est venu avec cette pensée, tout ce qu'il m'a dit m'a prouvé que c'était son opinion; c'est aussi celle de tous les gens éclairés en France et dans tous les pays, et, je vous le dirai même, ajouta S. M., non seulement il n'a rien été fait contre vous, comme je vous l'ai fait dire, mais l'idée de l'empereur Napoléon, comme la mienne, a toujours été de vous associer à tout ce qui pouvait se passer d'important en Europe. Nous étions dans cette pensée quand M. de Vincent est arrivé à Erfurt, quand les bruits de vos armements, vos soupçons, vos refus à mes insinuations, ont été la réponse la plus claire qu'ait obtenue la confiance que je vous témoignais. Mes intentions n'ont pas changé, celles de l'empereur Napoléon seront encore les mêmes si vous tenez enfin le langage et prenez les mesures qui constituent l'état de paix. J'ai été franc avec vous, dès l'été dernier, dès vos premiers armements, voulant éviter que vous ne portiez les choses au point où elles en sont venues. Je vous ai fait déclarer, sans y être obligé, que j'avais des engagements avec la France, et que j'y tiendrais, que rien ne m'en empêcherait. J'ai été loyal avec vous: l'avez-vous été avec moi? Moi, je n'ai changé en rien, et, si vous bougez, je marche. Croyez-vous que je sois sans moyens pour cela, parce que j'ai des troupes contre la Suède et la Turquie? D'autres peuvent se tromper, mais vous qui êtes militaire, vous qui avez vu mon armée

quand elle a traversé l'Europe pour votre cause, vous connaissez mes moyens.

«Assurez-vous-en, d'ailleurs, cela vous est facile, et je vais d'avance vous montrer les états des régiments et leur force. Vous verrez ce que je puis, et ce qui est près de vous; mais on ne peut l'ignorer à Vienne. Vous voyez la garnison de Pétersbourg, les troupes qui sont aux environs; tout cela est encore disponible, et vous savez parfaitement que je puis battre les Turcs avec la moitié de ce qu'a le maréchal Prozorowsky, et employer l'autre contre vous, si nous en venions là. Que gagnerez-vous à la guerre? Que vous fait la question d'Espagne? C'est une toute autre affaire, à laquelle il ne faut pas lier les vôtres. Notre ennemi commun, c'est l'Angleterre, et vous avez éloigné par votre conduite la paix qu'on aurait pu faire avec elle: j'ai à cet égard des notions certaines de Londres. (Elles ne sont peut-être pas aussi positives que je le lui ai dit, me fit l'honneur de me dire S. M., mais il était bon de le frapper par cette conséquence de la conduite de l'Autriche.) Ces notions sont précises, ajouta S. M. à M. de Schwartzenberg; c'est l'espoir que vos armements, votre conduite donnaient à l'Angleterre, si vous n'aviez aucun rapport plus direct avec elle, qui l'a empêchée de nouer la dernière négociation».

— «Je me doutais qu'on nous imputerait ce tort, répondit M. de Schwartzenberg; cependant je puis donner ma parole d'honneur à V. M. que je ne suis parti de Vienne qu'après avoir vu toutes les archives des affaires étrangères. Je n'ai caché ni à l'empereur, ni au ministre que je ne pouvais venir ici si on ne me disait tout et qu'on ne me mît à portée de pouvoir donner des assurances dont je fusse sûr. A cet égard, Sire, je dois encore le répéter à V. M., depuis la note qui a été donnée pour l'éloignement de Vienne de la légation anglaise, il n'a pas été écrit une seule ligne».

— «Comment expliquer cela, reprit l'empereur, avec la correspondance de M. Adair avec Vienne? Ce genre de correspondance peut ne pas être connu de vous, car il n'est pas d'usage que ces pièces soient officielles. Comment expliquer cela, je vous le répète, avec les facilités

que les Anglais donnaient à votre commerce avec le Levant, vos continuelles relations par ce moyen entre Malte et la Turquie, enfin avec la conduite de l'internonce? Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il suit cette ligne; serait-il encore à Constantinople s'il n'était pas dans celle que lui traçait sa cour»? S. M. entra dans le détail de ce qui s'était passé, appuyant sur ce que l'internonce avait préféré les Anglais, avec lesquels sa cour était en état apparent de rupture, aux cours amies et alliées.

«Mettez cela à l'appui de tout ce qui se passe à Vienne, continua S. M. Comment expliquerez-vous une telle conduite? J'en demande satisfaction. Je vous l'ai dit: j'ai des engagements, j'y tiendrai. Ainsi, calculez bien ce que vous voulez faire; tous vos préparatifs sont sans but, vos craintes sans fondement, vous mettrez le feu en Europe et vous en serez la victime. Que gagnerez-vous à cela, et pourquoi cette aigreur, pourquoi ne pas être prévenants sur les choses qui peuvent être agréables, et qui ne vous coûtent rien? Ce faux amour-propre gâte tout; il faut le mettre de côté, quand on ne veut d'ailleurs rien qui blesse celui que vous devez avoir. De la droiture, et les affaires de tout le monde n'en iront que mieux».

S. M. ajouta encore que les affaires d'Espagne étaient presque finies, et que V. M. et sa garde reviendraient probablement bientôt.

M. de Schwartzenberg répondit à tout ce qui avait trait à la guerre de la part de la Russie, qu'il espérait qu'on n'en était pas là, que ce serait une chose trop malheureuse. Il répéta cela plusieurs fois et parut frappé de ce que l'empereur lui disait à cet égard. «Mais qui est-ce qui nous garantira notre indépendance? Qui nous assurera qu'on ne veut pas nous subjuguer»? répéta-t-il à plusieurs reprises.

— «Mais moi, mais la France, tout le monde, vous le garantira quand vous ne troublerez plus la tranquillité des autres».

M. de Schwartzenberg parut mettre un grand prix à cette réponse. Il donna ensuite pour motif des premières craintes de l'Autriche les affaires d'Espagne, qui lui présageaient un sort pareil. Il ajouta que, depuis l'explication de l'empereur Napoléon avec M. de Metternich,

ils n'avaient rien eu avec la France, qu'ils n'avaient donc point de différends avec elle, que leurs mesures n'étaient que de précautions, mais qu'il avouait à S. M. que la lettre d'Erfurt de l'empereur Napoléon et le langage qu'il avait tenu à M. de Vincent n'avaient pas été rassurants pour eux et leur avait fait redoubler leurs mesures de prévoyance. Il appuya aussi sur ce que disaient MM. les maréchaux d'Empire, sur les propos que tenaient les généraux et officiers, répéta que rien n'était plus hostile, et que le langage des chefs ne serait pas si positif s'il n'y avait pas une intention prononcée d'écraser l'Autriche. Il répéta plusieurs fois que l'Autriche ne voulait pas la guerre, qu'elle n'avait fait que se mettre dans la position d'une défense légitime, que les affaires d'Espagne autorisaient, autant que ce qu'il venait de rapporter; que l'empereur Napoléon, après avoir fini les affaires de l'Espagne, serait obligé de placer quelque part son armée, qu'il la mettrait sans doute chez les princes de la Confédération s'il ne l'occupait pas par l'envahissement de l'Autriche; que, dans ce cas, elle serait de fait menacée d'un moment à l'autre par cette masse toujours prête à se réunir, et que, dans cette hypothèse encore, il était de la prudence de l'Autriche, qui n'avait qu'une frontière ouverte et qui était entourée de tous côtés, de se préparer des moyens de résistance pour sa conservation».

— «Mais ces moyens sont hors de toute proportion avec ce qu'exige la prudence, répliqua l'empereur; c'est un état que vous ne pourrez soutenir».

— «C'est vrai, reprit M. de Schwartzenberg, nos finances ne nous permettent pas de le supporter longtemps».

Comme l'empereur revenait toujours sur ce que cette position était presque un état de guerre, il répondit deux fois qu'il pouvait assurer S. M. que l'Autriche ne voulait que conserver son existence et qu'à son départ, il n'y avait rien de décidé, que la proclamation de l'empereur Napoléon en Espagne avait encore augmenté les inquiétudes, et qu'on ne pouvait douter qu'elle ne fût à l'adresse de l'Autriche.

Quant aux craintes qu'avaient inspirées, disait M. de Schwartzenberg, la lettre d'Erfurt de V. M., les soi-disant propos des maréchaux et le prétendu projet de subjuguer l'Autriche après l'Espagne, l'empereur réfuta ces idées par l'opinion où il avait, lui dit-il, trouvé V. M. à Erfurt sur les avantages pour l'Europe et chaque puissance en particulier de l'existence de l'Autriche. L'empereur me dit qu'il lui fit sentir que leur conduite relativement à l'Espagne pouvait avoir mis de l'aigreur dans le rapport de V. M., mais que les grands Etats ne se brouillaient pas pour un moment d'humeur, qu'il fallait se rappeler combien ces querelles de souverains coûtaient de sang à l'humanité, que les propos des militaires ne signifiaient rien, que ce n'était pas sur cela que se réglait la politique des Etats, qu'il fallait se plaindre des propos qui étaient déplacés, mais ne pas s'armer pour cela, que ces fausses mesures, il les en avait prévenus, les mèneraient plus loin qu'ils ne voudraient.

M. de Schwartzenberg ne m'a pas nié qu'il était difficile pour eux de se tirer de leur condition actuelle: il ajouta que l'empereur l'avait muni de tous les renseignements sur l'emplacement de ses troupes et même sur cette nouvelle organisation, pour qu'il pût prouver les pièces à la main tout ce qu'il avançait et que rien n'avait été fait encore de contraire à l'état de paix. L'empereur expliqua que les armements et tout ce qui constitue une armée n'en existaient pas moins, et qu'il fallait se prononcer; qu'il répétait ce qu'il avait fait dire depuis longtemps, et que son parti était pris, qu'il n'en changerait pas; qu'il fallait que le continent restât en paix pour forcer l'Angleterre à la paix, et qu'il marcherait si l'Autriche ne changeait pas d'attitude.

M. de Schwartzenberg dit qu'il rendrait un compte exact de tout ce que S. M. lui avait dit et qu'il expédierait un courrier en rentrant chez lui. Quant à l'internonce, il assura qu'il ne concevait rien à sa conduite, qu'il savait que S. M. avait eu plusieurs fois à se plaindre de lui, que la cour l'avait réprimandé sur cela, mais qu'il s'était toujours justifié des torts qu'on lui imputait. Quant aux bâtiments autrichiens que les Anglais laissent passer, ce pouvait être,

à la vérité, une marque d'égards ou de condescendance de la part des Anglais, mais il affirmait encore que cela s'était établi sans demande de leur part et que les gouvernements n'avaient aucun rapport entre eux.

L'empereur, après m'avoir donné ces détails, daigna m'ajouter que l'ensemble de la conversation, quoique ne pouvant lui donner la certitude complète que la cour de Vienne voulait la paix, le portait cependant à penser que le compte qu'en rendrait M. de Schwartzenberg la déciderait à changer de système et à redevenir pacifique.

M. de Schwartzenberg paraissait s'attacher principalement à avoir la certitude que la France n'en voulait pas à l'indépendance de son pays et particulièrement à ce qu'on lui en donnât l'assurance. « Il n'a point été indiscret dans ses questions, m'ajouta S. M.; le résultat de tout ce qu'il m'a dit est que sa cour craint pour son indépendance. Sa conversation était un peu embarrassée, mais souvent franche; ses réponses avaient le caractère de la loyauté. Il parait qu'il ne s'exprime pas facilement, et qu'il n'a pas encore l'habitude des affaires ».

« Je n'ai point parlé, me dit ensuite l'empereur, de la reconnaissance du roi Joseph, parce que je n'ai pas voulu faire à la cour de Vienne l'honneur de lui montrer encore qu'on attachait quelque prix à son opinion à cet égard ».

L'empereur finit par me dire qu'il se tenait en mesure, qu'il pensait que V. M. faisait de même, et qu'il attendrait ainsi la réponse de Vienne, ayant signifié à M. de Schwartzenberg qu'il fallait s'expliquer promptement.

« S'ils sont de mauvaise foi, ajouta-t-il, ils en seront punis; s'ils n'ont que peur, mon langage calme, mais ferme, les tranquillisera; s'ils sont disposés à la guerre, il les obligera d'y réfléchir, car, s'ils veulent une leçon, ils l'auront bonne. Ce sera avoir beaucoup fait pour la gloire même de l'empereur Napoléon que d'avoir eu un peu de modération avec des gens effrayés et d'avoir conservé la paix en Europe; ce sera d'ailleurs avoir beaucoup fait contre l'Angleterre, et il faut sacrifier quelque chose au besoin de lui en imposer. Si l'Autriche

se lie franchement au système du continent, cela aura de l'influence à Londres, parce qu'on verra qu'on ne peut plus le désunir, et les Anglais seront par ce fait chassés de Constantinople, si on ne parvenait pas à les en éloigner avant. Je parle paix sans arrêter cependant une opinion à cet égard, car on ne sait pas, de fait, ce que peut rêver la frénésie qui agite certaines têtes, peut-être Stadion et autres.

«Anstett m'a mandé que Valmoden était envoyé à Constantinople sous prétexte de remercier la Porte du padischah qu'elle a accordé à l'Autriche. J'ai parlé de cette circonstance à Schwartzenberg: il m'a répondu qu'il pouvait à cet égard me donner l'assurance que c'était faux, que Valmoden avait une mission dans l'intérieur et que les faits me prouveraient que cette nouvelle était controuvée».

J'ai fait sentir à S. M. la nécessité d'ajourner encore la nomination de M. de Stackelberg à l'ambassade de Vienne, jusqu'à ce que tout fût décidé avec cette cour, et de ne point le cacher à M. de Schwartzenberg s'il en parlait. L'empereur a adopté cette opinion, et a bien voulu me promettre de faire ce que je lui demandais.

201.

Lettre à Napoléon.

14 Février 1809.

Le rapport ci-joint du 14 février, que j'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté, contient les détails de l'audience que l'empereur a accordée à M. de Schwartzenberg. Je crois n'avoir oublié aucun détail intéressant dans le rapport: au moins S. M., à laquelle j'ai eu l'honneur de le lire ce matin pour m'assurer qu'il était conforme en tout à ce qu'Elle m'avait dit, a-t-Elle bien voulu en vanter l'exactitude. Je dois ajouter, au reste, que l'empereur est revenu sur différents points, le jour où il m'a raconté cette conférence, avec une attention qui prouvait le prix qu'il attachait à ce que V. M. n'en ignore aucune circonstance.

Le langage de l'ambassadeur d'Autriche est plus pacifique que ne l'était celui du chargé d'affaires, et l'un et l'autre se sont radoucis depuis l'audience. Il appelle ce que l'empereur lui a dit *de l'aveuglement,* et l'a dit tout haut chez lui; le chargé d'affaires répète la même chose, avec encore moins de ménagements. M. de Schwartzenberg s'est ouvert avec quelques personnes sur la position de son pays, même sur ses intentions, qu'il présente comme pacifiques: ses armements sont des précautions défensives, rien de plus, selon lui: il cherche à persuader que, l'Autriche n'ayant aucun projet d'agression contre ses voisins, eux ne doivent pas s'inquiéter des mesures que sa sûreté commande. Ses armements, même, ne sont, dit-il, que l'organisation d'une garde nationale. Au reste, il ne dissimule pas l'embarras où on se trouvera nécessairement pour changer d'attitude: «Si nous désarmons, a-t-il dit au ministre de Prusse, nous montrons de la faiblesse et la France peut nous prendre plus tard au dépourvu et nous écraser. L'empereur Napoléon nous pardonnera-t-il d'avoir pris des précautions qui l'ont inquiétées, quoique ce ne soit que pour notre sûreté»? A une autre personne, il a dit qu'il ne pouvait se dissimuler l'embarras où on allait se trouver pour prendre un parti, qu'il ne savait réellement pas si, dans la position actuelle, le gouvernement pourrait maîtriser l'opinion. Quand on le pousse sur les conséquences qui résulteront nécessairement de la position dans laquelle il avoue lui-même que l'Autriche s'est placée, il ne dissimule ni son embarras, ni son inquiétude. Je sais par une voie sûre que c'est en Italie que l'archiduc veut frapper si la guerre éclate, et qu'il a même dit à M. de Schwartzenberg qu'il avait des intelligences dans le pays et qu'il était sûr d'y opérer un mouvement.

Il résulte de tous mes renseignements que V. M. peut compter sur la coopération de la Russie si l'Autriche attaque. Comme toujours, l'empereur veut et croit tout pacifier avec un calmant. Par ce qui me revient de la mission de M. de Schwartzenberg, et si on en juge surtout par la mine de M. de Binder et ses discours, on ne peut douter que l'empereur ait dit tout ce qu'il m'a fait l'honneur de me répéter. S. M. croit tout arrêter par le langage qu'Elle a tenu; je

crois cependant qu'Elle désire franchement que V. M. prenne des mesures de précaution, mais n'attaque pas. On pourrait inférer de la manière dont l'empereur a bien voulu me rendre le passage de la conversation avec le prince de Schwartzenberg: *(Le prince.) Qui garantira notre indépendance, etc.....? — (L'empereur.) Moi, la France, tout le monde, etc.....*, détails sur lesquels S. M. est revenue et m'a dit que M. de Schwartzenberg avait appuyé, que l'empereur en aurait conçu quelques idées de garantie à l'Autriche de ses Etats par la France et la Russie. Peut-être y trouve-t-il un moyen de l'amener à désarmer. Si M. de Schwartzenberg ou sa cour ont aussi eu cette idée, ils n'en ont pas encore parlé, voilà au moins ce que j'ai cru apercevoir par les réponses faites à mes questions. Quant à l'opinion que je prête à l'empereur, c'est une conjecture, car ce prince ne m'a rien dit de positif à cet égard.

Le retour de V. M., dont on parle depuis quelques jours, occupe beaucoup les esprits; on veut que la rupture avec l'Autriche soit inévitable. Les Autrichiens trouvent probablement qu'il est trop prompt, car ils le révoquent en doute. Vienne nous alimente de contre-bulletins à la main; M. de Metternich, qui écrit si bien par la poste, en fournit les matériaux et ne tient pas le même langage par les courriers.

L'empereur, auquel j'ai eu l'honneur de parler de tous ces pamphlets, a fait supprimer tout ce que la poste apporte à ces bulletins.

M. le comte de Champagny me demande des copies ou les originaux des pièces envoyées par le gouvernement insurrectionnel d'Espagne à M. del Pardo; je supplie V. M. de me justifier près du ministre: Elle daignera se rappeler qu'elles m'ont été remises confidentiellement par l'empereur, et que j'ai eu l'honneur de les adresser à V. M. avec mes dépêches du........

202.

Rapport à Napoléon.

15 Février 1809.

Le courrier expédié le 25 janvier par M. le comte de Romantzoff arriva le 14 février. L'empereur daigna me faire prévenir sur-le-champ que Votre Majesté était à Paris le 24, quoiqu'Elle ne fût partie de Valladolid que le 17. S. M. me fit dire en même temps de passer chez Elle à huit heures du soir.

Elle me montra plusieurs dépêches de M. de Romantzoff et du prince Kourakin.

Le premier se loue de l'accueil flatteur qu'il a reçu de V. M. et rend compte de l'audience qu'Elle lui a accordée après son lever. Il envoie la déclaration du roi d'Angleterre sur les négociations.

«Nous n'y sommes pas bien traités, me dit S. M.; mais peu m'importe: mon seul regret est que la paix avec l'Angleterre devienne plus difficile que jamais. Il faut faire entendre raison aux Autrichiens et que l'empereur termine les affaires d'Espagne, car, si les Anglais s'échappent de la Corogne, ils iront débarquer ailleurs. Avec quelques ménagements, non pas dans les mesures de précaution, mais dans les explications, et surtout point d'articles de journaux, je crois qu'on calmera l'Autriche, de votre côté; du mien, je parle ferme, mais j'évite de les blesser en rien, car, par tout ce que m'a dit M. de Schwartzenberg, je vois que c'est surtout leur amour-propre qui a été blessé par plusieurs petites choses, et puis la peur, comme je vous l'ai dit. On ne rend pas compte à l'empereur de tous les propos que se permettent certains généraux et surtout les gens qu'ils emploient et envoient partout. Cela aigrit sans raison, et cette aigreur est ce qui brouille tout et tient tout le monde en alarme. Je désire que l'empereur traite cette affaire avec ménagements: cela n'empêche pas qu'on ne prenne ses mesures de précaution. Je vous le répète, l'empereur peut compter sur moi si on l'attaque».

Je reviens aux dépêches. Le comte Romantzoff mande que V. M. s'est plainte de ce que les armements de l'Autriche lui coûtaient quarante millions, qu'Elle lui attribuait l'insuccès des négociations avec l'Angleterre et de plusieurs expéditions qu'Elle projetait même sur mer, enfin l'impossibilité d'avoir dans ce moment une armée au camp de Boulogne. Il mande encore que V. M. lui a dit qu'Elle était prête contre l'Autriche, qu'Elle lui a parue irritée contre cette puissance, mais lui a cependant dit qu'Elle regardait son existence comme nécessaire à la tranquillité de l'Europe; que l'Autriche lui proposait de s'entendre avec elle pour un démembrement de la Turquie. L'empereur me dit à cet égard que le prince de Schwartzenberg l'avait assuré, au contraire, que l'Autriche ne désirait rien et ne voulait aucun agrandissement. « Quant à moi, ajouta-t-il, je suis aussi sans vues d'agrandissement au delà du Danube: que les Turcs restent où ils sont; ils y sont nécessaires pour la tranquillité de tout le monde; car ce que nous avons dit l'année dernière n'a été consenti par moi que pour complaire à l'empereur et ne pas entraver le système adopté contre l'Angleterre ».

Les lettres du comte de Romantzoff sont dans un bon sens. J'ai rapporté tout ce qu'elles contiennent.

Le prince Kourakin fait un pompeux éloge de son audience, de l'accueil de V. M., et surtout de sa mémoire, qui ne lui a pas manqué en prononçant un long discours, qu'il envoie. Il ajoute qu'il a assisté à l'audience du Corps diplomatique, et qu'elle s'est passée sans discussion même avec l'ambassadeur d'Autriche, comme voulaient s'y attendre plusieurs personnes.

J'ai eu l'honneur de faire remarquer à S. M. un paragraphe du commencement de la déclaration du roi d'Angleterre qui peut s'appliquer à l'Autriche, pour prouver l'accord secret de cette puissance avec l'Angleterre. L'empereur a partagé cette opinion et a daigné me promettre qu'il en ferait remettre un extrait à M. de Schwartzenberg à l'appui de ce qu'il lui avait dit sur les liaisons secrètes qu'il soupçonnait à l'Autriche avec cette puissance.

Je pressai S. M. de faire partir pour Vienne le courrier qui devait rendre compte des détails de l'audience de M. de Schwartzenberg. J'engageai S. M. à y joindre aussi un extrait de cette déclaration, et à insister pour avoir une prompte réponse, en faisant sentir à l'Autriche qu'on ne pouvait rester dans cette position, qu'il fallait se prononcer. S. M. daigna me dire: «Je me lèverai à 6 heures du matin, et à 10 mon courrier sera parti, je vous le promets. J'en ferai aussi partir un pour Paris». (Je crois que c'est le même qui devrait être parti depuis quatre jours.)

L'empereur daigna m'ajouter que M. le comte de Romantzoff lui annonçait l'expédition immédiate d'un autre courrier, et l'envoi de M. Deponthon, qu'il reverrait avec plaisir.

L'empereur me dit ensuite que le prince de Galles voulait aller servir en Espagne, mais que ce bruit, qu'on attribuait à la détermination où était le ministère de continuer la guerre et à l'opinion personnelle de ce prince sur ces affaires, pouvait être aussi du manège pour jouer l'envie de s'éloigner dans le moment où on parlait de l'établissement d'une régence. J'eus l'honneur de remercier l'empereur de la confiance qu'il me témoignait.

S. M. daigna me répondre par plusieurs choses obligeantes, et m'assurer de nouveau qu'Elle serait fidèle à ses engagements et que V. M. devait compter sur Elle, qu'Elle espérait cependant qu'on n'en viendrait pas à tirer l'épée, si on voulait mettre la modération convenable. J'assurai S. M. qu'à cet égard je ne partageais pas son opinion, et je lui rapportai les détails suivants, que j'avais appris sur le langage de M. de Schwartzenberg après son audience. Cet ambassadeur, en témoignant au ministre de Prusse l'embarras où serait l'Autriche pour prendre un parti, lui a dit que, si elle désarmait, ce serait montrer de la faiblesse et s'exposer à être prise plus tard au dépourvu et écrasée par la France, qui ne pourrait pardonner l'inquiétude que lui avaient causée les mesures actuelles, quoiqu'elles ne fussent que de précaution. Il a aussi parlé dans le même sens à une autre personne, et a ajouté qu'il ne savait réellement pas si, dans la position actuelle, son gouver-

nement pourrait maîtriser l'opinion. A cet égard, S. M. me répondit que cette manière de voir tenait à l'indécision personnelle du prince de Schwartzenberg et que j'en aurais la certitude lorsque je le connaitrais.

L'empereur finit par me demander si V. M. m'avait répondu sur ce qu'il m'avait chargé de lui mander relativement aux affaires d'intérêt de la Prusse; je lui répondis par les détails que M. le comte de Champagny m'avait transmis. S. M. me dit: «Ce sont des raisons de bureau que cela. L'empereur m'a promis, c'est de lui que je demande une réponse; il sait ce qu'il m'a dit et voudra bien, j'espère, donner des ordres pour que ses intentions soient plus exactement suivies: quand je promets, je tiens ma parole».

203.

Lettre à Napoléon.

15 Février 1809.

L'arrivée d'un courrier russe m'a fait retarder le départ de M. de Rumigny pour rendre compte à Votre Majesté de l'audience que l'empereur a bien voulu m'accorder et dont le rapport est ci-joint.

Tout est ici dans la même situation qu'hier; le courrier de l'ambassadeur d'Autriche part ce soir, ceux de l'empereur pour Paris et Vienne sont prêts. J'attends les premières dépêches de V. M. pour obtenir que l'empereur m'explique ses intentions dans toutes les hypothèses d'une guerre avec l'Autriche. Je n'ai rien précipité, pour ne pas diminuer la chaleur des explications avec l'ambassadeur avant le départ de son courrier, mais je puis, je crois, prévoir, et assurer, comme je l'ai déjà fait, V. M., que la Russie marchera et coopérera franchement si c'est l'Autriche qui attaque. Si c'est V. M. qui prend l'initiative des hostilités, peut-être se regardera-t-on comme sans obligation pour y coopérer; cela me paraît être assez dans l'opinion qui veut que l'Autriche n'ait fait ses armements que par peur.

L'empereur paraît désirer beaucoup que V. M. laisse commencer l'Autriche; peut-être est-ce pour fortifier le parti qu'il prendrait de l'assentiment de l'opinion publique?

204.

Lettre à Champagny.

15 Février 1809.

L'empereur ayant reçu hier matin un courrier de M. de Romantzoff et m'ayant fait dire qu'il désirait me parler le soir, j'ai retardé le départ de M. de Rumigny pour pouvoir rendre compte à Votre Excellence de ma conversation avec S. M.

M. de Romantzoff rend compte de l'audience que lui a accordée l'empereur et se loue infiniment de l'accueil qu'il en a reçu. Il mande que S. M. s'est plainte des dépenses que lui occasionnaient les armements de l'Autriche, de ce qu'ils la mettaient dans l'impossibilité de conserver un camp à Boulogne, l'avaient empêchée d'entreprendre des expéditions maritimes qu'Elle projetait, et enfin avaient été cause de l'insuccès des négociations avec l'Angleterre. Il ajoute que l'empereur paraissait fort irrité contre l'Autriche, et lui avait dit qu'il était tout prêt à agir contre elle, que cependant il lui avait témoigné qu'il regardait l'existence de cette puissance comme nécessaire à la tranquillité de l'Europe. Il dit encore que S. M. l'a assuré que l'Autriche lui proposait de s'entendre avec elle pour le démembrement de la Turquie. M. de Romantzoff joint à sa lettre la déclaration du roi d'Angleterre sur les négociations.

La lettre du prince Kourakin contient le détail de l'audience qu'il a aussi eue de l'empereur, et le discours qu'il lui a tenu. Il paraît fort satisfait de la manière dont il a été reçu par S. M. Il mande qu'il a assisté ensuite à l'audience diplomatique, que plusieurs personnes paraissaient croire que l'empereur s'expliquerait avec M. de

Metternich sur la conduite de sa cour, mais que S. M. n'en avait nullement parlé.

Après m'avoir montré ces lettres, l'empereur me dit:

« Nous ne sommes pas bien traités dans la déclaration du roi d'Angleterre; mais peu importe: je regrette seulement que la paix devienne tous les jours plus difficile. Il faut terminer promptement les affaires d'Espagne, car, si les Anglais s'échappent de la Corogne, ils iront encore débarquer autre part. Il faut aussi tâcher de faire entendre raison aux Autrichiens. On y parviendra, avec quelques ménagements de votre part; pour moi, je parlerai ferme, mais j'éviterai aussi de les blesser: leur amour-propre offensé et la peur ont amené les choses au point où elles en sont, je l'ai encore reconnu par ce que m'a dit M. de Schwartzenberg. Les ménagements que je désire qu'on garde n'empêchent pas de prendre les mesures nécessaires, et, je vous le répète, l'empereur peut compter sur moi si on l'attaque ».

J'ai fait remarquer à l'empereur un passage de la déclaration du roi d'Angleterre qui peut s'appliquer à l'Autriche, et prouver des relations secrètes de cette puissance avec l'Angleterre. S. M. a été de mon avis, et m'a promis qu'Elle en ferait remettre un extrait à M. de Schwartzenberg pour appuyer ce qu'Elle lui avait déjà dit à cet égard. S. M. a bien voulu me promettre aussi qu'Elle expédierait ce matin même un courrier, pour porter à Vienne le détail de ce qu'Elle a dit à l'ambassadeur d'Autriche et insister pour avoir une réponse prompte et catégorique.

Pour combattre encore l'opinion que paraît avoir l'empereur qu'avec de la modération on pourra ramener l'Autriche à des dispositions pacifiques, je lui ai rapporté ce que j'ai appris du langage de M. de Schwartzenberg après son audience, dont j'ai rendu compte à V. E. dans ma dépêche d'hier, à l'exception de ce qu'il a appelé l'aveuglement de la Russie. Par rapport à la crainte qu'a marquée cet ambassadeur que sa cour ne pût plus maîtriser l'opinion, S. M. m'a répondu que cette manière de voir tenait à l'indécision personnelle du prince de Schwartzenberg, et que j'en aurais la certitude quand je le connaîtrais.

Je rends compte à V. E. que M. de Schwartzenberg a été à son audience dans son carrosse de louage, la Cour ne lui ayant pas offert d'équipages. On assure que cela se passe ainsi sans étiquette à Vienne. On n'a envoyé ni feldjäger, ni escorte au-devant de lui à la frontière; il a toujours voyagé en simple particulier, le gouvernement russe n'ayant donné aucun ordre pour lui.

Quoiqu'il soit d'étiquette que l'ambassadeur arrivant reçoive la première visite de ceux déjà établis, et que M. de Merveldt en ait usé ainsi à mon égard, M. de Schwartzenberg est venu chez moi le matin, la veille de son audience. Ne m'y trouvant pas, je lui rendis de même sa visite; le lendemain, il revint une seconde fois chez moi, et moi chez lui également, sans nous rencontrer; nous en sommes là: j'attends l'avis officiel qu'il reçoit, pour la visite d'étiquette. Il a une légation de huit personnes et plusieurs aides de camp.

Il dit à qui veut l'entendre que Madame de Schwartzenberg arrive au mois de juin.

205.

15 Février 1809.

M. de Schwartzenberg sort de chez moi. J'ai encore retardé M. de Rumigny pour rendre compte à V. E. de notre conversation, qu'il m'a dit plusieurs fois être celle de deux militaires.

Il a commencé par me demander quelles étaient mes prétentions pour la Cour, si je prétendais avoir toujours le pas.

Je lui ai répondu que oui, et que la Cour de France ne l'avait jamais cédé ni à l'Autriche, ni à la Hongrie. Sur ses objections, j'ai ajouté que je ne pouvais à cet égard que me conformer à mes ordres, et laisser la discussion pour Vienne ou Paris. Il m'a dit qu'il était venu s'en expliquer franchement, ne voulant pas débuter avec moi par une difficulté; qu'il irait demain à la Cour, parce que, comme j'étais le plus ancien ici, il ne pouvait refuser de me céder cette première

fois, mais qu'il s'en dispenserait ensuite, prétendant à l'alternation comme cela avait été établi à Paris entre M. de Tolstoï et M. de Metternich; qu'il allait en rendre compte à sa cour, et qu'il espérait que cette première discussion ne troublerait pas la bonne intelligence qu'il désirait établir entre nous, qu'il ferait pour cela tout ce qui dépendrait de lui. Il m'a ensuite parlé des affaires de son pays, de sa position vis-à-vis de nous; il m'a répété tout ce qu'il avait dit à l'empereur, et que ce prince a bien voulu me raconter. Il a surtout appuyé sur la lettre que l'empereur Napoléon a écrite d'Erfurt à l'empereur d'Autriche.

«La connaissez-vous, m'a-t-il dit? Je vous avoue que j'ai été étonné en la lisant. Rien de plus dur. Autrefois on se faisait la guerre pour moins que cela. Je vous avoue qu'elle a été pour nous le signal de la défiance et la cause des grandes mesures que nous avons prises pour notre sûreté intérieure. Puis, je vous l'avoue encore, les griefs continuels et non fondés que vous nous adressez depuis quelque temps nous ont fait penser que vous ne vouliez qu'en faire recueil pour nous en adresser un jour une longue déclaration. Dans cet état de choses, tout était fait pour nous alarmer, ce qui se passait en Espagne comme ce que le général Andréossi nous disait à Vienne; car il n'a pas prononcé un mot qui fût rassurant pour nous, qui nous prouvât que l'empereur n'avait réellement aucune intention contre nous. Le général Andréossi est un homme d'esprit, estimable; mais son premier mot est dur, le second aigre, et au troisième il se fâche. Je vous parle comme un militaire qui désire que la paix ne soit pas troublée, mais qui voudrait que son pays eût quelque garantie de son intégrité, de sa sécurité à venir».

J'ai répondu que je n'avais point mission, comme ambassadeur, d'entrer en explication, mais que, comme militaire loyal, je lui répondrais ce que je pensais, ce qui avait frappé tout le monde depuis le commencement de leurs armements; que j'étais convaincu, comme l'empereur l'avait dit à M. de Metternich, et en particulier et dans l'audience publique de cet été, qu'il voyait avec plaisir l'existence de

l'Autriche, qu'il la regardait même comme utile à la tranquillité de tous; que cette opinion de l'empereur était connue, qu'on n'avait pu en douter qu'à Vienne, que l'empereur Alexandre ne l'ignorait pas, que d'ailleurs elle dérivait d'une politique trop sage et trop prévoyante pour que les hommes sensés pussent en douter; mais que c'était la passion, et non la raison, qui avait mené les choses à Vienne; que c'était une folie de trouver dans les affaires d'Espagne un motif d'inquiétude pour l'Autriche, qu'il ne fallait que prendre la carte pour voir que l'Espagne, que ses ports principalement, étaient indispensables à notre système politique, et qu'il était impossible de les laisser passer avec le prince des Asturies sous l'influence anglaise; qu'il n'y avait pas de doute que l'Angleterre, privée de son influence dans ce pays et dans les Amériques, et menacée dans ses plus chers intérêts de tous les ports de la péninsule, aurait fait la paix depuis quatre mois, si les opérations mal combinées du général Dupont n'avaient tout renversé dans ce pays; que les armements de l'Autriche n'avaient que trop nourri depuis l'espoir qu'une maladresse avait fait concevoir à l'Angleterre, qui avait décidé l'empereur dans les affaires d'Espagne; qu'on l'aurait senti à Vienne si on n'y avait été plus passionné que politique; qu'il fallait être passionné outre mesure pour trouver que les motifs qui avaient armé contre l'Espagne pussent s'appliquer à l'Autriche, qu'elle n'avait qu'un port au fond d'un golfe, tandis que l'Espagne dominait en quelque sorte les mers.

«Vous vous plaignez de la lettre de l'empereur, lui dis-je encore, mais l'empereur n'a-t-il pas plus à se plaindre de vos armements dans le moment où vous le croyiez embarrassé? Est-ce là du bon voisinage? Vous êtes les agresseurs, M. l'ambassadeur, et vous en serez les victimes si vous ne calmez pas cette effervescence. Une seule réflexion vous le prouvera: que pouvez-vous gagner à la guerre, que ne peut-elle pas vous faire perdre? Tenez, je vous parle clairement: les doutes sur la conduite de votre cabinet ne m'appartiennent pas; je vais vous citer une grande autorité, le roi de Prusse. Il vous en a peut-être parlé comme à moi: il voit votre conduite toute hostile;

il dit qu'elle ressemble à celle tenue à Berlin, il y a deux ans, et que vous ne serez plus maîtres des circonstances que vous précipitez. Voilà ce qu'il me disait la veille de son départ; peut-être vous l'a-t-il dit aussi ».

— « C'est vrai », répondit M. de Schwartzenberg.

— « En un mot, M. l'ambassadeur, ai-je repris, c'est vous qui êtes déjà en hostilités contre nous, et nous, nous sommes encore en état de paix avec vous. De quel côté est la modération » ? — « Je ne nie pas nos armements, m'a-t-il répondu; avec le temps, nos milices s'exerceront et nous y fondrons une partie de notre armée, car nos finances ne peuvent soutenir cet état ». — « Il sera trop tard, lui ai-je répondu. Vous l'aurez bien voulu, et qui plus est, à l'exception de quelques brouillons, les gens sages ne pourront se rendre compte des motifs qui auront dirigé cela ».

— « On s'entendrait peut-être depuis longtemps, m'a dit alors M. de Schwartzenberg, si quelqu'un avait tenu ce langage à Vienne, si on nous avait seulement dit qu'il n'en voulait pas à notre existence; mais jamais on n'a dit un mot qui rassurât. Ce sont toujours des menaces, quand on a besoin d'être tranquillisé ».

— « Que voulez-vous de plus authentique, ai-je répondu, que les assurances données par l'empereur lui-même à M. de Metternich? Quand vous ne croyez pas à celles-là, qui vous persuaderait »?

— « Ce qui m'a fait grand plaisir et en fera à Vienne, a repris M. de Schwartzenberg, c'est l'assurance que m'a donnée l'empereur Alexandre, qu'il était certain que l'empereur Napoléon n'en voulait pas à notre indépendance et que notre existence en Europe entrait même dans sa politique ».

— « Il y a si longtemps, ai-je ajouté, que l'empereur Alexandre ne fait que répéter cela à votre cabinet que je doute qu'on puisse le persuader, car je crois qu'il ne veut pas entendre. Au reste, la confiance dont votre maître vous honore, M. l'ambassadeur, et votre caractère personnel donneront peut-être plus de poids à ce qui viendra par vous. Je le désire pour la tranquillité du monde, et, comme militaire, vous

avez trop calculé toutes les chances de la guerre pour ne pas penser de même pour l'intérêt de votre pays».

Tout ce que M. de Schwartzenberg m'a dit de plus est rapporté dans ma dépêche d'hier; c'étaient des répétitions de ce qu'il a dit à l'empereur. Une seule phrase doit cependant être citée: «Nos troupes marcheraient mieux à côté des vôtres que contre vous, car nous valons mieux que ces Russes, qui sont encore bien sauvages».

— «Mais ces Russes, mon prince, ai-je repris, sont des alliés bien loyaux, et leur souverain suit une marche droite que vous n'imitez pas et que vous n'avez pas assez appréciée quand il vous a donné des conseils. Vous ne l'écouterez que trop tard pour votre bonheur, M. l'ambassadeur, si vous ne déterminez pas tout de suite votre cour à prendre une attitude plus pacifique».

M. de Schwartzenberg m'a avoué qu'il était difficile de sortir convenablement de cette position. Son ton est modéré, ses paroles mesurées, mais, je l'avoue à V. E., je crois qu'il a la conviction que sa cour est trop engagée pour redevenir pacifique, quelque désir qu'elle puisse en avoir maintenant par suite des dépêches qu'il écrira. Il m'a parlé de la confiance que l'empereur Alexandre avait en moi, des avantages que me donnait un long séjour ici, enfin de ceux qui résultaient pour ma cour de la connaissance que j'avais du caractère de ce prince.

Rapports à Napoléon.

206.

21 Février 1809.

M. Deponthon est arrivé le 17. L'empereur, que j'ai eu l'honneur de prévenir qu'il était porteur d'une lettre de Votre Majesté pour lui, a bien voulu lui accorder une audience, ainsi qu'à moi, le même soir. Je dis à l'empereur que V. M. désapprouvait la conduite que j'avais tenue par rapport au prince d'Oldenbourg et qu'Elle entendait

que je n'eusse aucune prétention avec les princes de sa maison auxquels il donnerait le titre d'Altesse Impériale. Je me conformai ensuite aux ordres de V. M. relativement à l'Autriche; je fis sentir à l'empereur que le rapprochement des Anglais et des Turcs, autant que la conduite de l'internonce, donnait à celle de l'Autriche un caractère bien plus hostile que V. M. n'avait pu le penser quand Elle m'avait fait l'honneur de m'écrire.

Le 18, j'eus l'honneur de dîner chez S. M., avec M. Deponthon, ce jour-là, et le 19, Elle daigna m'accorder une longue audience dans laquelle je déduisis à S. M. tous les avantages d'un langage ferme, et la nécessité de mettre l'Autriche dans une alternative telle qu'elle ne pût refuser le bienfait de la paix que les deux alliés voulaient lui conserver en lui garantissant son intégrité et son indépendance. Je tirai des discours même de M. de Schwartzenberg, de ses réponses évasives à l'empereur, la conclusion que les intentions de sa cour ne pouvaient être pacifiques, et que le chemin de la paix était dans un ton qui en imposerait. S. M., en partageant cette opinion quant aux faits, se refusa constamment à laisser aux ministres respectifs l'alternative de se retirer si les réponses de l'Autriche n'étaient pas satisfaisantes, et à employer par conséquent un langage assez positif pour faire décider sur-le-champ la question: «Ces formes, me dit S. M., remettraient le destin de l'Europe entre les mains de deux personnes qui, n'étant point dans la grande pensée qui a réuni V. M. et Elle depuis Tilsit, n'agiraient peut-être que d'après leurs passions personnelles.

«Qu'on charge d'une telle négociation, ajouta S. M., les deux hommes d'Etat que l'empereur avait choisis, désignés même pour les affaires d'Angleterre; alors je m'en rapporte à eux et je leur donne tout pouvoir. Ils y mettront les formes convenables, ne heurteront pas l'amour-propre déjà offensé et ramèneront des gens qui ont peur en les tranquillisant, ou en les menaçant s'ils sont réellement hostiles. Mais voilà de ces faits dont je ne puis juger par Anstett, dont l'empereur ne peut juger par Andréossi: le premier n'a pas assez ma

confiance pour que je lui remette le destin futur de l'Europe; le second, tout homme de mérite qu'il peut être, n'est pas à Vienne dans des rapports personnels qui garantissent assez son impartialité. Voilà mes raisons. Quand il y va de la tranquillité du monde, il ne faut rien livrer aux passions des hommes. Si l'empereur Napoléon, comme j'aime à le penser, veut maintenir la paix, il partagera mon opinion. Au reste, je ne demande pas mieux que de faire une démarche de concert, je suis d'accord qu'elle soit positive, en termes précis; je dirai tout ce qu'il faudra: je n'ai rien à ménager avec l'Autriche. Sans les conséquences dont le bouleversement de cet empire serait pour l'Europe, peut-être un jour même, pour notre alliance, je serais le premier à vouloir lui donner une leçon qu'il mérite. Ce sont les conséquences de cet événement que je pèse avec tant de prudence, et non les intérêts personnels de l'Autriche, qui mérite si peu d'égards. Je vous le répète, général, je l'ai dit à l'empereur à Erfurt, je ne me soucie nullement de cette puissance pour elle; je pense à cet égard comme vous. Ainsi que vous le disiez, elle annonce que son ambassadeur peut répondre à tout; lui-même dit qu'il est instruit de tout et il ne peut répondre à rien. Mais je tiens avant tout à notre alliance, et je n'y tiens pas pour aujourd'hui, pour demain seulement, j'y tiens aussi pour l'avenir. Faisons donc l'impossible pour ne pas changer l'état de l'Europe, pour ne pas nous mettre de nouveau en contact. Ma prévoyance, ma modération prouvent à l'empereur le prix que j'attache à notre intimité. Voilà mes raisons pour ne rien faire qui heurte ni qui rompe ce qu'on peut nouer avec un peu de modération. Je ne veux rien laisser à l'humeur de deux hommes que je ne connais pas assez, et qui croiront peut-être nous servir en cassant les vitres. Je suis d'accord de dire tout ce que vous proposez, les choses même les plus fortes; il faut seulement les raisonner. Je ne me refuse qu'à l'alternative et je vous en ai déduit les motifs. Tout en prêchant la modération, je suis prononcé quand les choses sont décidées. Je me refuse à laisser l'alternative à nos ministres, parce qu'il faut que l'effet suive la menace, si la réponse n'était pas satisfaisante. Déterminé à agir alors, je ne veux

nous ôter aucun moyen de nous entendre avant, et il n'y a que Romantzoff auquel je puisse accorder assez de confiance pour prononcer dans cette grande question».

S. M. voulut bien discuter longtemps encore tous les points de cette question et finit par ajouter qu'on terminerait la déclaration par dire que, l'amour de la paix, le désir sincère des deux alliés de la conserver avec une cour qu'ils regretteraient d'être obligés de considérer comme ennemie leur ayant fait épuiser vainement tous les moyens de la ramener à un système de paix avec ses voisins, ils se croyaient obligés de lui déclarer que cette explication serait la dernière et qu'ils attendaient sa réponse pour donner des ordres à leurs missions respectives. S. M. consentit aussi à enjoindre au comte de Romantzoff de s'arrêter où il serait, dans le cas où le courrier ne le trouverait plus à Paris, afin qu'il pût se charger de terminer lui-même cette affaire à Paris, même à Vienne, si V. M. l'approuvait et voulait que cette affaire fût traitée comme devait l'être celle avec l'Angleterre, à laquelle elle était trop liée de fait pour y employer d'autres formes et des négociateurs qui eussent moins la confiance de leurs souverains. S. M. me dit ensuite:

«Si la déclaration combinée comme je la propose, ou les pleins-pouvoirs que je donnerai à nos négociateurs ne mettent pas l'Autriche à la raison, alors nous la forcerons; ce sera avec regret, je vous l'avoue, par les raisons que je vous ai déduites, mais je suis esclave de ma parole: nous aurons épuisé tout ce que peut la raison, la modération même, nous serons sans reproche aux yeux de la postérité et l'opinion sera pour nous dans cette guerre devenue inévitable. Elle n'est pas à dédaigner, ajouta S. M., car vous connaissez ce pays-ci; une nouvelle guerre y sera regardée comme une calamité, et à Paris, en France aussi, il ne faut pas nous y tromper. Cette réflexion est dans l'intérêt de l'empereur Napoléon comme dans le mien. Quant à mon opinion sur la nécessité de conserver l'Autriche, c'est aussi la sienne: il s'en est expliqué avec moi, et moi avec lui, et Romantzoff encore avec M. de Champagny quand on a rédigé la convention d'Erfurt; car j'ai

toujours déclaré que je ne voulais pas disputer sur les mots, et que je ne voulais entrer dans aucune guerre d'agression contre l'Autriche, mais que si elle attaquait, l'empereur pouvait compter sur moi. J'ai été franc; l'empereur connaît donc depuis longtemps mes intentions, il voit mon but. Attendons plutôt un peu. Forçons l'Autriche à se mettre tout à fait dans son tort, et je vous garantis que je marcherai franchement contre elle, quelles que soient les conséquences de ce parti, parce que je suis, je le répète, esclave de ma parole et que l'empereur peut compter sur moi. Il faut juger les autres comme on voudrait l'être soi-même. Les Autrichiens se sont mal conduits sous tous les rapports et partout, ils sont maladroits, peut-être de mauvaise foi: tout cela est vrai; mais, quant aux armements que nous leur reprochons tant et qui sont notre grand grief, n'avons-nous pas armé aussi? N'ai-je pas recruté et augmenté mon armée? L'empereur n'a-t-il pas déclaré lui-même qu'il avait huit cent mille hommes? N'a-t-il pas fait des levées successives? N'en fait-il pas encore? Les Autrichiens ne peuvent-ils pas craindre de voir ces forces après la guerre d'Espagne dans les Etats de la Confédération? Je ne doute qu'une assurance du contraire ne les tranquillise. Je me mets à la place de chacun pour juger. Je crois l'amour-propre autant en jeu que la peur, à Vienne: si on les menace trop, ils perdront la tête et se perdront; si on y met des formes et qu'on y joigne des assurances tranquillisantes qui garantissent leur existence, ils se calmeront, et nous aurons fait un grand bien en maintenant la paix du continent, et un grand pas pour avoir celle avec l'Angleterre. Je vous parle franchement, général, je ne tiendrais pas ce langage, vous le pensez bien, à un autre: ce que j'ai dit à M. de Schwartzenberg vous le prouve; mais il faut tout peser dans ce monde et ne rien donner à l'humeur quand il s'agit de la vie et du bonheur de tant d'individus. J'ai bien pensé à tout cela, à tout ce que vous m'avez dit sur la nécessité de faire prononcer catégoriquement l'Autriche. Pour n'être influencé par personne, pour que l'esprit de parti n'influe en rien sur ma détermination, je n'en ai parlé à personne, pas même au ministre des affaires étrangères; ainsi je suis sans

prévention. Le résultat de toutes mes réflexions est pour le parti que je viens de proposer: il n'arrête aucune mesure de précaution, oblige de même l'Autriche à se prononcer, ne la met pas dans l'alternative d'une espèce de déshonneur si elle cède à la menace de voir nos ministres partir sur-le-champ, et lui ouvre donc un moyen honorable de sortir de l'embarras où elle se trouve, et à nous une nouvelle expectative de paix. Tout cela donne à notre alliance, à nos affaires, même à nos mesures hostiles, s'il fallait en venir là, une bonne couleur aux yeux du monde, et nous placera sans reproche sous les regards de la postérité. L'empereur a assez de pages de gloire; il faut remplir celles qui appartiennent aux modérateurs de l'Europe. C'est, je crois, le moyen d'imprimer à notre alliance le cachet de la véritable grandeur».

J'eus l'honneur d'assurer l'empereur que V. M. pensait, sans aucun doute, comme lui sous le rapport de l'existence de l'Autriche, mais qu'Elle différait d'opinion quant aux moyens de maintenir la paix; que, s'il m'était permis d'en avoir une, je partagerais d'autant plus celle de V. M. que les événements de Constantinople et le langage de M. de Schwartzenberg, qu'Elle ignorait, décelaient, à mes yeux, les intentions hostiles de l'Autriche, et que la modération que S. M. voulait employer ne ferait peut-être qu'encourager des gens qui n'avaient calculé les conséquences d'aucune de leurs mesures; que les circonstances, qu'une volonté ferme, un langage positif pourraient peut-être encore maîtriser, finiraient par mener les alliés au delà du but qu'ils voulaient atteindre; que cette même modération les empêcherait de régler les événements, parce que les partis qui poussaient à Vienne un prince faible d'une mesure inconsidérée à une autre le précipiteraient malgré lui dans la guerre, pendant qu'une alternative pressante, lui ouvrant les yeux sur les conséquences du parti qu'il prenait, pourrait peut-être l'arrêter encore à temps. Je fis remarquer à S. M. que si, à Erfurt, on avait tenu un langage plus vigoureux, peut-être les choses n'en seraient point venues là. J'eus l'honneur de lui répéter que V. M. ne désirait que de voir l'Autriche heureuse, tranquille, n'intervenant

avec ses voisins, et ses voisins avec elle, que par des moyens conciliants, mais qu'elle devait pour cela désarmer, se replacer dans l'état de paix: que V. M. serait empressée de lui garantir dans cette position son indépendance comme son intégrité, mais qu'en lui offrant de tels avantages, l'objet sans doute de tous ses vœux si elle était aussi pacifique que S. M. l'espérait, on pouvait en réciprocité lui demander de désarmer sans l'humilier. J'appuyai sur ce que l'alternative de désarmer ou de retirer les ministres était peut-être le seul moyen d'arrêter encore le mal; que les choses en étaient à un tel point que, si nous avions moins de modération, nous pourrions déjà dire que l'Autriche est en armes, agir, et demander à la Russie d'agir en conséquence; que je craignais que cette modération qu'on employait ne fît peut-être le mal qu'on prétendait éviter, les Allemands, peu susceptibles de générosité, prenant le langage de la raison pour celui de la faiblesse ou de la crainte.

S. M. me tint toujours le même langage, me répéta que V. M. devait compter sur Elle; qu'Elle verrait M. de Schwartzenberg, et le mettrait au pied du mur en lui demandant, puisque sa cour l'avait si bien mis au courant de ses intentions, ce qu'elle voulait; que, l'empereur d'Autriche étant un prince faible, il ne fallait pas, en l'effrayant, le jeter dans les bras de gens passionnés qui le poussaient à la guerre; que la réflexion en ferait plus que les menaces; qu'après tout, il n'y aurait même pas de temps de perdu, et qu'il fallait, dans une affaire de cette nature, avoir pour soi la conscience qu'on avait tout fait pour conserver la paix. S. M. ajouta ensuite qu'Elle expédierait un courrier à Paris avec ordre au comte de Romantzoff, s'il était en route, d'y retourner, qu'Elle écrirait aussi directement à V. M., mais s'en rapportait à moi pour lui rendre compte de tout ce qu'Elle m'avait dit.

S. M. termina la conversation en me disant qu'Elle était fort aise de voir M. Deponthon, d'autant plus que, si on avait la guerre avec les Autrichiens, il serait bon à employer contre eux.

L'empereur a beaucoup parlé à M. Deponthon, ainsi qu'à moi, des affaires d'Espagne. Les détails que nous lui avons successivement

donnés ont paru lui faire grand plaisir: au moins nous l'a-t-il témoigné en ajoutant toujours qu'il était bien fâcheux qu'on n'eût pu faire plus de mal aux Anglais. Il m'a chargé de faire son compliment à V. M. sur son retour et m'a ajouté qu'il le lui ferait lui-même dans la lettre qu'il lui écrirait.

207.

22 Février 1809.

Le 21, j'eus l'honneur d'obtenir une nouvelle audience de S. M., qui avait pris quarante-huit heures pour réfléchir de nouveau sur son projet de note pour Vienne. S. M. me confia ce projet pour le faire mettre au net. J'en joins ici la copie*). En me la remettant, Elle me dit: «C'est moins la note, telle qu'elle doit être présentée, que l'expression de la pensée dans laquelle je tiens à ce qu'on la rédige».

L'empereur l'envoie à M. de Romantzoff avec des instructions dont voici les bases.

«L'empereur de Russie est d'accord de faire faire sur-le-champ à Vienne une démarche concertée avec l'empereur Napoléon, pour faire expliquer l'Autriche sur le but de ses armements, lui demander de se replacer dans l'état de paix, et lui déclarer que les explications dans lesquelles on entre seront les dernières, les deux alliés se sentant obligés de donner des ordres à leurs envoyés respectifs si les réponses ne sont pas satisfaisantes.

«Les deux envoyés se concerteront pour remettre en même temps la déclaration de leur cour ou faire ensemble leur communication.

«Les déclarations seront un exposé de la conduite des cours alliées envers l'Autriche depuis les armements. Elles seront rédigées dans un esprit conciliant, mais d'un ton ferme, autant que rassurant pour l'Autriche par les avantages et les sûretés qu'on lui offrira pour

---

*) Voir pièce annexe.

son intégrité et son indépendance si elle désarme. On lui fera entrevoir l'alternative de rompre si elle ne répond pas d'une manière positive et satisfaisante, mais on n'en laissera pas l'initiative aux ministres qui résident près de cette cour.

«Si M. le comte de Romantzoff est en route, il aura ordre de retourner à Paris; s'il est à Paris, d'y rester, pour concerter cette déclaration et terminer les affaires d'Autriche. Il pourrait même aller à Vienne; mais il serait préférable qu'il restât à Paris, pour donner moins d'importance à la démarche faite à Vienne, et ne pas mettre l'Autriche dans le cas de ne céder sur rien par amour-propre si la chose devenait trop publique.

«M. le comte de Romantzoff se concertera avec l'empereur Napoléon pour traiter cette affaire d'un commun accord. Il aura en conséquence des pleins pouvoirs, soit pour prendre, de concert avec la France, toutes les mesures qu'il jugera les plus propres pour conserver la paix à l'Europe et mettre un terme à l'inquiétude où elle est par suite de l'état de vacillation de l'Autriche, soit pour ordonner au ministre de Russie de quitter Vienne si cela devient indispensable.

«On pourrait aussi traiter cette affaire par M. de Metternich. M. le comte de Romantzoff jugera de ce qui est préférable pour atteindre le but de paix présente et à venir que l'empereur de Russie se propose».

L'empereur me répéta dans le courant de la conversation à peu près ce qu'il m'avait fait l'honneur de me dire dans mes trois autres conférences avec lui. J'insistai toujours sur la nécessité d'une démarche plus catégorique et plus décisive, sans obtenir d'autres changements que ceux que S. M. m'avait accordés dans les précédentes audiences.

S. M. me parla aussi des nouvelles qu'Elle avait reçues de Perse. Le maréchal Goudowitch a voulu prendre d'assaut Erivan et a été repoussé avec une perte qu'il évalue à trois cents hommes. L'empereur me dit que c'était une sottise de ce maréchal, et qu'il lui en avait témoigné son mécontentement, qu'on ne pouvait prendre une ville qui avait trois enceintes et qui était défendue par des Musulmans, sans

avoir réuni de grands moyens: «Au reste, ajouta S. M., cela vient de la folie de quelques officiers, qui imaginent se faire une réputation en tentant des choses impossibles».

Lettres à Napoléon.

208.

22 Février 1809.

M. Deponthon m'a remis le 17 les deux dépêches que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire de Valladolid. Les deux rapports des 21 et 22 février, ainsi que le projet de note russe ci-joint, lui feront connaître ce que j'ai fait pour me conformer à ses ordres. Depuis que j'ai l'honneur de traiter des affaires avec l'empereur Alexandre, je ne l'ai jamais trouvé aussi préparé et aussi prononcé dans une question qu'il l'a été dans celle-ci: jamais il n'a parlé avec autant de chaleur, quoique je misse, dans mon raisonnement comme dans mon ton, toute la mesure d'un homme qui peut convaincre par des faits et qui n'a d'autre but que de conserver la paix. Le projet ci-joint, auquel M. de Romantzoff peut faire des changements, est ce que j'ai pu obtenir de plus positif après bien des conférences. Je tenais à ce que la déclaration fût plus catégorique, à ce qu'on offrît moins à l'Autriche avant que celle-ci eût donné aussi des marques de condescendance à ses voisins, mais, ne pouvant obtenir mieux, je me suis attaché à conserver au moins l'alternative du désarmement comme le *sine quâ non* de la paix et le rappel des agents politiques comme la conséquence d'un refus, et à constater que la position actuelle de l'Autriche était un état d'hostilité. L'espoir de terminer des différends politiques comme on apaise une querelle de famille flatte l'esprit philanthropique de l'empereur au point qu'aucun raisonnement ne change le fond de son opinion.

L'empereur voulait envoyer M. de Romantzoff à Vienne: Allemands et Russes l'y auraient circonvenu. S. M. ne voulant s'en rap-

porter qu'à lui, j'ai pensé que son retour à Paris était préférable, dût-il même aller après à Vienne, et j'ai été assez heureux pour ramener l'empereur à cette opinion. Il a trop peu de confiance dans les talents du prince Kourakin, il le croit trop faible: il serait, m'a dit S. M., même la dupe de M. de Metternich.

Par ce qui m'est revenu des nouvelles reçues de Paris qui ne m'ont pas été communiquées, M. de Romantzoff a l'opinion que V. M. désire la guerre avec l'Autriche, ayant tous ses moyens prêts pour frapper de grands coups; c'est aussi celle des Français, dit le prince Kourakin.

L'empereur seul est au courant de cette démarche à Vienne; c'est à tel point que c'est moi qu'il a prié de faire mettre au net les différents brouillons d'un projet de note, etc., afin d'être sûr, m'a-t-il dit, que rien n'en transpirera: l'effet en sera d'autant plus grand à Vienne qu'il sera inattendu, ajouta encore S. M.

M. de Schwartzenberg est fort mécontent de sa position, de l'abandon où on le laisse, et surtout des préférences qui me sont accordées, il ne s'en cache pas. L'opinion ici est que la guerre entre la France et l'Autriche est inévitable; à un bal avant-hier chez le ministre de Bavière, Russes ni étrangers ne parlaient à M. de Schwartzenberg, parce qu'on sait que l'empereur est fortement prononcé contre sa cour: quelques coteries anglaises le dédommageront sans doute de cet abandon, mais celles-ci ne changeront pas le système.

Je n'ai quitté l'empereur qu'hier à minuit. S. M. comptait expédier son courrier pendant la nuit; il aura donc peu d'avance sur le mien, ne prenant que le temps nécessaire pour rendre à V. M. et à son ministre un compte exact de tout ce qui s'est passé depuis ma dernière dépêche du 15.

Les Russes ont échoué devant Erivan. L'empereur presse les opérations contre la Suède, mais il n'y a encore rien de fait.

Un courrier russe arrivé hier de Vienne donne des explications justificatives sur la conduite de l'internonce; le ministre des affaires étrangères, que je quitte à l'instant, m'a dit qu'il portait ces dépêches

à l'empereur: j'ignore donc encore l'effet qu'elles produiront. Le soin que le cabinet autrichien met à justifier l'internonce ne sera pour l'empereur qu'une preuve de sa mauvaise foi. Ces dépêches, m'a ajouté le comte de Soltykoff, ne contiennent, du reste, rien d'important sur l'Autriche; elles sont du 8 ou du 9 février.

209.

22 Février 1809.

M. de Schwartzenberg aurait été chargé d'adresser, au nom de sa cour, à l'empereur Alexandre des reproches sur la reconnaissance du roi Joseph en Espagne et sur les prétendues conséquences de cette mesure, attentatoire à la morale publique et aux droits des souverains. L'empereur, ajoute-t-on, les aurait écoutés sans répondre, mais en baissant les yeux.

Cet ambassadeur aurait, dit-on, encore demandé à l'empereur jusqu'où allaient ses engagements avec la France: l'empereur aurait répondu qu'ils dépendaient des circonstances, mais qu'il agirait franchement contre l'Autriche si elle attaquait ou ne s'expliquait pas.

M. de Schwartzenberg se plaint de n'aller ni aux parades, ni aux spectacles de l'Ermitage et de ne pas être prié à dîner chez S. M., d'être sur un pied différent de l'ambassadeur de France: à cet égard, il se plaint tout haut.

Il ne ménage pas le comte Soltykoff, ministre des affaires étrangères, qui écoute sans répondre, dit-il, et ne parle pas parce qu'il ignore tout ce qui se passe.

Madame Narischkin, la belle, part dans cinq semaines pour les eaux, la Suisse et l'Italie; elle projette un voyage de six mois. Rien n'est cependant changé: il paraît que c'est uniquement pour raisons de santé.

Lettres à Champagny.

210.

22 Février 1809.

M. Deponthon m'a remis le 17 la dépêche dont Votre Excellence l'avait chargé pour moi. Le même jour, S. M. daigna m'accorder une audience, ainsi qu'à cet officier, qui eut l'honneur de lui remettre lui-même la lettre de l'empereur dont il était porteur. J'ai revu trois fois depuis S. M., le 19 et le 21. Dans ces diverses audiences, je me suis attaché à lui prouver la nécessité, pour conserver la paix continentale, de tenir à l'Autriche le langage le plus ferme, de lui en imposer en lui demandant un *ultimatum* qui fît enfin connaître ses véritables intentions, et de lui déclarer que, dans le cas où sa réponse serait encore évasive ou peu satisfaisante, on donnait aux ministres russe et français l'ordre de quitter les Etats autrichiens. J'ai fait sentir à S. M. que si, dès Erfurt, on avait tenu un langage aussi vigoureux, peut-être les choses ne seraient-elles pas au point où elles étaient; que la modération qu'on employait ne ferait que hâter le mal qu'on voulait prévenir, l'empereur d'Autriche étant un prince faible; que les divers partis qui l'entouraient pousseraient d'une mesure inconsidérée à une autre et que la guerre deviendrait le résultat inévitable de cette indécision, tandis qu'en l'obligeant à se déclarer, il ouvrirait les yeux sur les conséquences d'une rupture et s'arrêterait peut-être encore à temps. J'ai ajouté que l'empereur ne désirait rien tant que de voir l'Autriche heureuse et tranquille, n'ayant avec ses voisins que des relations amicales, et que, si elle désarmait, il serait sans doute disposé à lui donner les assurances qu'elle désirerait pour le maintien de son indépendance et de l'intégrité de ses Etats.

L'empereur, sans rien objecter aux raisons que je lui ai alléguées, et paraissant même les approuver, n'a cependant pu consentir à faire à Vienne une démarche aussi décisive que je le désirais, en donnant à son envoyé l'ordre de se retirer si la réponse qu'on demandait n'était

pas satisfaisante. «Je ne puis, m'a-t-il dit, remettre le destin de l'Europe entre les mains de deux hommes, qui, n'étant point initiés dans la grande pensée qui nous unit, l'empereur et moi, depuis Tilsit, n'agiraient peut-être que d'après leurs passions et leurs opinions particulières. Je ne suis pas assez sûr de M. Anstett, et, quoique M. Andréossi soit un homme de mérite, il n'est peut-être pas à Vienne dans des rapports personnels qui garantissent son impartialité. On ne peut charger d'une négociation aussi importante que les mêmes agents qui étaient chargés de traiter avec l'Angleterre. Je m'en rapporte entièrement à eux: ils sauront tout peser avec discernement, ils mettront partout les formes convenables, ils éviteront de heurter un amour-propre déjà offensé, et si, comme je le crois, la crainte a beaucoup influé sur la conduite des Autrichiens, ils les ramèneront à d'autres sentiments en les tranquillisant; si, au contraire, les intentions sont réellement hostiles, ils les connaîtront bientôt, et nous agirons de concert, après avoir fait tout ce qui aura dépendu de nous pour conserver le repos du monde.

L'empereur m'a encore répété ce qu'il m'avait dit précédemment, que, s'il ne s'agissait que de donner une leçon à l'Autriche, il serait tout prêt, mais que les conséquences d'une guerre étaient incalculables, que l'existence de l'Autriche était nécessaire au repos de l'Europe, qu'il fallait donc faire l'impossible pour ne pas changer l'état de l'Europe et ne pas mettre de nouveau la France en contact avec la Russie, qu'il parlait ainsi par l'intérêt même qu'il prenait à la durée de notre alliance.

Dans les diverses discussions fort longues que j'ai eues avec l'empereur toujours sur le même objet, il m'a paru très prononcé et avoir pris une détermination qu'il était impossible de changer. Je tenais à ce qu'il fît une déclaration plus catégorique, à ce qu'il offrît moins d'avantages à l'Autriche avant qu'elle n'eût donné des marques de condescendance, mais, ne pouvant l'obtenir, j'ai dû me borner à faire considérer le désarmement comme la condition *sine quá non* de la paix et le rappel des agents comme devant être la conséquence d'un refus.

L'empereur expédie à M. de Romantzoff un courrier avec l'ordre de rester à Paris, ou d'y retourner s'il en était déjà parti, pour concerter avec S. M. les démarches à faire conjointement par les deux cours. On lui envoie un projet de note à présenter à Vienne, auquel on le laisse libre de faire les changements qu'il jugera convenables; ce n'est qu'en revenant continuellement, quoique avec mesure, sur les mêmes considérations dans toutes mes conférences avec S. M., que je suis parvenu à faire donner à ce projet de note un peu de fermeté. L'empereur n'ayant voulu communiquer à personne, pas même au ministre des affaires étrangères, la démarche qu'il veut faire faire à Vienne, afin, m'a-t-il dit, qu'étant entièrement inattendue, elle produisît plus d'effet, c'est moi qu'il a prié de faire mettre au net le brouillon de ce projet de note. J'en joins ici une copie.

On envoie, en outre, à M. de Romantzoff des instructions dont voici les bases:

«L'empereur Alexandre est d'accord de faire à Vienne une démarche concertée avec l'empereur Napoléon pour faire expliquer la cour de Vienne sur le but de ses armements, les faire cesser, et, dans le cas contraire, lui déclarer qu'on ne fera plus de nouvelles démarches et que les deux cours respectives donneront alors à leurs envoyés les ordres que les circonstances rendront nécessaires.

«Les déclarations que remettront simultanément les envoyés de France et de Russie contiendront l'exposé de la conduite de ces deux cours envers l'Autriche. Elles seront rédigées d'un ton ferme, mais en même temps dans un esprit conciliant: on rassurera l'Autriche par les avantages qu'on lui offrira pour son intégrité et son indépendance si elle désarme; on lui fera entrevoir l'alternative de rompre si elle ne répond pas d'une manière positive et satisfaisante, mais on n'en laissera pas l'initiative aux ministres qui résident près de cette cour.

«Si M. le comte de Romantzoff est en route, il aura ordre de retourner à Paris; s'il est à Paris, d'y rester, pour concerter cette déclaration et terminer les affaires d'Autriche. Il pourrait même aller à Vienne, si l'empereur Napoléon le jugeait à propos, mais il serait pré-

férable qu'il restât à Paris, pour ne pas mettre l'Autriche dans le cas de ne pas céder par amour-propre, ce qui pourrait arriver si le voyage de M. de Romantzoff à Vienne donnait à cette négociation trop de publicité.

«M. de Romantzoff aura des pleins pouvoirs, soit pour prendre, de concert avec la France, toutes les mesures qu'il jugera les plus propres pour conserver la paix à l'Europe et mettre un terme aux inquiétudes où elle est par l'état de vacillation de l'Autriche, soit pour ordonner au ministre de Russie de quitter Vienne si cela devient indispensable.

«On pourrait aussi traiter cette affaire par M. de Metternich. M. de Romantzoff jugera de ce qui est préférable à cet égard pour atteindre le but que se propose l'empereur Alexandre, le maintien de la paix présente et future».

M. de Binder a eu hier avec le ministre de Bavière une assez longue conversation, dont celui-ci m'a rendu compte. M. de Binder a commencé par justifier les armements de l'Autriche et sa conduite, et, selon lui, l'empereur Napoléon n'a pas à s'en plaindre. Il avait même trouvé bonnes les explications qu'on lui avait données, lors de son départ pour l'Espagne: rien n'a changé depuis en Autriche, a ajouté M. de Binder, et cependant le langage de l'empereur Napoléon est bien différent; on doit l'attribuer aux circonstances, et c'est pour l'Autriche une raison de plus de ne pas quitter l'attitude qu'elle a prise. Elle est armée, elle est décidée à rester armée; ni négociations, ni insinuations, ni menaces, ne peuvent faire changer un état de choses que sa sûreté lui commande, tant que les sujets d'inquiétude qui l'ont portée à cette mesure subsisteront. On sait bien à Vienne que l'empereur Alexandre désire la paix, mais sait-il lui-même jusqu'à quel point il peut l'assurer? N'a-t-il pas des engagements qui le lient à la France? Il peut offrir aussi de garantir l'indépendance de l'Autriche, *mais à quel point peut-il se qualifier pour la garantir, cette indépendance?* (ce sont les propres expressions de M. de Binder).

Le ministre de Bavière lui ayant répondu que, de cette manière, on s'enfermerait dans un cercle dont personne ne pourrait sortir, il a

repris qu'on ne pouvait leur en faire un tort, qu'ils avaient tout fait pour conserver la bonne intelligence avec la France; que, pour lui complaire, ils avaient, contre leur véritable intérêt, adopté le système continental contre l'Angleterre, non qu'ils le trouvassent bon ni qu'ils fussent convaincus qu'il pût amener les résultats qu'on s'en promettait, mais seulement pour éviter une rupture avec la France, qu'il en convenait sans *faire la petite bouche;* qu'aujourd'hui encore, et par la même raison, ils suivaient ce système, quoique les affaires d'Espagne eussent tout changé à cet égard et décidé la question en faveur de l'Angleterre. Il a encore ajouté que la conduite de l'Autriche était simple, qu'elle ne voulait attaquer personne, mais pouvoir se défendre si on l'attaquait; qu'il n'y avait aucun fondement aux intentions hostiles qu'on lui prêtait, qu'elle n'avait aucun corps réuni, que le général français qui commandait à Baireuth en avait eu la certitude, étant venu lui-même sur la frontière de Bohême d'après les bruits qui avaient couru que toutes les troupes étaient dans leurs garnisons habituelles; que sa cour n'avait de sujet de discussion avec personne, qu'elle ne savait donc pas ce qu'on lui demandait et de quoi on se plaignait si l'on était de bonne foi. On attend à Vienne, a-t-il ajouté, des nouvelles de M. de Metternich; on lui aura, sans doute, fait quelques communications, et il faut s'attendre à des explications orageuses: les prétendues lettres de Trieste, d'Ulm, etc., que contiennent les journaux le font du moins présager.

M. de Binder a ensuite parlé de la conversation de l'empereur avec le prince de Schwartzenberg, et de celle de cet ambassadeur avec moi. Il dit qu'il ne voyait rien dans tout cela qui offrît à l'Autriche une véritable garantie, ni des motifs suffisants de tranquillité qui dussent lui faire changer son système défensif.

Le ministre de Bavière a remarqué que le ton de M. de Binder dans toute cette conversation était plus modéré que de coutume: il ne s'est permis ni déclamation, ni épigramme, aucunes personnalités. Ne faut-il pas attribuer cette modération apparente à l'approche du danger?

Les articles de journaux sur l'Autriche font beaucoup parler: la société en infère que la guerre est inévitable; les Autrichiens les appellent les précurseurs de l'armée française et disent hautement qu'ils annoncent la volonté de l'empereur Napoléon de les attaquer.

Il est arrivé hier un courrier de M. Anstett. Il a apporté une lettre insignifiante du comte de Romantzoff, arrivée à Vienne par un courrier de M. de Metternich. M. Anstett annonce qu'on a reçu la nouvelle de la paix entre les Anglais et les Turcs en même temps que celle du différend qui a eu lieu entre M. de Maubourg et l'internonce. Il mande que la cour de Vienne, en désapprouvant la conduite de ce dernier, l'a présentée comme une chose qui ne devait pas avoir cette importance. Il paraît, d'après ce que mande M. Anstett, qu'on lui a dit que la fête que donnait M. de Sturmer était une noce, par conséquent une réunion de famille, où toutes les légations étaient engagées, mais sans billet d'invitation, que M. de Maubourg avait voulu faire de cela une affaire en écrivant à l'internonce qu'il n'irait pas si les Anglais y étaient admis, que celui-ci lui avait simplement répondu que ce n'était ni une fête, ni une réunion diplomatique, et que, ce jour-là, sa porte était ouverte à tout le monde. C'est du moins dans ce sens que m'en a parlé M. de Soltykoff, que je viens de quitter; il m'a dit que l'empereur n'avait pas encore vu ces dépêches, et qu'il allait les lui porter.

Le gouvernement a reçu des nouvelles du maréchal Goudowitch. Il a éprouvé un échec à Erivan, qu'il a tenté de prendre d'assaut; il évalue sa perte à 300 hommes: c'est du moins ce que le gouvernement avoue. L'empereur m'en a parlé; il m'a dit que c'était une sottise du maréchal et qu'il lui en avait témoigné tout son mécontentement, qu'il fallait attribuer cela à la folie de quelques officiers, qui croyaient se faire une réputation en tentant des choses impossibles, qu'on ne prenait pas, sans avoir réuni de grands moyens, une place qui avait trois enceintes et qui était défendue par des Musulmans.

On a des nouvelles de Danemark jusqu'au 28 janvier. Elles portent que le roi, pour coopérer aux opérations que projette l'empereur de Russie contre la Suède, a réuni un corps de vingt mille hommes

d'élite, qu'il commandera en personne avec son beau-frère; ils doivent passer en Scanie: tous les moyens sont prêts, les troupes réunies, et l'on n'attend que le moment où la glace aura pris assez de consistance pour porter l'artillerie.

Le ministre de Wurtemberg, M. Schuck de Castell, est arrivé ces jours derniers. Il aura incessamment sa première audience.

Le prince Kourakin écrit qu'on a pour lui toutes sortes d'égards et qu'il est l'objet de prévenances qu'on n'a jamais eues pour aucun ambassadeur. Il mande aussi qu'il a reçu un fort beau présent de l'empereur.

211.

24 Février 1809.

L'empereur, chez lequel j'ai eu l'honneur de dîner aujourd'hui et auquel j'ai parlé de nouveau de ce qui m'était revenu sur le langage de M. de Schwartzenberg et sur les propos de Vienne, autant que sur ce qui s'y préparait, a daigné me répondre qu'il ne désespérait cependant pas que la déclaration qui devait être envoyée de Paris ne ramenât l'Autriche à un système plus pacifique. S. M., avec laquelle j'eus l'honneur de causer fort longtemps, daigna me dire: «Quand les menaces sont d'un ton élevé et faites avec aigreur, on peut croire qu'on ne veut qu'en imposer, et l'effet souvent ne suit pas les paroles. Mais, dans cette circonstance, c'est tout le contraire: il faut parler raison, et d'un ton modéré, mais agir vigoureusement, si on ne l'entend pas. Croyez-moi, à Vienne, on ne se méprendra pas à ce ton, et j'ai de bonnes raisons de croire que M. de Schwartzenberg a écrit comme un homme qui a trouvé dans ma modération même la preuve que j'étais clairvoyant et que mon parti était pris, et que, de gré ou de force, il fallait que l'Autriche vécût en paix».

J'appuyai de nouveau, et avec tant d'instances, sur la nécessité d'en imposer par des mouvements de troupes et des mesures qui

appuyassent les paroles, que le résultat de cette conversation fut que l'empereur daigna me promettre de donner sur-le-champ des ordres aux réserves de cavalerie, qui avaient été disséminées l'hiver dans le pays pour les faire vivre à moins de frais, pour se réunir de suite près des frontières de la Galicie. Les quatre divisions d'infanterie sont bien placées et auront ordre de se tenir prêtes à marcher; les parcs de réserve d'artillerie devront se rapprocher de l'infanterie, et une partie suivre le mouvement de la cavalerie. S. M. m'assura encore qu'Elle avait donné, depuis plusieurs jours, des ordres pour former des magasins et pour le transport des approvisionnements, qu'Elle serait donc en mesure sous tous les rapports, s'il fallait en venir à *la malheureuse nécessité* de combattre l'Autriche pour la mettre à la raison.

S. M. m'entretint ensuite des dépêches reçues par M. de Schwartzenberg et de la conduite du cabinet de Vienne, qui soutenait l'internonce. Je ne manquai pas de lui faire sentir que cette conduite, plus que tout le reste, prouvait sa mauvaise foi et le secret accord où elle était avec l'Angleterre. L'empereur me répondit qu'il en avait aussi été frappé et qu'il ne doutait pas que ce qui se passait à Vienne ne fût l'ouvrage des Anglais, si l'Autriche était aussi folle qu'il paraissait.

S. M. verra demain M. de Schwartzenberg, lui tiendra le langage le plus ferme et le pressera, la lettre de l'empereur d'Autriche à la main, de s'expliquer (Cette lettre dit que l'ambassadeur a été mis à même de répondre à tout). S. M. a daigné me promettre de me faire connaître le résultat de cette conversation.

S. M. me parla des Danois, qui font, m'a-t-Elle dit, tout ce qu'ils peuvent pour la cause commune, et qui, sous ce rapport, méritent des égards: «Ils sont gênés pour leur subsistance et pour l'argent, et réclament de l'empereur une diminution des troupes stationnées dans le Holstein; on l'a promis, dit-on, à Paris, mais le prince de Ponte-Corvo s'y refuse d'une manière peu convenable envers un souverain. Il en résultera plus de gêne en Sélande, où on manque déjà de tout et où l'on mange de la chair de cheval. Je vous en parle donc à

cause de cela, a ajouté l'empereur, et parce qu'ils ne peuvent être utiles à la cause commune si les troupes les écrasent».

Rapports à Napoléon.

212.

25 Février 1809.

J'eus l'honneur de dîner chez l'empereur le 24. Je lui parlai de nouveau de ce qui m'était revenu sur le langage de M. de Schwartzenberg et sur les propos de Vienne, autant que sur ce qui s'y préparait. S. M. daigna me répondre qu'Elle ne désespérait pas que la déclaration qui devait être envoyée de Paris ne ramenât l'Autriche à un système plus pacifique. Elle ajouta: «Quand les menaces sont d'un ton élevé et faites avec aigreur, on peut croire qu'on ne veut qu'en imposer, et l'effet ne suit pas toujours les paroles. Mais, dans cette circonstance, c'est tout le contraire: il faut parler raison, et d'un ton modéré, et, si on n'entend pas ce langage, agir vigoureusement. Croyez-moi, à Vienne, on ne se méprendra pas à ce ton, et j'ai de bonnes raisons de croire que M. de Schwartzenberg a écrit comme un homme qui a trouvé dans ma modération même la preuve que j'étais clairvoyant et que mon parti était pris, que, de gré ou de force, il fallait que l'Autriche vécût en paix».

J'appuyai de nouveau, et avec tant d'instances, sur la nécessité d'en imposer par des mouvements de troupes et des mesures qui appuyassent les paroles, que le résultat de cette conversation fût que l'empereur daigna me promettre de donner sur-le-champ des ordres aux réserves de cavalerie, qui avaient été disséminées l'hiver dans le pays pour les faire vivre à moins de frais, pour se réunir de suite près des frontières de la Galicie. Les quatre divisions d'infanterie sont bien placées et auront ordre de se tenir prêtes à marcher; les parcs de réserve d'artillerie devront se rapprocher de l'infanterie, et une partie suivre le mouvement de la cavalerie. S. M. m'assura encore que,

depuis plusieurs jours, Elle avait donné des ordres pour former des magasins et pour le transport des approvisionnements, qu'elle serait en mesure sous tous les rapports, s'il fallait en venir à *la malheureuse nécessité* de combattre l'Autriche pour la mettre à la raison.

S. M. m'entretint ensuite des dépêches reçues par M. de Schwartzenberg, de la conduite du cabinet de Vienne, qui soutenait l'internonce. Je ne manquai pas de lui faire sentir que cette conduite, plus que tout le reste, prouvait sa mauvaise foi et le secret accord où elle était avec l'Angleterre. L'empereur me répondit qu'il en avait aussi été frappé et qu'il ne doutait pas que ce qui se passait à Vienne ne fût l'ouvrage des Anglais, si l'Autriche était aussi folle qu'elle le paraissait, mais que sa raison se refusait encore à le croire.

213.

27 Février 1809.

Le 26, j'eus l'honneur d'accompagner l'empereur à la parade; il m'accorda ensuite une longue audience, dans laquelle il daigna me donner tous les détails de celle à laquelle il avait appelé M. de Schwartzenberg.

L'empereur commença par l'affaire de M. de Sturmer. M. de Schwartzenberg chercha à le justifier en présentant cela comme une chose insignifiante, qui n'avait eu de l'importance que par celle qu'y avait attachée le chargé d'affaires de France. L'empereur lui fit sentir que c'était une mauvaise raison que de prétendre qu'une réunion, quelle qu'elle fût, chez un agent politique avoué fût sans conséquence; que tous les exemples étaient contraires à ce qu'avançait à cet égard M. de Stadion; que ce langage de la cour de Vienne, au lieu d'un désaveu, prouvait plus que toute chose, ou sa connivence avec l'Angleterre ou ses mauvaises intentions, peut-être l'un et l'autre, et qu'il n'en était pas dupe. M. de Schwartzenberg convint pour son propre compte de l'inconvenance de cette conduite, ne sut trop que répondre,

et eut l'air de ne pas ajouter grande foi aux raisons qu'il donnait sur cela.

L'empereur fit coïncider ce raisonnement avec les autres griefs contre la conduite politique et les armements de l'Autriche. Il fit lire à M. de Schwartzenberg la lettre de l'empereur d'Autriche dans laquelle ce prince assure que son ambassadeur *est au courant de tout et peut répondre à tout.*

«Vous m'avez dit la même chose, ajouta S. M.; mais quelle preuve m'en avez-vous donnée? Sur quoi m'avez-vous satisfait? Vos armements sont notoires; votre langage politique autant que votre conduite, au lieu de leur donner une couleur pacifique ou même défensive, puisque c'est ainsi que vous voulez les considérer, leur donnent un caractère tout à fait hostile. Ce n'est pas ici seulement, c'est partout, à Constantinople, à Vienne même sous les yeux du gouvernement. Au lieu de modérer l'opinion, de la tenir dans les bornes de convenance avec vos voisins, vous l'exaspérez par de faux bulletins, vous réimprimez dans toutes les langues tous les contes, toutes les pièces d'Espagne qui peuvent échauffer les têtes. A quoi tout cela aboutira-t-il? A la guerre. Vos levées, vos mesures ne sont-elles que de précaution, il fallait rassurer l'Europe, toutes les cours par des déclarations authentiques sur vos intentions, calmer les esprits chez vous par vos journaux autant que par vos discours. N'a-t-on pas fait tout le contraire? Je vous le répète, M. l'ambassadeur, la conduite et le langage politique de votre cour sont encore plus hostiles que vos armements; il faut que cela finisse. Je ne veux que la paix du continent; la France, comme moi, vous garantira votre existence, votre indépendance, si vous craignez, à condition que vous désarmerez; mais on ne peut rester dans cette position. Vous ne voulez que vous défendre chez vous si on vous attaque, dites-vous; mais personne ne veut vous attaquer, ainsi il ne s'agit pas de se défendre. Dans la position où vous vous êtes mis, la question n'est d'ailleurs pas là: il ne s'agit pas de celui qui fait marcher le premier bataillon, ce n'est pas là ce qui déclare la guerre; la déclaration en est depuis longtemps

dans votre conduite, vous ne pouvez le nier comme militaire et comme homme d'honneur, quoique vous ne puissiez en convenir comme ambassadeur. Tenez, je vous parle franchement: je l'ai écrit depuis longtemps à l'empereur lui-même, je l'ai fait dire, répéter en vain. Ne vous y trompez pas, je suis déterminé à en finir. Il faut faire cesser cet état d'incertitude plus près de la guerre que de la paix. Ne vous y trompez pas, je vous le répète, je vous sacrifierai jusqu'au dernier homme pour vous forcer à la paix, que vous troublez sans raison. Si vous êtes raisonnables, que pouvez-vous désirer que nous ne vous garantissions? Que voulez-vous de mieux que la garantie de votre indépendance, de votre intégrité par les deux grandes puissances?

«Eussiez-vous fait la guerre la plus heureuse après la campagne la plus brillante, que pourriez-vous non espérer, mais désirer de plus rassurant, de mieux pour vous»?

L'empereur me fit l'honneur de m'ajouter qu'il avait toujours vivement pressé M. de Schwartzenberg dans cette conférence, que cet ambassadeur avait souvent été embarrassé de répondre, surtout quand S. M. l'avait pressé sur le but des armements de l'Autriche, qu'il ne lui avait jamais rien dit de positif à cet égard, se rejetant dans les lieux communs d'inquiétude, de crainte que la France ne voulût asservir l'Autriche après les affaires d'Espagne et que la Russie n'eût des engagements secrets avec elle qui l'empêchassent de garantir la tranquillité de l'Europe, à laquelle on annonçait qu'elle tenait tant. A cet égard, il expliqua ainsi la progression des armements de l'Autriche, et avoua qu'effrayée pour son existence à venir, elle avait cru pouvoir profiter du moment des revers du général Dupont en Espagne pour adopter son nouveau plan d'organisation militaire, pensant que la France, occupée ailleurs, ne pourrait ni s'en effaroucher ni l'empêcher. «Nos mesures, ajouta-t-il, n'étaient que défensives et purement de précaution. Est venue l'entrevue d'Erfurt; étonnés de ne pas y avoir de part, on y a envoyé M. de Vincent: au lieu de communication, il n'a rapporté que des paroles et une lettre menaçantes. On nous provoquait, en quelque sorte, en nous menaçant. Etait-ce le moyen de nous rassurer?

Depuis cette époque, nous avons donc augmenté et pressé nos mesures pour ne pas être pris au dépourvu. Depuis, nous avons acquis la preuve qu'on ne nous pardonnerait pas d'avoir réorganisé notre armée, et encore moins de l'avoir augmentée et d'avoir donné de l'inquiétude. Nous sommes donc en armes sans intention agressive. Pouvions-nous faire autrement? Pouvons-nous désarmer maintenant sans en être la victime? La France a d'immenses forces qu'elle double tous les jours. Peut-elle s'étonner des armements de ses voisins? C'est elle qui a la première donné l'exemple; qu'elle soit modérée, tout le monde le sera. Elle envahit et bouleverse tout, ne respecte personne et ne ménage pas plus ses alliés que ses voisins. Ses forces sont destinées à conquérir, et les nôtres n'ont d'autre but que de nous défendre».

L'empereur renouvela à M. de Schwartzenberg les mêmes assurances de garantie, et lui répéta qu'il n'avait cessé de tenir à l'Autriche un langage conciliant et rassurant, qu'il avait toujours écrit et fait parler à l'empereur dans ce sens, et même encore d'Erfurt; que, loin de l'écouter, l'Autriche n'avait marqué aucune déférence pour ses conseils et avait répondu par une extrême méfiance à sa loyauté; qu'on ne pouvait être dupe de cette conduite, qu'elle tenait sans doute a des engagements secrets avec l'Angleterre, dont les événements de Constantinople et l'approbation donnée à la conduite de l'internonce étaient la meilleure preuve; que, dans cette position, son amour pour la paix, ses obligations comme souverain lui faisaient un devoir de se mettre en mesure; qu'il répétait à l'ambassadeur que son parti était pris, qu'il agirait avec d'autant plus de vigueur que les intentions hostiles de l'Autriche, sa connivence avec l'Angleterre et ses vues secrètes ne pourraient être mises en doute, si elle n'acceptait pas la garantie comme les sûretés qu'on lui offrait; que l'Autriche se perdrait par esprit de vertige, puisqu'on lui offrait plus qu'elle n'aurait jamais pu espérer si son but n'était que de maintenir son indépendance et de conserver sa position de grande puissance.

M. de Schwartzenberg, me dit encore S. M., fut plus embarrassé que jamais pour répondre, et montrait un homme dont la loyauté est

aux prises avec ses instructions. Il ne donna aucune assurance positive de paix, parut dans le doute même sur ce que sa cour pourrait faire pour arrêter l'impulsion donnée à l'opinion. Chaque fois que l'empereur lui répétait qu'il était prêt à agir et qu'il le ferait vigoureusement, il se récriait que ce serait le plus grand malheur, ajoutait qu'il fallait faire tout au monde pour l'éviter. Il parut frappé, m'ajouta S. M., de cette détermination, et très pensif après, ne pouvant répondre positivement des intentions de sa cour; il répéta ce qu'il avait dit à sa première audience, qu'à son départ rien n'était décidé. Comme l'empereur le pressait toujours, la lettre de l'empereur François I à la main, il avoua lui-même qu'il avait à se plaindre de sa cour, qui ne l'avait pas suffisamment instruit de ses vues, et qui lui faisait jouer un rôle et tenir un langage qui ne convenaient pas à son caractère. Il ajouta qu'il s'en était expliqué avec elle.

On peut résumer de son langage, que l'ambassadeur désire le maintien de la paix, qu'il ne se fait pas illusion sur les conséquences de la guerre, que l'empereur lui a aussi détaillées, chapitre auquel il n'a rien opposé, enfin qu'il croit que la Russie agira franchement, qu'il ne se fait pas illusion sur les suites de cette coopération et sur la guerre en général; qu'il voudrait l'éviter, mais qu'il craint de compromettre son caractère personnel en assurant que le maintien de la paix est une chose encore possible; qu'il croit donc sa cour trop engagée pour désarmer, à quelque prix que ce soit, sans tirer l'épée, qu'il pense cependant que le compte qu'il rendra de cette conférence agira sur les déterminations de sa cour. Il a toujours nié jusqu'à présent des engagements ou des relations d'aucune espèce avec les Anglais, mais il n'a pas rejeté l'idée qu'elle pouvait en former d'un moment à l'autre. Lui personnellement paraissait improuver la conduite de l'internonce, comme le langage de M. de Stadion sur cette affaire.

L'empereur se plaignit de la conduite du chargé d'affaires d'Autriche, de ses propos, de la direction qu'il cherchait même à donner à l'opinion, «conduite tout à fait d'accord, ajouta S. M., avec celle tenue à Constantinople et à Vienne, où vous montez les têtes

par des contre-bulletins et mille contes et propos absurdes, dont le gouvernement est responsable et qu'on peut lui attribuer puisque cela se passe sous ses yeux». L'ambassadeur ne défendit pas cet ex-chargé d'affaires, et parut, dans le reste de la conversation, frappé de ce que l'empereur lui avait dit et même consterné par les réflexions que cela lui suggérait.

214.

Lettre à Champagny.

27 Février 1809.

M. d'Asnières m'a remis le 24 les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 7 de ce mois. N'ayant en ce moment aucun courrier, je le réexpédie pour porter à Paris le détail des conversations que j'ai eues, hier et aujourd'hui, avec S. M., ainsi que celui des nouvelles reçues de Vienne.

Le 25, l'empereur, comme il m'en avait prévenu, fit appeler chez lui M. de Schwartzenberg. Après lui avoir parlé de l'affaire de M. de Sturmer, que j'avais fait remarquer à S. M. comme une des choses qui mettaient le plus en évidence la duplicité et les intentions hostiles de l'Autriche, il lui fit lire la lettre de l'empereur François où il est dit que cet ambassadeur peut répondre à tout. S. M. lui demanda en conséquence des explications franches sur la conduite de sa cour; M. de Schwartzenberg parut fort embarrassé de répondre, et surtout de donner, comme l'empereur le lui demandait, des assurances positives sur la paix ou la guerre.

Je tiens tous les détails que je viens de rapporter à l'empereur Napoléon *) sur cette conférence de M. de Schwartzenberg, de l'empereur lui-même, qui a bien voulu me les donner dans une audience qu'il m'a accordée hier. J'ai encore revu S. M., lui ayant demandé une

*) Voir № 209.

audience pour lui rendre compte des nouvelles que j'avais recueillies sur les dépêches du courrier autrichien arrivé ce matin; ce courrier, que M. de Schwartzenberg attendait, avait été dépassé en route par un courrier russe, qui avait remis le 26 au soir à l'empereur des dépêches de Vienne du 14 et du 16.

J'avais appris par une voie sûre divers détails des dépêches de l'ambassadeur d'Autriche, qui toutes prouvent la connivence de cette puissance avec l'Angleterre: l'envoi de M. de Valmoden à Londres, les relations de l'Autriche avec la junte insurrectionnelle d'Espagne, ses dispositions hostiles, confirmées par les ordres donnés à la garnison de Vienne, par la mobilisation des milices et par de nouveaux recrutements. Je savais aussi que M. de Schwartzenberg, malgré le désir qu'il aurait de voir la paix maintenue, disait cependant que la détermination de la Russie mettait l'Autriche dans le cas de presser ses mesures pour ne pas être prise au dépourvu. J'avais appris de plus que M. de Binder regardait le moment actuel comme celui d'agir, une grande partie des forces de la France étant occupées ailleurs.

Dans l'audience que S. M. a daigné m'accorder, et qui a duré deux heures, je lui ai rapporté ces divers détails, et j'ai saisi cette occasion pour presser les mesures militaires dont il avait déjà reconnu l'utilité. S. M. me répéta à cet égard les mêmes assurances, demandant seulement qu'en faisant prendre aux troupes des positions avantageuses qui assurassent les débouchés, on laissât les Autrichiens combler la mesure et dévoiler à l'Europe toute la duplicité de leur conduite. L'empereur a déjà donné des ordres pour réunir les réserves de cavalerie et d'artillerie et pour faire camper sur les frontières de la Galicie les quatre divisions d'infanterie.

Les dépêches de M. Anstett arrivées hier de Vienne, et que S. M. a eu la bonté de me faire lire, confirment les détails que l'on m'avait donnés de celles de M. de Schwartzenberg. M. Anstett n'a pu faire expliquer M. de Stadion sur le voyage de M. de Valmoden, mais ses conjectures sont que cet officier est envoyé à Londres. Dans une audience qu'il eut de M. de Stadion, ce ministre témoigna des regrets

sur le retard que le prince de Schwartzenberg a mis à se rendre à Pétersbourg, ajoutant que l'on avait attaché le plus grand prix à ce qu'il arrivât promptement. M. Anstett profita de l'occasion pour lui demander si les nouvelles répandues dans le public de la nomination des archiducs à des commandements d'armée, et d'autres officiers aux places de chefs d'état-major, étaient vraies. Le public, répondit M. de Stadion, en sait plus que l'empereur lui-même, qui n'a encore rien décidé à cet égard. Il ajouta qu'il ne serait pas pris des déterminations de cette importance, sans que les voisins de l'Autriche en fussent instruits. M. Anstett ayant parlé des armements de l'Autriche, le ministre lui répondit: «Brisons là-dessus. L'empereur Napoléon a dit dernièrement à un bal à MM. de Romantzoff et de Kourakin, assez haut pour être entendu par une autre personne: «Dans quarante jours je serai à Vienne». Nous nous mettons donc en état de nous défendre». — «Mais pourquoi ne pas chercher à s'entendre et donner les explications demandées»? ajouta le chargé d'affaires russe. — «Mais, répondit M. de Stadion, on n'en demande pas: M. Andréossi ne nous dit rien et on n'a parlé de rien à M. de Metternich».

M. Anstett mande dans la même dépêche qu'ayant parlé à M. Dodun *) de la folie des mesures de la cour de Vienne et des bruits de guerre qui circulent, il lui a répondu qu'en effet les cartes avaient l'air de se brouiller, mais que le maintien de la paix n'était pas impossible si l'Autriche souscrivait à six points. Il ajoute que M. Dodun, auquel il a demandé quelques détails sur ces points, lui a répondu qu'il en avait entendu parler comme cela, mais qu'il ne les connaissait pas. Dans sa conférence avec M. de Stadion, M. Anstett a parlé de ces six points à ce ministre, qui a répondu qu'il ne savait ce qu'il voulait lui dire, qu'il n'avait entendu parler de rien, ni d'un, ni de six points.

M. Anstett dit que l'empereur et l'impératrice sont dans une grande sécurité, paraissant ne point se douter que toutes ces mesures mènent à la guerre, que le peuple est exaspéré, mais que les grandes

*) Conseiller de l'ambassade de France à Vienne.

familles sont pour la paix. D'ailleurs, il ne pense pas que l'armée autrichienne puisse être mobile avant le mois d'avril, et il ajoute que le bruit de la marche de 18.000 hommes sous les ordres du général Oudinot a fait tomber les effets publics et a produit une grande sensation dans le commerce, qui n'est pas pour la guerre.

L'empereur espère encore que le langage combiné de Paris et de Pétersbourg, appuyé par les mouvements des troupes, ramènera l'Autriche à de sages réflexions et pourra rétablir la tranquillité: «Mais, au cas que cette puissance veuille absolument la guerre, il faudra, m'a-t-il dit, nous entendre sur les moyens à employer, ainsi que sur les résultats pour qu'il n'y ait point de différends entre nous. Avez-vous quelques idées à cet égard? Il faut y penser». Je répondis à S. M. que ce cas n'avait pas été prévu, qu'il connaissait les sentiments de l'empereur Napoléon dans tout ce qui pouvait l'intéresser.

— «J'y vais franchement; je désire éviter cette guerre, mais si elle a lieu, il est nécessaire que l'empereur explique ses intentions, pour qu'il n'y ait non seulement aucune discussion, mais de plus une sécurité, une confiance entière pour l'avenir qui garantisse l'accord du moment», me répondit S. M.

L'empereur est dans l'intention d'envoyer un officier à Paris pour féliciter S. M. sur son retour et sur ses succès en Espagne. Ce sera M. Gorgoly*), officier estimé, et dont le langage a toujours été très bon.

L'empereur m'a dit que les affaires de Suède allaient commencer. La rigueur du froid a forcé à un retard d'une vingtaine de jours, mais le ministre de la guerre est parti ce matin, pour tout presser. M. d'Alopéus, chargé de diriger la partie secrète, part demain.

L'empereur finit par me dire: «J'ai des nouvelles du roi de Prusse. L'empereur peut compter sur lui, il fera l'impossible, mais l'empereur devrait bien accorder ce qu'on a changé depuis Erfurt;

---

*) Jean Savitch, 1770—1862; en 1809, aide de camp du ministre de la guerre, puis sénateur; écrivain.

c'est, au reste, pour son propre intérêt, car, si on ne leur laisse aucun moyen, comment pourront-ils entretenir leur contingent? Cette affaire m'est extrêmement désagréable et pénible; l'empereur me promet une diminution, et elle devient en partie illusoire par les arrangements qu'on prend ensuite. Vous voyez comme je me conduis pour l'empereur; il peut aussi faire quelque chose pour moi, et je lui demande cette grâce, si c'en est une.

«Romantzoff n'a pas été heureux dans ses négociations. Je tiens moins aux autres affaires qu'à celle-ci, mandez-le à l'empereur: soit faveur ou justice, qu'il la termine favorablement pour cette cour, qui lui en saura gré et qui tient, je vous jure, à votre système plus que qui que ce soit, malgré tous ses embarras».

Je me suis servi des arguments que m'a fournis V. E. pour réfuter cette opinion, mais l'empereur a insisté fortement pour que je rendisse compte de ce qu'il me disait et pour que je demandasse même, ajouta-t-il, une réponse. Je rends compte en conséquence de cette conversation comme elle a eu lieu.

M. de Schwartzenberg a fait partir hier au soir un courrier pour rendre compte à sa cour de la conférence qu'il avait eue la veille avec S. M. J'ai profité de cette occasion pour écrire en chiffre à M. Dodun, sous le couvert du ministre de Bavière, ayant pensé qu'il pourrait être utile qu'il fût informé du langage de l'empereur et de la détermination qu'il a prise d'agir contre l'Autriche dans le cas où elle ne reviendrait pas à des sentiments plus pacifiques.

215.

Rapport à Napoléon.

28 Février 1809.

Le 26 au soir, arriva un courrier de Vienne avec des dépêches du 14 pour la cour de Russie. Il n'y en avait point pour M. de Schwartzenberg, qui attendait un courrier de sa cour, que le russe avait

dépassé en route et qui n'arriva que le lendemain. J'appris par une voie sûre les détails ci-après des dépêches de l'ambassadeur d'Autriche:

Que la mission de M. Valmoden était pour Londres; que, le 7, les régiments de la garnison de Vienne avaient eu ordre de partir, et que, le 9, les milices avaient reçu celui de se mobiliser; qu'une proclamation de la junte insurrectionnelle d'Espagne exhortait les insurgés à la patience, au courage, à la persévérance, leur promettant sous deux mois le secours d'une grande puissance du continent;

Les détails d'une correspondance régulière de l'Autriche avec cette junte;

Que l'Autriche formait trois grandes armées, commandées par les archiducs, dont les chefs d'état-major étaient même déjà nommés;

Enfin, un nouveau recrutement en Autriche et en Hongrie;

De plus, la preuve de la duplicité de M. de Metternich, par les lettres qu'il écrit ici à M. de Binder autant que par celles qu'il expédie à Vienne;

Et, à l'appui de cela, des détails sur ce qu'avait dit M. de Schwartzenberg depuis l'audience à laquelle l'empereur l'avait appelé: on prétend qu'il a dit clairement qu'il ne voyait d'autre parti à prendre, dans la position où allait se trouver l'Autriche par la détermination de la Russie, que de presser ses mesures pour ne pas être pris au dépourvu; qu'il ne cachait pas en même temps l'inquiétude que lui causait cette détermination ni ses craintes que sa cour ne fût plus à portée d'arrêter les mesures prises; que, de son côté, M. de Binder ne cachait pas qu'il croyait que c'était le moment d'agir avec avantage, une grande partie des forces de la France étant occupées ailleurs;

Enfin la réponse de M. de Schwartzenberg, qui disait à un ministre étranger, qui lui parlait raison et cherchait à l'éclairer sur le parti que prenait l'Autriche, qu'il avait toute confiance dans les mesures administratives, de finance, mêmes militaires qui avaient été prises, qu'il était impossible qu'il n'en résultât pas de succès, et qui ne cachait pas en même temps qu'il voudrait éviter la guerre, mais qu'il la regardait presque comme inévitable.

Tous ces détails, dis-je, me déterminèrent à solliciter une audience de l'empereur pour les lui faire connaître, l'éclairer sur la connivence de l'Autriche avec l'Angleterre, enfin pour presser les mesures militaires qu'il avait déjà daigné me promettre. S. M. voulut bien m'accorder cette audience à 6 heures du soir; elle dura deux heures. L'empereur, après m'avoir assuré qu'il allait encore presser la marche de ses troupes, daigna me donner les assurances les plus positives que V. M. pouvait compter sur lui, qu'il ne demandait qu'une seule chose, c'est qu'en prenant des positions avantageuses qui assurassent les débouchés, on laissât les Autrichiens combler la mesure en faisant les premiers mouvements hostiles, pour bien prouver à l'Europe toute la fausseté de leurs actions comme la duplicité de leur conduite. S. M., prenant une carte en russe, me montra l'emplacement déjà tracé de ses quatre divisions et la destination donnée aux réserves de cavalerie, en m'ajoutant que tous les ordres étaient partis comme Elle me l'avait promis.

Trois des quatre divisions ont ordre de camper en trois corps entre Brzesc et Kamieniecz avec leur cavalerie. La quatrième division se placera en réserve derrière celle du centre. La cavalerie de réserve, qui marche de l'intérieur, sera divisée et placée en deux corps près des divisions d'infanterie, ayant pour point de rassemblement la route de Brody et de Lemberg.

« J'espère, me dit l'empereur, que nous n'éprouverons rien pendant ce temps sur notre frontière du duché de Varsovie. Vous voyez, général, comme j'y vais franchement ». J'assurai S. M. qu'Elle trouverait en V. M., comme les militaires russes dans les militaires français, des alliés un peu différents des Autrichiens, et que je pouvais être garant qu'on agirait avec un tel accord, que je ne doutais pas qu'une confiance générale et individuelle ne fût le résultat de nos opérations communes. L'empereur me répondit: « Je l'espère, je n'en doute même pas, car le caractère de votre nation est connu et l'empereur doit m'avoir apprécié ». S. M. me montra et me fit lire ensuite la dépêche de M. Anstett arrivée hier de Vienne; elle contient à peu près les mêmes

détails que j'avais recueillis dans la matinée par une voie secrète chez M. de Schwartzenberg. Il confirme la nouvelle des ordres donnés à la garnison de Vienne et aux milices; il ajoute que M. de Stadion, à la nouvelle des mouvements des troupes françaises, avait eu pendant vingt-quatre heures un accès de goutte; il dit comme une conjecture de lui qu'il croit M. de Valmoden parti pour l'Angleterre, M. de Stadion ayant refusé de s'expliquer avec lui sur la destination de cet officier.

M. Anstett détaille ainsi la répartition présumée des forces de l'Autriche: 150.000 hommes en Allemagne, 90.000 en Italie, 24.000 en Hongrie, 36.000 en Galicie, une réserve dans l'intérieur, commandée par l'empereur et M. de Vincent.

Il ajoute que les archiducs font acheter à quelque prix que ce soit tous les chevaux de selle chez les banquiers et négociants, que les officiers ont déjà acheté à tout prix tous les chevaux à la foire de Brunn, que les semestriers ne sont cependant pas encore rappelés, qu'il est toujours dans l'opinion que l'armée autrichienne ne sera mobile que pour le mois d'avril, quelque activité qu'on y mette. Il cite un des régiments les plus favorisés et le plus près de Vienne, les uhlans de l'archiduc Charles, qui a reçu l'ordre d'être mobile sous huit jours et qui ne peut avoir ses équipages et habillements avant six semaines. Il ajoute encore que le bruit de la marche de 18.000 hommes sous les ordres du général Oudinot a fait tomber les effets publics et a produit une grande sensation dans le commerce, qui n'est pas pour la guerre.

L'empereur m'ajouta à cela: «Je suis bien aise de savoir que l'empereur a pris aussi ses précautions. Il ne faut que les laisser aller pour que ces Autrichiens se déclarent tout à fait en hostilité; ce sont des fous, et je serai en mesure avant eux. S'il ne faut qu'une ouverture, des paroles de paix pour rétablir la tranquillité, le langage combiné qui partira de Paris leur fera entendre raison, s'ils l'écoutent. S'il faut de la force, ce que j'ai dit à M. de Schwartzenberg et ce qu'il a écrit par un courrier qu'il a expédié hier, appuyé par nos

mouvements de troupes, les mettra à la raison, s'ils veulent l'entendre. Ne le veulent-ils pas, nous aurons le bon droit de notre côté, et, s'il faut en venir enfin là, ce sera à regret, mais ils en paieront la folle enchère. Il faudra nous entendre sur les moyens à employer, ainsi que sur les résultats, pour qu'il n'y ait pas de différends entre nous: avez-vous quelques idées à cet égard? Il faut penser à cela».

Je répondis à S. M. que ce cas n'avait pas été prévu, mais que je ne doutais pas qu'il ne rendît justice à la droiture de V. M. dans tout ce qui pouvait l'intéresser. «J'y vais franchement, je désire éviter cette guerre, mais, si elle a lieu, reprit S. M., il est nécessaire que l'empereur explique ses intentions, pour qu'il n'y ait non seulement aucune discussion, mais de plus une confiance entière pour l'avenir qui garantisse l'accord du moment».

L'empereur m'ajouta ensuite: «Comme l'empereur Napoléon m'a envoyé Deponthon, je veux dans ce moment répondre à cette attention par un officier dont l'envoi prouve dans le public l'intimité de nos relations. Je veux d'ailleurs féliciter l'empereur sur son retour et sur ses succès en Espagne». S. M. daigna me demander quel était celui de ses aides de camp que je croyais qui serait le mieux vu à Paris et qui s'y conduirait le mieux. Je lui répondis qu'ils seraient certainement tous bien accueillis. Son choix tomba sur M. Gorgoly: la conduite comme le langage de cet officier ont toujours été très bons, l'empereur en fait cas; il a eu beaucoup de missions, il était aide de camp du ministre de la guerre. C'est un officier à bien traiter.

Je fis sentir à S. M. combien tous les détails qu'on lui donnait me paraissaient hostiles. J'appuyai sur la mission de M. de Valmoden en Angleterre comme sur un indice certain des anciennes liaisons de l'Autriche avec l'Angleterre et de ses projets actuels de guerre. Je parlai à S. M. d'un propos prêté à M. de Schwartzenberg, que le moment était d'ailleurs favorable pour forcer les Russes à évacuer la Valachie et donner par conséquent du courage aux Turcs.

L'empereur ajouta qu'il voulait encore espérer la paix des déclarations qu'on ferait à Vienne, que, si la chose était impossible, V. M.

devait compter sur lui. S. M. continua: «Les affaires de Suède vont commencer: le ministre de la guerre est parti ce matin pour tout presser; M. d'Alopéus part demain pour diriger la partie secrète. On aurait commencé depuis vingt jours, sans le froid excessif: il a été à 39 degrés, et il est impossible alors de tenir dehors».

L'empereur finit par me dire: «J'ai des nouvelles du roi de Prusse. L'empereur peut compter sur lui, il fera l'impossible, mais l'empereur devrait bien accorder ce qu'on a changé depuis Erfurt; c'est, au reste, pour son propre intérêt, car, si vous ne leur laissez aucun moyen, comment pourront-ils entretenir leur contingent? Tenez, général, cette affaire m'est extrêmement désagréable et pénible; l'empereur me promet une diminution, et elle devient en partie illusoire par les arrangements que l'on prend ensuite. Vous voyez comme je me conduis pour l'empereur; il peut aussi faire quelque chose pour moi, et je lui demande cette grâce, si c'en est une. Romantzoff n'a pas été heureux dans ses négociations. Je tiens moins aux autres affaires qu'à celle-ci, mandez-le à l'empereur: soit faveur ou justice, qu'il termine cela pour cette cour, qui lui en saura gré, et qui est, je vous jure, plus dans votre système que qui que ce soit, malgré tous ses embarras».

Je me servis des arguments que m'a donnés le ministre de V. M. pour réfuter cette opinion, mais l'empereur insista fortement pour que je rendisse compte à V. M. de ce qu'il me disait et pour que je lui demandasse même, ajouta-t-il, une réponse.

216.

Lettre à Napoléon.

28 Février, 5 heures du matin.

La lettre de Votre Majesté du 6 février m'est parvenue le 25. Je lui expédie un courrier pour lui annoncer que les troupes russes sont en mouvement et ont l'ordre de former des camps sur la fron-

tière de la Galicie. Les généraux de division sont Doktoroff *), Souvorow **), Levies et Gortchakoff ***); celui de la réserve de cavalerie n'est pas encore désigné. La difficulté est de faire un bon choix pour commander en chef cette armée. Si la guerre éclate, le meilleur moyen de tirer un bon parti de ce corps et de le faire renforcer par l'armée du Danube serait d'engager l'empereur à y aller, et de l'accompagner si V. M. m'a destiné à la servir toujours en Russie.

Les affaires de V. M. sont ici dans la meilleure situation, et l'empereur bien disposé et mieux, à mesure que les événements se développent et que je puis lui faire remarquer la duplicité de la conduite de l'Autriche. Il faut voir maintenant quelle opinion nous apportera M. de Romantzoff: elle sera influente, il faut s'y attendre! Comme on n'a pas de courrier de lui, je pense que son départ aura été retardé et que l'ordre de retourner l'aura trouvé assez près du Rhin pour qu'il n'ait pas hésité.

Dans le public on parle de la guerre de la Russie à l'Autriche comme d'une chose positive; cette mesure trouve peu d'approbateurs, mais moins de censeurs cependant qu'il n'y en aurait eu il y a six mois. Vienne et quelques coteries de Pétersbourg qui en sont l'écho attribuent aux officiers français du général Gardanne le revers du maréchal Goudowitch devant Erivan; on s'en fait un moyen de plus pour censurer le parti qu'on croit que l'empereur vient de prendre contre l'Autriche.

Je prévois deux questions auxquelles V. M. seule peut me mettre dans le cas de répondre, et qu'on me fera sûrement avant peu, l'une ayant déjà été en quelque sorte plus que sous-entendue dans l'audience d'hier soir, je parle de la Galicie: il paraît qu'on veut toujours voir

---

*) Dimitri Serguéewitch, 1756—1816, un des plus braves généraux russes; reçut de Catherine II en 1790 une épée d'or; depuis Austerlitz, en 1805, jusqu'à Paris, en 1814, fit la guerre contre les Français.

**) Prince Arcade Alexandrowitch, 1780—1811, le seul fils du fameux Souvorow.

***) Prince André Ivanowitch, 1776—1855.

la Pologne ressuscitée, qu'en cas de succès contre l'Autriche, on voudrait savoir quelles sont les vues de V. M. sur cette province, que la Russie trouve peut-être aussi fort à sa convenance. L'autre sera relative à un emprunt, car on n'a pas d'argent, et, l'Autriche comprise, on aura cinq guerres sur les bras: V. M. favorisera-t-Elle un emprunt en France?

Une prétendue réponse du prince de Ponte-Corvo au roi de Danemark relativement à l'évacuation d'Altona a retenti jusqu'ici; elle fait un mauvais effet à la cour comme à la ville, parce qu'on a l'opinion que le roi de Danemark est le prince le plus prononcé pour le système de la France.

L'empereur m'a fait l'honneur de me dire que M. le baron de Stroganoff devait être à Paris et qu'il serait aux ordres de V. M.; il faut pour le public de Pétersbourg qu'il aille à Madrid. M. del Pardo s'est conduit, dans toutes les affaires de l'Autriche et dans les intrigues de son chargé d'affaires, comme l'aurait fait un français; je lui dois la justice de dire que c'est le ministre qui me seconde le mieux. Il est cependant toujours oublié pour son traitement.

Le courrier autrichien a apporté des lettres de Paris par Vienne du 3 février. La duplicité de M. de Metternich est notoire: il dit n'avoir fait ni reçu aucune communication, mais ajoute que le langage de V. M., comme de tout ce qui l'entoure, est à la guerre, et il peint Paris et la France comme prononcés contre ce qu'il appelle *les projets secrets d'envahissement* de V. M. Dans une nouvelle lettre arrivée par la poste, il tient un langage tout différent.

A en juger par des lettres de M. de Romantzoff à l'empereur que S. M. m'a montrées en différentes occasions, comme j'ai eu, Sire, l'honneur d'en rendre compte à V. M., M. le prince de Bénévent l'aurait prémuni contre beaucoup de propos des coteries de Paris; je lui dois cette justice dans son malheur: il est bien grand s'il a perdu la confiance de V. M.! J'ose le plaindre d'autant plus, que je le croyais et l'ai toujours vu bien attaché à son maître et sûrement un des enthousiastes de sa gloire. Quant à Paris, jamais il n'a été plus ridicule,

jamais on n'y a plus bavardé et d'une manière plus inconvenante que pendant l'absence de V. M.: on en juge bien en pays étranger, et mieux peut-être à Pétersbourg qu'ailleurs, depuis que Vienne en a fait son écho.

L'empereur m'envoie, au moment où le courrier part, les trois croquis ci-joints avec la lettre originale dont j'adresse à V. M. une copie; ce sont les renseignements qu'on lui a fait passer de Vienne sur les points nouvellement fortifiés par l'Autriche du côté du Tyrol et de l'Italie.

Rapports à Napoléon.

217.

2 Mars 1809.

Le 1er, j'eus l'honneur de dîner chez Sa Majesté, qui avait reçu quelques moments avant un courrier de M. de Romantzoff expédié le 11 ou le 12 février.

L'empereur daigna m'en parler, en me disant que ce ministre lui donnait peu de détails, mais lui annonçait qu'il voyagerait rapidement et lui rendrait de vive voix un compte circonstancié de ses audiences, que V. M. tenait à une démarche combinée à Vienne pour faire expliquer l'Autriche, qu'Elle avait cependant paru ne pas regarder le cas de la guerre actuelle comme un de ceux prévus par l'alliance. L'empereur ajouta que tout ce qui avait été concerté avec moi répondrait d'avance à tout ce que désirait V. M.; qu'on ne pouvait rien faire de plus avant l'arrivée du comte de Romantzoff, qui connaissait toutes les intentions de V. M.; qu'il ne doutait pas, d'après ce qu'Elle avait dit à M. de Romantzoff et que nous ignorions lors du départ des dépêches du 28 février, que ce ministre ne hâtât encore son arrivée; qu'il pensait qu'il se croirait dispensé de retourner à Paris, connaissant les vues de V. M.; qu'il était possible qu'il expédiât en route

le projet de note à V. M. pour en concerter l'expédition avec le prince Kourakin, ou qu'il prît toute autre mesure qui pût accélérer cette expédition.

Je répondis que l'empereur savait lui-même que le rapprochement de l'Autriche de l'Angleterre était de toutes les déclarations de guerre la plus notoire; que, ce fait constaté, comme celui des armements de l'Autriche, la question de la coopération de la part de la Russie ne pouvait être un doute, et que, si V. M. avait parlé au comte de Romantzoff, comme l'empereur daignait me le rapporter, c'était parce que V. M. aimait mieux tenir son assistance de sa loyauté et de son amitié que de l'article d'un traité trop clair pour pouvoir être mis en doute; que, pour moi, je n'en formais aucun, S. M. ne pouvant plus en avoir sur la duplicité de l'Autriche. L'empereur ne combattit pas cette opinion et me répondit même:

«Vous me connaissez, général: rien ne sera retardé; l'empereur éprouvera en toutes circonstances combien j'y vais franchement, mais qu'il pense un peu aussi aux choses qu'il m'a promises et auxquelles il sait que je m'intéresse».

L'empereur daigna me dire ensuite qu'il verrait le lendemain l'ambassadeur d'Autriche et que je pouvais compter qu'il lui parlerait de manière la plus ferme. Je récapitulai à S. M. les événements de Constantinople, la mission de M. de Valmoden, tout ce qui transpirait des projets hostiles avoués même par la légation autrichienne, et j'eus l'honneur de faire sentir à S. M. qu'il était temps de mettre l'ambassadeur au pied du mur et de le forcer à s'expliquer d'une manière catégorique. J'appuyai surtout sur la différence qu'il y avait entre la conduite des alliés et celle de l'Autriche depuis Erfurt. Je fis remarquer que, tandis que la France avait retiré ses troupes de la Silésie et du grand-duché de Varsovie, en avait même porté la plus grande partie au delà du Rhin, pendant que celles de la Confédération étaient mises sur le pied de paix, tandis que la Russie tenait le langage de la confiance et de la conciliation, l'Autriche se mettait tout à fait sur le pied de guerre. Je me suis principalement attaché à fournir des arguments

contre l'Autriche: S. M. me témoigna plusieurs fois qu'Elle les trouvait justes.

Pendant la première partie de la conversation, notamment pendant que l'empereur me parlait de ses dépêches de Paris, il me parut extraordinairement préoccupé et moins communicatif que de coutume. La fin de la conversation sur l'Autriche fut bonne.

218.

6 Mars 1809.

Le prince de Schwartzenberg avait eu une audience de l'empereur le 3; S. M. daigna m'en accorder une le 5 et me donner les détails suivants sur sa conversation avec cet ambassadeur.

Il commença par témoigner à l'empereur les inquiétudes que causaient à Vienne les préparatifs faits par la France, la marche des troupes françaises et la réunion de celles de la Confédération: il s'attacha à présenter ces mesures comme une agression et surtout à prouver que celui qui ordonnait ces mouvements était l'agresseur. Tout son exposé comme sa conversation tendait à ce but: il ne dissimula pas que ces mesures en avaient déterminé de semblables en Autriche, et, en parlant des malheurs de la guerre, des regrets qu'il aurait qu'elle fût inévitable, des inquiétudes qu'elle causerait à Vienne, de la mission qu'il avait même de s'expliquer à cet égard avec l'empereur, il ne cacha pas trop que les choses en étaient venues au point de ne plus savoir comment s'entendre. L'empereur le laissa parler et revenir tant qu'il voulut sur son sujet, puis lui répéta en grande partie tout ce qu'il lui avait dit dans ses précédentes conférences. S. M. reprit, par ordre de dates, la progression des armements de l'Autriche, lui répondit que ceux de la France, les mouvements dont il se plaignait, n'en étaient que la conséquence, qu'à cet égard, sa propre conviction était fondée sur la notoriété publique autant que sur les rapports qui lui étaient successivement parvenus; qu'à Erfurt, les armements de la Confédération

du Rhin avaient été dissous, que les troupes françaises s'étaient éloignées, qu'on s'était donc mis en état de paix avec l'Autriche, tandis qu'elle avait complété ses levées, ses armements; que les mouvements dont elle se plaignait n'étaient donc que des mesures de précaution qu'une sage prévoyance commandait, que l'agression n'était pas dans un mouvement, mais dans ce qui y avait donné lieu; qu'à cet égard, il fallait être de bonne foi, que la raison militaire et politique voulait qu'on prît des précautions, pour ne pas être au dépourvu. M. de Schwartzenberg répéta tous les lieux communs de ses premières conférences, parla des inquiétudes qu'avait dû leur causer la réunion d'Erfurt, qui s'était passée à leur insu, et revint surtout sur le silence gardé envers M. de Vincent et sur le langage peu conciliant et peu rassurant que V. M. lui avait tenu.

«Mais moi, répéta l'empereur, quel effet a produit celui que j'ai tenu alors, avant même comme depuis, car ce n'est pas de ce jour-là seulement que je vous parlais en ami de la paix? Avez-vous eu égard à ma loyauté? Vous vous êtes aussi méfiés de moi; vous vous méfiez de tout le monde».

— «La déclaration que fit V. M., reprit M. de Schwartzenberg, qu'Elle avait des engagements avec la France, qu'Elle les tiendrait, était faite pour nous inquiéter, puisque nous n'en connaissions pas la nature».

— «Mais, reprit l'empereur, cette déclaration est antérieure à Erfurt, puisque c'est en y arrivant que j'ai eu la réponse du prince Kourakin sur ce que vos premiers armements, dont je voyais l'inconsidération et prévoyais les conséquences, m'avaient mis dans le cas de vous faire dire. Ne rejetez donc pas vos fausses mesures, votre défiance sur cette déclaration et sur l'entrevue d'Erfurt, car tout cela appartient à des époques et à des circonstances différentes, qui ont toujours dépendu de vos fausses mesures: vous pouvez vous assurer des dates à la chancellerie des affaires étrangères à Vienne. Dites plutôt, M. l'ambassadeur, que tout tient chez vous à une influence étrangère, à l'Angleterre; ne rejetez sur personne que sur vous ce qui se passe maintenant. Enfin, que voulez-vous? Est-ce la paix ou la guerre? Avant

Erfurt, à Erfurt et depuis, j'ai toujours trouvé l'empereur Napoléon avec la pensée de l'utilité de votre existence, même avec la volonté de vous faire intervenir dans tout ce qui pouvait se passer d'important en Europe: le langage de son ambassadeur a toujours été dans ce sens. Je vous le dis et vous le répète, c'est vous qui avez gâté vos affaires, et la mise sur le pied de paix des corps de la Confédération du Rhin, le départ des troupes françaises, vous ont assez prouvé que cette intention n'avait pas changé à Erfurt. On s'est mis en état de paix, même de confiance, avec vous, et vous, qu'avez-vous fait depuis? Vous nous avez répondu par des armements de tout genre, par des relations avec l'Angleterre, par l'envoi de M. de Valmoden à Londres, par des relations avec les insurgés d'Espagne, par l'envoi secret près d'eux d'un officier général en non-activité, et par mille autres faits, qui, si vous voulez être impartial, vous donneront l'explication de la cause des mouvements dont vous vous plaignez, et bientôt, si vous n'y prenez garde, des conséquences que vous ne pourrez empêcher. J'ai eu avant-hier des dépêches de M. de Romantzoff; il me mande tout ce que l'empereur lui a dit: il avait eu la pensée de faire faire à Vienne une démarche par lui et M. de Champagny. Vous voyez donc qu'on n'avait pas, comme vous le croyez, le projet de vous faire la guerre; mais vous poussez les événements. Quelles explications avez-vous encore données? Voulez-vous la paix? Que pouvez-vous désirer de plus honorable et de plus tranquillisant pour vous que la garantie de votre monarchie contre moi par la France et contre la France par la Russie. Quel plus beau résultat que celui qui, garantissant à chacune des trois grandes puissances de l'Europe son intégrité comme son indépendance, en assurerait la tranquillité? Voilà ce que l'empereur Napoléon a dit lui-même à M. de Romantzoff: obtiendrez-vous plus par la guerre, et à quelles chances ne vous exposez-vous pas»?

M. de Schwartzenberg parut étonné du ton affirmatif de cette proposition, me dit S. M., et reprit vivement: «Mais ceci est différent; sans doute, nous ne pouvons rien désirer de mieux. V. M. sait-Elle s'il a été fait quelques communications de cette nature à M. de Metter-

nich? Je crains que cela n'arrive bien tard à Vienne, mais je vais m'empresser de transmettre ces détails à ma cour». M. de Schwartzenberg répéta plusieurs fois qu'il les trouvait fort tranquillisants et qu'il regrettait d'être arrivé si tard, que, s'il fût venu deux mois plus tôt, il aurait sûrement empêché la guerre. L'empereur lui répondit:

«J'ai tout fait pour l'empêcher, mais je n'avais aucune raison pour m'expliquer aussi franchement avec M. de Binder, qui ne méritait point une telle confiance, votre cour ayant d'ailleurs si mal apprécié le langage que je lui ai tenu».

S. M. me fit encore l'honneur de me dire, comme observation générale, qu'Elle regrettait que V. M. n'eût pas admis à Erfurt l'Autriche dans la négociation avec l'Angleterre, que cela eût produit un bon effet pour le grand but qu'on se proposait, aurait satisfait l'amour-propre et calmé, Elle n'en doutait pas, les craintes de l'Autriche, qu'on aurait évité les mésentendus actuels et par conséquent la guerre qui pouvait en résulter.

M. de Schwartzenberg, en ayant toujours l'air d'attacher un grand prix et une importance extrême à cette proposition de garantie réciproque, reprit: «Mais s'il était trop tard quand ce courrier arrivera, ne pourrait-on pas tout arrêter pour s'entendre? V. M. ne me chasserait-Elle pas au plus vite»? L'empereur lui répondit qu'une fois commencé, il n'y avait pas moyen de rien arrêter, qu'il fallait y penser d'avance, que, quant à lui, on savait qu'il ne s'en prenait pas aux agents des fautes de leurs gouvernements, que sa qualité d'ambassadeur lui garantissait les égards qu'on aurait pour lui et qu'il pouvait d'ailleurs prendre pour exemple ceux dont l'ambassadeur de Suède avait été l'objet.

S. M. revint sur les conséquences de cette guerre sans objet, puisque personne n'en voulait à l'Autriche et que la paix pouvait lui garantir l'existence politique, que la guerre, à laquelle une influence étrangère l'entraînait, pouvait lui faire perdre, puis sur l'illusion qu'on se faisait sans doute à Vienne sur les ressources de la France, sur les forces de V. M., sur l'emploi qu'Elle saurait en faire, quand même, ce qu'il ne croyait pas, elles seraient pour le moment inférieures à

celles de l'Autriche. S. M. lui cita pour exemple la campagne de 1759 du roi de Prusse, etc. «L'empereur a tant de moyens de plus, ajouta S. M., et il est le plus grand capitaine qui ait existé. Qu'espérez-vous donc? N'est-ce pas parce que vous vous sentez forts en ce moment que vous le croyez favorable? Mais, en mettant les choses au mieux pour vous, ce n'est pas le début de la campagne qui décidera la question». M. de Schwartzenberg convint qu'ils se croyaient supérieurs dans ce moment, mais ne dissimula pas les avantages que les talents militaires de V. M. lui donnaient sur eux; il convint même de toutes les conséquences que pouvait avoir cette guerre, qu'on pouvait éviter. Il répéta qu'ils ne l'entreprenaient que pour assurer leur indépendance, qu'ils n'avaient aucun motif d'ambition, même aucune idée de conquête ou de changer l'ordre de choses établi maintenant en Allemagne, qu'à cet égard, il pouvait même donner à l'empereur les assurances les plus positives. S. M. reprit que c'était alors pour Elle un motif de plus de ne voir dans la conduite de l'Autriche que l'effet d'une influence étrangère et de la passion, puisque la paix et le désir qu'avaient les voisins de l'Autriche de l'entretenir faisaient qu'ils lui offraient plus que la guerre la plus heureuse ne pouvait lui assurer.

M. de Schwartzenberg, dans ses réponses aux objections de S. M., convint encore des avantages de la paix, et parut plus que jamais la désirer, mais craindre en même temps qu'il ne fût plus temps de l'assurer. Il parla des articles de journaux, notamment de ceux sur les archiducs, répéta qu'on se trompait sur eux, que tous voulaient la paix, en désiraient le maintien, et s'affligeaient même de la tournure que prenaient les affaires. Il cita à cet égard une conversation toute à la paix, me dit S. M., qu'il avait eue peu de jours avant de partir avec l'archiduc Charles, qui voulait, à quelque prix que ce fût, empêcher la guerre. Quant à M. de Valmoden, il dit ignorer ce que disait l'empereur, et assura qu'à son départ, il n'y avait encore aucune relation avec l'Angleterre. Sur cela, il témoigna de nouveau et hautement son mécontentement contre sa cour, et ne dissimula pas à l'empereur qu'il portait sur plusieurs points, qu'on n'était pas avec lui d'aussi bonne

foi qu'on le lui avait promis; il tâchait de sauver son caractère personnel aux dépens de son cabinet. L'empereur lui répliqua qu'il ne pouvait avoir aucun doute sur leurs intelligences avec l'Angleterre, non plus que sur la mission de M. de Valmoden, par conséquent sur les intentions de l'Autriche, que la modération qu'il mettait encore dans ses relations devenait par cela même une nouvelle preuve de son désir sincère de conserver à l'Europe la paix, et, comme M. de Schwartzenberg avait donné à entendre à S. M. qu'il était naturel que l'Autriche, dans l'hypothèse d'une guerre, s'adressât à l'Angleterre comme à la seule puissance intacte et qui pût l'aider, pour en avoir des moyens, S. M. lui répondit que c'était une précaution inutile, qui déposait tout à fait contre l'Autriche, et qu'il devait bien savoir que l'Angleterre ne manquerait pas de leur envoyer des agents avec des offres de subsides lorsque la rupture aurait lieu, que c'était montrer d'avance des intentions qui mettaient de fait l'Autriche en état de guerre avec le continent et qui levaient tous les doutes qu'on aurait encore pu conserver sur le motif comme sur le but de ses armements, ainsi que sur la conduite de son cabinet et de ses agents depuis huit mois. M. de Schwartzenberg s'attacha à obtenir de S. M. quelques explications sur la nature et l'étendue des engagements de l'empereur avec la France, et affecta même de penser qu'ils ne l'obligeaient à prendre fait et cause et à agir que dans le cas où l'Autriche serait l'agresseur. Il s'attacha aussi en conséquence à prouver que sa cour ne l'était pas; mais l'empereur m'a fait l'honneur de me dire qu'il lui avait toujours tenu le langage ferme et positif des précédentes audiences sur les conséquences de la conduite de l'Autriche. S. M. lui dit qu'Elle seule était juge de ses engagements, qu'Elle les connaissait bien, qu'Elle seule encore pouvait apprécier la valeur de la parole qu'Elle avait donnée, et qu'on ne pouvait ignorer à Vienne qu'Elle était déterminée à la tenir. S. M. daigna m'ajouter:

«Je ne lui ai pas parlé de ce que l'empereur a dit à M. de Romantzoff, qu'il pourrait même prendre un engagement secret de ne point mettre de troupes françaises au delà du Rhin dans les Etats

de la Confédération: il faut garder cette assurance, la plus tranquillisante de toutes pour l'Europe, pour la fin de la négociation. Je me suis aussi gardé de lui laisser soupçonner que l'empereur Napoléon pensait que le cas actuel n'était pas celui prévu par notre alliance. Mon langage a été si positif, m'ajouta S. M., que M. de Schwartzenberg en parut un peu atterré et répéta plusieurs fois: «Dans ce cas, nous sommes perdus. Cependant, ajouta-t-il, V. M. ne pourrait employer plus de 40.000 hommes contre nous».—«Si vous en êtes là, répondit l'empereur, je vais pousser la loyauté jusqu'au bout». S. M. prit en même temps les situations de son armée et les lui fit lire, en ajoutant: «Vous voyez que j'ai quatre divisions sur le flanc de la Galicie, et une réserve de cavalerie: ces divisions sont les 7ᵉ, 9ᵉ, 10ᵉ et 18ᵉ: une autre entre Riga et Vilna peut les joindre et en faire la réserve. Tout cela ne touche pas à la garnison de Pétersbourg: il y avait quarante-six bataillons le jour que le roi de Prusse y a fait son entrée; je n'en ai rien retiré. Je ne comprends pas dans cette énumération la division chargée de la garde des côtes de la Baltique. Vous devez le savoir, M. l'ambassadeur, le prince Prozorowsky a sept divisions sur le Danube. Dans ma guerre contre la France et la Porte, alors forte de tous ses moyens, je n'ai opposé aux Turcs que deux divisions incomplètes et elles ont suffi; je puis donc agir même offensivement, si j'en laisse trois ou quatre. Calculez maintenant ce que je puis faire avec les trois divisions qui resteraient disponibles et qui menacent déjà votre Banat et votre Transylvanie. Faites donc vos réflexions; j'ai à ajouter aux miennes ce que vous savez, sans doute, aussi, c'est que tous mes cadres sont remplis. L'incorporation de la milice et le recrutement ont mis les corps plus qu'au complet. Dans leur organisation, une division, tout compris, est de 18.000 hommes: défalquez-en 3000, gens non armés pour les différents services et malades, il reste bien 15.000 soldats; faites ensuite l'addition des divisions et voyez le parti que vous voulez prendre». S. M. daigna m'ajouter: «Cette énumération, dont l'ambassadeur avait les preuves sous les yeux, a paru le frapper, et, quoique toutes ces paroles ne fussent que la répétition de ce que je lui avais dit dans

les autres audiences, il paraissait en concevoir des espérances plus réelles pour le maintien de la paix, répétant cependant qu'il craignait que cela n'arrivât trop tard. Par la tournure de la conversation et différentes choses qu'il m'a dites, il m'a paru, continua l'empereur, qu'il n'avait pas cru à l'offre ni à l'intention réelle de donner une garantie réciproque à l'Autriche, surtout de la part de l'empereur Napoléon, et que, dans cette opinion, il me regardait comme un instrument dont on se servait pour les endormir et gagner assez de temps pour être en mesure».

J'eus l'honneur de faire remarquer à S. M. qu'à cet égard, M. de Schwartzenberg devait cependant avoir d'autant moins de doute, que je lui avais aussi tenu le même langage; que je concluais donc de l'étonnement qu'il montrait, de l'espoir qu'il témoignait de s'entendre au moyen de ces propositions, comme de l'inquiétude qu'il ne cachait pas qu'il fût trop tard, que l'Autriche avait agi, en cela comme en tout, avec une inconcevable inconsidération sans calculer les conséquences du parti qu'elle prenait; que l'ambassadeur avait fait de même depuis son arrivée, et qu'il n'avait probablement réfléchi sur ce qui lui avait été proposé que depuis que les circonstances étaient devenues assez graves pour lui faire craindre les conséquences du dénouement. J'ajoutai que je croyais que c'était le bruit de la marche des divisions qui était répandu dans la ville qui opérait ce changement, mais que ces craintes même, comme les relations avec l'Angleterre, prouvaient que la cour de Vienne avait depuis longtemps adopté un plan dont l'exécution était fixée au 1er mars; qu'à en juger par le langage même de l'ambassadeur, la paix paraissait impossible, puisqu'on pouvait en conclure que les mesures hostiles étaient arrêtées avant son départ, et ne pouvaient plus être révoquées en doute depuis la mission de M. de Valmoden; que le langage de M. de Schwartzenberg me paraissait celui d'un homme qui veut gagner du temps et tâcher de paralyser les forces de la Russie; qu'il était prouvé que l'Autriche agissait pour l'Angleterre, que ses relations avec elle étaient si notoires que la guerre et la punition de l'Autriche devenaient presque un devoir pour les Alliés, quand même

l'Autriche changerait de système, puisque ses mauvaises intentions ne pouvaient être révoquées en doute.

L'empereur me dit que l'énumération de ses moyens disponibles ferait l'effet d'un *vésicatoire,* attirerait de ce côté une partie des forces, et aurait par conséquent pour V. M. l'avantage de forcer l'Autriche à détacher beaucoup de troupes en Transylvanie et en Galicie, ce qui donnerait à V. M. le temps de réunir ses moyens en cas de guerre. Je répondis à l'empereur que je désirais au contraire que les forces de l'Autriche se portassent sur nous, que V. M. en rendrait bon compte et qu'Elle souhaitait que l'Autriche disposât ses moyens de manière à ce que les troupes russes pussent trouver peu d'obstacles et avoir des succès marqués à leur début.

Quant aux articles de journaux sur les archiducs, S. M. répondit à M. de Schwartzenberg que, ces articles se rédigeant sur des on-dit, il ne fallait pas y ajouter plus d'importance qu'ils n'en méritaient.

S. M. finit cette conversation en me répétant qu'Elle pensait, par les dernières dépêches qu'Elle avait reçues de M. de Romantzoff, qu'on avait prévu ici ce qui avait été décidé à Paris, et que ce ministre, connaissant les intentions de V. M., ne retournerait sans doute pas à Paris, mais y enverrait le projet de note, pendant qu'il se hâterait d'arriver pour achever d'ici tout ce qu'il aurait concerté. L'empereur ajouta qu'il l'attendait sous huit jours, et que d'ici là on aurait sans doute une réponse quelconque au premier courrier de M. de Schwartzenberg, et par conséquent tous les renseignements pour agir avec connaissance de cause, que l'Autriche lui paraissait bien engagée, mais qu'il pensait, au ton de M. de Schwartzenberg, que, s'il en était encore temps, cette conversation pourrait changer les dispositions de sa cour.

219.

9 Mars 1809.

Le courrier expédié le 15 février par M. le comte de Champagny n'arriva que le 6 à une heure du matin. J'eus l'honneur de dîner le

lendemain chez Sa Majesté, que j'entretins des détails des affaires de Constantinople et de nouveau de la nécessité d'y agir avec vigueur et surtout de prendre avec la cour de Vienne le ton convenable pour obtenir satisfaction de l'internonce. Je pris cette occasion de prouver encore à S. M. la duplicité du cabinet autrichien et surtout sa connivence et ses relations avouées avec l'Angleterre; je m'attachai principalement à ce dernier objet.

L'empereur me répondit que la connivence de l'Autriche avec l'Angleterre ne lui paraissait plus douteuse, qu'il s'en était franchement expliqué avec M. de Schwartzenberg, qu'il ne tenait à l'espoir de ramener l'Autriche que parce qu'il attachait un grand prix à la tranquillité présente et à venir de l'Europe, qu'au reste, tout le monde était en mesure et que, dans une affaire de cette importance, il fallait mettre son amour-propre de côté pour épuiser tout ce que la modération peut employer, quand, par les précautions prises, il ne pouvait en résulter aucun inconvénient, les Autrichiens étant d'ailleurs à son avis plus fous que méchants et dangereux; qu'il fallait attendre le retour du comte de Romantzoff, qui lui donnerait sans doute beaucoup de détails sur les projets de l'Autriche, puisqu'il avait entretenu M. de Metternich souvent et, comme je le lui disais, encore la veille de son départ. J'appuyai fortement sur l'opinion énoncée par ce ministre dans sa dernière conférence avec M. de Champagny, qu'on ne pouvait prendre aucun parti avant d'avoir une réponse de Vienne, mais que rien ne serait retardé pour cette attente; que le comte de Romantzoff mandait d'ailleurs qu'il avait eu de longues conférences avec l'empereur Napoléon et qu'il fallait en connaître aussi l'objet pour prendre un parti définitif; que les mesures déjà prises avaient tout prévu; qu'il avait envoyé, comme nous en étions convenus, un de ses aides de camp au prince Prozorowsky avec l'ordre d'expédier à Constantinople un de ses officiers les plus fermes pour la démarche concertée avec moi; qu'on l'appuierait d'ailleurs des mouvements de l'armée; que M. Anstett avait aussi reçu des ordres pour demander satisfaction de la conduite de l'internonce et qu'il s'en était expliqué de même avec M. de Schwar-

tzenberg, d'où je conclus qu'en joignant à cela tout ce que S. M. savait par M. de Schwartzenberg, tout ce qu'Elle avait appris, et ce que je lui avais communiqué des discours de cet ambassadeur et de sa légation, les projets de l'Autriche ne pouvaient paraître douteux; que, l'opinion de M. de Romantzoff étant connue par ce que mandait M. de Champagny, il ne pouvait être difficile de se prononcer; que, la guerre me paraissant inévitable, il semblait nécessaire de s'entendre plus tôt que plus tard sur les moyens de la faire avec succès; que cela ne la déclarerait pas et donnerait plus d'assiette à la position de chacun et par conséquent plus de poids même aux négociations. S. M. me répéta toujours que je savais qu'Elle m'avait tenu parole, que ses troupes marchaient et qu'Elle était en mesure; enfin que nous avions prévu ici tout ce que V. M. avait pu désirer à Paris quand Elle avait reçu la nouvelle de l'admission des Anglais à Constantinople.

Je fis sentir de nouveau à S. M. que les nouvelles reçues de Vienne avaient bien changé la question depuis le premier avis de l'admission des Anglais à Constantinople, qu'alors on pouvait encore vouloir douter de la mauvaise foi de l'Autriche, mais qu'elle était devenue si notoire par ses relations avec l'Angleterre, que c'était presque s'humilier que de lui demander des explications sur des intentions que personne n'ignorait. J'ajoutai que je serais même tenté de croire que les Autrichiens étaient déjà entrés en Bavière, que je fondais cette opinion sur des confidences attribuées à M. de Schwartzenberg, que, dans cette supposition, il serait urgent de hâter la marche des troupes pour forcer l'Autriche à tourner aussi son attention de ce côté. Je parlai à S. M. de l'opinion où était M. de Binder, et qu'il énonçait hautement, que les moyens de la Russie seraient paralysés par l'opinion des généraux et des officiers qui, n'aimant pas l'Autriche, étaient cependant contraires à cette guerre (Ces propos de M. de Binder sont ce qui irrite le plus l'empereur contre lui et peut-être même contre sa cour). L'empereur me répondit:

«Je sais qu'il veut se faire des prosélytes, mais il perd son temps comme tous ceux qui bavardent. Quand le moment arrivera, tout en

frondant, on marchera, je vous en réponds, et tout ira bien. Sous peu de jours, tout cela se décidera par l'arrivée de Romantzoff et par celle d'un courrier de Vienne».

220.

Lettre à Napoléon.

12 Mars 1809.

Mes dépêches des 12 et 15 février auront prouvé à Votre Majesté que ses instructions étaient déjà remplies et que toutes les mesures qu'Elle me fait prescrire par son ministre étaient déjà prises à Pétersbourg, quand il me faisait l'honneur de m'écrire de Paris le 15.

La marche des troupes russes, l'ordre donné pour les magasins, quelques dispositions préparatoires faites dans les corps des gardes, plus encore le ton affirmatif avec lequel l'empereur parlait il y a quelques jours des mesures ridicules de l'Autriche, tout cela fait qu'on ne doute pas à Pétersbourg de la coopération de la Russie dans la guerre contre l'Autriche, qu'on regarde comme inévitable: il y a beaucoup de censeurs, mais point d'opposants. Le contenu des dépêches de M. Romantzoff n'a point transpiré; par ce que l'empereur m'a fait l'honneur de m'en rapporter, autant que par ce qui m'en est revenu et par d'autres lettres particulières, ce courrier a fait sensation: je me borne à rapporter le fait, car j'en ignore à peu près la cause. Comme je l'ai précédemment mandé à V. M., la coopération de la Russie était devenue pour moi presque une certitude; ce n'est plus qu'une espérance: je ne néglige rien pour qu'elle se réalise et j'ai, je crois, assez lié l'empereur, dont les intentions me paraissent toujours droites, pour croire encore au succès de cette négociation, mais, je ne dois pas le laisser ignorer à V. M., Elle a ouvert une porte que j'avais tenue fermée, en disant au comte de Romantzoff qu'Elle ne pensait pas que cette guerre fût une des circonstances ou un des cas prévus par le traité. Cela mit l'empereur d'autant plus à son aise avec moi, que, tout en gardant les

ménagements convenables pour son caractère et dus à sa loyauté, je m'étais attaché à la lettre du traité, en parlant toujours de la coopération comme d'une chose qui ne pouvait être douteuse, puisque les armements de l'Autriche, la mobilisation de son armée et ses relations avec l'Angleterre étaient postérieurs à la convention d'Erfurt et que toutes ses actions portaient d'ailleurs le cachet de l'Angleterre. Je n'ai point changé de langage, comme le verra V. M. par les trois rapports ci-joints des 2, 6 et 9 mars. On attend à chaque instant M. le comte de Romantzoff, qui était le 28 février à Kœnigsberg: je retarde depuis quatre jours l'expédition de ce courrier dans l'espoir d'avoir des détails plus positifs à transmettre à V. M., mais, comme il n'arrive pas, je le fais partir. Deux secrétaires du comte de Romantzoff arrivés avant-hier parlent de Paris d'une manière convenable, et surtout avec plaisir de toutes les distinctions comme des présents qu'y a reçus leur chef. L'opinion qu'il rapportera influera beaucoup sur celle de l'empereur, dont la confiance dans ce ministre est, on peut le dire, sans bornes dans ce moment. L'empereur est d'ailleurs le seul qui voie les affaires d'Autriche sous leur véritable point de vue et il s'étaiera avec plaisir de l'opinion du comte pour prendre un parti définitif. On commence à convenir assez de la duplicité de l'Autriche, de sa connivence avec l'Angleterre, mais, pour les anglomanes, ce n'est pas un tort, et, pour les autres, comme le comte de Soltykoff, gens faibles, qui ne veulent que gagner du temps, la conduite de l'Autriche n'est pas une raison de guerre, la France est trop puissante pour être inquiétée par les armements de la cour de Vienne, on aurait pu se dispenser d'en demander raison et attendre que le temps ait amené le désarmement: voilà l'opinion et le langage de ceux qui ne sont pas ouvertement contre la coopération de la Russie.

L'empereur me témoigne toujours la même bienveillance; les mêmes distinctions me sont accordées. Je m'arrange pour le voir ou le rencontrer chaque jour, depuis que les affaires politiques ont pris plus d'activité; M. de Schwartzenberg est toujours délaissé, je fais de mon mieux pour entretenir les bonnes dispositions qu'annonce toujours S. M. Les correspondances particulières, entre autres celle du comte de

Kotchoubey, qui était dans le meilleur esprit pendant que V. M. était en Espagne, cherchaient depuis deux courriers à donner la plus mauvaise couleur à tout ce qui se passe ou se prépare à Paris ou en France. Ce comte de Kotchoubey est un homme d'esprit, qui influe ici, que j'ai quitté avec de bonnes intentions et qu'il faut replacer dans une bonne ligne avant qu'il parte.

Rien ne finit en Finlande; l'empereur y a envoyé le ministre de la guerre. Cette attente sans résultat, qui est la même sur tous les points, fait un mauvais effet; mais on sait que l'empereur est opiniâtre, on ne doute donc pas qu'il ne tienne au parti qu'il a pris. Si les affaires de Suède réussissent, tout ira bien cet été, parce que, n'ayant rien à craindre de la part des Anglais dans la Baltique et point de révolte à appréhender en Finlande, les coups se porteront trop loin d'ici pour faire une grande sensation sur la Cour ou la Ville; sans cela, la position sera embarrassante.

Le séjour de M. Lajard à Tiflis fait un mauvais effet: on veut que ce soient des officiers français qui aient dirigé la défaite des Persans à Erivan; on revient là-dessus.

Si V. M., en cas de guerre, veut tirer parti des troupes russes, il faut qu'une grande armée russe agisse et que l'empereur y aille en personne, accompagné de l'ambassadeur de V. M., ou que, divisés en deux corps, les Russes agissent avec des Français; mais il ne faut pas penser à cette réunion sur le territoire russe: cela effaroucherait trop. Le prince Galitzine *), dont il s'agit pour le commandement des quatre divisions, est un homme âgé et un des médiocres généraux du règne de Catherine II.

On parle beaucoup dans le public d'un projet d'établissement à Moscou pour la grande-duchesse Catherine et le prince d'Oldenbourg, qu'on ferait gouverneur de cette ville. C'est Madame la grande-duchesse qui y prépare les esprits; elle mène l'impératrice mère, elle n'est pas sans crédit sur l'empereur, et elle conduit son frère Constantin: elle

---

*) Serge Théodorowitch, 1748—1810.

est l'oracle de la famille et presque du public. Je désire me tromper, mais sa conduite, ses relations suivies avec les généraux et tous les hommes employés, autant que son caractère et ce qu'elle en laisse percer depuis quatre mois, annoncent une de ces femmes hardies qui préparent de loin de grands événements dont on ne cherche pas loin les exemples dans l'histoire de Russie. Son nom se rattache à tant de souvenirs chers aux Russes, qu'il n'en faut pas tant pour tourner des têtes enthousiastes du gouvernement des femmes et de la nouveauté. L'empereur est prévenu, mais il n'est pas sûr qu'il partage encore la défiance que cette conduite de la grande-duchesse inspire à quelques-uns de ses serviteurs. Les propos, les menées ne lui ont cependant pas échappé jusqu'à un certain point. Sans doute, il y aurait beaucoup d'obstacles à ce qu'une grande-duchesse pût monter sur le trône; mais, le premier de tous, le grand-duc Constantin, n'en serait pas un si on attentait à la vie de l'empereur, car son caractère lui ferait sans doute préférer la vie insignifiante qu'il mène, et je ne suis pas éloigné de croire que sa sœur aurait en lui, comme l'empereur l'a maintenant, le plus fidèle de ses sujets. Quant aux deux autres grands-ducs, leur âge les met dans une dépendance où on saurait les maintenir plus tard, et l'exemple de leur père prouve avec quelle sécurité les femmes peuvent usurper et régner, et qu'il n'y a point de lois, point d'usage, point de préjugé en Russie qui prévalent contre elles.

La déclaration du roi d'Angleterre sur les dernières négociations est presque publique depuis deux jours et donne matière aux gens qui ont toujours censuré la reconnaissance des affaires d'Espagne, mais cette censure du public n'attache que plus l'empereur au parti qu'il a pris et garantit à V. M. un accord plus complet dans toutes les mesures que les circonstances peuvent exiger.

V. M. recevra incessamment un autre courrier qui lui confirmera, je crois, toutes les espérances que je lui donne.

221.

Lettre à Champagny.

12 Mars 1809.

Le courrier Fortier m'a remis le 6 à une heure du matin les dépêches de Votre Excellence du 15 février. Elle aura vu, par les lettres que j'ai eu l'honneur de lui écrire précédemment, que j'avais été assez heureux pour prévoir les intentions de l'empereur et pour faire adopter dès le 12 toutes les mesures que V. E. m'ordonnait le 15. Je me borne donc à lui rendre compte de la conduite que j'ai tenue depuis mes dernières dépêches. J'ai fait suivre aux ministres de la Confédération la ligne que me trace V. E.; ils ont tenu un langage conciliant et se sont attachés à prouver, soit aux agents de l'Autriche, soit au public, que cette puissance, en état d'hostilité réelle contre ses voisins, ne pouvait agir que pour des intérêts tout à fait étrangers au continent et même à son indépendance, puisque la France, de même que la Russie, lui offrait toutes les garanties qu'elle pourrait espérer. Ce langage a produit un assez bon effet et a un peu détruit toutes les assertions de la mission autrichienne, qui, depuis que les événements deviennent plus graves, ne cherche plus qu'à donner la couleur qui lui convient à ses mesures militaires, et s'attache principalement à présenter les mouvements de précaution des troupes françaises comme la première et la véritable agression. De ma personne, je me suis tenu dans une grande réserve. L'ambassadeur d'Autriche paraît en observer une semblable; il n'a cependant pas dissimulé, depuis sa dernière conversation avec l'empereur, qu'il croyait le moment favorable pour agir: il dit même en être convenu avec l'empereur. Il ne dénie pas trop, m'a-t-on encore assuré, les relations de l'Autriche avec l'Angleterre: «Nous nous sommes tournés vers elle, a-t-il dit à quelqu'un, parce que c'est la seule puissance intacte; la France en a fait autant envers la Russie, parce qu'elle en avait besoin: pourquoi nous demanderait-on

donc compte de nos liaisons avec l'Angleterre, quand nous ne demandons pas à la France compte des siennes avec la Russie»? J'ai porté ces détails, comme tous ceux que j'ai pu me procurer sur les liaisons de l'Autriche avec l'Angleterre et sur sa conduite à Constantinople, à la connaissance de l'empereur, qui est toujours dans les meilleures dispositions, comme V. E. le verra par les détails que je vais lui donner sur différentes audiences que S. M. m'a accordées depuis le 1er de ce mois. Cependant je crois avoir remarqué moins d'empressement pour la coopération réelle de la Russie, depuis l'arrivée du courrier expédié le 11 février par M. le comte de Romantzoff. Je fonde surtout cette opinion sur ce que S. M. m'a fait l'honneur de me répéter plusieurs fois, que l'empereur Napoléon avait dit à M. de Romantzoff qu'il ne regardait pas le cas de la guerre actuelle comme un de ceux prévus par l'alliance. Mon langage avait été tout différent, comme V. E. a pu en juger par mes dépêches, et je ne pouvais, d'après toutes mes conférences, douter de cette coopération avant que l'empereur n'eût reçu ces dernières nouvelles. Je dois cependant observer que l'empereur, en répondant, dans une de ses conversations avec moi, à une réflexion que je faisais sur la coopération de ses troupes, que je parais toujours regarder comme une chose hors de doute, m'a encore dit: «Rien ne sera retardé. L'empereur éprouvera en toute circonstance combien j'agis franchement». Autant que je le puis, je ramène souvent la conversation sur le chapitre de la coopération de la Russie, en ayant l'air de ne pas élever le moindre doute à cet égard pour constater par là les assurances que l'empereur m'a précédemment données.

Je passe au détail de mes conversations.

Le premier jour de l'arrivée du courrier de M. de Romantzoff, S. M., en me rapportant ce que ce ministre lui mandait de ses dernières conférences avec l'empereur Napoléon, et notamment la phrase que j'ai rapportée plus haut, que le cas de la guerre actuelle n'était pas un de ceux prévus par l'alliance, ajouta que, comme ce qui avait été fait ici répondait d'avance à ce que désirait l'empereur, le comte de Romantzoff ne retournerait probablement pas à Paris, et se bornerait

à transmettre, soit directement à l'empereur, soit par l'intermédiaire du prince Kourakine, le projet de note à présenter à Vienne.

Je répondis que, si l'empereur avait dit au comte de Romantzoff ce que S. M. me faisait l'honneur de me rapporter, c'était parce qu'il aimait mieux devoir l'assistance qu'il en attendait à sa loyauté et à son amitié qu'aux stipulations d'un traité, lesquelles étaient trop positives pour qu'on pût à cet égard élever le moindre doute. L'empereur ne combattit pas cette opinion.

S. M. m'ayant dit ensuite qu'Elle accorderait le lendemain une nouvelle audience au prince de Schwartzenberg, je la pressai de faire expliquer cet ambassadeur et je m'attachai à lui fournir tous les arguments possibles contre l'Autriche. Je récapitulai tout ce qui s'était passé depuis huit mois; je fis remarquer à S. M. que les projets hostiles de l'Autriche étaient avérés, autant par les aveux indirects de la légation autrichienne, que par la mission de M. de Valmoden à Londres et la conduite de l'internonce. J'appuyai surtout sur la différence de la conduite de l'Autriche et des cours alliées depuis Erfurt: j'observai que la première n'avait cessé d'accroître ses armements déjà menaçants, tandis que la France retirait la plus grande partie de ses troupes au delà du Rhin et que la Russie tenait le langage de la confiance et de la conciliation.

Le 5, S. M. me fit appeler et daigna me donner tous les détails de la conversation avec M. de Schwartzenberg.

Cet ambassadeur commença par parler des inquiétudes que causaient à Vienne le rassemblement et la marche des troupes françaises et de celles de la Confédération. Tout ce qu'il dit tendait à faire regarder ces mesures comme hostiles, et à prouver par conséquent que le gouvernement qui les ordonnait était l'agresseur. Il y joignit tous les lieux communs des précédentes conversations, les craintes sur la part que la Russie prendrait à la guerre, ses regrets qu'elle fût devenue presque inévitable, etc.

L'empereur lui répondit par l'exposé des armements progressifs de l'Autriche depuis l'été dernier. Il lui opposa la mise sur le pied de

paix des forces de la Confédération, ordonnée à Erfurt, en même temps que les troupes françaises évacuaient la Silésie et une grande partie de l'Allemagne, et en conclut que les mouvements dont on se plaignait maintenant n'étaient que la conséquence naturelle de ceux de l'Autriche. Il ajouta que l'agression ne consistait pas dans tel ou tel mouvement de troupes, mais dans ce qui y avait donné lieu.

M. de Schwartzenberg ayant parlé de l'entrevue d'Erfurt et de l'inquiétude qu'elle avait dû donner au cabinet de Vienne, qui ignorait absolument ce qui s'y passait, l'empereur lui répondit en rappelant les assurances réitérées que cette cour avait reçues de lui avant Erfurt et même depuis, et répéta plusieurs fois le peu de confiance qu'elle lui avait témoigné.

Le 7, j'eus l'honneur de dîner à la Cour. Je lus à S. M. les lettres de Constantinople dont V. E. m'a adressé les copies; j'en pris occasion de lui faire sentir de nouveau la nécessité de parler à la Porte avec fermeté et d'obtenir de l'Autriche satisfaction de la conduite de l'internonce. S. M. m'assura que M. Anstett avait reçu à cet égard les ordres qu'Elle m'avait promis de lui transmettre, et que, quant aux Turcs, je savais qu'Elle avait envoyé un de ses aides de camp au prince Prozorowsky pour lui ordonner d'envoyer un officier à Constantinople faire la déclaration dont nous étions convenus. Je pressai de nouveau S. M. de prendre un parti définitif à l'égard de l'Autriche, renouvelant tous les arguments que j'avais déjà employés pour lui prouver que ses vues étaient réellement hostiles, et m'appuyant pour cela de l'opinion que le comte de Romantzoff avait émise dans sa dernière conférence avec V. E., après celle qu'il avait eue avec M. de Metternich. L'empereur ne mit pas en doute les intentions de l'Autriche, mais il me dit que, quand on était en mesure et qu'on avait pris toutes les précautions nécessaires, il fallait porter dans une affaire de cette importance toute la modération possible et laisser l'amour-propre de côté. S. M. ajouta qu'Elle attendait d'ailleurs le comte de Romantzoff sous huit jours, que ce ministre avait eu avec l'empereur Napoléon de longues conférences dont il fallait connaître

l'objet, qu'en même temps il arriverait sans doute une réponse de Vienne au premier courrier de M. de Schwartzenberg, et que l'on pourrait avec une entière connaissance de cause prendre un parti définitif.

Je citai ensuite à S. M. ce que j'avais appris des confidences attribuées à M. de Schwartzenberg, d'où il résulterait que les Autrichiens seraient déjà entrés en Bavière, faisant sentir dans ce cas la nécessité de hâter la marche des troupes russes. Je lui répétai aussi plusieurs propos du baron de Binder, qui prétend que les moyens de la Russie seront paralysés par l'opinion des généraux et des officiers, qui, quoiqu'ils n'aiment pas l'Autriche, n'approuvent pas cette guerre. Je sais que ce sont ces propos qui irritent le plus l'empereur contre le baron de Binder, et peut-être même contre sa cour. S.M. me répondit: «Il veut se faire des prosélytes, mais il perd son temps; quand le moment sera arrivé, on marchera, je vous en réponds, et tout ira bien».

Comme je l'ai mandé à V. E., les troupes sont déjà en mouvement pour se réunir; le prince Galitzine, désigné, mais non encore nommé, pour les commander à la place du général Gortchakoff, a reçu ordre de se rendre ici de Moscou, où il se trouve maintenant.

Il ne me reste plus qu'à rendre compte à V. E. d'une conversation de M. de Binder avec le ministre de Bavière; c'est la substance de tout ce qu'il a dit à d'autres membres du Corps diplomatique, avec plus ou moins de détails, et en général le fond de sa conversation avec les Russes.

M. de Bray lui représentant combien la garantie offerte par la France et la Russie était propre à calmer les inquiétudes de l'Autriche et à la faire renoncer aux mesures extrêmes qu'elle avait prises depuis quelque temps, M. de Binder lui répondit que sa cour voulait la paix, mais une paix solide et honorable, que l'attitude prise par la France menaçait non seulement l'indépendance de l'Autriche, mais celle de tous les autres états de l'Europe, que ceux qui en avaient encore les moyens devaient les employer à repousser les progrès d'un système qui tendait à tout asservir, que l'Autriche, après avoir donné à ses forces le développement qu'on leur voyait, aurait sans doute fait

d'inutiles sacrifices si elle désarmait sans avoir obtenu autre chose que des garanties vagues sur lesquelles on ne pouvait jamais se reposer, que ce ne serait qu'en faisant cesser tous les motifs d'inquiétude que la France donnait à l'Autriche que l'on pourrait convaincre cette dernière qu'on n'en voulait ni à sa sûreté, ni à son existence.

A ces engagements le ministre de Bavière opposa ce qui s'était passé à Erfurt, l'invitation faite par l'empereur Napoléon aux princes de la Confédération de désarmer, l'évacuation de l'Allemagne par une grande partie des troupes françaises; il lui fit remarquer la conduite contraire tenue par l'Autriche, qui, depuis cette époque, n'avait cessé d'augmenter ses armements et avait enfin forcé la France à lever une double conscription, mesure dont elle avait déclaré franchement le motif. Il ajouta enfin que, si l'Autriche reconnaissait qu'il y eût du danger à avoir la France pour ennemie, surtout quand elle était alliée à la Russie, il était inconcevable qu'on rendît en quelque sorte un éclat inévitable.

«Il y a, répondit le baron de Binder, des positions si pénibles, que l'on ne peut en sortir que par de grands efforts. Mon gouvernement connaît très bien les vrais sentiments de l'empereur Napoléon à son égard; il ne fonde ses justes appréhensions ni sur des articles de gazettes, ni sur les propos menaçants de plusieurs agents français, mais sur des communications officielles et directes. Quant à la Russie, nous croyons que l'empereur Alexandre désire la paix: quand on a déjà quatre guerres sur les bras, on ne doit avoir nulle envie d'en commencer une cinquième; mais nous ne trouvons point, dans les sentiments de ce souverain, une garantie suffisante. Au reste, nous ne désirons point la guerre, nous espérons qu'on nous donnera des explications dont nous avons besoin; nous nous sommes mis en garde contre toute surprise, nous sommes prêts, mais nous ne voulons point attaquer. Il est possible que l'empereur Napoléon, pour se retirer honorablement de son expédition d'Espagne, désire attirer les yeux sur un autre point».

Le chevalier de Bray ne manqua pas de faire sentir au baron la singularité de cette idée: «Si l'affaire d'Espagne était embarrassante,

lui dit-il, ce serait une étrange manière de s'en tirer que de s'en mettre une bien plus sérieuse sur les bras. Ne serait-il pas plus vraisemblable que l'Autriche ne s'est décidée aux mesures extrêmes qu'elle a prises que dans l'espoir que l'affaire d'Espagne donnerait assez de besogne à la France? Mais le moment est venu de reconnaître l'erreur de cette espérance». Le ministre de Bavière fit ensuite l'énumération des chances que l'Autriche allait courir, et parla de cette singulière fatalité qui disposait les choses de manière à réaliser tous les projets qu'on avait souvent bien gratuitement supposés à la France.

Le baron de Binder répéta qu'il était impossible de rester comme on était, que la guerre n'était pas toujours le plus grand des maux, qu'une paix sans indépendance et sans sûreté était indigne d'une nation qui avait encore des forces, qu'il fallait de toute nécessité quelque chose de plus positif que des promesses et des assurances vagues.

Le ministre de Prusse m'a dit qu'il était chargé par le roi de m'informer que S. M. avait fait faire, par son ministre à Vienne, une déclaration qui ne pouvait laisser à l'Autriche aucun doute sur ses intentions, que cette déclaration était absolument conforme à ce que S. M. avait dit Elle-même à Pétersbourg, et au langage qu'Elle avait tenu à M. de Schwartzenberg.

M. de Schladen m'a aussi informé qu'il était chargé par le roi de me prier de faire connaître à ma cour les difficultés qui s'étaient élevées pour conclure l'emprunt que la Prusse projetait de faire en Hollande avec l'agrément de la France, qui, d'après ce que m'a dit M. de Schladen, avait promis son intervention pour le faciliter. Le conseiller prussien chargé de négocier cet emprunt à Amsterdam, qui s'était adressé à M. de La Rochefoucauld pour demander ses bons offices, mande que cet ambassadeur lui a donné à entendre qu'une garantie de l'empereur Napoléon en faveur de la Prusse serait contraire à sa dignité et à ses intérêts, qu'il ne convenait même nullement à la France de garantir l'existence de cette puissance, qui devait dépendre de la régularité qu'elle mettrait à acquitter ses obligations pécuniaires dans toute leur étendue. La cour de Prusse représente que, si on ne lui

donne pas les moyens de faire cet emprunt, elle se trouvera dans l'impossibilité de satisfaire à ses engagements avec la France. Le ministre de Prusse m'a ensuite ajouté que l'empereur Alexandre devait aussi intercéder dans cette circonstance en faveur de la Prusse, et que c'était le motif de la communication qu'il était chargé de me faire, le roi tenant à ce que l'empereur Napoléon n'ignorât aucune de ses démarches.

L'empereur m'a parlé en général des affaires de la Prusse et paraît y mettre toujours le même intérêt.

Le mariage de la grande-duchesse Catherine avec le prince d'Oldenbourg est, à ce qu'on assure, fixé aux fêtes de Pâques. Il est d'usage dans ces occasions que les ambassadeurs donnent une fête dans le genre de celle que j'ai donnée le 27 janvier: comme cette fête est très coûteuse, je prie V. E. de vouloir bien m'informer quelles sont à cet égard les intentions de Sa Majesté.

Rapports à Napoléon.

222.

17 Mars 1809.

Le comte de Romantzoff arriva le 15 et passa huit heures le lendemain matin chez l'empereur. Je le vis le soir. Sa conversation fut dans un bon esprit: il ne tarit pas sur sa reconnaissance pour les bontés de Votre Majesté, sur l'accueil fait à lui et aux Russes en général, sur la France, sur Paris, sur tout ce que cette ville offre de merveilleux, d'étonnant, d'instructif: il entra dans les plus petits détails sur la vie qu'il menait, sur les fêtes, et surtout sur les audiences que V. M. daignait lui accorder. Nous causâmes beaucoup de l'Autriche: je trouvai le comte aussi désireux que l'empereur de conserver la paix, par les mêmes causes d'inquiétude sur les résultats et les conséquences de la guerre, sondant par conséquent le terrain pour tâcher de ne pas

s'en mêler. J'affectai de ne pas m'en apercevoir et de regarder la coopération comme sûre; j'appuyai, comme avec l'empereur, sur la conduite de l'Autriche, plus hostile encore par ses liaisons avec l'Angleterre et les insurgés d'Espagne, et ses menées à Constantinople, qui étaient le résultat de ces liaisons, que par ses armements, enfin sur la conséquence de tout cela, qui empêchait V. M. d'employer ses troupes à des expéditions maritimes, qui, menaçant la prospérité de l'Angleterre, son commerce et ses colonies, pouvaient seules la forcer à la paix et servir par conséquent la cause commune, celle de la Russie surtout, qui sentait plus que tout autre le besoin de la paix.

Je lui représentai l'Autriche comme plus ennemie de la Russie et du continent que l'Angleterre, puisque non seulement elle en troublait la tranquillité, mais qu'elle empêchait même la paix générale de se conclure, pour un intérêt tout à fait étranger, pour satisfaire la passion aveugle de quelques étourdis et de quelques fous, tandis que l'Angleterre agissait pour un intérêt direct et personnel.

Les réponses du comte de Romantzoff, le ton de sa conversation, tout fut bon: il abonda dans mon sens, me dit qu'il avait répondu à V. M., qu'il lui signerait quand Elle le voudrait, que l'Autriche entravait tout, empêchait par ses ridicules armements qu'on mît à exécution les seules mesures qui puissent amener la paix générale. Il me semble tenir encore fortement, comme l'empereur, à l'idée de s'expliquer et de s'entendre, mais moins espérer que ce prince qu'il soit encore temps; il m'a même paru penser que l'Autriche avait déjà pris son parti et m'a cité à cet égard un mot de M. de Metternich: *Je crains vos 25 jours de poste.* Je profitai de cela pour en conclure que le moment de décider ce qu'on ferait de part et d'autre était venu; je n'appuyai pas davantage sur ce point, me réservant d'y revenir le lendemain après avoir causé avec l'empereur, que j'espérais voir. En effet, S. M. daigna m'inviter à dîner et faire écrire au comte de Romantzoff par le comte Tolstoï, qui me l'a dit: «Je crois vous faire plaisir en vous faisant dire de venir dîner aujourd'hui avec l'ambassadeur de France».

Le comte ne cessa de parler de Paris, soit dans le salon avant le dîner, soit pendant le dîner. Il parla aussi beaucoup de la Malmaison, de l'impératrice, de sa grâce, de la reine de Hollande, de son amabilité, de sa bonté, de la beauté de la princesse Pauline, de la grande et noble représentation de la Cour. Il parla ensuite des ministres, cita l'esprit de Fouché, l'amabilité, le génie de M. le prince de Bénévent, l'agrément de sa société, etc. Il ne tarit pas en éloges sur tout, répéta plusieurs fois: «C'est à Paris que doivent aller tous ceux qui veulent apprendre quelque chose en quelque genre que ce soit». Il cita le comte de Kotchoubey comme un des russes qui s'occupait le plus et qui rapporterait de son voyage le plus de choses utiles au service de l'empereur. S. M. répéta plusieurs fois: «Kotchoubey et Wolkonsky m'ont promis de s'occuper, de se servir, notamment le premier, de tout son esprit et de ses moyens pour bien voir; j'espère qu'il me tiendra parole». Le comte de Romantzoff parla de la belle maison qu'il occupait et que le prince Kourakine lui enviait parce qu'il ne pouvait donner ni grandes fêtes, ni grands dîners dans la sienne. L'empereur ramenait continuellement la conversation sur Paris: le comte la soutenait, en homme qui pénétrait l'intention obligeante de son maître; l'impératrice s'en mêla plusieurs fois.

Après le dîner, l'empereur daigna m'appeler dans son cabinet, et me lire la lettre qu'il avait reçue de V. M. sur M. de Romantzoff et sur les affaires politiques. L'empereur ajouta:

«Je suis fort content de Romantzoff, et doublement, parce qu'il a été, j'espère, apprécié par l'empereur, et qu'il a pu le convaincre combien il devait avoir confiance en moi et combien lui et moi tenons à l'alliance qui m'unit à la France. Vous savez ce que je vous ai souvent dit: le temps prouvera à l'empereur combien je suis loyal. Dans le commencement, il se défiait de moi, peut-être encore il n'y a pas longtemps; mais je pense qu'il rend maintenant tout à fait justice à ma loyauté. Je n'ai rien à vous dire sur ce qui s'est passé dans les conférences avec l'empereur Napoléon; Romantzoff lui a tenu le même langage que moi à son ambassadeur.

«L'empereur lui a parlé clairement; il sent que, pour lui-même, il n'y a pas d'inconvénient, qu'il y a même de l'avantage à retarder un peu le dénouement, si la guerre doit en être le résultat, parce que vous serez plus en mesure. L'empereur a ouvert la carrière à beaucoup de projets pour le cas où l'Autriche serait soumise, et dans les deux hypothèses, que nous prenions ou que nous ne prenions pas part à la guerre. L'empereur n'a rien fait dire à M. de Metternich; une fois, M. de Champagny lui a tenu un langage vague. Romantzoff a plusieurs fois causé avec cet ambassadeur, et comme l'empereur Napoléon le désirait; ses réponses ne l'ont point satisfait: c'est à peu près le langage de M. de Schwartzenberg. Je verrai cet ambassadeur demain: il m'a demandé une audience, probablement à cause du courrier qu'il a reçu il y a deux jours».

Je répétai à S. M. ce que j'avais dit la veille au comte de Romantzoff, ajoutant que je savais que les dépêches de Vienne étaient du 4 mars, par conséquent une réponse à la première audience que S. M. avait accordée à M. de Schwartzenberg, que cette réponse devait donc être assez positive pour que l'explication fût décisive, que l'empereur avait, par M. de Romantzoff, la preuve de tout ce que j'avais eu l'honneur de lui dire sur M. de Metternich. Je dis encore à S. M. que le ton de l'Autriche n'avait haussé que depuis qu'elle avait pris la modération des alliés pour de la faiblesse; je montrai à S. M. une dépêche de Munich au ministre de Bavière, que j'avais demandée à celui-ci parce qu'elle prouvait la modération de V. M. et contenait des détails sur la conduite des agents russes dans les cours. Je pris de là mon texte pour représenter que le ridicule langage de M. Tolstoï et autres n'avait sûrement pas peu contribué à faire illusion à l'Autriche sur les intentions de la Russie, qu'un langage plus ferme et le silence imposé aux inconséquents auraient évité il y a quatre mois les embarras actuels et la guerre qui se préparait. Je parlai de nouveau de la déclaration du roi d'Angleterre, qui ne laissait point de doutes sur ses liaisons secrètes avec l'Autriche; je récapitulai encore tous les faits, toutes les conjectures qu'on pouvait en tirer: je parlai

des grandes réunions de troupes en Bohême et sur l'Inn, enfin de tout ce qui se passait, pour convaincre S. M. qu'il était temps de prendre un parti pour l'état de guerre où on pouvait être d'un moment à l'autre, qu'il était même instant pour V. M. de savoir par où agiraient les troupes russes et en quel nombre, enfin si elles entreraient en Transylvanie et en Galicie aussitôt qu'on aurait la nouvelle des hostilités. Je lui fis sentir que les opérations de V. M., la grande direction militaire, dépendraient nécessairement du concert et du nombre comme de la disposition des moyens que la Russie emploierait, que l'état d'hostilité de l'Autriche constaté depuis si longtemps ne pouvait plus laisser de doute sur les intentions de cette puissance, dont le but, MM. de Schwartzenberg et de Binder ne s'en cachaient pas depuis quelques jours, était de paralyser au moins jusqu'au mois de mai les moyens de la Russie, pour pouvoir porter pendant ce temps quelque grand coup en Allemagne.

«Quelle opinion aura-t-on dans le monde de l'alliance des deux plus grands potentats, ajoutai-je, si son premier résultat est de laisser l'Angleterre donner des ordres à Constantinople et dominer impunément la cour de Vienne, et cette cour envahir la Saxe, avant que les alliés aient fait un mouvement»? Je peignis à S. M. les immenses rassemblements faits en Bohême, la présence de l'archiduc Charles à cette armée, comme devant avoir ce résultat. J'eus encore l'honneur de représenter à S. M. que se préparer à la guerre, en prévoir le cas et donner en conséquence des assurances à ses alliés et des ordres à ses généraux n'était pas la provoquer, qu'au reste, je réclamais ces assurances de la loyauté de S. M., dont l'empereur, mon maître, voulait tout tenir; que, quant aux ordres à donner aux troupes pour agir, je n'insistais que dans le cas où M. de Schwartzenberg ne porterait pas le lendemain des paroles positives de paix; que je n'avais pas encore tenu un langage aussi positif à S. M. parce que, celui de mon maître étant pacifique, j'avais cru devoir respecter ses intentions et attendre d'ailleurs l'arrivée du comte de Romantzoff, pour que S. M. eût par lui la preuve de l'esprit peu conciliant qu'annonçait M. de Metternich

et par conséquent des intentions hostiles de sa cour. «Mais, ajoutai-je, les événements vont plus vite à Vienne et en Allemagne que les courriers de Paris. Je réclame donc pour mon maître l'assistance de son allié dans une guerre inévitable, pour repousser la plus injuste comme la plus folle des agressions».

L'empereur me répondit en substance qu'il avait eu aussi des nouvelles de Vienne; que le retour de V. M., la marche des troupes françaises, son langage avec M. de Schwartzenberg y avaient fait une grande impression, qu'on y emballait, qu'on y avait peur, et que, si ces nouvelles et ce premier courrier avaient produit cet effet, les deux qui l'avaient suivi devaient en faire un bien plus grand; qu'on lui parlait aussi des mouvements des convois d'artillerie, mais que toutes les mesures des Autrichiens étaient moins avancées que cette cour ne l'avait cru, qu'elle se trouvait déjà en mécompte de 100.000 hommes.

J'eus l'honneur de répondre à S. M. que c'était une raison de plus pour intimider cette puissance et la ramener à ses véritables intérêts et à la paix par la peur, puisqu'on ne l'avait pas par la raison. S. M. reprit:

«Je veux encore croire que la paix est possible. L'offre de la garantie réciproque, que M. de Schwartzenberg regardait peut-être au commencement comme un appât de dupe, l'a cependant frappé quand je lui ai dit que le comte de Romantzoff était chargé de la présenter comme une garantie, de la part de l'empereur Napoléon, de son désir sincère de maintenir la paix: si cela la conserve, tant mieux; sinon, je prends mon parti et l'empereur peut compter sur moi. J'ai cependant un embarras à cause du nombre de guerres que j'ai à soutenir: cet embarras est celui des finances; si, d'une manière ou d'une autre, l'empereur peut m'aider ou plutôt me faire aider, alors les choses n'en iront que mieux. Mon armée est considérablement augmentée depuis 1805; elle est en bon état, complète, bien disposée, mais vous savez à quel état l'interruption du commerce a réduit notre change: il faut donc m'aider par quelques moyens. Quant aux troupes, comptez sur moi, si on ne peut maintenir la paix. Demain, je verrai l'ambassadeur d'Autriche: le lendemain ou le surlendemain, je vous dirai ce que

j'aurai appris; je ferai sur tout cela, comme sur ce que nous pouvons faire, une expédition pour Kourakine. Au reste, quoique je sois content de lui, tout passera par vous, plusieurs choses même par vous seul, car il y en a que vous comprendrez mieux que lui; d'ailleurs, je ne veux rien changer à mes relations avec vous».

223.

20 Mars 1809.

Le 19, j'eus l'honneur d'accompagner l'empereur à la parade, et d'avoir après une audience de S. M. Elle voulut bien me donner les détails suivants sur la conférence qu'Elle avait eue avec M. de Schwartzenberg.

«Il commença, me dit S. M., par me dire qu'il avait reçu un courrier de Vienne qui avait rencontré près de Lublin le dernier qu'il avait expédié et celui qu'il regardait comme le plus important. Il ajouta qu'il espérait donc avoir sous peu de jours des réponses à cette dépêche, ce courrier étant le meilleur de tous. Il me répéta ensuite tous les lieux communs des inquiétudes de l'Autriche, de ses mesures purement défensives et eut l'air de me montrer purement de confiance une immense dépêche de M. de Stadion. Je n'ai pas été la dupe de cette marque de confiance: on voyait que c'était arrangé pour m'être montré. Elle est tout à fait dans le genre allemand; on y prend les choses de si loin, que je lui ai demandé si elle datait du déluge. «Y a-t-il, lui ai-je ajouté, des choses que vous vouliez sauter et qui ne soient que pour vous seul? Dans ce cas, j'écouterai; sans cela, j'aurai plutôt lu moi-même». Il me donna la dépêche. C'est un long fatras de plaintes contre vous, de détails sur votre ambition, sur votre politique, sur votre conduite envers l'Espagne. L'empereur sait tout ce qu'on peut dire à cet égard; tout tend à prouver que l'Autriche ne voulait que se défendre parce qu'elle était sûre d'être vouée au même sort que l'Espagne quand les affaires de la presqu'île seraient finies. Dans la conversation, qui

fut fort animée, continua l'empereur, M. de Schwartzenberg ne ménagea pas la politique de l'empereur Napoléon; il en vint même à me citer différentes choses sur lesquelles il prétendait que votre cour n'avait pas tenu ses engagements envers moi. Il parla aussi des conséquences qui résulteraient pour moi-même, non pas de la ruine, mais même de l'humiliation de l'Autriche. «Quant aux engagements pris et tenus ou non avec moi, j'en suis seul juge, lui ai-je répliqué vivement, me dit S. M.; cela ne regarde que moi. Pour le reste, je vous l'ai dit le premier jour, je vous le répète toujours, je vous regarde comme les agresseurs; je vous ai prévenus depuis longtemps que j'avais des engagements et je les tiendrai».

«La dépêche de M. de Stadion, continua S. M., est toute à la guerre, hors la dernière phrase. J'en ai pris occasion de dire à M. de Schwartzenberg que leur condamnation était autant dans cette dépêche que dans leurs armements et leur conduite. Cette lettre m'a échauffé, et cette conférence a été la plus vive que j'aie eue: cela a été chaud un moment, et je vous assure que l'ambassadeur en était atterré. Cette dépêche relate à leur manière la progression de leurs armements. «Cet exposé est faux, ai-je dit à l'ambassadeur: vous m'avouerez qu'à moins de croire que j'étais alors au Japon, j'ai pu savoir par mes rapports ce qui se passait. Je connais donc les faits mieux que M. de Stadion ne les établit». J'ai répété, continua l'empereur, tout ce qu'on peut dire depuis Erfurt sur l'évacuation de la Silésie et du grand-duché de Varsovie par vos troupes, qui, quoi qu'on en puisse dire à Vienne, n'ont pas menacé l'Autriche en passant les Pyrénées. M. de Stadion prétend, comme si nous ne savions pas le contraire, que l'Autriche n'a mobilisé ses troupes et fait quelques dispositions défensives que depuis qu'elle a appris la marche d'Oudinot et les ordres donnés aux divisions qui allaient à Brest et qui étaient à Mâcon. Ils appuient même leurs dernières mesures sur une conversation que M. de Romantzoff a eue avec M. de Metternich par ordre de l'empereur, et dans laquelle, en représentant à cet ambassadeur l'inconsidération de la conduite de sa cour, il lui dit, comme l'empereur le lui avait ordonné, qu'il voyait

avec regret que les choses en fussent venues au point que l'empereur Napoléon n'en parlait plus, que ce calme lui paraissait une preuve qu'il n'avait plus de doutes sur les intentions hostiles de l'Autriche, et qu'il se préparait en conséquence à se défendre: M. de Stadion appelle cela le calme précurseur de l'orage et veut que ce soit la cause du parti hostile que la dépêche peut faire croire qu'ils ont pris. Je n'ai pas laissé ignorer à l'ambassadeur que cette raison me paraissait encore plus mauvaise que les autres, que cette dépêche n'était qu'un fatras de paradoxes, que je me renfermais toujours dans ce que je lui avais dit, qu'ils me paraissaient les agresseurs, et que cette lettre en était une preuve, comme tout le reste.

«Je me calmai cependant vers la fin de l'audience, m'ajouta S. M., car il faut être sans passions quand on traite de pareilles affaires. Je me rappelai le dernier paragraphe de la lettre de M. de Stadion, où il se plaint qu'on garde sur toutes les affaires le plus profond silence avec M. de Metternich, mais finit par dire que leur vœu *le plus cher* se trouverait rempli, si la garantie dont on leur parlait d'une manière si vague assurait pour l'avenir leur indépendance et leur intégrité, mais que, pour croire aux assurances qu'on leur donnerait, il faut:

1° Que tout rentre, autour d'eux comme chez eux, sur le pied de paix;

2° Que la France retire ses troupes au delà du Rhin et n'en garde pas dans les Etats de la Confédération;

3° Enfin qu'elle leur donne aussi des assurances et des sûretés pour leurs possessions maritimes en Italie, qu'on menace à chaque instant.

«Venons au fait, continua l'empereur en parlant à M. de Schwartzenberg. La dépêche de M. de Stadion est à la guerre, et même le dernier paragraphe de sa lettre n'est pas articulé comme une proposition. A quoi en êtes-vous, franchement? Pouvez-vous me garantir que vous n'ayez encore rien fait»?

— «Je crois que oui, répondit M. de Schwartzenberg, car nous savons, je l'avoue à V. M., que la France ne sera en mesure qu'au mois de juillet. Rien ne nous presse donc».

— «Enfin, reprit l'empereur, voulez-vous la guerre ou la garantie que je vous ai offerte»?

L'ambassadeur ne répondit rien de positif et tira de sa poche, au moment de quitter S. M., une lettre originale de M. de Metternich à M. de Stadion, qu'il communiquait, dit-il, confidentiellement à l'empereur. Cette lettre, qui contient tout ce que rapporte celle de M. de Stadion sur ce qui s'est passé à Paris, parle ainsi de la garantie: «Qui oserait conseiller à l'Autriche de désarmer dans les circonstances actuelles? Cependant, si cette garantie réciproque de la Russie et de la France, dont on ne parle encore que vaguement, devenait une offre officielle, l'Autriche ne pourrait-elle pas trouver par ce fait, dans l'assistance de l'une des deux puissances, des forces suffisantes pour remplacer et suppléer au besoin celles dont son armée se trouverait diminuée par le désarmement auquel cette garantie l'aurait fait consentir»? M. de Metternich jette ces idées en avant sans se prononcer. L'empereur daigna m'ajouter qu'il avait pris texte de cette lettre et surtout du passage précité pour prouver à M. de Schwartzenberg que c'était une preuve des intentions peu conciliantes de sa cour, puisqu'elle tenait un langage tout à fait hostile dans la dépêche de M. de Stadion, qui ne prononçait même qu'un mot vague sur les moyens qu'offrait M. de Metternich lui-même pour sortir honorablement de la crise actuelle. «Ce paragraphe est la seule pensée d'un homme d'Etat que j'aie trouvée dans tout ce que vous m'avez montré, continua l'empereur. Cette lettre de M. de Metternich est aussi la condamnation la plus forte du système que vous suivez et de la marche que vous tenez: il n'en faut pas d'autre preuve».

M. de Schwartzenberg parut sentir la force des raisons de l'empereur et revint encore sur celles qu'il attendait sous peu de jours à son troisième courrier et sur ses regrets de ne pas être venu trois mois plus tôt: il aurait été alors sûr d'éviter les malheurs qu'il craignait. On se répéta là-dessus les mêmes choses que dans les précédentes conférences. «Celle-ci finit, me fit l'honneur de me dire l'empereur, d'une manière assez sèche. M. de Schwartzenberg partit bien convaincu

que la longue dépêche de M. de Stadion ne m'avait pas persuadé, que celle de M. de Metternich était pour moi une arme contre eux, enfin que j'avais pris mon parti et que j'étais même aigri par les mauvaises raisons de M. de Stadion. Ma manière d'être fit une telle impression sur M. de Schwartzenberg, qu'il me dit en me quittant qu'il voyait que sa présence finirait par me devenir insupportable, qu'il en était peiné, mais qu'il ne s'apercevait que trop que tout ce qu'il était chargé de me dire m'aigrissait et m'animait contre eux».

Dans cette conversation, que S. M. daigna prolonger, je me conformai, comme je l'avais fait d'avance, aux ordres contenus dans la lettre de V. M. du 23 février. L'empereur me permit ensuite de lui demander s'il trouvait dans tout le langage de M. de Schwartzenberg une assurance positive que l'Autriche voulait le maintien de la paix, même la conviction qu'on n'aurait pas, sous peu de jours, la nouvelle que les hostilités étaient commencées. S. M. ayant daigné me répondre que non, j'eus l'honneur de lui dire que j'en concluais, comme je l'avais fait dans la précédente conférence, qu'il était de la prudence comme de l'intérêt des alliés de s'entendre d'avance sur leurs moyens réciproques, comme sur les points où seraient les troupes et l'emploi qu'on pourrait en faire; qu'il était instant pour V. M. de savoir que les troupes russes seraient en mesure d'agir aussitôt que les hostilités seraient commencées; que cet accord de l'emploi des forces respectives de chaque puissance à la première nouvelle de la rupture était le meilleur moyen de s'assurer du succès et d'arrêter les projets de l'Autriche sur la Saxe ou sur d'autres contrées de l'Allemagne. S. M. daigna me répondre que ses divisions d'infanterie étaient déjà rendues sur les lieux à deux ou trois marches, à l'exception de la 7e qui en aurait cinq à six à faire; que les réserves de cavalerie étaient en mouvement pour la même destination; que ces divisions étaient à portée de se réunir sur celle des communications de la Galicie qu'on préférerait, étant à cheval sur la route de Brzesc; qu'Elle aurait à rendre au grand capitaine l'hommage qui lui était dû, que c'était à V. M. à tracer toutes les grandes dispositions de cette campagne, si on était obligé de la faire; qu'Elle me

donnerait la note de l'emplacement et de la force de ses troupes, pour que V. M. ordonnât de leur emploi et de leurs mouvements, et y réunît même, si Elle le voulait, ce qu'Elle aurait dans le grand-duché de Varsovie; qu'il serait cruel d'être obligé d'en venir là, mais que V. M. pouvait compter sur sa coopération; que son seul embarras était les finances, qu'il faudrait trouver un moyen de l'aider, le change la plaçant dans une position très désavantageuse pour l'emploi de ses troupes hors du pays.

Quant à la proposition de garantie à laquelle M. de Schwartzenberg paraissait attacher du prix, en parlant toujours des réponses à son troisième courrier, je répétai à S. M. qu'au point où en étaient les choses en Autriche de l'aveu même de cet ambassadeur, je croyais qu'il n'attachait plus de prix que M. de Stadion à cette idée que pour paralyser les moyens de la Russie en gagnant du temps au début et en profitant de cette inactivité pour pousser leurs affaires en Allemagne; que MM. de Schwartzenberg et de Binder récusaient même cette garantie dans la société, en disant qu'ils ne pouvaient trouver une sécurité suffisante dans la garantie de deux puissances également leurs ennemies, et qui avaient une alliance que cette garantie ne romprait pas. J'eus l'honneur d'observer à S. M. que ce double et différent langage prouvait qu'on ne pouvait ajouter foi aux espérances que donnait l'ambassadeur d'Autriche.

L'empereur finit par me dire qu'il répondrait à la lettre de V. M. que lui avait remise le comte de Romantzoff par le courrier qu'il allait expédier. S. M. me parut croire plus que jamais à l'embarras où on se trouvait à Vienne et au maintien de la paix selon ses rapports, les premières dépêches de M. de Schwartzenberg ayant déjà beaucoup changé le ton. Elle daigna me répéter en même temps qu'Elle n'en continuerait pas moins ses préparatifs et toutes ses dispositions pour seconder V. M. en franc allié.

L'empereur, auquel j'eus l'honneur de parler ensuite de sa marine à Corfou et à Trieste, daigna m'assurer que tous les ordres seraient donnés comme le désirait V. M., à l'exception des matelots, dont il

aurait besoin pour sa propre flotte, et qu'il voulait faire revenir tout de suite en Russie. S. M. ajouta qu'Elle espérait, si quelque chose éclatait, que son escadre ne serait plus à Trieste, qu'à tout hasard elle lui expédierait directement des ordres pour se rendre à Venise et tout remettre aux agents de V. M. comme Elle le désirait et le proposait.

224.

22 Mars 1809.

Le 21, j'eus l'honneur de dîner chez l'empereur, qui daigna m'accorder après une audience, dans laquelle Sa Majesté me dicta la note ci-jointe sur l'emplacement de ses troupes disponibles contre l'Autriche. Elle ajouta qu'Elle aurait pu les rapprocher de Brody, qu'Elle en avait eu même le projet, mais qu'Elle avait ensuite pensé qu'elles seraient mieux dans la direction de Lublin jusqu'à ce qu'Elle connût les projets de Votre Majesté dans le cas où la guerre éclaterait. Je demandai à S. M. si Elle ne disposerait pas de suite de quelques-uns des corps de l'armée du Danube. Elle me répondit:

«Il sera assez temps quand la chose sera décidée. En attendant, il faut que le maréchal agisse vigoureusement; je ne veux rien au delà du Danube, je veux seulement que les Turcs fassent la paix en me cédant ce que j'occupe en deçà et qu'ils renvoient M. Adair: s'ils ne le renvoient pas et ne consentent point à cette cession, alors il faudra bien les menacer chez eux pour les y contraindre. Ce ne sera que pour amener cette paix qu'on combattra, car il faut en finir même pour en imposer à l'Autriche et ne plus avoir de complaisance. Si les Turcs renvoient M. Adair, on négociera avec eux, mais de manière à ne pas perdre son temps: ils savent depuis longtemps ce que je veux, il faut donc qu'ils en finissent».

S. M. me fit l'honneur de me dire ensuite qu'Elle avait des nouvelles du Levant qui l'inquiétaient un peu pour la Crimée: ce serait, ajouta S. M., la ruine du travail et des soins de vingt ans.

Je réfutai ces nouvelles en représentant que les Anglais étaient trop occupés par les affaires d'Espagne pour pouvoir entreprendre tant de choses éloignées, et que les Turcs n'étaient pas gens à comprendre les avantages d'une diversion quand 120.000 hommes passeraient le Danube.

S. M. m'annonça ensuite qu'Elle partait le 25 pour aller ouvrir la diète de Finlande à Borgo, qu'Elle visiterait Abo et Tavastehus et serait de retour ici le 6 ou 7 avril. Elle daigna m'ajouter qu'Elle ne m'emmenait pas parce qu'Elle me croyait plus utile ici, soit pour les affaires générales, soit pour veiller à ce que feraient MM. les Autrichiens, que, ne restant d'ailleurs qu'un jour dans chaque endroit, je pourrais à peine l'y voir. S. M. ajouta qu'Elle voulait me recevoir encore la veille de son départ, qu'Elle emmenait le comte de Romantzoff, que, s'il y avait quelque chose, ce ne serait qu'un retard de quatre jours. Elle ajouta qu'Elle espérait m'apporter de bonnes nouvelles de Finlande, que tout était en mouvement, que Bagration devait être à Aland et Barclay à Uméa, que d'Aland on passerait, si la glace le permettait, jusqu'à Stockholm, enfin que tout avait la meilleure apparence de succès.

L'empereur me parla ensuite de deux lettres de Mme de Schwartzenberg à son mari qui ont été interceptées, et qui peignent bien naïvement, m'a-t-il dit, tout l'effroi qu'on a à Vienne. Elle ne cache pas à M. de Schwartzenberg que son dernier courrier l'avait porté au comble, *qu'on s'était tout à fait trompé sur la marche que suivrait la Russie. Elle lui dit aussi qu'on n'ignore pas qu'il a tout à fait échoué dans sa négociation, que les intrigues de l'ambassadeur de France l'ont entièrement déjouée, en un mot lui ont coupé l'herbe sous le pied.*

«Je vous raconte pour vous les détails particuliers de ces lettres de Mme de Schwartzenberg, me dit S. M., parce que cela s'accorde avec ce que me mande aussi Anstett, et fonde de plus en plus l'espoir que j'ai de maintenir la paix. En me rendant compte de l'effet qu'ont produit mes premières réponses, Anstett remarque, comme un indice de retour à des intentions plus pacifiques, qu'on cherche à faire envisager

les divers rassemblements de troupes comme une simple réunion des corps dans les différentes provinces où ils devront séjourner, d'après un nouveau plan d'organisation. On ajoute, comme preuve de cela, qu'ils prendront le nom de ces provinces et s'appelleront corps de Bohême, corps de Moravie, de Hongrie, etc.».

M. d'Andréossi est encore à Vienne, continua S. M.; plusieurs courriers de Constantinople pour Paris y ont passé. M. Dodun a dit à Anstett que tout présageait une autre révolution à Constantinople. L'officier envoyé par le prince Prozorowsky arrivera peut-être à propos pour décider les esprits ébranlés et faire expulser M. Adair.

225.

Lettre à Napoléon.

22 Mars 1809.

M. de Canouville m'a remis le 17 mars la lettre de Votre Majesté du 23 février. Elle trouvera ci-joint les trois rapports des 17, 20 et 22 mars, avec une note détaillée de l'emplacement et de la force des troupes russes mises à sa disposition en cas de guerre avec l'Autriche. V. M. verra, par les rapports, qu'Elle peut compter sur la coopération de la Russie. Le résultat de toutes les conférences est que l'empereur comme son ministre en sont venus à l'entière conviction que l'attitude hostile de l'Autriche est une affaire anglaise, que la Russie, même sans engagements, ne pourrait rester neutre si la guerre éclate, et que son choix, n'eût-elle même pas d'engagements avec V. M., la porte à s'unir à Elle. Si les affaires de Suède et de Finlande prennent, comme l'annoncent quelques nouvelles, une bonne tournure, V. M. pourrait dès ce moment compter sur une division de plus. Les bruits de descente en Crimée ne peuvent avoir de fondement; le maréchal Prozorowsky n'a pas besoin de sept divisions, qui font, au dire de l'empereur, plus de cent cinq mille combattants présents sous les armes, pour agir contre les Turcs: une partie de son armée pourrait donc au

moins paralyser quelques troupes autrichiennes dans ce moment, et agir même offensivement contre elles au plus tard dans le courant de l'été. Voilà la position politique et militaire des affaires de V. M. en Russie! Le comte de Romantzoff est bien, est très bien; mes relations avec lui ne peuvent être plus intimes: il parle de V. M. comme devraient toujours le faire ses plus fidèles sujets. Dans le public, les actions des Autrichiens ont baissé et leur ton aussi; l'ambassadeur est toujours assez réservé, mais sa suite est aux diatribes et à la guerre. Avec ses intimes, M. de Schwartzenberg ne cache ni ses inquiétudes, ni la conviction qu'il a acquise que la Russie agira tout de suite contre eux s'ils font la guerre; il se flatte moins que l'empereur et le comte de Romantzoff de pouvoir maintenir la paix. N'est-ce pas en eux plutôt l'effet de leurs vœux que de leurs espérances? Car les lettres de M. Anstett des 6 et 7 mars, qui parlent de l'effet qu'a produit le courrier venu de Pétersbourg, de l'effroi qui en a été le résultat, sont peu signifiantes: elles représentent le sort de cette monarchie entre les mains de deux partis, l'un pour la paix, l'autre pour la guerre, sans pouvoir faire pressentir lequel triomphera.

Au milieu des vœux et des espérances des uns et des craintes de tous, il est trois choses constantes aujourd'hui à Pétersbourg:

1° C'est que ce cabinet marche droit, que l'empereur agira franchement si la guerre éclate;

2° C'est qu'on se fait un point d'honneur de cette nécessité politique, quoiqu'on désire, et veuille, à quelque prix que ce soit, le maintien de la paix, par la crainte des conséquences politiques de la guerre, sur lesquelles on s'explique aujourd'hui comme il y a six semaines;

3° Enfin, c'est que jamais circonstance ne sera peut-être plus favorable à V. M. pour donner à l'Autriche une leçon bien méritée.

L'empereur ayant daigné me confier pendant quelques heures les rapports d'un de ses agents en Autriche, j'en envoie copie à V. M.: ils ne sont pas sans intérêt.

Le courrier russe que l'empereur voulait expédier ces jours passés ne partira probablement que le 24: j'en profiterai s'il arrive quelque

chose d'important, d'autant que l'absence de l'empereur interrompra les affaires pendant douze à quatorze jours.

J'ai l'honneur d'envoyer à V. M. une lettre que m'a écrite le prince Kourakine; si on pouvait changer sa maison, il serait, de l'aveu du comte de Romantzoff, le plus heureux des hommes.

Je sais par M. de Romantzoff, avec lequel je m'en suis expliqué, que l'empereur, en lui envoyant son projet de note à l'Autriche, n'avait pas prévu tout ce qu'il avait daigné me promettre, et que lui, pressé, n'en avait pas écrit au prince Kourakine; mais M. de Romantzoff pense que cet ambassadeur n'en aura pas moins agi comme V. M. aura pu le désirer, si Elle a daigné lui montrer la lettre qu'il a pris la liberté de lui écrire.

Lettres à Champagny.

226.

22 Mars 1809.

M. de Romantzoff est arrivé ici le 15 au soir. Le même jour, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'envoyer le 27 février par un courrier russe. Le surlendemain, M. de Canouville m'a remis celles des 16, 18 et 23 du même mois.

Le lendemain de son arrivée, M. de Romantzoff passa huit heures de suite avec l'empereur; le soir, j'allai le voir. Tout ce qu'il me dit de Paris, de ses rapports avec l'empereür et V. E. était dans le meilleur esprit. Il se loue, encore plus qu'il ne l'avait fait dans ses lettres, de l'accueil qu'il a reçu aussi bien que de la manière dont tous les Russes en général sont traités. Il revient attaché plus que jamais au système de l'alliance de la Russie avec la France. Notre conversation tomba bientôt sur l'Autriche, et j'employai, pour le convaincre de la nécessité d'agir avec vigueur, les mêmes arguments que j'ai déjà développés à l'empereur. J'affectai, dans tout le cours de la

conversation, de ne laisser paraître aucun doute sur la coopération de la Russie. Le comte ne me dit rien qui dût me donner une opinion tout à fait contraire, rien non plus qui fût une assurance de cette coopération. J'observai seulement qu'il désirait, par les mêmes raisons que l'empereur, conserver la paix. Tous deux tiennent fortement à attendre des explications, qui, disent-ils, peuvent encore mener à s'entendre, mais le ministre me parut dans cette conférence le désirer plus que l'espérer, et même, d'après ce qu'il m'en a rapporté de ses conversations avec M. de Metternich, il ne doute presque plus que l'Autriche fût décidée à la guerre. Il était tout simple d'en conclure que le moment était arrivé de convenir des mesures militaires qui devaient être prises par la Russie. Je n'y manquai pas. Cependant j'insistai peu là-dessus dans cette première conversation, me réservant d'y revenir lorsque j'aurais vu l'empereur et que je saurais l'effet qu'avaient produit les rapports du comte de Romantzoff.

S. M. m'invita le lendemain à dîner chez Elle avec ce ministre. Il ne fut question pendant tout le dîner que de Paris; le comte parla de tout avec admiration et reconnaissance: personnages marquants, administrations, monuments publics, sciences, arts, spectacles, il passa tout en revue. Il ne perdit pas une occasion de marquer sa profonde admiration pour le génie de l'empereur Napoléon et vanta particulièrement le système administratif et financier que S. M. a créé. Lorsque la conversation paraissait prendre une autre direction, l'empereur Alexandre la ramenait sur cet objet.

Après dîner, je passai comme d'ordinaire dans le cabinet de S. M. Elle me montra une lettre de l'empereur que M. le comte de Romantzoff lui avait remise. « Je suis bien aise, me dit-Elle ensuite, que l'empereur ait été content de Romantzoff. Il aura pu le convaincre dans ses conférences avec lui combien je lui suis attaché et quelle est ma loyauté. L'empereur pense qu'il n'y a pas d'inconvénient pour lui à retarder le dénouement des affaires de l'Autriche, puisque, si la guerre doit se faire, il n'en sera que plus en mesure. Cela nous donne le temps d'attendre une réponse ».

Sachant qu'un courrier de Vienne était arrivé la veille avec les lettres du 4 mars, je le dis à S. M. en lui faisant observer qu'il avait sans doute apporté la réponse à ce qu'Elle avait dit à M. de Schwartzenberg dans la première audience qu'Elle lui avait accordée. S. M. me répondit qu'Elle devait voir le lendemain cet ambassadeur et qu'Elle me ferait connaître le résultat de sa conférence avec lui.

Après avoir fait remarquer à l'empereur que l'Autriche n'avait haussé le ton que lorsqu'elle avait cru voir de l'hésitation et de la faiblesse dans la conduite des alliés et avait tiré de la déclaration du roi d'Angleterre une preuve non équivoque des dispositions hostiles de la cour de Vienne et de ses liaisons secrètes avec le ministère britannique, je représentai à S. M. que les rassemblements nombreux qui se faisaient en Bohême et la présence de l'archiduc Charles à cette armée exigeaient que l'on déterminât sans plus de délai le nombre des troupes que la Russie emploierait, et même sur quels points ces troupes agiraient, si elles entreraient en Galicie et en Transylvanie aussitôt qu'on aurait la nouvelle que les hostilités avaient commencé. Je fis observer que les opérations de l'empereur, le plan général de la guerre dépendraient en grande partie de la direction qui serait donnée aux forces russes, que par conséquent il était urgent que l'empereur en fût informé le plus tôt possible. Je parlai ensuite des propos de M. de Schwartzenberg et de M. de Binder; ils ne semblent pas douter, dis-je à S. M., qu'on ne paralyse aisément les forces de la Russie, au moins jusqu'au mois de mai, de manière à pouvoir pendant ce temps porter un grand coup en Allemagne. Je rappelai que, pour moi, je tenais pour la première fois un langage aussi positif, ayant voulu attendre que S. M. eût, par le comte de Romantzoff lui-même, la preuve des intentions hostiles de l'Autriche, qu'aujourd'hui qu'Elle ne pouvait avoir aucun doute à cet égard, je réclamais son assistance pour repousser la plus injuste comme la plus folle des agressions.

S. M. me répondit qu'Elle savait que le premier courrier de M. Schwartzenberg et la nouvelle de la marche des troupes françaises

avaient produit un grand effet à Vienne, qu'il était indubitable que le second et le troisième envoyés de Pétersbourg feraient encore faire de plus mûres réflexions au cabinet autrichien, qu'ainsi on pouvait raisonnablement espérer la conservation de la paix. S. M. paraissait compter surtout sur l'effet de la garantie réciproque et en attendre le meilleur effet. « C'est, dit-Elle, ce qui a le plus frappé l'ambassadeur; mais, si tout cela est inutile, je vous en renouvelle l'assurance, je prends mon parti et je marche contre l'Autriche. L'empereur peut compter sur moi ».

La seule chose qui paraisse inquiéter l'empereur Alexandre en entreprenant une guerre nouvelle, c'est l'embarras actuel des finances causé par l'interruption du commerce et la baisse excessive du change qui en est la suite. V. E. jugera si cela n'a pas rapport à l'emprunt que la cour de Russie voulait faire en France l'année dernière.

Le jour suivant, l'empereur reçut M. de Schwartzenberg, qui se rendit après chez M. de Romantzoff, avec lequel il eut sa première conférence. Ce ministre, que je vis le lendemain matin, me parla de ce qui s'y était passé. M. de Schwartzenberg, après lui avoir répété tout ce qu'il avait dit précédemment à l'empereur, lui montra la réponse de M. de Stadion à ses premières dépêches. Cette lettre, extrêmement longue, contient tous les lieux communs, toutes les plaintes contre la France, toutes les protestations amicales pour la Russie, dont M. de Schwartzenberg avait déjà fait usage près de l'empereur. Elle exprime le chagrin qu'a ressenti l'empereur d'Autriche en apprenant que l'empereur Alexandre voulait le considérer comme l'agresseur dans la querelle actuelle. M. de Stadion appuie aussi beaucoup sur la conséquence dont serait pour la Russie la ruine totale ou seulement l'asservissement de l'Autriche.

Après la lecture de cette lettre, M. de Schwartzenberg chercha encore à disculper l'Autriche du reproche de l'agression: «Mais, me dit M. de Romantzoff, je l'ai mis au pied du mur en lui disant que ce n'était point là la question, qu'il ne s'agissait plus de disputer qui avait fait marcher le premier bataillon, qu'il fallait que l'Autriche déclarât ses véritables intentions, que, si elle voulait la guerre avec la France,

ce ne pouvait être que par des vues d'ambition, ce qu'elle n'avouerait pas, ou bien parce qu'elle croyait le moment favorable pour attaquer l'empereur Napoléon, dont elle supposait qu'elle avait à redouter plus tard les ressentiments secrets, que, dans ces deux cas, la guerre avec la Russie était inévitable. Nous parlerions de cela pendant deux mois de suite, ai-je ajouté, que nous n'empêcherions pas ce résultat; si véritablement vous n'êtes qu'inquiets, acceptez la garantie que nous vous proposons: elle doit vous tranquilliser. Nous vous l'offrons, cette garantie, non de nous-mêmes et à l'insu de l'empereur Napoléon, mais de son aveu et entièrement d'accord avec lui. C'est une preuve irrécusable de ses intentions pacifiques. Je puis vous assurer, continua M. de Romantzoff, qu'il n'en avait point d'autres à mon départ de Paris. Peut-être depuis, vos armements toujours croissants, vos dispositions hostiles les ont-elles un peu altérées, mais la paix ou la guerre dépendent encore de vous: au reste, quelque parti que vous preniez, il faut vous déclarer clairement et promptement».

M. de Schwartzenberg répondit qu'il ne pouvait donner de réponse décisive qu'au retour de son troisième courrier, puisque ce n'était qu'alors qu'on lui avait fait l'offre positive de la garantie réciproque, le seul moyen de conciliation qui, dit-il, l'eût frappé, et qui pût atteindre le but qu'on se proposait. Il témoigne seulement le regret de ne pas être arrivé trois mois plus tôt, ajoutant qu'il aurait, sans aucun doute, prévenu la guerre. Cependant M. de Schwartzenberg, tout en parlant de cette garantie comme d'une chose qui serait bien accueillie à Vienne, discuta sur la valeur qu'elle aurait de la part de la Russie. Il dit même qu'il ne lui croyait pas assez de forces, vu les différentes guerres où elle se trouvait engagée, pour offrir à l'Autriche, en cas d'attaque de la France, un équivalent des troupes qu'elle se verrait obligée de licencier si elle consentait à désarmer. M. de Romantzoff lui répondit qu'il se trompait, et que l'empereur lui avait lui-même prouvé, les états à la main, le contraire de son assertion, qu'au reste, il devait savoir que, soit en guerre, soit en paix, une grande partie des forces du Danube était superflue pour agir contre les Turcs.

M. de Schwartzenberg montra au comte de Romantzoff une lettre dans laquelle M. de Metternich mande à M. de Stadion qu'on lui a parlé de garantie, mais si vaguement, qu'il ne sait quelle importance on peut donner à cette ouverture.

M. de Romantzoff, en me rendant compte de cette conversation, me parut croire, plus qu'il ne faisait auparavant, que le cabinet de Vienne était disposé à entendre raison. Je repris tout ce que M. de Schwartzenberg avait dit à l'empereur, à M. de Romantzoff lui-même, et ce qu'il avait répandu dans le public, pour prouver qu'on ne pouvait au contraire douter que les intentions de l'Autriche ne fussent hostiles. Je fis remarquer que l'ambassadeur ne répondait jamais que d'une manière évasive lorsqu'on l'interrogeait sur le maintien de la paix; j'ajoutai qu'il me paraissait difficile que l'Autriche résistât à l'illusion d'une quintuple alliance, quelque éloignés d'elle que fussent des alliés tels que les Suédois, les Turcs, les insurgés espagnols et les Anglais, et quelque insignifiants que fussent les secours qu'elle pouvait en espérer. Je passai de là à prouver l'impossibilité que la Russie restât neutre dans cette guerre. Je dis qu'il n'avait sans doute pas échappé à l'homme d'état que la Russie devait prendre part à la lutte qui menaçait de s'établir, et je fis sentir que le seul parti que pût embrasser la Russie était celui de la France, quand même l'empereur n'y aurait pas été décidé d'avance, autant par affection et par politique que par ses engagements. Ce point démontré, je parlai de nouveau de la nécessité de se préparer et de convenir de tout pour pouvoir agir avec succès; j'insistai sur la nécessité où on était, à la distance qui séparait les deux souverains, de faire connaître le plus tôt possible les moyens qu'on comptait employer et les points de réunion. M. de Romantzoff se borna à me répondre que, l'empereur ayant ordonné des mouvements de troupes à ma demande, je devais en savoir plus que lui, qu'il n'en était instruit que par ce que l'empereur lui avait rapporté de ses entretiens avec moi, qu'au surplus je connaissais assez S. M. pour être certain qu'Elle emploierait tout ce qu'Elle aurait de forces disponibles.

Le 19, S. M., m'ayant fait appeler, comme elle me l'avait promis, daigna me rapporter aussi les détails de l'audience qu'Elle avait accordée le 17 à l'ambassadeur d'Autriche. Il lui avait tenu le même langage à peu près qu'à M. de Romantzoff. S. M. daigna me parler, plus en détail que le ministre, de la lettre de M. de Stadion. «C'est, me dit-Elle, une immense dépêche dans le genre allemand; on s'y plaint beaucoup de votre politique, de votre ambition, etc., on veut prouver, comme si nous ne savions pas le contraire, que l'Autriche n'a fait de mouvements de troupes qu'à la suite des vôtres. Je n'ai pu cacher à l'ambassadeur le mécontentement que j'avais que cette lettre de M. de Stadion, qui, lui ai-je dit, est entièrement à la guerre».

L'empereur me dit ensuite que M. de Schwartzenberg lui avait montré confidentiellement la lettre de M. de Metternich au comte de Stadion dont M. de Romantzoff m'avait parlé.

S. M. ayant ensuite pressé M. de Schwartzenberg de s'expliquer plus clairement sur ce que voulait l'Autriche, il s'est retranché, comme avec M. de Romantzoff, sur l'impossibilité de le faire avant d'avoir reçu une réponse à son troisième courrier.

L'empereur a tenu le langage le plus ferme dans cette conversation, qui a été vive, mais qui a plutôt confirmé qu'affaibli l'opinion où il était qu'il y a encore moyen de s'entendre avec l'Autriche. J'ai toujours combattu cette opinion, et je l'ai encore pressé de prendre les mesures que prescrivent les circonstances. Il m'a répondu que, quelle que fût sa manière de voir, il se mettait en mesure, et que l'empereur pouvait compter sur son assistance. Ayant appuyé sur la nécessité d'avoir des détails sur ses forces, S. M. m'a donné ceux qui suivent:

A l'exception de la 7[e] division, qui a encore cinq ou six jours de marche à faire, toutes celles dont il avait été question précédemment sont rendues déjà à leur destination, ou n'en sont qu'à une ou deux marches. Les réserves de cavalerie sont aussi en mouvement. Ces troupes sont à portée de se réunir sur celles des communications de la Galicie qu'on choisira.

Quant aux plans d'opérations, S. M. m'a dit que c'était à l'empereur de tracer toutes les grandes dispositions de cette campagne, que c'était un hommage qu'Elle aimait à rendre au grand capitaine. Elle m'a promis ensuite de me donner la note exacte de la force et de la situation de ses troupes disponibles.

J'ai encore revu l'empereur et le comte de Romantzoff depuis le 19. Nos conversations ont roulé en partie sur les mêmes objets que les précédentes. Il a aussi été question des affaires de Turquie: il était arrivé le 17 un courrier de Yassi, venu en six jours. M. de Romantzoff m'a dit qu'il annonce l'arrivée des plénipotentiaires turcs, et que le maréchal Prozorowsky leur avait annoncé que l'admission de l'agent anglais avait changé la question, qu'il avait expédié par ordre de l'empereur un officier à la Porte pour lui déclarer que, si cet agent n'était pas expulsé sous deux fois vingt-quatre heures, son séjour à Constantinople serait regardé comme une déclaration de guerre, et qu'alors l'armée russe agirait avec tous ses moyens. Le chef de la mission turque a répondu, probablement d'après les conseils de M. Adair, qui avait prévu la chose, m'a ajouté M. de Romantzoff, qu'il était fâché que cet officier, qu'il avait rencontré en route, se fût donné la peine d'aller à Constantinople, sa qualité de ministre des affaires étrangères lui donnant les pouvoirs et les moyens de répondre officiellement. Il ajouta au maréchal que leur paix avec l'Angleterre n'avait aucun rapport avec les intérêts qu'ils avaient à discuter avec la Russie, qu'ils n'avaient agi avec l'Angleterre que comme la Russie et la France avaient voulu le faire à la suite de l'entrevue d'Erfurt, qu'à cet égard ils avaient, à la vérité, réussi à faire leur paix, mais qu'ils n'avaient pas, comme la Russie et la France, pris l'initiative sans consulter personne, qu'ils n'avaient fait que suivre l'exemple qu'on leur avait donné, et cela pour ne pas se trouver, comme après Tilsit, abandonnés par leurs alliés et en guerre avec tout le monde.

Il n'y a eu qu'une conférence, m'a ajouté le comte de Romantzoff; le maréchal est prêt à marcher et n'attend que le retour de l'officier qu'il a expédié à Constantinople.

Le ministre me dit ensuite comme une réflexion générale: «Nous avons traîné cette affaire de Turquie pour vous complaire, et c'est elle qui a tout gâté, car si nous eussions agi plus tôt, tout serait fini maintenant, et la paix faite. La Porte, pour ne pas voir recommencer la guerre, n'aurait pas osé admettre M. Adair, et ces messieurs de Vienne, voyant sur leurs flancs une si nombreuse armée sans occupation, n'auraient pas fait tant de sottises». J'ai répondu qu'on pouvait attribuer avec bien plus de raisons les folies de l'Autriche aux ridicules propos des russes qui étaient à Vienne et qui trompaient sur la direction que suivait leur cour. J'ai ajouté qu'au surplus, depuis longtemps nous n'arrêtions plus leurs opérations, etc., etc.

Le comte de Romantzoff m'ayant dit ensuite qu'on annonçait que les Anglais avaient des forces sur leur escadre des Dardanelles et qu'ils projetaient de faire conjointement avec les Turcs une expédition en Crimée, j'ai réfuté cette opinion en représentant les Anglais comme très occupés par les affaires d'Espagne pour tenter une expédition aussi lointaine, et les Turcs comme entièrement dépourvus de moyens, surtout depuis la révolte des Janissaires.

L'empereur, en me parlant de la Porte, m'a dit qu'il voulait seulement forcer les Turcs à lui céder les deux provinces et à renvoyer M. Adair, que ce serait là le seul but d'une guerre qu'il importait de finir, surtout dans les conjonctures actuelles, pour en imposer d'autant plus à l'Autriche.

S. M. m'ayant aussi parlé de ses craintes sur la Crimée, je les ai combattues par les mêmes raisons que j'avais alléguées à M. de Romantzoff.

J'ai donné à ce ministre les assurances contenues dans la dépêche de V. E. du 25 février sur les affaires de Perse. Il m'a dit que le général Gardanne avait donné même par écrit des preuves contraires à ce que j'annonçais lui avoir été ordonné. Le ministre de Naples étant venu faire sa première visite à M. de Romantzoff au moment où nous entamions cette conversation, elle en est restée là.

L'empereur part le 25 pour la Finlande. Il va ouvrir la session des Etats qui doit se tenir à Borgo; de là, il fera une excursion

jusqu'à Tavastehus et Abo. Le comte de Romantzoff l'accompagne; S. M. ne restera que douze jours.

Le voyage de M. de Romantzoff à Paris, le langage qu'il tient depuis son retour et la fermeté qu'annonce l'empereur dans ses résolutions ont sensiblement amélioré l'opinion publique: tous les esprits sont préparés à voir la Russie faire la guerre à l'Autriche; on regarde même la rupture comme prochaine.

La légation autrichienne a la même opinion. L'ambassadeur, en général, est très circonspect; les autres personnes qui lui sont attachées font un grand étalage de leurs forces et continuent toujours leurs diatribes contre la France.

J'ai donné le 13 à l'ambassadeur d'Autriche le grand dîner d'usage pour son arrivée; j'y avais réuni le Corps diplomatique, les ministres et les principales personnes de la Cour.

Le prince Lobanoff a obtenu de l'empereur un congé pour aller dans ses terres. Il est parti. M. Balacheff *), maître de police, qui vient d'être nommé récemment aide de camp de l'empereur, est gouverneur militaire de Pétersbourg par intérim.

J'ai fait part à l'empereur de ce que V. E. me mande relativement aux bâtiments russes qui se trouvent à Corfou et à Trieste; S. M. a bien voulu m'assurer qu'Elle était prête à faire à cet égard tout ce qui convenait à l'empereur, et aux conditions qu'il proposait, qu'Elle donnerait des ordres en conséquence. Elle tient seulement à ce que les matelots reviennent en Russie, et le plus tôt possible, en ayant Elle-même besoin. S. M. a aussi dit qu'Elle espérait que son escadre n'était plus à Trieste, que, dans l'incertitude des événements, Elle allait lui ordonner de se rendre à Venise.

---

*) Alexandre Dmitriewitch, 1770—1837; en 1808, fut nommé grand-maître de la police à Saint-Pétersbourg, en 1809, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, en 1810, ministre de la police.

227.

24 Mars 1809.

Quelques heures après le départ du courrier que j'ai expédié hier à Votre Excellence, Drayer m'a remis les dépêches qu'Elle m'a fait l'honneur de m'écrire le 5 mars. Je m'empresse d'y répondre par un courrier russe qui part ce soir.

S. M. a daigné m'accorder une audience aujourd'hui; j'avais eu l'honneur de lui envoyer le 33ᵉ bulletin en la lui demandant. J'ai entretenu S. M. des détails que V. E. me communique; je lui ai lu sa conversation avec M. de Metternich et lui ai ensuite fait part des mesures qu'elle a forcé l'empereur de prendre pour ne pas laisser ses alliés découverts et au dépourvu, l'Autriche annonçant qu'elle s'était mise sur le pied de guerre. J'ai témoigné à S. M. combien l'empereur était touché des dispositions constantes qu'Elle témoignait de concourir avec lui à consolider ou à reconquérir la paix du continent détruite par les armements de l'Autriche et ses relations avec l'Angleterre. S. M. m'a répondu comme Elle l'a toujours fait sur la conduite de l'Autriche, qu'Elle trouvait aussi ridicule qu'hostile; Elle ne doute nullement de ses liaisons avec l'Angleterre: «Mais ce sont des fous, m'a-t-Elle ajouté, qui veulent un prétexte. L'empereur et moi, nous sommes sages, nous devons être sans passion, puisque le maintien de la paix est dans l'intérêt de nos Empires; il ne faut donc pas leur en laisser un en n'abordant pas la question qui doit les tranquilliser s'ils ont peur, et les mettre dans leur tort s'ils ont perdu la tête au point de vouloir absolument la guerre». S. M. m'a dit ensuite que les dernières audiences qu'Elle m'avait accordées répondaient d'avance à ce que je proposais; que, quant à l'idée de détacher un corps, Elle ne pouvait l'adopter dans ce moment, puisque ce serait découvrir sa frontière avant de savoir où se porteraient les forces de l'ennemi, qui se réunissaient déjà en grand nombre en Galicie; que la diversion qu'Elle pouvait faire en temps de guerre serait plus utile que ce mouvement. J'ai alors proposé à l'empereur d'envoyer à Dresde un corps de

15 à 20.000 hommes d'infanterie avec moitié de la réserve de cavalerie qui se portait vers la frontière de Galicie, ce détachement n'affaiblissant que peu son armée, qui resterait encore supérieure aux 30.000 hommes au plus que l'Autriche pourrait réunir de ce côté. J'ai appuyé cette proposition sur ce que S. M. m'avait fait l'honneur de me dire avant-hier, qu'Elle laissait à l'empereur le choix comme la direction du plan de campagne. S. M. a combattu cette proposition en me disant que ce serait compromettre ce corps, si l'Autriche, comme on le disait, faisait une pointe de la Bohême, que ce serait d'ailleurs le rendre nul pour tous, puisqu'il arriverait trop tard en Saxe pour servir utilement, et affaiblirait l'autre corps, dont on pourrait tirer un parti plus utile en le laissant réuni. S. M. a ajouté que, si l'empereur désirait une jonction, il fallait la faire ailleurs. Elle a daigné m'assurer ensuite que le général en chef qu'Elle destinait à commander son armée arriverait sous peu de jours, qu'il recevrait ses instructions à son retour, que d'ici-là les affaires se décideraient et que l'empereur pouvait compter que les Autrichiens se repentiraient s'ils faisaient la guerre; qu'Elle voulait, en s'y préparant comme Elle me l'avait dit dans ses précédentes audiences, croire encore à la possibilité de maintenir la paix, si on tenait à Paris à M. de Metternich le même langage qu'Elle avait tenu ici à M. de Schwartzenberg. D'après ce que l'empereur avait dit lui-même à M. de Romantzoff, S. M. a daigné ajouter encore que son armée s'organisait, que tout se préparait et que l'empereur pouvait compter sur Elle (comme Elle me l'avait dit) et sur un concert d'opérations, dès que les dispositions de l'Autriche seraient assez connues pour permettre à l'empereur Napoléon d'expliquer ses intentions, si toutefois on ne pouvait plus éviter la guerre, ce qui était peut-être encore possible. J'ai fait remarquer à S. M. qu'on ne pouvait espérer de changer la marche d'une cour déjà vendue à l'Angleterre, dont tous les agents tenaient le même langage sans jamais offrir une initiative de paix, qu'à cet égard la conversation de M. Metternich avec M. de Romantzoff en était une preuve, aussi bien que celle de M. de Schwartzenberg avec S. M.

Je n'ai pas insisté davantage sur mes propositions, V. E. ne me prescrivant aucune mesure comme absolument nécessaire, et l'empereur mon maître aimant par-dessus tout s'en rapporter à celles que son allié jugera, dans le moment, les plus utiles à la cause commune pour opérer au moins une diversion, jusqu'à ce que les affaires aient pris une tournure décisive qui mette les alliés dans le cas de remplir tous leurs engagements et d'agir avec vigueur.

Je n'ai pu faire part à M. de Romantzoff de ce que l'empereur me mande, ce ministre montant en voiture pour la Finlande au moment où le courrier arrivait.

L'empereur n'a rien changé aux dispositions de son voyage; il part demain matin, et annonce devoir être de retour dans douze jours.

Les dernières nouvelles de Finlande portent que le corps du général Barclay de Tolly, qui était à Vasa, était au moment de traverser le golfe sur la glace pour passer en Suède. Son avant-garde était en marche.

On répand depuis quelques jours qu'il y a eu un changement politique en Suède, et que le duc de Sudermanie est à la tête du gouvernement.

Idées de l'empereur de Russie sur un projet de note *).

22 Février 1809.

Dès le mois d'août de l'année dernière, le bruit des armements de l'Autriche a attiré l'attention de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; mais, toujours confiant dans les assurances de cette cour, et jugeant des intentions des autres puissances par les siennes, qui n'ont pour but que le maintien du repos du continent et le rétablissement de la paix générale, il n'a voulu considérer ces armements que

*) Voir le rapport du 22 février 1809, p. 99.

comme de simples mesures d'organisation, et, fidèle à ses principes de modération, il s'est contenté de faire envisager plusieurs fois à la cour de Vienne, et de la manière la plus franche et la plus précise, les conséquences de sa conduite. Cependant, depuis cette époque, malgré les représentations de S. M. et quoique les troupes françaises aient évacué la partie de l'Allemagne qui pouvait les mettre en contact avec l'Autriche, ces armements déjà considérables n'ont cessé de s'accroître et ont enfin pris un caractère hostile. L'Autriche ne peut méconnaître que, dans les circonstances présentes, ils sont pour l'Europe entière, et pour ses voisins surtout, un sujet d'inquiétude qui leur fait un devoir de lui demander à qui elle en veut. Cet état de choses ne saurait subsister sans entraîner des conséquences qu'il est nécessaire de prévenir, s'il est encore temps, par une explication franche, prompte, et amicale ou catégorique.

L'Autriche peut-elle avoir des doutes sur les intentions de l'empereur de Russie à son égard? Le passé parlerait pour le présent, si elle pouvait avoir méconnu le langage conciliateur et loyal qu'il lui a tenu, depuis que la conduite de ses agents et ses armements décèlent aux yeux de toute l'Europe ses projets hostiles. S. M. peut lui être garant des intentions de l'empereur des Français, son allié: Elle les connaît parfaitement. Ces deux souverains ont toujours regardé l'intégrité et la prospérité des Etats Autrichiens comme utile au maintien de l'équilibre continental; leur conduite a répondu à ces sentiments, et il n'ont rien fait qui ait pu donner à l'Autriche la moindre inquiétude et motiver ses immenses préparatifs militaires. Ils sont tels maintenant qu'elle ne cherche plus même à les nier, ni, en quelque sorte, à en pallier le motif; et, quoiqu'elle prétende toujours qu'ils ne sont que de simples précautions, ses ambassadeurs et ses agents sont forcés d'avouer qu'elle ne saurait maintenir longtemps un semblable développement de forces, qu'ils ne peuvent prévoir comment on sortira de cet état réel d'hostilité, si même, disent-ils, le gouvernement peut maîtriser encore l'impulsion donnée à l'opinion. De ces faits, on peut conclure que les intentions de l'Autriche sont loin d'être pacifiques, que c'est immédia-

tement qu'elle veut employer les forces qu'elle a rassemblées, et, si ce n'est, comme elle le prétend, qu'une mesure défensive, qu'elle se croit menacée d'un danger très prochain.

Cependant, si les déclarations réitérées de l'empereur de Russie et de l'empereur Napoléon ne l'ont pas rassurée, elle aurait dû l'être au moins par l'emploi que ces deux souverains ont donné ces derniers temps à leurs forces militaires. Le premier, combattant l'Angleterre dans la personne de ses alliés, a poursuivi ses succès contre les Suédois jusque dans la partie la plus septentrionale de l'Europe, dans des provinces si reculées, que la guerre y pénètre peut-être pour la première fois, en même temps qu'il maintenait une nombreuse armée pour contraindre les Turcs à une paix qui aurait garanti leur existence politique. Le second a rappelé d'Allemagne la plus grande partie de ses troupes et les a transportées au delà des Pyrénées. Qu'y a-t-il dans cette conduite que l'Autriche puisse regarder comme menaçant pour elle? Et c'est pourtant ce moment qu'elle a choisi pour augmenter ses armées hors de toute proportion avec ses finances et sa population, pour rejeter les conseils désintéressés de la Russie, pour refuser à la France la reconnaissance du roi Joseph, à laquelle l'Autriche devait sentir qu'on n'attachait cependant d'autre prix que d'ôter par là aux Anglais, avec qui elle est censée en rupture ouverte, tout espoir de faire germer sur le continent de nouvelles semences de discorde! On ne parlera pas de faits récents qui, sans la modération des deux souverains alliés, auraient pu amener au lieu d'une explication une déclaration de guerre. Qui a armé au centre de l'Europe? Est-ce la Russie et la France, ou l'Autriche? Qui peut donc réellement se croire menacé? L'Autriche ou les alliés?

Le premier intérêt de la Russie et de la France, leur seule ambition, est d'amener la pacification générale, et, que l'Autriche y réfléchisse bien, son intérêt est évidemment le même. Pour y parvenir, l'union indissoluble de toutes les puissances du continent est indispensable. Si l'une d'elles garde une attitude qui non seulement présage, mais laisse même entrevoir à l'Angleterre la moindre apparence d'une nouvelle guerre continentale, les efforts de toutes les autres seront

vains, et le but si certain auquel elles aspirent se recule de plus en plus.

C'est principalement sous ce rapport que la Russie et la France insistent pour avoir une prompte explication de l'Autriche, dont la conduite, depuis huit mois, n'a que trop contribué à éloigner le bienfait de la paix générale. La Russie, en particulier, se trouve aussi forcée à demander cette explication par les derniers événements de Constantinople, par le rapprochement qui s'est opéré entre la Porte et l'Angleterre, rapprochement auquel, pour le dire en passant, on pourrait croire que l'envoyé de la cour de Vienne n'a pas été étranger, à en juger par la satisfaction qu'il en a publiquement témoignée, lors même que sa conduite antérieure ne prouverait pas sa prédilection pour les Anglais, prédilection sur laquelle sa cour a toujours fermé les yeux, si elle ne la partageait pas en secret.

D'après toutes ces considérations, ne paraît-il pas que l'Autriche a déjà depuis longtemps opté entre la paix et la guerre? Ses voisins lui paraîtraient-ils trop pressants en lui demandant, après huit mois d'attente, de leur déclarer ses véritables intentions? Son amour-propre ne peut s'en choquer, lorsque la modération de ses voisins en a si longtemps imposé au leur. Si elle veut la paix, qu'elle le témoigne par une déclaration franche, qu'elle désarme; qu'elle ôte tout espoir aux Turcs comme aux Anglais, aux premiers, en leur faisant perdre toute idée de coopération en leur faveur, et aux seconds, en reconnaissant le roi d'Espagne; qu'elle concoure par là à forcer l'Angleterre à revenir à des sentiments et à une conduite plus conformes aux intérêts de l'humanité. Alors les deux cours alliées lui garantiront sa tranquillité future, lui donneront toutes les assurances qu'elle pourra désirer pour le maintien de son intégrité et de son indépendance. Si elle ne consent pas à des demandes aussi justes, à des propositions aussi rassurantes pour elle, comment n'en pas conclure qu'elle veut attaquer ses voisins, qu'elle menace déjà? Dans la situation où l'Autriche a placé l'Europe, l'amour de la paix, le désir de la conserver font un devoir aux cours alliées de s'expliquer aussi franchement avec l'empereur François Ier.

Après avoir vainement épuisé tous les moyens de ramener l'Autriche à l'état de paix, où, malgré ses armements, ses voisins se trouvent encore, ils sont forcés de lui déclarer que cette explication sera la dernière et qu'ils attendent sa réponse pour donner à leurs missions respectives les ordres que les circonstances exigeront. La cour de Vienne sera seule responsable des événements et ne pourra s'en prendre qu'à elle-même de tous les malheurs d'une rupture que la Russie aura fait tous ses efforts pour éviter et qu'elle verra, comme la France, avec regret, mais dont les conséquences incalculables ne pourront s'attribuer qu'au gouvernement qui le premier a arboré l'étendard de la guerre.

228.

Rapport à Napoléon.

8 Avril 1809.

L'empereur partit pour la Finlande le 25 mars. Le 27, arriva le courrier de M. de Champagny porteur de la note remise à M. de Metternich. M. de Lépinay arriva le 30 avec la lettre de Votre Majesté du 7. J'envoyai à l'empereur en Finlande la note à M. de Metternich. Le 2 avril, je reçus une lettre de M. le comte de Romantzoff qui m'annonçait l'arrivée à Pergola, à deux lieues de Pétersbourg, d'un officier suédois porteur d'une lettre pour moi.

J'envoyai M. de Rayneval chercher cette lettre; elle est du baron de Stédingk, dernier ambassadeur de Suède en Russie. Je crus devoir la faire passer en original, avec les pièces qu'elle contenait, à l'empereur, et je fis remettre ma réponse à l'officier suédois par l'intermédiaire du comte Soltykoff, afin que le ministère russe ne pût élever aucun doute sur son contenu. V. M. trouvera ci-joint les copies de ces diverses lettres.

L'empereur arriva le 6 avril; il daigna m'écrire le billet dont copie est ci-jointe. Le 7, j'eus l'honneur de le voir. Il me parla de son voyage de Finlande, me dit qu'il avait été fort content du style de la

note à M. de Metternich et qu'il ne l'était pas moins d'une conversation de V. M. avec le prince Kourakine, dont cet ambassadeur rendait compte, et qui était toute dans le sens de la note; il ajouta qu'il espérait que cela produirait un bon effet et mettrait tout à fait l'Autriche dans son tort.

J'eus l'honneur d'observer à S. M. que cela me paraissait chose faite depuis longtemps, et que, quant à l'opinion où Elle était que ce langage modéré changerait les intentions de l'Autriche, celui des agents de cette cour et sa conduite, autant que toutes les nouvelles qu'on recevait de Vienne et de l'Allemagne, me confirmaient dans l'opinion que c'était un parti pris et que celui que la prudence conseillait aux alliés était de se mettre en mesure d'agir réellement et offensivement à la première nouvelle qu'on aurait des hostilités. L'empereur me répondit que V. M. avait assuré le prince Kourakine qu'Elle ne commencerait pas, qu'Elle voulait laisser les Autrichiens attaquer. Il ajouta qu'il avait le projet de citer cela au prince de Schwartzenberg, qui lui avait demandé une audience, comme une preuve du désir qu'on avait de maintenir la paix. S. M. daigna me demander si je ne trouvais point d'inconvénient à cette confidence, parce que, dans ce cas, Elle ne lui parlerait pas de cette circonstance, en lui montrant d'ailleurs la note qui avait été remise à M. de Metternich. J'eus l'honneur d'observer à S. M. que la note suffisait; que tout cela ne répétait, au reste, que ce qui avait été dit si souvent à M. de Schwartzenberg, et sans aucun fruit, puisqu'on n'avait pas même répondu à ses deux derniers courriers; qu'il était facile d'induire pour premier motif de ce silence que le cabinet, n'ayant aucune raison à donner, était, d'une part, embarrassé de répondre, et que, de l'autre, il avait pris son parti et n'écrirait qu'en même temps qu'on pourrait apprendre qu'il avait fait agir ses troupes. L'empereur discuta sur cette opinion et finit par me dire qu'elle lui paraissait fondée.

Je parlai ensuite à l'empereur de la destination donnée par V. M. à ses différents corps de troupes françaises, italiennes et de la Confédération, de la proposition que V. M. m'avait chargé de lui faire,

de le joindre à Dresde avec 40.000 hommes ou de lui donner rendez-vous à Vienne à la tête de 80.000 hommes.

«A Dresde, il est trop tard, me répondit l'empereur: ce serait paralyser mes moyens par des marches pendant qu'ils peuvent être plus utilement employés; puis ce serait découvrir toute ma frontière. Nous parlerons au reste de tout cela un de ces jours: c'est aujourd'hui le Vendredi Saint; vous savez que, jusqu'après Pâques, nous avons une foule de devoirs religieux prescrits par notre rite. Je ne puis donc vous parler d'affaires aujourd'hui, mais ce sera très incessamment. Aujourd'hui, je ne voulais que vous voir et vous dire ce que je sais de la Suède».

J'eus l'honneur d'observer de nouveau à S. M. que les événements marchaient nécessairement aussi vite que les préparatifs de l'Autriche, qu'il importait donc de ne point perdre de temps pour rassembler les troupes et menacer à la fois la Hongrie et la Galicie. Je parlai de la nécessité de donner enfin un général en chef aux quatre divisions: je fis remarquer que celui annoncé ici n'était pas arrivé. S. M. me répondit encore que nous causerions plus en détail sur cela une autre fois, qu'Elle m'assurait qu'Elle avait expédié, après notre dernière conversation, un courrier au général Gortchakoff pour faire mettre à l'ordre que les quatre divisions et les réserves de cavalerie qui étaient en marche pour les joindre eussent à se tenir, ainsi que leurs équipages et leur artillerie, prêtes à marcher sous vingt-quatre heures.

«Dans nos habitudes, m'ajouta S. M., la forme dans laquelle est cet ordre équivaut, dans l'opinion des généraux et des soldats, à une déclaration de guerre. Vous voyez donc que je vous ai tenu parole et que je suis en mesure. Certes, cette nouvelle agira aussi sur les Autrichiens, qui l'apprendront immédiatement. Quant à la Hongrie, le corps qui doit la menacer est aussi formé et même rassemblé en Moldavie; je l'ai tiré de celui du maréchal Prozorowsky».

Je tâchai de savoir quelle était sa force. S. M., sans s'expliquer positivement, répondit qu'il n'était pas encore aussi considérable qu'il pourrait être, mais qu'Elle était en mesure de le renforcer, que, pour

le moment, il était suffisant, et que je voyais que ses dispositions opéraient dès à présent la diversion que je désirais, puisque ces deux corps d'armée obligent l'Autriche à laisser des troupes réglées en Hongrie et à porter de grandes forces en Galicie. Cela me fournit l'occasion de demander à S. M. quel était le résultat de ses démarches à Constantinople. Elle me répondit que M. de Hitroff *), qu'on y avait envoyé, s'était cassé le bras et démis la jambe en route; qu'il était dans un tel état que le maréchal Prozorowsky avait sur-le-champ expédié un autre officier pour remplir sa mission, quoique M. de Hitroff eût envoyé ses lettres à Constantinople par celui qui l'accompagnait; que ce retard faisait qu'on n'avait pas encore de réponse. S. M. revint ensuite sur le bon esprit dans lequel étaient les dépêches du prince Kourakine, sur les bontés de V. M. pour lui et pour M. Gorgoly, qu'Elle avait fait dîner avec Elle.

«Cet ambassadeur m'écrit, ajouta S. M., une lettre qui m'a fait grand plaisir: je crois enfin avoir trouvé un homme dans le système, et c'est ce que je voulais. Il paraît, à la confiance que lui témoigne l'empereur Napoléon, qu'il lui convient: c'est l'essentiel; il n'aime sans doute pas plus que moi les nouveaux visages. Je suis donc charmé que mon ambassadeur soit aussi bien vu de l'empereur que vous l'êtes ici de moi. Kourakine ne tarit pas sur les distinctions dont lui et les siens sont l'objet; remerciez-en, je vous prie, l'empereur pour moi. J'ai vu une lettre de Kotchoubey qui est bien aussi».

S. M. me parla ensuite des événements de Suède. Elle me dit que le général Chouvaloff **), qui marchait de Tornéo, avait fait mettre bas les armes au reste de l'armée suédoise qui avait combattu en Finlande, composé encore de six régiments d'infanterie et d'un de dragons, qui étaient prisonniers de guerre, ainsi que trois généraux, qu'on avait pris 22 pièces de canon attelées et 12 drapeaux, avec tous les magasins

---

*) Nicolas Zakharowitch, 1779—1826; en 1801, fut nommé aide de camp de Paul Ier.

**) Comte Paul Andréewitch, 1777—1823.

de l'ennemi, qui s'était cru coupé par ce qu'une patrouille de vingt cosaques du corps du général Barclay de Tolly s'était portée à Pitéa après le passage du Quarken par ce général.

S. M. ajouta que ce corps de Barclay, après avoir battu l'ennemi à Uméa, l'avait forcé à évacuer 200 verstes de pays du côté de Stockholm, mais qu'Elle lui avait donné l'ordre de repasser à Vasa, l'expédition d'Aland n'ayant pas réussi à cause des retards apportés par le général en chef Knorring, qui n'avait pas exécuté ses ordres et l'avait tellement retardée, qu'à l'époque où on avait voulu la tenter, la glace ne pouvait plus porter de canons; que même 200 cosaques qui avaient été à huit lieues de Stockholm avaient eu plusieurs chevaux noyés.

«Cette faute a tout fait manquer, ajouta l'empereur: c'est ce qui m'avait décidé à faire partir le ministre de la guerre *); il a tout mis en mouvement le jour de son arrivée, mais il n'a pu réparer la faute commise. Si la paix n'est pas le résultat des derniers événements, continua S. M., il faudra recommencer à l'ouverture de la navigation. J'ai déjà donné des ordres pour cela, et j'ai dans ce but renforcé le corps de Chouvaloff qui est en avant de Tornéo. J'ai mis de côté le général en chef; je n'ai pas même voulu le voir. Barclay aura le commandement. Je n'ai voulu entendre aucune proposition, d'armistice ou autre, soit de la part des généraux suédois, soit de la part du duc régent, avant de savoir exactement ce qui se passe en Suède et si tout cela n'est pas une nouvelle histoire anglaise. J'ai été plusieurs jours sans consentir à recevoir la lettre qu'apportait M. de Lagerbring **); je lui ai fait dire ensuite que je ne pouvais m'en rapporter à ce qu'on me mandait, que j'enverrais moi-même quelqu'un sur les lieux pour m'assurer des événements et m'en rendre compte. Alopéus est parti pour cela du quartier général; j'attends de ses nouvelles sous peu de jours. Cession de la Finlande et cause commune avec nous contre

*) Araktchéeff.

**) Aide de camp du duc régent.

l'Angleterre, voilà mes deux conditions. Cet attentat contre un souverain, quel que soit son titre, quelle que soit sa position, est un crime auquel il ne faut accoutumer ni les grands ni les peuples. C'est aussi pour cela que je n'ai encore admis aucune négociation: tout ce qu'on pourrait faire en ce moment me paraîtrait inconvenant. Au 1er mai, on saura ce que feront les Etats. Il est possible qu'on n'ait précipité ce malheureux roi de son trône que parce qu'il avait aussi déclaré, dit-on, la guerre aux Anglais. J'attendrai donc des nouvelles, car, pour rien au monde, je ne voudrais servir d'instrument pour consommer la perte d'un prince malheureux. De toutes manières, les Suédois sont si mal dans leurs affaires, ils ont fait de si grandes pertes, qu'il est impossible que la paix n'en soit pas un résultat nécessaire. J'ajourne mon opinion, mais je crains bien, répéta encore S. M., que ce ne soit *une histoire anglaise*, d'après ce qu'ont donné à entendre les officiers qu'on a envoyés de Suède. Il paraît, continua-t-Elle, qu'on n'y met pas en doute qu'il faudra céder la Finlande, mais qu'on voudrait, en me la laissant en dépôt pour le moment, n'en régler le sort définitif qu'à la paix générale. Cela fait aussi penser qu'on tient toujours à conserver des relations avec l'Angleterre, et cela ne convient ni à vous, ni à moi».

S. M. me dit ensuite qu'Elle me remerciait de la confiance que je lui avais témoignée en lui communiquant la lettre de M. de Stédingk, puis Elle ajouta: «Je vous parle franchement: dans votre réponse, j'aurais désiré que vous eussiez dit un mot sur la cession de la Finlande. Cela eût pu avancer nos affaires, et c'était dans l'esprit de nos arrangements d'Erfurt et des assurances que l'empereur m'a fait donner depuis». J'eus l'honneur de répondre à S. M. que je ne pouvais qu'accuser réception de la lettre en question, qu'Elle avait pu remarquer que je n'avais même pas parlé du régent, puisque j'ignorais si ma cour reconnaîtrait son autorité. J'observai aussi à S. M. qu'Elle ne m'avait d'ailleurs fait donner aucun détail sur ses intentions, sur ce qu'Elle avait fait, que je ne pouvais donc tenir le langage d'un médiateur quand je n'en étais pas requis. S. M. me parut comprendre et même approuva mes raisons.

Elle me parla assez longtemps de son mécontentement contre quelques-uns de ses généraux qui s'étaient arrêtés à la nouvelle des propositions de paix, puis, la carte à la main, de son plan de campagne qui devait soumettre la Suède s'il eût été exécuté, si le général Knorring ne se fût pas laissé intimider par le faux bruit que les Suédois avaient plus de 20.000 hommes sous Stockholm, bruit non fondé et qui l'a décidé à attendre ses réserves et a fait manquer la plus belle opération. «Car en marchant, ajouta S. M., presque en même temps d'Åland et de Vasa, les corps suédois entre Uméa et Stockholm devaient être coupés comme l'a été celui entre Tornéo et Uméa. Les Danois sont aussi restés dans leur état d'armistice en Norvège, de sorte que l'armée suédoise de Norvège a marché tout entière pour défendre Stockholm. Ce sont de ces contrariétés auxquelles il ne faut opposer maintenant que de nouvelles dispositions. Je retournerai en Finlande pour terminer la session des Etats, et faire une grande expédition à la première débâcle des glaces si la paix n'est pas faite. Mon armée est réunie et prête à marcher de tous les points; je fais organiser les transports».

L'empereur daigna finir cette audience par beaucoup de choses obligeantes pour moi sur le plaisir qu'il avait à me revoir; puis un mot sur les articles des journaux de Paris relativement à M. de Schwartzenberg: «Mes journaux, me dit S. M., ne disent jamais mot sur ce qui se fait chez vous; ils se contentent de répéter ce que les vôtres disent de plus modéré. Pourquoi les vôtres et le «Moniteur» se mêlent-ils de ce qui se fait ici? Les personnalités ne mènent à rien». Je citai à S. M. les articles de la Gazette de Vienne du 11 mars: «Ce sont des réponses à vos gazettes, reprit S. M.; mais cela ne dit rien sur ce que vous faites chez vous, ni sur ce que je fais chez moi. Chacun a le droit de s'arranger chez soi comme il le veut».

229.

Lettre à Napoléon.

8 Avril 1809.

Ma dépêche du 24 mars à M. le comte de Champagny aura fait connaître à Votre Majesté Impériale ce qui a été dit depuis l'arrivée des dépêches de son ministre du 5 mars. Celles que je lui adressai à peu près à la même époque auront prouvé à V. M. que ses ordres avaient été prévenus et que les troupes russes étaient en mouvement.

On s'est beaucoup agité pendant l'absence de l'empereur. M. de Schwartzenberg a fait jouer tous les ressorts, depuis l'impératrice mère jusqu'à Madame Narichkine *), mais vainement. Personne ne doute que la Russie n'agisse, en cas de guerre contre l'Autriche; les ordres donnés sont connus. J'ai même quelques raisons de croire que l'empereur a fait plus qu'il ne dit, par la crainte qu'il a toujours que V. M. ne hausse le ton et ne presse ses milices d'après cela, car on parle et agit toujours comme s'il était possible de maintenir la paix: dans le fond, on ne croit guère plus que moi à cette possibilité; aussi tout ce qui est modéré charme-t-il. On n'a été entraîné au point où l'on en est venu que parce que je me suis attaché à prouver au public comme à l'empereur que la première cause comme les premiers armements de cette guerre étaient de fabrique autrichienne. La note à M. de Metternich, la conversation avec le prince Kourakine serviront puissamment V. M. Les articles de journaux sur ce pays-ci ont un grand inconvénient: ils donnent toujours de l'humeur à l'empereur, lui font croire qu'il y a de l'aigreur, le désir de pousser les choses à bout en exaspérant les individus; enfin ils le rendent plus circonspect avec moi, par la crainte qu'on ne publie ce que je manderai. A propos, sans doute, de l'ordre donné aux troupes de se tenir prêtes à marcher sous

*) La belle Mme Narichkine, née princesse Tchetwertinsky.

vingt-quatre heures, il m'a dit aujourd'hui: «J'espère qu'on n'ira pas publier cela, pour commencer ensuite les hostilités».

Je réglerai toute ma conduite sur la dépêche de V. M. du 7 mars. L'opinion est toujours la même, on regarde tous les résultats de la guerre à l'Autriche comme défavorables à la Russie; cependant on la fera, et avec des forces assez considérables, si elle devient inévitable. Le parti de l'empereur est pris, et le ministre s'explique trop clairement sur cette question pour qu'il y ait encore une arrière-pensée. On ne parle que légèrement d'arrangements préliminaires pour le sort à venir de l'Autriche conquise; je n'entrerai en matière et ne signerai quelque chose sur cela, comme V. M. m'y autorise, que si je ne puis faire autrement. Je marche avec les événements et me règle sur le caractère de ceux auxquels j'ai à faire, pour mieux servir mon maitre; j'ose donc le supplier de croire que je le sers avec d'autant plus de zèle et de dévouement que je suis trop loin pour qu'il puisse voir ma conduite.

Les premières nouvelles de Suède, qui faisaient croire toute l'armée russe au delà du golfe et la paix par conséquent assurée, avaient attiré l'Autriche. Les résultats, un peu plus éloignés qu'on ne l'avait pensé dans ce moment-là, seront sans doute les mêmes dans quelques mois, mais les Anglais ne profiteront-ils pas de ce temps pour s'assurer quelques ports en Suède ou les iles de Gotland ou Bornholm? Quelles sont les intentions de V. M. si des plénipotentiaires suédois viennent ici? Quel langage dois-je tenir?

J'ose supplier V. M. de ne pas laisser de côté M. de Kotchoubey: dans la disette d'hommes même un peu capables où est ce pays-ci, il est impossible qu'il n'y marque pas tôt ou tard; il ne demande pas mieux que de rompre, même ouvertement, avec son ancien parti. Le prince Wolkonsky *), que V. M. comble, est sans doute un homme con-

*) Pierre Mikhaïlowitch, 1776—1852; aide de camp général, chef de l'Etat-Major général, membre du Conseil d'Etat; l'empereur Nicolas le fit nommer ministre de la Cour et des apanages, chancelier de tous les ordres; en 1834, il reçut le titre d'altesse sérénissime.

sidérable et que l'empereur Alexandre traite bien, mais il ne sera jamais rien ici; sa nullité fera qu'il aboiera comme les autres nigauds à son retour.

Sous peu de jours, j'expédierai un autre courrier; mon but, dans l'envoi de celui-ci, est d'annoncer à V. M. le retour de l'empereur et de lui donner les détails connus sur les affaires de Suède avec l'assurance que ses affaires ne peuvent être dans une meilleure situation.

230.

Lettre à Champagny.

8 Avril 1809.

J'ai reçu, le 27 mars, par le courrier Bourdais les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 11, auxquelles étaient jointe la note qu'Elle a adressée à M. de Metternich. Je me suis empressé de faire passer cette pièce à l'empereur et à M. de Romantzoff, qui étaient partis pour la Finlande le 25.

Le lendemain du départ de S. M., le bruit de la révolution arrivée en Suède commença à se répandre en ville. Mais je n'en eus la certitude que par une lettre du comte de Romantzoff que je reçus le 2 de ce mois. Cette lettre, dont je joins ici copie, m'annonçait en outre qu'un officier suédois chargé d'une lettre pour moi devait se rendre à Pergola, à deux lieues de Pétersbourg. J'envoyai M. de Rayneval pour recevoir cette lettre. Elle est du baron de Stédingk, dernier ambassadeur de Suède à la cour de Russie, et contient des propositions de paix, ainsi que la demande de mon intervention pour procurer à la Suède des conditions moins dures que celles proposées par les généraux russes. Je me suis borné à répondre par un simple accusé de réception, en y joignant le vœu que la Suède s'unît aux puissances du continent contre leur ennemi commun. J'ai cru devoir communiquer à l'empereur la lettre de M. de Stédingk et ma réponse; je lui ai fait passer en conséquence les originaux de la première et les pièces qui y étaient

jointes, et copie de la seconde, dont j'ai fait remettre l'original à l'officier suédois, resté à Pergola, par l'entremise de M. de Soltykoff, ne voulant pas que le ministère russe pût élever le moindre doute sur son contenu. V. E. trouvera ces deux lettres ci-joint. Je lui adresse les détails sur la révolution de Suède que M. d'Adlercreutz *) a donnés à M. de Rayneval en lui remettant la lettre de M. de Stédingk. V. E. sera peut-être bien aise de pouvoir les comparer avec ceux qu'Elle aura reçus par d'autres voies.

L'empereur est arrivé ici avant-hier. Il m'a fait l'honneur de m'appeler chez lui hier, pour me parler, m'a-t-il dit, des affaires de Suède. «Je n'ai voulu, me dit S. M., consentir à aucune proposition d'armistice. J'ai même hésité quelques jours à recevoir la lettre que M. de Lagerbring, envoyé par le duc de Sudermanie, était chargé de me remettre. Je lui ai ensuite fait dire qu'il fallait que j'envoyasse quelqu'un sur les lieux, pour être assuré des événements et savoir dans quel sens était la révolution, que je soupçonne, d'après les discours des officiers envoyés en Finlande, être encore une histoire anglaise».

Elle m'a dit ensuite qu'Elle regrettait que l'expédition projetée des îles d'Aland n'eût pas pu réussir par la faute du général Knorring, qui, intimidé par le faux bruit que 20.000 hommes étaient réunis sous Stockholm, avait, en voulant réunir toutes ses réserves, laissé passer le moment favorable: lorsqu'on avait voulu tenter le passage, la glace n'était plus assez forte pour porter l'artillerie. S. M. m'a ajouté que cette faute était d'autant plus fâcheuse, que l'expédition qui s'était faite par Vasa et Tornéo avait parfaitement réussi. Le général Chouvaloff a fait mettre bas les armes entre Tornéo et Uméa au reste de l'armée suédoise de Finlande, consistant en six régiments d'infanterie et un de dragons. On a pris en outre 22 pièces de canon attelées et 12 drapeaux, le tout par suite du mouvement du général Barclay de

---

*) Karl-Johann, 1757—1815; en 1808, était aide de camp général du maréchal Klingsporr; le 13 mars 1809, arrêta le roi Gustave IV; en 1814, fut fait comte.

Tolly, qui arrivait à Uméa en traversant le golfe, mais, l'expédition d'Aland, qui devait appuyer celle du nord, ayant échoué, on a été obligé de rappeler ce corps en Finlande. On va cependant renforcer le corps de Chouvaloff en avant de Tornéo. L'empereur veut mettre à exécution le même plan dès que la navigation sera rouverte: S. M. espère qu'il réussira complètement, et que, si les négociations n'ont encore amené à cette époque aucun résultat, il forcera les Suédois à en passer par toutes les conditions qu'on voudra leur imposer. Elle ne veut, m'a-t-Elle dit, que deux choses: la cession de la Finlande et l'union de la Suède à la France et à la Russie contre l'Angleterre.

Le général Knorring, qui commandait en chef, sera rappelé; l'empereur, mécontent de lui, n'a même pas voulu le voir. C'est le général Barclay de Tolly qui le remplace.

S. M. m'a entretenu ensuite des affaires d'Autriche. Elle a été fort contente du *ton de modération* de la note adressée par V. E. à M. de Metternich; Elle croit qu'elle produira un bon effet à Vienne, et persiste à penser qu'on peut encore ramener ce cabinet à des sentiments pacifiques. J'ai combattu cette idée par les mêmes arguments que précédemment.

Au reste, S. M. m'a encore répété qu'Elle était en mesure, et a ajouté qu'avant son départ, Elle avait écrit au général Gortchakoff, qui commande les 4 divisions et la réserve de cavalerie qui les appuie, de faire mettre à l'ordre du jour que toutes les troupes fussent prêtes à marcher dans vingt-quatre heures. La manière dont est conçu cet ordre, me dit S. M., équivaut dans l'opinion, parmi les généraux et les soldats, à une déclaration de guerre. Cela fera un grand effet en Autriche.

S. M. me dit ensuite que le corps qui devra menacer la Hongrie était déjà formé et rassemblé en Moldavie, qu'Elle l'avait tiré de celui du prince Prozorowsky. Elle ne m'a rien dit de sa force, mais Elle le regarde comme suffisant pour obliger l'Autriche à laisser dès à présent des troupes réglées en Hongrie, et d'ailleurs, il peut être faiblement augmenté au besoin.

M. de Romantzoff, que j'ai vu le jour de son arrivée et une autre fois depuis, pense comme l'empereur sur les affaires de Suède; cependant, il s'explique moins franchement sur les fautes des généraux russes. Sans se prononcer sur la cause de la révolution, il paraît porté à croire que les Anglais peuvent y avoir eu une grande part, et il penche à croire que la paix, même avec la cession de la Finlande, se fera aussitôt après la convocation des Etats. Il s'étourdit entièrement sur les embarras qui pourraient résulter pour la Russie de la prolongation de cette guerre, et sur l'influence qu'elle peut faire conserver aux Anglais dans la Baltique à l'ouverture de la navigation.

Quant à l'Autriche, M. de Romantzoff n'a changé ni de manière, ni de langage. Il faut tout faire pour éviter la guerre: son issue, quelle qu'elle soit, ne peut qu'être défavorable à la Russie. Si la guerre éclate, la Russie ne peut cependant rester neutre, quand même elle n'aurait point d'engagement avec la France; il ne peut y avoir de doute qu'en prenant part à la guerre, ce ne soit comme alliée de cette puissance. Voilà les idées consacrées, cela a même toute l'authenticité d'un parti pris. La discussion ne roule plus que sur les moyens de conserver la paix, mais cet espoir se fonde plus sur le désir qu'on a de la maintenir que sur des raisons bien valables.

Comme l'empereur, M. de Romantzoff m'a assuré que les troupes étaient en mouvement sur tous les points et qu'on serait en mesure. Il m'a même dit qu'on n'agirait pas avec les faibles moyens que la Russie pourrait se borner à employer, dans un moment où elle avait quatre guerres sur les bras, mais avec tous les moyens déjà disponibles et tous ceux qui pouvaient le devenir. «Nous aurions plus à vous offrir, a-t-il ajouté, et nous serions d'un plus grand poids dans la balance, si votre cabinet n'avait pas toujours retardé nos opérations de Turquie».

M. de Romantzoff m'a ensuite parlé de la dernière dépêche qu'il a écrite à M. Anstett, par laquelle il l'a chargé de dire à M. de Stadion que l'empereur demandait enfin d'une manière positive quel était le but des armements de la cour de Vienne; que, si c'était une guerre d'ambition contre la France, ses espérances seraient trompées, car elle

aurait deux ennemis au lieu d'un; que, si elle croyait le moment favorable parce que la France et la Russie étaient occupées ailleurs, elle était également dans l'erreur, et que l'accord de ces deux puissances lui présageait d'avance quels seraient les résultats de cette lutte. Le comte de Romantzoff ajouta, m'a-t-il encore dit, à M. Anstett: «Demandez à M. de Stadion de ma part s'il a les moyens de borner la puissance de la France et de la réduire, car, pour un homme d'état, la question n'est pas dans l'espoir d'un succès du moment. Enfin, dites à M. de Stadion que, si l'Autriche n'est qu'inquiétée et ne veut pas s'expliquer, il en est grandement temps, et qu'il faut, dans ce cas, nous parler, si on croit que nous puissions être bons à quelque chose».

Après m'avoir répété encore plusieurs fois que le parti de l'empereur était pris et qu'il agirait franchement, M. de Romantzoff m'a dit qu'il fallait s'occuper de rendre les conséquences de la guerre les moins désavantageuses possibles pour la position de la Russie. Il m'a même demandé plusieurs fois ce que je pensais qu'on pourrait faire à cet égard. J'ai toujours généralisé ma réponse, en disant que j'y penserais, qu'il savait, au reste, aussi bien que moi, que le premier désir de mon maître était de faire ce qui pourrait être avantageux ou tranquillisant pour la Russie. Le ministre, en me disant qu'il m'en reparlerait une autre fois, a eu l'air de lier cela à l'idée d'une convention qui pourrait régler le nombre de troupes que l'allié coopérateur serait dans le cas de fournir à l'allié attaqué ou partie principale dans la guerre. J'ai répondu que la Russie me paraissait, dans cette circonstance, partie aussi principale que la France, l'occupation de la Valachie et de la Moldavie étant sûrement une des causes des armements de l'Autriche; que, le but de l'alliance étant de forcer l'Angleterre à la paix, l'emploi de toutes les forces des parties contractantes contre un ennemi qui faisait cause commune avec l'Angleterre était nécessaire, et devenait même un devoir, puisque c'était une atteinte directe au grand but qu'on se proposait; que l'esprit dans lequel avait d'ailleurs été rédigée la convention d'Erfurt avait sous-entendu toutes les forces des alliés. M. de Romantzoff n'a point combattu cette opinion, et,

en définitive, a même paru l'adopter. Il s'est, à ce qu'il me semble, convaincu que la cour de Vienne est capable de toutes les folies, le souverain étant faible et le ministre peu capable et entouré de gens à passions.

M. de Romantzoff m'a dit que M. de Schwartzenberg affectait de ne le point voir et avait encore demandé une audience à S. M.; que, pour lui personnellement, il n'en était pas fâché, mais qu'il croyait que l'empereur, dans ses conversations, brusquait trop l'Autriche et M. de Schwartzenberg lui-même; qu'il était à craindre que cela n'empêchât d'en venir à une explication, et qu'il n'en résultât plutôt de l'aigreur qu'un moyen de conciliation, l'empereur ne pouvant cacher son mécontentement à cet ambassadeur.

J'ai reçu, il y a deux jours, par M. de Labensky la lettre de V. E. du 18 mars. J'ai remis à M. de Romantzoff celle qu'elle contenait pour lui. Il m'a dit qu'elle était fort obligeante: «Mais, a-t-il ajouté, elle ne répond en rien à ma lettre à M. de Champagny, ni à celle que j'ai eu l'honneur d'écrire à l'empereur. On en a dit un mot au prince Kourakine, mais on n'est entré dans aucun détail. Cependant il aurait fallu savoir si on voulait que j'allasse à Vienne, si on le croyait utile au service des deux cours. L'empereur Napoléon sait et me rend, j'espère, la justice de penser que je suis, dans notre alliance, aussi bon français que russe. De vous à moi, et de confiance, M. l'ambassadeur, a-t-il encore ajouté, je n'irais pas à Vienne avec tout le monde de chez vous. L'empereur Napoléon sait toute ma pensée; j'ose espérer qu'il m'estime surtout par la franchise avec laquelle je lui ai parlé: il ne peut donc avoir de doutes sur ma marche. Il connaît aussi toute l'estime que j'ai pour vous, M. l'ambassadeur: il doit donc compter sur notre accord pour son service, mais faisons tout contre l'Angleterre et rien qui lui donne le moindre avantage; elle n'en a que trop recueilli depuis quelque temps».

M. de Romantzoff m'a communiqué, par ordre de l'empereur, la lettre que S. M. a reçue du duc de Sudermanie. Elle contient de plus que la lettre de ce prince à l'empereur Napoléon quelques phrases sur

la générosité de l'empereur Alexandre. Le duc proteste en outre qu'il n'a été pour rien dans la révolution, et qu'il n'a eu d'autre but, en se mettant à la tête du gouvernement dans cet état de crise, que de rendre la paix à son pays, qu'il en a le désir sincère. Il parle aussi de la lettre qu'il a écrite dans cette vue à l'empereur Napoléon, et finit par dire que le roi est traité avec tous les égards dus à son rang et au malheureux état où il est, et qu'on n'en a pas moins pour toute sa famille.

Les dernières dépêches de M. Anstett contiennent peu de chose; elles rendent compte du départ des volontaires, des bruits qui circulent, du langage du ministre, qui présente toujours les armements comme des moyens de défense. Il écrit que l'empereur d'Autriche a commandé un petit équipage de campagne très léger, pour se porter partout où besoin sera.

L'ambassadeur d'Autriche n'a point reçu de courrier, mais je crois qu'il a eu des nouvelles par une estafette et que c'est la cause de l'audience qu'il a demandée. Il tient toujours un langage fort modéré et est fort circonspect; son entourage l'est devenu davantage, et parle cependant de la guerre comme d'une chose inévitable.

Je me suis assuré que l'ordre aux troupes russes rassemblées sur les frontières de la Galicie de se tenir prêtes à marcher dans les vingt-quatre heures a été réellement expédié. Cela se sait et fait sensation.

Une revue de la garde avec armes et bagages, passée par le grand-duc pendant l'absence de l'empereur, en a aussi produit et a fait faire beaucoup de réflexions à l'ambassadeur d'Autriche. Le public ne met nullement en doute la coopération de la Russie, dans la guerre prochaine, en faveur de la France.

Le bruit des événements de Suède avait fait un bon effet; on s'attendait à voir l'empereur apporter la nouvelle de la signature de la paix. L'événement contraire mécontente assez.

Les dépêches du prince Kourakine sont dans le meilleur sens; il écrit des pages entières sur les distinctions dont il est honoré, et sur

celles dont M. Gorgoly a aussi été l'objet. L'empereur m'a dit qu'il se félicitait d'avoir trouvé un homme qui était véritablement dans son système et qui convenait à l'empereur Napoléon.

Le voyage de Finlande a encore augmenté, s'il est possible, la confiance que l'empereur témoigne à M. de Romantzoff.

S. M. compte retourner incessamment à Borgo pour terminer la session des Etats; son absence durera peu de jours.

Il y a une quinzaine de jours que j'ai invité le prince de Schwartzenberg, avec tout le Corps diplomatique, à une petite fête que j'ai donnée à la campagne. Il m'a peu après engagé à un diner auquel j'ai été depuis; nous en sommes restés là: nous ne nous sommes même pas vus depuis huit à dix jours.

J'expédie à V. E. ce courrier pour lui porter les nouvelles de Suède et le résultat du voyage de Finlande. Je lui en expédierai un autre sous peu de jours, pour lui donner les détails qui me parviendront sur la conférence du prince de Schwartzenberg.

231.

Rapport à Napoléon.

10 Avril 1809.

L'empereur daigna m'accorder une audience le 9, après la parade. J'eus l'honneur de lui rendre compte du contenu des dépêches que m'avaient apportées les courriers expédiés de Paris les 22 et 23 mars, et de lui lire les principales pièces qui y étaient jointes. S. M., à qui je fis remarquer la proclamation de l'archiduc Charles *), improuva le ton hostile de cette pièce.

---

*) Charles d'Autriche, 1771—1847, frère de l'empereur François II, général autrichien; en 1796, commanda les troupes impériales sur le Rhin, obtint quelques avantages, et, en 1797, prit Kehl; il fut moins heureux contre Bonaparte et Masséna: en 1809, perdit la bataille décisive de Wagram, où il fut blessé, et fut forcé de signer l'armistice de Znaïm.

S. M. me dit ensuite qu'Elle avait reçu une lettre du roi de Prusse qui lui mandait qu'il avait suivi tous ses conseils, qu'il marchait franchement dans le système adopté et qu'on devait compter sur lui si la guerre éclatait.

S. M. me parla après cela de M. de Schwartzenberg, auquel Elle avait accordé une audience. Cet ambassadeur lui a d'abord dit qu'il n'avait rien de particulier à lui communiquer, que son seul but en demandant cette audience avait été de féliciter S. M. sur son heureux retour. Il a ajouté qu'au moment de sortir, il avait reçu un courrier qui lui apportait, à ce qu'il croyait, la réponse au troisième qu'il avait expédié, mais qu'il n'avait pas eu le temps de lire ses dépêches, qu'il avait seulement vu qu'on n'avait encore rien fait, et que l'Autriche n'avait mobilisé son armée que quand on avait su l'armée française en Allemagne. Il a ensuite montré à l'empereur copie de la note de M. de Champagny à M. de Metternich et de la réponse de celui-ci, en disant que cela ne signifiait rien, que la France, ni par écrit, ni verbalement, n'avait prononcé un seul mot de garantie. A l'appui de cette assertion, il a aussi montré à l'empereur une lettre que lui a écrite M. de Metternich, où il lui rend compte de tout ce qui s'est fait: il y dit que M. de Champagny n'a articulé qu'un mot vague sur cette garantie, qu'il l'a même déclinée et s'est tu lorsqu'il a voulu s'attacher à cette idée; il ajoute que M. de Romantzoff ne lui en a parlé que comme d'une idée à lui, qu'il paraît donc que ce n'est qu'un moyen mis en avant par la France pour gagner du temps. M. de Schwartzenberg a affirmé que c'était aussi l'opinion de M. de Stadion comme la sienne, que, si le cabinet des Tuileries eût eu réellement cette idée, rien ne l'empêchait de lui donner plus de développement ou au moins de laisser à M. de Metternich la possibilité de s'y attacher. Il a cherché à convaincre l'empereur qu'effectivement la France ne voulait que gagner du temps et se servir de lui pour faire des dupes. Il a répété plusieurs fois qu'il n'y avait aucune raison pour ne pas faire tenir par M. de Romantzoff et directement par M. de Champagny le même langage que S. M. avait tenu à Pétersbourg, si l'empereur Napoléon

voulait réellement la paix; il a ajouté qu'on savait que l'Autriche ne s'était armée que pour défendre son indépendance et non pour attenter, comme la France, à celle des autres.

«A entendre M. de Schwartzenberg, me dit l'empereur, il semblerait qu'il y aurait un point d'honneur à ne pas parler. Je l'en ai plaisanté et je lui ai dit que moi, au contraire, quoique toute leur conduite fût non seulement peu amicale, mais même hostile, je me faisais gloire d'être le premier à porter des paroles de conciliation, tout en lui répétant ce que je lui avais souvent dit, que j'étais prêt à agir s'ils bougeaient; que c'était prouver qu'on voulait la guerre que de dire qu'on ne pouvait croire à l'intention de la France de garantir l'existence de l'Autriche, quand je l'avais assuré que je proposais cette garantie au nom de l'empereur Napoléon, et que je parlais d'après ce qu'il avait dit à M. de Romantzoff et ce que ce ministre m'avait mandé, et de plus d'après les communications officielles de l'ambassadeur de France. «Vous prétendez ne pas avoir assez de certitude à cet égard pour entrer en explications, ai-je ajouté, me dit S. M., mais citez-moi dans vos communications, dites que vous agissez d'après les assurances que je vous ai données. Vous auriez déjà saisi ce moyen de s'entendre, si vos vues étaient aussi pacifiques que vous le dites. Vous m'auriez d'ailleurs répondu d'une manière positive si vous vouliez la paix. Que porte votre courrier? Vous connaissez mes intentions, mon désir de maintenir la paix, comme ma détermination de la conquérir si vous la troublez; vous connaissez également l'offre de la garantie que vous font les alliés: il faut que vous vous décidiez enfin, vous en avez tout le temps».

M. de Schwartzenberg assura une seconde fois qu'il n'avait pas lu son courrier, et ajouta qu'il prierait S. M. de lui accorder une autre audience pour lui en rendre compte. L'empereur lui répondit qu'il avait des affaires et que ce ne pourrait être qu'après les fêtes.

L'empereur, dans cette conversation, parla de tout ce qui se passait à Vienne, des armements, des propos, de l'opinion, de l'exaspération que lui donnait le gouvernement. Il répéta qu'on ne changerait

pas son opinion, que, d'une part, les Autrichiens étaient les agresseurs, que, de l'autre, ils refusaient ou déclinaient tout ce qui pouvait si honorablement les satisfaire et maintenir la paix, qu'il était impossible de ne pas voir qu'eux seuls voulaient la guerre sans en calculer les conséquences et sans peser les avantages immenses qu'on leur offrait, à eux et au monde entier, pour le maintien de la tranquillité en Europe et de l'intégrité de toutes les puissances.

«L'ambassadeur a répondu à cela avec assurance, me fit l'honneur de me dire l'empereur, que la garantie de la Russie et de la France que j'avais offerte comblerait tous ses vœux, que M. de Stadion s'attachait aussi à cette idée, mais que rien ne leur prouvait que cette offre fût sincère de la part de la France, ni qu'elle assurât réellement leur indépendance.

«Il faut, me dit S. M., que cette proposition ait cependant germé favorablement dans les têtes à Vienne, car il m'en a parlé plus positivement qu'avant; peut-être même a-t-il cherché à me donner à penser que M. de Stadion avait saisi cette idée. L'ambassadeur revenait cependant toujours à l'opinion que vous ne vouliez par là que gagner du temps. Quant à ce que je lui ai dit sur les propos et les mesures hostiles de sa cour, il m'a répondu que j'étais prévenu par M. Anstett, qui pouvait être un homme estimable, mais qui voyait tout avec humeur et partialité contre eux. Je lui ai dit qu'il se trompait, qu'Anstett ne mandait les choses que comme elles étaient, que j'étais fort content de lui, qu'au reste, je n'avais pas le projet d'en faire un ambassadeur à Vienne, que c'était leur conduite qui m'avait empêché d'en envoyer un, ne voulant pas le faire partir pour le rappeler quinze jours après, qu'à la tournure que prenaient les choses, ils rendraient la guerre inévitable, que, dans cette hypothèse, il savait ce que je lui avais dit, que mon parti était pris et que je marcherais.

«Là-dessus, il s'est récrié plusieurs fois, comme dans les autres audiences: «Combien ce serait malheureux, etc.». Ensuite il m'a parlé des gazettes françaises: il m'a dit que je savais qu'il ne s'était jamais plaint de rien, qu'il n'enviait rien au général Caulaincourt, qu'à la

vérité, il aurait été bien aise de voir la parade, mais qu'il avait même mis de la discrétion à ne point me le demander, qu'il me protestait qu'il ne s'était plaint de personne, qu'il ne me parlait de cela que parce qu'il voulait se justifier d'une inculpation, que, sans cela, il se serait tu, parce qu'il méprisait tous les articles de journaux. Comme il me parlait en même temps des articles virulents que contenaient les vôtres contre l'Autriche, je lui ai répondu qu'il ne fallait pas s'attacher à ce que disaient les gazettes; j'ai ajouté qu'il ne fallait pas brouiller les Etats pour cela. Quant à la parade, je lui ai dit que chacun pouvait y venir, qu'il en était le maître comme l'avait été son prédécesseur, lequel, ai-je ajouté, s'en est dispensé dès qu'il a vu qu'il n'avait plus la première place. Je pensais d'après cela, continua S. M., que l'ambassadeur y serait peut-être venu aujourd'hui, mais, comme vous avez vu, il n'a pas paru. Ces articles de gazettes, ajouta l'empereur, sont désagréables; ils piquent, ils gâtent les affaires au lieu de les arranger: comme vous le voyez, ces explications sont même embarrassantes».

Je résumai ensuite à l'empereur ce que j'avais eu l'honneur de lui dire au commencement de l'audience, d'après ce que m'a mandé V. M. par sa lettre du 21 mars, et son ministre par ses dépêches précitées. L'empereur me répondit en improuvant fortement l'indigne conduite tenue contre un officier français à Braunau. S. M. me dit, dans le courant de la conversation, qu'Elle croyait que l'Autriche voulait décidément la guerre et que rien ne pourrait l'empêcher. Elle ajouta aussi que toutes les mesures militaires prises sur les frontières de la Galicie et en Moldavie répondaient à ce que pouvait désirer V. M. et à ce qu'exigeraient les circonstances, que les troupes étaient partout en mouvement, et, comme Elle me l'avait dit, sur le pied de guerre et prêtes à agir sous vingt-quatre heures, que, quant au rappel de la légation russe de Vienne, si les troupes autrichiennes passaient leurs frontières, Elle en donnerait sur-le-champ l'ordre. J'eus l'honneur d'observer à S. M. qu'il importait que M. de Schwartzenberg en fût informé et que M. Anstett le déclarât à Vienne. Elle daigna approuver

aussi cette observation, et me répondit même que c'était chose en partie prévue la veille, comme je l'avais pu remarquer par sa conversation avec M. de Schwartzenberg, qu'Elle voyait avec plaisir qu'on pensait de même, sans se le dire, à Pétersbourg et à Paris.

232.

Lettre à Champagny.

15 Avril 1809.

Un matelot hollandais, arrivé l'automne dernier à Cronstadt sur le navire «Die frau Martha», ayant donné avis que ce bâtiment ne venait point de Rotterdam, mais de Londres, j'engageai le ministre de Hollande à recevoir la déclaration de cet individu et à en donner connaissance au ministère russe. Il en écrivit aussi à son gouvernement, dont la réponse a servi à constater encore mieux la fausseté des documents dont était muni le bâtiment en question. Le ministre de Hollande vient de remettre à ce sujet à M. le comte de Romantzoff la note dont j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint copie à Votre Excellence. J'ai profité de cette occasion pour faire sentir au ministère russe combien il est nécessaire de prendre des mesures vigoureuses pour repousser le commerce anglais du continent et forcer enfin la Grande-Bretagne à trouver son intérêt dans la paix générale.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à V. E. copie d'un billet, d'envoi de S. E. M. le comte de Soltykoff, relatif à un événement arrivé en route au sieur Laravine, écuyer, courtier des écuries de S. M. l'empereur et roi, et des pièces qui y étaient jointes. J'ai eu beaucoup à me louer de l'esprit modéré et conciliant qui a guidé le ministère russe dans cette affaire, dont il n'est déjà plus question. Le comte Serge Romantzoff, frère du ministre, s'empressa de passer chez moi, dès qu'il en fut instruit, pour me dire que le paysan tué était un mauvais sujet dont il était bien aise d'être débarrassé. L'empereur

lui-même eut la bonté de me dire que sûrement les paysans avaient eu tort. Le sieur Laravine continue son voyage.

J'ai envoyé 500 roubles à la veuve du mort.

Rapports à Napoléon.

233.

16 Avril 1809.

La lettre de Votre Majesté du 24 mars arriva le 14 avril. Le 15, l'empereur me fit l'honneur de m'engager à diner. S. M. avait vu dans la matinée l'ambassadeur d'Autriche.

S. M., dans une longue audience qu'Elle daigna m'accorder après le dîner, me demanda ce que m'apportait le courrier. Je m'acquittai des ordres de V. M. J'eus l'honneur de parler ensuite à S. M. des nouvelles de Vienne et d'Allemagne, d'une lettre de M. de Stadion à M. de Binder qui ne permettait plus de douter que l'Autriche n'eût pris son parti, puisqu'il annonçait son départ et celui de la chancellerie pour Kolin, etc., etc. J'observai à S. M. combien il importait que ses mesures militaires et politiques prissent le même caractère que celles des Autrichiens, que c'était le seul moyen de leur en imposer s'il en était encore temps. Je lui montrai aussi la position embarrassante où pouvait se trouver V. M. si Elle n'était pas puissamment secondée, et dès le début, son armée de Dalmatie se trouvant menacée par les Bosniaques et l'Autriche, et dans la nécessité par conséquent d'agir en même temps contre la Transylvanie et la Galicie. L'empereur me répondit:

«Quant à ma coopération, vous pouvez y compter: elle sera franche et entière. Les réserves ont rejoint; les rechanges d'artillerie, les doubles approvisionnements, tout est en marche. J'ai encore travaillé sur cela hier avec le ministre de la guerre: tout est prévenu, fait et en mesure. Les dépôts même se rapprochent des corps pour suivre leurs mouvements ultérieurs. Les divisions sont réunies sur la frontière

à une marche, les cantonnements très resserrés. L'armée peut s'ébranler en vingt-quatre heures et entrer en Galicie; chaque division a même ses approvisionnements d'un mois sur l'extrême frontière, au cas qu'une marche rapide ou le peu de moyens qu'offre la Galicie, dans le premier moment de l'invasion, fussent un obstacle. Mais, je vous le répète, général, mes finances en sont un grand, surtout quand il faut sortir des frontières. J'ai promis à l'empereur, je remplirai tous mes engagements, mais l'argent me manquera quand les troupes seront hors du pays. Cette nouvelle guerre fera encore baisser le change, il n'y a point de doute: calculez-en donc les conséquences; ceci est une réflexion, mais qui ne m'empêchera pas, je vous le répète, de remplir mes engagements. Quant au corps qui agira contre la Transylvanie, c'est le général Essen *) qui le commande».

Je demandai à l'empereur si ce corps était fort, s'il agirait offensivement. «Il est composé des troisièmes bataillons», me répondit S. M., en ajoutant qu'il serait renforcé, qu'il pourrait agir offensivement aussitôt que l'armée de Galicie se serait un peu avancée, que ce corps avait aussi tous ses moyens. «Je veux vous expliquer cette organisation, me dit l'empereur: chacun des régiments des sept divisions du prince Prozorowsky a laissé un de ses bataillons de guerre pour former la réserve de son armée et l'armée qui est réunie sur les frontières de la Transylvanie. Le ministre de la guerre ne m'a pas encore remis la note de ces bataillons, mais le corps est formé et organisé». Je parlai à S. M. d'une division qu'Elle m'avait dit, il y a quelque temps, avoir fait venir des frontières de la Chine et qui était dans les environs de Moscou, comme d'un moyen de renforcer l'armée de Galicie, dont S. M. pourrait détacher un corps de 20.000 hommes pour le réunir en Saxe à l'armée de V. M. et le faire agir sous ses ordres immédiats. J'eus l'honneur de faire sentir à l'empereur

*) Comte Pierre Kirillowitch, 1772—1844; en 1806, fut nommé chef de la 8e division d'infanterie; en 1809, était attaché à l'armée du prince Prozorowsky en Moldavie.

quel effet cela ferait sur l'opinion, et combien cela établirait de liens, entre les deux nations comme entre les militaires. S. M. m'objecta que cette division n'arriverait pas assez à temps pour renforcer l'armée de Galicie, qui, trop affaiblie par ce détachement, ne pourrait pas remplir, à l'ouverture de la campagne, son but d'invasion, ce qui était sans doute préférable et plus avantageux pour la cause commune.

« Sans mes affaires de Suède et mes cinq guerres, ajouta S. M., je vous assure qu'outre la diversion de Galicie et de Transylvanie, j'aurais moi-même rejoint l'empereur avec quatre divisions. Nous verrons avec le temps ce qu'il sera possible de faire; pour le moment, je fais tout ce qui dépend de moi, l'empereur doit le croire et vous pouvez le lui certifier: ce n'est pas ma faute si les affaires de Turquie et de Perse ne sont pas encore terminées ».

Je proposai alors d'envoyer une des deux divisions qui sont sur la Baltique; S. M. m'objecta que les armements des Anglais l'obligeaient à les laisser là jusqu'à ce qu'on sût où ils se porteraient. S. M. ajouta: « La division qui est aux environs de Moscou marchera vers la Galicie pour être la réserve de cette armée: elle ne peut être sur les frontières de la Galicie avant la fin de juillet. Peut-être, plus tard, une des divisions de la Baltique pourra-t-elle avoir la même destination. Dans ce moment, je rappelle quelques bataillons même des régiments de Finlande les plus près de Pétersbourg, pris dans les 4e, 6e et 17e divisions; cet amalgame les dérangera sans doute, mais je veux être en mesure: ainsi, je passe sur ces considérations pour pouvoir offrir dans quelque temps plus de moyens à l'empereur. J'organiserai une division avec ces corps et ce que j'ai à Pétersbourg, et je l'enverrai aussi en Galicie. Vous voyez, continua S. M., que toutes les mesures sont prises. Quant à ma détermination, elle n'est pas douteuse, et l'empereur doit compter sur moi. J'ai nommé le prince Galitzine pour commander cette armée: c'est un homme que le soldat aime beaucoup et qu'il verra arriver avec plaisir ».

L'empereur parla ensuite de l'ordre à donner aux légations à Vienne, et me dit que M. de Romantzoff expédierait le lendemain un

courrier à M. Anstett pour lui enjoindre de notifier aux russes établis en Autriche qu'ils eussent à se tenir prêts à quitter les Etats Autrichiens, et au ministère que la légation russe avait l'ordre de quitter Vienne aussitôt que les troupes autrichiennes auraient dépassé la frontière. L'empereur ajouta qu'il croyait comme moi que l'Autriche avait pris son parti, que la guerre serait inévitable, que cependant M. de Schwartzenberg, comme il me le dirait, l'avait assuré le matin que sa cour ne désirait que de pouvoir garantir son indépendance, qu'il lui avait montré des lettres de M. de Stadion qui annoncent qu'on avait assez accueilli la proposition de la garantie.

S. M. passa ensuite aux conséquences de la guerre d'Autriche, à ses résultats, si, comme on devait l'espérer, elle était heureuse, à la nécessité par conséquent de convenir d'avance de ce qu'on ferait sur cela. «La destruction de cette monarchie serait une calamité pour l'Europe, me dit S. M., un malheur même pour notre alliance. Son gouvernement mérite une vigoureuse leçon; il faut qu'il la reçoive, mais il ne faut pas le détruire. Quant à la Russie, je vous parle franchement, me dit l'empereur: si la monarchie Autrichienne doit éprouver des démembrements, la Russie ne peut souffrir que la Galicie, en tout ou en partie, passe dans d'autres mains que les siennes, car tout ce qui serait ajouté de ce côté au duché de Varsovie serait un acheminement au rétablissement de la Pologne, et, par là, contraire au premier intérêt de la Russie. Cette opinion se fonde non seulement sur le caractère des Polonais, qui sont toujours portés au changement, qu'on a peut-être flattés du rétablissement futur de leur pays, mais aussi sur ce qui se passe depuis longtemps et s'est passé récemment dans le duché de Varsovie. Des lettres de gens marquants annoncent hautement ce projet de rétablissement de la Pologne; à l'appui de cela, le roi, malgré nos explications de l'année dernière avec vous comme avec lui, vient de donner encore, pendant la diète qui vient de se terminer, des cordons de l'Aigle blanc et de Saint-Stanislas. Je ne considère le duché de Varsovie que comme une province des Etats du roi de Saxe; l'empereur, dans ses conversations avec moi, ne l'a considéré

que comme cela. De quel droit le roi s'arrogerait-il donc la distribution des ordres de l'ex-royaume de Pologne, qui n'existe plus? Car ce droit, comme ancienne propriété de ce pays maintenant partagé, appartient aux copartageants comme à lui. Que l'empereur agrandisse le royaume de Saxe vers la Bohême ou partout ailleurs, je n'y mets point d'obstacles; mais, vers la Galicie, je m'explique franchement avec vous pour le présent comme pour l'avenir, afin d'éviter toute espèce de difficulté, tout agrandissement du duché vers la Galicie, continua l'empereur, est tout à fait contraire à mes intérêts. Chez vous, on connaît, comme moi, les têtes polonaises: il ne faut donc rien faire qui fomente ces gens-là et trouble encore le monde. Il serait même bon que l'empereur employât près de lui les troupes du duché de Varsovie, afin qu'elles ne parussent pas en Galicie, ou qu'elles agissent sur notre flanc droit».

J'observai à S. M., comme une réflexion qui m'était toute personnelle, que cette inquiétude ôterait un moyen de plus de nuire à l'Autriche, qu'on n'était pas obligé de dire aux Galiciens ce qu'on voulait faire d'eux, que, si leurs espérances les rendaient favorables à la cause des alliés, il serait préférable d'en profiter, sauf à régler en secret leur sort à venir, que le grand intérêt du moment était de forcer l'Autriche à la paix, qu'il fallait donc avoir toute confiance l'un en l'autre et se servir de tous ses moyens, qu'au surplus, je connaissais les intentions de V. M. et pouvais en répondre, que son premier désir était de faire tout ce qui pouvait être rassurant pour son allié. L'empereur reprit qu'il était sûr que les troupes russes seraient bien reçues en Galicie se présentant seules.

Je discutai ensuite le point de la possession de toute la Galicie par la Russie comme inquiétant pour le monde entier et surtout pour la Saxe, par la même raison que la Russie alléguait contre l'accroissement du grand-duché. Je représentai que V. M. n'avait aucune vue d'agrandissement et que l'acquisition de toute la Galicie me paraissait un avantage si minime, que je convenais franchement que, dans mon opinion personnelle, pour l'indépendance de l'Europe, à laquelle S. M. tenait

tant, je préférerais adopter la base du maintien de l'intégrité de l'Autriche en la désarmant et en limitant ses forces dans la paix, quelque embarrassant qu'il pût être de veiller à l'exécution d'un semblable traité.

L'empereur me répondit que cette idée lui convenait aussi, qu'il préférait, pour l'intérêt de tous, pour le maintien d'*un peu d'équilibre* en Europe, pour parvenir plus tôt à la paix avec l'Angleterre, et l'y contraindre même, que la monarchie Autrichienne ne fût pas détruite, qu'elle ne reçût qu'une bonne leçon, et qu'une prompte paix rétablît bientôt le calme en Europe.

« Je le désire par quatre raisons, ajouta l'empereur: la première, c'est que la pauvre humanité en a besoin et qu'il faut être avare de son sang, qu'on n'a que trop versé; la seconde, c'est que l'Autriche est nécessaire à la civilisation et qu'il ne faut pas, pour l'empereur comme pour moi, habituer les peuples à ces grandes catastrophes, à ces bouleversements dans les Etats, comme à ces changements dans les dynasties; la troisième, c'est qu'il faut, pour le maintien de notre alliance, pour que nous vivions en bonne harmonie, qu'il reste un tiers en Europe indépendant de l'un et de l'autre; enfin la quatrième, c'est qu'il faut finir promptement, surtout ne pas ouvrir la porte à de nouvelles difficultés ou contestations, pour que vous terminiez vos affaires d'Espagne, qui sont d'un très grand intérêt pour vous et un grand coup porté aux Anglais, par conséquent le seul moyen de leur nuire et de pouvoir employer des mesures efficaces pour contraindre cette puissance à la paix: tout le reste n'est qu'un épisode. La grande affaire, c'est la paix avec l'Angleterre; ne nous écartons pas de ce but ».

Je répondis à l'empereur que la modération de V. M. était aussi une preuve qu'Elle avait la même opinion et marchait au même but, qu'Elle se préparait à la guerre parce qu'on l'y forçait, mais que ses ordres, toutes ses démarches faisaient foi qu'Elle voulait la paix. Je représentai à S. M. que l'Autriche, si elle avait des succès, ne serait sûrement pas si modérée, que ce système d'intégrité, si la guerre avait lieu, était, à un certain point, une idée plus brillante au premier aspect que raisonnée et solide dans le fond, puisqu'elle contenait l'obligation

d'une condition de désarmement illusoire dans l'exécution, ou fournissait le motif de mille nouvelles tracasseries. L'empereur parut avoir l'idée que l'Autriche, battue et réduite à la paix, ne pourrait plus troubler le repos du continent. Quant à la note à remettre, l'empereur daigna penser comme moi qu'elle arriverait peut-être un peu tard: «Mais, ajouta S. M., elle peut cependant faire un bon effet. Pour cela, consultez avec Romantzoff et voyez ensemble ce que vous croirez préférable; je m'en rapporte à vous».

Je représentai à l'empereur qu'il fallait bien prendre garde que cette idée de tout rendre à la paix ne fût un motif pour ne rien faire pendant la guerre, sous prétexte que cela serait, en dernier résultat, à peu près indifférent. Je dis à S. M. que je comptais tout à fait sur sa loyauté, mais que je craignais de ne pouvoir espérer autant de l'énergie de ses généraux, qui, sous mille prétextes, pouvaient tout paralyser, surtout si cette opinion perçait. Je représentai à l'empereur que c'était à Olmutz qu'il fallait se donner rendez-vous.

L'empereur me répondit que ses troupes suivraient cette direction, mais qu'Olmutz était une place trop forte pour la prendre tout de suite. Il ajouta qu'il forcerait bien ses généraux à obéir, que ses officiers n'étaient pas habitués à avoir des volontés.

L'empereur me parla ensuite des affaires de Constantinople, et daigna me dire que l'influence de M. Adair y était telle, que la Porte avait, pour réponse à l'officier du maréchal Prozorowsky, déclaré la guerre à la Russie et fait partir les firmans sans explications, que le maréchal Prozorowsky s'était sur-le-champ mis en mouvement. S. M. ajouta que cette affaire marcherait bien, qu'Elle avait été obligée de détacher quelques bataillons pour renforcer M. de Richelieu en cas d'attaque en Crimée de la part des Anglo-Turcs, qui faisaient des préparatifs. J'observai à l'empereur que les Anglais étaient trop occupés ailleurs et les Turcs trop fortement menacés sur le Danube, pour entreprendre tant de choses.

Je prévins ensuite S. M. que je savais de la légation autrichienne que leur cour croyait avoir des intelligences en Serbie. L'empe-

reur me répondit qu'il pensait que l'Autriche n'y aurait point de succès, les Serbiens étant irréconciliables avec les Turcs et n'étant pas dupes dans ce moment des insinuations de l'Autriche, qu'il espérait même que les Serbiens, qui étaient prêts à attaquer, feront une diversion avantageuse à V. M. en Bosnie. L'opinion de l'empereur est que les affaires de Turquie marcheront vite et bien.

S. M. me parla ensuite du retour de M. d'Alopéus, qui a passé trois jours à Stockholm. S. M. me dit que les événements de ce pays avaient encore une toute autre couleur que celle qu'on avait cru, qu'on y parlait depuis trois mois d'un changement dans l'autorité, que le roi le savait par plusieurs personnes, mais qu'il n'y croyait plus, qu'il répondait à ceux qui lui en parlaient *que cela arriverait si Dieu le voulait,* qu'il paraissait que ce bruit public tenait cependant plus au mécontentement général qu'à un plan arrêté de conspiration, puisqu'on ne s'était décidé au parti pris que dans l'antichambre du roi et au moment de son départ et de l'exécution; qu'il paraissait certain que cet événement n'était que le résultat de la révolte de l'armée de Norvège, qui marchait sur la capitale; que M. de Stédingk en avait le premier prévenu le roi, qui s'était emporté contre lui et l'avait forcé à lui nommer celui qui lui avait donné cette nouvelle; qu'il y croyait d'autant moins qu'il avait fait arrêter l'officier de qui M. de Stédingk la tenait; qu'ensuite, des avis successifs des gouverneurs de province avaient confirmé cette nouvelle, que le roi s'était alors déterminé à se retirer en Scanie à la tête de deux régiments Poméraniens, qu'il avait voulu forcer la banque à lui donner quelques millions, que les directeurs avaient refusé; que cela avait porté le mécontentement à l'extrême dans toutes les classes; que, sur la nouvelle que l'armée de Norvège approchait, les gens marquants s'étaient décidés à parler au roi de la nécessité de prendre des mesures de conciliation pour éviter la guerre civile; que, n'ayant pu le déterminer à rien, tout le monde se trouvant réuni dans les salles du Palais pour ces représentations infructueuses, le général Adlercreutz s'était mis en avant pour faire encore de nouvelles représentations au roi, et avait ajouté que, s'il ne réagissait pas,

il lui déclarerait qu'il ne pouvait plus régner; que, cet avis ayant été unanimement adopté, il était entré chez le roi avec M. de Silfversparre et trois de ses aides de camp, qu'il lui avait parlé longtemps sans en rien obtenir; qu'il lui avait alors déclaré qu'il devait céder les rênes du gouvernement; que le roi avait parlé haut et appelé, que les trabans et les gens du château, prêts à partir avec le roi et armés pour le voyage, étaient accourus; que M. d'Adlercreutz leur avait fait ouvrir les deux battants en leur disant: «Vous voyez qu'on ne fait ni mal ni violence au roi, on ne lui demande que la paix»; et que, se servant du bâton de commandement du Palais, qu'il avait pris à M. de Mullinen, aide de camp général, il leur avait ordonné de se retirer, ce qu'ils avaient fait sans difficulté et sans que le roi eût rien dit; qu'à la suite de cela, le roi causa avec plusieurs personnes, s'empara de l'épée d'un chambellan, mais que M. d'Adlercreuz le désarma, et qu'on le laissa tellement libre jusqu'à son départ, qu'il sortit par un petit escalier et parvint jusqu'au perron devant la garde du château composée de Poméraniens; qu'arrivé là, il fut arrêté par un M. Greiff, que le roi appela vainement cette garde, que personne ne bougea pour lui, et qu'on le fit remonter dans son appartement jusqu'à son départ pour Brottningholm, d'où il fut transféré à Gripsholm le jour même. «L'opinion de toutes les classes était prononcée contre ce malheureux prince, que l'empereur Napoléon plaindra comme moi, j'en suis certain, ajouta S. M., car, je vous le répète, ce sont de ces événements auxquels on accoutume trop les peuples, et que les hommes sages doivent toujours déplorer».

Après cela, continua S. M., on envoya au-devant de l'armée de Norvège, pour lui annoncer que, la cause de son mécontentement et des malheurs de la Suède ayant cessé, elle devait s'arrêter, que les chefs pouvaient se rendre dans la capitale, où ils seraient bien reçus. Le général de cette armée ayant été arrêté, elle était commandée par un nommé Adlersparre *), lieutenant-colonel, homme de beaucoup

*) Comte George, 1760—1835, général suédois; un des principaux auteurs de la révolution qui renversa Gustave IV.

d'esprit, très éloquent, cerveau brûlé, espèce de Jacobin, qui répondit que son armée et lui viendraient à Stockholm, où il a effectivement fait son entrée triomphale. Ce nouveau Robespierre fait trembler tout le monde; il a une garde très forte, deux canons chargés à mitraille devant sa porte. Il est membre du Conseil et règne en quelque sorte. Les Etats sont convoqués pour le 1er mai. Le prince régent a peu ou point d'autorité; le pays est dans l'anarchie. Le projet de cet homme paraît être que la Suède s'isole de toutes les puissances, qu'elle soit neutre pour toutes. Dans cette situation des choses, continua S. M., je n'ai voulu profiter de rien; Alopéus s'est borné à recueillir ces renseignements sans rien proposer, ni faire: il faut attendre l'ouverture des Etats. En attendant, je me mets en mesure de passer, quand Chouvaloff, qui est déjà à Kalix, en avant de Tornéo, et que j'ai fait renforcer, sera assez avancé; sa prise m'a donné plus de 6000 prisonniers et d'immenses magasins: S. M. m'en montra les états. « Qu'il faille conquérir la paix, ajouta-t-Elle, ou que des négociations avec une autorité légitimée par les Etats la donnent, tout est en mesure pour l'obtenir incessamment et d'une manière convenable ».

L'empereur termina cette conférence par le détail ci-après de ce que lui avait dit M. de Schwartzenberg.

«M. de Stadion répond à l'offre de la garantie par beaucoup de compliments de remerciements de la part de l'empereur pour mes bonnes intentions. Il dit qu'elle remplirait sans doute le plus cher de leurs vœux, qu'il a même saisi cette idée et écrit en conséquence à M. de Metternich, qui en a parlé à M. de Champagny; que ce ministre, au lieu de l'adopter, l'a à peu près déclinée par le fait, puisque, comme il l'entendait, les résultats en seraient au désavantage de l'Autriche; qu'il avait répondu à l'ambassadeur, qui le pressait de s'expliquer sur ce qu'on exigerait de l'Autriche pour que cette garantie lui fût donnée, que ce serait son désarmement; que l'ambassadeur avait répondu à cela qu'alors la France désarmerait sans doute aussi et retirerait toutes ses troupes en deçà du Rhin, puisque l'Autriche n'aurait sans cela aucune sécurité, l'éloignement de la Russie rendant sa garantie

contre la France illusoire pour l'Autriche si la France avait des troupes assez près pour l'envahir avant que la Russie n'eût le temps de la secourir; que M. de Champagny avait tout à fait décliné cette ouverture en disant que la France était obligée de rester armée à cause de sa guerre avec l'Angleterre; que M. de Metternich avait repris que le désarmement de l'Autriche ne pourrait être que la rentrée des troupes régulières dans leurs garnisons et des milices dans leurs foyers; que l'équivalent de cette mesure devait nécessairement être l'évacuation de l'Allemagne par les troupes françaises. M. de Schwartzenberg m'a montré, me dit ensuite l'empereur, les lettres de M. de Metternich, ainsi que les dépêches qu'on lui a écrites, en me répétant toujours les mêmes choses. Il m'a dit, entre autres choses, que la preuve que la France n'était pas sincère dans ses offres de garantie était le tour qu'elle faisait faire à ses propositions pour gagner du temps, qu'on ne pouvait être dupe de son double langage. Je me suis servi, m'ajouta encore S. M., des mêmes arguments que précédemment pour lui prouver qu'ils étaient les agresseurs, qu'ils me paraissaient plus disposés à la guerre qu'à la paix, que cela me paraissait même un parti pris, qu'il connaissait mon opinion, mes résolutions, que sa cour n'avait qu'à se bien consulter, que, s'ils bougeaient, ma légation quitterait Vienne et mes troupes, déjà réunies, marcheraient». — «V. M. me chasserait donc tout de suite»? a dit l'ambassadeur. — «Vous savez que je ne chasse personne, a repris l'empereur, il ne tient qu'à vous de rester; faites vos réflexions, acceptez l'honorable garantie qu'on vous propose: il est temps que cela finisse, on doit savoir à Vienne si elle convient». L'empereur lui ayant demandé s'il savait quelque chose sur les mouvements de leurs armées, il a répondu qu'il n'avait sur cela que des nouvelles particulières qui ne disaient rien. «En tout, on ne peut conclure de ce qu'il m'a montré et dit, ajouta l'empereur, qu'ils ne veuillent pas de la garantie, ni qu'elle ne puisse les arrêter dans leurs projets hostiles. On ne peut aussi inférer de ce qu'il m'a dit de leurs armées qu'elles n'aient pas encore agi. Le temps qui passe est une sottise de plus de leur part, s'ils sont décidés à la guerre, et un bénéfice pour vous et

pour moi, puisque leurs moyens ne peuvent guère s'augmenter et que les vôtres au contraire se multiplient chaque jour».

Le résultat de tout ce que M. de Schwartzenberg a dit et montré à l'empereur serait qu'on a à peu près saisi l'idée de la garantie dès l'arrivée des deux premiers courriers de cet ambassadeur, qu'elle s'est fortifiée par le troisième, que M. de Metternich assure que cette opinion n'est pas partagée par l'empereur Napoléon, que M. de Champagny la décline même, enfin qu'ils ne croient pas ou ne veulent pas croire que cette garantie leur soit franchement offerte par la France, ni qu'elle leur donne tout ce qu'ils prétendent, enfin que la France n'en fait qu'un moyen de gagner du temps. L'empereur daigna m'ajouter encore qu'il avait dit à l'ambassadeur que l'influence anglaise se reconnaissait dans toute la conduite de sa cour, qui dénotait clairement, par sa réponse dilatoire autant que par l'accueil peu empressé qu'elle faisait aux honorables propositions qu'on lui avait faites, qu'elle était plus occupée des intérêts de l'Angleterre que des siens.

M. de Schwartzenberg parla encore à l'empereur de l'embarras qu'il éprouvait en venant chez lui; n'ayant jamais rien de satisfaisant à lui annoncer, il craignait que sa présence ne finît par lui être trop importune. Il avoua à l'empereur qu'il sentait, comme S. M., que ses dépêches étaient uniquement dans le sens du système adopté par sa cour, et non des réponses à ce qu'il avait mandé, qu'il s'en plaignait aussi. Il répéta qu'il regrettait de ne pas être venu trois mois plus tôt, qu'il aurait éclairé sa cour sur l'opinion qu'on avait ici, qu'il ne doutait pas qu'on n'eût changé de langage; il avoua qu'on aurait été étonné à Vienne de celui qu'il avait tenu, car, ajouta-t-il, «j'ai tout demandé, tout ce que m'a dit V. M.». Il déplora les malheurs de cette guerre, si elle avait lieu, parla de confiance, comme un homme qui ne se fait pas illusion, qui a tout fait pour empêcher la guerre, qui ferait encore, mais qui ne croyait pas pouvoir y réussir. L'empereur m'ajouta à ces derniers détails: «Ceci, général, reste entre nous, et est une preuve de ma confiance, car je ne veux abuser de celle de personne, et je ne voudrais pour rien au monde qu'un mot de ceci fût répété».

234.

16 Avril 1809.

J'ai eu l'honneur de voir l'empereur ce matin; j'en ai profité pour donner connaissance à S. M. des dépêches de Vienne que M. de Champagny m'avait adressées avec sa lettre du 29, reçue hier soir. L'empereur y a vu une nouvelle preuve des intentions hostiles de l'Autriche. S. M. m'a dit ensuite qu'Elle avait causé avec M. de Romantzoff du projet de remettre l'ancienne note à la cour de Vienne; que ce ministre lui avait rendu compte de la conversation que nous avions eue à ce sujet; qu'Elle pensait donc que la déclaration que M. Anstett était chargé de faire à la cour de Vienne, sur son rappel et celui des russes aussitôt que les troupes autrichiennes passeraient leur frontière, suffisait et remplissait l'objet de cette note, qui ne changerait rien maintenant aux dispositions de l'Autriche; que ce serait l'humilier d'ailleurs que de lui reparler des affaires d'Espagne et de lui montrer de nouveau qu'on attachait quelque prix à son assentiment avant qu'elle n'eût fait de son côté des démarches; que ce serait donner de l'importance aux mauvaises nouvelles qu'on faisait déjà courir sur la situation du roi, qui pouvait se passer de la reconnaissance de l'Autriche; qu'on avait l'esprit assez de travers à Vienne pour y croire que l'assentiment de l'Autriche dans toutes ces affaires était indispensable. «Ils sont même gens à croire, ajouta l'empereur, que nous avons en cela une arrière-pensée».

L'empereur m'a montré ensuite copie de l'ordre qu'avait envoyé le maréchal Prozorowsky aux Serviens pour qu'ils se missent tout de suite en mouvement, ajoutant qu'il avait des renseignements certains qui lui prouvaient que l'armée servienne était prête à agir et même pressée de commencer. L'empereur a répété comme précédemment qu'il me donnait ces détails parce qu'il pensait qu'ils étaient rassurants pour l'armée que V. M. avait en Dalmatie.

235.

Lettre à Napoléon.

16 Avril 1809.

Les trois rapports qui sont ci-joints feront connaître à Votre Majesté ce qui s'est fait pour obéir aux ordres qu'Elle m'a transmis par ses lettres des 21 et 24 mars; mon courrier du 9 lui a porté l'accusé de réception de la première, j'ai reçu la seconde le 14. L'empereur, le ministre, tout le monde en est venu à croire à la guerre inévitable; les troupes sont en mouvement, comme l'empereur me l'a dit, et les préparatifs réels. Mes renseignements ne diffèrent des siens qu'en ceci: je n'estime ses 4 divisions et la réserve de cavalerie qu'à 62.000 hommes; l'empereur les porte à 69.000 combattants. Il goûte assez l'idée d'envoyer un corps à V. M., ne fût-ce que pour l'opinion: je reviendrai là-dessus dès que les affaires de Finlande, ou plutôt de Suède, auront pris une couleur définitive; si on parvient à en finir sur ce point, je pense même que l'empereur pourra aller en personne à son armée de Galicie. Je ferai tout ce qui sera possible pour cela, V. M. m'en croira facilement, puisque cela me mettrait à portée de déposer à ses pieds l'hommage de mon respectueux dévouement. L'opinion de beaucoup de gens est que l'empereur ira à cette armée de Galicie aussitôt qu'on connaîtra les résultats de la diète de Suède et de l'ouverture de la campagne en Turquie. Le fait est que l'empereur a demandé, il y a quelques jours, si ses équipages de campagne étaient prêts. On regarde le prince Galitzine, qui commandera l'armée, comme ***un bon vivant,*** très brave, mais un homme peu instruit et décidé. Par sa parenté, il tient à tout ce qui est à la Cour actuelle et un peu à l'opposition; quant à l'opinion, il est de ceux dont on ne parlait pas à Moscou.

Une lettre de V. M. à l'empereur, ou une à moi avec quelques cajoleries pour lui et écrite de manière à ce que je puisse la lui montrer, ferait beaucoup pour la marche de nouveaux corps: en

en appelant à son obligeance, à sa loyauté, lui disant qu'on compte sur lui, V. M. en obtiendra ce qu'Elle voudra; le désir de la rencontrer, le plaisir de voir des troupes feront le reste. Il faut s'y prendre d'avance, car rien ne se fait vite ici. J'en suis venu au point que l'empereur regarde la conduite de l'Autriche comme l'effet d'une intrigue toute anglaise; c'est pour lui la couleur la plus ennemie. Jusqu'à présent, on ne me presse pas pour une convention écrite sur le sort de l'Autriche ou de ses provinces après la guerre; on se contente d'en parler de temps en temps, sans en faire une condition de la coopération. Si on devient pressant, j'obéirai à V. M.; si on ne l'est pas trop, je déclinerai la question en prétextant, comme je l'ai déjà fait, des difficultés à tout, pour gagner du temps et tâcher de n'engager V. M. à rien: bien entendu, cela ne retarderait aucune des opérations militaires qui peuvent seconder celles de l'armée française. Le prince Galitzine *) marie son fils **) dans quelques jours et partira après; l'empereur, que je m'arrange pour rencontrer presque chaque jour et qui daigne me parler chaque fois, a bien voulu m'assurer aujourd'hui qu'un courrier ébranlerait les divisions même sans que le général en chef y fût, si on avait la nouvelle que les Autrichiens ont passé leur frontière. S. M. m'ajouta que ce qu'Elle avait dit à M. de Schwartzenberg et les mouvements de ses troupes avait opéré, puisqu'Elle avait un rapport qui lui annonçait que plusieurs bataillons en marche pour la Bohême venaient d'être dirigés sur Cracovie, que quelques-uns y étaient même déjà arrivés.

La société s'occupe toujours beaucoup des probabilités de guerre avec l'Autriche; cela ne plaît pas plus qu'avant, mais, comme personne ne doute maintenant que l'empereur tiendra ses engagements avec V. M., on s'accoutume à cette idée: le grand cri, c'est qu'on se met en guerre avec tout le monde et qu'on ne fait la paix avec personne. Ceux qui

---

*) Serge Théodorowitch, 1748—1810.

**) Théodore Serguéewitch, 1781—1826; en avril 1809, épousa la princesse Anne Prozorowsky.

voulaient faire croire que l'empereur avait dépensé six millions pour fomenter la révolution en Suède l'accusent maintenant de ne pas avoir, selon eux, profité de ces événements pour forcer ce pays à la paix, *et dans les vingt-quatre heures*. L'impératrice paraît très affectée de cette révolution de Suède et de la position de sa sœur. L'empereur n'est pas indifférent à ce chagrin: il a fait revenir de Moscou l'aide de camp Lövenhjelm, que le roi aimait beaucoup et qui a été pris l'année dernière en Finlande; on le traite fort bien.

M. Gorgoly s'est bien exprimé à son retour; l'empereur dit qu'il le renverra parce que V. M. a été contente de lui. L'empereur m'a parlé à table d'aller cet automne à Paris: «J'irais en dix jours», m'a-t-il dit en plaisantant. Le comte Tolstoï croit à la réalité de ce projet, quoiqu'il n'en soit question que comme plaisanterie.

On a reçu, par Paris comme par Vienne, de mauvaises nouvelles d'Espagne: les généraux Sébastiani et Duhesme *) battus, Lasalle **) tué, Madrid évacué par le roi. L'empereur paraît croire qu'une partie de ces nouvelles sont vraies: «Je m'en afflige, m'a-t-il dit, parce que cela haussera le ton de l'Autriche».

L'empereur a été très piqué de l'article sur M. de Schwartzenberg. Il est de mon devoir de dire à V. M. que ces détails des journaux le mécontentent toujours et détruisent la confiance qu'il est si nécessaire d'entretenir. Je suis convaincu que c'est par pique qu'il a dit à M. de Schwartzenberg qu'il était le maître de venir à la parade.

Le mariage de Madame la grande-duchesse paraît fixé au 30 de ce mois. Les princes d'Oldenbourg et de Weimar, ainsi que la grande-duchesse sa femme, retourneront après chez eux.

La parade a eu lieu aujourd'hui; l'ambassadeur d'Autriche n'y est pas venu. Il s'attendait peut-être qu'un aide de camp de l'empereur viendrait le chercher, comme cela se pratique pour l'ambassadeur de V. M., mais S. M. n'a donné aucun ordre sur cela.

---

*) Général de division, commandant à Barcelone.

**) Comte de Lasalle, général de division de cavalerie légère.

Celui donné à M. Anstett de notifier à la cour de Vienne que sa légation a ordre de partir sous vingt-quatre heures aussitôt que les troupes autrichiennes dépasseront leur frontière a paru à M. de Romantzoff, comme à moi, rendre la note inutile. Les bonnes raisons ne changeront pas plus l'Autriche aujourd'hui qu'il y a six semaines; on ne peut plus être conciliant avec des gens qui ne gardent aucune mesure. Peut-être ai-je plus consulté en cela la dignité de mon maître que sa modération, mais j'avoue à V. M. que j'ai éprouvé une véritable satisfaction en trouvant aujourd'hui l'empereur et le comte de Romantzoff dans l'opinion que ce serait s'humilier que de reparler des affaires d'Espagne à l'Autriche et de lui montrer encore qu'on regarde son assentiment comme nécessaire.

Le comte de Romantzoff ne peut pas être mieux. Il m'a montré la réponse qu'il a reçue de V. M. et ne perd pas une occasion de me dire, même de me prouver, qu'il est bien décidé et qu'il marche franchement dans le système. «L'empereur Napoléon sait que j'étais sans arrière-pensée avec lui, que j'osais même quelquefois ne pas être de son avis, me disait-il ce matin. Je pense ici comme à Paris, M. l'ambassadeur, et le temps prouvera à l'empereur combien il doit compter sur nous».

Lettres à Champagny.

236.

16 Avril 1809.

J'ai déjà accusé à Votre Excellence la réception de ses dépêches des 22 et 23 mars. J'ai reçu, le 13 à minuit, celle dont M. Rouen était porteur, avec la lettre de S. M. qui y était jointe.

Le jour de Pâques, après la parade, l'empereur a daigné m'accorder une audience après que je lui eus communiqué le contenu des dépêches que j'avais reçues et fait lire les pièces qui les accompagnaient. S. M. voulut bien me donner les détails suivants sur l'audience qu'Elle avait accordée au prince de Schwartzenberg.

Cet ambassadeur montra à S. M. la note de V. E. à M. de Metternich et la réponse de celui-ci. Je dois faire observer à V. E. que cette réponse, qu'Elle m'annonce comme jointe à ses dernières dépêches, a été oubliée. M. de Schwartzenberg, en montrant ces pièces à l'empereur, dit que la chose qui pourrait avoir de l'importance pour l'Autriche était l'offre de la garantie, mais qu'il en avait à peine été question. Pour appuyer cette assertion, il fit voir à l'empereur une lettre que lui écrit M. de Metternich, dans laquelle cet ambassadeur dit qu'on n'a articulé qu'un mot vague sur cette garantie et que, lorsqu'il a voulu entrer en explications avec V. E. à cet égard, Elle ne lui a rien répondu. Il croit en conséquence que ce n'est qu'un moyen mis en avant par la France pour gagner du temps et en imposer à la Russie.

M. de Schwartzenberg a longtemps défendu cette opinion, a dit que c'était celle de M. de Stadion et la sienne, comme celle de M. de Metternich. Il a ajouté que, si la France avait voulu offrir sincèrement cette garantie, on aurait pu faire tenir par M. de Romantzoff et par V. E. le même langage que S. M. tenait à Pétersbourg, qu'on aurait donné à cette idée plus de développement, ou qu'au moins le ministère français aurait laissé à M. de Metternich la possibilité de s'y attacher.

Au moment où M. de Schwartzenberg se préparait à se rendre chez l'empereur, il avait reçu un courrier. S. M. lui demanda s'il n'apportait pas enfin une réponse. M. de Schwartzenberg assura qu'il n'avait pas encore lu ses dépêches et fit la demande d'une seconde audience, qui lui a été accordée hier.

Sur la demande que je lui en ai faite, S. M. m'a promis de donner l'ordre à sa légation de quitter Vienne aussitôt que les Autrichiens auraient mis le pied au delà de leurs frontières. Sur mon observation qu'il était nécessaire que M. de Schwartzenberg fût informé de cette résolution et que M. Anstett la fit connaître publiquement à Vienne, S. M. a daigné me promettre qu'Elle donnerait aussi des ordres à cet effet, que d'ailleurs c'était déjà une chose faite quant au premier, comme j'avais pu le remarquer d'après ce qu'Elle venait de me rapporter de sa conversation.

J'ai vu M. de Romantzoff presque tous les jours depuis son retour de Finlande; il est toujours dans les meilleures dispositions. Il m'a parlé avant-hier d'une conférence qu'il a eue avec l'ambassadeur d'Autriche: il lui a parlé de l'affaire de Braunau. M. de Schwartzenberg s'est expliqué à ce sujet avec beaucoup de modération; M. de Romantzoff, après avoir demandé à M. de Schwartzenberg s'il avait enfin une réponse de sa cour et quel parti elle avait pris, lui a ajouté: «Je vous parle maintenant, non comme ministre, mais *de gentilhomme à gentilhomme.* Pourquoi n'avoir pas répondu au désir que la Russie vous a témoigné depuis si longtemps de tout concilier? Nous vous avons dit: «Si vous êtes inquiets, si vous avez quelques sujets de crainte, adressez-vous à nous, nous vous écouterons, nous vous rassurerons», et ce langage, nous ne l'avons pas tenu à l'insu de la France: nous vous exprimons au contraire par là ses intentions, ses vœux. Quel est votre but et que pouvez-vous espérer? A quoi vous mènera la guerre si vous n'avez pas les moyens, je ne dis pas de vaincre la France, mais de réduire son autorité. Vous bâtissez sur des illusions. Vous comptez sur l'Allemagne pour vous seconder; je la connais parfaitement, vous êtes dans l'erreur: le midi est attaché au nouveau système et même à l'empereur Napoléon personnellement, quant au nord, il ne remuera pas. Peut-être d'étonnants succès pourraient-ils ébranler la Hesse, mais c'est même là une question».

M. de Schwartzenberg a combattu cette opinion de M. de Romantzoff sur l'Allemagne. Il dit que les rois de la Confédération sentaient qu'ils n'étaient point aussi libres qu'ils devraient l'être, que les villes frontières, la Hesse, tous les pays démembrés, tenaient à leurs anciens souverains, et qu'enfin tous, grands et petits, étaient fatigués de l'oppression de la France.

Le résultat de cette conversation a été de convaincre de plus en plus le ministre que le parti de l'Autriche était pris irrévocablement et qu'on ne devait plus se flatter de conserver la paix. En cela, M. de Schwartzenberg m'a servi à souhait. Il est maintenant inutile, m'a dit M. de Romantzoff, de s'arrêter aux détails, aux causes secon-

daires, aux coups d'épingles: c'est l'ensemble des événements qu'il faut envisager.

Il m'a ensuite renouvelé les assurances de la coopération de la Russie, mais, comme à son ordinaire, sans entrer dans aucun détail militaire, même sans donner aucune décision politique, ce qu'il laisse entièrement à l'empereur, qui, m'a-t-il dit, comptait me parler lui-même de tout. Voici ceux que S. M. a bien voulu me donner sur la position de ses troupes, dans la conférence qu'Elle m'a accordée hier, à la suite d'une nouvelle conversation qu'Elle a eue avec l'ambassadeur d'Autriche.

Les réserves ont rejoint les quatre divisions; les rechanges d'artillerie, les doubles approvisionnements sont en marche. Les dépôts se rapprochent des corps pour suivre leurs mouvements ultérieurs. Les divisions sont réunies à une marche de la frontière dans des cantonnements très resserrés. Chaque division a ses approvisionnements d'un mois, pour le cas où une marche rapide ou le peu de moyens qu'offrirait la Galicie serait un obstacle. Le corps qui doit agir contre la Transylvanie est commandé par le général Essen. Il n'est encore composé que des troisièmes bataillons des régiments de l'armée de Turquie, mais il sera renforcé et pourra agir offensivement dès que l'armée de Galicie se sera un peu avancée.

J'ai encore reproduit dans cette conférence l'idée d'envoyer un corps auxiliaire vers Dresde pour se réunir aux troupes françaises sous les ordres de l'empereur. S. M. l'a combattue par les mêmes raisons que précédemment en disant que ce serait affaiblir l'armée de Galicie, qui alors manquerait son but d'invasion, qui lui paraissait le plus utile à la cause commune.

S. M. m'a dit ensuite qu'Elle enverrait la division qui venait des frontières de la Chine dont elle m'avait déjà parlé et qui se trouvait près de Moscou, pour former la réserve de l'armée de Galicie, qu'Elle enverrait peut-être aussi à cette armée une autre division qu'Elle formerait à Pétersbourg en partie de quelques bataillons ou régiments de l'armée de Finlande, que, selon les circonstances, une des divisions de la Baltique pourrait aussi renforcer cette armée: S. M. les regarde

comme nécessaires à garder maintenant dans leurs positions actuelles, jusqu'à ce qu'on sache si les Anglais ne feront aucune expédition cette année dans la Baltique.

Ce sera le prince Galitzine qui commandera l'armée de Galicie; l'empereur m'a dit que c'était un homme que le soldat aimait beaucoup et qu'il verrait arriver avec plaisir.

M. de Schwartzenberg a rendu compte à l'empereur dans son audience de ce que lui mande M. de Stadion. Ce ministre, après beaucoup de remerciements au nom de l'empereur d'Autriche sur l'offre de la garantie, annonce qu'il avait saisi cette idée dès qu'il en avait eu connaissance et qu'il avait écrit en conséquence à M. de Metternich; mais (de même que le porte la lettre de cet ambassadeur au prince de Schwartzenberg citée au commencement de cette dépêche) que le ministère français avait décliné cette proposition; que, lorsque M. de Metternich avait demandé à V. E. ce qu'on exigeait de l'Autriche en lui accordant cette garantie, Elle lui avait répondu qu'il fallait qu'elle désarmât; que là-dessus, M. de Metternich avait dit qu'alors la France désarmerait sans doute aussi et retirerait ses troupes au delà du Rhin, sans quoi il n'y aurait aucune sécurité pour l'Autriche, la Russie étant trop loin pour la secourir à temps en cas d'attaque; que, V. E. n'ayant point répondu positivement à cette demande, la discussion en était restée là. M. de Stadion répète encore les arguments si souvent présentés par M. de Schwartzenberg pour prouver que l'Autriche n'a d'autre but que celui d'une défense légitime. M. de Schwartzenberg a ajouté à ce qu'il avait dit précédemment sur le peu de sincérité qu'il suppose à la France dans l'offre de la garantie qu'on pouvait regarder comme en étant une preuve le détour qu'elle faisait faire à toutes ces propositions, qui n'arrivaient à Vienne que par Pétersbourg, au lieu d'y aller directement de Paris.

L'empereur lui a toujours répondu de la même manière, qu'il ne pouvait regarder les Autrichiens que comme les agresseurs, et que, comme il les en avait prévenus, il agirait contre eux dès qu'ils feraient un mouvement hostile. Il a ajouté à tout ce qu'il avait déjà dit que

l'influence anglaise se reconnaissait dans toute la conduite de sa cour, que, par les réponses dilatoires et par l'accueil peu empressé qu'elle faisait aux conditions honorables qu'on lui avait offertes, elle faisait voir qu'elle était plus occupée des intérêts de l'Angleterre que des siens.

L'empereur m'a aussi parlé des résultats de la guerre d'Autriche: «Si, comme on devait l'espérer, elle était heureuse, la destruction de cette monarchie, m'a-t-il dit, serait une véritable calamité pour l'Europe entière, nuirait même à notre alliance; c'est un gouvernement qui mérite une leçon, mais qu'il ne faut pas détruire. Si cependant l'Autriche devait éprouver un démembrement, la Russie ne pourrait souffrir, dans aucun cas, que la Galicie, en tout ou en partie, passât sous une autre domination que la sienne. En ajouter une partie au duché de Varsovie, ce serait acheminer au rétablissement de la Pologne, ce qui est évidemment contraire aux intérêts de la Russie. On se flatte déjà à Varsovie de voir exécuter ce projet. Il faut éviter d'échauffer les têtes polonaises, et peut-être, dans cette circonstance, serait-il à propos d'employer les troupes du duché de Varsovie partout ailleurs qu'en Galicie. Si l'empereur veut agrandir la Saxe, qu'il le fasse du côté de la Bohême ou partout ailleurs, mais non en Galicie; je m'explique franchement, l'intérêt de la Russie ne permettrait jamais d'y consentir».

S. M. s'est plainte à cette occasion des distributions des ordres de Saint-Stanislas et de l'Aigle blanc que le roi de Saxe vient de faire. Elle m'a rappelé ce qu'Elle m'avait dit à ce sujet l'année dernière, en ajoutant: «Je ne considère le duché de Varsovie que comme une province des Etats du roi de Saxe. L'empereur, quand il en a parlé avec moi, ne l'a jamais considéré autrement; de quel droit le roi de Saxe s'arroge-t-il la distribution des ordres du royaume de Pologne, qui n'existe plus? Ce droit, si on voulait le faire revivre, appartiendrait aux copartageants comme à lui».

J'ai répondu par rapport aux ordres, comme l'année dernière. J'ai fait sentir, quant à l'emploi des troupes polonaises en Galicie, que ce serait un grand moyen contre l'Autriche, dont il ne serait peut-être

pas à propos de se priver, que d'ailleurs il n'aurait pas les résultats que semblait craindre l'empereur, qu'on pouvait se servir des Galiciens sans leur dire pour cela quel serait leur sort à venir. J'ai ajouté qu'au reste, je pouvais répondre que le premier désir de l'empereur Napoléon était de faire tout ce qui pouvait être rassurant pour son allié. J'ai dit ensuite à S. M. que je lui avouais franchement que la possession de la Galicie par la Russie serait inquiétante pour le monde entier, surtout pour la Saxe, et menacerait réellement l'indépendance de l'Europe, qui devait encore plus craindre le rétablissement de la Pologne dans les mains de la Russie que dans celle de la Saxe; qu'on devait, par cette raison, craindre plus la réunion des deux tiers de la Pologne sous la puissance colossale de la Russie que sous celle, très secondaire, de la Saxe; que, dans mon opinion personnelle, pour assurer le repos du continent, auquel S. M. tenait si fortement, je croirais préférable d'adopter la base du maintien de l'intégrité de l'Autriche en la désarmant et en limitant ses forces en temps de paix, quelques difficultés que de semblables mesures dussent éprouver dans l'exécution.

L'empereur m'a témoigné que c'était là ce qui lui conviendrait le mieux.

J'ai assuré S. M. que la modération de l'empereur lui faisait envisager les choses sous le même point de vue que lui, qu'il n'avait aucune vue d'agrandissement, mais que je craignais que ce système du maintien de l'intégrité de l'Autriche sans aucun partage dans l'autorité qui la gouverne n'amenât encore plus de tracasseries qu'on ne voulait en éviter, puisqu'on serait obligé d'en revenir à effectuer un désarmement, mesure presque impossible à exécuter. J'appuyai aussi sur la crainte que cette idée de tout rendre à la paix ne fût un motif d'agir avec peu d'énergie pendant la guerre, non pour lui, dont je connaissais bien toute la loyauté, mais pour ses généraux, qui auraient tant de moyens de tout paralyser, qu'il était à cet égard très nécessaire de ne pas laisser percer cette opinion.

S. M. a répondu à ceci qu'Elle forcerait bien ses généraux à lui obéir, et qu'ils n'étaient pas accoutumés à avoir des volontés. J'ai

indiqué Olmutz comme le point où les troupes russes et françaises devaient se rencontrer. S. M. m'a dit que ses troupes suivraient cette direction.

L'empereur m'a parlé ensuite des affaires de Turquie. Il me dit que, par suite de l'influence de M. Adair, qui était très grande, les Turcs pour toute réponse à l'envoi de l'aide de camp du maréchal Prozorowsky, avaient déclaré la guerre à la Russie; il ajouta que le maréchal s'était déjà mis en mouvement et que cette affaire-là marcherait vite et bien. Ce courrier en annonce un autre et n'apporte aucun détail. On ne sait encore rien de la conduite tenue par le chargé d'affaires de France; je l'ai demandée.

J'ai rapporté à l'empereur et à M. de Romantzoff que je savais, par une voie secrète de la maison de l'ambassadeur d'Autriche, que la cour de Vienne se flattait d'avoir des intelligences avec les Serviens et de pouvoir compter sur eux. S. M. m'a répondu qu'ils se trompaient, que les Serviens étaient irréconciliables avec les Turcs et ne s'uniraient pas à leurs alliés, qu'ils connaissaient trop leurs véritables intérêts pour se conduire ainsi dans ce moment, qu'Elle espérait qu'ils pourraient même faire une diversion utile pour l'armée française en Dalmatie.

J'ai aussi communiqué à S. M. ce qui m'était revenu des nouvelles de Vienne d'une lettre de M. de Stadion à M. Binder, qui ne laisse plus aucun doute sur le parti qu'a pris l'Autriche, et annonce même le départ prochain de ce ministre pour Kolin. J'ai fortement appuyé sur ces diverses circonstances pour faire sentir à S. M. qu'il importait que ses mesures politiques et militaires prissent le même caractère que celles des Autrichiens, que, sans cela, l'empereur Napoléon pouvait se trouver dans une position moins favorable, si Elle ne le secondait pas puissamment dés l'ouverture de la campagne. S. M. m'a encore donné plusieurs détails sur la distribution de ses troupes et m'a plusieurs fois répété: «Vous pouvez compter sur ma coopération, elle sera franche et entière».

M. d'Alopéus est revenu de Stockholm, où il n'a passé que trois jours; S. M. m'a rapporté les détails qu'il lui a donnés sur les affaires de Suède.

Le courrier expédié par le prince Kourakine le 20, avec un fourgon chargé du trousseau de Madame la grande-duchesse, a apporté des dépêches antérieures à celles de M. Gorgoly, qui est arrivé en quinze jours. Le prince Kourakine se loue plus que jamais de la manière dont l'empereur le traite; il dit qu'il lui a donné une maison de campagne. Il parle d'un courrier reçu par M. de Metternich: il paraît, par le compte qu'il en rend, que M. de Metternich lui a dit les mêmes choses qu'il a écrites au prince de Schwartzenberg et que cet ambassadeur a communiquées à l'empereur. En résumé, M. de Metternich aurait cherché à entrer en explications sur l'offre de la garantie, mais V. E. aurait toujours décliné tout ce qui y aurait eu trait.

Le prince Kourakine dit encore que, d'après ce qu'il a vu des intentions de l'Autriche et ce que lui a dit M. de Metternich, il pense que les propositions de l'Autriche ne conviendront pas à l'empereur Napoléon et ne seront pas acceptées par lui. Il ajouta que les maisons de la Cour sont fermées à M. de Metternich, et qu'on assure même que les grands dignitaires avaient ordre de l'empereur de ne pas le recevoir. On en infère ici que ce n'est pas un acheminement à s'entendre, et on paraît convaincu que la guerre est inévitable.

Le prince Kourakine mande encore que M. de Metternich justifie, comme le fait ici M. de Schwartzenberg, la conduite tenue à Braunau envers M. de Sherlock par les règlements, en vigueur de tout temps en Autriche, qui défendent à tout voyageur n'ayant point de passeport de courriers de se charger de paquets ou lettres cachetées.

M. de Schwartzenberg a dit à l'empereur, et à M. de Romantzoff, la seule fois qu'il l'ait vu, relativement à ce qui est arrivé à M. de Sherlock, que c'était un homme de police dont M. Andréossi avait lui-même deux fois proposé l'éloignement au ministère, qu'on ne l'avait laissé à Vienne que parce qu'il était lié avec une actrice à laquelle le public tenait beaucoup et qui l'aurait suivi s'il était parti.

Le 10, la Cour a donné audience au Corps diplomatique. L'ambassadeur d'Autriche s'est dispensé d'y paraître, pour éviter, a-t-il dit

ensuite à l'empereur, des difficultés de rang avec l'ambassadeur de France, qui lui avait déclaré qu'il ne lui céderait point le pas.

237.

16 Avril 1809.

Le courrier que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'expédier le 19 mars est arrivé hier au soir. Mes dépêches postérieures à celles que lui a portées M. Tainsky répondant à tout ce qu'Elle me mande, je me borne à lui accuser réception de sa lettre. J'ai sur-le-champ communiqué à l'empereur et à M. de Romantzoff les nouvelles de Vienne, qui n'ont fait que confirmer l'opinion où l'on est, qu'il sera difficile de ramener l'Autriche à ses véritables intérêts et que la guerre est d'autant plus inévitable que c'est l'argent de l'Angleterre qui agite toutes les passions à Vienne et qui dirige peut-être la conduite que tient M. de Stadion.

238.

16 Avril 1809.

Je joins mes remerciements à ceux des heureux que vous avez faits. Ce que je sens le mieux, c'est l'obligeance extrême que vous avez bien voulu mettre à obtenir à ma légation la gratification que je sollicitais; ce qu'elle apprécie le plus, ce sont les témoignages honorables de satisfaction que V. E. a joints à cette faveur. Elle me gâte et me rend indiscret, puisque je lui rappelle et lui demande de nouveau M. de Rumigny, comme un collaborateur réellement utile.

Si ce n'était dimanche, le courrier pour Vienne serait parti ce soir, car la dépêche importante est approuvée par l'empereur; ce sera au plus tard demain soir. J'écris à M. Dodun pour le prévenir des ordres que reçoit M. Anstett.

Tout ce que je vois, entends et apprends me prouve que l'empereur veut agir franchement contre l'Autriche; mais l'exemple des

propres affaires de Finlande et de Suède, joint à tant d'autres, prouve que l'exécution ne répond pas à l'intention. Celle-ci est bonne, voilà ce que je puis, je crois, assurer: je ne négligerai rien pour l'entretenir et pour qu'on stimule, voilà ce dont j'espère que l'empereur ne doute pas. Je ne parle plus de moi à V. E.: ma meilleure place, dans les circonstances actuelles, est celle où l'empereur me croit le plus utile à son service.

Je me conformerai aux ordres de V. E. pour la fête du mariage; j'agirai suivant les circonstances.

M. de Romantzoff ne peut être mieux; il paraît fort aise qu'on ait renoncé à l'idée de l'envoyer à Vienne. M. de Schwartzenberg ne peut être plus mal pour lui. Moi, je le vois tous les jours et quand je le veux, sans le demander: je vais chez lui toutes les fois que je sors de chez l'empereur. Je le tiens ainsi au courant de mes relations directes avec ce prince, et, quoique ce soit avec la mesure de discrétion que je dois à une si haute confiance, il m'en sait gré, et il en résulte une confiance réciproque sur tout ce qui le touche, qui sert bien nos intérêts. S'il avait fallu aller à Vienne, M. de Romantzoff n'y aurait été qu'avec V. E. ou M. le prince de Bénévent, il me l'a dit hier.

Ne serait-il pas possible de donner des ordres à la douane pour qu'on n'arrêtât pas des boîtes de thé, et d'autres choses qu'on envoie au prince Kourakine pour sa consommation? On en a pris une à M. de Romantzoff, qui n'en parla pas; sur cela, on est ici d'une obligeance extrême pour tout ce qui me vient de France. La maison du prince Kourakine lui tient toujours à cœur: il se désespère qu'elle soit si petite et entretient tous les échos de ses regrets de ne pouvoir donner des fêtes.

239.

16 Avril 1809.

Je sors de chez M. de Romantzoff, qui reçoit à l'instant un second courrier du prince Prozorowsky qui lui annonce que l'ancien

capitan-pacha et le commandant de Rouchtchouk, menacés par la Porte, sont venus lui demander asile et se sont réfugiés chez lui. Il m'a remis en même temps une lettre de M. Latour-Maubourg, dont V. E. trouvera ci-joint copie, en ajoutant que les menées de l'internonce en faveur de M. Adair paraissaient certaines et avaient été très ostensibles, que l'officier envoyé à la Porte s'était borné à demander une réponse sous quarante-huit heures, qu'on avait tenu plusieurs conseils, qu'il paraissait que les intrigues de l'Autriche, autant que l'influence de M. Adair, avaient empêché la Porte d'accorder le renvoi de l'agent anglais, et que, quoiqu'on se fût décidé à la guerre et qu'on l'eût déclarée, il n'y avait ni troupes ni préparatifs qui annonçassent des moyens de défense. Les ministres de la Porte ont été froids dans leur accueil pour l'agent russe; mais tout s'est cependant passé d'une manière convenable et sans injure, comme cela se pratique ordinairement. « J'ajouterai de plus à cela, me dit-il, M. l'ambassadeur, mais entre nous, car je ne l'ai point fait remarquer à l'empereur, qu'il paraît qu'il n'a jamais été rien communiqué à M. Latour-Maubourg sur ce qui s'est passé à Erfurt, et que ce chargé d'affaires n'a en conséquence rien fait qui pût amener les Turcs à des mesures de conciliation. Le maréchal Prozorowsky me mande, me dit encore M. de Romantzoff, qu'il a reçu une lettre de M. de Latour-Maubourg, qu'il a envoyé à Vienne celle qu'il l'avait prié de faire passer à Paris, qu'il marche et qu'à la tête de la belle armée qu'il a, il ne craint point les 200.000 Turcs de l'internonce.

M. de Schwerin, se qualifiant premier écuyer du roi de Suède et se disant porteur d'une lettre du ministre des affaires étrangères pour M. de Romantzoff, est arrivé hier soir de Stockholm. On ignore encore ce qu'il apporte: M. de Romantzoff ne le recevra que demain. Ce ministre m'a dit qu'il comptait écrire demain à M. de Schwartzenberg pour passer chez lui, cet ambassadeur n'ayant pas encore demandé à le voir depuis sa dernière conférence avec l'empereur, conférence dans laquelle S. M. lui dit de voir M. de Romantzoff et de lui remettre toutes les pièces qu'il avait reçues de sa cour et qu'il voulait lui montrer. Ce manque d'égards de M. de Schwartzenberg pour M. de

Romantzoff déplaît à l'empereur et pique ce ministre, qui ne peut être mieux dans les intérêts de la France.

J'ai pensé qu'il était nécessaire de constater par tous les moyens, non seulement la bonne intelligence, mais l'union des deux cours impériales, soit ici, soit en Allemagne, et j'ai fait sentir au comte de Romantzoff qu'il était convenable et qu'il serait d'un bon effet que les ministres nommés près des rois de la Confédération arrivassent enfin à leur destination. Il m'a répondu aujourd'hui que l'empereur avait saisi et approuvé cette idée et qu'il l'avait chargé de leur donner l'ordre de partir sur-le-champ, ajoutant que, si le comte Boutourline *), désigné pour Stuttgard, alléguait l'état de sa santé, il fallait qu'il donnât le jour même sa démission et qu'il fût remplacé, S. M. voulant ainsi constater aux yeux de l'Europe l'intimité de ses relations avec la France, pour qu'on n'eût aucun doute sur le système qu'Elle était décidée à suivre. J'ai aussi fait sentir au ministre combien il importait que les russes, à Vienne, eussent l'ordre de se tenir prêts à partir. Le courrier expédié à Vienne porte cet ordre, ainsi que celui à M. Anstett de notifier au gouvernement que l'empereur, las de ne pouvoir obtenir une réponse satisfaisante aux communications amicales qu'il a fait faire pour le maintien de la paix, le chargeait de déclarer qu'il avait ordre, ainsi que sa légation, de quitter Vienne aussitôt que les troupes autrichiennes passeraient leur frontière. M. Anstett notifiera à peu près le même ordre aux russes, pour que M. de Stadion ne puisse pas tenir la chose secrète. «Nous marchons franchement dans votre système, M. l'ambassadeur, m'a dit M. de Romantzoff. Vous pouvez mander à l'empereur qu'il doit compter sur nous, et que notre fidélité pour nos engagements, comme notre loyauté dans la coopération de nos forces, remplira une des belles pages de l'histoire du siècle».

Le comte de Romantzoff compte expédier sous peu de jours un courrier pour Paris. Il m'a promis de m'envoyer, pour faire passer par celui que j'expédie, une lettre pour le prince Kourakine, qu'il pré-

---

*) Dimitri Pétrowitch, 1763 — 1829.

viendrait des affaires de Suède et de Turquie et de l'ordre donné à M. Anstett. Dans le cas où cette lettre ne me serait pas remise, V. E. fera grand plaisir à M. le prince Kourakine en lui communiquant les détails que j'ai l'honneur de lui transmettre.

Je donne après-demain un grand dîner à M. le comte de Romantzoff avec tous les gens marquants de ce pays et une partie du Corps diplomatique. Dans la position où l'affaire de Braunau a placé M. de Metternich, j'ai pensé qu'il n'était point convenable d'y inviter M. de Schwartzenberg. Pour éviter cependant toute plainte fondée de cet ambassadeur, la rupture entre les cours impériales n'ayant pas encore éclaté, je n'ai pas engagé quelques ministres des cours alliées et amies, afin qu'il ne puisse s'appuyer sur ce que lui seul, de tout le Corps diplomatique, aurait été exclu. J'ai aussi engagé à ce dîner le prince Galitzine, destiné à commander l'armée de Galicie.

240.

Rapport à Napoléon.

22 Avril 1809.

M. de Schwartzenberg reçut le 16 un courrier de sa cour, portant des dépêches de Vienne du 4. Le comte de Romantzoff retarda en conséquence son courrier, pour y joindre quelques détails sur ce que dirait cet ambassadeur, qui, n'étant pas venu le voir, comme l'empereur l'y avait engagé, avait obligé le comte Romantzoff à lui écrire qu'il le priait de passer au ministère pour lui communiquer les papiers que l'empereur l'avait chargé de voir pour lui en rendre compte. Ces papiers sont les notes échangées à Paris. L'ambassadeur dit comme précédemment que M. de Champagny déclinait la garantie, même toute condition de conciliation. Il protesta des intentions pacifiques de sa cour, de l'accueil qu'elle avait fait à l'offre de la garantie de l'empereur Alexandre et du désir qu'on aurait eu de s'entendre, si

le langage de Paris avait eu le même caractère que celui de Pétersbourg. Le comte Romantzoff lui répondit encore que la question n'était plus à Paris, qu'on l'avait transportée ici, que, la médiation venant en quelque sorte de Pétersbourg, c'était à Pétersbourg qu'il fallait répondre si on voulait ou non cette garantie, qu'en ne répondant pas ou en répondant d'une manière évasive, on mettait la Russie dans le cas de douter des intentions que lui, ambassadeur, prêtait à sa cour. M. de Schwartzenberg fut embarrassé pour répondre et ne laissa pas de doutes au comte sur le parti que l'Autriche avait pris. Il ajouta ensuite qu'il venait de recevoir un courrier qui entrait chez lui comme il en sortait, qu'il n'avait par conséquent point lu ses dépêches.

Le 18, M. de Schwartzenberg vit l'empereur, auquel il avait fait demander une audience. S. M., que j'eus l'honneur de rencontrer une heure après, daigna me dire qu'il ne lui avait montré aucun papier, qu'il avait récriminé comme précédemment sur ce que M. de Champagny déclinait toute question de garantie, sur le langage différent tenu à Pétersbourg et à Paris, qu'il appuyait beaucoup sur *le louche* que cela jetait sur les intentions de la France, sur ce que cette proposition ne leur offrait aucune garantie et ne devait même pas inspirer plus de confiance à la Russie, qui en était l'intermédiaire, qu'à l'Autriche, à laquelle on l'adressait. L'empereur m'assura qu'il lui avait répondu comme toujours, ne lui avait pas dissimulé qu'il voyait qu'ils marchaient à la guerre, qu'il devait se rappeler ce qu'il lui avait dit. L'ambassadeur parla ensuite à l'empereur des sentiments de l'empereur François pour lui, du désir qu'il avait de maintenir la paix. L'empereur plaisanta sur l'étrange marche qu'on suivait pour cela; l'ambassadeur ne sut trop que répondre. L'audience fut courte et sèche.

Dans la matinée, avant de voir l'empereur, j'étais parvenu à découvrir que l'ambassadeur avait reçu par ce courrier une proclamation ou déclaration de guerre du 6. Ayant cela d'une source sûre, j'en parlai à S. M. à la suite des détails qu'Elle avait eu la bonté de me donner. Je peignis cette pièce à l'empereur comme une déclaration de guerre, lui faisant sentir que son expédition d'une date postérieure de

deux jours au courrier prouvait que la guerre était résolue et que le parti était bien pris au départ du courrier. Je ne pus me procurer cette déclaration que le 19; je la portai chez M. de Romantzoff, qui ne la connaissait pas, et l'engageai à prier l'ambassadeur d'Autriche, qui expédiait le jour même un courrier à sa cour, de passer chez lui pour s'expliquer sur cette pièce. Je fis sentir au ministre que c'était une déclaration de guerre; je le priai de mettre cette pièce sous les yeux de l'empereur, de lui demander de faire partir le général destiné à commander l'armée de Galicie, enfin d'ajouter une phrase à la lettre de M. Anstett pour qu'il sût qu'on connaissait la proclamation de l'archiduc et qu'on regardait, d'après cela, la rupture comme une conséquence inévitable. M. de Romantzoff me promit d'ajouter ce paragraphe. L'empereur étant absent pour la journée, le ministre prit sur lui d'écrire à l'ambassadeur, qui se rendit chez lui, comme il l'en avait prié. Il lui dit les mêmes choses qu'à l'empereur sur son dernier courrier, appuyant toujours avec affectation sur ce que chez lui on voulait s'entendre, mais qu'on ne pouvait pas, puisqu'on ne disait rien à Paris et qu'on déclinait même les propositions mises en avant et auxquelles M. de Metternich cherchait à s'attacher.

Le ministre lui parla ensuite de la proclamation de l'archiduc. «Elle n'est pas, lui dit-il, dans le même sens que vos dépêches, M. l'ambassadeur».

M. de Schwartzenberg parut fort embarrassé et répondit: «Je ne sais point de laquelle vous parlez. Je n'ai rien reçu officiellement, et n'ai aucun ordre pour communiquer cette pièce».

«C'est possible, reprit le ministre, car, d'après ce que vous venez de me dire, vos dépêches sont d'une date antérieure. Avez-vous montré cette pièce à l'empereur?

L'ambassadeur. Je n'ai point osé, je vous l'avoue.

Le ministre. Peut-être est-elle fausse, M. l'ambassadeur. En voilà, si je me rappelle, quelques passages *(Il les lui cite)*.

L'ambassadeur. Je crois qu'elle est réelle, mais elle n'est pas venue avec mes dépêches.

Le comte de Romantzoff ajouta à ces détails, qu'il me donna le lendemain, que l'ambassadeur lui avait paru fort embarrassé; que, pour lui, il regardait, comme nous l'avions dit précédemment, la guerre comme inévitable; que l'empereur avait approuvé, ainsi que lui, mes observations pour l'expédition d'un feldjäger à M. Anstett, qu'il était parti avec cette dépêche seule, pour que cela constatât mieux, aux yeux de ce chargé d'affaires, que l'exécution de l'ordre éventuel qu'on lui transmettait était l'unique but de ce courrier; que S. M. avait aussi donné l'ordre au prince Galitzine de partir sous quarante-huit heures pour l'armée; qu'il pouvait m'assurer que tout était bien disposé, les mesures bien prises, et que tout marcherait franchement, que l'empereur n'avait pas hésité quand il lui en avait parlé et lui avait montré mon billet et la traduction de la proclamation que je lui avais remise.

Le 21, l'empereur, auquel j'avais eu l'honneur de demander audience, m'engagea à dîner. Je lui présentai quatre chevaux que V. M. lui avait envoyés. Il les examina, parla aux hommes, en reconnut qui l'avaient servi à Erfurt, trouva les chevaux fort beaux, me chargea de faire agréer à V. M. ses remerciements, ajouta qu'il voulait les monter tous.

Pendant le dîner, S. M. me dit: «J'ai été enchanté que vous ayez eu la campagne de Koucheleff; je veux faire un petit télégraphe pour notre correspondance: avec un mouchoir même, on pourrait se faire des signes. C'est la maison qu'on vous loua déjà l'année dernière. Nous ne pouvons être plus proches voisins».

L'ambassadeur. Je suis absolument sous le canon de V. M.

L'empereur. Celui-là ne tirera que pour vous.

L'ambassadeur. Je n'en ai jamais douté, Sire, mais, comme les ambassadeurs aiment les traités, je voulais en proposer un à l'amiral de V. M. (Un yacht armé de 20 canons est mouillé dans le bras de la Néva qui sépare le palais de la maison de campagne dont il est question).

L'empereur. Je vous offre ma garantie, l'acceptez-vous? Vous ne ferez pas comme les sots qui la refusent et qui s'en mordront les doigts».

Cela fut dit si haut et avec une intention si prononcée, que les vingt personnes qui étaient à table, ainsi que l'impératrice, se regardèrent. L'empereur continua la conversation avec moi.

Après le dîner, S. M. daigna m'accorder une audience dans son cabinet. Elle me remercia d'avoir eu la délicatesse de ne pas recevoir M. de Schwerin sans l'avoir prévenue: je lui répondis que je ne faisais qu'exécuter les ordres de V. M. en ne séparant jamais aucun de ses intérêts des siens. Je répétai à l'empereur les mêmes choses qu'à M. de Romantzoff; j'appuyai fortement sur la nécessité de faire partir le général en chef, de donner un nouvel ordre à l'armée de Galicie de se tenir prête à marcher, ne fût-ce que pour inquiéter l'armée de Bohême en attendant qu'on s'ébranlât.

«Le général en chef, me répondit l'empereur, partira, comme vous l'avez demandé à Romantzoff, et au plus tard sous quarante-huit heures. Quant à l'ordre aux troupes, il partira demain avec celui qui leur annonce la nomination du prince Galitzine et celui de ne plus rendre compte au prince Gortchakoff».

J'eus l'honneur de proposer ensuite à S. M. de charger le comte de Romantzoff de témoigner à M. de Schwartzenberg son étonnement et son mécontentement sur ce que sa légation colporte une déclaration de guerre du 6, arrivée avec ses dépêches du 4, pendant qu'il parle des intentions pacifiques de sa cour. J'observai à l'empereur qu'il était convenable de lui faire sentir qu'on n'était pas sa dupe, et de le préparer au moins par là à s'en aller. «Je puis donner cet ordre à Romantzoff, me dit l'empereur. Quant au départ de l'ambassadeur, je sais qu'il fait ses paquets; il sait qu'Anstett s'en ira quand ils passeront la frontière, il attend donc son rappel d'un moment à l'autre».

— «Je pense, Sire, repris-je, que V. M. le lui fera signifier avant, car on ne peut tarder à avoir des nouvelles des hostilités». — «Point de doute, répondit l'empereur, aussitôt que nous en aurons la nouvelle». Je fis sentir à l'empereur la nécessité d'éloigner le plus tôt possible cette légation autrichienne, qui ameutait l'opinion, moins contre le système que contre la personne du souverain, et qui cherchait à se

faire un parti dans l'Etat. L'empereur me répondit qu'il le savait, qu'il serait enchanté d'être débarrassé de tous, qu'il exceptait cependant l'ambassadeur, qui ne déclamait pas et qui était un homme droit chargé d'une mauvaise cause. J'observai que le dernier courrier avait cependant mis sa loyauté ou sa droiture un peu en défaut, ne fût-ce qu'en ce qui regarde la proclamation, datée du 6 et levée sous les presses le 4 pour la lui envoyer. Je parlai d'une lettre de l'archiduc Charles à M. de Schwartzenberg, et de la main de ce prince, dans laquelle il lui mande: *Mon armée s'ébranlera du 6 au 8. Je connais tout l'emplacement de tous les corps français. Ma marche pour me porter au point où je veux arriver et prendre position sera très rapide: on ne pourra m'en empêcher, etc.* Je demandai à l'empereur si M. de Schwartzenberg, qui avait cru lire cette lettre à des intimes, la lui avait montrée. S. M. me répondit: «Il ne m'a pas montré la plus petite chose, dans cette conférence: il s'est borné à protester des sentiments de l'empereur pour moi, du désir de tout concilier pour la garantie, mais des doutes qu'inspirait le langage de M. de Champagny». L'empereur, dans ses réflexions, ne ménagea ni M. de Stadion, ni les partisans de la guerre en Autriche, et me répéta plusieurs fois qu'il fallait l'attribuer aux agents et à l'argent de l'Angleterre: «Et aussi aux inconséquents de tous les pays, repris-je, qui blâment tout ce que font leurs gouvernements et persuadent aux gobe-mouches comme MM. de Binder et de Stadion, que leur opinion doit gouverner celle de l'Etat». L'empereur me dit que j'avais raison, qu'il n'y avait pas de punition assez forte pour ces gens-là, qu'ils allumaient la guerre, ne la faisaient pas, et se moquaient des événements au coin de leur feu. Il nomma M. de Stadion et la princesse Bagration comme les plus virulents. J'en pris occasion de lui faire sentir que l'opinion, qu'on avait laissé divaguer partout, pouvait avoir fait les trois quarts du mal dont on se plaignait en donnant le change sur les véritables intentions des gouvernements; que, si on eût ordonné à tous ceux dont il parlait de se taire à Vienne, qu'on les eût comprimés ici, l'Autriche y aurait regardé à deux fois; qu'on retrouverait la preuve de cela dans ce que disait M. de Schwar-

tzenberg, que sa cour aurait suivi une toute autre marche s'il était venu ici trois mois plus tôt. L'empereur ne ménagea pas les opposants de Pétersbourg, ni moi les colporteurs des nouvelles et bulletins autrichiens, qui ameutent toute la clique allemande, et sont les intermédiaires de l'Autriche et de l'impératrice mère, tels que les Orloff, Golovine, Stroganoff, Bélosselsky, Vorontzoff, un Narichkine et Paulucci. L'empereur avait sans doute les mêmes données, car il me parut irrité contre eux et vouloir en éloigner un pour l'exemple quand il connaîtrait celui qui était à la tête.

Je ramenai la conversation sur l'Autriche, et je fis sentir à l'empereur que le seul moyen de rendre cette guerre moins longue, et par conséquent moins funeste à l'humanité, était de la faire tout de suite avec de grands moyens. «J'emploie, vous le voyez, tout ce que j'ai, me répondit S. M.: qu'entendez-vous donc par de grands moyens»? — «Mais que V. M. aille à l'armée, que ses gardes, ou au moins moitié, y marchent: ces moyens feront bien plus réellement la guerre aux Anglais en Autriche qu'à Pétersbourg; puis se servir des troupes de Finlande: pour cela, faire la paix avec la Suède, l'y forcer même, et marcher avec ces troupes en Autriche».

L'empereur me répondit que les affaires de Suède retenaient sans doute beaucoup de troupes et lui-même, que les Anglais le retiendraient aussi, de même que les gardes, à l'ouverture de la navigation, qu'il avait des nouvelles certaines qui annonçaient une grande expédition anglaise destinée contre Cronstadt, qu'on prétendait même que cette attaque serait le signal de grands événements, de révolution, me dit-il en riant. «Mais je m'en inquiète peu, je fais ce que je dois, et ne prends jamais pour juge que ma conscience. Les raisons de sûreté du pays m'obligent à laisser les gardes ici dans ce moment et d'autres troupes sur la Baltique, d'autant que la révolution de Suède n'est pas claire. Au reste, les opérations vont s'y pousser vigoureusement: Chouvaloff est déjà à Pitéa, il a pris vingt chaloupes canonnières à Kalix».

Je représentai que ces bruits d'une expédition anglaise, à laquelle on voulait rattacher une idée de révolution, étaient une nouvelle de l'an

passé et à la même époque, que c'était une menace de marchands anglais qui ne signifiait rien.

J'ajoutai que, dans la position où était la Suède, avec tout ce à quoi l'Angleterre avait à pourvoir, il n'était pas douteux que la Suède serait abandonnée par elle; que, quant aux prétendus armements destinés contre la Russie, la proclamation de l'archiduc Charles en expliquait l'usage; qu'ils étaient sûrement destinés contre le Hanovre pour seconder les mouvements de l'Autriche et tâcher d'insurger le nord de l'Allemagne; que la Russie n'avait donc rien à craindre, et qu'une partie des troupes de la Baltique et de Pétersbourg pourraient sans inconvénient recevoir une destination pour l'Autriche.

«Nous verrons cela à l'ouverture de la navigation, me dit S. M. Je vois avec regret cette guerre s'allumer; vous savez ce que je pense sur ses conséquences: l'Autriche détruite, plus de barrière entre nous, plus de tiers puissant et indépendant en Europe, où en serons-nous? Ces guerres entre les nations éclairées font rétrograder la civilisation. Je regarde celle-ci, pour le monde en général, pour vous comme pour nous, comme une calamité. Ce n'est pas, je vous jure, par pitié pour l'Autriche, car je ne lui ai pas encore pardonné 1805, et je lui pardonne encore moins sa conduite actuelle et ses liaisons avec l'Angleterre. Elle mérite une fière leçon, et, malgré les réflexions que je vous fais, l'empereur peut compter que je le seconderai de tous mes moyens: je ferai tout ce que je pourrai; qu'il soit seulement modéré dans ses succès, qu'il donne la leçon bonne, et qu'il ne détruise pas ce qu'il a, autant que moi, tant d'intérêt à conserver. Cette page de son histoire, quelques torts qu'ait l'Autriche, ne sera pas la moins belle. Je me mettrai de tout mon cœur à la tête de ma nation pour le seconder dans une telle entreprise; elle serait digne de notre siècle: cela vaudrait mieux que des conquêtes».

Je répondis que V. M. pensait absolument comme lui, et qu'Elle comptait, pour cette raison, qu'il ne ferait pas moins pour Elle dans cette juste cause, qui était aussi la sienne, qu'Elle n'avait fait pour les

Autrichiens et les Prussiens dans celle qui n'était que la leur. L'empereur reprit:

«Général, on peut compter sur moi; la manière dont je m'explique en est la preuve. Si l'empereur eût fait quelque chose pour nous l'année dernière en Scanie, nos affaires de Suède seraient finies. Si, pour complaire à M. de Champagny, on n'avait pas toujours retardé les affaires de Turquie, la paix serait faite là, et j'aurais cette armée de plus à offrir à l'empereur. De toutes les manières, je ferai tout ce qui dépendra de moi, et vous pouvez compter que ce que je vous ai annoncé être prêt est en mesure. La réserve de cavalerie la plus éloignée a reçu ordre de se rapprocher, de façon que tout est placé de manière à s'ébranler en même temps et en masse».

Je demandai à l'empereur si V. M. pouvait décidément compter que l'armée russe marcherait sur Olmutz et si le prince Galitzine aurait d'avance l'ordre d'entrer en Galicie aussitôt que les Autrichiens auraient passé leur frontière sur un point quelconque.

«L'armée, me répondit S. M., marchera dans la direction d'Olmutz. Le prince n'a pas l'ordre que vous demandez: nos généraux ne sont pas des hommes auxquels on puisse s'en fier pour une détermination de cette importance. Ils se serviraient de cette latitude pour faire trop ou, peut-être, rien du tout. Soyez, sous ce rapport, sans inquiétude: je serai prévenu de Dresde ou de Berlin, et mon courrier partira immédiatement après que je saurai que les Autrichiens ont passé leur frontière ou attaqué. Ils payeront cher leur folie et leur jactance: je n'aime pas ces proclamations, qui annoncent la conquête du monde. Où sont les généraux qu'ils ont à vous opposer? Quelles fanfaronnades!.. Et cet appel à l'Allemagne, cette prétention de l'affranchir! Personne n'aime le joug autrichien. Ce ton ne donnera pas bonne opinion de leurs opérations, et encore moins de leurs projets, aux gens sages. Je sais, par les rapports de la poste, que les partisans de l'Autriche se plaignent que la Russie a paralysé par ses propositions les mouvements de l'Autriche. Tout ce que nous avons dit ici a donc servi la cause commune, en vous donnant le temps de réunir vos

troupes. Et l'archiduc qui veut mesurer ses talents avec l'empereur Napoléon! Réellement, il y a de la frénésie».

«J'ai un courrier du prince Prozorowsky, me dit encore l'empereur: il a enlevé de vive force les retranchements en avant de Giurgevo, il a pris aux Turcs trente bannières ou drapeaux, toute l'artillerie des retranchements, des canons de campagne et beaucoup de chevaux. Les Turcs ont perdu beaucoup de monde. Cela me coûte 400 hommes tués ou blessés».

J'eus l'honneur de citer à S. M. le journal du siège de Saragosse comme un bon moyen de faire cette guerre de siège contre les Turcs, qui défendent chaque maison comme une citadelle. S. M. me dit: «Vous avez une bonne idée, je vous remercie de penser ainsi à ce qui m'intéresse. Je ferai traduire demain ce journal et je l'enverrai au maréchal, car tous les moyens employés à Sarragosse sont ceux qui s'adaptent le mieux à cette guerre des Turcs. Je lui ai au reste ordonné de ne pas s'amuser aux places, de les masquer par un corps, de passer et de gagner du terrain, car ce n'est qu'en menaçant le pays au delà du Danube qu'on peut forcer ces Turcs à la paix». Je parlai à S. M. de la conduite de l'internonce et de l'Autriche dans toutes ces affaires de Turquie, etc., etc.

L'empereur me dit ensuite qu'il n'avait pas voulu voir M. de Schwerin, qu'il avait chargé M. de Romantzoff de me lire la note qu'il lui faisait remettre pour qu'il partît, qu'il fallait que la Suède prît parti contre l'Angleterre, que, sans cela, on ne pouvait compter sur les intentions qu'elle annonçait.

S. M. termina cette audience en me chargeant encore de remercier V. M. pour ses chevaux, et en ajoutant qu'Elle avait des nouvelles de Tcherkask, qu'Elle espérait que V. M. serait contente de ceux que ses employés trouveraient dans les haras de ce pays, parce qu'ils ressemblent beaucoup aux arabes pour la souplesse et la taille.

241.

Lettre à Napoléon.

22 Avril 1809.

M. de Canouville porte à Votre Majesté mon rapport du 22 août; je le charge de prendre des renseignements à Custrin sur la direction qu'il doit prendre si Elle a quitté Paris.

L'intention de l'empereur Alexandre est d'écrire, sous peu de jours, à V. M. et d'expédier, je crois, M. de Czernicheff, qui a été l'année dernière à Bayonne.

Monseigneur le grand-duc Constantin m'a chargé de mettre aux pieds de V. M. ses remerciements pour les chevaux qu'Elle lui a envoyés, et que j'ai eu l'honneur de lui présenter aujourd'hui.

On ne me presse point pour prendre des engagements sur le sort futur de l'Autriche; je marche donc dans le même sens que lorsque j'ai expédié mon dernier courrier.

La découverte de la proclamation de l'archiduc et le mystère qu'en a fait M. de Schwartzenberg à l'empereur l'ont mal servi: sa contenance en est embarrassée, on assure même qu'il fait ses paquets. Le langage de sa légation est plus modéré: chacun a l'oreille basse et parle même de la perte de son état, de la nécessité d'entrer à un service étranger si la monarchie Autrichienne s'écroule. On dirait que le premier coup de canon les a vaincus: il y a huit jours, ils croyaient soumettre l'Europe. Le langage de M. de Romantzoff ne peut être meilleur. L'empereur est exaspéré par le secret qu'on lui a fait de la proclamation: j'aurais voulu qu'elle fût le signal du départ de l'ambassadeur et de l'ordre pour entrer en Galicie, mais on veut encore se flatter d'un changement dans le système de l'Autriche; quoiqu'on n'y croie plus, on craint de commencer. Je parle cependant et agis pour ne pas être en retard, j'espère que V. M. en aura sous peu la preuve.

V. M. ne jugera-t-Elle pas à propos de donner le grade de colonel à M. Deponthon? Tous les jeunes gens le sont, ici: s'il va sans ce titre à l'armée, il se trouvera après eux.

La société s'agite beaucoup, mais ne peut rien changer; le mariage de la grande-duchesse, fixé au 30 de ce mois, fera diversion aux événements. Jamais on n'a plus causé, mais cela ne doit pas inquiéter. Les nouvelles de Turquie font un bon effet et finiront par donner une couleur un peu nationale à la guerre contre l'Autriche, qui est une nouveauté pour ce pays-ci.

Tout ce qui revient de Suède, tout ce que m'en a dit M. de Schwerin, prouve que ce pays est dans la situation la plus déplorable, mais que l'influence anglaise est telle, qu'il est douteux qu'on se prononce contre l'Angleterre; on voudrait un état de neutralité avec tout le monde. M. d'Alopéus dit que le ministre d'Angleterre, qui a toujours une grande influence à Stockholm, y répand beaucoup d'argent et qu'il a même gagné beaucoup de membres des Etats. Est-ce bien exact? Il est de fait que les Russes marchent du nord, qu'ils sont à Aland et sur toute la côte, prêts à passer, et que M. de Schwerin en paraît fort inquiet et demandait seulement qu'on ajournât tout jusqu'à son retour à Stockholm, ce qu'il n'a pas obtenu, mais ce qui se prolongera bien au delà à cause des glaces.

Lettres à Champagny.

242.

22 Avril 1809.

J'ai longtemps fait garder aux ministres de la Confédération du Rhin, vis-à-vis du ministère russe, un silence absolu sur les armements de l'Autriche; mais, les bruits de guerre si généralement répandus et les probabilités d'une rupture prochaine augmentant chaque jour, j'ai engagé les ministres de Bavière et de Wurtemberg à se concerter pour demander une audience à M. de Romantzoff. Le ministre de Wurtemberg, qui venait de recevoir la nouvelle du renvoi de Vienne du ministre de sa cour, représenta à M. de Romantzoff combien un pareil acte était hostile et contraire à toutes les formes usitées entre les deux

puissances, qu'en vain on essaierait de le justifier par l'ordonnance qui rappelait dans leurs foyers tous les sujets wurtembergeois, puisque ce serait méconnaître l'indépendance du roi de Wurtemberg que de vouloir rompre toute relation avec lui pour une cause qui n'est que l'exercice des droits d'un souverain sur ses sujets. Il en profita pour réclamer, dans les circonstances qui semblaient se préparer, l'ancien intérêt de la cour de Russie pour celle de Stuttgard, intérêt sur lequel les sentiments connus de l'empereur Alexandre pour le protecteur de la Confédération permettaient à un des princes qui la composaient de compter doublement, puisqu'il avait l'honneur d'appartenir à S. M. par des liens de parenté.

La réponse de M. de Romantzoff fut telle qu'on devait l'espérer, d'après la liaison intime qui unit la France et la Russie. Il s'était expliqué dans le même sens la veille, avec le chevalier de Bray. Ce ministre lui avait dit combien son maître, déjà si fort de l'amitié de la France, aimerait à trouver dans celle de l'empereur de Russie un nouveau gage de sécurité, que l'issue d'une nouvelle guerre continentale ne pouvait être douteuse, mais que la coopération de la Russie en abrégerait certainement les maux, si même elle ne les prévenait. M. de Romantzoff assura M. le chevalier de Bray de tout l'intérêt que l'empereur portait au roi de Bavière, et ne lui cacha point que la Russie n'aurait ni d'autres intérêts, ni un autre système politique que la France: «Nous ferons tout ce que nous pourrons et tout ce que nous devrons pour le soutien de cette cause et pour cimenter notre alliance», lui dit-il en propres termes.

La censure a supprimé le supplément de la «Gazette de Vienne» qui contient une réponse à différents articles des journaux français contre l'Autriche.

Au grand diner que j'ai donné dernièrement au comte de Romantzoff, il m'a dit devant tout le monde pendant que je le reconduisais: «Point de cérémonies, M. l'ambassadeur. Rappelez-vous nos conventions; montrons en tout point que nous tenons autant et aussi fidèlement que nos souverains à tous nos engagements». Cela a été remarqué.

243.

22 Avril 1809.

M. le baron de Schwerin, dont j'ai annoncé l'arrivée à Votre Excellence dans mes dernières dépêches, était porteur de lettres pour moi. Il m'a écrit le lendemain de son arrivée pour me demander un rendez-vous afin de les remettre. J'ai cru, voulant suivre constamment la marche que j'ai adoptée relativement aux affaires de Suède, ne pas devoir lui répondre avant d'avoir instruit l'empereur de sa demande et d'avoir prié S. M. de me faire savoir le langage qu'Elle désirait que je lui tinsse. Le comte de Romantzoff ayant bien voulu se charger de cette commission, l'empereur lui a répondu par un billet dont j'envoie copie à V. E.

J'ai reçu en conséquence le baron de Schwerin. Après m'avoir remis les différentes lettres et pièces dont la copie est ci-jointe, il m'a dit que le but de sa mission était principalement d'obtenir de la Russie un armistice qui durerait tout le temps des négociations, et qu'il réclamait ma médiation pour réussir dans cette demande. Il a ajouté que le duc régent avait sollicité la protection de l'empereur Napoléon par une lettre qu'il m'a communiquée, et qu'il espérait que la confiance qu'il mettait dans sa générosité ne serait pas trompée, que la France devait regarder la Suède comme une puissance amie, depuis qu'elle était revenue à ses anciens principes politiques. Il a fait valoir toutes les raisons qui, selon lui, doivent nous engager à préserver cette puissance de sa ruine totale; il n'a pas caché qu'elle se trouvait dans la position la plus désastreuse.

J'ai répondu en lui faisant sentir que la première chose qu'aurait dû faire le gouvernement suédois pour prouver la sincérité des sentiments qu'il professait était de s'unir au continent et de rompre ouvertement avec les Anglais. Il m'a assuré qu'on n'attendait pour se déclarer contre eux que le moment où cela serait possible sans causer à la Suède des maux irréparables. Je lui ai répliqué que ce délai mettrait les Anglais à l'abri de toutes les pertes qu'ils pourraient faire

en ce moment par la fermeture des ports suédois et la saisie de leurs vaisseaux et marchandises, que leur accession tardive serait donc utile à la cause commune et aurait, pour la Russie en particulier, le désavantage de procurer aux Anglais la facilité d'entretenir encore une flotte cette année dans la Baltique. M. de Schwerin a beaucoup appuyé sur l'impossibilité où était la Suède de se déclarer contre les Anglais aussitôt que les puissances alliées le désireraient.

Par rapport à la Finlande, il m'a paru, quoiqu'il ne se soit pas expliqué positivement, que le peu d'espoir qu'on avait de la recouvrer ferait consentir à la cession exigée par la Russie.

Quant à l'intervention qu'il me demandait, je lui ai répondu qu'étant sans ordres de ma cour à cet égard, je ne pouvais que faire valoir auprès du gouvernement russe les raisons qu'il me donnait en faveur de l'armistice.

M. de Schwerin avait demandé à voir l'empereur, mais S. M. ne lui a pas accordé cette faveur.

Le comte de Romantzoff, que j'ai eu l'honneur de voir aujourd'hui, m'a montré la note qu'il remet à M. de Schwerin et sa réponse à M. de Lagerbring. La première porte que la suspension des hostilités au moment de la révolution qui a éclaté en Suède est la meilleure preuve du désir qu'a S. M. l'Empereur de toutes les Russies de rétablir la paix; que les incertitudes qui règnent en Suède sur le parti qu'on prendra lui font cependant un devoir de ne pas accéder à l'armistice demandé, avant que la Suède n'ait consenti aux conditions déjà connues; que S. M. déclare maintenant qu'Elle n'entend point profiter des avantages que ses armes peuvent lui procurer et qu'Elle ne prétend rien au delà de Kalix. La lettre du comte Romantzoff dit à peu près la même chose et nomme de plus l'Angleterre, en désignant les mesures à prendre contre cette puissance comme le préalable de toute négociation et le moyen de prouver que la Suède a réellement changé de système.

M. de Schwerin part aujourd'hui avec ces réponses. Je joins ici copie de celles que j'ai faites à MM. de Stédingk et de Lagerbring.

M. de Romantzoff me parla ensuite des nouvelles qu'il avait reçues de Copenhague et de Dresde. Les premières donnent des détails sur la position où était la Suède au moment de l'expédition des Russes, et font doublement regretter, me dit-il, qu'elle n'ait pas réussi. Mais on marche, et cela se réparera sous peu, si la Suède ne se prononce pas contre l'Angleterre. Quant aux nouvelles de Dresde, elles ne disent rien relativement aux préparatifs de l'Autriche. « Une chose, je vous l'avoue, me dit le ministre, a un peu étonné l'empereur. M. de Khanikoff, qui est, comme vous le savez, dans de bons principes, mande qu'il circule un extrait des dépêches reçues de Suède par M. le prince de Ponte-Corvo et de sa réponse. Il en résulte, et ses officiers l'avouent hautement, qu'il a accédé à l'armistice proposé par la Suède. L'empereur pense que c'est sans l'assentiment de l'empereur Napoléon, qui sans doute ne veut rien faire sur cela sans s'être entendu avec le Danemark et lui. J'ai atténué, continua le ministre, l'impression que cela faisait sur l'empereur en lui représentant que votre position en Poméranie faisait que ce n'était pas d'une grande importance pour les affaires actuelles de la Suède. Rectifiez cependant cela, me dit-il. Je pense que vous aurez incessamment des instructions sur les affaires de Suède; car elles doivent se terminer sous peu, et il est de l'intérêt de tous que ce soit promptement ». Je répondis au ministre que je pensais que M. le prince de Ponte-Corvo s'était sans doute borné à donner un passeport au courrier, que je ne pensais pas qu'on eût pu s'adresser à lui pour un autre objet et qu'il eût pris autre chose sur lui, que ces nouvelles de Dresde me paraissaient des contes fabriqués en Allemagne, auxquels il ne fallait attacher aucune importance.

M. de Schwerin, qui sort de chez moi, m'a confirmé ce que M. de Romantzoff m'a dit. Il a ajouté que la Suède voulait se rattacher à la France comme à son allié naturel, que cette volonté était indépendante de toute circonstance et le garant de l'intention où on était de rompre avec l'Angleterre, que, quel que fût le résultat de la diète, tous les partis étaient d'accord sur le besoin qu'on avait de l'alliance de la France et du Danemark, qu'on se souciait peu de celle de

la Russie, qui leur savait même mauvais gré dans ce moment de s'être adressés à la France.

Il résulte de ce que m'ont dit en plusieurs occasions l'empereur et le ministre, comme de ce que ce dernier a dit à M. de Schwerin, que la Russie ne se départira pas des deux conditions qu'elle a déjà annoncées: cession de la Finlande et guerre à l'Angleterre de concert avec la France et la Russie.

M. de Schwerin a remis à M. de Rayneval une lettre de M. de Wetterstädt, secrétaire du Cabinet, qui avait été anciennement secrétaire d'ambassade à Pétersbourg. J'en adresse aussi la copie à V. E.

244.

26 Avril 1809.

M. de Canouville, qui est le dernier courrier que j'ai expédié à Votre Excellence, est parti d'ici le 22. Je profite aujourd'hui de l'expédition de M. de Czernicheff, porteur d'une lettre de l'empereur Alexandre pour l'empereur Napoléon, et j'ai l'honneur de vous annoncer que M. le prince Galitzine est parti depuis deux jours pour aller prendre le commandement de l'armée de Galicie. Les princes Bariatinsky *) et Repnine **) se sont également mis en route pour se rendre à leurs destinations respectives, le premier à Munich, le second à Cassel. «L'empereur, vient de me dire M. le comte de Romantzoff, a eu pour but, en pressant ces différents départs, de prouver, dans les circonstances actuelles, combien il attache de prix à toutes ses relations avec les princes liés au système de la France».

Un courrier russe est arrivé hier au soir de Vienne avec des dépêches du 10 au 11. M. Dodun m'a envoyé les proclamations de l'empereur et de l'archiduc. On croyait, selon lui, les hostilités déjà commencées en Bavière par l'invasion des autrichiens sur quatre points.

---

*) Ivan Ivanowitch, 1771—1845; fameux agronome.

**) Nicolas Grigoriewitch, 1778—1844.

Les lettres de M. Anstett ne parlent point de cette circonstance. Il accuse la réception de la dépêche que lui a écrite M. le comte de Romantzoff avant son départ pour la Finlande, dont j'ai rendu compte à V. E. dans ma dépêche du 9 de ce mois. M. Anstett mande que le langage positif de cette dépêche a étonné M. de Stadion, qui lui a même paru embarrassé de répondre aux arguments qu'elle contient; qu'il lui a répété qu'on avait toujours décliné la garantie à Paris, que l'Autriche ne voulait qu'assurer son indépendance, qu'il partait pour rejoindre l'empereur, auquel il rendrait compte de la communication qu'on venait de lui faire; qu'il expédiait un courrier à M. de Schwartzenberg pour lui en porter la réponse; qu'il était sensible au soin constant que prenait M. de Romantzoff de tout employer pour conserver la paix, et que, quelles que fussent les circonstances, même les événements qui pouvaient se passer, l'empereur d'Autriche serait toujours disposé à recevoir les conseils de l'empereur Alexandre. Il résulte de ce que m'a rapporté M. de Romantzoff du compte rendu par M. Anstett que la guerre est inévitable, mais que l'Autriche s'attache toujours à faire croire qu'elle veut s'expliquer et qu'on pourrait s'entendre. Le cabinet de Pétersbourg n'est point dupe de cette mauvaise foi, et ne doute plus que les mesures de l'Autriche soient le résultat d'un plan concerté depuis longtemps avec l'Angleterre.

M. Anstett dit encore que les têtes sont très exaltées, que la Hongrie a fait d'immenses armements, que ce qui a transpiré des intentions de la Russie, de sa ferme détermination de rester fidèle à son alliance avec la France, inquiète un peu les Viennois, mais que l'enthousiasme est poussé à un tel point, qu'il est, malgré cela, partagé non seulement par toutes les classes, mais même par les hommes qu'on avait vus jusqu'alors les plus opposés au système de la guerre.

J'ai encore parlé à M. de Romantzoff de la proclamation de l'archiduc, puis de celle de l'empereur. Je lui ai observé que la modération apparente de M. de Stadion et l'espoir de conciliation qu'il semblait vouloir laisser, même après avoir jeté le gant et sans doute tiré le premier coup de fusil et fait marcher le premier bataillon, n'étaient

qu'un moyen de chercher à paralyser pendant quelque temps l'emploi des forces russes et de pouvoir conserver sous ce prétexte une légation à Pétersbourg pour y colporter les libelles, y servir les Anglais et ameuter l'opinion contre l'empereur.

Le ministre m'a dit ensuite que l'empereur regardait, de même que lui, la guerre comme inévitable, que S. M. tiendrait tous ses engagements, que sa loyauté devait être connue de l'empereur Napoléon et que la lettre qu'Elle lui écrivait en serait une nouvelle preuve, que le prince Galitzine était parti, en un mot que tout était disposé pour soutenir tous les intérêts de l'alliance.

M. de Romantzoff m'a encore ajouté que l'empereur avait choisi M. de Czernicheff pour porter sa lettre à l'empereur Napoléon, parce qu'il savait que cet officier, envoyé à Bayonne dans une circonstance délicate, s'y était conduit d'une manière convenable et avait même mérité que S. M. daignât témoigner qu'Elle avait été contente de lui. « L'empereur, m'a dit le ministre, saisit comme moi toutes les occasions de prouver l'intérêt que nous mettons à ce que les individus attestent par leur conduite le prix que nous attachons à l'union des deux cours ».

La légation autrichienne fait courir depuis deux jours une soi-disant note, ou plutôt un in-folio, contenant les prétendus griefs de sa cour. Elle dit que M. de Metternich a été chargé de la remettre à Paris. Cette légation fait toujours la politique des salons; d'après sa conduite, on la croirait plutôt accréditée près des gens qui jouent les mécontents que près de l'empereur, contre lequel elle ameute sans relâche l'opinion. Sous ce rapport, elle ne vole pas l'argent que l'Angleterre répand depuis longtemps, à Vienne et ailleurs.

Je rouvre ma lettre pour annoncer à V. E. que je reçois une lettre de M. Serra du 17, qui m'annonce l'entrée des Autrichiens dans le grand-duché. Je vais la communiquer et agir en conséquence.

245.

Rapport à Napoléon.

28 Avril 1809.

Je reçus le 26 au soir une lettre de M. Serra qui m'annonçait l'entrée des Autrichiens sur le territoire du grand-duché *). Le même courrier polonais était porteur d'une dépêche du Conseil d'Etat pour le ministre de Saxe. Je me concertai avec lui pour qu'il remît une note au ministère Impérial, ce qu'il a fait hier matin, et j'écrivis sur-le-champ à M. de Romantzoff, qui passait la soirée chez l'impératrice, en lui envoyant la lettre de M. Serra et la proclamation de l'archiduc Ferdinand, que je le priais de mettre sous les yeux de l'empereur, ajoutant qu'il ne me restait qu'à réclamer la coopération de l'allié de Votre Majesté pour repousser la plus injuste agression d'une puissance dont les armées envahissent les états voisins sans déclaration de guerre, pendant que son cabinet parlait encore de s'entendre. Le ministère reçut presque en même temps un semblable avis du général Gortchakoff, qui commande sur la frontière de Galicie.

Le 27 au matin, je reçus le courrier expédié de Paris le 9. Je vis avant le dîner le ministre, qui avait travaillé toute la matinée chez l'empereur, et j'eus l'honneur de dîner ensuite avec lui chez S. M., qui répondit aux communications et aux demandes que j'eus l'honneur de lui faire qu'aussitôt que le ministre lui avait communiqué les pièces que je lui avais adressées, Elle avait prévenu mes désirs et qu'Elle l'avait chargé de faire demander M. de Schwartzenberg pour lui notifier que, les troupes autrichiennes ayant dépassé leur frontière, il devait regarder sa mission comme terminée et toute relation politique comme rompue entre les deux Etats; que S. M. rappelait sur-le-champ par un courrier la légation de Vienne, quoiqu'Elle lui eût précédemment donné un ordre éventuel de quitter les Etats autrichiens; qu'Elle

*) De Varsovie.

prenait les mesures que l'honneur de sa couronne, son alliance avec la France et la sûreté de ses Etats exigeaient. Je pressai fortement S. M. sur la nécessité de faire partir sur-le-champ M. de Schwartzenberg et toute sa légation, appuyant beaucoup sur l'influence qu'ils exerçaient dans la société, sur la manière dont ils ameutaient l'opinion contre l'empereur personnellement.

S. M. me répondit que cet ambassadeur partirait certainement, qu'Elle ne lui avait pas fixé de terme, parce qu'Elle n'aimait pas les mesures de rigueur vis-à-vis des individus, qu'Elle ne voulait pas le traiter plus mal que M. de Stédingk et que lord Gower, qu'Elle lui devait même quelques égards personnels, et pour son caractère, et parce que c'était Elle qui l'avait demandé, mais que cela n'influerait sur rien, que, s'il ne faisait pas ses paquets sous peu de jours, Elle lui ferait intimer officiellement de se hâter. S. M. ajouta: «En attendant, vous pouvez être sûr qu'il s'abstiendra, ainsi que sa légation, de paraître à la Cour et autre part; je le lui ai fait signifier».

Dans la conversation, l'empereur me parut avoir l'idée de donner à cette légation la faculté de laisser quelqu'un pour négocier, si, comme l'avait dit M. de Stadion à M. Anstett, on pouvait encore s'entendre, même les hostilités commencées. Je combattis fortement cette opinion, représentant à S. M. que c'était laisser ici un agent aux Anglais comme aux Autrichiens, laisser par conséquent les moyens à ces deux cours de faire parvenir, par la correspondance de cet agent, tous les libelles et toutes les fausses nouvelles qu'on voudrait répandre; que, quand on négociait les armes à la main, c'était sur les lieux, que Pétersbourg était trop éloigné du champ de bataille pour que cet intermédiaire pût être utile dans la circonstance actuelle; enfin qu'il fallait, pour ce pays-ci comme pour l'Autriche et toute l'Europe, qu'on sût que la rupture était complète.

L'empereur discuta un peu et daigna enfin me dire qu'il adoptait mon opinion et que M. de Schwartzenberg aurait sous peu de jours l'ordre de partir, si l'intimation qu'il avait reçue ne l'y décidait pas promptement. S. M. daigna me promettre aussi de faire insérer un

article dans la Gazette sur le parti qu'Elle avait pris, sur sa rupture avec l'Autriche et sur la conduite de cette puissance. J'eus l'honneur de lui faire sentir combien cela était nécessaire pour fixer l'opinion du pays, qui flottait, comme celle de l'Europe, par le silence qu'on gardait ici, et qui donnait créance aux sots propos et aux fausses nouvelles que l'Autriche comme l'Angleterre répandaient. S. M. me répondit, à cet égard, qu'Elle avait mené vertement un des principaux teneurs de propos dont nous avions parlé il y a quelques jours, et qu'Elle savait que cela avait fait effet.

L'empereur, auquel j'eus l'honneur de faire observer ensuite que les Autrichiens n'auraient pas osé entrer dans le grand-duché si les Russes avaient eu d'avance l'ordre d'entrer en même temps en Galicie, et aussi combien il importait d'agir promptement, soit pour éviter le mal, soit pour le réparer si Varsovie était pris, me répondit que l'ordre d'entrer en Galicie partirait encore le soir, que, si Varsovie était occupé par l'ennemi, sans la possibilité de l'en déloger, on laisserait de ce côté un petit corps pour observer la frontière pendant que la masse pénétrerait en Galicie.

«Le prince Galitzine, ajouta S. M., a les ordres les plus précis; je les lui renouvelle. J'ai un rapport de Gortchakoff qui m'annonce que les divisions sont réunies et prêtes à agir, sauf la deuxième partie de la réserve de cavalerie, qui est encore un peu en arrière; mais on ne l'attend pas. J'ai tout fait pour éviter la guerre, mais, puisque les Autrichiens l'ont provoquée et commencée, l'empereur trouvera en moi un allié qui marchera franchement: je ne ferai rien à demi. Les habitants du grand-duché me paraissent bien disposés, j'en suis fort aise; l'empereur peut compter sur mon assistance, pour lui et ses alliés».

S. M. me donna ensuite les détails de la lettre qu'Elle a écrite à V. M. et dont Elle m'avait précédemment parlé, en m'ajoutant: «Vous voyez, général, que je parle à l'empereur de trois choses: d'abord des affaires de Suède. Ce pays est dans une espèce d'anarchie, divisé en factions. D'après les assurances que l'empereur vous a chargé de me donner précédemment, qu'il ne voulait à l'égard de la Suède que ce qui me

convenait et qu'il ferait paix ou guerre comme je le désirerais, et ce que vous me dites aujourd'hui, qu'il ne veut rien que de concert avec moi, je pense qu'il vous enverra des instructions pour faire la paix de concert avec moi. Le Danemark a vu les derniers événements absolument comme moi, et n'a point voulu nouer de relations officielles ni avoir d'armistice. Mes conditions n'ont point changé, elles sont parties des vôtres: fermeture des ports aux Anglais et cession de la Finlande. De toute manière, cela doit finir sous peu, c'est de notre intérêt commun: il faut donc avoir des pouvoirs pour terminer. L'empereur pourrait, comme moi, en dire un mot au Danemark, qui sera, sans doute, tout disposé à cela.

«Le second point est relatif aux affaires de Turquie; je lui ai mandé que je marchais. J'ai donné ordre au prince Prozorowsky de ne pas s'amuser aux places, d'aller de l'avant. La paix est près de Constantinople; il faut intimider les Turcs près de la capitale pour en finir plus loin.

«Le troisième point est l'Autriche; je mande à l'empereur ce que je vous ai souvent en grande partie répété, qu'il peut compter sur moi».

Je communiquai à S. M. le traité des Turcs avec les Anglais: «Remerciez-en l'empereur», me dit-Elle. Je pris texte de là pour dissiper les inquiétudes sur la Crimée, pour lui montrer les Turcs en paix, mais point alliés avec les Anglais, et M. de Latour-Maubourg comme utile même à ses intérêts dans l'occasion, puisqu'il pouvait prévenir des armements qu'on préparerait et balancer un peu le pouvoir de l'agent des Anglais, dans les bras desquels les Turcs pourraient se jeter en désespérés si on les abandonnait à eux-mêmes.

J'entrai aussi dans les détails que me transmet M. le comte de Champagny sur les affaires de Perse; S. M. n'y donna point de suite. Elle me reparla des affaires d'Autriche, me dit qu'il lui tardait de savoir V. M. sur les lieux, son génie valant des armées.

L'empereur me montra ensuite les dépêches de M. Anstett sur sa conférence avec M. de Stadion, dont j'ai rendu compte par mon

courrier du 22. Ses réponses à ce ministre m'ont paru plus priécses et plus fortes que ne me l'avait dit M. de Romantzoff; S. M. m'ajouta: «Cet homme, qu'on regardait comme dans un mauvais esprit, s'est fort bien conduit depuis qu'il est chargé d'affaires, au point que Razoumowsky lui a presque fermé sa porte. Je vous remets un billet de M. de Dodun et la lettre originale d'Anstett, qui prouveront dans quel sens il écrit et dans quel sens je lui ai fait écrire. Envoyez l'un et l'autre à l'empereur, car ce style et ces doutes pour un cailletage de femmes ne sont pas convenables: on peut employer d'autres formes».

J'annonçai à l'empereur que j'expédierais sur-le-champ un courrier à V. M. pour lui mander ce qui venait d'être fait. Il me répondit qu'il espérait que M. de Czernicheff le trouverait en Allemagne, que sa lettre lui ferait plaisir et serait pour Elle une preuve de sa loyauté et de son amitié.

L'empereur me parla après du don fait par V. M. de la maison de Villiers au prince Kourakine: «Cet ambassadeur, ajouta-t-il, ne peut assez se louer des bontés de l'empereur».

J'eus l'honneur de remettre à l'empereur la copie de la lettre de V. M. à l'amiral russe à Trieste. L'empereur me dit: «J'espère qu'il y aura obéi; je remercie l'empereur de son attention».

Lorsque je parlai à l'empereur de la proclamation de l'archiduc Ferdinand, S. M. blâma fortement l'inconvenance des expressions de cette pièce, de même que le ridicule des vues ambitieuses et dominatrices que l'Autriche manifestait.

246.

Lettre à Napoléon.

28 Avril 1809.

C'est le 26 au soir que j'ai reçu la nouvelle de l'entrée des troupes autrichiennes dans le grand-duché de Varsovie; le 27, l'empereur a expédié au prince Galitzine l'ordre de pénétrer en Galicie, et

fait notifier par le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur d'Autriche qu'il regardait toutes ses relations politiques avec cette cour comme rompues. Le rapport ci-joint du 28 avril fera connaître à V. M. tous les détails de l'audience que l'empereur m'a accordée. J'avais reçu quelques heures avant le courrier expédié de Paris le 9 de ce mois, qui était porteur de la lettre de V. M. de cette date.

L'empereur était gai et paraissait avoir toute confiance dans le succès de cette campagne. Il ne croyait pas la levée de boucliers aussi prochaine, et les Autrichiens ne s'attendaient pas à cette brusque notification; ils ne seront pas les seuls étonnés ici: ils croient V. M. en route pour l'Italie. Je ne négligerai rien pour presser le départ du prince de Schwartzenberg. Le mariage se fait le 30: il est probable que cet ambassadeur, exclu de la Cour et de toutes les fêtes, ne jugera pas convenable de rester ici; la chose étant faite, je n'entretiens pas V. M. de toutes les intrigues qu'on a mises en œuvre depuis quelques jours. Maintenant, je presserai l'arrivée des renforts; on ne peut guère y compter avant le mois de juillet, encore si les affaires se terminent: les avis sont fort partagés sur ce qui s'y passe.

L'affaire des retranchements de Giurgevo n'a pas été aussi brillante qu'on l'a dit; on espérait surprendre cette place, le coup a manqué. Les 32 drapeaux ou bannières turcs pris par les Russes sont arrivés ici.

On répand beaucoup de mauvaises nouvelles sur l'Espagne. On dit que 12.000 Espagnols d'Amérique ont aidé les Anglais à prendre la Martinique. Vienne nous inonde de mauvaises nouvelles.

La grande note autrichienne sur ses prétendus griefs est imprimée et répandue ici. Je m'occupe d'une réfutation sous le titre de «Réflexions d'un lecteur», pour alimenter l'appétit des Russes qui auront digéré cet in-folio: car il fait beaucoup causer.

Lettres à Champagny.

247.

28 Avril 1809.

M. de Rumigny est arrivé ici hier; après être venu avec une étonnante rapidité jusqu'à Kœnigsberg, son voyage a été retardé, depuis Memel jusqu'à Pétersbourg, par les débordements des rivières, qui ont aussi arrêté tous les courriers russes.

Je me suis empressé de faire connaître à l'empereur et à M. de Romantzoff les détails que contiennent les lettres de Votre Excellence des 7 et 9 avril, et je leur ai communiqué celles des pièces de la correspondance de Vienne, de Munich et de Constantinople qui m'ont paru devoir l'être. J'ai particulièrement appuyé sur l'avantage qui résulterait pour la Russie du séjour de M. de Latour-Maubourg à Constantinople, d'où il peut, par notre intermédiaire, la tenir au courant des événements et la prévenir des armements qui se prépareraient, et même, dans l'occasion, porter les Turcs à la paix et éviter qu'ils se jettent dans les bras des Anglais et leur ouvrent l'entrée de la mer Noire.

V. E. aura vu par mes précédentes dépêches qu'on fonde sur les assurances que j'ai été chargé de donner par la dépêche du 16 janvier dernier l'espoir ou la prétention de faire ici la paix avec la Suède pour les trois puissances. Cette opinion n'a pas changé; le ministère paraît y tenir, et l'empereur s'en est assez clairement expliqué avec moi hier. On regarde toujours la Suède comme dans un état de révolution, ou au moins comme un pays partagé par des factions qui paralysent l'autorité du duc de Sudermanie et peuvent donner au parti anglais le moyen de maintenir son influence au moins pendant l'été. Peut-être attache-t-on à la conduite du colonel Adlerberg *) et à l'influence qu'il exerce plus d'importance que cela ne mérite. On répète

*) Karl Gustav, 1763—1814.

toujours qu'on ne veut que la cession de la Finlande, et forcer la Suède à fermer ses ports aux Anglais. On s'attendait à des communications de ma part sur les vues de la France, dans la paix à conclure avec la Suède. Le ministre m'avait déjà dit plusieurs fois qu'il pensait que je recevrais des instructions sur cet objet, et même sur les vues que l'on pourrait avoir relativement au Danemark, pour lequel la France, qui a avec cette cour un traité d'alliance offensive et défensive, peut, selon le cabinet de Pétersbourg, intervenir avec avantage, puisqu'elle a entre ses mains la Poméranie.

L'empereur, ni le ministre n'ont donné aucune suite à ce que je leur avais dit sur les affaires de Perse.

L'empereur m'a paru content de la note de V. E. à M. de Metternich en date du 4 avril. Il m'a paru inutile de communiquer celles de cet ambassadeur.

Le ministre m'a demandé si V. E. suivrait l'empereur à l'armée, et m'a témoigné le regret qu'il aurait dans ce cas que M. le prince Kourakine restât sans aucune relation politique à Paris, où M. de Romantzoff paraîtrait désirer qu'on pût lui donner quelques moyens d'utiliser son zèle et le plaisir qu'il a à s'occuper d'affaires. M. de Romantzoff craint que sans cela il ne s'ennuie de son inaction et ne se dégoûte; ce qui le peinerait d'autant plus, m'a-t-il dit, qu'il trouve cet ambassadeur dans de très bonnes dispositions et tout à fait dans l'esprit du système, ce qu'il tâchera d'entretenir, m'a-t-il ajouté. Le prince Kourakine se loue beaucoup de toutes les préférences dont il est l'objet et en particulier du don de la maison de campagne de Villiers.

248.

28 Avril 1809.

Je m'empresse d'annoncer à Votre Excellence que les ordres ont été donnés hier au soir à l'armée russe d'entrer sans délai en Galicie, à M. Anstett de quitter Vienne, et qu'on a en même temps notifié à M. de Schwartzenberg que la Russie regardait dès ce moment toutes

ses relations politiques avec l'Autriche comme rompues. Je vais rendre compte à V. E. de ce qui a précédé cette détermination, que mes dernières dépêches ont dû faire regarder comme prochaine.

Avant-hier soir, un courrier expédié par le gouvernement polonais et qui m'était adressé par M. Serra m'a apporté la nouvelle de l'agression des Autrichiens et de leur entrée sur le territoire du grand-duché de Varsovie. Je concertai avec le ministre de Saxe, qui avait reçu des dépêches par la même voie, une note que je l'engageai à présenter au ministère russe; j'en adresse ci-joint la copie à V. E. Je m'empressai d'écrire en même temps à M. le comte de Romantzoff pour lui donner connaissance des nouvelles que je venais de recevoir, ajoutant qu'il ne me restait qu'à réclamer la coopération de l'allié de l'empereur mon maître pour repousser la plus injuste des agressions. A ma lettre étaient jointes la proclamation de l'archiduc Ferdinand et la lettre de M. Serra. M. de Romantzoff montra ces différentes pièces à l'empereur dans la soirée; S. M., à qui j'avais fait demander une audience, voulut bien m'engager à dîner chez Elle hier.

Avant le dîner, je vis le comte de Romantzoff, qui m'instruisit, sommairement et de confiance, me dit-il, l'empereur voulant me parler lui-même, des ordres donnés par S. M. au prince Galitzine et à M. Anstett, et de ses intentions relativement au prince de Schwartzenberg. Après le dîner, l'empereur, m'ayant fait passer dans son cabinet, me fit l'honneur de me dire qu'aussitôt qu'il avait appris l'agression de l'Autriche, il avait pris toutes les mesures, donné tous les ordres que les circonstances exigeaient. S. M. entra alors dans les mêmes détails que m'avait déjà donnés M. de Romantzoff. J'insistai fortement sur la nécessité d'éloigner le plus promptement possible la légation autrichienne, en faisant sentir de nouveau à S. M. qu'elle exerçait sur la société une influence qu'il était temps de détruire.

S. M. me paraissant pencher pour conserver quelqu'un de la légation pour pouvoir négocier, si, comme l'avait dit M. de Stadion à M. Anstett, il n'était pas impossible de s'entendre, même les hostilité commencées, je combattis fortement cette opinion, en partie par

les mêmes raisons qui me faisaient presser le départ de M. de Schwartzenberg, et je réussis à faire abandonner entièrement cette idée à S. M., lui ayant aussi observé combien il importait de faire quelque chose d'ostensible pour diriger l'opinion publique. S. M. me promit de faire insérer dans la Gazette un article pour annoncer la rupture avec l'Autriche.

L'empereur me dit ensuite que, d'après un rapport du prince Gortchakoff, qui était encore en ce moment à la tête des troupes destinées contre l'Autriche, elles étaient réunies et prêtes à entrer en campagne, à l'exception d'une partie de la réserve de cavalerie, qui n'avait pas encore rejoint, mais qu'on n'attendrait pas. «L'empereur Napoléon, ajouta S. M., trouvera en moi un allié qui agira franchement et qui ne fera rien à demi».

L'empereur me montra ensuite les dernières dépêches de M. Anstett; à en juger d'après ce qu'il mande, il s'est exprimé avec M. de Stadion d'une manière encore plus précise et plus ferme que ne l'avait dit M. de Romantzoff. L'empereur m'a témoigné qu'il était fort content de M. Anstett. Il m'a ensuite remis une lettre originale de ce chargé d'affaires, ainsi qu'un billet que lui a écrit M. Dodun. S. M. a marqué du mécontentement du style de ce billet et des doutes qu'il renferme, et qui ne sont fondés, m'a-t-Elle dit, que sur un cailletage de femmes. V. E. trouvera ci-joint les copies de la lettre et du billet.

Je n'ai pu voir hier, après le diner de l'empereur, M. de Romantzoff, mais il m'a reçu à deux heures du matin, et m'a rapporté ainsi qu'il suit les détails de la conversation qu'il avait eue dans la soirée avec M. de Schwartzenberg, qu'il avait invité à passer chez lui pour lui communiquer les ordres de l'empereur.

«L'empereur m'a chargé, M. l'ambassadeur, commença par dire M. de Romantzoff, de vous notifier qu'il regardait toutes ses relations politiques avec l'Autriche comme rompues dès ce moment. Il m'a également chargé de vous prévenir qu'il donnait ordre à sa légation à Vienne de quitter les états autrichiens, si elle ne l'avait pas déjà fait d'après l'ordre éventuel que je lui ai transmis il y a quelque temps.

L'empereur m'a donné en outre l'ordre de vous faire savoir qu'il pense que vous et les personnes de votre légation vous abstiendrez de paraître aux fêtes de la Cour et dans les endroits où vous pourriez rencontrer S. M.».

Le prince de Schwartzenberg parut fort surpris. Il s'échauffa beaucoup et dit qu'il n'y avait pas d'exemple qu'on eût traité ainsi un ambassadeur, qu'on n'avait jamais eu de semblables procédés pour sa cour; il se récria beaucoup sur ce qu'il ne pourrait paraître aux fêtes, sur ce que cela étonnerait tout le monde, etc. Le ministre répondit que l'intention de S. M. n'était pas de tenir la chose cachée, qu'Elle voulait, au contraire, que chacun sût le parti qu'Elle prenait; il ajouta à M. de Schwartzenberg qu'il ne comprenait pas ce qui pouvait l'étonner, puisque ce qui se faisait avec lui se pratiquait envers les ambassadeurs de toutes les cours avec lesquelles on passait de l'état de paix à l'état de guerre. L'ambassadeur répéta qu'il ne pouvait assez témoigner son étonnement, que personne ne pouvait croire ici, non plus que sa cour, à de tels procédés, qu'il était bien malheureux d'être venu ici. Le ministre lui répondit que l'empereur tenait depuis le mois d'août le même langage, qu'il ne lui avait pas caché qu'il avait avec la France des engagements auxquels il était décidé de tenir, qu'il avait laissé à l'Autriche l'option entre la paix et la guerre et qu'elle s'était décidée pour ce dernier parti, malgré tout ce qu'on avait pu lui dire et lui offrir. L'ambassadeur reprit: «Mais comment pouvez-vous prendre un tel parti, si inattendu, si contraire à vos intérêts? Pour ce qui s'est passé dans le duché de Varsovie, passe encore, si c'était une attaque contre la Bavière ou une autre puissance; mais vous ne pouvez ignorer tout ce que la France machinait contre vous de Varsovie».

— «Vous savez peut-être ce que nous ignorons, reprit le ministre, mais nous connaissons nos engagements, nous ne les avons pas laissé ignorer: nous tenons au système qui nous unit à la France. Vous passez vos frontières et vous attaquez un de ses alliés: nous remplissons nos engagements et nous nous mettons en guerre avec vous».

L'ambassadeur récapitula ensuite tous les lieux communs déjà si souvent dits et imprimés contre la France, contre son système d'envahissement, enfin contre la conduite opposée aux intérêts de la Russie qu'elle a, selon lui, tenue à Constantinople. Il finit par dire au comte de Romantzoff que l'empereur et lui étaient seuls, à Pétersbourg et dans toute la Russie, de l'opinion qu'il manifestait, que tout le monde voyait dans la conduite de la France la véritable agression, que l'Autriche n'avait agi que pour sa défense légitime. Le ministre répondit que l'empereur n'avait pas pris l'Autriche pour juge dans ses intérêts avec la France, que la Russie n'avait pas à s'en plaindre dans les affaires de Turquie, ni ailleurs: «Cela se réduit à ceci, finit par dire le ministre: nous avons un système qui nous lie à la France; vous voulez nous faire adopter le vôtre, et nous n'en voulons pas. Toute discussion sur cela serait donc inutile, quand même la rupture de nos relations que j'ai été chargé de vous notifier ne mettrait pas fin à celle-ci».

L'ambassadeur parla encore plus d'une heure et demie sans que le ministre lui répliquât. Il revint plusieurs fois sur le désagrément qu'il éprouvait de ne pouvoir au moins assister aux fêtes. M. de Romantzoff lui répondit toujours que l'empereur avait rappelé sa mission de Vienne et que toute relation était rompue. L'ambassadeur dit plusieurs fois qu'en ce cas il ne pouvait rester; il ajouta qu'il était militaire, qu'il voulait aller à l'armée. Le ministre ne répondit à cela que par cette même phrase, que l'empereur avait rappelé sa légation de Vienne. M. de Schwartzenberg demanda s'il pouvait avoir des passeports et s'il pouvait expédier un courrier. Le ministre lui répondit qu'il aurait tous les passeports qu'il voudrait, que, quant aux courriers, rien ne l'empêchait d'en expédier. Il reprit alors qu'il en attendait un sous trois ou quatre jours, qui lui porterait sans doute des réponses intéressantes au compte qu'il avait rendu de ses conférences avec l'empereur; il demanda si on ne pouvait pas attendre ces réponses avant de s'arrêter au parti qu'on lui annonçait. Le ministre lui répondit qu'il pourrait recevoir son courrier, mais que les relations étaient

rompues avec sa cour, que l'empereur ne le recevrait pas, que lui-même regardait également toutes ses relations politiques avec lui comme rompues, qu'il le recevrait cependant s'il voulait lui écrire un mot pour lui communiquer ce qu'on lui manderait, qu'à cet égard, il ne lui faisait pas une faveur, puisqu'il avait reçu de même M. de Stédingk, que les glaces avaient empêché de partir, quoique la guerre fût commencée. M. de Schwartzenberg reprit: «Mais moi, je n'ai pas de raisons à alléguer pour retarder mon départ». Le ministre lui répondit encore par le rappel de la légation russe de Vienne.

«L'ambassadeur, m'a dit ensuite le comte de Romantzoff, m'a paru extraordinairement agité et tout à fait surpris de cette notification. Il s'est fort échauffé au commencement de la conversation; à la fin, il a cherché à me prouver qu'il était dans notre intérêt de faire cause commune avec eux. Ne m'ayant trouvé aucune disposition à adopter cette opinion, il m'a dit qu'il ne pouvait rien opposer à la volonté de l'empereur, et il m'a paru décidé à partir très incessamment».

J'ai fait sentir au ministre la nécessité de ne pas laisser M. de Schwartzenberg prolonger son séjour à Pétersbourg, en faisant valoir les mêmes raisons que j'avais alléguées à l'empereur et en lui disant que S. M. avait bien voulu les trouver bonnes, puisqu'Elle avait daigné me dire qu'Elle lui ferait insinuer de quitter Pétersbourg s'il ne prenait lui-même son parti sous peu de jours. J'ai trouvé M. de Romantzoff tout à fait de mon avis.

249.

28 Avril 1809.

J'ose espérer que l'empereur trouvera dans le compte que je rends à Votre Excellence la preuve que son ambassadeur a tâché de justifier sa confiance.

M. de Rumigny est arrivé hier; j'ai à remercier V. E. d'avoir bien voulu me l'envoyer.

Si on avait pu avoir l'ordre pour les chevaux, le courrier que j'expédie serait parti pendant la nuit.

Quoiqu'on sût que le parti de l'empereur était pris, on n'en est pas moins étonné de la brusque notification faite à l'Autriche: l'ambassadeur même a de la peine à y croire.

Je recommande aux courriers de prendre des renseignements à Custrin sur la direction qu'ils doivent suivre.

J'ai remis à M. le comte de Romantzoff la lettre de V. E.; il m'a prié de lui mander qu'il regrettait que ses affaires l'empêchassent d'y répondre tout de suite, mais que ce serait par un courrier russe qu'il expédierait sous peu de jours.

Le mariage de Madame la grande-duchesse Catherine se fait le 30 avril.

250.

Rapport à Napoléon.

4 Mai 1809.

Les dépêches de M. le comte de Champagny des 10, 11 et 12 avril m'étaient successivement parvenues les 30 avril, 1er et 2 de ce mois. J'eus l'honneur de dîner chez S. M. le 2; au moment de se mettre à table, Elle reçut un courrier du prince Kourakine qui m'apportait une lettre du ministre du 13. L'empereur me demanda si je n'avais pas une lettre de Votre Majesté pour lui, le prince Kourakine ayant dû lui en remettre une de sa part; il ajouta: «J'espère que cette lettre sera détaillée».

J'avais entretenu les jours précédents M. de Romantzoff de la nécessité de faire partir M. de Schwartzenberg, qui paraît être décidé à retarder autant que possible son départ, ainsi que de celle de fixer l'opinion par une déclaration sur la conduite de l'Autriche et la notification faite en conséquence à son ambassadeur. Je lui avais aussi parlé de la marche des troupes, ainsi que du besoin d'un article dans la

Gazette, comme S. M. me l'avait promis. Je l'avais également pressé par rapport aux ordres à transmettre au prince Galitzine pour hâter l'entrée de ses troupes en Galicie. Le ministre m'avait dit qu'il en avait parlé à l'empereur et que S. M. avait expédié un nouvel ordre à ce général.

L'empereur, que j'eus l'honneur d'entretenir des mêmes détails, après lui avoir communiqué toutes les nouvelles que V. M. avait daigné me faire transmettre par M. de Champagny et par son ministre à Stuttgart, commença par me témoigner combien il était satisfait de savoir V. M. à Louisbourg et presque arrivée à son armée. Il me montra ensuite la dépêche du prince Kourakine qui contient le détail de tout ce qu'il a fait pour remplir les intentions de V. M. près du général qui commande sur les frontières de la Galicie et près du commandant des vaisseaux qui sont à Trieste. Le prince Kourakine parle ensuite du refus du prince Wolkonsky de suivre V. M. sous le prétexte qu'il a un de ses enfants malade et que sa femme serait seule.

«Le sang me bouillait en lisant cela, me dit l'empereur. Il ne faut pas en avoir dans les veines, pour s'être conduit ainsi: il s'en faut de peu de chose que je ne lui défende de porter l'uniforme. Si je pouvais sans inconvénient quitter Pétersbourg pour deux mois, je serais déjà où il n'a pas voulu aller. Quelle plus belle occasion pour un militaire? Il y a des gens qui ne sentent rien. Il était sans doute fort malade quand il est parti d'ici, et sa santé n'est pas forte: mais, en pareil cas, on consulte son courage plus que ses forces».

Le prince Kourakine parle encore, comme dans une précédente dépêche, de sa conversation avec V. M. sur les affaires d'Autriche, dans laquelle il a répété qu'il croyait que l'empereur François ne voulait pas la guerre, puis des affaires de Suède. Il dit que V. M. lui a montré la lettre du duc de Sudermanie, qu'Elle a répondu à ce prince, mais d'une manière vague, que cependant il lui a paru qu'on reconnaissait son autorité comme régent. Il a ajouté que V. M. lui a dit qu'Elle ne voulait rien décider que de concert avec son allié, mais qu'il n'a rien été articulé sur le lieu où l'on porterait les négociations.

Je montrai à l'empereur la réponse de V. M. au duc de Sudermanie et la copie de la lettre qu'Elle a reçue de lui. L'empereur me dit que le Danemark avait envisagé les affaires de Suède sous le même rapport que lui. Il me dit ensuite qu'il avait reçu le matin un courrier de Copenhague, qui lui avait apporté la nouvelle que douze vaisseaux de ligne anglais, beaucoup de frégates, des bombardes, brûlots, etc., étaient arrivés à Gothembourg, et d'autres dans le Sund, annonçant des transports avec 30.000 hommes de débarquement. Il ajouta que ces nouvelles confirmaient ce qu'il m'avait dit précédemment, que les Suédois ne cherchaient qu'à gagner du temps, ne voulant point rompre avec les Anglais, qu'en conséquence, il pressait ses opérations pour les forcer à en finir, et qu'il pensait que V. M., qui, à la distance où Elle était de ces événements, pouvait les avoir jugés d'une autre manière, n'ayant, tout en répondant directement, pris aucun engagement, ferait connaître ses intentions, pour qu'on fût à portée de ne pas retarder la conclusion de ces affaires, quand les choses en seraient venues au point de pouvoir traiter avec une autorité légitime.

Je fis sentir à l'empereur que la lettre de V. M. au duc de Sudermanie n'était qu'une réponse polie, et non une reconnaissance, et que V. M. appuyait sur son désir, sur sa volonté même de ne rien faire que de concert avec ses alliés. Au ton de la conversation et à la physionomie de l'empereur, je m'aperçus qu'il aurait désiré autre chose. La conversation se prolongeant, il finit cependant par me dire que lui-même avait été au moment de répondre une lettre de simple courtoisie au duc de Sudermanie.

S. M. me dit ensuite qu'Elle avait expédié de nouveaux ordres au prince Galitzine pour entrer sur-le-champ en Galicie. J'eus l'honneur de lui rappeler ce qu'Elle m'avait fait l'honneur de me dire précédemment; ses promesses étant toujours les mêmes et ses assurances positives, je lui demandai quel jour ses troupes auraient dépassé sa frontière. S. M. réfléchit, compta les marches de réunion des divisions et réserves, et me dit enfin: «J'aime mieux vous accuser trois jours trop tard

que trop tôt; ainsi calculez que mon armée aura passé mes frontières, au plus tard, d'aujourd'hui en quinze jours». Me fondant sur les précédentes assurances, j'observai que ce mouvement était plus lent qu'on ne me l'avait dit; S. M. allégua les marches pour la réunion des divisions, parcs, réserves, etc., et me dit: «Ce que je vous annonce est positif; ce sera une armée organisée qui agira à cette époque».

S. M. revint encore sur les forces des Anglais dans le Sund et à Gothembourg. Elle me dit qu'Elle pensait, comme je le lui avais dit précédemment, que les troupes annoncées pouvaient être destinées à une diversion en Hanovre en faveur de l'Autriche, mais qu'Elle croyait en même temps qu'il pouvait y avoir quelques projets contre Cronstadt, qu'Elle regrettait que cette nouvelle circonstance l'empêchât de disposer tout de suite d'autres corps pour renforcer l'armée de Galicie, que cela porterait sans doute V. M. à penser, de même que lui, qu'il fallait se hâter d'en finir avec la Suède.

Quant à l'Autriche, l'empereur m'assura que sous deux jours sa déclaration à ses sujets serait publiée. Il me dit qu'il avait approuvé cette idée dès que le comte de Romantzoff lui en avait parlé. Il me promit aussi qu'il partirait un office qui serait remis par les agents russes aux cours près desquelles ils résideront, afin qu'on ne pût douter de la rupture de la Russie avec l'Autriche. Quant à la déclaration, S. M. voulut bien me promettre qu'elle serait en termes si positifs que le prince de Schwartzenberg prendrait probablement, en la lisant dans le journal, le parti de demander ses passeports. J'appuyai sur la nécessité de les lui envoyer, ou de lui faire notifier la rupture par écrit, de manière à l'obliger à les demander.

Je fis sentir à S. M. que, quoique je ne crusse pas à l'apparition tant annoncée des Anglais dans la Baltique et devant Cronstadt, je pensais cependant qu'il était de la prudence de ne pas garder ici des hommes qui, étant maintenant les agents avoués des alliés de l'Angleterre, avaient les mêmes intérêts que cette puissance et suivaient les mêmes intrigues. Je pressai S. M. par tous les moyens: Elle me promit encore de prendre des mesures pour forcer la légation autrichienne à s'éloigner,

si, d'elle-même, elle ne prenait son parti après la publication de la déclaration. S. M. me dit qu'en cela, Elle ne faisait que suivre la marche qu'Elle avait adoptée envers les autres agents politiques qui s'étaient trouvés dans le même cas, que V. M. avait aussi laissé M. de Metternich à Paris sans qu'on entrât même en explication avec lui, que le prince Kourakine s'en était étonné, et en avait parlé, mais inutilement, à M. de Champagny.

S. M. eut l'air d'improuver son ambassadeur à cet égard et de trouver la réponse de M. de Champagny fort convenable sous tous les rapports. S. M. m'ajouta: «M. de Schwartzenberg m'a écrit, depuis que Romantzoff l'a vu, pour me demander une audience, ou bien à me voir ou me rencontrer d'une manière quelconque. Pendant trois jours, je n'ai rien répondu; enfin je lui ai fait dire que je ne le considérais plus comme ambassadeur, que, toutes nos relations étant rompues, je n'avais rien à lui dire, ni aucune raison pour le voir. D'une autre part, Romantzoff, auquel il a demandé un passeport de courrier le lendemain de la déclaration, le lui a envoyé sans le qualifier d'ambassadeur, ni dans la lettre d'envoi, ni sur l'adresse. Il s'en est fâché, a demandé des explications. La réponse a été qu'il ne pouvait plus être considéré comme ayant un caractère public quelconque, depuis qu'on lui avait notifié que toutes les relations politiques étaient rompues. Joignez à cela, ajouta S. M., le plaisir qu'il aura à lire la déclaration qui va paraître, et vous jugerez comme moi qu'il doit se mettre promptement en route sans qu'on le lui ordonne».

Je parlai à S. M. des propos que la légation autrichienne tenait. Je lui dis qu'elle se vantait de rester ici, qu'elle continuait à ameuter l'opinion, et que les lettres qu'on écrivait d'ici à l'armée, annonçant qu'elle était toujours à Pétersbourg, pouvaient faire penser que la rupture n'était pas complète, et qu'il pourrait résulter partout mille inconvénients de cette opinion. S. M. me répondit que ses rapports de police lui disaient la même chose; Elle ne ménagea pas dans ses réflexions les individus de cette légation.

Je montrai à l'empereur la lettre dont copie est ci-jointe, que j'avais reçue le matin de Perse, et je lui fis sentir que V. M. perdait là un allié qui avait franchement servi la cause commune en chassant les Anglais de ses Etats, et que la conduite tenue envers le général Gardanne prouvait à S. M. qu'il était suspecté parce que nous avions trop franchement marché, aux yeux de cette cour, dans le système qui nous attache à la Russie.

Pendant le dîner, l'empereur parla à plusieurs reprises de l'Autriche et sans ménagements pour sa politique et sa mauvaise foi dans tout ceci. Il parla aussi des généraux français qu'il connaissait, et répéta plusieurs fois qu'il était enchanté de savoir V. M. à son armée, que cela ferait sans doute changer le ton de ceux qui font des proclamations.

En lisant celle de l'archiduc Charles, et celle du général Jellachich*) aux Tyroliens, S. M. leva les épaules et dit: «C'est pitoyable! Cela est fait dans un esprit de subversion de l'ordre social et des convenances qu'on ne peut approuver et qui ne mène à rien».

L'empereur parla aussi du chagrin qu'éprouvait le prince Kourakine de voir l'impératrice et même la reine de Hollande suivre V. M., et de se trouver par conséquent seul à Paris.

251.

Lettre à Napoléon.

4 Mai 1809, minuit.

En accusant à Votre Majesté la réception de la lettre qu'Elle a daigné m'écrire le 10 avril, j'ai l'honneur de lui adresser mon rapport du 4 mai. Tout est disposé et marche comme V. M. peut le désirer,

*) Croate, père du fameux comte Joseph de Bouzim, 1801—1859, qui sauva l'Autriche en 1848, lors de la révolution à Vienne et de l'insurrection des Hongrois.

mais pas aussi vite que je le voudrais. Le ministre de la guerre y met du zèle et de l'activité, le comte de Romantzoff ne peut être dans de meilleures dispositions et l'empereur plus prononcé, mais le même esprit n'anime pas les sous-ordres; à en juger par des rapports qu'on m'a montrés, l'armée doit cependant avoir franchi la frontière de Galicie le 15 de ce mois au plus tard.

Ici, les libelles d'Espagne et de Vienne se reproduisent, grâce à la légation autrichienne, sous mille formes. L'ambassadeur n'a paru nulle part pendant les fêtes. La Cour a même été défendue au comte Rzewuszky, polonais, sujet mixte, présenté précédemment par M. de Schwartzenberg. Cette exclusion absolue a rendu les salons plus circonspects, mais n'a pas changé l'opinion. On parle trop pour que ce soit dangereux; c'est au reste sans aucune malice, et il y a telle maison où on dit aussi froidement qu'il faut assassiner l'empereur pour avoir la paix qu'on parlerait ailleurs de la pluie et du beau temps. L'empereur méprise tous ces « bavardages », comme il les appelle, et on ne doit pas trop s'en inquiéter quand on connaît les individus.

A peu d'exceptions près, tout ce qui est polonais est autrichien prononcé; les vieux russes sont assez impartiaux dans cette circonstance, mais se plaignent d'être engagés dans une guerre de plus, sans avoir terminé aucune des anciennes. Beaucoup de gens ne veulent pas croire à cette rupture entre la Russie et l'Autriche; je citerai de ce nombre le vieux comte Soltykoff, même son fils.

L'empereur a donné à son beau-frère le prince d'Oldenbourg, le jour de son mariage, le titre d'Altesse Impériale; il doit s'établir à Tver, Novgorod et Iaroslaw, qui renferment ce qu'on appelle le département des communications, c'est-à-dire les canaux qui approvisionnent la capitale. Le comte de Romantzoff en était le chef et s'est démis de lui-même pour faire l'apanage du prince.

Un courrier de Vienne arrive à l'instant. M. de Schwartzenberg a eu quelques lettres insignifiantes par cette occasion et trois bulletins qui ne renferment aucun fait sur la marche des armées; ces détails vont jusqu'au 12 avril. Ce courrier apporte la nouvelle de l'ouverture

du port de Trieste aux Anglais: j'espère qu'elle décidera l'empereur à signer le passeport de M. de Schwartzenberg.

Les nouvelles de la ville ont déjà fait arriver M. de Klenau *) sous les murs de Magdebourg; le corps de l'archiduc Ferdinand est déjà à Thorn, et toutes les communications du Nord avec l'Allemagne sont interceptées: le Tyrol est soulevé et la Hesse en armes, ainsi que le Hanovre. Mais tous ces bruits ont le caractère des nouvelles de fabrique anglaise: peu de personnes y ajoutent foi.

On n'a presque rien fait au delà de Tornéo: le général Chouvaloff n'est qu'à deux marches en avant de Pitea **). Sur le Danube, le maréchal Prozorowsky se disposait à passer ce fleuve et s'était emparé d'une île essentielle pour assurer ses communications. Le comte de Romantzoff a fort à cœur les affaires de Turquie; on expédie tous les quatre jours des courriers pour presser le maréchal de marcher, de ne point s'arrêter aux places et de menacer la capitale pour forcer la Porte à signer la paix.

Je tâcherai d'expédier M. de Lespinay ***) pour l'armée du prince Galitzine, afin qu'il porte à V. M. des nouvelles positives sur la marche et la position de cette armée; j'aurai l'honneur de le proposer à l'empereur à ma première audience.

L'ambassadeur d'Autriche reçoit à l'instant où je termine cette lettre, vient de me faire dire le comte de Romantzoff, la nouvelle, en date du 13, que le Tyrol s'est soulevé, que les habitants ont arrêté le général bavarois qui y commandait et fait prisonniers les cinq mille hommes sous ses ordres. Cette nouvelle est de M. de Stadion, et vient par estafette.

On est inquiet de la division qui est à Trieste, soit que les Autrichiens ne l'aient pas laissé partir, soit que les Anglais qui sont devant ce port l'aient enlevée à sa sortie. Les dernières lettres de Vienne de M. Anstett n'en parlent pas.

---

*) Général autrichien (*Correspondance*, XVIII, 492, 538).

**) Pitea, petite ville en Bothnie septentrionale.

***) Capitaine, officier d'ordonnance de l'empereur Napoléon.

J'ai lieu de penser que la déclaration paraîtra dans la Gazette de demain ou du 8; j'expédierai un courrier à V. M. pour la lui porter, et je l'enverrai par la même voie à Kœnigsberg et à Berlin, ainsi qu'à Cassel et Hambourg.

Lettres à Champagny.

252.

4 Mai 1809.

J'ai reçu successivement le 30 avril et les 1er et 2 de ce mois les différentes dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire les 10, 11 et 12 avril. Celle du 13, dont un courrier de M. le prince Kourakine était porteur, m'est parvenue avant-hier, en sortant de dîner de chez l'empereur.

J'ai communiqué à l'empereur les détails que V. E. m'a transmis, ainsi que les diverses pièces qui étaient jointes à ses lettres. Elle aura vu par mes dernières dépêches que la déclaration de la cour de Vienne était déjà connue ici. La Russie va en faire insérer une dans la Gazette de Pétersbourg, qui, d'après les promesses réitérées de l'empereur et du ministre, sera conçue dans les termes les plus positifs et éclairera la nation russe sur les justes motifs qui portent l'empereur Alexandre à se mettre en état de guerre avec cette cour, pour constater entièrement la rupture aux yeux de l'Europe. Tous les ministres russes près des cours étrangères ont ordre de présenter un office à ce sujet.

Dans les diverses conférences que j'ai eues depuis quelques jours tant avec S. M. qu'avec M. de Romantzoff, je me suis attaché à presser l'exécution des mesures militaires de la Russie et à accélérer le renvoi de la légation autrichienne. Pour en faire sentir la nécessité, j'ai fait remarquer que cette légation marquait un grand désir de prolonger son séjour ici, qu'elle ne cachait même pas qu'elle espérait y réussir, et qu'il était urgent de se débarrasser d'agents qui, par l'union

avouée de leur cour avec l'Angleterre, devaient maintenant être considérés comme des agents anglais, ou au moins comme faisant cause commune avec eux et participant aux mêmes intrigues. S. M. m'a répondu comme précédemment qu'Elle ne voulait pas s'écarter des formes qu'Elle avait suivies jusqu'ici envers tous les agents politiques qui s'étaient trouvés dans le même cas que M. de Schwartzenberg, mais qu'Elle ne doutait pas qu'il ne partît très incessamment. S. M. m'a rapporté que, le lendemain de la notification qui lui avait été faite par M. de Romantzoff, cet ambassadeur avait demandé un passeport pour un courrier, qu'en le lui envoyant, M. de Romantzoff ne lui ayant pas donné le titre d'ambassadeur, ni dans la lettre d'envoi, ni sur l'adresse, M. de Schwartzenberg s'en était plaint et avait demandé une explication, que M. de Romantzoff lui avait répondu que, toute liaison politique entre les deux cours étant rompue, on ne pouvait plus le considérer comme revêtu d'un caractère public.

M. de Schwartzenberg, le lendemain de sa dernière conférence avec le ministre, a écrit à l'empereur pour lui demander une audience particulière, ou au moins la permission de le voir ou de le rencontrer quelque part. S. M. a été trois jours sans répondre; enfin Elle lui a fait dire que, dans l'état actuel des choses, Elle n'avait rien à lui dire et n'avait aucune raison de le voir.

S. M., me donnant Elle-même ces détails, ajouta que, d'après tout cela et surtout lorsqu'il lirait la déclaration qui allait être insérée dans les gazettes, M. de Schwartzenberg se hâterait sans doute de partir sans attendre qu'on l'y obligeât.

L'empereur a encore expédié de nouveaux ordres au prince Galitzine pour presser la marche de ses troupes et leur entrée en Galicie. J'ai tâché de savoir d'une manière précise à quelle époque elles passeraient la frontière; S. M. m'a assuré que, le 15 mai de notre style, elles seraient sur le territoire ennemi, que je pouvais y compter. M'appuyant sur les assurances qu'Elle m'avait précédemment données, je lui observai que ce serait plus tard qu'Elle ne l'avait fait espérer. S. M., dans sa réponse, motiva ce retard par les marches pour la réunion

des divisions et des réserves, l'arrivée des parcs d'artillerie, etc., mais finit par me dire: «Ce que je vous annonce est positif. Ce sera une armée bien organisée qui agira avant quinze jours».

J'envoie à V. E. copie d'une lettre que m'a écrite M. Lajard *). J'ai cru devoir la communiquer à l'empereur, cette lettre venant à l'appui de ce que V. E. m'a fait l'honneur de me mander relativement à nos relations avec la Perse. J'ai fait sentir à S. M. que la conduite qu'on tenait envers notre ambassadeur, les soupçons qu'on lui marquait, prouvaient évidemment la franchise avec laquelle nous avions marché dans le système qui nous attache à la Russie, et que nous perdrions par là un allié qui avait cependant servi la cause commune en chassant les Anglais de ses Etats.

L'empereur a été mécontent du refus du prince Wolkonsky de suivre l'empereur Napoléon à l'armée; il me l'a témoigné vivement.

Il m'a paru qu'il n'approuvait point non plus une démarche du prince Kourakine au sujet du comte de Metternich, resté à Paris sans qu'on soit entré dans aucune explication avec lui. S. M. m'a témoigné qu'Elle était extrêmement satisfaite sous tous les rapports de la réponse de V. E. à son ambassadeur à ce sujet.

253.

4 Mai 1809.

Le maître des cérémonies de la Cour m'ayant prévenu par sa note du 16 de ce mois, dont j'ai l'honneur de vous adresser une copie, qu'il était chargé par l'empereur de me faire une notification en personne, je me suis fait un devoir de le recevoir le jour suivant dans mes grands appartements. Il m'a annoncé qu'il avait reçu l'ordre de S. M. de me faire part du mariage de S. A. I. Madame la grande-duchesse Catherine Pavlowna, avec S. A. le prince Georges de Holstein

*) Jean-Baptiste, 1783—1858; en 1804, fut nommé secrétaire de l'ambassade de France en Perse.

Oldenbourg, et de m'inviter aux cérémonies de la célébration de ce mariage et au bal paré qui aurait lieu à ce sujet.

En conséquence, je me suis rendu au palais le 18 au matin, en grande cérémonie, avec les personnes attachées à mon ambassade, et je fus conduit avec les autres agents diplomatiques dans la chapelle impériale. Le soir, j'assistai au bal paré qui fut donné dans le palais, et j'eus l'honneur de faire, selon l'usage, la partie de l'impératrice mère, et de danser avec S. M. l'impératrice régnante et avec LL. AA. II. Mesdames les grandes-duchesses. Le ministre des affaires étrangères m'avait donné verbalement connaissance d'un ukase qui accordait au prince d'Oldenbourg le titre d'Altesse Impériale. Je crus devoir, d'après cette notification, lui céder le pas et ne danser qu'après lui.

Le prince de Schwartzenberg ni aucun sujet de l'empereur d'Autriche ne furent invités aux cérémonies de ce mariage: le comte de Rzewuszky, polonais mixte, n'a pas même pu être admis à la Cour à cette occasion, quelques démarches qu'il ait faites pour se faire reconnaître en qualité de sujet russe, parce qu'il s'était fait précédemment présenter par l'ambassadeur d'Autriche.

La célébration du mariage de LL. AA. II. s'est faite avec éclat et magnificence. Elle doit être suivie de plusieurs fêtes, qui sont indiquées dans le cérémonial qui a été arrêté et dont j'ai l'honneur d'envoyer copie à V. E.

254.

Lettre à Napoléon.

5 Mai 1809.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté, avec la Gazette allemande de ce jour, la traduction de l'article inséré sur la rupture des relations de la Russie avec l'Autriche; je l'envoie par le même courrier à Kœnigsberg, Dantzig, Hambourg et Cassel.

La poste de France a apporté le décret sur les français au service étranger. Beaucoup se trouvent frappés par ses dispositions, entre autres M. de Richelieu et quelques autres que l'empereur affectionne: aussi m'a-t-on accablé de questions sur son effet rétroactif; en attendant que je connaisse les intentions de V. M., je me borne à rassurer les plus inquiets en leur parlant de l'intimité des relations des deux cours. Cette mesure exaspère beaucoup l'opinion ici et nous aliène à peu près le reste de la société: avec la disposition qu'avaient les esprits, ce n'est sans doute pas un grand changement, mais cela ferme quelques portes et clot la bouche à ceux par lesquels on savait au moins ce qui se passait.

Une seconde estafette de M. de Stadion, avec une lettre du 18 avril, confirme la nouvelle de l'insurrection du Tyrol, ajoutant aux précédents détails que le général Bisson *) y a été fait prisonnier avec 200 Français. Une lettre de Kœnigsberg du 28 avril porte qu'un corps considérable se porte de la Bohême, et un autre de la Galicie, sur Dantzig et qu'on s'attend à voir les communications interrompues avec la France. Mes derniers courriers ont été adressés au consul de V. M. à Kœnigsberg, qui sera sans doute instruit de ce qui se passe et qui pourra faire donner des ordres aux postes prussiennes pour qu'on les mette à l'abri de toute surprise.

Madame la grande-duchesse Marie avec le prince héréditaire de Weimar partent pour l'Allemagne le 16. L'empereur a pressé leur retour dans leurs Etats pour prouver, m'a-t-il dit, à la Confédération qu'il fait cause commune avec elle.

V. M. peut juger de l'agitation qui règne ici dans l'opinion, par la diversité et l'importance des événements, autant que par la couleur que le parti autrichien et anglais cherche à leur donner. Les «Réflexions» sur la note ou déclaration autrichienne que j'ai eu l'honneur de lui adresser hier font un bon effet, et éclairent ceux qui peuvent être éclairés sur l'ambition et les passions qui ont poussé l'Autriche à

*) Général de division; en 1808, fut nommé commandant de la Navarre.

cette nouvelle guerre. L'empereur et le comte de Romantzoff les ont approuvées d'autant plus, qu'elles ont préparé les esprits et expliqué en quelque sorte leur déclaration.

255.

Lettre à Champagny.

5 Mai 1809.

J'ai l'honneur d'adresser à V. E. la traduction de la déclaration de la Russie que je lui ai annoncée par ma dépêche d'hier. La même gazette du 5 mai contient un article relatif aux affaires de Suède.

Deux estafettes envoyées à l'ambassadeur d'Autriche par M. de Stadion ont annoncé qu'un soulèvement avait eu lieu dans le Tyrol, et que les habitants avaient fait prisonniers un général bavarois avec 5.000 hommes et le général Bisson avec 200 Français.

Une lettre de Kœnigsberg du 28 avril annonce qu'un corps de troupes venant de Bohême et un autre de la Galicie doivent se porter sur Dantzig et qu'on s'attend à voir couper les communications avec la France. J'adresse maintenant mes courriers à M. de Clérembault *), en le priant de leur donner la direction la plus convenable pour éviter qu'ils ne soient interceptés.

Madame la grande-duchesse Marie et le prince de Weimar partent pour l'Allemagne. L'empereur a pressé leur départ afin de prouver à tous les états de la Confédération qu'il fait cause commune avec eux.

J'ai cru remplir les intentions de l'empereur en adressant à ses ministres ou agents à Kœnigsberg, Dantzig, Berlin, Cassel et Hambourg des copies de la déclaration de la Russie, afin qu'elle ait tout de suite toute la publicité possible.

---

*) Consul français à Kœnigsberg.

256.

Rapport à Napoléon.

10 Mai 1809.

Le 6, après la parade, j'eus l'honneur d'être admis chez Sa Majesté, à qui j'avais demandé le matin une audience pour lui montrer la lettre que j'avais reçue de M. Otto *) avec la proclamation du roi de Bavière. S. M. me répéta, comme toujours, qu'Elle croyait que V. M. aurait les plus brillants succès. «Les Autrichiens, me dit-Elle, ne doutent de rien; leur armée, comme la politique qu'ils développent, embrasse tout le monde: ils auront une forte leçon, c'est la meilleure réponse à leurs sottises».

J'avais appris la veille que le prince Galitzine était tombé malade à Riga. J'en parlai à l'empereur, en lui faisant sentir combien le retard qui pourrait en résulter pour les opérations en Galicie serait préjudiciable. S. M., qui devait voir le ministre de la guerre après l'audience qu'Elle daignait m'accorder, m'assura qu'Elle n'en savait rien, mais qu'Elle ferait prendre sur-le-champ des renseignements. Elle daigna au reste m'ajouter: «Qu'il soit malade ou non, rien ne sera retardé. S'il ne peut se rendre immédiatement à l'armée, j'ai là assez de lieutenants-généraux pour que le commandement ne soit pas vacant, et vous pouvez être assuré que mes troupes seront en Galicie à l'époque que je vous ai fixée, plus tôt même: je vous ai dit le 15, et ce sera, je crois, avant; vous pouvez y compter».

L'empereur me montra ensuite une lettre du prince Kourakine postérieure au départ de V. M., arrivée par un courrier russe. Cet ambassadeur mande qu'ayant témoigné à M. de Champagny son étonnement sur le départ de V. M., et lui ayant demandé si on ne ferait pas partir M. de Metternich, il lui a répondu que M. de Metternich était absolument maître de faire ce qu'il jugerait à propos, de partir

---

*) Comte Henri-Camille, ministre plénipotentiaire français à Munich.

ou de rester quelque temps, qu'on ne lui avait pas envoyé ses passeports parce qu'il ne les avait pas demandés, et que même V. M. offrait à M[me] de Metternich de rester à Paris avec ses enfants, si cela lui convenait, qu'elle y serait traitée avec prévenance et égards.

L'empereur me dit qu'il venait de faire une chose qui en imposerait sans doute à la société, qu'ayant su que la maison de l'exministre de Naples, le duc de Serra-Capriola, était le rendez-vous de tous ceux qui affectaient d'être mécontents, il avait envoyé la veille le gouverneur militaire lui porter un rescrit, où il était dit que ses liaisons intimes avec l'ambassadeur d'une puissance ennemie, les rassemblements qui se tenaient chez lui, et tout ce qui s'y passait, avaient déplu à S. M., qu'Elle voulait bien, cette fois, se borner à un avertissement, mais que, si cette conduite continuait, Elle le ferait sortir, non seulement de Pétersbourg, mais de l'Empire. S. M. m'ajouta: «Cela doit produire de l'effet et prouvera au prince de Schwartzenberg qu'il est temps qu'il quitte Pétersbourg. S'il ne paraît pas s'y disposer bientôt, il faudra bien lui envoyer ses passeports, et c'est ce que je ferai, je vous assure».

J'eus l'honneur d'observer à S. M. que, dans la déclaration insérée dans les feuilles publiques, on avait oublié de faire mention de la conduite de l'Autriche à Constantinople, et que c'était là cependant un des plus justes motifs de plainte de la Russie et surtout un de ceux qui feraient le plus d'impression ici. S. M. daigna me dire qu'Elle trouvait mon observation très juste et qu'Elle regrettait bien que cette idée eût échappé en rédigeant la déclaration; mais Elle ajouta qu'on réparerait cette omission par un autre article qu'on insérerait également dans la Gazette de la Cour.

S. M. me dit encore qu'Elle avait la nouvelle que les Autrichiens étaient entrés à Varsovie par capitulation, que les troupes polonaises s'étaient retirées d'après une convention entre Modlin et Sierock, qu'Elle ne savait pas trop, n'ayant point de détails, sous quel jour envisager cette capitulation, qui lui paraissait bien précipitée.

J'ai revu plusieurs fois l'empereur depuis le 6: à un bal masqué à la Cour, à l'audience diplomatique du 9 à l'occasion de la naissance

du grand-duc Constantin, et le même jour au bal chez l'impératrice mère. Il s'est toujours entretenu fort longuement avec moi, et m'a répété chaque fois les assurances de son attachement pour V. M. et de sa fidélité à servir la cause commune. En me parlant au dernier bal des nouvelles apportées la veille par une estafette du prince de Schwartzenberg, il m'a dit: «On fait courir toutes sortes de bruits fâcheux; je n'y crois pas, mais, que ces nouvelles soient vraies ou non, je ne varierai jamais. C'est d'ailleurs dans les revers qu'on peut le mieux distinguer ses véritables amis, et l'empereur Napoléon verra combien il doit compter sur moi».

L'empereur me parla aussi de la lettre qu'il venait de recevoir de S. M. le roi de Bavière *), par le même courrier qui m'avait apporté celle de M. Otto. J'engageai S. M. à y répondre le plus tôt possible, en lui faisant remarquer combien cette réponse aurait de prix dans ce moment, non seulement pour le roi de Bavière, mais pour tous les princes de la Confédération.

Lettres à Champagny.

257.

10 Mai 1809.

Quoique je n'ai rien d'important à mander à Votre Excellence, j'expédie cependant un courrier, pensant que l'empereur sera bien aise d'être tenu au courant des nouvelles de Pétersbourg.

Avant-hier matin, les Autrichiens répandaient le bruit d'une bataille qu'ils auraient gagnée le 20 avril, mais ce bruit a été bientôt démenti par l'arrivée d'une estafette de M. de Saint-Marsan **) qui m'apportait la nouvelle du succès de S. M. dans la même journée. Sur les six

*) Maximilien Ier, premier roi de Bavière, 1806 — 1825.

**) Comte Asinari de Saint-Marsan, ministre de France à Berlin.

heures du soir, une autre estafette est arrivée au prince de Schwartzenberg, qui lui a apporté des bulletins autrichiens jusqu'au n° 9 en date du 23. Ces bulletins ne démentent pas les succès de l'armée française le 20, mais portent que, le 21 et le 22, les Autrichiens ont repris l'avantage, qu'ils se sont emparés de Ratisbonne, ont établi par là leur communication avec le corps du général Bellegarde *), et que, dans l'attaque de cette ville, ils ont fait prisonnier le 65ᵉ régiment d'infanterie qui la défendait. Les mêmes bulletins annoncent aussi une victoire des Autrichiens en Italie, où ils auraient pris 5 canons, 3 aigles, fait quelques milliers de prisonniers et forcé S. A. I. le vice-roi à se retirer vers la Piave. On attend avec une extrême impatience des détails sûrs et circonstanciés sur tous ces événements.

Avant-hier matin, j'ai eu une audience de l'empereur. Je l'ai informé de l'arrivée de S. M. à Ingolstadt, qui m'était annoncée par une lettre de M. Otto apportée par un courrier bavarois. Ayant su qu'il s'était répandu dans la ville que le prince Galitzine était resté malade à Riga, j'ai cru devoir en parler à S. M., en lui faisant sentir combien serait préjudiciable le retard qui pouvait en résulter pour les opérations en Galicie. S. M. me dit qu'Elle ignorait ce que je lui disais du prince Galitzine, mais, qu'il fût malade ou non, que rien ne serait retardé, qu'un lieutenant-général prendrait le commandement en son absence, et que, dans tous les cas, l'armée serait en Galicie le 15, comme Elle me l'avait promis, et même plus tôt. S. M. me répéta plusieurs fois cette assurance.

On a fait partir pour Trieste un officier qui avait été expédié, il y a quelque temps, par le commandant des troupes russes. On blâme fortement sa conduite et on lui ordonne de sortir et de se rendre à Venise, quelles que soient les forces des Anglais dans l'Adriatique, s'il ne l'a pas déjà fait d'après les ordres qui lui avaient été donnés précédemment. L'empereur a été très reconnaissant de ce que S. M. a fait pour sauver cette division; il est par conséquent très mécontent de

*) Feld-maréchal lieutenant autrichien.

son amiral. On conserve peu d'espoir pour cette division; on croit que les équipages auront été faits prisonniers.

La conduite des ministres de Hollande, de Bavière, de Naples, de Westphalie est ce qu'elle doit être dans les circonstances actuelles, et telle, qu'ils méritent que V. E. en témoigne sa satisfaction à leurs cours respectives.

---

258 *).

10 Mai 1809.

Des lettres de Pologne et de France annoncent que le corps autrichien occupe le grand-duché **) et que les troupes légères ont pénétré jusqu'à Graudentz, que des partis ont passé sur l'autre rive de la Vistule. Les mêmes lettres annoncent également que plusieurs courriers ont été interceptés. La légation autrichienne et grand nombre de ceux qui nous désirent des revers renchérissent sur les prétendus succès des armées autrichiennes en Italie et sur le Danube. Cela agite beaucoup les esprits, mais ne change pas plus l'opinion de l'empereur que celle du ministre à cet égard.

Les affaires de S. M. ne peuvent être dans une meilleure position. Plusieurs hommes marquants et quelques femmes ont reçu de la police l'avis d'être plus circonspects, sous peine d'être exilés la première fois qu'il serait tenu des propos chez eux. Cette mesure a produit au moins cet effet, de faire faire en apparence dans le public des vœux pour notre cause, qui est devenue commune à la Russie. Le mécontentement secret que cause cette guerre n'a point changé, mais il ne paraît pas qu'on doive s'inquiéter des effets qu'il pourrait avoir.

Un objet sur lequel je ne cesse de revenir sans pouvoir y faire consentir l'empereur, c'est le renvoi de la légation autrichienne. Je lui

---

*) Lettre chiffrée.

**) De Varsovie.

ai encore cité leurs propos, fait connaître leurs intrigues, montré l'intérêt même personnel qui devait l'engager à l'éloigner: il m'a constamment opposé sa répugnance pour toutes les mesures de rigueur, et a surtout appuyé sur la lettre du prince Kourakine, sur ce qu'il mandait qu'on avait laissé M. de Metternich à Paris. Après m'avoir montré la dernière lettre du prince Kourakine, où cet ambassadeur rend compte d'une conversation qu'il a eue avec V. E., et dans laquelle Elle doit lui avoir dit que l'empereur offrait à M. de Metternich de rester à Paris avec ses enfants, S. M. m'a ajouté: «Pourquoi serai-je plus sévère que l'empereur Napoléon? Pourquoi n'aurai-je pas avec M. de Schwartzenberg les mêmes ménagements qu'il a pour M. de Metternich»?

Le comte Romantzoff, que j'ai aussi entretenu de cet objet, et qui pense absolument comme moi à cet égard, espère que l'empereur sentira enfin la nécessité de l'éloignement de cette légation, mais qu'il faut mettre beaucoup de ménagements en lui en parlant.

L'empereur est mécontent du système de guerre adopté par le prince Prozorowsky et le général Buxhöwden; les ordres les plus précis lui ont été donnés pour masquer les places, passer le Danube, et marcher sur Constantinople. D'après cela, on est revenu de l'opinion du maréchal et du général Koutouzoff qui commande sous lui; ces ordres, quelque impératifs qu'ils soient, n'auront pas un grand effet, car ils ont déjà frappé de la crainte d'avoir les Autrichiens à dos, quoiqu'on sache qu'ils n'ont que des milices sur ce point. Ce corps d'observation, formé par l'empereur pour menacer le Banat, a été encore renforcé de cinq bataillons; je ne le crois cependant pas de plus de huit mille hommes, ces troisièmes bataillons ayant été obligés de compléter les bataillons de campagne de la grande armée qui ont perdu à l'attaque de Giurgevo.

Un des fils du prince Galitzine, qui est chambellan, avait dit en ville que son père lui avait écrit de Riga qu'il y était malade. Comme V. E. l'aura vu par ma dépêche non chiffrée, je m'en suis expliqué avec l'empereur, qui a donné ordre au ministre de la guerre de remonter à la source de ce bruit. Il en est résulté que le chambellan

a été réprimandé et qu'il a nié avoir reçu cette lettre. Depuis lors, toute la famille proteste du dévouement du père, de son zèle, non seulement pour le service de l'empereur, mais même pour la cause commune.

L'intention de l'empereur, d'après ce qui avait été confié par quelqu'un qui l'approche, est d'employer aussi sans délai à l'armée de Galicie le prince Bagration, qui est un homme vigoureux qui se battra sans raisonner, a dit S. M. Les opinions du mari ne sont pas celles de la femme; c'est le feu et l'eau.

On n'a plus eu de nouvelles de l'expédition anglaise arrivée à Gothembourg; l'opinion de l'empereur est toujours que les Suédois veulent s'entendre avec les Anglais.

L'empereur paraît avoir quelques doutes sur la conduite tenue par le prince Poniatowsky *) dans la capitulation de Varsovie.

L'empereur m'a encore répété que S. M. pouvait compter sur sa fidélité à ses engagements, quelque embarrassante que fût sa position. S. M. n'est entrée avec moi dans aucun détail sur l'emploi des forces prussiennes, mais il résulte de ce que j'ai recueilli, suivant les données et différentes notions indirectes, que la cour de Kœnigsberg est prête à remplir ses engagements pour les troupes, mais qu'elle ne sait à quoi s'en tenir sur les intentions de l'empereur, aucune ouverture ou demande ne lui ayant été faite.

On parle de la mort du roi de Suède, sans que rien de positif la confirme. On n'a point de nouvelles directes de Stockholm.

Les corps destinés à passer en Suède sont toujours dans la même position. Le golfe charrie encore des glaces. Le corps du général Chouvaloff, qui est au delà de Tornéo, a toujours ses avant-postes en avant de Pitea; il a été renforcé de quelques bataillons, son quartier général est à Kalix. L'intention de l'empereur n'a pas changé; il

---

*) Prince Joseph, 1762—1813; en 1806, fut nommé ministre de la guerre; en 1809, il défendit Varsovie contre les Autrichiens et battit à Razin l'archiduc Ferdinand.

veut qu'il agisse, ainsi que les corps placés sur la frontière, si la diète ou le duc de Sudermanie ne font point incessamment des ouvertures qui prouvent que l'on accède aux conditions imposées.

Lettres à Napoléon.

259.

11 Mai 1809.

Votre Majesté trouvera ci-joint mon rapport du 10 mai. J'écris en détail à son ministre. Si l'armée russe n'a pas encore pénétré en Galicie, elle doit y entrer au plus tard demain; tout est au moins d'accord pour me confirmer dans cette opinion, que je tiens de l'empereur. Les affaires de V. M. ne peuvent être ici dans une meilleure situation. J'ai eu l'honneur de lui adresser le 5 la déclaration de la Russie insérée dans les journaux.

L'Autriche nous inonde de ses bulletins et ne parle par conséquent que de ses prétendus succès. Ses nouvelles d'armée vont, pour l'Allemagne jusqu'au 23, et pour l'Italie jusqu'au 17 avril. M. de Saint-Marsan m'a donné par estafette quelques détails sur la bataille gagnée par V. M. le 20 *); cela a fait ici un bon effet.

L'opinion est que les Autrichiens ont, dans ce début, des forces doubles de celles que leur oppose V. M.

260.

11 Mai 1809, 10 heures du soir.

L'ordre du jour de Ratisbonne **) m'arrive au moment où j'expédie le courrier; je ne le retarde que pour dire à Votre Majesté que,

---

*) Le 20 avril, l'empereur Napoléon avait gagné la bataille d'Abensberg; 18.000 prisonniers, huit drapeaux et douze pièces de canon furent le résultat de cette affaire.

**) Le 23 avril, Ratisbonne fut prise; tout ce qui fit résistance fut sabré; le nombre des prisonniers dépassa 8000.

si ses victoires sont sans égales dans l'histoire, elles sont aussi sans prix pour les serviteurs qu'Elle laisse à 800 lieues d'Elle.

L'empereur n'est pas chez lui, mais il aura ces bonnes nouvelles en rentrant. Le comte de Romantzoff, auquel je les ai communiquées de suite, me prie de mettre l'hommage de ses vœux, de son respect et de son admiration aux pieds de V. M.

Lettres à Champagny.

261.

11 Mai 1809.

Des dépêches du prince Kourakine du 18 avril, que M. de Romantzoff vient de me faire lire, donnent le détail de ce qui s'est passé pour le départ de M. de Metternich. Il montre que Votre Excellence a fait voir à cet ambassadeur, dans une audience particulière, le billet de l'archiduc Charles qui dénonçait les hostilités, et l'a prévenu que l'intention de l'empereur était qu'il prît en conséquence ses passeports; qu'Elle lui a en même temps témoigné combien l'empereur était personnellement content de la conduite qu'il avait tenue en toute circonstance, et qu'il pouvait laisser Mme de Metternich à Paris, que, là comme partout où elle serait, on aurait pour elle tous les égards et les attentions qu'elle pourrait désirer. M. de Metternich a protesté, mande le prince Kourakine, contre son départ, s'appuyant sur ce qu'il n'avait point d'ordre de sa cour et qu'on lui avait enlevé trois courriers, dont les dépêches, si on les lui rendait, le mettraient à portée de prendre un parti. Le prince Kourakine rapporte que V. E. a nié d'abord cet enlèvement, puis est convenue qu'on avait intercepté deux courriers, mais qu'Elle a décliné la demande de la remise de leurs dépêches. Il ajoute que M. de Metternich a reçu le même soir ses passeports, qu'il a répondu par une note de protestation et par une lettre particulière dans laquelle il remercie des bontés et des attentions dont il a été l'objet, témoigne le désir de rester huit à dix jours pour terminer ses affaires

particulières et annonce que, pour répondre aux bontés de l'empereur, Mme de Metternich restera avec ses enfants quelques semaines après lui.

J'ai profité des détails que me donnait à ce sujet M. de Romantzoff pour lui parler de la nécessité d'en agir de même avec M. de Schwartzenberg. Il m'a promis d'en parler à l'empereur.

Une autre lettre, que j'ai aussi lue, annonce le désastre de la flotte de Brest *) dans la rade de l'île d'Aix; des gazettes anglaises reçues par la Hollande donnent depuis hier cette nouvelle. Le ministre s'est fort étendu sur les avantages que l'Angleterre retirerait de la guerre; il s'est plaint de ce que les affaires d'Espagne avaient fait tourner la balance en faveur de l'Angleterre. Enfin, après une longue conversation sur ce sujet, mais toujours, de la part du comte de Romantzoff, dans les meilleurs termes et le meilleur esprit, il m'a dit que l'empereur Alexandre déplorait d'autant plus la perte de notre flotte, que les alliés perdent ainsi en détail tous leurs moyens maritimes; que tous les événements qui s'étaient passés depuis un an flattaient les espérances de l'Angleterre et lui offraient d'immenses avantages, tandis que c'était elle qui était l'ennemie véritable qu'il fallait combattre. Quant au continent, a ajouté M. de Romantzoff, en dernière analyse, l'empereur en triomphera; mais les grands avantages n'en sont pas moins pour l'Angleterre. Après cela, il m'a répété que les difficultés et les embarras que quelques circonstances malheureuses, ou même quelques revers momentanés, pourraient amener ne serviraient qu'à convaincre l'empereur Napoléon de la loyauté et de la franchise de l'empereur Alexandre, et que j'en aurais, pour ma cour et pour moi personnellement, des preuves en toute circonstance.

Il est arrivé de ce matin un courrier de Vienne expédié le 26 avril. D'après ce qui m'en est revenu, il apporte une réponse à la notification faite par M. Anstett au cabinet autrichien. On n'a point reçu de bulletins postérieurs au 9e. Dans des lettres particulières, on parle

---

*) Une escadre de douze vaisseaux de guerre et de six frégates, sous le commandement du contre-amiral Lhermitte.

d'avantages obtenus par le général Hiller, mais sans rien préciser. On évalue à 50.000 hommes la perte des deux côtés dans les cinq jours de combat. On mande aussi que, le 24, la position de l'archiduc Charles était toujours la même.

On annonce des détails sur la position de l'archiduc Ferdinand, ce qui ferait croire que le courrier a passé par son quartier général et que nous aurions encore des bulletins.

L'arrivée de ce courrier m'a fourni de nouvelles raisons pour presser le départ de M. de Schwartzenberg, ne fût-ce que pour mettre fin à cette correspondance. Je ne puis voir l'empereur avant deux ou trois jours, car nous sommes à l'époque de l'anniversaire de la mort de sa fille et il ne sort pas, mais je presse le ministre.

P. S. J'ai oublié de mander à V. E. que le courrier bavarois qui m'a remis la lettre de M. Otto était porteur d'une lettre du roi de Bavière pour S. M. l'empereur Alexandre. Cette lettre a été remise à M. de Romantzoff par M. de Bray. L'empereur a daigné m'en parler. J'ai engagé S. M. à y répondre le plus tôt possible, en lui faisant remarquer combien sa réponse aurait de prix en ce moment, non seulement pour le roi de Bavière, mais pour tous les princes de la Confédération du Rhin. S. M. a bien voulu signer aujourd'hui cette lettre, qui sera remise demain au ministre de Bavière.

262.

11 Mai 1809.

J'ai reçu votre lettre du 15 avril à laquelle était joint le décret du 6 du même mois concernant les français qui ont porté les armes contre la France ou qui sont au service de puissances étrangères. J'ai déjà reçu à ce sujet une quantité de réclamations. Il y a ici plusieurs français qui prétendent que le prince Kourakine, et précédemment le comte Tolstoï, ont reçu à leur égard des assurances tranquillisantes, S. M. voyant même avec plaisir qu'il y eût des français au service de la Russie dans l'état d'intimité qui unissait les deux cours.

Je ne dois pas cacher à V. E. que ce décret a produit ici l'effet le plus fâcheux: l'empereur s'intéresse particulièrement à plusieurs personnes que ces dispositions atteignent. Sous ces différents rapports, tout en me conformant, dans mes réponses à ceux qui s'adressent à moi, au texte du décret, je crois être du nombre des agents politiques auxquels on jugera peut-être convenable de donner la facilité de tenir un langage rassurant pour les individus. Plusieurs officiers blessés en Finlande, et qui allaient prendre les eaux en France, me demandent s'ils le peuvent sans courir le risque d'être arrêtés, ayant fait la campagne contre nous. En général, on s'inquiète surtout de l'effet rétroactif de ce décret. Je prie donc V. E. de me mettre à portée de suivre les dernières intentions de S. M. sur les français qui sont en Russie.

263.

11 Mai 1809, 10 heures du soir.

L'ordre du jour du 24, daté de Ratisbonne, m'annonce les succès de l'empereur, qui arrivent d'autant plus à propos qu'un courrier autrichien nous inondait de fausses nouvelles qui, n'agissant ni sur l'empereur, ni sur le ministre, donnaient cependant avantage à la multitude qui ne nous aime pas. Cette circonstance a cependant eu cet avantage, qu'elle m'a mis à portée d'apprécier la conduite et les intentions droites de l'empereur et du cabinet. Ces nouvelles presseront, j'espère, la marche de l'armée russe et lui feront surmonter les obstacles qu'elle pourrait rencontrer.

Je ne veux pas retarder le courrier, qui était déjà expédié quand celui qui m'apporte ces bonnes nouvelles m'est arrivé.

264.

13 Mai 1809.

L'empereur a bien voulu me recevoir aujourd'hui pour me témoigner toute la joie que lui avaient causée les victoires de S. M. Il

m'a entretenu longtemps et avec enthousiasme des opérations militaires qui ont produit le grand résultat que S. M. vient d'obtenir. Il compte, m'a-t-il dit, expédier sous peu de jours un courrier pour porter à S. M. une lettre qu'il lui écrira pour la féliciter sur les brillants débuts de la campagne. Il a ajouté qu'il envoyait au prince Galitzine l'ordre du jour de Ratisbonne en lui enjoignant de presser les opérations, qu'il lui mandait de ne pas même attendre toute son artillerie, dont une partie avait été retardée par la débâcle des rivières, qui a eu lieu très tard cette année et a causé des inondations, qui, dans un pays aussi bas que cette partie de la Pologne, s'étendent fort loin et coupent toutes les communications: S. M. ajouta que cette artillerie pourrait rejoindre l'armée au passage de la Vistule.

Le rassemblement de l'armée de Galicie, quoiqu'on l'annonçât d'abord comme réunie, est lent, comme tout ce qui se fait ici. C'est la même chose que pour l'entrée en Finlande il y a un an: l'intention est droite, il n'y a point de doute; mais aucun des ressorts n'est assez tendu pour que l'exécution soit prompte. J'ai fait l'impossible pour que les premières divisions se portassent tout de suite à la Vistule pour inquiéter les Autrichiens et seconder les troupes du grand-duché. Je n'ai pu l'obtenir, non qu'on ne le voulût pas, mais parce qu'on ne se croyait pas en mesure de bien lancer cette première opération, quoiqu'on répétât depuis trois mois que tout était prêt. J'ai cependant enfin vu des rapports qui portent que l'équipage de pont pour passer la Vistule sera aussi réuni à l'armée du 19 au 21 de ce mois.

L'empereur est revenu plusieurs fois dans le courant de la conversation sur le plaisir que lui causaient les succès de S. M. «J'aurais voulu être à la place de Czernicheff, m'a-t-il dit, pour être témoin d'opérations aussi belles».

«Les Autrichiens, a-t-il continué, ont ajouté là un beau fleuron à la gloire militaire de l'empereur. Quant aux conséquences, ils ne doivent s'en prendre qu'à eux; ils ont voulu la guerre, personne au monde ne peut en douter: nous avons tout fait pour l'empêcher. C'est, a-t-il encore dit, une monarchie désorganisée. Vous connaissez mon

opinion sur cela, elle n'a point changé. Au reste, ce que j'en dis ne tient nullement à un sentiment personnel pour les Autrichiens, car, si je n'écoutais que celui qu'ils m'inspirent, j'ai des sujets de ressentiment contre eux qui ne me feraient pas hésiter sur leur sort. J'ai d'ailleurs de la prédilection pour votre nation».

On a reçu des lettres de Perse. D'après ce que m'en a dit l'empereur, les Anglais ont un ambassadeur à Téhéran, qui s'est servi du même artifice qu'ils ont déjà employé auprès des Turcs pour persuader aux Persans qu'ils parviendront à les mettre d'accord avec la Russie. Les Persans ont en conséquence demandé à traiter directement, sans l'intermédiaire du cabinet français, des différentes cessions qu'on exigerait; ils ont en outre proposé d'envoyer un plénipotentiaire à Pétersbourg. L'empereur a rejeté cette dernière proposition, et a envoyé l'ordre au maréchal Goudowitch de traiter avec eux dans son camp. Ce maréchal sera remplacé, sur sa demande pour raison de santé, par le général Tormazoff *).

L'empereur m'a dit que des lettres récentes du roi de Prusse, qu'il avait vues, ne lui laissaient aucun doute sur la volonté prononcée de ce prince de remplir tous ses engagements envers S. M. L'empereur lui expédie demain un courrier pour lui témoigner son étonnement sur ce qui s'est passé à Berlin (la désertion du major Schill); il lui mandera, m'a-t-il dit, que c'est de cette ville qu'il ferait le mieux la police dans ses Etats, et qu'il en imposerait aux gens qui n'écoutent que leurs folles passions et le trahissent croyant peut-être le servir.

S. M., qui avait montré précédemment quelques doutes sur la conduite des Polonais à Varsovie, m'a paru en être très satisfaite par les détails reçus aujourd'hui. Elle m'a dit que, malgré l'infériorité de leur nombre, n'étant que 15.000 hommes contre 35.000, ils s'étaient battus avec beaucoup de bravoure, à tel point qu'ils avaient repoussé

---

*) Alexandre Pétrowitch, 1752—1819; en 1809, fut nommé commandant en chef de l'armée russe en Géorgie et sur toute la Ligne (du Caucase); en 1816, fut créé comte.

deux fois les Autrichiens et que ce n'était que sur les instances des habitants de Varsovie, qui craignaient pour la ville, que le prince Poniatowsky avait consenti à faire une capitulation par laquelle les troupes polonaises étaient libres de se retirer où elles voudraient et continueraient à occuper Prague et les autres points fortifiés, qu'il était de plus stipulé que les troupes autrichiennes n'occuperaient point Varsovie, que les officiers seuls de l'état-major y seraient reçus.

J'ai demandé à l'empereur à faire passer M. de Lespinay, que je compte expédier incessamment, par le quartier général du prince Galitzine, afin qu'il pût donner à l'empereur Napoléon des détails sur la marche et les opérations de l'armée russe, ainsi que sur la situation du duché de Varsovie. S. M. y a consenti. Je le ferai partir sous peu de jours.

J'ai ensuite demandé à l'empereur de quelle manière il comptait employer M. Deponthon. Il m'a répondu qu'il croyait que l'empereur le lui avait envoyé pour la défense de Cronstadt et des côtes de la Baltique, que c'était pour cela qu'il le gardait ici, sachant, par des avis qu'il croyait certains, que les Anglais méditaient une attaque de ce côté. Il a ajouté que, si ce n'était cette raison, il serait déjà de sa personne à l'armée de Galicie.

S. M. m'a dit qu'après avoir réfléchi sur les opérations du prince Prozorowsky, Elle avait jugé nécessaire qu'il eût une place pour s'appuyer en cas de besoin, et qu'Elle lui avait donné l'ordre de s'emparer de Braïloff, qu'Elle espérait qu'on prendrait facilement cette ville et que cela ne retarderait point les opérations et les rendrait seulement plus sûres.

P. S. Au moment où je fais partir cette lettre par le courrier bavarois, le ministre reçoit une estafette qui lui apporte l'ordre du jour de Ratisbonne. M. de Romantzoff, en m'en prévenant, me mande qu'il croit qu'il y a en route un courrier pour moi, qui a dû passer par Cassel. Si le fait est vrai, je préviens V. E. qu'il n'est pas encore arrivé.

265.

Rapport à Napoléon.

18 Mai 1809.

Le gouvernement russe avait reçu le 13 un courrier de Vienne du 2: M. Anstett, en donnant des détails sur les derniers *désastres* de l'armée autrichienne et sur le découragement et l'impression qu'ils produisaient, mandait qu'il expédiait, sur la demande de M. Dodun, un courrier russe au prince Kourakine pour faciliter à ce chargé d'affaires les moyens de correspondre avec M. le comte de Champagny et de faire connaître à Votre Majesté l'effet de ses succès. Il annonce, par un mot écrit au départ du courrier, qu'il recevait à l'instant l'ordre éventuel de quitter Vienne, que, la guerre ayant commencé et tous ses arrangements étant pris à l'avance, rien ne le retiendrait, qu'il intimerait aux russes dans la journée l'ordre de quitter les Etats Autrichiens et qu'il ne doutait pas que sa demande n'accablât entièrement dans cette circonstance et le cabinet et les habitants.

Un second courrier du 4 arriva le 15, avec la copie de la note remise et de la correspondance avec M. d'Hudelist; la note relate les expressions de la dépêche du comte de Romantzoff et porte que, l'Autriche s'étant mise en état de guerre et ayant passé ses frontières, il n'a rien à ajouter aux ordres qu'il rapporte, et se borne à demander que ses passeports et ceux de toute la légation russe lui soient sur-le-champ expédiés.

Il résulte de la correspondance qui a précédé la remise de cette note, et dont M. de Romantzoff m'a aussi montré les originaux, que M. d'Hudelist, auquel M. d'Anstett avait demandé à l'arrivée de son courrier une audience, l'a déclinée pour quelques jours sous le prétexte de ses occupations. M. d'Anstett mande qu'il n'a pas été dupe de cette ruse et qu'il lui a sur-le-champ répondu qu'il lui adressait sous cachet volant la note pour M. de Stadion qui faisait l'objet de sa demande d'audience, que, si ses affaires l'empêchaient de lui donner

un quart d'heure, son devoir à lui lui prescrivait de ne pas retarder d'un moment la demande de ses passeports.

Dans une autre lettre, il peint la consternation comme à son comble, depuis qu'il a répandu que la légation et tous les russes partaient. Il annonce que plusieurs se sont mis dès le jour même en route, que d'autres partent successivement, que le comte Razoumowsky part sous six jours pour Breslau, que cette dernière circonstance a surtout produit un grand effet sur le peuple et a confirmé la marche des troupes russes qu'il avait annoncée. En un mot, il peint le découragement comme ayant gagné toutes les classes, et les pertes de l'armée autrichienne dans les affaires du 20 au 24 comme incalculables. Il mand enfin qu'il attend les passeports de M. de Stadion, qui est à Krems, pour se mettre en route, et qu'il passera par Brzesc.

Tous ces détails m'ont fourni l'occasion de faire sentir au ministre que M. de Schwartzenberg n'avait plus de raison à alléguer pour rester ici, qu'il était temps de constater l'état de guerre, à Pétersbourg comme à Vienne, enfin qu'il fallait réaliser, en le faisant partir, la promesse que l'empereur avait bien voulu me faire depuis quinze jours (Des conférences journalières roulaient toujours sur le même objet).

L'empereur, que j'eus aussi l'honneur de voir, était, comme le ministre, d'accord sur la nécessité de faire partir l'ambassadeur d'Autriche, mais il voulait l'amener à demander lui-même ses passeports. On le lui avait fait vainement insinuer; on me promit enfin qu'on prendrait un parti, quand il arriva le 16 un courrier autrichien pour l'ambassadeur: je fis sentir au ministre que l'occasion était favorable, que, ce courrier pouvant apporter une réponse à celui expédié pour annoncer la rupture des relations, il était fondé, sans que cela pût avoir l'air d'un mauvais procédé, à lui adresser ses passeports s'il ne les demandait pas dans la journée. M. de Romantzoff me le promit. L'empereur, comme lui, s'attachait toujours aux égards qu'on avait eus à Paris pour M. de Metternich et se fondait là-dessus pour renchérir encore. Enfin M. de Schwartzenberg écrivit le soir à M. de Romantzoff pour demander à le voir, en conséquence des dépêches qu'il venait

de recevoir. Le ministre prit les ordres de l'empereur; S. M. daigna me faire prévenir de cette circonstance, en m'annonçant qu'Elle autoriserait M. de Romantzoff à recevoir le lendemain matin M. de Schwartzenberg. Le ministre me dit qu'il profiterait de cette circonstance pour lui signifier qu'il devait demander ses passeports et que son séjour ici ne pouvait plus être toléré.

S. M. avait aussi daigné m'engager à dîner pour le lendemain. Le ministre, que je vis à l'heure du dîner dans le salon de l'empereur, avant que S. M. n'y passât, me dit: «L'empereur veut tout vous communiquer lui-même, mais je suis bien aise de vous confier cependant tout de suite que c'est chose faite: M. de Schwartzenberg aura ses passeports demain. Nous n'allons pas vite en affaires, nous sommes lents, vous le voyez, mais nous marchons droit, et l'empereur Napoléon éprouvera toujours, comme il l'a déjà fait, la loyauté de l'empereur Alexandre dans l'alliance».

Dans l'audience que l'empereur daigna m'accorder après le dîner, il me dit qu'il comptait expédier M. Gorgoly à V. M. avec une lettre, qu'il l'avait choisi parce qu'il espérait qu'Elle avait été contente de lui, qu'il désirait que V. M. le gardât quelque temps, ces jeunes militaires ne pouvant être à une meilleure école, qu'il en enverrait un autre aussitôt que M. Czernicheff reviendrait, afin que V. M. eût toujours près d'Elle un officier russe à ses ordres. S. M. me parla ensuite des bulletins autrichiens, me dit que, de leur propre aveu, ils avaient été battus partout, et constamment dupes des mouvements de V. M. J'avais précédemment demandé à l'empereur de faire insérer l'ordre du jour dans la Gazette russe, ce qui a été ordonné; je demandai la même chose pour le rapport et les pièces contenues dans le Moniteur du 25: S. M. me le promit, et l'ordre en a été donné. Elle ajouta:

«Les détails que j'ai de Vienne prouvent que l'empereur a fait aux Autrichiens encore plus de mal qu'il ne le croyait. Cependant il existe encore quelques incrédules; pour ceux-là, je veux faire insérer dans nos gazettes ceux des bulletins autrichiens qui seront dans le même esprit que les derniers: c'est la meilleure preuve de vos succès».

S. M. me donna sur M. Anstett et sur Vienne les mêmes détails que M. de Romantzoff; il y ajouta les suivants sur la conférence de M. de Schwartzenberg avec ce ministre.

M. de Schwartzenberg parla beaucoup des malheurs que les Autrichiens venaient d'éprouver, de l'embarras de leur position; il dit même que l'archiduc avait fait de telles pertes, qu'on avait été obligé de lui envoyer en poste des munitions de Vienne et de Bohême, ayant perdu toutes les siennes. Il aborda ensuite la question de l'intérêt qu'avait la Russie à ne pas les laisser écraser, par conséquent à ne pas contribuer elle-même à leur ruine totale. Il dit que l'empereur François l'avait chargé d'exprimer à l'empereur l'espoir qu'il conservait qu'il serait trop généreux pour vouloir l'accabler dans ce moment. Là-dessus, il s'étendit sur les raisons politiques qui devaient porter la Russie à les ménager autant que possible; il parla de l'insurrection de la Galicie, avoua que son courrier avait été obligé de suivre la traverse, tout le pays étant insurgé (En effet le rapport russe des frontières porte qu'il n'est pas entré par la route accoutumée, qu'il a passé à la douane d'une route de traverse qui ne sert qu'aux bestiaux). Il prétendit, en appuyant beaucoup là-dessus, que l'insurrection avait, selon lui, commencé dans une terre qui appartient à la femme de M. Anstett (polonaise d'origine). Il montra ensuite une lettre de M. de Stadion qui fait des éloges et beaucoup de compliments sur le bon esprit, les vues saines de M. de Romantzoff et dit qu'il fonde sur cela, autant que sur la générosité de l'empereur, l'espoir qu'on autorisera au moins M. Anstett à prolonger un peu, même sans mission, son séjour à Vienne. Il ne dissimule pas que la nouvelle de son départ les a accablés, qu'il ne s'y serait jamais attendu, que ce coup a été pour eux le plus sensible; enfin, il ne cache pas qu'il accable le public et porte par conséquent un coup *aux immenses ressources* qui leur restent.

M. de Schwartzenberg chercha ensuite à s'expliquer sur la garantie offerte, voulut savoir comment on l'entendait. Là-dessus, le ministre l'arrêta en lui disant: «Vous n'avez tenu, mon prince, aucun compte de nos offres, à peine écouté nos conseils et jamais répondu à rien.

Aujourd'hui, je n'ai mission que d'écouter ce que vous pouvez avoir à me dire sur les nouvelles que vous avez reçues, et de vous faire connaître les intentions de l'empereur par rapport à vous et à votre légation; puisque nos relations politiques sont rompues, nous ne pouvons avoir d'explication pour rien. Nous ne vous avons pas caché nos engagements avec la France, pas plus que la résolution où était l'empereur de les remplir. Attendez-vous donc à tout ce qui en est la conséquence: nous sommes en guerre avec vous, et l'armée de l'empereur fera tout ce qui dépendra d'elle pour bien seconder ses alliés. C'est votre cabinet qui a voulu la guerre, il devait en calculer les conséquences. Quant à vous, mon prince, l'empereur espérait que vous sentiriez vous-même que votre présence ici était en contradiction avec notre position politique, et que vous partiriez. Il n'a point à se plaindre de vous personnellement, mais, vos fonctions ayant cessé, votre présence ici devient inutile et en contradiction même, je vous le répète, avec l'alliance qui nous unit à la France; nous voulons la constater de toutes les manières. L'empereur, pour éviter toute forme qui pourrait vous être désagréable, désire donc que vous me demandiez vos passeports dans la journée». M. de Schwartzenberg, me dit l'empereur, parut fort surpris, ne cacha pas son chagrin, dit qu'il ne pouvait partir sans ordres de sa cour, qu'il en attendait, qu'il demandait au moins quelques jours pour y penser, et enfin le temps de revoir ses instructions. Le comte lui répondit qu'il les connaissait sans doute mieux qu'il ne voulait l'avouer, puisqu'il devait se préparer depuis quinze jours à ce dont il était question, qu'il regrettait de lui trouver une opposition qui le mettrait dans le cas de lui envoyer le lendemain ses passeports sans qu'il les eût demandés.

L'ambassadeur finit par dire qu'il les demanderait le lendemain et ajouta: «Mais il me faut quelques jours pour me préparer». Le ministre lui demanda ce qu'il entendait par quelques jours. «Mais deux ou trois», répondit-il. M. de Romantzoff reprit que, quoiqu'il n'eût que l'ordre formel de l'empereur pour l'expédition des passeports dans la journée, il pouvait l'assurer qu'on fermerait les yeux après l'expé-

dition des passeports, s'il restait encore trois jours. Le prince de Schwartzenberg demanda, et parut même y attacher beaucoup de prix, que son passeport lui fût délivré comme ambassadeur. Le ministre lui répondit qu'il serait traité de la manière la plus favorable, qu'il ne se rappelait pas ce que l'usage prescrivait en pareil cas, mais qu'on suivrait à son égard ce qui s'était fait pour lord Gower ou M. de Stédingk, que, s'il le désirait même, on lui donnerait, comme à ce dernier, un feldjæger jusqu'à la frontière.

Après cette conversation, le prince de Schwartzenberg revint encore sur les malheurs de leur position, sur le prix qu'on attacherait, non pas à ce que M. Anstett restât tout à fait, qu'on ne pouvait l'espérer, mais à ce que son départ fût au moins suspendu jusqu'à ce que la première impression des derniers revers fût passée. Le ministre, me dit l'empereur, répondit que je me devais à moi-même et à l'Europe de constater maintenant mon alliance avec vous, comme j'avais constaté avant le prix que je mettais au maintien de la paix, qu'au reste, je ne pouvais lui répondre officiellement sur rien, et d'aucune manière sur tout ce qui serait contraire à mon alliance. Le comte de Romantzoff ajouta ensuite au prince de Schwartzenberg: «Puisque nous nous sommes quittés, moi comme ministre, vous comme ambassadeur, dites-moi, de gentilhomme à gentilhomme, qui a pu vous fasciner les yeux à ce point sur les résultats de cette guerre, sur ses conséquences, même sur le parti que nous prendrions; car les premiers n'étaient pas difficiles à prévoir, et nous ne nous sommes pas tus sur nos engagements». Le ministre lui glissa encore que, s'il voulait être de bonne foi, il conviendrait que MM. Bathurst et Stuart n'avaient pas été étrangers à leurs déterminations. M. de Schwartzenberg répondit que ces messieurs n'étaient arrivés à Vienne que depuis son départ. Il dit au comte que tout le monde en Europe, même en Russie, à l'exception de l'empereur, du comte de Romantzoff et de l'ambassadeur de France, était convaincu que la Russie prendrait un autre parti au dénouement. Il répéta qu'on ne pouvait s'attendre à ce qui leur arrivait, que, pour lui, il n'y croyait pas, qu'il était le plus malheureux des hommes d'avoir

accepté cette mission, enfin que l'influence française était telle, qu'on avait répété, dans la déclaration de la Russie, toutes les assertions de la France, que la phrase où il est parlé de leurs vues ambitieuses, etc., était ce qui leur faisait le plus de tort et ce qui leur en ferait le plus en Europe, que leur conduite avait prouvé le contraire. Le ministre lui dit que c'était à lui qu'ils le devaient, qu'il l'avouait, parce que son opinion n'avait pas changé, qu'une guerre entreprise pour les Anglais était une guerre d'ambition, que leur conduite, leurs proclamations prouvaient sans cela que leur but n'était pas défensif comme ils le répétaient. Le ministre le plaisanta sur l'importance politique qu'il donnait aux propos des caillettes, et à ceux de quelques fous. Il lui dit que son erreur venait des sociétés qu'il avait fréquentées, que, s'il en avait recherché d'autres, il aurait vu que l'opinion des hommes d'affaires ne leur était pas aussi favorable qu'ils avaient voulu le penser: «En cela, ajouta-t-il, me dit l'empereur et me répéta aussi le ministre, il fallait vous régler sur ce que l'empereur vous a dit lui-même, puisque vous ne vouliez pas croire à ce qu'on vous disait en son nom. Son langage avant mon arrivée n'était-il pas le même? Il fera aussi vigoureusement la guerre qu'il a voulu sincèrement la paix». La conversation finit par retomber sur la position actuelle de l'Autriche: M. de Schwartzenberg avoua ce que mandait M. Anstett, que leurs pertes étaient immenses, que l'empereur était parti pour se concerter en Bohême avec l'archiduc Charles; il soutint qu'en Italie, ils avaient de nouveaux succès au delà de la Piave. Il témoigna des inquiétudes sur M. de Metternich. Le ministre lui donna les détails qu'a transmis le prince Kourakine; il parut en tout atterré quand on lui signifia l'ordre impératif de prendre ses passeports, et très affecté de sa position et du mauvais succès de sa mission.

«Il faut qu'il parte, m'ajouta l'empereur, et promptement. Cela achèvera la cure des indiscrets de ce pays-ci et fera cesser tous les propos».

S. M. me parla ensuite de la Galicie, parut fâchée des mouvements qui s'y étaient manifestés, me dit qu'ils étaient la suite de la

marche du corps saxon et polonais sorti de Prague, qu'il était à craindre que ce soulèvement ne fût l'effet du désir de devenir indépendant et de faire corps avec le grand-duché, qu'Elle s'était expliquée clairement sur ce chapitre avec moi, qu'Elle avait toute confiance en V. M., qu'Elle espérait qu'on ne donnerait à ces mouvements aucune direction qui pût troubler la bonne harmonie, ni inquiéter son armée ou agiter ses provinces pendant que ses troupes agiraient.

Je répondis à l'empereur qu'il savait, et que je pouvais le lui affirmer, même en prendre l'engagement, que V. M. était sans arrière-pensée sur toutes ces idées polonaises; qu'Elle ne voulait en tout que ce qui pouvait assurer la tranquillité de l'Europe et garantir un état de paix qui permît de s'occuper de la guerre contre l'Angleterre; que V. M. mettait particulièrement un prix infini à ce que l'empereur Alexandre fût content et à lui prouver en toute circonstance qu'il s'occupait des intérêts de la Russie, son alliée, autant que de ceux de la France; que l'inaction des corps russes avait été au surplus la cause de ces mouvements; que, si les divisions eussent fait un mouvement pour dégager Varsovie, les troupes du grand-duché n'auraient pas été obligées d'entrer en Galicie et d'y chercher une diversion contre l'Autriche; qu'il ne tenait d'ailleurs qu'à S. M. de réunir les troupes de l'insurrection à son avant-garde contre les Autrichiens, qu'en prenant l'initiative du mouvement, il serait dans ses mains; que son général, s'il était sage et prévoyant, s'en ferait même un moyen de succès, enfin qu'il fallait le diriger et, sur toute chose, ne pas s'affaiblir en laissant des troupes pour garder cette frontière, qu'il était même nécessaire que le général eût des ordres pour ne pas prendre le change sur ces mouvements, qu'il fallait les considérer comme dirigés contre l'Autriche et servant en cela la cause commune.

L'empereur daigna m'assurer qu'il y enverrait un homme intelligent avec des instructions. S. M. daigna m'ajouter qu'on ne séparerait point les troupes et que l'armée passerait la Vistule, se dirigeant sur Olmütz. Elle témoigna le désir que les troupes du grand-duché repassassent à Varsovie et agissent le long de la Pilica pour inquiéter

les Autrichiens dans leur retraite. J'engageai S. M. à presser les opérations, lui faisant sentir qu'il était probable que l'ennemi détacherait une partie de ses forces contre V. M. L'empereur m'assura que le prince Galitzine devait être au moment d'entrer, s'il n'était pas déjà entré, qu'on marcherait au reste sans s'arrêter, qu'il pensait que l'archiduc n'avait pas assez de moyens pour résister. Je demandai à S. M. d'expédier M. de Lespinay pour le quartier général du prince Galitzine, d'où il se rendrait à Prague et Varsovie pour rejoindre V. M. L'empereur me dit qu'il lui ferait donner une lettre de recommandation pour le général en chef, et que je ferais bien de prévenir le commandant des troupes du grand-duché des opérations du prince Galitzine et de l'engager à agir vigoureusement sur la rive gauche de la Vistule. Dans toute cette conversation, l'empereur me parut inquiet du mouvement qui s'était manifesté en Galicie, et cependant décidé à ne point ralentir ses opérations; le ministre m'en parla dans le même sens, et parut même regarder ce mouvement comme un contre-temps fâcheux, qui inquiétait et pouvait obliger à des précautions.

L'empereur, dans la conversation sur les individus, daigna me promettre de faire partir pour l'armée de Géorgie un nommé Paulucci, piémontais, homme d'esprit, officier brave et à moyens, mais intrigant au delà du possible, et un des hommes les plus acharnés contre le système actuel. L'empereur parla longtemps et revint souvent avec admiration sur les opérations de V. M.: «On veut interpréter défavorablement le silence qu'on garde avec vous, me dit-il, on s'inquiète, et surtout que vous n'ayez point de courrier depuis les bonnes nouvelles. Moi, cela ne me fait rien: l'empereur est trop préoccupé, me dis-je, de la raison militaire, pour s'occuper de la politique. Le repos qu'on a laissé à l'archiduc ne signifie rien. Quant aux bulletins autrichiens, je vous le répète, rien ne prouve mieux leur détresse et leurs pertes que ce qu'ils impriment. Les détails que j'ai de Vienne ajoutent encore à cela».

L'empereur me montra ensuite un rapport de Kœnigsberg sur l'affaire du major Schill: il en résulte que le roi veut faire des exemples.

L'empereur ajouta: «Je suis sûr qu'il ne s'écartera pas de ce qu'il a promis. Il est peiné, je vous l'assure, que l'empereur ne lui ait pas demandé son contingent; il s'est préparé et l'aurait fourni avec empressement. Sa réponse à l'officier envoyé par l'archiduc Ferdinand ne laisse point de doutes sur ses intentions: je pense que l'empereur en aura été instruit. Au reste, malheur à ceux qui n'iraient pas par le droit chemin, car il faut qu'on en finisse et qu'on puisse vivre en paix».

Je répondis à l'empereur que j'ignorais ce qui avait été fait relativement au contingent prussien, qu'il était possible que V. M. l'eût réservé comme un moyen à opposer à un débarquement, ou qu'Elle l'eût, sous un autre rapport, laissé sans emploi pour mieux assurer la correspondance avec le nord, en ne mettant pas les Autrichiens dans le cas d'enfreindre cette espèce de neutralité. S. M. me dit qu'Elle adopterait aussi cette opinion, qui lui paraissait vraisemblable. Elle me dit ensuite qu'Elle avait appris avec plaisir que le calme était rétabli en Westphalie et que le nord de l'Allemagne était tranquille, que sa sœur partait le lendemain pour Weimar, et que son retour, dans les circonstances actuelles, ferait sûrement un bon effet dans l'Allemagne en prouvant le concert des deux puissances.

266.

Lettre à Napoléon.

19 Mai 1809.

Votre Majesté trouvera ci-joint mon rapport du 18 mai. Les intrigues se sont multipliées, la mission autrichienne, appuyée par la coterie polonaise et les anglomanes, a vainement employé ses derniers moyens: le prince de Schwartzenberg sera parti sous trois jours. L'empereur n'a point dévié; le comte de Romantzoff a servi la cause commune avec fermeté, constance et chaleur.

Depuis l'ordre du jour du 24 avril, nous sommes réduits aux nouvelles autrichiennes. Un courrier parti le 5 de Krems a apporté le 14e bulletin. Ce silence n'est pas expliqué à notre avantage par la

multitude, quoique tous les détails des lettres de Vienne ne laissent point de doutes sur les pertes de l'Autriche et l'abattement qui règne dans toutes les classes. M. Anstett a reçu et notifié l'ordre qu'il avait de se retirer, précisément au moment où on recevait les détails sur les désastres de l'armée de l'archiduc Charles: il paraît que sa démarche a porté la consternation à son comble.

On a répandu les nouvelles les plus absurdes sur ce qui se passait dans le nord de l'Allemagne; l'arrivée d'un courrier expédié de Paris par Cassel et Dantzig m'a mis à portée de rétablir les faits. La correspondance des villes hanséatiques avec le nord est du plus mauvais esprit et porte le caractère de l'insurrection; le ministère russe m'a chargé d'en prévenir V. M.

Ici, on cause moins; l'empereur s'est si hautement prononcé, que les ministres et les hommes en place ont été obligés de se prononcer aussi. Le départ du comte Razoumowsky de Vienne fait surtout un grand effet: on commence à croire que l'empereur veut être obéi; celui du prince de Schwartzenberg achèvera de persuader.

On regarde comme prochain le petit voyage de l'empereur en Finlande pour clore la session des Etats. On n'a point de nouvelles de Suède: tout ce qu'on sait, c'est que les Etats se sont rassemblés le 1er, comme le portait la convention. Les troupes, en Finlande et au delà de Tornéo, ont la même position.

Il ne transpire rien de positif sur ce qui s'est passé à l'armée de Moldavie; on dit que l'assaut de Braïloff a manqué et qu'on y a perdu beaucoup de monde.

Le lieutenant-général Tormazoff, qui remplace le général Goudowitch, est arrivé à Tiflis. Les Persans annoncent le désir de faire la paix: il paraît que c'est une insinuation anglaise pour gagner la confiance du schah; le maréchal Goudowitch a bien répondu. J'envoie à M. le comte de Champagny des dépêches de M. le général Gardanne, qui revient de Perse avec toute sa légation.

Un courrier du prince Kourakine a apporté le premier «Moniteur» du 25 avril, qui contient le rapport et les pièces sur la guerre de

l'Autriche. L'empereur a bien voulu me le communiquer tout de suite. Il m'a paru fort content du rapport: le tout a fait un bon effet et changé l'opinion. Ce sera traduit et inséré dans la Gazette russe.

M. de Lespinay attend pour partir la lettre du ministre au prince Galitzine; j'espère qu'il donnera à V. M. des détails positifs sur la marche de l'armée russe.

D'Angleterre, nous n'avons d'autres nouvelles que celles venues par la Hollande; on commence à croire que la grande expédition qui s'y prépare n'est pas pour Cronstadt.

On a donné ordre au prince Acquin de suivre le roi de Westphalie partout où il irait, si S. M. l'y autorisait.

267.

Lettre à Champagny.

19 Mai 1809.

M. d'Asnières m'a remis le 14 les deux lettres de Votre Excellence du 25 avril avec les «Moniteurs» qui y étaient joints. L'empereur avait déjà reçu cette feuille, qu'il avait daigné me communiquer. S. M. m'a paru fort contente de ce rapport, ainsi que de la publication des autres pièces. L'un et l'autre ont fait un grand et bon effet sur l'opinion.

Deux courriers de M. Anstett sont arrivés ici le 13 et le 15. Par le premier, il annonce la réception de l'ordre éventuel de quitter Vienne et rend compte de l'effet de la défaite de l'armée autrichienne. Par le second, il mande qu'il a demandé ses passeports et qu'il partira dès qu'il les aura reçus; ils devaient être signés par M. de Stadion, qui se trouvait à Krems. M. Anstett mande aussi que l'ordre donné aux russes de quitter les Etats autrichiens et les préparatifs de voyage que plusieurs d'entre eux ont déjà faits ont mis le comble à la consternation publique, que le départ du comte Razoumowsky, qui compte se retirer à Breslau, a surtout beaucoup frappé le peuple, qui jusque-là

avait paru douter encore que la Russie prît part à la guerre contre l'Autriche.

J'ai profité des détails que me donnait à ce sujet le comte de Romantzoff pour presser encore le renvoi de M. de Schwartzenberg. J'ai enfin réussi à triompher de la lenteur qu'on mettait à ce renvoi: M. de Schwartzenberg quittera Pétersbourg d'ici à deux ou trois jours; le ministre me l'a annoncé, et l'empereur me l'a assuré lui-même avant-hier.

L'ambassadeur d'Autriche, ayant reçu un courrier de Vienne, avait demandé une audience à M. de Romantzoff. L'empereur, en ayant la bonté de m'en faire prévenir, avait autorisé le ministre à accorder cette audience, et, d'après mes représentations réitérées, lui avait ordonné d'en profiter pour faire sentir à M. de Schwartzenberg que la prolongation de son séjour ici était incompatible avec l'état actuel des choses. Cette audience a eu lieu le 16. L'empereur et le ministre m'en ont successivement rapporté les détails suivants:

Le but de M. de Schwartzenberg paraissait être d'engager la Russie à ne pas contribuer, dit-il, à la ruine totale de l'Autriche, qui se trouvait dans le plus grand embarras par suite de ses premiers revers; il a représenté que l'intérêt de la Russie ne pouvait jamais être la destruction de la monarchie autrichienne, et a beaucoup appuyé sur toutes les raisons politiques qui devaient l'engager à la ménager. Il a montré une lettre de M. de Stadion, où ce ministre, après beaucoup d'éloges de la modération, du bon esprit et des vues saines du comte de Romantzoff, témoigne le désir qu'on autorise M. Anstett à rester encore à Vienne, même sans caractère public. Il ne dissimule pas que son prochain départ est pour tout le monde, en Autriche, un coup accablant, et qui va paralyser, en quelque sorte, leurs *ressources encore immenses*. M. de Stadion termine sa lettre en disant qu'il fonde l'espoir que la Russie conservera encore des ménagements pour l'Autriche, autant sur la sagesse du ministère que sur la générosité de l'empereur. M. de Schwartzenberg est encore revenu sur la garantie précédemment offerte, et a témoigné qu'on désirait des explications sur la manière dont on devait l'envisager.

M. de Romantzoff, après l'avoir laissé parler jusque-là, lui répondit qu'il ne pouvait entrer en explications sur rien, toute relation politique entre les deux cours ayant cessé, qu'il ne l'avait reçu que pour écouter ce qu'il avait à lui dire et lui communiquer les intentions de l'empereur. Il lui rappela ce qu'il lui avait dit si souvent, de même que l'empereur, sur la guerre, sur les engagements de la Russie envers la France et la fidélité avec laquelle ils seraient remplis; il lui reprocha le peu de cas que sa cour avait paru faire, et des conseils et des offres de la Russie.

Dans le courant de la conversation, M. de Schwartzenberg parla de l'insurrection qui s'était manifestée en Galicie, dit avec affectation qu'elle avait commencé dans une terre de M. Anstett, et avoua que, depuis Lublin, son courrier avait été obligé de passer par des routes de traverse. L'empereur m'a parlé de ces mouvements et m'a paru en être fâché. Il m'a témoigné qu'il craignait qu'ils ne fussent causés par le désir des Galiciens de devenir indépendants et d'être réunis au duché de Varsovie. S. M. m'a rappelé ce qu'Elle m'avait dit précédemment à cet égard, en me disant qu'Elle espérait qu'on ne donnerait à ces mouvements aucune direction qui pût troubler la bonne harmonie entre nous, ni inquiéter les derrières de son armée ou agiter ses provinces.

J'ai répondu que, S. M. ne pouvait en douter, l'empereur Napoléon ne voulait rien faire qui ne tendît à assurer la tranquillité de l'Europe, et qu'il mettait surtout un prix infini à faire tout ce qui pouvait convenir à son auguste allié, dont les intérêts l'occupaient autant que ceux de la France. J'ai aussi fait remarquer que l'inaction des troupes russes avait forcé les troupes du duché de Varsovie à chercher un appui en Galicie et, par là, avait été une des causes du soulèvement, qu'au reste, S. M. pouvait en tirer parti en réunissant les troupes de l'insurrection à son avant-garde contre les Autrichiens, qu'il était surtout important que le général ne prît pas le change sur la cause de ces mouvements, qui ne devaient inquiéter en rien la Russie, qu'il fallait surtout éviter de diviser l'armée sous prétexte de garder la frontière, que ces mouvements

ne menaçaient nullement. S. M. daigna me promettre de donner des instructions en conséquence et d'envoyer même sur les lieux un homme intelligent et *d'un très bon esprit.*

S. M., que j'ai encore pressée d'accélérer les opérations militaires, m'a assuré que le prince Galitzine devait être en Galicie ou au moment d'y entrer, que l'armée devait passer la Vistule et se porter directement sur Olmutz, qu'il paraissait que l'archiduc Ferdinand n'avait pas assez de troupes pour lui opposer une grande résistance.

Le ministre m'a témoigné au sujet des mouvements de la Galicie les mêmes inquiétudes que l'empereur; il les regarde comme un contretemps fâcheux, qui peut même obliger à des précautions.

L'empereur m'a permis de faire insérer dans les gazettes russes l'ordre du jour de Ratisbonne, ainsi que le rapport de V. E. à S. M. Il m'a ajouté que, pour détromper les incrédules, il y ferait mettre aussi ceux des bulletins autrichiens qui en seraient susceptibles, comme les derniers. «Les détails que j'ai de Vienne, m'a-t-il dit, prouvent que l'empereur a fait plus de mal aux Autrichiens qu'il ne l'a cru lui-même».

S. M. m'a dit que, d'après un rapport qui lui arrivait de Kœnigsberg, le roi de Prusse avait été très affligé de l'affaire du major Schill, et qu'il voulait faire des exemples.

J'ai répondu que j'ignorais quelles étaient les intentions de l'empereur relativement au contingent prussien, qu'il était possible que S. M. le réservât pour l'opposer à un débarquement des Anglais, ou qu'Elle eût voulu assurer sa correspondance avec le nord, en ne mettant pas les Autrichiens dans le cas d'enfreindre dans le premier moment l'espèce de neutralité que conservait la Prusse.

M. de Lespinay part aussi. Il sera muni d'une lettre de recommandation pour le prince Galitzine et se rendra auprès de S. M. en passant par le quartier général russe et Varsovie.

J'ai particulièrement appelé l'attention du comte de Romantzoff sur la nécessité de donner à M. le prince Galitzine des instructions qui ne lui laissassent point de doutes sur les intentions de l'empereur et sur la conduite qu'il aurait à tenir dans le cas où les Autrichiens lui

feraient des propositions quelconques, et où il serait obligé de faire des proclamations ou de répondre à quelques demandes. Je lui fis sentir combien il importait que le langage comme toutes les actions de cette guerre eussent le caractère de l'accord et même de l'intimité qui unissait les deux souverains, qu'il fallait qu'on sût bien qu'on ne pouvait espérer de trève ni de paix que d'un commun accord, et qu'on fût convaincu que l'intention de l'empereur Alexandre était que tous les mouvements de son armée fussent dirigés pour le grand avantage de son allié. Le ministre, en me répondant qu'il partageait entièrement mon opinion, me dit que c'était aussi celle de l'empereur Alexandre, qu'il prendrait ses ordres et pouvait me garantir d'avance qu'il serait autorisé à écrire dans ce sens à M. le prince Galitzine.

Il m'a annoncé avant-hier que l'empereur avait adopté cette idée, et qu'il avait en conséquence écrit sur tous ces points à M. le prince Galitzine par le courrier, qui lui avait porté un nouvel ordre d'accélérer autant que possible sa marche.

Lettres à Napoléon.

268.

20 Mai 1809.

L'empereur écrit à Votre Majesté par M. Gorgoly, son aide de camp; il est aussi porteur d'une lettre de M. le comte de Romantzoff pour M. le comte de Champagny. Je ne puis ajouter que quelques détails à ces hautes communications.

Le prince de Schwartzenberg a fait succéder à la demande motivée de ses passeports (motivée sur ce qu'on l'y contraignait) celle d'une nouvelle audience de M. de Romantzoff. Le prince a de nouveau insisté sur un délai, a fait des questions sur la marche de l'armée russe, a paru inquiet de la position de l'archiduc Ferdinand, et encore plus triste que précédemment. Il paraît qu'il pensait que sa présence ici arrêterait la marche du prince Galitzine. Le comte de Romantzoff, en lui

répondant avec la même fermeté que dans les précédentes conversations, a ajouté qu'on se trompait à Vienne comme à Londres, quand on espérait détacher la Russie de son alliance avec la France, qu'elle tenait à ce système parce qu'il était dans ses intérêts, parce que toutes ses affaires en allaient mieux, autant que dans ses engagements, dont la loyauté de l'empereur le rendait esclave. Le prince de Schwartzenberg a ses passeports au moment où j'écris à V. M.: tout annonce qu'il en profitera tout de suite.

Il est probable que M. Gorgoly arrivera avant le courrier que j'ai expédié hier. Je répète donc à V. M. que des nouvelles de Vienne et de Krems du 5 mai confirment, et au delà, celles de ses succès jusqu'au 24. Nous connaissons la prise de Salzbourg le 28; rien de plus, et aucun détail sur la position des corps qui agissaient sur le Danube et vers la Bohême.

Le prince Galitzine doit être en Galicie; il marche dans la direction d'Olmutz. M. de Lespinay part dans une heure avec une lettre pour ce général.

L'empereur a eu hier des nouvelles du roi de Prusse, qui confirment le compte que j'ai eu l'honneur de rendre à M. de Champagny: il a remplacé M. de Lestocq et fait arrêter le commandant de Berlin. M. le comte de Romantzoff, en me donnant ces détails, y a ajouté que la conduite du roi et la manière dont il s'exprimait sur ce qui s'était passé à Berlin prouvaient que ses intentions étaient droites.

Il paraît que l'Autriche a un grand parti dans les protestants de la Saxe; l'opinion de cette classe, à en juger par sa correspondance, est toute ennemie, même du roi. L'empereur et M. de Romantzoff jugent parfaitement cette exaltation, on peut dire révolutionnaire, qui ne tendrait à rien moins qu'à établir l'anarchie et à briser tous les liens qui attachent les peuples à leurs souverains.

269.

20 Mai 1809.

En expédiant M. de Lespinay à Votre Majesté, je lui dois le témoignage que sa conduite a été tout ce qu'elle devait être. Je lui ai donné des instructions, verbales et par écrit, sur les comptes qu'il aurait à rendre à V. M.; j'espère qu'il remplira sa mission avec toute l'intelligence et la mesure qui le distinguent.

Hier, j'ai eu l'honneur d'écrire à V. M. par le courrier que je lui ai expédié, aujourd'hui, par M. Gorgoly, aide de camp de l'empereur. Tout marche un peu lentement ici, mais franchement dans le système de l'alliance; c'est si prononcé que les incrédules n'en doutent même plus. Les victoires de V. M. ont fait un grand et salutaire effet sur la multitude: elles lui en ont imposé, et la publication des pièces et des rapports sur l'Autriche l'a un peu éclairée; on ne croit plus à l'innocence des vues de cette puissance. Les gens qui raisonnent savent gré à l'empereur de ne pas avoir cédé au torrent de l'opinion, et les vrais russes sont flattés dans le fond de ne pas être cette fois du parti du vaincu. L'empereur a réellement montré du caractère dans cette circonstance, et le comte de Romantzoff la détermination d'un homme d'état.

Si les intentions du maître sont bien secondées, la besogne doit aller vite en Galicie, car les Autrichiens n'ont pas les moyens de résister: on ne croit que 35.000 hommes à l'archiduc, et 15.000 de réserve à Cracovie. L'insurrection seule doit paralyser la moitié de ces deux corps: d'après des nouvelles reçues tout à l'heure, elle fait de grands progrès; on s'en inquiète toujours un peu ici, mais j'espère que cela n'arrêtera rien.

270.

Lettre à Champagny.

20 Mai 1809.

M. de Romantzoff, que je viens de voir, écrit lui-même à Votre Excellence par M. Gorgoly, qu'il me permet de charger de cette lettre.

M. de Schwartzenberg a demandé ses passeports par une lettre dans laquelle il proteste que c'est parce qu'on l'y contraint, qu'il est sans ordres de sa cour à cet égard, et qu'il a même demandé un délai pour faire connaître la réponse aux communications qui lui ont été faites. Il a fait succéder à cette demande celle de voir encore un moment M. de Romantzoff, ce que ce ministre lui a accordé. Il a encore tâché dans cette dernière audience d'obtenir un délai, en représentant de nouveau qu'il attendait un courrier. Il a ensuite demandé si les troupes russes étaient déjà entrées sur le territoire autrichien, et si c'était en Galicie, et il a témoigné de l'inquiétude sur la position de l'archiduc Ferdinand. Le ministre, qui avait pris les ordres de l'empereur, a répondu que S. M. n'avait rien changé à ses déterminations, qu'il lui enverrait ses passeports dans la forme qui pouvait lui être agréable, qu'ils seraient semblables à ceux qu'avait eus M. de Stédingk. M. de Romantzoff a ajouté que S. M. l'avait même chargé de lui écrire, en les lui envoyant, une lettre flatteuse pour lui personnellement, de donner des ordres aux gouverneurs des provinces pour qu'il n'éprouvât aucun retard ou empêchement dans sa route, et de lui offrir même un feldjäger pour l'accompagner jusqu'à la frontière. M. de Schwartzenberg a encore insisté pour un délai, qu'il n'a pas obtenu: il aura ses passeports dans une heure.

Le commandant des troupes du grand-duché a écrit, m'a dit M. de Romantzoff, une lettre à celui des forces russes, pour le prévenir de son entrée en Galicie et lui annoncer qu'il veillerait au maintien de l'ordre et de la bonne harmonie sur la frontière.

271.

Rapport à Napoléon.

26 Mai 1809.

Le 23, j'eus l'honneur de dîner chez l'empereur. Il me parla longtemps des opérations militaires de Votre Majesté, de ses succès; il me dit qu'il n'en avait jamais douté, qu'il croyait que M. de Schwartzenberg n'avait pas oublié ce qu'il lui avait dit sur cela, que l'événement ne faisait que réaliser ce qu'il avait prévu, que MM. Araktchéeff, ministre de la guerre, et Romantzoff, avec lesquels il en avait causé aussi depuis que les affaires avaient pris une tournure sérieuse, lui avaient rappelé eux-mêmes que tout ce qu'il avait prévu s'était réalisé.

Je m'appliquai dans la conversation à prouver de nouveau à S. M. qu'on avait tellement épuisé tous les moyens de conciliation et de raison pour empêcher l'Autriche de faire cette sottise, qu'elle ne devait s'en prendre qu'à elle des conséquences qui en résulteraient, qu'elle l'avait bien voulu, et que les moyens et le ton révolutionnaires qu'elle avait employés non seulement dispensaient de toute espèce de ménagement, mais faisaient même un devoir de prendre des mesures telles, qu'elle ne pût jamais renouveler ses ambitieux projets. J'appuyai de nouveau sur ses proclamations en Bavière, en Tyrol, dans le grand-duché, dans le nord de l'Allemagne, sur l'anarchie qui serait résultée de ses succès, si elle en avait eu. Je fis sentir à S. M. qu'elle s'était servie des mêmes moyens que les gens qui avaient fait la révolution en France, que, si ses projets eussent réussi, non seulement elle n'aurait pas pu maîtriser les événements après avoir rompu tous les liens qui attachent le peuple au souverain, mais qu'elle en aurait aussi été la victime, que la marche qu'elle avait suivie faisait de cette affaire la querelle de tous les souverains, qui auraient été menacés des mêmes dangers. Je parlai à l'empereur des salons, des propos, de l'influence qu'ils avaient eue à Vienne, de celle qu'ils pouvaient avoir ailleurs si ce nouvel exemple de leurs terribles conséquences ne décidait pas à les comprimer. Je dis

à S. M. que l'exaspération d'une partie des salons n'était pas dirigée contre la France ou son souverain, mais contre celui qui, le premier, avait comprimé la licence du siècle, l'effervescence de toutes les têtes, et arrêté le torrent révolutionnaire qui menaçait tous les trônes et l'ordre social en prenant dans chaque pays les couleurs de l'esprit d'opposition et de censure; qu'il n'y avait plus rien de sacré nulle part, depuis que les idées américaines et anglaises avaient tourné toutes les têtes; que tous les petits-maîtres russes, allemands ou français se croyaient le droit de juger leurs souverains ou leur gouvernement, comme la Chambre des Communes avait jugé le duc d'York et Mme Clarke; que M. de Stadion, attaquant l'autorité souveraine, l'ordre social en Allemagne, et disant à la France que c'était à l'empereur Napoléon seulement que l'empereur François faisait la guerre, me paraissait aussi jacobin que l'avait été Marat; que le moindre des maux qui pût résulter du système mis en avant par l'Autriche eût été la même anarchie que pendant la guerre de Trente Ans, s'il n'en eût résulté le régime révolutionnaire; que ces prétendus gens bien pensants de Pétersbourg, de Paris, comme de Vienne, n'étaient autre chose que des anarchistes comme ceux de 93, qu'il n'y avait de différence que dans le costume, que ceux de 1809, habillés en prétendus royalistes, n'en attaquaient pas moins l'ordre social, les uns en affichant partout en Allemagne les mots d'indépendance et de liberté germanique, et les autres en blâmant toujours le souverain et frondant toutes les opérations du gouvernement; que cette secte se prononçait avec plus de violence contre V. M. que contre les autres souverains, parce qu'Elle avait vu la première où tendaient ses efforts et comprimé fortement tous les anarchistes, royalistes ou jacobins; enfin, qu'on ne devait pas plus de ménagements au gouvernement qui avait préconisé ce système désorganisateur et révolutionnaire qu'on n'en avait eu pour les fous qui avaient guillotiné pour établir leurs rêves.

L'empereur, dans cette conversation qu'il prolongea plus de deux heures, me parut avoir la même opinion, me dit qu'il pensait absolument de même, que tant de gens n'élevaient la voix contre l'empereur Napoléon que parce qu'il avait comprimé l'anarchie et mis un frein à la licence.

« Les gens qui n'ont que de l'imagination sans jugement, continua S. M., trouvent commode de blâmer ce qu'ils ne peuvent comprendre et ce qu'ils ne veulent pas admirer. Vous connaissez mon attachement pour l'empereur Napoléon et mon admiration pour ses grands talents: un peu de modération dans les succès, pour les faire tourner contre l'Angleterre, qui est notre véritable ennemi et qui doit être le point de mire, et alors elle sera sans bornes. Je pense comme vous sur la prépondérance que veut exercer une partie de la société: aussi ne ménagerai-je pas ceux qui sortent des bornes des convenances».

Sur l'Autriche, S. M. me répondit: « Elle a ce qu'elle mérite; ce sont des gens perdus: ils l'ont voulu comme des fous, et tellement malgré tout le monde, que personne ne peut les plaindre». Je fis sentir à S. M. que le prince Galitzine arriverait bien tard, qu'il ne serait même plus à temps de rendre de grands services. L'empereur me répondit que les inondations, suite du dégel tardif et de la grande quantité de neige qu'il y avait eu, étaient les seules causes du retard dont je me plaignais. S. M. me parla ensuite de la Galicie et de l'insurrection qui s'y était propagée, me dit que le prince Poniatowsky y avait fait une proclamation un peu trop polonaise, que, par ce moyen et une partie de ses troupes, il avait insurgé tout le pays. Je répondis à S. M. qu'il n'avait fait qu'user du droit de la guerre et des mêmes armes que les Autrichiens, qui avaient, à cet égard, pris l'initiative dans le grand-duché; que les divisions russes qui étaient sur les frontières auraient pu sauver Varsovie en faisant le moindre mouvement aussitôt que les Autrichiens avaient eu passé leur frontière; qu'il ne fallait attribuer qu'à l'inaction des Russes l'entrée des troupes du grand-duché dans la Galicie; que cette inaction, réduisant le prince Poniatowsky à ses seuls et faibles moyens, l'avait contraint à menacer la province autrichienne et à chercher dans l'esprit belliqueux et léger de ses habitants le secours et la diversion que les Russes ne lui avaient pas accordés pendant que les Autrichiens envahissaient le grand-duché; que les troupes du grand-duché se seraient maintenues sur la rive gauche de la Vistule et auraient sauvé Varsovie, si les Russes eussent agi de suite, que, de

cette manière, les Russes auraient eu l'initiative sur tout en Galicie et y auraient seuls influé; que S. M. ne devait donc attribuer qu'à ces retards ce qui venait de se passer; qu'Elle pourrait au reste se faire, comme j'avais eu l'honneur de le lui dire précédemment, un moyen de succès de plus de cet élan des Galiciens contre l'Autriche, que la chose essentielle était de réunir le plus de moyens possible contre cette puissance, pour que la guerre finît promptement, qu'il ne fallait donc pas s'arrêter aux petites considérations. J'ajoutai qu'il savait ce que V. M. m'avait chargé de lui dire sur la Galicie, qu'Elle était sans arrière-pensée sur tout ce qui tenait à la Pologne, que son premier désir était toujours de lui donner des preuves de son attachement et surtout de sa confiance.

L'empereur me répondit que la division qui était la plus rapprochée de Varsovie n'avait pas agi, parce qu'il imitait en cela V. M., qui aimait mieux obtenir quelques avantages qu'il perdait ensuite que de compromettre un petit corps.

Je répliquai que, celui de l'archiduc étant aussi peu considérable, le corps russe ne pouvait être compromis d'aucune manière, la Vistule étant d'ailleurs entre le corps russe et l'archiduc, qu'il ne s'agissait, au reste, que d'un mouvement qui eût forcé l'ennemi à diviser ses forces et eût déconcerté son plan.

L'empereur termina cette partie de la conversation comme quelqu'un qui ne trouvait pas mes réflexions sans fondement.

S. M. me dit que ses nouvelles de la frontière lui annonçaient que l'archiduc avait descendu la Vistule, que tout était parfaitement disposé, qu'Elle attendait à chaque instant les nouvelles des premières opérations de ses troupes, que les proclamations qu'on ferait à la Galicie ne comprimeraient pas le mouvement des esprits, pour ne pas les indisposer, qu'elles annonceraient, au contraire, que la Russie agissait contre l'Autriche et de concert avec V. M.

L'empereur me parla ensuite du roi de Prusse, me dit qu'il était bien mal servi, que rien, au reste, ne le détacherait du système qu'il avait adopté, qu'il le lui avait encore fait dire, qu'il avait forte-

ment sévi contre MM. Lestocq et autres, et qu'il paraissait décidé à ne faire grâce à aucun brouillon. L'empereur ajouta qu'il ne comprenait rien au séjour prolongé de l'officier autrichien, qu'on avait dit, dans le principe, n'être resté que vingt-quatre heures à Kœnigsberg; qu'on attendait de nouveaux rapports de la frontière pour savoir s'il avait réellement passé par la Russie; qu'on avait la certitude, par des rapports de la poste, que le prince de Schwartzenberg avait été extrêmement choqué de la réponse que le roi avait faite aux offres de l'archiduc Ferdinand, ce qui prouvait que le roi avait répondu comme il le devait.

«Mais, continua l'empereur, avec de bonnes intentions, comme vous le voyez par son ordre à l'armée, avec de la fidélité pour ses engagements, le roi n'est pas un homme d'un caractère prononcé: il fera tout ce qu'il doit, et l'empereur doit et peut compter sur lui, mais il aura de la peine à se décider à aller mettre lui-même le holà à Berlin, parce que des sots lui ont peut-être persuadé qu'on viendra l'enlever de Magdebourg. Il y a des gens qui auront dit à la reine, j'en suis certain, que, si le roi va dans ce moment à Berlin, il pourra être enlevé comme le prince des Asturies. On me le disait bien, quand j'ai été à Erfurt. Le roi n'aura pas, j'en suis certain, adopté cette crainte, mais il n'aura pu résister pour le moment à celles des personnes qui l'entourent. Au reste, je fais partir demain son aide de camp qui est ici près de moi, pour qu'il lui rapporte tout ce que je lui ai dit sur l'inconvenance de ce qui s'est passé à Berlin et sur la nécessité de se prononcer de manière à en imposer aux fous qui peuvent encore l'entourer. C'est dans les circonstances difficiles qu'il peut le mieux prouver à l'empereur qu'il est irrévocablement attaché au système de la France».

L'empereur me dit ensuite qu'il avait vertement tancé M. le prince Volkonsky et M. le prince Kourakine, qui aurait dû se servir de son autorité d'ambassadeur pour faire profiter le premier de l'honneur que lui avait fait V. M., puisqu'il n'avait ni assez d'esprit, ni assez d'honneur pour sentir le prix de cette faveur. Il ajouta qu'il

expédierait à V. M. le prince Gagarine ou Troubetzkoï, aide de camp général, avec la nouvelle des premières opérations du prince Galitzine, et qu'il désirait que V. M. daignât le garder quelque temps près d'Elle et s'en servir comme d'un homme à Elle. «Celui-là, me dit S. M., appréciera cet honneur, et fera, j'espère, oublier à l'empereur la sottise de l'autre».

En me parlant du prince de Schwartzenberg, l'empereur me dit: «Ces gens-là se sont collés ici: ils ont leur passeport, on leur fait dire de partir, on leur fait insinuer qu'on est étonné qu'ils n'en aient pas encore profité, et ils restent. Je n'aime pas les mesures de rigueur; cependant, il faudra bien en finir». Je répondis que je n'avais d'autre réflexion à lui faire que de le prier de se rappeler ce qu'il m'avait fait l'honneur de me dire, en ajoutant qu'il y aurait le lendemain un mois qu'on avait signifié à M. de Schwartzenberg que toutes les relations étaient rompues.

L'empereur me parla de ses regrets de ne pas être près de V. M. dans des moments aussi intéressants, non comme empereur, mais comme un militaire désireux de s'instruire. Je répondis à S. M. que j'espérais que les deux armées se rencontreraient avant peu, et qu'il se rapprocherait de la sienne à son retour de Finlande.

L'empereur sourit, comme à une chose qui pouvait être dans sa pensée, mais ne me répondit rien de positif. Il finit en me disant qu'il espérait que le prince Galitzine rendrait des services réels à V. M. et lui prouverait, par ses opérations, combien il avait à cœur de le seconder en franc allié.

272.

Lettre à Napoléon.

27 Mai 1809.

Votre Majesté trouvera ci-joint mon rapport du 26 mai. L'ambassadeur d'Autriche est parti; toute sa légation l'avait précédé.

On attend toujours la nouvelle des premières opérations du prince Galitzine; tout annonce que l'empereur n'est pas plus exactement servi sur ce point que sur les autres. Son voyage en Finlande serait ajourné.

On nous alimente des plus mauvaises nouvelles, pendant que V. M. arbore sûrement ses aigles à Vienne. L'empereur a daigné m'envoyer avec un billet, aussitôt qu'il les a reçus, les derniers détails qui lui sont parvenus par deux courriers du prince Galitzine.

Les «Nouvelles de Leipzig» portent que V. M. était encore le 8 à Ems. Les ministres à Munich, Leipzig ou Berlin ne m'écrivant pas, il en résulte que je n'ai rien à donner aux Russes, qui, ayant grand besoin de nouvelles quelconques, ne s'alimentent que de celles répandues par la malveillance.

L'empereur fait supprimer à la poste tout ce qui est mauvais.

Lettres à Champagny.

273.

27 Mai 1809.

J'ai reçu, le 22, les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, une d'Augsbourg le 6, et deux de Munich le 8 de ce mois. L'empereur et V. E. auront vu par mes dernières lettres que, malgré la latitude qui m'avait été donnée, je n'ai pris aucun engagement.

V. E. n'a pas pu douter que je ne me sois fait un mérite de montrer à M. de Romantzoff la lettre de M. de Latour-Maubourg dont Elle me parle, puisque cette lettre m'avait été apportée par un courrier russe et m'était parvenue par l'intermédiaire du ministre.

M. de Schwartzenberg n'est parti qu'aujourd'hui. M. de Binder s'est mis en route depuis avant-hier.

J'ai eu l'honneur de dîner chez S. M. il y a deux jours. Elle m'a fait l'honneur de causer longtemps avec moi sur la guerre actuelle,

sur les conséquences qui auraient pu résulter du système désorganisateur et révolutionnaire mis en avant par l'Autriche. Je me suis appliqué à prouver, comme je l'avais fait précédemment, qu'on avait épuisé tous les moyens possibles de conciliation, que l'Autriche ne devait s'en prendre qu'à elle-même des suites que devait avoir l'état de crise où elle s'était volontairement placée. J'ajoutai que les moyens et le ton révolutionnaires qu'elle avait pris non seulement dispensaient de toute espèce de ménagement envers elle, mais faisaient même un devoir de prendre des mesures telles, qu'elle ne pût jamais renouveler ses projets ambitieux. J'ai fait sentir que la doctrine qu'avait prêchée l'Autriche était subversive de l'ordre social et portait essentiellement atteinte aux droits des souverains.

L'empereur m'a encore parlé du roi de Prusse. Il m'a répété que rien ne détacherait ce prince du système qu'il avait adopté, qu'il avait fortement sévi contre M. de Lestocq et que sa réponse aux offres de l'archiduc Ferdinand avait été ce qu'elle devait être. L'empereur m'avait dit, et M. de Romantzoff me l'avait aussi assuré, que l'officier autrichien envoyé à Kœnigsberg par l'archiduc Ferdinand, et qui n'avait dû y rester que vingt-quatre heures, y prolongeait son séjour, ce qui les surprenait extrêmement. Dans ma dernière conversation avec le ministre, il m'a dit qu'il avait été induit en erreur à cet égard, que cet officier était déjà parti et avait passé, comme en allant à Kœnigsberg, par la Russie, le chargé d'affaires de Russie près la cour de Prusse ayant eu *la sottise* de viser son passeport, sur la demande du ministère prussien. M. de Romantzoff m'a ajouté qu'il en avait fait justice, que, d'après un rapport qu'il avait fait à l'empereur, S. M. l'avait autorisé à témoigner son mécontentement à ce chargé d'affaires et à l'envoyer, comme consul, à Copenhague, ce qui était une disgrâce, et qu'il serait remplacé à Kœnigsberg par M. d'Oubril. Ce dernier va partir incessamment. « Il marchera, m'a dit M. de Romantzoff, dans un meilleur sens que l'autre, dont je n'étais pas content depuis longtemps. Il faut des gens dans la pensée de notre système pour que les choses marchent bien ».

M. de Romantzoff, en me parlant des affaires de Turquie, m'a lu la dernière lettre de M. Adair au maréchal Prozorowsky, lettre qui

avait été interceptée par les Turcs. Ce ministre avait oublié de m'en parler précédemment, m'a-t-il dit. Il a ajouté qu'on savait par Constantinople que M. Adair témoignait dans cette lettre qu'il était porté à disposer les Turcs à s'entendre avec la Russie.

Le maréchal Prozorowsky a eu ordre de prévenir les courriers français de la rupture entre l'Autriche et la France. D'après ce qu'il mande, les Autrichiens alimentent la Porte du détail de leurs exploits et de nos prétendus revers.

J'avais déjà consulté le ministre sur les moyens de faire parvenir à Constantinople les paquets que V. E. m'a envoyés pour M. de Latour-Maubourg, toute communication étant rompue entre l'armée russe et les Turcs. Je lui ai proposé en dernier lieu d'envoyer moi-même un courrier, à moins qu'il ne désirât en charger un officier russe, si le maréchal Prozorowsky avait un prétexte pour en envoyer un. Le ministre m'a répondu que l'empereur serait bien aise de profiter de cette occasion pour faire passer à Constantinople un officier qui pourrait rapporter des informations exactes sur les forces que les Anglais pouvaient avoir à Constantinople et sur celles des Turcs sur le Danube. Je lui ai remis en conséquence les différents paquets de journaux adressés à M. de Latour-Maubourg, à qui je donne en même temps tous les détails qui sont venus à ma connaissance sur les succès de S. M. en Allemagne.

L'empereur a fait donner sur toute la frontière, m'a dit M. de Romantzoff, l'ordre de recevoir M. le général Gardanne et sa légation avec tous les égards qui sont dus à son rang et comme quelqu'un qui tient à la personne de l'empereur Napoléon, et de lui procurer toutes les facilités pour voyager dans l'Empire et se rendre même à Pétersbourg, s'il le juge à propos.

M. le comte de Boutourline, désigné comme ministre à la cour de Wurtemberg, ne pouvant partir sur-le-champ, on a nommé à sa place M. de Yakovleff *), qui a déjà été à Stuttgart comme chargé d'affaires.

*) Léon Alexéewitch, 1764—1838.

Il se trouve maintenant à Paris, d'où il doit se rendre sans aucun retard à son poste. C'est, m'a dit M. de Romantzoff, un homme sage, qui voit bien et qui a de bons principes.

274.

27 Mai 1809.

Il est arrivé ici un lieutenant-colonel suédois. Il a apporté à M. de Romantzoff une lettre de M. de Lagerbielke. Le ministre m'a montré cette lettre, qui est du 12 mai. Elle porte que M. de Schwerin est de retour à Stockholm, que, malgré la dureté des conditions imposées par la Russie, le gouvernement suédois est prêt à traiter directement de la paix définitive, qu'il le désire lui-même ardemment et demande les passeports nécessaires pour envoyer M. de Stédingk et consommer tout de suite ce grand œuvre. M. de Lagerbielke parle en termes mesurés du chagrin qu'a ressenti le duc de Sudermanie en voyant qu'on avait voulu méconnaître à Pétersbourg, soit dans les réponses, soit dans les relations avec M. de Schwerin, le véritable caractère des événements qui s'étaient passés en Suède, et mettre par conséquent en doute la légitimité du gouvernement actuel. Il dit que cette manière d'agir avait été d'autant plus sensible au duc, que S. A. mettait le plus grand prix à convaincre personnellement l'empereur Alexandre de la droiture de ses intentions; que les événements prouveraient, au reste, que le gouvernement était bien établi et légalement constitué; que le roi avait spontanément abdiqué depuis quatre jours, que les Etats, en affirmant son abdication et son exclusion du trône, l'avait même étendue à ses enfants; que tous les vœux comme toutes les espérances de la nation s'étaient, dans cette circonstance, tournés sur le duc de Sudermanie; que S. A., malgré le dévouement patriotique qui lui avait fait accepter les rênes de l'Etat dans une circonstance aussi délicate que difficile, avait demandé quelques jours pour se prononcer; mais la tournure de la lettre ne laisse point douter qu'il sera

roi, sans le dire cependant positivement. Cette lettre porte de plus que cette assemblée de plus de mille personnes de toutes les classes a eu une unanimité d'opinions qui légitime, autant que ses actes, l'autorité actuelle.

M. de Romantzoff m'a montré ensuite sa réponse, l'empereur l'ayant chargé de réexpédier tout de suite cet officier. Elle n'a trait qu'aux négociations: on se tait sur tout ce qui regarde les affaires intérieures de la Suède. L'empereur de Russie, y est-il dit, met aussi un prix infini à rendre la paix au Nord, à donner à la brave nation suédoise des marques d'estime, des preuves de l'intérêt qu'il prend à sa prospérité intérieure et du prix qu'il attachera à maintenir et à entretenir toutes les relations de bon voisinage, mais, y est-il encore dit, sans l'admission des trois conditions suivantes, il ne peut cependant y avoir de négociations:

1° S. M. pense que, quoiqu'on ne parle pas de ses alliés, la Suède a entendu que l'offre de négocier était commune à tous;

2° La Suède revenue au système politique qui convient à ses intérêts, l'empereur pense qu'elle ne met pas en doute de faire cause commune avec le continent;

3° On reconnaître la Finlande, déjà réunie à la Russie, comme partie intégrante de l'Empire.

A ces trois conditions, on est prêt à faire remettre tous les passeports nécessaires, et la paix définitive ne souffrira ni retards, ni difficultés: S. M. ne voulant rien de plus, M. Barclay de Tolly, qui commande en chef l'armée, a ordre de les remettre à M. de Stédingk aussitôt qu'il se présentera, toutefois après avoir reçu les assurances nécessaires sur les trois points précités.

L'officier suédois est parti avec cette réponse. Dans sa conversation avec le ministre, il lui a fait entendre qu'on désirait en finir promptement, le pays étant dans un état tel, que la situation dans laquelle il se trouvait ne pouvait se prolonger. Il a dit aussi que M. de Stédingk, qui menait les affaires, désirait revenir comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, et l'avait chargé de savoir s'il serait agréable

à l'empereur. Le ministre a répondu affirmativement à cet égard, verbalement comme par écrit.

«Les deux premiers articles du traité que nous proposons, m'a dit M. de Romantzoff, sont une suite de notre alliance et entièrement à l'avantage de la cause commune. Nous ne voulons rien faire que d'accord avec nos alliés, mais nous ne pouvons pas perdre de temps: il est de l'intérêt de tous de finir promptement. Nous désirons également procurer quelques avantages aux Danois: ceci est important aussi pour vos intérêts et pour l'honneur de votre alliance avec eux. L'empereur Napoléon aura, au reste, beaucoup de moyens de les satisfaire, soit par la Poméranie, soit par des territoires attenant au Holstein ou par quelques villes libres».

J'ai fait sentir que la Russie avait un intérêt encore plus direct que nous à la prospérité du Danemark, qui avait une des clefs de la Baltique, qu'elle devait donc aussi faire des sacrifices pour lui procurer quelques avantages et des dédommagements de ses pertes, qu'elle était d'ailleurs aussi intéressée, et même plus, que la France à augmenter les moyens d'un pays qui, possédant la Norvège, avait les ports les plus voisins de l'Angleterre et par conséquent le plus de moyens de lui nuire, s'il tenait franchement au système continental.

M. de Romantzoff a terminé cette conversation en me disant que l'empereur l'avait chargé de me demander si j'avais des pouvoirs pour traiter avec la Suède, S. M. désirant, pour l'intérêt commun comme pour le sien en particulier, que cette négociation fût promptement terminée, afin de pouvoir disposer de ses troupes pour doubler les moyens qui agissaient contre l'Autriche. J'ai répondu que je n'avais point de pouvoirs, que, la Suède ayant demandé dans le temps à porter la négociation à Paris, l'empereur n'avait pas été dans le cas de penser à m'en envoyer, que, quant à la position de la Suède à l'égard de la Russie, S. M. avait eu par moi l'assurance que ma cour désirait ce qui pouvait lui être utile ou agréable. «L'empereur Napoléon s'en est aussi expliqué ainsi avec moi, a reprit M. de Romantzoff; il m'a même dit que nous pouvions prendre Stockholm, mais, à cet égard, nous ne

voulons que ce que nous assure la convention d'Erfurt: quelque avantage que nous présentent les circonstances, notre politique n'a point changé. Veuillez donc prévenir votre cour de ces détails et lui faire part de l'intention où est l'empereur de conclure promptement la paix avec la Suède, afin que nous puissions vous seconder encore plus efficacement contre l'Autriche».

275.

Lettre à Napoléon.

28 Mai 1809.

J'ai retardé le courrier que j'expédiais hier à Votre Majesté, pour lui rendre compte de ce qui serait résulté de l'arrivée de celui envoyé au ministre du roi de Saxe par le comte Potocky. Mon rapport du 28 mai est ci-joint.

L'empereur a daigné me mander, depuis que j'ai eu l'honneur de le voir ce matin, qu'il recevait par Berlin la nouvelle que l'armée de V. M. était, le 10, sous les murs de Vienne, que celle du général Hiller *) avait passé le Danube à Krems et que S. A. I. le vice-roi d'Italie poursuivait l'archiduc Jean, qui faisait une retraite précipitée.

276.

Rapport à Napoléon.

28 Mai 1809.

Le 27, le ministre de Saxe **) reçut un courrier du comte Stanislas Potocky ***), avec la lettre dont copie est ci-jointe, plus une lettre

*) Général autrichien, commandant un corps d'armée sous les ordres du prince Charles.

**) Comte d'Einsiedel.

***) 1752—1822; ministre des finances du grand-duché de Varsovie.

particulière qui lui annonçait qu'on avait intercepté une lettre du général Gortchakoff à l'archiduc Ferdinand qui portait qu'il lui tardait d'avoir l'ordre de se réunir à lui, que cette lettre avait été envoyée à V.M. Je me rendis sur-le-champ chez le comte de Romantzoff, avec lequel je m'expliquai de la manière la plus forte sur tous ces retards, sur ces incertitudes, et même sur la conduite du général Gortchakoff. Le ministre, en me répondant, comme toujours, qu'il n'entendait rien au militarisme, me répondit que le prince Galitzine ne pouvait avoir donné à un sous-préfet sa parole d'honneur sur un fait impossible, puisque lui-même avait expédié des ordres et donné des instructions qui ne lui laissaient pas la possibilité de douter qu'il fût entré en Galicie, que j'en aurais sûrement la preuve sous peu d'heures, qu'il allait se rendre chez l'empereur pour lui parler de cela, et qu'il pouvait m'assurer que S. M. ferait justice des coupables, quels qu'ils fussent.

L'empereur me fit sur-le-champ demander. Il me parut fort piqué des doutes que je montrais sur la conduite du prince Galitzine, me dit que je devais avoir toute confiance dans ce qu'il m'avait dit, qu'il était d'autant plus blessé que je partageasse les doutes des Polonais, qu'il avait toujours mis beaucoup de confiance en moi, qu'il avait même de l'amitié pour moi, etc., etc. L'explication fut vive. Je répondis avec un grand calme que ma conduite prouvait toute la confiance que je plaçais en S. M., que je lui répétais, comme je l'avais dit au comte de Romantzoff, que je n'avais pas un doute sur ses intentions ni sur celles de son ministre, mais que la conduite de ses généraux, les retards continuels qu'ils apportaient à l'exécution de ses ordres, ne m'inspiraient pas, je l'avouais, la même confiance, qu'à Trieste comme ailleurs, S. M. avait eu la preuve des inconvénients qui résultaient, même pour son service, du mauvais esprit de ses officiers. Je lui rappelai ce que j'ai mandé à V. M. par mes courriers des 22 mars et 16 avril. Je lui dis que la position de son armée prouvait qu'il y avait loin de l'effet aux paroles, que c'était, au reste, plus pour l'honneur de la Russie et celui de sa parole Impériale que je regrettais

ces retards que pour notre utilité, V. M. ayant déjà fait seule le gros de la besogne. J'ajoutai que j'étais peiné pour S. M., dont les intentions droites et la loyauté m'étaient connues, que son armée ne fût pas encore entrée en Galicie quand celle de V. M. serait déjà à Vienne, que je croyais bien que le comte Potocky exagérait peut-être un peu, dans ses plaintes sur la lenteur et les réponses peu précises du prince Galitzine, mais qu'il y avait, outre l'abandon où on avait laissé le grand-duché, un fait positif, qui était le temps écoulé entre l'entrée effective des troupes russes et l'époque précédemment indiquée.

L'empereur combattit, comme le ministre, la prétendue réponse faite au sous-préfet de Tykoczin, et me remit, comme une preuve, la réponse du prince Galitzine, dont je joins ici copie, en ajoutant que je voyais par là qu'il disait positivement qu'il pressait la réunion de ses troupes pour exécuter ses ordres, que cela prouvait donc qu'il en avait, qu'à cet égard, il m'engageait sa parole d'honneur qu'il lui avait donné avant son départ les ordres les plus précis pour agir, qu'ils lui avaient été plusieurs fois renouvelés depuis, comme il me l'avait promis, que, quant aux difficultés locales, aux débordements, messieurs du grand-duché pouvaient eux-mêmes les attester, que quatre régiments de cuirassiers et trois d'infanterie avec de l'artillerie étaient retardés depuis douze jours, mais qu'il avait encore expédié, la veille, l'ordre d'entrer, ne fût-ce qu'avec une patrouille, qu'il avait eu assez de moyens avec ce qui était sur les lieux.

«On marchera, je vous en réponds, continua S. M.; on réparera ces retards et l'empereur Napoléon sera content, ou je ferai juger le général. Il connaît, au reste, ma position: avec cinq guerres sur les bras, je ne puis toujours disposer d'hommes très capables. Je ne puis changer, à un certain point, cette vieille routine de la guerre de Sept Ans. L'empereur Napoléon, si bien servi, si ponctuellement obéi, se plaint aussi des retards; en causant de la guerre d'Espagne avec le comte de Romantzoff, il a parlé d'un retard du maréchal Ney: quand les vôtres font cela, jugez de ce que font les miens. Je ne vous réponds pas d'eux à deux ou trois jours près, mais, quant à marcher de

l'avant, une fois réunis, et se battre, je vous le garantis. Ma position, toutes les guerres que j'ai à soutenir, tout ce que j'ai fait pour l'alliance, mon langage à Vienne et ici, tout sera, je l'espère, apprécié comme cela doit l'être par l'empereur Napoléon. Puisque nous n'avons pu empêcher la guerre, sauver l'Autriche de sa ruine et l'Europe de ce bouleversement, je suis sans arrière-pensée, général, je vous le répète, je ferai la guerre à l'Autriche avec autant de vigueur que j'ai mis de soins et de prix à maintenir la paix. Quant au général Gortchakoff, je vous prie formellement de demander à l'empereur Napoléon la lettre interceptée: je veux faire un exemple; en attendant, j'expédie un courrier au prince Galitzine, pour que ce général soit sur-le-champ démis du commandement de sa division. Si je connaissais un traître dans l'armée de l'empereur, je le lui nommerais; j'espère donc qu'il agira de même avec moi. Je suis bien aise que cette circonstance me mette à même de prouver ostensiblement que mon parti est pris et que je marche franchement».

M. de Romantzoff m'invita pendant ce temps à passer chez lui. Il me dit les mêmes choses sur les retards du prince Galitzine; il me pria officiellement d'obtenir de V. M. la lettre interceptée du prince Gortchakoff. Il ajouta: «Soyez sûr que nous marchons dans votre sens, pas aussi vite peut-être que vous le voulez, mais avec vous et bien franchement, sans nous arrêter à des choses assez importantes, et sur lesquelles il faudra causer un jour pour éviter même les tracasseries à venir. L'empereur Napoléon doit à notre loyauté d'en mettre aussi, et certaines choses ont un caractère qui n'est pas dans l'esprit qui doit présider à notre alliance. Le duché de Varsovie existe, rien de mieux; c'est un foyer d'intrigues, n'importe: nous sommes sans arrière-pensée sur ce qui a été fait. Je tiens à notre alliance, je la crois avantageuse pour vous comme pour nous; j'y tiens beaucoup, vous le savez, et l'empereur Napoléon me rend aussi la justice de ne pas douter de moi: j'ai d'ailleurs, je puis le dire, fait mes preuves sur cela, il le sait. Eh bien, je croirais de mon devoir de dire à l'empereur mon maître: «Sire, renonçons à notre système; sacrifions

jusqu'au dernier homme», plutôt que de souffrir qu'on augmente ce domaine polonais: car c'est attenter à notre existence. Que l'empereur Napoléon donne ailleurs au roi de Saxe tout ce qu'il voudra, mais qu'il n'ajoute rien au grand-duché vers la Galicie. Pour en revenir à ce qui amène ces réflexions, continua M. de Romantzoff, il faut que je vous parle de la dernière proclamation du roi de Saxe aux Galiciens et aux habitants du grand-duché: il les qualifie de nouveau de Polonais, leur dit que l'empereur Napoléon a déjà régénéré une partie de leur nation, etc. Le prince Poniatowsky écrit ici à un lithuanien, sujet de l'empereur, pour l'autoriser à porter l'ordre de Pologne. Tout cela, je le répète, n'est pas dans l'esprit de l'alliance: nous nous en rapportons à l'empereur Napoléon lui-même pour juger si nous nous plaignons à tort et si nous ne sommes pas fondés à demander que cela change. Qu'il se rappelle notre conduite pendant les affaires d'Espagne, notre conduite actuelle, et qu'il juge si nous n'avons pas droit à une entière réciprocité». Je répondis au ministre que la proclamation dont il me parlait était sûrement une chose de circonstance, que l'empereur ne réglait pas la conduite du roi de Saxe et ne pouvait par conséquent répondre de celle du prince Poniatowsky, que les retards de l'armée russe étaient la cause des mouvements qui avaient éclaté en Galicie, que V. M. n'y était pour rien, qu'Elle ne pouvait tourner entièrement le dos aux habitants du grand-duché dans le moment où l'Autriche armait le monde entier contre Elle.

L'empereur, que j'ai eu l'honneur de voir encore aujourd'hui à la parade, m'ayant dit de passer après dans son cabinet, m'a reparlé de la conversation de la veille, m'a dit qu'il attendait à chaque instant la nouvelle des premières opérations du prince Galitzine, qu'il était d'autant plus étonné de la conduite du général Gortchakoff, que les rapports de la poste lui prouvaient qu'il était un de ceux qui écrivaient à Moscou dans le meilleur esprit. «Peut-être, a ajouté S. M., est-ce pour donner le change; au reste, l'ordre de sa suspension est parti, je demande sa lettre à l'empereur, et j'en ferai justice». S.M. a encore ajouté que la droiture de ses intentions et de sa conduite lui avait

fait encore plus vivement sentir l'injustice des doutes qu'on montrait à Varsovie et surtout les plaintes que j'avais portées contre les retards de son armée, qu'au reste, Elle me remerciait de lui parler franchement, que tout n'en irait que mieux, qu'Elle aimait à me traiter comme quelqu'un qu'Elle aimait et estimait. (En me disant cela, S. M. daigna m'embrasser).

La conversation se prolongea sur l'esprit de travers de beaucoup de gens, sur la résolution que S. M. avait prise de sévir si tout ne marchait pas bien, sur les inconvénients qui étaient résultés, même pour son service, du peu d'exactitude qu'on mettait à exécuter ses ordres. S. M. finit par me dire que son aide de camp était prêt, et qu'il partirait un quart d'heure après qu'Elle aurait la nouvelle des premières opérations du prince Galitzine.

J'ai encore parlé à S. M. du mal qu'on pourrait faire à l'archiduc Ferdinand en se pressant, etc., etc.

277.

Lettre à Champagny.

28 Mai 1809.

J'ai mille remerciements à faire à Votre Excellence de m'avoir envoyé M. de Rumigny. J'espère en avoir d'autres à lui adresser pour une place de secrétaire de légation, que l'assiduité et les moyens de ce bon jeune homme lui méritent sous tous les rapports.

Tout marche bien ici, l'intention est prononcée, mais les résultats n'y répondent pas toujours à l'instant, tant l'esprit des généraux est de travers, tant l'apathie est inhérente aux hommes. La discussion sur l'inactivité de l'armée de Galicie activera peut-être un peu ses mouvements. On n'est au reste pas plus pressé ici pour ses propres affaires.

Le départ des autrichiens laisse l'opposition sans direction précise, comme sans appui; on est trop singe dans la société pour qu'il lui

reste de l'influence sans chef: les revers du parti à Pétersbourg, comme ceux d'Allemagne, ont d'ailleurs épuisé le crédit des meneurs.

Les ministres de Berlin, Leipzig et même Munich, car je vous crois déjà plus loin, M. le comte, me laissent sans nouvelles; on en a profité pour en débiter de plus que mauvaises, même sous la date du 11 près d'eux. Habitué à être près de l'empereur, elles ne m'inquiètent pas, mais je ne puis cependant rassurer, comme je le désirerais, les ministres qui m'entourent.

Aujourd'hui, l'empereur a reçu non officiellement de Berlin la nouvelle de notre arrivée sous Vienne le 10; deux lettres particulières de la même ville la confirment. Voilà où nous en sommes pour répondre aux mille absurdes bulletins du commerce.

J'ai proposé à l'empereur de donner une fête à Madame la grande-duchesse Catherine pour son mariage. S. M., en me chargeant d'en remercier l'empereur Napoléon, m'a engagé à l'ajourner à l'hiver.

P. S. Je demande pardon à V. E. d'avoir omis de lui rendre compte que j'ai fêté les victoires de l'empereur par un Te Deum, illuminations et petits bals.

278.

Rapport à Napoléon.

5 Juin 1809.

Le courrier porteur de la nouvelle de l'entrée de Votre Majesté à Vienne *) arriva ici dans la nuit du 31 mai au 1er juin. J'en fis sur-le-champ part à l'empereur et au ministre. S. M. m'engagea à dîner, me parla avec admiration de la campagne de V. M. et toujours dans le même sens de l'Autriche. «Ce sont des fous, me dit-Elle, ils l'ont bien voulu; c'est une monarchie renversée».

*) Le 13 mai, à six heures du matin, les grenadiers du corps d'Oudinot avaient pris possession de la ville.

La conversation fut la même que dans les précédentes audiences, soit sur l'Autriche, soit sur les retards de l'armée russe. Quant à l'Autriche, on paraît s'attendre aux conséquences qui doivent résulter du parti qu'elle a pris. L'empereur sent que le ton des proclamations, ses liaisons avec l'Angleterre, autant que ses menées en Allemagne, dispensent V. M. de tout ménagement avec une puissance qui n'a pas même respecté les droits les plus sacrés des souverains. Mes conversations ont toutes été dirigées dans ce sens, et tout me prouve que cette opinion est bien établie. Quant à l'armée russe, l'empereur comme le ministre m'ont témoigné les mêmes regrets, le même mécontentement que précédemment, sur les retards apportés par les généraux, qu'on attribue toujours aux débordements, à la difficulté des communications. L'empereur m'a encore répété qu'il était convaincu que ses troupes étaient entrées en Galicie; quand M. de Lespinay est parti, S. M. s'est plainte des sous-ordres, du peu d'hommes capables qu'Elle avait. « C'est apathie, me dit-Elle, et point mauvaise volonté; car, malgré tous ces retards inattendus, ce rassemblement a été encore plus prompt que celui de mes troupes de Finlande, que la marche de l'armée du Danube: vous voyez donc que mes propres affaires se font avec moins de zèle que les vôtres ».

Je restai à cheval sur les promesses que S. M. m'avait faites, sur les détails qu'Elle m'avait donnés et que j'avais transmis à V. M. par mon courrier du 22 avril. L'empereur me chargea de féliciter V. M. sur ses succès, son entrée à Vienne, me dit qu'il lui en écrirait lui-même par le prince Gagarine *), son aide de camp général, qu'il lui expédierait avec la nouvelle des premières opérations du prince Galitzine. L'empereur me demanda ensuite si je n'avais point reçu de lettre de V. M. pour lui; il paraît qu'il s'attendait à en avoir une. Il me parla ensuite, comme d'une preuve de la droiture de ses intentions, de la loyauté de sa marche politique, de tout ce qui s'était fait ici dans le système de l'alliance. « Pour rappeler ma légation de

---

*) Paul Gavrilowitch, 1777—1850.

Vienne, m'a-t-il dit, pour rompre avec l'Autriche, pour faire une déclaration contre elle, vous ai-je jamais fait attendre vingt-quatre heures»? L'empereur finit cette conversation en me parlant encore de son admiration comme de son attachement pour V. M.: «J'ai prévu et prédit les succès de l'empereur; ils ne m'étonnent donc pas, et j'espère que, malgré quelques retards causés par la saison, mes troupes le seconderont encore et d'une manière vigoureuse».

Je fis sentir à l'empereur que ces retards, qui prolongeaient l'occupation du grand-duché par les Autrichiens et entretenaient par là dans le nord de l'Allemagne de l'inquiétude et peut être l'idée d'un débarquement des Anglais, surtout depuis que les Autrichiens s'étaient emparés de Thorn, auraient pu avoir les plus fâcheuses conséquences sans les grands succès de V. M., et en auraient encore d'embarrassantes si les Anglais avaient fait un débarquement.

L'empereur me parla des succès du comte Chouvaloff, qui, le 15 mai, avait forcé à la baïonnette le pont de Skelleftea, pendant qu'une colonne qui passait sur la glace coupait la retraite aux Suédois: 22 canons, 5 drapeaux, 800 prisonniers sont le résultat de cette affaire. L'empereur ajouta qu'il espérait que V. M. me donnerait à temps des ordres et des instructions pour que les affaires de Suède pussent se terminer de suite; il me dit aussi qu'il ne laisserait pas venir les plénipotentiaires suédois à Pétersbourg.

J'ai eu plusieurs fois depuis l'honneur de voir S. M., qui m'a toujours parlé dans le même sens, et m'a répété de plus hier: «Galitzine a des ordres de moi d'entrer, fût-ce avec un seul bataillon; je ne puis m'expliquer ses retards, je ne puis même en quelque sorte y croire, et je pense que mes courriers postérieurs au départ de M. de Lespinay l'auront fait agir plus tôt même qu'il ne l'a mandé au prince Poniatowsky».

L'empereur me dit qu'il avait chargé M. de Romantzoff de me remettre cette lettre, ce que ce ministre avait fait. V. M. en trouvera ci-joint une copie.

279.

Lettre à Napoléon.

6 Juin 1809.

Pendant que Votre Majesté va en moins d'un mois de Paris à Vienne, l'armée russe, qu'on disait toute prête, en emploie un à se réunir sur la frontière de Galicie, dont elle n'était, me répétait-on sans cesse, qu'à une marche. M. de Lespinay, qui était le 28 au quartier général russe, lui aura sans doute déjà annoncé que cette armée a enfin dû passer le Boug le 2 du mois courant.

On n'a aucun détail positif sur les affaires de Suède: le ministère n'est, je crois, pas mieux instruit que le public, car il n'y a plus d'agent depuis le retour de M. d'Alopéus, si j'en crois les renseignements du ministre de Danemark comme les miens.

D'après les on-dit, les Etats auraient rétabli la constitution sur le pied où elle était avant Gustave III et décerné la couronne au duc de Sudermanie. La majorité voudrait en offrir l'hérédité au prince d'Oldenbourg, mari de Madame la grande-duchesse Catherine, dans l'espoir d'obtenir de meilleures conditions de la Russie. Un autre parti préférerait le roi de Danemark, pour fortifier réellement, par la réunion des deux couronnes, l'ancien système politique des Etats du Nord contre la Russie. Il paraît que le cabinet de Pétersbourg ne cherche pas, jusqu'à présent, à influencer le premier de ces projets, qui ne diminuerait certainement en rien ses prétentions personnelles et n'offrirait à une princesse de la maison Impériale qu'un titre sans autorité, devenu fort précaire à Stockholm, et aussi un royaume sans puissance. L'opinion du public est que M. de Stédingk, annoncé comme négociateur, sera chargé de l'ouverture relative au prince d'Oldenbourg. Tout cela n'a, au reste, qu'un caractère de conjectures.

Le voyage de l'empereur en Finlande est ajourné: il est même probable qu'il n'aura pas lieu. Différents ordres donnés, dans l'intérieur des services du Palais, feraient croire au projet d'aller à l'armée de Galicie.

Les gens sensés commencent à sentir que l'empereur, en tenant au système qu'il a adopté, et en remplissant par conséquent les obligations de son alliance avec la France, a pris le parti le plus avantageux aux intérêts de la Russie. Le public parle déjà de s'agrandir en Galicie; depuis le dernier courrier, le ministre ne m'en a plus parlé. La multitude, comme les grands, habituée depuis tant de règnes à voir que l'intrigue fait tout ici, s'étonne que le souverain n'ait suivi que sa propre impulsion et que le parti français, comme on veut l'appeler, l'ait emporté sur l'opinion générale, même sur les affaires légitimes et illégitimes, qui sont toutes allemandes.

L'empereur, comme le comte de Romantzoff, ne se dissimule pas que les batailles que V. M. gagne sur les Autrichiens sont aussi des victoires pour lui sur les frondeurs et les anglomanes; aussi montre-t-il visiblement la satisfaction qu'elles lui causent. Il aime à répéter même dans son intimité qu'il a prévu tous les succès de V. M. La prise de Vienne a fait un grand effet, malgré toutes les ridicules nouvelles qu'on a débitées depuis et dont on nous alimente encore.

L'empereur daigne me traiter toujours avec la même bonté, quoiqu'il ait été un moment piqué des observations que j'ai été obligé de faire sur les retards du prince Galitzine; elles lui ont valu une lettre forte, qui le stimulera peut-être pour l'avenir. On n'a pas une haute opinion des talents de ce général: l'empereur ne lui en croit sans doute pas davantage; c'est l'embarras d'en trouver un autre qui l'a placé là, et surtout la convenance d'y mettre un russe dont le nom et les relations nationalisassent cette guerre. Le prince Lobanoff*) va à cette armée; il y portera un bon esprit et un attachement au système actuel qui ne s'est jamais démenti, mais plus de zèle que d'activité à cause de sa mauvaise santé.

Le prince Gagarine, aide de camp général, que l'empereur va expédier à V. M. avec la nouvelle des premiers faits d'armes de l'armée de Galicie, est le même qui était à Erfurt. Il disait hautement dans

*) Dmitri Ivanowitch, 1758—1838, général d'infanterie.

la société que V. M. serait dans un mois à Vienne et qu'Elle avait gagné toutes les batailles dont les Autrichiens s'attribuaient le succès dans leurs bulletins à la main. L'empereur m'a dit plusieurs fois qu'il désirait que je priasse V. M. de le garder quelque temps près d'Elle et de s'en servir comme d'un officier qui lui appartenait.

V. M. a vu, par les rapports que j'ai eu l'honneur de lui faire, que je ne l'ai engagée à rien. Le ton révolutionnaire de l'Autriche, ses proclamations, comme la conduite de ses généraux, avaient déjà fortement prononcé l'opinion contre elle; l'intérêt qu'on lui portait diminuait en raison de la folie de sa conduite et de l'inconvenance de son langage, qui, étant un outrage au lieu d'une réponse à la modération qu'on employait avec cette puissance, dispensait V. M. de tout ménagement. Ses victoires lui ont porté le dernier coup, et je vois que l'empereur comme le ministre s'attendent à de grands changements dans cette monarchie, qu'on regarde déjà comme renversée, et dont l'affaiblissement et le démembrement deviennent nécessaires à la tranquillité future du continent.

Lettres à Champagny.

280.

6 Juin 1809.

J'ai reçu dans la nuit du 31 mai au 1er juin les deux dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire de Munich le 16 du mois dernier.

La nouvelle de la prise de Vienne a fait ici la plus grande sensation. Les ministres des affaires étrangères et de la marine, auxquels je m'étais empressé d'en faire part, m'ont répondu par des billets fort obligeants. S. M. m'a félicité Elle-même sur l'heureux succès des armées de l'empereur et m'a parlé avec admiration de cette dernière campagne.

A la parade du 4, on a fait défiler les cinq drapeaux pris par le général Chouvaloff, ainsi que l'étendard du Nazir de Braïloff enlevé

aux Turcs dans une sortie qu'ils ont faite de cette place pour inquiéter l'armée russe dans son passage du Danube. Les Russes, dit-on, ont pris dans cette affaire 900 chevaux, tué quelques mille hommes et fait 1500 prisonniers.

C'est sur trois ponts établis au-dessus de Braïloff que l'armée russe a commencé à passer le Danube. Elle devait se porter sur Varna du 20 au 25 mai.

On dit tout bas que le maréchal Prozorowsky est tombé en enfance, qu'il n'a fait que des bévues depuis le commencement de la campagne, que ses assauts contre Giurgevo et Braïloff étaient aussi mal combinés qu'ils ont été mal exécutés. On se plaint aussi de la lenteur des opérations. Le prince Troubetzkoï, aide de camp général, vient d'être envoyé sur les lieux pour faire connaître à l'empereur quels sont réellement la position de cette armée et l'état de la santé du maréchal.

On a les gazettes anglaises jusqu'au premier mai. Elles rapportent une lettre écrite par V. E. à l'empereur dans le courant de décembre dernier, pendant que S. M. était en Espagne; il paraît que c'est un courrier qui aura été intercepté par les insurgés. «Cette lettre prouve, m'a dit M. de Romantzoff, que M. de Champagny rendait justice à mon admiration pour l'empereur Napoléon; elle constate aussi mon attachement pour notre système actuel et l'alliance qui nous unit. Je suis fort aise que les Anglais aient jugé à propos de publier mes sentiments; je n'en ai point fait mystère à Paris et j'espère que vous me rendrez la justice de penser que je les avoue aussi hautement ici. Si M. de Metternich est de bonne foi et qu'il s'explique un jour sur tout ce que je lui ai dit sur l'aveuglement de sa cour et celui où il était lui-même, on verra que j'ai prévu ce qui est arrivé».

Cela a amené la conversation sur Vienne et sur ce qui s'y est passé. J'en ai pris occasion de répéter au ministre que le mauvais esprit du comte Tolstoï, soit à Paris, soit à Vienne, appuyé par le bavardage de tous les brouillons de cette dernière ville, n'avait pas peu contribué à amener la guerre, en faisant penser à l'Autriche que la

Russie renoncerait à l'alliance de la France au moment du dénouement, plutôt que de faire la guerre à l'Autriche. M. de Romantzoff m'a répondu qu'il partageait entièrement cette opinion, qu'il n'avait point caché celle qu'il avait de M. de Tolstoï, qu'il en avait même parlé à M. de Metternich en lui faisant sentir qu'il se trompait grandement et qu'on se repentirait sûrement à Vienne si on croyait l'empereur Alexandre assez faible pour changer de système, comme avaient pu le faire penser l'opinion personnelle et les ridicules propos de M. de Tolstoï.

M. de Tolstoï, m'a ajouté M. de Romantzoff, a quitté Vienne et est rentré en Russie. Il va sans doute dans ses terres. J'ai fait sentir au ministre qu'il me paraissait convenable, pour l'empereur comme pour lui, qu'il ne vînt ni à Pétersbourg, ni à Moscou.

On n'a de nouvelles d'aucune espèce de M. Anstett. On ignore ce qu'il est devenu: ni courrier, ni estafette n'étant arrivés, on est porté à penser que les Autrichiens l'auront considéré comme prisonnier de guerre. On n'a de même aucun renseignement positif sur les vaisseaux qui étaient à Trieste.

Les rapports de la poste sur les correspondances de l'Allemagne, notamment du Nord, et même de la Saxe, font penser qu'il y règne un mauvais esprit et qu'il est nécessaire que l'empereur fasse surveiller ces pays. Le comte de Romantzoff m'en a parlé, en m'engageant à donner ces détails à V. E.

281.

8 Juin 1809.

J'ouvre mon paquet pour mander à Votre Excellence que M. le comte de Romantzoff vient de recevoir un courrier de Copenhague du 11/23 mai. Il a bien voulu me lire ses dépêches. Il en résulte que quelques troupes danoises ont occupé Hambourg sur la demande du magistrat, pour mettre cette ville à l'abri des insurrections de Schill, qu'une flotte anglaise de 18 vaisseaux de ligne et grand nombre de

frégates et petits bâtiments, après être restée quelques jours en vue d'Elseneur, s'était dirigée, après en avoir rallié d'autres, par le Grand-Belt; on ignorait s'il y avait des troupes de débarquement. Ces nouvelles prouvent que le nord de l'Allemagne est tranquille. On pensait que ce grand armement était destiné à incendier un port de la Baltique ou à attaquer la Sélande: on n'a point de nouvelles qu'il ait encore paru dans cette mer.

Les nouvelles qu'on avait de Suède n'offraient d'autre chose remarquable que le départ de M. Méry et quelques détails sur un commencement de mésintelligence entre les Suédois et les Anglais.

Le commerce a les nouvelles que les Autrichiens faisaient courir sous les dates du 21 et 22 mai. Il y a de prétendues lettres de leur quartier général du 28, 2 heures du matin, qui portent que l'archiduc Charles avait passé le Danube le 25 et qu'il devait se livrer du 28 au 29 une grande bataille.

Les mêmes nouvelles annoncent l'occupation de Trieste par l'armée française de Dalmatie.

Rapports à Napoléon.

282.

8 Juin 1809.

Le 7, l'empereur daigna m'engager à dîner. J'eus l'honneur de rencontrer Sa Majesté dans la matinée; Elle me dit qu'Elle était contrariée par les nouvelles qu'Elle avait reçues. Après le dîner, Elle me remit la lettre originale du prince Galitzine, dont je fis faire la traduction et qui est ci-joint avec la copie des deux lettres y annexées. L'empereur ajouta qu'il regrettait encore que les débordements eussent retardé la réunion de son armée, mais que V. M. verrait, par les détails ci-joints, qu'on avait fait même les dispositions qui avaient paru au prince Poniatowsky et à son chef d'état-major les plus avantageuses pour la cause commune, qu'il regrettait surtout dans ce moment que les

ménagements que V. M. avait désiré qu'on gardât avec les Turcs eussent retardé la conclusion des affaires du Levant, parce qu'il aurait disposé alors d'une masse de forces qui auraient encore plus puissamment secondé les opérations de V. M.

L'empereur me lut ensuite une lettre de son nouveau chargé d'affaires à Kœnigsberg, qui mande, en date du 3, que le courrier autrichien Maintz s'est présenté à lui comme porteur de dépêches pour M. de Schwartzenberg afin d'obtenir le visa de son passeport pour entrer en Russie, que, conformément aux ordres qu'il avait reçus de M. le comte de Romantzoff, il l'avait refusé, que ce courrier lui a montré une espèce de bulletin dont il envoie une copie (j'en joins aussi une ici), qu'il a ajouté que l'archiduc Charles avait passé le Danube le 25, que V. M. était en pleine retraite, que M. de Chasteler *) occupait Munich, qu'un autre corps était à Linz, etc.

«Au ton du prétendu bulletin, me dit l'empereur, on voit que ces prétendus succès ne sont pas tout ce que les Autrichiens voudraient faire croire, car ils préciseraient sûrement les trophées qui en auraient été le résultat. Quant aux nouvelles du courrier, les dates prouvent qu'il les a inventées; l'empereur peut bien avoir essayé une opération au delà du Danube et l'avoir repassé, après l'avoir faite, pour en exécuter une autre, sans que les Autrichiens aient tant à se vanter. Je n'ai point de doute sur ses succès, premièrement, parce qu'il est depuis longtemps professeur et maître unique dans l'art de la guerre, secondement, parce que vos troupes valent sûrement mieux que cette armée autrichienne; mais le mal, c'est que les difficultés prolongent la lutte sans en changer les résultats, et que cela coûtera la vie à beaucoup de braves gens. J'ai voulu vous prévenir moi-même de ces nouvelles, qu'on ne pourra empêcher d'arriver par la poste ou par des estafettes. Fussent-elles, ce que je ne crois pas, tout ce que disent les Autrichiens, ce n'est rien de décisif, et cela peut être, comme la bataille de Ratisbonne, tout autre chose. J'en suis fâché à cause de

---

*) Marquis, général autrichien.

tous les bavardages et de l'effet que cela fera en Allemagne. Sans aucun doute, les succès essentiels seront pour l'empereur; abstraction faite de mon attachement personnel pour lui, je vous le répète, général, non seulement mon intérêt n'est pas que la France perde de son influence ou de sa puissance, mais je lui désire des succès, de la prospérité en tout genre. Les événements prouveront à l'empereur que mon opinion à cet égard ne peut changer, et je compte aussi en réciprocité sur les mêmes sentiments dans les choses sur lesquelles je me suis expliqué plusieurs fois avec vous. L'empereur verra, par les dispositions du prince Galitzine, que je ne pense qu'à le seconder le plus utilement possible pour ses intérêts et que j'ai toute confiance».

L'empereur ajouta encore à cela plusieurs autres réflexions militaires sur le peu de fonds qu'il y avait à faire sur ces prétendus avantages des Autrichiens, en analysant même leur bulletin.

L'empereur ajouta qu'il écrivait lui-même à V. M. par le prince Gagarine, son aide de camp général, qui partait le lendemain matin, qu'il désirait qu'il fût agréable à V. M. et qu'Elle daignât le garder quelque temps près d'Elle, si Elle le jugeait à propos, et s'en servir comme d'un officier à Elle, et qui était au comble du bonheur de cette mission.

L'empereur daigna me dire ensuite qu'il avait des nouvelles de Madame la grande-duchesse et du prince de Weimar, qui continuaient leur route. S. M. ne ménagea pas le prince de Brunswick-Œls *), qui commande le corps de partisans qui a passé l'Elbe à Aussig. A la demande que je pris la liberté de lui adresser sur la division des frontières de la Chine qui était dans les environs de Moscou et était destinée à renforcer l'armée de Galicie, S. M. daigna me répondre qu'elle marchait.

Quant aux retards du prince Galitzine, j'eus l'honneur de lui faire observer que ce général aurait pu faire passer depuis longtemps la

*) Friedrich Wilhelm, 1771—1815; en 1809, enrôla un corps de volontaires, connus, à cause de leur habit, sous le nom des «Noirs», et campa en Saxe.

frontière à quelques bataillons, ce qui aurait toujours servi d'autant la cause commune. S. M. daigna être aussi de cette opinion, mais on ne change pas, me dit-Elle, comme on veut, la vieille routine des généraux, qui veulent vous avoir avec eux pour faire un pas.

283.

14 Juin 1809.

Le 9, je reçus les dépêches de M. le comte de Champagny du 20 mai, et le 12 celles du 27.

L'empereur daigna me communiquer le 10, avec le billet dont copie est ci-jointe, deux lettres, l'une de M. de Champagny à M. de Bourgoing*) du 24, et l'autre de M. de Saint-Marsan, d'après une semblable dépêche. S. M., dans les différentes occasions que j'eus de la voir, me témoigna toujours la même sollicitude pour les intérêts de Votre Majesté, le même désir de lui voir des succès, comme les mêmes regrets sur les événements préjugés des 21 et 22. S. M. me pria de lui transmettre sur-le-champ, et à quelque heure que ce fût, les nouvelles que je pourrais recevoir.

Le 12, j'eus l'honneur de lui faire remettre les bulletins que je recevais (№ 10 de la Grande Armée, et 1, 2, 3 de celle d'Italie). Je me rendis en même temps chez le comte de Romantzoff, auquel je les lus. S. M. daigna me donner une audience le 13 au matin. Elle commença par me féliciter sur les détails que j'avais reçus: «Des circonstances ont empêché l'empereur de faire tout ce qu'il voulait, me dit-Elle, mais les Autrichiens ne peuvent dire qu'ils ont obtenu un succès: c'est ce que je désirais. Je vous jure que j'ai donné à la situation du maréchal Lannes**) autant de regrets que s'il était un des miens: je vous prie, général, de l'exprimer à l'empereur; j'y ai pensé toute la

---

*) Jean-François, 1748—1811, ministre de France à Dresde.

**) Jean, duc de Montebello, 1769—1809; le 22 mai 1809, il fut blessé mortellement à la bataille d'Essling et expira peu de jours après.

nuit. C'est un grand exemple pour tous nos généraux qu'un maréchal, déjà couvert de vingt-cinq blessures, qui se fait mutiler au champ d'honneur. Si vous avez occasion d'exprimer au duc de Montebello toute la part que je prends à son glorieux malheur, vous me ferez plaisir».

L'empereur me parla ensuite de la lettre de M. de Czernicheff: «Elle est en bons termes, me dit-il; pour lui en témoigner ma satisfaction, je l'ai nommé mon aide de camp. J'envie son sort, je vous le répète: comme militaire, je voudrais être à pareille école. Il est enchanté, et surtout bien reconnaissant des bontés de l'empereur, qui le traite avec une rare bienveillance. Il paraît que cette affaire a dû coûter la vie à bien des braves, et que l'empereur en a beaucoup à regretter; je me joins à lui pour cela, et vous m'en croirez, car j'ai toujours aimé votre nation: même quand nous étions en guerre, je crois que je la préférais aux Autrichiens. J'ai témoigné de l'intérêt pour le sort de ces derniers à cause de la balance politique, mais, comme individu, je n'ai pas oublié 1805 et nous n'avons eu qu'à nous plaindre d'eux. Votre nation a de l'énergie; tous les hommes ont de l'âme, de l'amour-propre, de l'honneur: j'aime cela».

L'empereur me demanda si j'avais des nouvelles directes de V. M., s'il n'y avait point de lettre pour lui. «Czernicheff, ajouta-t-il, mande à Romantzoff qu'il a remis la mienne à l'empereur le jour même de l'arrivée de Canouville, quoiqu'il fût parti près de cinq jours après lui».

L'empereur me chargea de remercier V. M. de l'autorisation qu'Elle avait accordée pour un emprunt à Gênes. Il passa de là aux affaires de Suède, me demanda si j'avais des instructions ou quelque réponse sur les intentions de V. M. relativement à la paix; il ajouta: «Il y a longtemps que l'empereur sait que nous sommes au moment d'en finir, et qu'il est nécessaire qu'il fasse connaître ses intentions. Cette affaire tient à celle d'Angleterre, et est donc la plus importante pour la cause commune; les retards feront renouer ce pays avec l'Angleterre, qui lui offre déjà de doubler ses subsides et de se charger

de propositions envers moi, ajoutant qu'elle va m'en faire et qu'elle agira avec tant de vigueur contre mes ports, si je ne les accepte pas, que ces différentes diversions suffiront pour la dégager et me forcer à rappeler mes troupes». L'empereur ajouta qu'il avait des nouvelles certaines que les Anglais avaient une immense expédition devant Bornholm et beaucoup de moyens incendiaires pour agir contre Cronstadt et les autres ports: «Mais, me dit-il, les menaces de l'Angleterre ne me feront pas plus que ses offres; si ses escadres se présentent, nous sommes en mesure de les bien recevoir».

J'eus l'honneur de représenter à S. M. que l'apparition des Anglais devant Bornholm me semblait prouver, au contraire, qu'ils désespéraient de conserver l'alliance de la Suède, puisqu'ils cherchaient d'autres ports, que, quant aux moyens dirigés contre les ports russes, quelques brûlots n'étaient pas une attaque bien formidable, que S. M. savait que les Anglais n'avaient point de troupes disponibles, etc., etc., que toutes ces menaces n'étaient que de la fumée pour l'empêcher de frapper avec tous ses moyens là où on conquerrait l'Angleterre. L'empereur me répondit que je ne pouvais douter de l'empressement avec lequel il seconderait V. M. de tous ses moyens, et par lui-même s'il était dans le cas d'en finir avec les affaires qui touchaient sa capitale même.

Dans la conversation, je parlai de l'envoi à l'armée de Galicie, au moins d'une partie des Gardes, ou, à leur défaut, de quelques autres régiments. L'empereur me répondit: «Fort bien, mais pour cela, il faut que je finisse avec la Suède: pressez donc de votre côté. L'ennemi est au moment de frapper à toutes mes portes. Pour vous complaire, je n'ai rien fini pendant longtemps en Turquie; un peu plus de soin pour mes intérêts et de prévoyance dans la grande affaire qui est notre guerre commune contre l'Angleterre, et vous n'auriez rien retardé pour la Turquie: l'armée que j'ai là serait donc maintenant à votre disposition». Quant à la Suède, je répondis qu'il n'avait tenu qu'aux généraux russes d'en finir depuis longtemps, que rien ne les empêchait encore de marcher à Stockholm et de s'assurer par conséquent de la conduite

politique de cette puissance, en attendant la conclusion de la paix, que la conquête de la Finlande, qui, maintenant seulement, mettait Pétersbourg à sa place, valait bien quelques sacrifices, que cette acquisition était certainement la plus politique qu'eût faite la Russie, et serait dans l'histoire une des plus belles pages de la vie de l'empereur Alexandre.

Quant à la Turquie, j'observai à l'empereur que ce serait chose finie, si on avait marché en avant au lieu de perdre du temps et du monde dans des assauts, que les conséquences des retards dont se plaignait S. M. ne tenaient qu'à cela.

L'empereur me parla aussi dans ce sens des opérations du prince Prozorowsky, mais ajouta qu'il attendait des nouvelles de sa marche au delà du Danube.

S. M. me dit qu'Elle avait des nouvelles du comte Chouvaloff, qui était arrivé à Uméa, et qui était déjà en relation avec le corps d'armée qui était à Vasa, dont quatre bataillons l'avaient déjà rejoint.

L'empereur me parla ensuite du prince Galitzine, me dit qu'il appuierait vigoureusement les opérations déjà faites par le prince Poniatowsky, que le général Gortchakoff était en jugement et qu'il en ferait justice, qu'il pensait qu'il y avait du vrai dans tout cela, mais qu'il fallait en général rabattre au moins les trois quarts de tout ce qu'avançaient les Polonais, que ceux du grand-duché cherchaient en général à monter les têtes et à exciter du mécontentement entre les deux Empires, dans l'espoir d'amener une rupture et de faire revivre le projet qu'ils avaient de réunir les trois parties de l'ancienne Pologne. « Vous savez ce que je pense à cet égard, ajouta S. M.: j'ai toute confiance en l'empereur et en ce qu'il m'a dit; mais il devrait, sous ce rapport, s'expliquer et faire agir de manière à ce que personne n'eût de doutes». J'eus l'honneur de répondre à S. M. comme je l'avais fait dans les précédentes conversations.

S. M. me questionna beaucoup sur les officiers blessés, me demanda des détails, etc.; je lui répondis que je n'en avais aucun. Elle

me dit que les généraux Durosnel *) et Fouler **) n'étaient pas tués, que les Autrichiens les portaient comme pris, le premier par un corps de dragons qui l'enveloppa dans la charge de cuirassiers, et le second dans cette charge où il fut blessé.

L'empereur avait déjà marqué sur ses cartes la marche victorieuse de l'armée d'Italie; il en parla longtemps avec admiration et ajouta: «Il n'y a pas eu une direction, pas un mouvement, pas une disposition, qui ne soit d'un grand général et d'un homme de guerre consommé. L'empereur est heureux d'avoir près de lui des princes tels que le vice-roi: je vois avec plaisir qu'il pourra au besoin s'en reposer sur lui de la conduite de la guerre».

Il termina cette conversation en me chargeant de féliciter V. M. sur ses succès. Il me dit qu'il partait le soir pour passer deux jours à la campagne, et qu'il m'engageait à dîner pour celui de son retour.

A la fin de la conversation, je montrai à l'empereur la «Gazette de Berlin» du 30 mai et lui fis remarquer que l'article sur les affaires des 21 et 22 mai était peu d'accord avec les intentions que manifestait le roi de Prusse. S. M. lut cet article, en parut fort mécontente et me dit qu'Elle voulait l'adresser Elle-même au roi, en lui faisant sentir qu'il fallait mettre un terme aux sottises de ses agents, qu'Elle avait encore reçu des nouvelles de ce prince, qu'il était décidé à prendre les mesures les plus rigoureuses pour les réprimer.

Dans le cours de la conversation, je dis à l'empereur que ce qui avait fait le plus de plaisir à V. M., en apprenant la nouvelle de la jonction de son armée d'Italie, avait été de penser que ses succès auraient débarrassé la partie de la flotte russe qui était restée à Trieste. L'empereur me chargea d'en remercier V. M. et me dit qu'il n'avait aucune nouvelle de cette flotte, non plus que de M. Anstett, que les Autrichiens avaient sans doute fait prisonnier.

---

*) Général de division, aide de camp de Napoléon, tué à la bataille d'Essling.

**) Comte, général de brigade.

284.

17 Juin 1809.

Le 16, j'eus l'honneur de dîner chez l'empereur. Il daigna me parler des débats du parlement d'Angleterre sur l'Autriche à la séance du 12 mai: «Je serais tenté, me dit-il, de les envoyer à M. de Schwartzenberg; il y trouverait en partie ce que je lui ai dit et prédit». S. M. me dit ensuite qu'Elle avait des nouvelles très récentes d'Allemagne par un courrier expédié de Konitz par sa sœur, Mme la grande-duchesse de Weimar, que tout y était maintenant tranquille, que M. d'Oubril mandait qu'il était certain que Schill *) avait été tué, que la plus grande partie de son corps avait mis bas les armes, que plusieurs officiers, pris par le général Gracien, étaient en route sous escorte pour être remis au roi de Prusse, que ce prince avait donné des ordres pour qu'ils fussent jugés militairement, qu'ils seraient fusillés, que les soldats seraient disséminés dans tous les corps de l'armée, que Schill avait été pendu en effigie à Berlin, qu'il paraissait que le roi ne tarderait pas à se rendre dans cette ville.

Je répondis à S. M. qu'il était d'autant plus nécessaire que le roi prît un parti vigoureux pour ôter dans ses Etats toute espèce de doute sur ses intentions, qu'il paraissait, par les lettres reçues de la Prusse et par les bruits qui couraient à Pétersbourg, que les têtes de ce pays tournaient et que l'entourage même de la Cour ne gardait plus de mesure. L'empereur me répliqua que le roi était décidé à en imposer à tous ces brouillons.

S. M. me dit ensuite qu'Elle avait eu de Lublin des nouvelles du prince Galitzine en date du 8 juin, qu'il marchait avec la 18e division sur Sandomir pour appuyer la 9e, qui était déjà avec le prince Poniatowsky, et qu'il s'entendrait avec lui pour agir de la manière la

---

*) Ferdinand von Schill, 1773 — 1809, fameux partisan, major prussien; enrôla plus de 1000 volontaires, avec lesquels il harcela l'armée française depuis 1806 jusqu'au 31 mai 1809, où il fut tué à Stralsund.

plus avantageuse à l'intérêt commun, que l'autre corps devait avoir passé la Vistule à Gury. Je dis à S. M. qu'on répandait qu'une division était restée sur la frontière de Russie, mais que, d'après les assurances qu'Elle avait daigné me donner, je ne le croyais pas. S. M. me répondit que le prince Galitzine, d'après le rapport qu'il avait reçu de lui la veille, s'était décidé à placer une division sur la frontière russe, en observation de Varsovie, pour s'opposer aux mouvements de l'archiduc Ferdinand, qui pouvait envoyer un corps sur Bialystock, auquel on n'aurait rien à opposer, que cette division se mettrait en mouvement quand Varsovie serait évacuée. J'eus l'honneur d'observer à S. M. qu'on savait que l'archiduc était en retraite depuis le 25, par conséquent neuf jours avant même que les troupes russes passassent la frontière, que Varsovie n'avait jamais été occupée, que 200 hussards que l'archiduc pourrait détacher en partisans et qui ne sauraient même pas où s'en aller, puisqu'ils n'auraient que des provinces polonaises à traverser, n'étaient pas une raison pour diminuer autant un corps qui pouvait si utilement agir, qu'en le morcelant ainsi, il ne pourrait plus rien faire d'utile, qu'incessamment le prince Galitzine manderait sans doute sous les murs de Cracovie qu'il était arrêté dans sa marche par un corps supérieur et obligé d'attendre cette division, qu'il laisserait échapper ainsi l'occasion de battre l'ennemi, que les Autrichiens paralyseraient de cette manière avec un très petit corps toutes les forces de la Russie et du grand-duché.

«Si V. M., ajoutai-je, me permet de mettre de côté l'ambassadeur et de lui parler comme militaire, j'aurai l'honneur de lui dire que l'archiduc était trop loin et sa retraite trop connue, pour que sa position fût un motif de laisser cette division en observation. C'est absolument comme si l'empereur eût laissé une partie de son armée à Ratisbonne pour observer les partisans autrichiens. Le prince Galitzine a fait là, comme le disait dernièrement V. M., une manœuvre de la guerre de Sept Ans: en voulant garder toutes les petites portes, il n'enfoncera pas les grandes. V. M. m'a toujours parlé de quatre divisions et même d'une cinquième qui devait les appuyer. La saison

a causé des retards, maintenant les dispositions faites ôtent un quart des moyens qu'on avait pour agir: de cette manière, on n'obtiendra pas de résultat».

L'empereur me mena alors à ses cartes, prit un compas et chercha à me prouver que cette division arriverait aussitôt que les autres à Cracovie; il ajouta qu'elle marcherait. Je représentai à S. M. qu'Elle avait assez de moyens en Courlande et en Livonie, même à Pétersbourg, pour tout observer et occuper même ses provinces frontières si Elle croyait nécessaire d'y entretenir un corps pour leur tranquillité, qu'il était important de présenter au début une masse qui en imposât et pût franchir tous les obstacles, qu'un corps faible, qui ne serait qu'en observation, ne servirait pas la cause commune comme elle devrait l'être par une telle alliance. L'empereur chercha à me prouver que rien ne souffrirait de ce retard, mais il me parut convaincu que mes observations étaient fondées.

S. M. me dit ensuite que huit vaisseaux anglais avaient paru devant Arkhangel, qu'Elle y avait neuf bataillons et était par conséquent sans inquiétude. Elle me dit après qu'il paraissait que les Anglais avaient toujours le projet de faire une expédition contre les ports russes de la Baltique. Je lui représentai qu'il me semblait au contraire, par les nouvelles d'Angleterre comme par les débats du parlement, que l'Espagne et le Portugal attiraient toutes les forces anglaises et feraient en faveur du Nord une diversion qui le mettrait à l'abri, qu'il paraissait même certain que M. Canning ne se faisait pas illusion sur la position de la Suède.

L'empereur me dit qu'il savait, par des nouvelles tant d'Angleterre que d'Allemagne, que sa déclaration avait fait un grand effet, qu'il pensait que V. M. en serait informée, qu'en Allemagne, le mauvais esprit qui régnait dans beaucoup de provinces en avait été comprimé. «L'empereur Napoléon, ajouta-t-il, est trop bon juge militaire et politique pour ne pas apprécier tout ce que j'ai fait pour la cause commune par ma détermination. Il sentira qu'ayant déjà quatre guerres sur les bras, j'ai fait l'impossible; s'il y a eu quelques retards,

si tout ne va pas précisément comme je le voudrais, c'est qu'il faut faire face partout et en même temps. Puis, je n'ai pas fait les hommes que je suis obligé d'employer. L'essentiel était le mouvement politique, et, sous ce rapport, il n'y a eu aucun ajournement».

L'empereur finit la conversation en me parlant des bulletins et des proclamations: «Le huitième, comme les précédents, n'est pas modéré, me dit-il; Razoumowsky n'y est pas ménagé».—«Il s'était fait autrichien et ne devait pas l'être», repris-je.—«Sous ce rapport, il a ce qu'il mérite, répondit l'empereur; je ne m'en choque pas, je vous parle de cela en général». La conversation tourna sur l'Autriche: j'arguai, des débats même du parlement d'Angleterre, qu'elle avait cherché et voulu ses malheurs, que la guerre qu'elle avait entreprise était une guerre d'ambition et non d'indépendance, comme elle la présentait, qu'il y avait tant d'inconsidération dans sa conduite qu'on ne pourrait laisser le sort à venir de l'Europe dans les mains de tels fous. L'empereur causa assez longtemps sur cela sans me rien dire de bien positif. Il parut cependant partager l'opinion que je venais d'émettre et s'attendre à de grands changements dans le sort de *la maison de Lorraine*. Cette dénomination l'a frappé, aussi bien que le comte de Romantzoff, car il l'a répétée plusieurs fois dans la conversation, sans faire cependant des réflexions bien précises sur son application. S. M., comme son ministre, paraît penser que la puissance de cette maison sera divisée. Je mets en avant, comme réflexion générale, que son affaiblissement est le seul moyen d'assurer la paix future du continent et de parvenir à conquérir celle avec l'Angleterre.

L'empereur me dit aussi qu'il était fort content des dispositions du général Barclay, que l'affaire de Suède marchait parfaitement et que tout annonçait que les Suédois seraient pressés d'en finir. «Si vous recevez, me dit-il, des pouvoirs de l'empereur pour cela, il faudra que vous alliez pour quelques jours en Finlande, de même que Romantzoff. Peut-être irai-je aussi; car, comme je vous l'ai dit, je ne veux pas établir cette négociation à Pétersbourg».

Lettres à Napoléon.

285.

18 Juin 1809.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté mon rapport du 17 juin.

On n'a que de vieilles nouvelles sans intérêt du Levant. Un courrier de Suède est annoncé, mais pas arrivé.

Par tout ce qui me revient, on a plus que jamais l'opinion que V. M. a le projet secret de rétablir la Pologne: on veut, comme je l'ai précédemment mandé, en trouver des indices dans toutes les proclamations, dans la dénomination de polonais, qui choque partout où on la trouve.

Malgré les retards du prince Galitzine, et maintenant ceux de la division laissée aux environs de Bialystock (sans doute par la crainte d'un mouvement dans les provinces polonaises), l'empereur croit *avoir fait l'impossible* pour l'alliance: c'est ainsi que S. M. et son ministre répondent à mes plaintes.

On veut toujours croire à une attaque des Anglais dans la Baltique, quoique rien ne l'annonce.

---

25 Juin 1809.

Votre Majesté trouvera ci-joint mon rapport du 25 juin. Le courrier a des lettres des environs de Vienne jusqu'au 8, d'autres de Saxe, qui annoncent que les entreprises d'un petit corps autrichien, qui est sorti de la Bohême, ont obligé le roi à quitter Leipzig. On dit de nouveau le Tyrol en révolte, mais rien de la Grande Armée.

Ici on est dans l'attente des événements: on croit à une attaque des Anglais contre Cronstadt; l'apparition des forces anglaises dans la Baltique fait hausser le ton à tout ce qui est contre le système anti-anglais. L'empereur et le comte de Romantzoff ne sont surtout pas

ménagés dans les propos, et on en tient beaucoup: c'est du bavardage de grande ville, et rien de plus. Depuis trois jours, on n'a plus de nouvelles de cette grande flotte signalée de Révél.

Comme tout transpire ici, le public est, à peu de chose près, au courant de ce qui a été écrit sur les affaires de Suède et en fait un nouveau grief contre le souverain et son ministre. L'impératrice mère et toutes les coteries étant à la campagne, ce ridicule esprit de censure et d'opposition a moins d'importance que jamais.

Le comte Chouvaloff s'est arrêté à Uméa; on ne lui a pas fait passer de nouvelles troupes. Sur le Danube, on ne fera rien avant le mois de juillet.

Au ton, au langage de l'empereur, je vois qu'il est piqué de ne pas avoir de lettre de V. M. Ses formes pour moi sont les mêmes, ainsi que son langage d'intérieur sur les succès qu'il paraît désirer à l'armée de V. M.

Il paraît qu'il fait peu de foi de la fidélité des Lithuaniens. On parle plus que jamais du rétablissement de la Pologne: le parti qui veut accréditer cette idée cite même de prétendus articles de journaux français.

On s'est enfin prononcé contre les bâtiments qui avaient de faux papiers; plus de vingt ont été confisqués depuis un mois. La liquidation des propriétés anglaises confisquées pour dédommager les russes ou étrangers sous pavillon russe qui ont éprouvé des pertes par la guerre serait déjà terminée, si les matelots russes de l'escadre de Lisbonne, qu'on attend chaque jour, étaient rentrés.

286.

Rapport à Napoléon.

25 Juin 1809.

Le 20 juin, j'eus l'honneur de rencontrer Sa Majesté, qui me dit: «Romantzoff m'a communiqué les 11e, 12e, 13e, 14e et 15e bulletins,

que vous venez de recevoir. N'avez-vous point de lettre de l'empereur pour moi»? Je répondis que non. S. M. me dit ensuite: «J'ai des nouvelles de Galitzine: la division que, dans sa dernière dépêche, il me mandait devoir laisser en observation de Varsovie a marché aussitôt qu'il a su que l'archiduc avait évacué cette ville, par conséquent presque en même temps que les autres. Les Autrichiens ont passé la Vistule près de Sandomir; Galitzine me mande qu'il presse sa marche pour dégager au besoin le prince Poniatowsky. L'avant-garde de la division Souvaroff, sous les ordres du général-major Sievers, a eu un engagement avec les Autrichiens à Ulanoff le 11 juin».

Le 22, j'eus l'honneur de dîner chez l'empereur, qui me demanda si je n'avais pas non plus de lettre de V. M.: «J'ai bien regretté le maréchal Lannes, me dit l'empereur; je suis fâché que cette sotte guerre des Autrichiens ait coûté la vie à un aussi brave homme. Je presse Galitzine tant que je le puis, mais cette vieille routine militaire a de vieilles habitudes, qui lui feraient faire des sottises si on ne la pressait par trop. Tout le monde ne connaît pas la guerre comme l'empereur». Je répondis que j'avais depuis longtemps tout dit sur ces retards, que je devais les croire fondés, puisque S. M. ne les avait pas punis, qu'il était de fait que le prince Galitzine ne s'était encore ébranlé, encore en partie, qu'après que le grand-duché avait été évacué.

L'empereur me dit que les Autrichiens avaient dix vaisseaux de guerre devant Arkhangel avec d'autres bâtiments, qu'ils avaient même débarqué à Kola, qu'il recevait la nouvelle qu'on avait signalé de Rével 12 vaisseaux de ligne et 150 autres bâtiments, que ces détails, en y joignant les nouvelles venues d'Angleterre, annonçaient qu'ils préparent une grande expédition contre les ports russes, qu'il avait la certitude qu'il était parti beaucoup de brûlots et de machines incendiaires des ports anglais pour le Nord, qu'il paraissait que les Anglais voudraient tenter quelque opération pour appuyer un mouvement ici, mais qu'il était en mesure de les bien recevoir, qu'ils ne le feraient pas changer de système. «Les affaires d'Espagne, et maintenant celles d'Autriche, ajouta S. M., doivent apprendre à l'empereur à me connaître. Je pense

que Czernicheff me rapportera enfin une lettre. Je suis bien aise que vous ayez reçu ces bulletins, à cause de tous les contes ridicules qu'on faisait: sous peu nous aurons la nouvelle d'une grande bataille, dans laquelle l'empereur prendra tous les avantages que doit lui assurer son génie et ceux qu'on lui a disputés la dernière fois. Au reste, il y a encore cette différence entre lui et les Autrichiens, c'est que, ceux-ci eussent-ils un avantage momentané, ils ne sauraient ni ne pourraient sûrement en profiter, tandis que l'empereur profite des siens, et même de ceux que négligent ses adversaires. D'après cela, il n'est pas difficile de juger du résultat de la guerre. J'ai appris depuis par Anstett, dont Romantzoff vous aura dit que j'ai enfin eu des nouvelles, que les Autrichiens n'ont pas laissé passer le courrier officier que j'envoyais à mon escadre de Trieste. J'espère que ce sot amiral obéira enfin. Vous voyez comme, en tout, on a de la peine à se faire comprendre et obéir comme on le voudrait; mais où sont les hommes que je puis mettre à la place de ceux-là? Si j'eusse été à Trieste, je serais sorti vingt-quatre heures après, car il est de fait que les Anglais n'avaient pas des forces à pouvoir en imposer à ma division. Si j'eusse été à la place de Galitzine, j'aurais passé la frontière un mois plus tôt. M. de Binder a fait des siennes près de l'archiduc Ferdinand (S. M. me montra en même temps la proclamation de ce prince aux Galiciens, que le ministre de Saxe m'avait communiquée deux jours avant). Voilà la marche de ce cabinet et de ses agents. Ils espèrent nous inspirer des soupçons l'un contre l'autre et nous brouiller; cet artifice est trop grossier: vous savez que je me tiens en garde contre toutes ces manœuvres, et je pense que l'empereur en fait de même. Au reste, je veux que cette pièce soit insérée dans la Gazette avec une note ».

L'empereur me dit ensuite que la crue du Danube avait aussi forcé l'avant-garde de son armée en Turquie à rétrograder des premières îles, que ce fleuve avait dans ce moment une étendue qui rendait le passage impraticable, et que cela durerait probablement jusqu'en juin, comme V. M. l'avait dit dans le bulletin.

Lettres à Champagny.

287.

25 Juin 1809.

En accusant encore particulièrement à Votre Excellence la réception de sa dépêche chiffrée du 2 juin, je crois de mon devoir de lui faire quelques réflexions sur ce pays, qui ne seront pas sans intérêt si la politique de l'empereur lui fait attacher encore quelque prix à l'alliance de la Russie.

J'ai toujours considéré cette alliance sous les deux rapports de l'Angleterre et du continent. Sous le rapport de ce qu'elle met pour nous dans la balance contre l'Angleterre et l'empire politique de cette puissance, quoique son action contre elle ne soit de fait que dans l'opinion, la conduite de la Russie a été, je crois, droite, dans l'esprit qui pouvait convenir à notre système. Sous le rapport du continent, par conséquent de la guerre avec l'Autriche, moi qui ai vu de près les choses, je dois à la vérité, si l'empereur n'est blessé que des retards, de dire que l'intention du souverain m'a paru droite et son opinion, comme celle du ministre, prononcée en notre faveur. M. de Romantzoff dit une grande vérité quand il répète qu'ici ils ne sont jamais pressés; je pourrais dire qu'ils sont toujours maladroits et partout mal servis. L'empereur veut tout faire par lui-même: il aime les menus détails au point qu'on ne donne pas un passeport sans son autorisation. Il est facile de juger par là s'il lui reste assez de temps pour les affaires importantes. Aussi tout traîne, et l'expédition de presque tous les ordres s'ajournent; ceux qui sont chargés de les exécuter sont au moins insouciants: tout le monde s'arrête aux détails, personne ne songe à arriver au but. Ajoutez à cela ce que l'esprit d'opposition au système français, qui est assez général, peut avoir fait faire pour paralyser les intentions du maître, et vous aurez la cause de ces retards, qui seraient aussi de la mauvaise foi pour moi, si je n'avais pas été le témoin de tout ce qu'il a fallu et qu'il faut encore d'opiniâtreté au

souverain et au ministre pour résister à l'opinion, pour agir dans le sens du système adopté et pour le soutenir. Le ministre ne peut se sauver qu'en le maintenant, si le souverain s'en écarte, s'il le discrédite, s'il est permis de se servir de cette expression, parce qu'il n'est plus soutenu vis-à-vis du public que par l'opinion qu'on a de son opiniâtreté. Tout changement paraîtrait de la faiblesse, et de là à une catastrophe il n'y a qu'un pas. Tout le monde est trop monté, trop acharné contre l'empereur et le comte de Romantzoff à cause de ce même système, pour qu'ils aient été de mauvaise foi. Distraits par la masse d'opinions qui les menace dans la capitale, ils ont donné peu d'attention au reste. Je ne prétends pas dire qu'ils ne fassent pas cette guerre malgré eux; ma correspondance ne peut laisser de doute sur ce qu'ils pensent à cet égard. J'ai aussi l'opinion, et ils ne s'en sont guère cachés, qu'ils ne se souciaient pas d'entrer dans le grand-duché: ils craignent et évitent toute espèce de rapport avec ce pays, à cause de leur Lithuanie. C'est une chose inouïe à Pétersbourg que de voir les troupes russes agir de concert avec ce qu'on appelle à regret des Polonais. La crainte qu'on a ici du projet qu'on nous soupçonne de vouloir rétablir la Pologne peut avoir paralysé beaucoup de choses: c'est cette crainte, je le crois, qui a fait rester une division en arrière, c'est elle qui fait garder autant de forces sur les côtes, c'est elle qui rend le cabinet méfiant. L'empereur a été mal servi par le prince Galitzine, qui n'est qu'une vieille nourrice habillée en général, qui a tous les préjugés des Russes, qui n'aime par conséquent pas plus notre système qu'il n'aime les Polonais. Pourquoi l'avoir mis là, dira-t-on? Parce qu'il fallait un homme marquant du monde et qui attirât à lui l'opinion, parce qu'il n'y en a pas de meilleur, et qu'un autre russe ou un livonien n'aurait pas mieux fait, témoin MM. de Buxhöwden et de Knorring. Enfin, depuis deux ans bientôt que je suis à Pétersbourg, je n'ai jamais vu l'empereur être obéi comme un souverain doit l'être. Cela explique bien des choses.

Dans cette position, dans celle où les événements d'Allemagne placent l'empereur, tient-il encore à cette alliance, que des retards ont

rendue dans ce moment de peu d'utilité pour lui? Voilà la question. S'il y tient, il faut qu'il entretienne la confiance de l'empereur Alexandre en lui écrivant, et celle de M. de Romantzoff en mettant son ambassadeur à portée de répondre aux choses qu'on ne peut ni ajourner, ni empêcher, telles que les affaires de Suède. Il faut en faire assez pour soutenir vis-à-vis du public le crédit du comte de Romantzoff et la sécurité de quelques autres ministres qui sont bien dans le système. Il faut soutenir ceux qui s'y sont dévoués et, en écrivant, faire la politique de l'empereur Alexandre vis-à-vis de sa nation en même temps que celle de notre cabinet près de lui, partir de cette marche trop négligée vis-à-vis de gens devenus méfiants. Se tenir sur la réserve pour tout ce qui peut les intéresser leur paraitra tout de suite suspect, et ce sera renverser en peu de temps, quelque chose qu'on fasse, le système de l'alliance. Il n'y a encore que l'empereur, M. de Romantzoff, l'amiral Tchitchagoff et quelques autres personnages marquants qui y tiennent d'une manière bien prononcée. Voilà la situation des choses: l'empereur Napoléon peut juger du parti qui convient à ses intérêts. Le sort de l'Autriche, son démembrement sont prévus ici; V. E. aura vu par les comptes que je lui ai rendus qu'on s'y attend, et je ne pense pas qu'on veuille y mettre aucun obstacle, s'il n'est pas question de réunir la Galicie au grand-duché, car, avant les affaires de Ratisbonne comme depuis, dans les succès comme dans les revers qu'on nous suppose, le langage n'a pas changé et la conduite révolutionnaire de l'Autriche l'a perdue ici, autant que l'opinion qu'on a que l'empereur ne pardonnera pas. En tout, l'article de la Pologne est le seul dont on se choque ici. L'empereur Alexandre a de l'admiration pour l'empereur Napoléon, de l'engouement même. Le ministre tient au système comme un gouverneur à son élève. Partout on nous craint et on se méfie de nous. Mais il est une vérité constante, c'est qu'un sentiment secret captive l'empereur Alexandre, c'est que, outre qu'il admire l'empereur Napoléon, il aime la France et les Français de prédilection. L'armée déteste les Allemands, surtout les Autrichiens.

J'ai cru devoir ces détails au bien du service de l'empereur. Pour moi, je ne sais que lui obéir. S'il m'est pourtant permis de faire une réflexion un peu personnelle, mais qui intéresse beaucoup le service, c'est que, dans la position actuelle des choses, il est tout à fait avantageux à l'empereur de me remplacer. La nature de mes relations, l'intimité même où mes fonctions m'ont placé près de l'empereur Alexandre, rendent mon zèle impossible à bien remplir. Pour toute chose, les ministres vont rappeler ce qu'ils m'ont dit, ce qu'ils ont fait, ce qu'ils attendent encore. Un autre ignore tout cela: il partira du point actuel. Je lui remettrai les affaires dans un moment où la confiance n'aura sans doute pas encore tout perdu; tout ce qui le gênera, il l'ignorera. Son silence ne pourra être mal interprété, tandis que le mien sera remarqué, et que, par ce fait seul, toute confiance sera détruite.

288.

26 Juin 1809, deux heures du matin.

Le courrier Bourdais m'a remis les deux dépêches de Votre Excellence datées de Vienne le 2 juin. Je me suis empressé de prévenir le comte de Romantzoff par un billet que l'escadre russe de Trieste était sauvée. Je lui ai ensuite fait passer les bulletins que V. E. m'a envoyés.

Je ne parle plus à V. E. de ce qui est relatif à la correspondance du prince Galitzine avec le Conseil d'Etat du duché de Varsovie, mes précédentes dépêches lui ayant porté depuis longtemps tout ce qui est relatif à cet objet.

M. de Taube, officier suédois, dont j'ai annoncé l'expédition à V. E. par mon dernier courrier, est arrivé ici le 22, porteur de dépêches en date du 9. J'ai vu M. de Romantzoff le 23; il m'a sommairement raconté ce que contiennent ces dépêches et ce que l'empereur voulait qu'on y répondît. Je l'ai revu hier 24. Il m'a donné à lire les

dépêches originales de Suède et ses réponses, déjà signées et approuvées par l'empereur. Une des dépêches est de M. d'Engelstrom, ministre actuel des affaires étrangères, et l'autre de M. de Stédingk; ce dernier n'écrit qu'une lettre de politesse, sur son désir de se rendre à Pétersbourg, de renouer les anciennes relations avec la Suède et d'entretenir le bon voisinage entre les deux états: il se met en route pour profiter des passeports qu'on a demandés pour lui.

M. d'Engelstrom, après avoir notifié l'avènement au trône du duc de Sudermanie sous le titre de Charles XIII, et sa nomination au ministère, parle du prix qu'attache S. M. au rétablissement des relations amicales entre les deux pays; puis il répond à la lettre du comte de Romantzoff dans laquelle on exigeait l'acceptation des trois conditions comme base de toute négociation. Quant à la première, il dit que la Suède, ayant fait en même temps les mêmes ouvertures aux cours de France et de Danemark, a prouvé par là qu'elle ne cherchait pas à séparer la négociation, si les cours alliées voulaient traiter conjointement. Par rapport à la seconde condition, il répond que le roi, en montant sur le trône, a jugé à propos de changer le système de guerre adopté par le roi son neveu, qu'il n'existe maintenant aucune alliance offensive ou défensive avec l'Angleterre, dont on n'a plus reçu de subsides depuis le mois de mars, que le roi attache un grand prix à voir se rétablir les anciennes relations qui unissaient la Suède à la Russie, que la position où les attaques d'un côté et l'attitude menaçante de l'autre ont placé la Suède la forcerait cependant à réunir ses moyens aux moyens offensifs de l'Angleterre si elle ne pouvait obtenir la paix, que le roi désirait en conséquence une suspension d'armes ou un armistice. Tout ce paragraphe semblerait donner à penser que le but de la Suède serait de conserver à tout prix sa neutralité avec l'Angleterre.

Quant au troisième article, relatif à la Finlande, il ne nomme pas cette province, mais il dit que le dévouement et la fidélité de ses habitants font déplorer au roi la cruelle nécessité où il est de les abandonner, mais que, quelque pénible que ce sacrifice puisse être pour

S. M., Elle a la consolation de ne pouvoir se le reprocher, qu'Elle croit le devoir à la tranquillité de ses états, qu'Elle est prête à y souscrire et que M. de Stédingk sera muni des pouvoirs nécessaires.

M. d'Engelstrom revient une seconde fois dans sa lettre sur la possibilité d'une réunion d'intérêt et de moyens avec l'Angleterre, si les conditions tout avantageuses à la Russie que la Suède lui offre n'étaient pas acceptées.

M. de Romantzoff répond qu'il a cru voir dans la lettre de M. d'Engelstrom l'intention où était la Suède de souscrire aux conditions que l'intérêt commun a fait un devoir à la Russie d'établir comme base de toute négociation; que, la réponse au second article ne contenant cependant pas une adhésion pure et simple, l'empereur, fidèle à ses principes de loyauté, lui a prescrit de répondre qu'il tenait à l'acceptation pure et simple des conditions que contenait la première réponse qu'il lui avait fait faire; que, si la Suède n'y consentait pas, il était inutile que M. de Stédingk se mît en route; que, si la Suède, comme l'espérait S. M., souscrivait au contraire d'une manière *pure et simple* à ces conditions, il le prévenait que S. M. l'avait nommé son plénipotentiaire, qu'il se rendrait à Viborg, lieu désigné par S. M. pour les négociations, et qu'il aurait peut-être un collègue; que, ce point, que la loyauté de S. M. lui faisait désirer d'éclaircir avant tout, une fois convenu, la paix serait certainement signée sous quarante-huit heures, ce qui rendrait tout armistice inutile.

La réponse à M. de Stédingk contient à peu près les mêmes choses; le comte de Romantzoff y appuie fortement sur la nécessité de convenir d'avance du second article, dont S. M. ne se départira en rien. Il dit même à M. de Stédingk que, s'il n'avait pas les pouvoirs nécessaires, il ferait un voyage inutile, lui, comte de Romantzoff, ne pouvant se rendre à Viborg que quand il aura reçu les assurances les plus positives à cet égard. On mande à M. le général Barclay de ne le laisser séjourner qu'à Viborg, et on a donné des ordres à Fredrikshamn pour ne point le laisser venir à Pétersbourg. M. de Stédingk ayant déjà demandé à M. Barclay ses passeports en lui annon-

çant que sa cour avait souscrit à ce que désirait S. M. l'empereur, M. Barclay les lui avait envoyés.

«La question, m'a ajouté M. de Romantzoff, se réduit donc à ceci: ou la Suède accepte nos trois conditions et accède par conséquent à votre système et au nôtre contre l'Angleterre, alors cela remplit votre objet, et la paix est faite; ou elle ne veut que nous faire une cession et point accéder au système, par conséquent ne rien faire contre l'Angleterre, qui est l'ennemi que vous avez le plus d'intérêt à combattre, alors nous ne voulons pas des avantages qu'elle nous offre. L'empereur aurait l'air de profiter de la circonstance où l'Angleterre obtient quelques avantages et où l'empereur Napoléon a un ennemi de plus dans l'Autriche, pour en avoir un de moins; quel que soit cet avantage, et l'ambassadeur et vous connaissez assez la position de l'empereur et la mienne ici, ainsi que l'opinion, pour savoir combien un résultat comme la paix avec la Suède serait nécessaire dans la circonstance actuelle, en un mot, combien il importe qu'un résultat quelconque parle aux yeux du public en faveur du système que nous avons embrassé, quel que soit cet avantage, dis-je, M. l'ambassadeur, s'il en donne un contre vous à l'Angleterre, s'il affaiblit le système de l'alliance, l'empereur n'en veut pas. Nous marchons lentement, il est vrai, vous nous l'avez quelquefois reproché, mais, à cet égard, j'ai eu l'honneur de m'expliquer avec l'empereur Napoléon lui-même, comme avec vous. Nous ne nous pressons jamais, pas même pour nos intérêts personnels: les affaires de Suède en sont la meilleure preuve. Je pourrais vous citer aussi celles de Turquie, et ce serait peut-être de quelque poids près de vous, car vous savez que j'ai du faible pour ce côté-là. L'empereur a voulu que je vous montrasse les lettres originales de Suède et nos réponses signées: M. de Taube est chez moi, j'attendais seulement pour les remettre que vous les eussiez lues». Le ministre, continuant à peu près sur le même sujet, me dit que je voyais quelle conduite l'empereur tenait dans une affaire qui touchait leurs plus chers intérêts: «C'est dans tout ce qui est dirigé contre l'Angleterre que nous vous prouverons notre fidélité à votre cause. Nous voulons, il

est de notre intérêt, que l'influence de votre cabinet augmente plutôt qu'elle ne diminue. Vous verrez avec le temps, M. l'ambassadeur, que nous aurons puissamment servi l'alliance et surtout fidèlement. L'empereur Alexandre veut le maintien de la paix: tout ce qui amènerait une réaction est donc contre ses intérêts, comme contre ses vœux, qui sont tous pour votre cause. A cet égard, je défie que vous soyez meilleur français que moi, et plus amoureux, j'ose le dire, de la gloire de l'empereur Napoléon. Permettez que nous causions, non comme ministre et comme ambassadeur: avez-vous quelques nouvelles d'Espagne? Celles qui nous reviennent par les gazettes anglaises ou par Paris nous affligent. L'empereur est meilleur juge que moi, mais j'ai fait, je vous l'avoue, quelquefois un vœu secret pour lui voir prendre un grand et courageux parti sur le sort de ce pays, afin de le soustraire à l'influence de l'Angleterre et surtout pour lui arracher les Amériques. L'empereur sait avec quel empressement nous avons reconnu le roi Joseph et nous reconnaîtrions tous les changements que ses intérêts le mettraient dans le cas de faire dans ce pays. Je vous l'avoue, je voudrais voir l'empereur tout à fait à son aise sur l'Espagne: d'une part, les affaires d'Autriche, que sa présence finira bientôt malgré cela, en iraient plus vite, et il ferait là tout ce qu'il voudrait; de l'autre, peut-être arriverait-il à la paix avec l'Angleterre. Cela mettrait peut-être tout dans le même sac, car je ne crois pas que l'Angleterre s'intéresse beaucoup à l'Autriche. Cette conversation de particulier à particulier vous prouvera, M. le duc, que je me crois dans ce moment dans le cabinet de l'empereur Napoléon, et ce prince daignait, je me le rappelle avec reconnaissance, ne point prescrire de borne à mon zèle. Vous aurez sûrement sous peu de jours un courrier qui nous apprendra de grandes choses».

Dans la conversation sur la Suède, le ministre me demanda si j'avais des pouvoirs ou des ordres pour cette négociation. Je lui répondis que non. Il n'en fut plus question. Par ce que m'a dit le comte de Romantzoff et ce qui m'est revenu d'une conversation qu'il a eue avec le ministre de Danemark, il paraît qu'il regarde la Suède et le ministère actuel comme tout anglais, *enragés* même, a-t-il dit.

M. de Stédingk a fait dire au consul de Suède par M. de Taube de lui chercher une maison. Il m'est revenu que cet officier a donné à entendre à ce consul et à quelques personnes qu'il a vues que la Suède pourrait consentir à fermer aux Anglais les ports de la Baltique, mais jamais ceux de la mer du Nord. A en croire cet officier, elle fera tout pour conserver la neutralité de ceux-ci, ou, au moins, celle du port de Gothenbourg. Quant à la Finlande, il a dit tout haut que ce point ne ferait pas de difficulté, qu'on regardait déjà cette province comme perdue.

Le ministre m'a ajouté ensuite: « On dit en ville, et vous voyez sur ma table la preuve que j'en ai pris note, que M. de Binder s'est arrêté trois jours à Brzesc. Je veux avoir des renseignements sur cela». A propos de M. de Binder, l'empereur m'a donné l'ordre de faire insérer dans la Gazette, avec une note, la proclamation de l'archiduc aux Galiciens. J'ai le tort de ne pas l'avoir fait, mais cela le sera aujourd'hui.

Le comte de Romantzoff me parla ensuite des bâtiments et vaisseaux qui avaient paru dans la Baltique et me dit qu'il avait pensé un moment qu'ils ramèneraient les équipages de la flotte de Lisbonne, mais qu'il était probable, s'ils avaient le projet d'incendier quelques ports, comme tout l'annonçait, qu'ils ne les rendraient qu'après, afin de ne pas augmenter les moyens qu'on pourrait leur opposer. « Tout ce que nous apprenons, m'ajouta-t-il, d'Angleterre et même de la Baltique, prouverait, au reste, qu'ils veulent tenter quelque chose contre Cronstadt pour essayer sans doute jusqu'où peut aller le zèle de leurs partisans ».

Il me parla ensuite de la Prusse. Il me dit que M. d'Oubril venait de le prévenir qu'un colonel autrichien envoyé par l'empereur près du roi était arrivé à Kœnigsberg le 18. Je crois que M. d'Oubril lui mandait qu'on ne lui avait rien communiqué, qu'il paraissait, par ce qu'il avait appris des meilleures sources, que cet officier était chargé de renouveler, au nom de l'empereur même, les propositions faites par l'archiduc Ferdinand, et de témoigner combien la réponse faite à

ce prince avait peiné l'empereur. M. d'Oubril, sans s'expliquer sur ces propositions, dit qu'on assure que cet officier aura la même réponse que le précédent, que le roi répète qu'il a des engagements et que rien ne peut l'en détacher. «Du reste, ajouta le ministre, il paraît que la manière franche dont l'empereur s'est expliqué sur ce qui s'est passé à Berlin n'a pas plu, car M. de Schöller n'est pas encore revenu et nous bat froid. M. de Schladen m'a remis une note fort sèche au sujet de quelques colons. La mort de Schill est positive, a-t-il continué; cela en imposera à toutes les mauvaises têtes, et me fait grand plaisir, car ces levées de boucliers de particuliers peuvent avoir beaucoup plus de conséquences que celles de princes, comme celui de Brunswick-Œls».

M. de Romantzoff m'a montré la lettre de M. Anstett dont j'ai parlé à V. E. dans ma dernière dépêche. Il est parti de Vienne le 8 mai et s'est rendu directement à Cracovie, où il n'est arrivé que le 5 juin. Tout ce qu'il mande roule sur les difficultés sans nombre qu'on a faites jusqu'à cette époque pour lui donner ses passeports, ensuite sur celles qu'il a éprouvées en route. Il entre dans le détail sur ce qu'il a été obligé de payer pour les russes peu aisés qui habitaient Vienne, et qui ne pouvaient voyager aux prix où étaient alors les moyens de transport. Il mande qu'il se rend dans sa terre à Koch en Galicie (16 milles de Brzesc).

289.

Rapport à Napoléon.

3 Juillet 1809.

Le 2, j'eus l'honneur de dîner chez Sa Majesté, qui me remercia de lui avoir envoyé à Cronstadt les 16e et 17e bulletins.

L'empereur me dit ensuite: «Romantzoff m'a rendu compte de la conversation qu'il a eue avec vous. Je ne vois pas pourquoi vous

séparez cette négociation de Suède: j'avais cru servir vos intérêts en ne la séparant pas. Quant aux miens, je saurai stipuler pour eux; puisque vous négocierez de votre côté, cela ne me nuira pas».

Je représentai que V. M. avait au contraire cru le servir en lui laissant l'initiative de tout et en s'expliquant aussi franchement avec les Suédois sur la cession qu'ils doivent faire, etc., etc. L'empereur ne répondit pas; ensuite il plaça dans la conversation que les pièces qu'il m'avait fait remettre, comme ce qu'il m'avait dit précédemment, devaient prouver tout le prix qu'il avait mis à soutenir le système adopté contre l'Angleterre. Je répondis que cette division dans les négociations ne changeait rien au fond de l'affaire, que V. M. m'ordonnait même de favoriser autant qu'il était en mon pouvoir tout ce qui pourrait, dans la négociation, être avantageux aux intérêts de la Russie.

L'empereur me dit ensuite que le prince Galitzine marchait sur Sandomir, qu'il y était sans doute maintenant ou qu'il aurait eu une grande affaire avec les Autrichiens, qu'il marcherait toujours dans la direction d'Olmutz, comme cela avait été convenu.

Je demandai à l'empereur d'expédier M. d'Hervas à V. M., ne voyant pas se réaliser l'espoir de le voir servir activement avec moi à l'armée de Galicie. L'empereur me dit de l'envoyer par le quartier général du prince Galitzine, pour qu'il en portât des nouvelles à V. M., ce que j'acceptai. L'empereur ajouta: «Il fera un immense détour, mais n'importe, il n'y a pas d'autre moyen de donner des nouvelles de cette armée à l'empereur. Il en a eu, au reste, par Gorgoly et Gagarine, comme par votre jeune Lespinay».

Au spectacle de l'Ermitage, le même jour, j'étais à côté de S. M., qui causa beaucoup avec moi, mais de choses indifférentes. En voyant Mlle Bourgoin dans le rôle de Zaïre, il me dit: «Cela me rappelle Erfurt».

290.

Lettre à Napoléon.

4 Juillet 1809.

Votre Majesté trouvera ci-joint mon rapport du 4 juillet. L'empereur Alexandre croit toujours, relativement à sa position, ***avoir fait l'impossible,*** dit-il, même depuis que les lenteurs du prince Galitzine ont fait perdre Sandomir. La réserve, le silence même de l'empereur me décèlent qu'il est blessé; ses formes n'ont cependant pas changé, surtout en public: je le vois aussi souvent, il me traite personnellement avec la même bienveillance, mais il coupe court à toutes les conversations d'affaires, et sans abréger les entretiens, ce qui fait que le public ne s'aperçoit de rien.

Si j'en crois une voie indirecte, dans une dernière conversation avec l'empereur, le comte de Romantzoff lui aurait dit que la tournure donnée aux affaires de Suède autant que le peu de ménagements gardé dans les proclamations ***en masse aux Polonais,*** ainsi que le silence de V. M. envers l'empereur, dénotaient que ses succès en Autriche faisaient qu'Elle se souciait maintenant beaucoup moins de l'alliance de la Russie et qu'Elle doutait même de ses intentions. «Il y a des moments où l'empereur Napoléon soupçonne tout le monde, ajouta-t-il. Je l'ai vu comme cela à son retour d'Espagne: il avait oublié notre conduite dans les affaires de ce pays et à Erfurt, et il se méfiait de V. M., de moi, de tout le monde. Il me disait lui-même que cette guerre d'Autriche n'était peut-être pas pour nous le cas de l'alliance, sans doute pour me sonder, mais tout cela ne me faisait rien, je ne m'effarouchai pas, je savais que V. M. tenait avant tout à l'alliance. Dans tout ceci, l'empereur Napoléon calcule ce que nous aurions pu faire d'après ce qu'il a fait pour lui; il ne voit que ce qu'il a voulu et qui n'a pas entièrement rempli son but, et ne nous tient pas compte de tout ce qu'il a fallu surmonter pour le servir comme nous l'avons fait, parce que le fond de son caractère, essentiellement politique, le

porte toujours à soupçonner. Il faut voir en lui un grand homme qui ne se maîtrise pas toujours; il n'y a pas de cadre pour son génie. Les guerres du continent l'entraînent toujours au delà de son but: aussi lui demandai-je, quand j'ai eu l'honneur de prendre congé de lui et qu'il daigna m'assurer qu'il me conservait une place dans sa bienveillance, de ne pas oublier *mon amie l'Angleterre*». L'empereur, m'ajoute-t-on, répondit dans le même sens, cependant comme un prince un peu choqué. Le résumé de cette conversation fut, me dit-on, qu'il fallait observer, mais tenir au système de l'alliance, tout faire pour la conserver, mais ne pas mettre plus de formes vis-à-vis de nous qu'on n'en mit, disent-ils, vis-à-vis d'eux. D'après ce qui me revient d'autre part et ce que je vois, on est fidèle à ce principe, mais pas plus actif qu'on ne l'était avant.

Jamais la société n'a été plus déchaînée: cela tient aux nouvelles dont le commerce nous alimente et à la prétendue apparition des Anglais. On parle, plus hautement qu'on ne l'avait encore fait, d'une catastrophe; l'empereur, avec raison, ne s'en inquiète pas, car ces gens-ci bavardent trop pour être dangereux. Les nouvelles de Moscou et de l'intérieur sont bonnes; les proclamations des Autrichiens leur ont fait perdre beaucoup de partisans.

On parle vaguement de la levée annuelle des recrues, qu'on annonce devoir être de 60.000 hommes: l'année dernière, elle n'a été que de 40.000.

291.

Lettre à Champagny.

4 Juillet 1809.

Le courrier Bougnolle, qui a fait un grand détour en passant par Francfort, ne m'a remis que le 30 juin les dépêches de Votre Excellence du 12. L'empereur était ce jour-là à Cronstadt, pour en inspecter l'armement. On s'attend toujours à une attaque de la part des

Anglais, mais tout me paraît bien disposé pour les recevoir. Ils ont brûlé et détruit à Kola tous les établissements du gouvernement, de même que ceux de la compagnie de la mer Blanche, et pris quelques bâtiments chargés de grains pour la Norvège. On regrette les établissements de Kola, parce que cette colonie prospérait beaucoup et que ce port au milieu de cette mer de glace est le seul qui ne gèle jamais.

Depuis la réception des dépêches de V. E., j'ai eu l'honneur de dîner chez l'empereur et j'ai vu plusieurs fois ce prince, ainsi que M. de Romantzoff. Ce ministre m'a donné connaissance de différentes lettres qu'il a reçues de Leipzig, de Berlin et de Kœnigsberg. Les nouvelles de Saxe annoncent que le roi de Saxe s'est retiré à Francfort; celles de Berlin, qu'il y a dans toute l'Allemagne une grande fermentation, que le roi de Westphalie a quitté Cassel et est à la tête de ses troupes pour se réunir au duc de Valmy contre le corps autrichien qui est rentré en Saxe. Le prince Repnine mande qu'il attend à Berlin, d'après le conseil de M. de Saint-Marsan, une réponse de M. de Strub, qui est près du roi, et auquel il a envoyé un courrier pour prendre les ordres de S. M., désirant se rendre auprès d'Elle, selon les ordres qu'il a reçus.

Toutes ces lettres d'Allemagne s'accordent sur les on-dit suivants: que toutes les coteries, toutes les classes répètent que l'anéantissement de la Prusse est arrêté dans l'opinion de l'empereur Napoléon, que les ménagements gardés par le roi et la fermeté même avec laquelle il résiste à l'opinion de toute sa nation ne le sauveront pas, qu'on cherchera un prétexte dans l'impossibilité où on l'a mis de payer ce que la convention de Berlin exige, ce dont elle ne lui donnera d'ailleurs pas le temps. Si l'empereur Napoléon réussit contre l'Autriche, la perte de la Prusse ne peut, dit-on, être ajournée, car il veut prendre la Silésie pour lui, placer le roi de Westphalie à Berlin, et, sur toutes choses, étendre le royaume de Pologne jusqu'à la Baltique. MM. d'Oubril et de Repnine, en parlant de ces bruits de Berlin et de Kœnigsberg, ajoutent que le roi n'est pas ébranlé par l'agitation qui règne autour de

lui, qu'il paraît décidé à rester attaché au système qu'il a embrassé et à ses engagements envers la France, mais ils ajoutent que l'exaspération des esprits est telle qu'on ne prévoit pas jusqu'où elle peut aller; le prince Repnine dit qu'à Berlin elle est poussée jusqu'au plus haut degré. D'après les lettres de M. d'Oubril, il paraît qu'à Kœnigsberg, les esprits, quoique aussi animés, sont cependant plus soumis et retenus par le respect qu'on a pour les vertus du roi. Il mande que la reine se conduit bien; il dit aussi que le colonel autrichien envoyé par l'archiduc Ferdinand est parti, que sa conduite envers le roi a été insolente, qu'il a répondu à M. de Nagleff de la manière la plus ironique, qu'il a été impossible, malgré les insinuations et même les avis réitérés qu'on lui a donnés, de le faire partir plus tôt que quarante-huit heures après lui avoir remis une réponse, qu'il montrait hautement son mécontentement contre le roi, que ce prince a fait répéter à M. d'Oubril de même qu'à M. de Clérembault que rien ne pouvait le détenir de ses engagements envers l'empereur Napoléon et des promesses qu'il avait faites à l'empereur Alexandre. D'après les nouvelles de Vienne que contient cette même lettre, il ne s'était rien passé jusqu'au 16 juin.

M. de Khanikoff mande le 22 d'Eisenach, où il attendait des chevaux pour rejoindre le roi de Saxe, qu'il paraît que les corps autrichiens qui ont occupé Dresde et Bayreuth ne sont pas aussi forts qu'on l'avait d'abord dit, et que les Hollandais et d'autres troupes se réunissent pour venir au secours de la Saxe.

M. de Romantzoff, après m'avoir donné ces nouvelles, m'a ajouté que l'empereur, lorsqu'il les lui avait communiquées, lui avait répondu que tout cela ne signifiait rien, que l'union constatée de la Russie et de la France, le voyage de Madame la grande-duchesse de Weimar en Allemagne, suffisaient pour contenir les esprits dans le Nord, qu'on bavarderait, mais qu'on ne ferait rien, qu'une bataille que l'empereur Napoléon gagnerait finirait tout cela. M. de Romantzoff m'a ensuite montré des nouvelles de Dantzig, de Hambourg et de Hollande d'après lesquelles il paraît que le parti pris par la Russie, sa coopération contre

l'Autriche, en a imposé à tous les agioteurs et changé même les projets des Anglais et des Autrichiens sur le nord de l'Allemagne.

M. de Romantzoff m'avait remis le 28 les pièces de la négociation avec la Suède, dont V. E. trouvera les copies ci-jointes. Depuis l'arrivée de mon dernier courrier, il m'a demandé si j'avais une réponse relativement aux affaires de ce pays: je me suis acquitté des ordres de V. E. Ce ministre ne m'a pas paru satisfait de cette réponse; il m'a cependant dit: «Quant à ce qui est de notre intérêt personnel, cela ne me contrarie en rien. Je ne chercherai pas, par un langage politique dont personne n'est plus dupe, à diminuer les avantages que nous recueillons par l'acquisition de la Finlande; ainsi la seule réflexion que j'ai à faire sur le parti pris par l'empereur Napoléon, et qu'il était sans doute bien maître de prendre, c'est que cela ne constate pas l'alliance et ne fait rien pour amener le résultat que nous devons en espérer, de réduire l'Angleterre à la paix. Voilà l'ennemi véritable, celui qu'il faut combattre et qu'on oublie dans toutes les affaires du continent. L'empereur nous avait fait dire qu'il n'avait pas voulu recevoir les députés suédois: si, depuis trois mois que ces affaires durent, il nous avait au moins fait donner cette réponse plus tôt, nous n'aurions pas retardé nos affaires pour tenir au premier et second des articles préliminaires. Car vous savez depuis longtemps que la cession de la Finlande n'a jamais fait question dans la paix avec la Suède, qu'elle en a fait le sacrifice dès le principe, et qu'elle ne tenait qu'à ne point rompre ses relations de commerce avec l'Angleterre. Quant à ce qui pouvait nous intéresser dans ces relations, la fermeture des ports de la Baltique, il ne nous était et ne nous sera pas difficile de l'obtenir. L'empereur Napoléon a cent fois plus d'esprit que moi, aussi j'aime à penser qu'il jugera notre conduite dans tout ceci comme elle doit l'être. Le parti que vous avez pris ne fait au reste que simplifier notre affaire et rendre notre paix plus facile à conclure. Vous préférez traiter à Paris, rien ne nous nuit en cela, mais sur quelles bases? L'empereur, qui doit naturellement avoir plutôt de la bienveillance, de l'intérêt pour la Suède, plus que de l'inimitié, ne voudra peut-être

pas la ruiner, la mettre au désespoir en l'obligeant à rompre ses relations de commerce avec les Anglais. Dans l'état de choses actuel, nous qui ne lui voulons pas de mal, qui désirons même sincèrement sa prospérité intérieure, car je vous l'ai dit, M. l'ambassadeur, quelque avantage que nous offrissent la position où est ce pays et nos succès, nous n'avons jamais eu la pensée d'en profiter pour nous agrandir au delà de la Finlande, ou de faire en Suède des établissements à notre convenance; nous n'avons aucune raison pour chercher à lui nuire, quand elle ne nous nuit d'ailleurs en rien. Quelles sont les intentions de l'empereur sous le rapport de la seconde condition, car c'est celle qui a tout retardé pour nous? Il faut en finir pour votre intérêt, mais comment régler ce point? J'ai répondu que les intentions générales de mon cabinet m'étaient bien connues, que tout ce qui constatait l'alliance, par conséquent le système continental contre l'Angleterre, tout ce qui pouvait la gêner était la base de sa conduite et devait être celle de tous les actes qu'étaient dans le cas de faire les alliés, qu'on pouvait stipuler ici que ce qui serait réglé sur cette seconde condition à Paris serait adopté également à la cour de Pétersbourg».

Le ministre réfléchit sur ce moyen sans l'adopter ni le regretter. Il plaça dans la conversation qu'il était de notre intérêt que leurs affaires avec la Suède se terminassent pour qu'ils eussent quelques corps disponibles. «Car, m'a-t-il dit, avec la guerre sur nos frontières, c'est une chose sans exemple et qu'on ne pourra croire un jour, que nous n'y ayons pas un seul régiment pour s'opposer même aux tentatives d'un corps franc: nous avons tout mis en Galicie pour servir votre cause. L'empereur gagnera la première bataille, je le crois, je ne doute pas plus de ses succès que de son génie, mais, dans l'état où est l'Allemagne, avec la disposition des esprits, si les Anglais y jetaient quelques troupes, s'il y éclatait des mouvements, soyez sûr qu'il ne sera que très avantageux pour vous qu'on sache que nous avons quelques corps disponibles. Le temps, si vous tenez à notre alliance, vous prouvera ce que nous valons: nous avons été et nous sommes sans arrière-pensée; je vous ai dit, comme l'empereur, ce que nous avions sur le

cœur et dedans. Puis, notre conduite a dû nous faire apprécier. Je ne fais point de politique avec vous, non pas parce qu'on n'en est plus la dupe, mais parce que je tiens par système politique à l'alliance, par admiration à l'empereur, et à vous par confiance et intimité. L'empereur Napoléon m'a souvent dit, dans certains moments, que les alliances n'étaient que des trèves, mais il ne m'a pas persuadé pour celle-ci, s'il tient comme nous au grand but qui l'a fait contracter et qui l'a cimentée depuis. J'ai répondu à l'empereur Napoléon, continua M. de Romantzoff, que cette alliance était une grande chose, immense même par ses résultats si elle durait, que le temps le prouverait s'il ne la sacrifiait pas à des épisodes, mais que ce n'était rien, comme S. M. le disait quelquefois, si elle ne durait pas. Mon opinion, continua M. de Romantzoff, n'a pas changé; aussi notre conduite n'a-t-elle pas varié: nous avons toujours agi dans le sens du système de l'alliance, à laquelle nous tenons fortement».

Ce ministre m'a plusieurs fois répété, en me parlant des résultats probables de la guerre, que, quoiqu'il ne fût point de l'intérêt de la Russie que la France augmentât sa puissance, cependant il serait encore plus contraire à cet intérêt bien calculé de la laisser diminuer, en un mot, que, si les choses ne pouvaient rester comme elles étaient, lui et l'empereur désiraient que notre influence s'accrût plutôt que de diminuer, que ce principe, qui serait la base de toute leur conduite, devait prouver à l'empereur Napoléon la franchise avec laquelle ils marchaient dans le système de l'alliance. Toutes mes réponses ont pour but de lui prouver que nous ne tenions pas moins à l'alliance que lui. Je lui citai comme preuve l'initiative que nous lui laissions dans les affaires de Suède, notre fidélité à remplir les engagements contractés avec eux. Le ministre m'a paru peu persuadé de ce que je lui disais et m'a répété tout ce qu'il m'avait déjà dit sur la conduite de la Russie.

M. de Romantzoff m'ayant parlé de la reprise de Sandomir par les Autrichiens, de la réunion des princes Galitzine et Poniatowsky, je lui ai dit que le premier ne s'était pas pressé de soutenir l'alliance,

que la reprise de Sandomir en était la preuve. Il m'a expliqué, comme toutes les fois qu'il est question d'affaires militaires, qu'il n'est point militaire, qu'il n'entend rien à cela, mais il a ajouté qu'il pouvait m'affirmer que les ordres de l'empereur ne pouvaient être plus précis. Je ne me suis pas étendu sur cela, mais je me suis expliqué, dans le sens dont V. E. m'en parle dans ses dépêches, sur les mouvements de la Galicie. Le comte de Romantzoff m'a cité de prétendues proclamations répandues dans ce pays, dans lesquelles on fait, m'a-t-il dit, un appel en masse aux Polonais. Je me suis tu dans cet instant sur ce que me mande V. E., que le prince Poniatowsky prendra possession de la Galicie au nom de l'empereur Napoléon et non pas comme d'une conquête du grand-duché; je placerai cela dans un autre moment, car maintenant cela n'activerait peut-être pas la marche ni les opérations du prince Galitzine. Ce général, comme l'aura sans doute remarqué S. M., en écrivant au gouverneur du grand-duché pour demander qu'on assurât en Galicie la subsistance de son armée, a débuté d'une manière qui ne gêne en rien.

Si j'en crois ce que m'a dit le ministre de la guerre et les autres renseignements que j'ai, toute la correspondance ministérielle avec le prince Galitzine le presse d'agir plus vigoureusement et surtout de *marcher de l'avant* pour seconder l'empereur Napoléon: c'est l'expression dont on s'est servi avec moi.

M. de Schwartzenberg, en renvoyant le feldjäger qui lui avait été donné pour l'accompagner jusqu'à la frontière, a écrit au comte de Romantzoff pour le remercier des égards et des attentions qu'on a eus pour lui. Il mande que l'état de la Galicie ne lui a pas permis de passer par cette frontière, et qu'il a été jusqu'en Moldavie, d'où il se rend dans les Etats autrichiens.

Les nouvelles d'Allemagne et du Tyrol sont le thermomètre de l'opinion de la société. L'attaque qu'on semble craindre sur Cronstadt, les pertes éprouvées à Kola, tout cela a monté un peu les têtes, exaspérées contre l'empereur et le comte de Romantzoff. On ne garde depuis quelques jours aucun ménagement dans les propos;

les circonstances font que cette agitation est plus forte qu'elle n'a jamais été, mais rien n'annonce qu'elle puisse cependant avoir des conséquences inquiétantes: tout le monde crie, mais il n'y a pas de chef et aucun moyen de réunion, tout le monde étant à la campagne.

V. E. trouvera ci-joint copie de la réponse de l'agent de S. M. à Bucharest, auquel j'avais écrit pour faire passer ces dépêches à M. de Latour-Maubourg, dans le cas où le maréchal Prozorowsky n'aurait aucun moyen. Ce général mande en effet qu'on n'a pu envoyer ces dépêches, ajoutant que tout officier ou courrier qu'il en aurait chargé aurait certainement été massacré en traversant l'armée turque, si même on était parvenu à le faire passer aux premiers avant-postes.

M. le comte de Kotchoubey est arrivé ici avec sa femme: le langage qu'il tient sur Paris est convenable.

Le prince Czartorysky est également de retour de son voyage.

292.

Rapport à Napoléon.

10 Juillet 1809.

Le 7, j'eus l'honneur de dîner chez Sa Majesté, qui m'a dit que les Anglais recevaient de nombreux renforts dans la Baltique, qu'ils avaient attaché une chaloupe canonnière à chaque vaisseau ou bâtiment de guerre employé dans cette mer, et qu'ils s'en servaient avec beaucoup d'avantage pour gêner les communications avec la Finlande, même celles entre les deux rives du golfe de Bothnie, où ils avaient des frégates et d'autres petits bâtiments qui annonçaient le projet de faire une descente, qu'il avait reçu le matin un courrier qui lui annonçait des dispositions pour attaquer Cronstadt ou Rével avec des brûlots et d'autres moyens incendiaires. «En tout, me dit l'empereur, toutes les nouvelles d'Angleterre et même de Suède me confirment qu'ils veulent tenter quelque chose, parce qu'ils sont dans l'opinion que le premier coup de canon qu'ils tireront fera une révolution ici. J'ai à

cet égard des données qui ne laissent pas de doutes; tout ce que je désire, c'est qu'ils viennent: vous verrez comme je les recevrai, eux et leurs adhérents».

S. M. me parla ensuite du prince Galitzine; Elle me dit qu'il lui avait écrit de Léopol qu'il occupait Jaroslav et marchait sur Cracovie, que sa cavalerie avait culbuté une arrière-garde autrichienne, l'avait vigoureusement sabrée et lui avait pris un officier et une cinquantaine de soldats, que toutes les divisions étaient réunies, qu'on ne s'arrêtait pas, qu'il paraissait que les Autrichiens voulaient tenir à Cracovie, qu'il espérait qu'on les y culbuterait. L'empereur ajouta qu'on tendrait là la main à V. M., qu'il était fâcheux que le prince Galitzine n'eût que des moyens si éloignés de communiquer avec V. M., qu'ils étaient en quelque sorte nuls, puisqu'il fallait faire passer les officiers par Magdebourg. S. M. me demanda quand partait M. d'Hervas, me dit qu'Elle désirait qu'il vît par lui-même comment les choses se passaient là, afin que V. M. connût la position et l'état de cette armée. Je répondis qu'il attendait l'audience de congé que S. M. m'avait fait espérer pour lui: l'empereur la fixa après la parade du dimanche.

L'empereur me remercia de l'ordre du jour sur la bataille de Raab, me dit qu'il n'avait jamais douté des succès de V. M., que les Autrichiens se trouvaient dans la plus mauvaise position, que le gain de cette bataille était une chose immense, non seulement pour la position militaire, mais pour les subsistances de l'armée et de Vienne. «L'empereur passera maintenant le Danube où il voudra, me dit-il. Nous arrivons dans le dos des Autrichiens: on ne conçoit rien à cette position». Dans la conversation, il me répéta deux fois qu'il était certain que V. M. était contente de tout ce qui s'était fait ici, même maintenant des opérations de l'armée du prince Galitzine. Il me parla longtemps de la France, de l'administration publique, du système financier, de Paris, etc. Il me dit qu'il avait longuement causé sur tout cela avec M. de Kotchoubey, qui lui en avait parlé avec admiration.

Le 9, l'empereur daigna me recevoir après la parade pour se faire présenter M. d'Hervas, auquel il dit: «Rappelez-moi au souvenir de

l'empereur; dites-lui que j'espère que nous nous joindrons et que je le verrai. Vous allez faire un long voyage; dites à l'empereur tout ce que vous verrez. Ce sera sans doute bien près de Cracovie, au moins au delà de Tarnow, que vous rejoindrez le prince Galitzine».

L'empereur me donna ensuite une audience. Il me dit que des nouvelles qu'il avait reçues le matin lui annonçaient que les Anglais venaient de recevoir encore un renfort, qu'il n'avait rien de Suède, que le général Gardanne était arrivé à Moscou, que le gouverneur l'avait invité en son nom à se rendre à Pétersbourg, qu'il avait répondu qu'il se déciderait sous quelques jours. S. M. ajouta qu'Elle avait des nouvelles de l'Allemagne qui lui annonçaient que le roi de Westphalie ainsi que le duc de Valmy avaient réuni des moyens plus que suffisants pour repousser le corps autrichien qui avait envahi la Saxe.

293.

Lettre à Napoléon.

12 Juillet 1809.

Comme l'empereur Alexandre me l'a proposé, j'expédie à Votre Majesté M. d'Hervas, mon aide de camp, qui me demandait depuis longtemps à rejoindre l'armée, par le quartier général du prince Galitzine, qui écrit par un courrier arrivé hier qu'il marche sur Cracovie. Celui que j'expédierai sous peu de jours à V. M., devant arriver avant M. d'Hervas, sera porteur de mon rapport. L'empereur part le 16 pour clore les Etats de Finlande: il ne sera que six à sept jours absent; le comte de Romantzoff le précède de quarante-huit heures. On n'a point de réponse de Suède, quoiqu'il y ait déjà dix-huit jours qu'on a expédié la dernière.

Une lettre de l'amiral Seniavine annonce le prochain retour des matelots russes; cependant on ne l'espère pas avant le mois de septembre.

Les Anglais couvrent la Baltique; ils tâtent partout, mais n'entreprennent rien. Ils ont renvoyé à Vindau par un parlementaire vingt matelots qu'ils avaient pris sur un bâtiment marchand russe.

294.

Lettre à Champagny.

12 Juillet 1809.

J'ai reçu le 7 la dépêche de Votre Excellence du 16 juin. J'ai communiqué sur-le-champ à l'empereur, chez qui j'ai eu l'honneur de dîner le même jour, le bulletin de la bataille de Raab.

S. M. m'a dit qu'Elle regardait ce succès comme très important, non seulement sous le rapport de la position militaire, mais parce qu'il assurait les subsistances de l'armée et de Vienne, que l'empereur pourrait maintenant passer le Danube où il voudrait, tandis que les Russes arrivaient sur les derrières de l'armée autrichienne, qui lui paraissait dans une très mauvaise situation.

S. M. a reçu des nouvelles du prince Galitzine. Il lui écrit de Léopol qu'il occupe aussi Jaroslav et marche sur Cracovie, où il paraît que les Autrichiens voudraient faire quelque résistance. Il y a eu une affaire où la cavalerie russe a culbuté une arrière-garde autrichienne et a fait prisonniers un officier et une cinquantaine d'hommes.

L'empereur m'a répété deux fois dans la conversation qu'il était certain que l'empereur Napoléon était content de tout ce qui s'était fait ici, même maintenant des opérations de l'armée du prince Galitzine.

Les Anglais ont reçu de nombreux renforts dans la Baltique. L'empereur, d'après les avis qu'il a reçus, pense qu'ils veulent attaquer Cronstadt ou Rével avec des brûlots et d'autres moyens incendiaires. S. M. m'a dit encore que les nouvelles d'Angleterre et de Suède lui donnaient la certitude que les Anglais voulaient tenter quelque chose, dans l'idée que le premier coup de canon qu'ils tireront fera éclater une

révolution à Pétersbourg: «Mais, m'a ajouté S. M., je désire qu'ils viennent: vous verrez comme je les recevrai, eux et leurs adhérents».

Les Anglais interceptent toute espèce de navigation, même le cabotage; ils laissent seulement entrer les bâtiments sur lest: il y a à cet égard un ordre formel de l'amiral Saumarez. Leur escadre étant disposée comme une chaîne, et, par ce moyen, interrompant toute communication, même entre les deux côtes du golfe de Bothnie, on n'a aucune nouvelle des équipages de l'amiral Seniavine, dont on annonçait le prochain retour, et que le gouvernement croyait sur les premiers bâtiments anglais qui ont paru dans la Baltique.

Il paraît que le gouvernement suédois consent à la cession de la Finlande jusqu'à Tornéo, mais point jusqu'à Kalix, et que ce sera l'objet de difficultés. Beaucoup de personnes doutent même que la paix avec la Suède soit faisable, si on tient à ce qu'elle ouvre ses ports ou rompe ses communications avec l'Angleterre.

On assure que le général Sprengporten vient d'être rappelé, que les pouvoirs civils et militaires sont confiés maintenant au général Barclay de Tolly, qui commande l'armée.

L'empereur doit partir le 16 pour clore les Etats de Finlande; il compte n'être absent que quatre ou cinq jours.

Le prince Troubetskoï mande de l'armée du Danube que ce fleuve est débordé de deux lieues vers Braïloff et de cinq quarts de lieue vis-à-vis Galatz, et qu'on ne pourra en conséquence agir avant la mi-juillet.

Le général Koutouzoff vient d'être rappelé de cette armée; il n'était pas d'accord avec le maréchal Prozorowsky: on lui reproche d'avoir agi trop mollement. C'est le prince Bagration qui le remplace.

Le général Gardanne est arrivé à Moscou, d'où il est reparti le 5 pour rejoindre l'empereur. Il m'a écrit pour me prier de remercier l'empereur Alexandre de l'invitation que ce prince lui avait fait faire par le gouverneur de Moscou de se rendre à Pétersbourg.

Je charge de cette lettre M. d'Hervas, mon aide de camp, qui se rend d'ici à l'armée du prince Galitzine, d'où il rejoindra le quartier

général de l'empereur, auquel il donnera des détails sur la position, les opérations et l'état de l'armée russe.

295.

Rapport à Napoléon.

14 Juillet 1809.

Le 13, j'eus l'honneur de dîner chez l'empereur. Sa Majesté me demanda si je n'avais point de nouvelles, m'annonça que les Autrichiens avaient évacué la Saxe, que le roi de Westphalie était entré à Dresde, que tous les partisans autrichiens s'étaient enfuis et avaient disparu sans combattre. Elle me parla ensuite de la Pologne, me dit qu'on y agitait partout les esprits par des proclamations et des articles de journaux, qu'Elle répugnait à donner de l'importance à ces sortes de choses, qui cependant, poussées à un certain point, étaient désagréables. Elle m'ajouta: «Je presse dans toutes mes lettres le prince Galitzine; il marche. Ses premières lettres seront, j'espère, de Cracovie; on le presse de toutes manières, car autant j'ai désiré que cette guerre n'eût pas lieu, autant je veux vous seconder franchement pour qu'elle finisse promptement, je vous le répète. Le prince Gagarine a été autorisé par moi à transmettre au prince Galitzine les ordres de l'empereur Napoléon. Les instructions de celui-ci portent qu'il doit activer ses opérations et les diriger de manière à être le plus tôt possible en rapport, même en communication, avec l'empereur. Maintenant qu'il s'approche de lui, je lui enjoins de lui envoyer directement un officier pour lui rendre compte de sa position et de sa marche. Cet officier fera un grand détour en allant; c'est même ce qui m'a empêché de donner cet ordre plus tôt. Au reste, le prince Galitzine avait, dès son départ, celui de se mettre le plus tôt possible en rapport avec votre armée, de profiter de tous les moyens de communiquer et de rendre compte à l'empereur».

S. M. daigna me parler ensuite des Anglais, qui couvrent la Baltique, et me témoigna d'une manière tout à fait prononcée combien

Elle désirait qu'ils entreprissent réellement quelque chose, pour pouvoir leur donner une leçon qui ne leur laissât aucun doute pour l'avenir sur l'accueil qui les attendait ici, comme sur la détermination inébranlable où Elle était de soutenir de tous ses moyens les principes de l'alliance.

L'empereur ajouta qu'il partait dimanche après la parade et qu'il ne serait que peu de jours absent, qu'il daignerait me recevoir avant son départ.

296.

Lettre à Champagny.

14 Juillet 1809.

J'envoie à Votre Excellence le duplicata de la dépêche dont j'ai chargé M. Hervas, mon aide de camp, qui se rend au quartier général de S. M. en passant par l'armée du prince Galitzine et celle du prince Poniatowsky. J'y ajoute quelques détails sur mes dernières conversations avec l'empereur et M. Romantzoff.

Le ministre de Danemark, qui m'a donné connaissance des communications qui ont été faites à M. Didelot relativement aux prétentions de sa cour contre la Suède, a remis à M. de Romantzoff la copie d'une lettre à laquelle était jointe une carte des agrandissements que désire le gouvernement danois.

M. de Romantzoff m'en a parlé: il regarde les prétentions du Danemark comme exagérées. Le ministère danois annonce cependant l'intention de continuer la guerre plutôt que de s'en départir. Le cabinet russe interviendra, je crois, en faveur du Danemark, si la négociation s'ouvre, mais n'en fera pas, je crois, une condition *sine quâ non* du traité.

M. de Romantzoff m'a encore parlé à ce sujet de la Poméranie et des dédommagements que la possession de cette province mettait l'empereur en état de procurer au Danemark en Allemagne. «L'empereur, m'a-t-il dit, tient peu à la Poméranie et à toutes ces conquêtes

éloignées, qu'il offrait à Erfurt de donner à la maison de Mecklenbourg. Il l'a même dit devant les princes d'Allemagne à un de ses levers. Quant à nous, nous ne tenons pas à l'agrandissement de tel ou tel; un désir plus grand pour nous est que l'empereur Napoléon fasse à cet égard les arrangements qui lui conviennent: voilà le fond de notre pensée». Il a ajouté qu'il ne me parlait du Danemark que parce qu'il pensait que c'était servir aussi nos intérêts que de lui vouloir du bien, et parce qu'il aimait d'ailleurs, comme je devais l'avoir vu depuis que j'étais ici, à me tenir au courant de tout ce qu'il apprenait. «Peut-être, a-t-il repris, aurait-il été nécessaire que nous eussions su ce que vous comptez faire pour le Danemark: ignorant les intentions de l'empereur Napoléon sur cela, comme sur la question relative à l'Angleterre, nous ne savons quelle route suivre pour marcher d'accord avec vous dans notre négociation avec la Suède. Si nous avions su dans le principe que vous sépareriez la négociation, j'aurais accepté l'entrevue avec M. de Stédingk; sans doute mes affaires seraient faites maintenant: nous aurions seulement pu ajourner ce qui concerne l'Angleterre après que nous aurions eu connaissance de ce qui se serait fait à Paris. Je vous le demande: croyez-vous, a-t-il continué, qu'il entre dans les vues de l'empereur Napoléon de ne point forcer la Suède à rompre entièrement avec l'Angleterre? Quant à nous, nous n'y mettons pas d'obstacle, cela ne peut à un certain point nous nuire. Dans l'incertitude où vous nous avez laissés sur vos vues, nous nous étions attachés à consacrer avant tout le principe de l'alliance, parce que c'est la chose à laquelle nous tenons le plus, mais, croyez-vous qu'il faille se relâcher de quelque chose à cause de la position où est la Suède, nous y sommes tout disposés. Il est naturel que vous vous intéressiez à ce pays: la Finlande cédée, nous n'avons contre lui aucun sujet d'animosité; nous acquérons là un grand avantage, et nous ne nourrissons aucune arrière-pensée contre son existence. Aussi nous sommes tout disposés à rentrer dans vos vues. L'empereur Napoléon ne peut en douter, car il me disait souvent à Paris que nous devrions prendre Stockholm et partager la Suède avec le Danemark, et il sait ce que

j'ai toujours eu l'honneur de lui répondre à cet égard. Les derniers événements n'ont pas changé l'opinion de l'empereur Alexandre. Nous sommes sans ambition et ne formons d'autres vœux que de voir la paix être enfin le prix de tant de sacrifices et de malheurs».

Dans mes réponses, je me suis attaché à prouver que nous ne tenions pas moins à tout ce qui consacrait et constatait l'alliance, que la Russie avait un intérêt particulier à bien traiter le Danemark, qui l'avait secondé dans la guerre contre la Suède, qu'elle lui devait par conséquent une assistance directe sans avoir pour cela besoin de reconnaître les intentions de la France à l'égard de cette puissance, que, quelque bienveillantes qu'elles pussent être, elles ne pouvaient cependant dépendre en rien de la conduite de la Russie, qui avait à reconnaître des services réels, et que, quant à la Poméranie, c'était une question entièrement différente.

M. de Romantzoff, après m'avoir dit que M. d'Essen était nommé ambassadeur de Suède à Paris, m'a ajouté que le retard qu'on mettait à Stockholm à répondre aux dernières dépêches dont j'ai envoyé copie à V. E. lui faisait penser que le roi voulait *finasser* (c'est son expression), qu'il attendait peut-être que les Anglais eussent tenté quelque chose ici, qu'il voulait frapper à toutes les portes avant d'en finir et gagner du temps pour son commerce. «Cela est assez dans les intérêts de la Suède, a-t-il continué, mais nullement dans les nôtres ni dans les vôtres, puisque cela retient nos troupes en Finlande et fait rester ici celles qui y sont».

Dans la conversation, je me suis attaché à prouver que la séparation de la négociation ne changeait pas le principe du système dirigé contre l'Angleterre, qu'il était indispensable, pour l'honneur même de la Russie, de tenir à ce principe si les négociations s'ouvraient, qu'il pouvait être sûr que V. E. ne s'en départirait pas, que, pût-on même convenir un jour d'adopter quelques modifications en faveur de la Suède, ce que j'ignorais absolument, cela ne se ferait certainement que d'un commun accord, qu'il convenait donc que le traité portât le cachet de l'alliance en exprimant le second article des trois conditions imposées

à la Suède. M. de Romantzoff a paru partager cette opinion, abonder même dans mon sens, mais il ne m'a pas dit positivement ce qu'on ferait. Il m'a ensuite parlé des nouvelles de Suède qu'il recevait. Elles s'accordent, m'a-t-il dit, à présenter l'opinion de ce pays comme entièrement tournée vers la France et le système comme tout français. Je répondis que cela lui garantissait que les Anglais n'y auraient point d'influence. Il a ajouté que le système français, qui paraissait prévaloir à Stockholm, était pour la Russie la garantie d'une prompte paix. Mais il a cependant l'air de penser, dans le fond, que la séparation de la négociation était la cause des retards que le cabinet de Stockholm mettait à répondre.

Le comte de Romantzoff m'a encore dit qu'il paraissait qu'on était un peu revenu en Suède sur le compte du roi Gustave IV, que surtout on sentait qu'on avait été trop loin en excluant du trône les enfants de ce prince, qui n'étaient pour rien dans les reproches qu'on lui faisait, dont le principal était d'ailleurs d'avoir fait une guerre malheureuse.

Il a ensuite été question du voyage de l'empereur en Finlande. «Cette course, m'a dit le ministre, pourrait avoir l'air d'une tricherie pour aller négocier la paix, et n'en est pas une, je vous le jure; nous n'avons d'ailleurs rien à vous cacher à cet égard, et je vous assure que nous n'avons aucune nouvelle de nos dernières dépêches, ni de M. de Stédingk. Nous ne resterons que vingt-quatre heures pour clore les Etats: ayant appris que l'empereur avait renoncé à ce voyage à cause de la présence des Anglais dans la Baltique, ils lui ont écrit pour lui témoigner leurs regrets, et il n'a pu résister à leurs instances. J'accompagne l'empereur, parce qu'il y aura quelques mesures intérieures à prendre, et que S. M. doit avoir quelque confiance en moi. S'il nous arrivait quelque chose de Suède, vous le sauriez tout de suite».

M. de Romantzoff m'a ensuite dit que les Anglais tâtaient leurs côtes partout, que l'empereur brûlait du désir de les voir tenter une descente, afin de les renvoyer avec une bonne leçon, que l'empereur Napoléon n'était sûrement pas plus animé contre eux que l'empereur

Alexandre, que, pour lui, il avait depuis longtemps fait sa profession de foi à cet égard, qu'il s'attendait à des propositions de paix de la part des Anglais, mais qu'elles auraient aussi peu de succès que leurs attaques. Il a ajouté que le parlementaire anglais qui avait descendu à Vindau vingt matelots pris sur un bâtiment marchand russe n'avait rien dit ni rien apporté, qu'on savait seulement, par les mouches de Swéaborg et de Cronstadt, que les Anglais se renforçaient chaque jour et qu'ils ne laissaient rien passer. On n'a aucune nouvelle des matelots annoncés depuis plus de quinze jours par une lettre de l'amiral Seniavine.

L'empereur, que j'ai eu l'honneur de voir aujourd'hui, m'a encore dit qu'il pressait de toute manière le prince Galitzine et qu'il espérait que ses premières lettres seraient de Cracovie. «Autant j'ai désiré, m'a-t-il dit, que cette guerre n'ait pas lieu, autant je veux qu'elle finisse promptement». Il m'a ensuite ajouté qu'il lui enjoignait d'envoyer directement un officier à l'empereur Napoléon pour lui rendre compte de sa position et de sa marche, et que le prince Gagarine avait été autorisé à lui transmettre les ordres de S. M.

L'empereur m'a encore parlé de la Pologne. Il m'a dit qu'on y agitait les esprits de toutes manières par des proclamations et des articles de journaux, qu'il répugnait à donner de l'importance à ces sortes de choses, que cependant, poussées à un certain point, elles étaient désagréables.

La conversation est ensuite tombée sur les forces anglaises qui croisent dans la Baltique. S. M. m'a dit qu'Elle désirait qu'ils tentassent quelque expédition, pour leur donner une leçon qui ne leur laissât aucun doute sur ses intentions et sur la détermination inébranlable qu'Elle avait prise de soutenir de tous ses moyens les principes de l'alliance.

297.

Lettre à Napoléon.

15 Juillet 1809.

Votre Majesté trouvera ci-joint mes rapports du 10 juillet. Je ne sais si le prince Galitzine aura aussi tôt et aussi positivement que l'empereur me l'a dit l'ordre de se mettre à la disposition de V. M. J'ai depuis longtemps l'honneur de l'entretenir des inquiétudes que donne le prétendu rétablissement de la Pologne: ce mot est plus que jamais dans toutes les bouches, et l'inquiétude sur tous les visages, depuis le dernier courrier du prince Galitzine; d'après ce qui en transpire dans le public, il paraît que cela tient à une lettre du prince Poniatowsky au prince Galitzine et à une écrite au premier par le prince de Ponte-Corvo, et dont on aurait eu connaissance. On parle aussi de proclamations et de lettres interceptées en Lithuanie. Ce ne sont que des on dit.

On parle beaucoup de fausses nouvelles jusqu'à la date du 26 juin; on y joint un long bulletin autrichien sur les batailles des 21 et 22. Je sais que l'empereur a dit à un des colporteurs: «Il n'y a que les imprimeurs allemands qui battent les Français, car l'empereur Napoléon est à Vienne et à Raab: les dates de ses ordres répondent aux bulletins autrichiens». Sous ce rapport, l'empereur ne peut être mieux. Si les Anglais tentent quelque chose, comme on veut toujours le croire ici, ils le trouveront disposé à les bien recevoir: il en parle avec chaleur et comme quelqu'un qui aurait une injure personnelle à venger.

L'empereur part le 16 pour Borgo; M. de Romantzoff l'a précédé aujourd'hui. Ils n'y restent qu'un jour, pour clore la session des Etats de Finlande; S. M. doit être de retour le 21 ou le 22. Il paraît que ce voyage n'a point d'autre but, car il était arrêté avant l'arrivée du dernier courrier de Suède; il paraît probable que l'empereur n'y répondra que de Borgo.

On n'a point de nouvelles du Danube.

Dans la situation des choses, un mot de V. M. à l'empereur Alexandre dissiperait bien des doutes, même des inquiétudes et du mécontentement; car il en est venu à penser que le silence de V. M., qu'il attribuait dans le principe à ses nombreuses occupations et à la vie active qu'Elle menait, tient à une arrière-pensée, qui l'empêche de répondre au contenu de ses différentes lettres. Je fais de mon mieux pour détruire cette impression, soit directement, soit par ce qui l'entoure, mais je vois à regret que je n'y réussis pas comme je le voudrais.

298.

Lettre à Champagny.

15 Juillet 1809.

Le 14, je vis le comte de Romantzoff, qui me dit qu'il était arrivé un courrier de Suède, que la lettre de M. d'Engelstrom portait que le roi était décidé à *faire les plus grands sacrifices* pour obtenir la paix, qu'il répétait cette expression, mais qu'il insistait sur la nécessité d'avoir préalablement quelques explications sur les points indiqués comme base de la négociation, que les rapports de voisinage, et par conséquent les discussions relatives aux frontières, même à la cession qu'on demandait, exigeraient des explications qui dureraient plus de deux fois vingt-quatre heures. «Dans sa lettre, ajouta M. de Romantzoff, il cherche, en me répétant combien il désire la paix, à nous faire entendre que la seule difficulté est dans l'article relatif à l'Angleterre. Il dit qu'il doit me prévenir que le désir de favoriser l'industrie nationale a fait proscrire depuis longtemps tous les objets de fabrique étrangère, dont on empêche l'importation sur le continent. L'empereur a cette dépêche depuis un moment, me dit le ministre; je n'ai pas encore pu prendre ses ordres».

Je le revis le lendemain; il me dit que l'empereur n'avait encore rien décidé, que S. M. penchait pour qu'il renvoyât le courrier sans réponse, se réservant de revoir cette dépêche, de se décider en Finlande et d'envoyer un de ses courriers avec une réponse si Elle en

faisait une, qu'Elle était décidée à ne rien adopter de contraire au système de l'alliance et au grand intérêt qu'avait son allié, l'empereur Napoléon, comme lui, de tout faire pour nuire à l'Angleterre, qu'il préférait, quelle que fût sa position, ne rien terminer pour le moment et attendre. Il m'ajouta qu'il savait, par l'officier qui avait apporté les passeports demandés par M. de Stédingk et qui était arrivé depuis peu de jours, qu'en Suède toutes les opinions étaient d'accord pour se rapprocher de la France, que cela ne pourrait que servir les intérêts de la Russie et par conséquent lui convenir, que l'influence de l'Angleterre était diminuée, mais qu'à cet égard, il paraissait que rien n'était changé, que l'intimité de la Suède avec l'Angleterre était toujours la même, que, cette dernière étant maîtresse de la mer, cela ne pouvait changer, que les Suédois visaient à être marchands de l'Europe en conservant leur neutralité avec tout le monde, que, pour cet avantage, ils feraient sûrement tous les sacrifices qu'on voudrait, que cela leur importait beaucoup plus que la Finlande: «L'Angleterre elle-même pousse la Suède à cela, m'ajouta-t-il. Elle dit à Stockholm, comme à Constantinople, comme en Perse: «Raccommodez-vous avec la Russie, faites la paix avec elle, faites même des sacrifices pour cela, car, d'une part, ils ne coûtent rien, et de l'autre, tout ce qui peut lui présenter l'espoir d'un rapprochement avec vous ou avoir l'air d'une cajolerie pour l'opinion de ce pays ou pour le commerce lui convient». Mais elle perd son temps; vous connaissez l'opinion de l'empereur: vous savez combien il tient à l'alliance et à la fidélité de ses engagements».

Le ministre me dit ensuite: «Le prince Galitzine marche: pas aussi vite que vous le voudriez, mais enfin de manière à arriver. On ne peut pas refaire les hommes, ni changer les vieilles habitudes». Il ajouta: «On met toujours le feu aux têtes polonaises: proclamation aux Polonais, article de la Gazette de Varsovie, levée des Lithuaniens; enfin ce sont des tracasseries de toute espèce. L'empereur n'aime pas à s'arrêter à ces coups d'épingle; mais l'empereur Napoléon pouvait facilement renfermer cette effervescence dans les bornes des intérêts communs et de l'alliance». Je répondis que, pour entrer dans les vues de la Russie et lui

ôter toute inquiétude, S. M. avait donné des ordres au prince Poniatowsky pour qu'il prît possession de ses conquêtes et organisât la Galicie au nom de l'empereur des Français et non en celui du grand-duché, que, le grand-duché ayant une petite partie de la Lithuanie, il pouvait avoir un régiment de chasseurs lithuaniens, que le corps avait été fort heureux de trouver de l'appui dans l'enthousiasme des Galiciens, le prince Galitzine n'ayant encore rien fait pour lui. Le comte de Romantzoff me dit: «Je vous parle de cela parce que nous voulons éviter toute espèce de difficultés avec vous. Soyez sûr que tout ce qui se passe de la part des habitants du grand-duché n'est nullement amical pour nous. On a fait des appels à plusieurs de nos sujets lithuaniens; quelques-uns sont même partis. Un homme en place et marquant du grand-duché a été même jusqu'à dire à M. Anstett, qui est dans ses terres, qu'il avait vu et lu une lettre qu'il écrivait au comte de Romantzoff.—«De quel droit?» lui dit celui-ci.—«Du droit de la guerre», lui répondit l'autre.—«Mais nous ne sommes pas en guerre, reprit M. Anstett, avec vous: nous faisons au contraire cause commune avec l'empereur Napoléon».—«Cela ne fait rien», répondit le polonais. Cette lettre ne m'est jamais arrivée, ajouta M. de Romantzoff. Le polonais a été jusqu'à dire qu'il l'avait recachetée en mettant son cachet à côté de celui de M. Anstett. Je n'attache pas plus que mon maître de l'importance aux petites choses, continua le ministre, mais je veux vous prouver que ces gens-là n'ont aucune mesure avec nous, ni aucun égard pour l'alliance qui nous unit».

M. de Romantzoff est parti pour Borgo, où se tiennent les Etats de Finlande, immédiatement après notre conférence.

299.

Lettre à Napoléon.

16 Juillet 1809.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté mon rapport du 17 juillet. L'arrivée d'un officier polonais, dépêché par le prince Poniatowsky,

ensuite celle du courrier expédié le 26 juin par M. le comte de Champagny, m'ont décidé à retarder le départ du mien. L'empereur est parti aujourd'hui à 2 heures, il sera de retour du 21 au 23; l'impératrice est établie depuis deux jours à Tsarskoïe-Sélo.

L'arrivée des courriers de Vienne sans lettres de V. M. pour l'empereur est toujours embarrassante pour moi. Dans l'audience que le comte Tolstoï m'avait primitivement annoncé que je n'aurais qu'au retour de S. M., et qu'Elle a ensuite daigné m'accorder Elle-même quand Elle m'a vu à la parade, Elle était si pressée, quoiqu'Elle m'ait longuement parlé, qu'Elle me laissait à peine le temps de répondre: j'ai cependant répliqué, comme le verra V. M. par le rapport. Le jeune officier polonais avait, je crois, un peu trop causé avec le grand-duc et donné d'avance de l'humeur. L'empereur, en me quittant avec beaucoup de bienveillance, m'a dit: «Nous reparlerons de tout cela à mon retour; je veux même que Romantzoff vous en écrive officiellement, mais mandez ce que je vous ai dit à l'empereur».

300.

Rapport à Napoléon.

17 Juillet 1809.

Le 16, j'eus l'honneur d'accompagner S. M. à la parade, et Elle daigna m'accorder après une courte audience, avant de partir pour la Finlande. A la parade, Elle me dit: «Je vous remercie des bulletins que vous m'avez envoyés hier; ils sont venus fort à propos pour démentir les bêtises qu'on nous envoie d'Allemagne, qui ne signifiaient rien, mais qui inquiétaient ou plutôt agitaient ceux qui veulent s'inquiéter ou s'agiter. Il vous est aussi arrivé un officier polonais. A propos de cela, j'ai réellement à me plaindre d'eux, et surtout de ce qui se passe là. L'officier qu'on vous a envoyé paraît un peu léger; il a causé longtemps avec mon frère, en passant à Strelna. Aujourd'hui, je suis trop pressé pour vous parler d'affaires, ce sera à mon retour: je veux cependant

vous faire mes adieux; montez un moment dans mon cabinet après la parade».

L'empereur me dit alors: «Je vous parlerai à mon retour de la Suède, comme des affaires de Galicie; le prince Poniatowsky a écrit différentes lettres au prince Galitzine. Quant aux plaintes sur des négligences, cela a été réprimé ou réparé; quant aux retards, je ne puis changer cette vieille tactique de la guerre de Sept Ans: je m'en plains aussi. Au reste, le prince Galitzine doit être à Cracovie; sa dernière lettre est de Tarnow. Un autre point sur lequel il faut s'expliquer franchement, c'est sur les affaires de Pologne, sur cette prise de possession de la Galicie au nom de l'empereur Napoléon pour en faire une province française. Le prince Poniatowsky dit que c'est par l'ordre de l'empereur. Je veux croire, je vous l'assure, qu'il a inventé cela: l'empereur est trop politique pour ne pas sentir que cela est contraire à tous mes intérêts, inquiétant même pour la tranquillité de mes Etats. J'ai mis de la bonne foi avec lui, m'en rapportant à la sienne et aux assurances que vous me donniez sur la confiance que je devais placer en lui: dans les circonstances actuelles, je n'ai pressé pour aucun engagement, j'ai agi en loyal chevalier, m'en rapportant à lui, et, depuis lors, on ne cesse de ressusciter ces affaires de Pologne, de chercher à nous inquiéter de toutes les manières. J'ai attribué cela, je vous l'avoue, aux Autrichiens, qui, ne pouvant m'empêcher de remplir mes engagements envers vous ni changer mon système, cherchaient à nous diviser pour en tirer parti; je rejetais donc tout ce qui me revenait. Avec un allié comme moi, il faut y aller franchement. Je pourrais vous montrer beaucoup de pièces qui vous prouveraient que je ne m'étonne pas en vain de tout ce qui se passe là: propos, conduite, écrits, rien n'est là dans le système de l'alliance; j'y tiens trop pour consentir à rien de ce qui tendrait à la détruire. Je n'ai pas besoin de vous rappeler tout ce que je vous ai dit sur mes intérêts, sur mes opinions dans cette affaire. Je ne puis consentir à ce que vous établissiez une province française sur mes frontières, par les raisons que je vous ai franchement déduites depuis longtemps et que vous devez

avoir portées à la connaissance de l'empereur. Il est trop politique, trop bon juge des intérêts des nations pour ne pas savoir que cet ordre de choses ne peut me convenir, ne le sût-il même pas par ce que je vous ai dit. Je vous ai parlé, général, avec toute confiance, aussi franchement qu'à l'empereur à Erfurt; je me suis trop expliqué d'avance pour que l'on ait pu avoir un doute sur mon opinion à cet égard, et je l'ai fait dans l'espoir d'éviter toutes les tracasseries. L'empereur Napoléon peut-il douter de moi? J'ai au moins deux guerres sur les bras pour lui; mon pays n'est riche qu'en productions et ne peut les exporter, parce que l'une de ces guerres attire les forces anglaises contre mes ports. On brûle mes établissements, on menace mes côtes: en un mot, l'empereur ne l'ignore pas, la prospérité de mes Etats en souffre. D'un autre côté, la guerre avec l'Autriche me coûte un argent fou: les troupes se paient en espèces, hors des frontières. Pour vous complaire, je n'ai point fini avec la Porte; je ne parle pas de la Suède, puisqu'il doit m'en revenir un avantage. Enfin, j'ai fait mes preuves pour votre système, pour le maintien, le soutien de l'alliance, et le résultat de cela serait qu'on organiserait une province française sur ma frontière? J'en appelle à vous: quelle opinion aurait de moi mon peuple, quel jugement porterait la postérité, l'empereur Napoléon lui-même? Quel crédit cela donnerait-il à mon gouvernement? Quelle force, quels moyens aurais-je même pour vous servir ainsi, si je pouvais le vouloir? Là-dessus, général, il faut qu'on s'explique franchement: je l'ai fait depuis longtemps; que l'empereur Napoléon y réponde. Je tiens à l'alliance, parce que je la crois avantageuse, pour l'un comme pour l'autre, et tranquillisante pour nos voisins si nous sommes d'accord pour maintenir la tranquillité de l'Europe et empêcher toute nouvelle commotion».

J'assurai l'empereur que la méfiance qui pouvait exister entre les troupes du grand-duché et ses généraux provenait des retards de ces derniers, qui n'avaient rien fait pour les secourir, quoiqu'ils dussent, d'après les assurances que lui-même avait daigné me donner, les soutenir vigoureusement et agir de concert; que le mauvais esprit des généraux était connu, qu'ils pouvaient donc lui tout exagérer dans

leurs rapports, que leur prédilection pour les Autrichiens était un fait, enfin, qu'il était connu que le prince Galitzine n'était entré en Galicie que le 3 juin et que, le 2 juillet, il écrivait encore de Rzeszow, où il était depuis quinze jours; que V. M. ne me chargeait point de me plaindre des opérations de son armée, mais que les gens intéressés, comme les troupes du grand-duché, à la voir agir, pouvaient en concevoir de l'inquiétude et même de l'ombrage; que la 4e division, qui devait rejoindre le prince Galitzine, était encore le 8 à Bialystock.

L'empereur ne justifia pas les retards, les lenteurs: il s'en plaignit même assez amèrement, mais il m'assura que cette quatrième division avait rejoint, que les troupes campées à Bialystock étaient des régiments qui étaient fort en arrière et des troisièmes bataillons. J'eus l'honneur de lui observer que le général Doktoroff lui-même, qui la commandait, avait causé assez longtemps entre Vilna et Bialystock avec l'officier polonais qui m'était arrivé. «Je prie V. M., ajoutai-je, de permettre que je fasse une grande différence entre ses intentions et ce que font, dans cette circonstance, ses généraux». Je représentai à l'empereur que la mesure de prise de possession au nom de l'empereur Napoléon de la Galicie était une mesure prise dans l'opinion qu'elle entrait au contraire dans les vues de la Russie, qu'elle ne contrariait de fait en rien les intentions manifestées par S. M., puisque c'était un frein donné à l'esprit d'indépendance des Galiciens et qu'elle rompait même tout rapport direct entre eux et le grand-duché; enfin que, cette province ayant été conquise par le 9e corps de l'armée de V. M., il était naturel qu'il en prît possession en son nom; que la Galicie avait de fait été soumise et conquise par ce corps, que l'armée russe n'y était entrée qu'après, qu'enfin elle n'avait encore rien fait pour la cause commune; que cependant le prince Galitzine avait rétabli les autorités autrichiennes. L'empereur reprit: «Quant aux autorités, nous n'avons fait que ce qu'ont fait les troupes du prince Poniatowsky, car elles les ont laissées partout. Nous n'avons d'ailleurs pas assez d'agents pour les remplacer, et on ne le pourrait de suite sans se priver même des moyens les plus nécessaires. Le prince Galitzine a mis des mili-

taires russes à la tête et a gardé, en attendant, les autres en second. Il en fait venir, au reste, de l'intérieur de mes Etats pour remplacer les chefs que je lui ai ordonné d'avance de changer, car je ne veux pas plus que vous faire des avantages à l'Autriche et avoir des ennemis sur les derrières de mon armée». S. M. répondit aux autres objections que j'avais eu l'honneur de lui faire qu'il avait été physiquement impossible d'arriver à temps pour empêcher les Autrichiens de reprendre Lemberg; que c'était sur eux que ses troupes avaient pris Lemberg et tout le pays qu'elles occupaient; qu'Elle ne pouvait souffrir qu'on prît possession au nom de V. M. des pays qu'elles occupaient et qu'elles avaient conquis, mais qu'elle ne prétendait pas qu'on prît possession au sien de ce qu'occupait ou occuperait le corps du prince Poniatowsky; que, si quelqu'un n'avait pas agi comme il le devait, Elle en ferait justice, comme du général Gortchakoff, qui allait être cassé; qu'il alléguait pour sa justification qu'il avait écrit à l'archiduc avant la déclaration, qu'il prétendait le prouver par la date de sa lettre, mais que cela ne le justifiait pas, puisqu'il n'était pas autorisé à écrire et n'avait d'ailleurs pas rendu compte. L'empereur ajouta encore: «Ecrivez sur cela à l'empereur Napoléon par le courrier que vous expédiez; répétez-lui ce que je vous ai déjà dit et ce que je vous répète: je suis sans ambition. L'empereur veut-il me donner des explications tranquillisantes, des assurances positives sur toutes ces tracasseries, veut-il laisser, à la paix, la Galicie avec quelques autres débris à la Maison d'Autriche, ou bien faire des dispositions qui ne changent en rien la position de la Russie, qui ne l'inquiètent d'aucune manière pour sa sûreté, sa sécurité personnelle: il verra avec quelle loyauté je le seconderai; il est dans la prospérité, tout lui sourit, mais, la fortune lui fût-elle momentanément contraire, il éprouverait ce que je suis, pour mes alliés comme pour mes amis. Mais, pour le bien seconder, il faut qu'il s'explique franchement, qu'il ne nous laisse aucune inquiétude sur notre position. Je vous le répète, je ne suis pas difficile à satisfaire, puisque je ne veux rien pour moi, n'ambitionne rien, si on ne change rien à ma position».

L'empereur me parla dans toute cette conversation d'une manière fort prononcée, cependant avec calme, et même avec un ton conciliant. S. M. s'étendit beaucoup sur sa position, sur la droiture de la marche qu'Elle avait constamment suivie depuis l'alliance. Cette audience fut courte, malgré cela: S. M. étant pressée de partir, Elle me dit qu'Elle ajournait les explications sur tous ces points.

J'eus l'honneur de lui remettre les copies de la correspondance de V. M. avec le commandant des vaisseaux de Trieste. L'empereur me dit: « Que l'empereur lui ordonne d'obéir et lui dise qu'il n'approuve pas ses représentations. Il obéira: je l'ai mis à sa disposition, et c'est sans restriction ».

Fin du troisième volume.

INDEX

ALPHABÉTIQUE.

I. Noms cités.

II. Personnages désignés autrement que par leur nom.

Angleterre.

Autriche.

Confédération du Rhin.

Royaume de Bavière.

Royaume de Saxe.

Royaume de Westphalie.

Royaume de Wurtemberg.

Grand-Duché de Weimar.

Duché de Holstein-Oldenbourg.

Danemark.

Espagne.

TABLE DES MATIÈRES.

(Les chiffres en italiques indiquent la date.)

Mars 1809.

Juillet 1809.